Les électorats ethno-régionalistes en Europe occidentale : étude comparée en Bavière, Écosse, Flandre et au Pays de Galles

Frédéric Falkenhagen

▶ **To cite this version:**

Frédéric Falkenhagen. Les électorats ethno-régionalistes en Europe occidentale : étude comparée en Bavière, Écosse, Flandre et au Pays de Galles. Sciences de l'Homme et Société. Institut d'études politiques de Paris - Science Po, 2010. Français. NNT : 2010IEPP0032 . tel-04097945

HAL Id: tel-04097945

https://sciencespo.hal.science/tel-04097945

Submitted on 15 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Institut d'Etudes Politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Science Politique
CEVIPOF
Doctorat de Science Politique

Les électorats ethno-régionalistes en Europe occidentale

Etude comparée en Bavière, Ecosse, Flandre et au Pays de Galles

Frédéric Falkenhagen

Thèse dirigée par Nonna Mayer, Directrice de Recherche CNRS

Soutenue le 21 octobre 2010

Jury :

Mme Nonna Mayer, Directrice de Recherche CNRS-CEE

M. Bruno Cautrès, Chargé de Recherche CNRS-CEVIPOF

M. Réjean Pelletier, Professeur Associé à l'Université Laval (Canada)

M. Benoît Rihoux, Professeur à l'Université Catholique de Louvain (Belgique) (Rapporteur)

M. Marc Swyngedouw, Professeur à la Katholieke Universiteit Leuven (Belgique) (Rapporteur)

„Siehst du diese Felder, mein Kind? Wie mein Großvater
und sein Großvater vor ihm habe ich auf ihnen gearbeitet
und wir haben sie nach unseren Bedürfnissen angelegt und
verändert... und doch weiß ich noch immer nicht ob wir
oder sie den anderen mehr verändert haben.“

Heinrich Falkenhagen

Note importante au lecteur:

L'utilisation des données mises à disposition par les producteurs initiaux ou l'institution qu'ils ont habilitée à procéder à la diffusion des données n'implique pas de cautionnement de leur part ni sur les conclusions ni sur les méthodes utilisées. Toutes les opinions exprimées dans cette thèse représentent exclusivement les positions de l'auteur et n'engagent que lui.
Une liste complète des données utilisées dans cette thèse ainsi que leurs distributeurs se trouve dans l'annexe bibliographique.

Von guten Mächten treu und still umgeben
behütet und getröstet wunderbar, -
so will ich diese Tage mit euch leben
und mit euch gehen in ein neues Jahr;
Dietrich Bonhoeffer

Remerciements

Merci à tous ceux qui m'ont soutenu pendant tout le temps que j'ai mis à lire, chercher, écrire et réécrire. Merci à mes directeurs qui ont vu passer les crises de nerfs et d'angoisse, les coups durs et toutes les petites misères qui accompagnent une thèse.
Merci à la *Studienstiftung des Deutschen Volkes* de m'avoir si patiemment soutenu alors que le format de thèse était si loin du format qu'elle attendait. Je voudrais particulièrement remercier Gabriele Kersting et Imke Thamm qui m'ont accompagné pendant mes études comme référents à la *Studienstiftung* et ont été des sources d'information et d'assistance intarissables. Merci à Oliver Gottschalg d'avoir été ces trois dernières années le lien avec la Ahrstraße ici à Paris. Je tiens à remercier particulièrement tous les doctorants des colloques de la *Studienstiftung* qui m'ont aidé avec leurs questions et leurs marques d'intérêt pour mon travail à terminer ce texte.
Merci à ceux qui à Sciences Po m'ont aidé à réaliser cette recherche. Vincent Tiberj, Nicolas Sauger et Viviane Le Hay qui m'ont appris à manier les méthodes quantitatives, Brigitte Le Roux et Jean Chiche qui m'ont d'abord fait découvrir les méthodes géométriques puis tant aidé pour obtenir les licences pour pouvoir la mettre en application. Merci aussi à Florence Haegel et Sophie Duchesne pour leurs conseils. Merci à Gérard Grunberg pour sa patience dans le séminaire sur l'étude des partis. Merci à Bastien Irondelle de m'avoir montré que certaines de mes connaissances pouvaient avoir une valeur pratique. Et merci à Samy Cohen pour toutes les idées sur comment écrire une thèse, même si je ne les ai pas toutes respectées.
Merci à ceux qui facilitent tant la recherche. Merci à Nadine Dada et Odile Gaultier-Voituriez pour les innombrables aides bibliographiques. Merci aussi à Annick Le Tenier et Alexandre Montein pour tous les petites choses qui facilitent tant la vie. Merci à Marie-Rose Pereira, Carine Boutillier et Annie Marcilloux pour toute l'aide administrative au fil des années. Merci Arlène Chauvet pour toutes les leçons de Yoga. Merci aussi à ceux qu'on ne voit pas ou pas assez pour connaître leurs noms, ceux qui font que la recherche ne devienne pas un enfer.
Merci à ceux qui il y a plus de six ans ont éveillé mon intérêt au sujet.
Merci à Cédric Prunier d'avoir tant aidé celui qu'il appelait la nuisance principale du cycle.
Merci aussi à mes amis qui m'ont accompagné sur le chemin de la thèse: Les compagnons de malheur doctoral. Miriam, Steffen, Christian, Christof, Axel, Hanno, Antoine, merci d'avoir formé en cas de besoin le cercle des doctorants non-anonymes pour parler des problèmes et chercher des solutions. Merci aux anciens Nancéens: Jörg, Julia, Gregor, Emilie, Anna, Stephan, Mahsa, Jérôme, Agathe et Sophie, les moments de détente avec vous étaient indispensables à ma santé mentale. Merci à ceux qui m'ont toujours gardé une place en leur sein, même quand j'étais loin. Merci Haake, Steve, Roland, Maarten. Merci Tina, Nils, Matthias, Cora, Torsten, Dorrit, Frank, Guddi, Daniel, Nyrm, Alexander, Julia. Et merci Mathias et Sébastien pour tout le temps passé à parler et refaire le monde.
Un grand merci à ma famille qui malgré toutes les épreuves a toujours été un soutien précieux.

Table des matières

Introduction....9
Chapitre 1 Etat de la recherche....16
1.1. Analyse des partis (ethno-)régionalistes....17
1.1.1. Rokkan – Un clivage centre-périphérie réactualisé....17
1.1.2. De Winter – la typologie programmatique....21
1.1.3. Newman – la comparaison de dynamiques électorales....25
1.2. Analyse des partis politiques, systèmes partisans et familles politiques....28
1.2.1. L'analyse au niveau du système partisan....28
1.2.2. Les rôles du parti....34
1.2.3. Les trois partis et leur implication sur la recherche....39
1.2.4. Recherche de l'électorat spécifique et proche....42
1.3. La vision des électorats ethno-régionalistes – (isolés ou dans d'autres optiques)....42
1.3.1. Plaid Cymru – isolé, parti linguistique « à l'ancienne »....43
1.3.2. Scottish National Party – isolé, parti protestataire....45
1.3.3. Christlich-Soziale Union in Bayern – un débat sur sa spécificité par rapport à la CDU....48
1.3.4. Vlaams Blok/ Vlaams Belang – analyse complète comme pilier de la famille de l'extrême droite populiste....53
1.4. Pistes de développement d'un modèle du vote ethno régionaliste....56
1.4.1. Rappel des clivages selon Rokkan....56
1.4.2. Le nationalisme comme force de mobilisation politique....57
1.4.3. Les clivages sociaux (Columbia, Michigan)....64
1.4.4. Le vote sur enjeux....65
1.4.5. Le vote sur valeurs....67
1.4.6. Le changement de valeurs....68
1.4.7. L'électorat à niveaux multiples....70
1.4.8. Le vote extrême droite conjugué avec une rhétorique nationaliste....72
1.4.9. La vision d'un nationalisme régional post-industriel?....77
Chapitre 2 Les cas – choix et contexte....85
2.1. Conditions du choix....86
2.1.1. Choix de la période d'étude....86
2.1.2. Choix des cas d'étude....97
2.2. Présentations des cas....119
2.2.1. Les cas et leur histoire....119
2.2.2. Les cas dans une optique comparatiste....162

Chapitre 3 Méthodes....183
3.1. Les choix méthodologiques....183
3.1.1. Une méthode exploratoire pour baliser le terrain peu exploré....183
3.1.2. De l'ethnographique à une vision plus quantifiable....187
3.1.3. Une approche plus large: “more evidence driven than hypothesis driven”....189
3.1.4. Données de sondage – réponses qualitatives et échelles imparfaites....192
3.1.5. Dégager les lignes de fracture – l'ACM spécifique....194
3.1.6. Accroître la lisibilité et la comparabilité – la typologie....196
3.2. Le travail de données....198
3.2.1. Acquisition de données....198
3.2.2. Analyse des questionnaires....200
3.2.3. Transformation des données pour l'analyse....203
3.2.4. Architecture finale du fichier....207
3.2.5. L'analyse séparée et comparaison ex post....210
3.2.6. Vue d'ensemble du paramétrage....213
Chapitre 4 Les électorats ethno-régionalistes – unité et diversité....217
4.1. Méthode d’analyse – classification hiérarchique selon la méthode des voisins réciproques 218
4.2. La structure sociodémographique des électorats....219
4.2.1. Des partis interclassistes larges....219
4.2.2. Les différences au sein des partis ethno-régionalistes....221
4.2.3. Contraste : L’électorat Labour en Ecosse – une structure comparable....225
4.3. La structure idéologique des partis....232
4.3.1. Les quatre familles composantes des électorats....233
4.3.2. Les membres des groupes et leur présence au sein de nos cas d’étude....240
4.3.3. Contraste : L’électorat Labour en Ecosse – une dissimilitude profonde....269
Conclusion....278
ANNEXES....289
Bibliographie....290
Nationalisme et Ethno-régionalisme:....290
Analyse des données:....292
Cadre d’analyse théorique:....294
Partis et opinions politiques:....296
Etudes spécifiques:....299
Autres:....308
Données:....308
Construction d’indicateurs composés....311
Questions identiques et d’emploi identique dans les différents pays (demsat, trust)....311
Questions identiques avec modalités de réponses différentes (polintr pid)....313
Les réalités différentes selon les pays concernant la classe sociale, le niveau d’éducation et le revenu du ménage....314
Les indicateurs généraux en cas de questions mobiles sur sujets proches (military immig) 317
Les différentes mesures du post-matérialisme selon Inglehart....317
La mesure par position relative directe (polpart)....318
Le choix de construction de variables dérivées locales par ACM spé....319
Les mesures composites et le regroupement en positionnement relatif....322
Codebook....348
ANNEXES NUMERIQUES....412

Liste des Tableaux

Tableau 2-1 Membres du SNP entre 1959 et 1974.....121
Tableau 2-2 Performance électorale du SNP lors des élections générales britanniques.....125
Tableau 2-3 Résultats du SNP aux élections au Parlement Ecossais.....129
Tableau 2-4 Résultats électoraux de Plaid Cymru aux élections générales.....135
Tableau 2-5 Résultats de Plaid Cymru aux élections pour l'Assemblée Nationale Galloise. .140
Tableau 2-6 Résultats électoraux de la CSU lors d'élections au Landtag Bavarois.....146
Tableau 2-7 Résultats électoraux de la CSU lors d'élections au Bundestag.....149
Tableau 2-8 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections fédérales..155
Tableau 2-9 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections européennes 167
Tableau 2-10 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections du Conseil Flamand.....160
Tableau 4-1 : Sociologie des électeurs des partis ethno-régionalistes, selon les données des enquêtes électorales analysées 221
Tableau 4-2 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Britannique depuis 1945.....228
Tableau 4-3 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Européen depuis 1979.....229
Tableau 4-4 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Ecossais depuis 1999.....229
Tableau 4-5 Comparaison des structure sociales des partis ethno-régionalistes et des Travaillistes Ecossais.....230
Tableau 4-6 Distribution des différents groupes idéologiques au sein des électorats des partis ethno-régionalistes 240
Tableau 4-7 Les composantes du groupe du fédéralisme au sein des électorats des partis ethno-régionalistes.....241
Tableau 4-8 Les composantes du groupe du nationalisme au sein des électorats des partis ethno-régionalistes.....242
Tableau 4-9 Les composantes du groupe de la protestation au sein des électorats des partis ethno-régionalistes.....250
Tableau 4-10 Les composantes du groupe de la contestation au sein des électorats des partis ethno-régionalistes.....255
Tableau 4-11 Les composantes des électorats des partis ethno-régionalistes regroupées par familles idéologiques.....268

Liste des Tableaux des annexes

Tableau A-1 Tableau récapitulatif des enquêtes utilisées et de la taille des échantillons.....310
Tableau A-2 Items de mesure de l'efficacité politique Allemagne et Belgique.....323
Tableau A-3 Items de mesure de l'efficacité politique Royaume-Uni.....324
Tableau A-4 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'efficacité politique.....325
Tableau A-5 Plus fortes contribution à l'axe 1.....325
Tableau A-6 Modalités extrêmes de l'axe 1 –pôle positif.....326
Tableau A-7 Modalités extrêmes de l'axe 1- pôle négatif.....326
Tableau A-8 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme en Belgique.....327
Tableau A-9 Coordonnées des modalités actives de l'item « Nous avons besoin de leaders fort » sur le deuxième axe.....328
Tableau A-10 Plus fortes contribution à l'axe 1.....328
Tableau A-11 Coordonnées des modalités actives sur le premier axe.....329
Tableau A-12 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme en Allemagne...330
Tableau A-13 Plus fortes contribution à l'axe 1.....330
Tableau A-14 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1.....331
Tableau A-15 Position des modalités de réponse à l'affirmation la dictature est un meilleur mode de gouvernement sur l'axe 1.....332
Tableau A-16 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme au Royaume-Uni 332
Tableau A-17 Plus fortes contribution à l'axe 1.....333
Tableau A-18 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1.....333
Tableau A-19 Position des opinions à l'encontre du respect des valeur sur l'axe 1.....334
Tableau A-20 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'attitude envers les immigrants en Belgique.....335
Tableau A-21 Plus fortes contribution à l'axe 1.....335
Tableau A-22 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1.....336
Tableau A-23 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'attitude envers les étrangers en Allemagne.....337
Tableau A-24 Plus fortes contribution à l'axe 1.....337
Tableau A-25 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1.....338
Tableau A-26 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. des attitudes économiques en Belgique.....339
Tableau A-27 Plus fortes contribution à l'axe 1.....339
Tableau A-28 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1.....340
Tableau A-29 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. des attitudes économiques au Royaume-Uni.....341
Tableau A-30 coordonnées de l'opinion sur les syndicats.....342
Tableau A-31 Plus fortes contribution à l'axe 2.....342
Tableau A-32 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 2.....343
Tableau A-33 Items inclus dans l'analyse par enquête 1/3.....345
Tableau A-34 Items inclus dans l'analyse par enquête 2/3.....346
Tableau A-35 Items inclus dans l'analyse par enquête 3/3.....347

"Stop the world! Scotland wants to get on!"
Winifred Ewing

Introduction

« *Stop the world! Scotland wants to get on!* » Ce cri du cœur de Winifred Ewing, candidate victorieuse du SNP à l'élection partielle de Hamilton, marque (presque) le début de l'histoire parlementaire et électorale d'un type de parti qu'on croyait mourant ou éteint en Europe occidentale: le parti régionaliste (défenseur d'une région) ou ethno-régionaliste (défenseur d'une population régionale). Mais par cette nuit d'automne de 1967 la jeune avocate de Glasgow avec un rare sens de la formule a su donner l'impression d'un mouvement vital.

Certes, Gwynfor Evans avait réussi l'exploit de se faire élire en tant que nationaliste Gallois au Parlement Britannique l'année précédente, mais son impact médiatique était nettement moindre. Sur le continent la *Volksunie* (VU) siégeait au Parlement Belge depuis 1954 avec un programme nationaliste flamand, mais elle restait comprise comme vestige de la collaboration et la dénazification en Flandre. 1966 marquait aussi la fin politique de la *Bayernpartei* (BP - confédéraliste voire séparatiste) en Bavière qui perdait sa dernière représentation parlementaire. Mais d'Evans à la BP on pouvait les voir en tant que représentants d'une époque révolue: la grande époque des mouvements ethniques (défenseur d'un groupe ethnique) et nationalistes (demandant un Etat pour une Nation) du dix-neuvième siècle.

Winifred Ewing était différente. Elle ne représentait que le début d'une nouvelle vague d'élus, d'activistes et d'électeurs pour qui il fallait une nouvelle analyse: elle était jeune, urbaine, très éduquée et surtout elle était une femme. De plus cette nouvelle génération était moins conservatrice, parfois même progressiste, alors que les mouvements ethniques et nationalistes étaient généralement réactionnaire.

Cette nouvelle génération des mouvements nationalistes et ethno-régionalistes a donné lieu pendant la décennie 1970 à une littérature tantôt hésitante sur la nature des partis après l'arrivée de cette génération tantôt clairement convaincue de trouver sous des faux-nez les anciennes structures partis ethniques. Les parti ethno-régionalistes sont restés un problème et certains grands noms comme Richard Rose ou Ronald Inglehart n'ont pas échappé aux hésitations à leur sujet. Rose a réuni ses hésitations dans un petit fascicule à la circulation obscure[1] alors qu'Inglehart a écrit quelques paragraphes assortis d'un tableau résumant toute la

1 ROSE, Richard. *The United Kingdom as Intellectual Puzzle*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde,

complexité des mouvements dans son premier grand volume[2].

L'effondrement presque simultané des différents mouvements à la fin des années 1970 a mis un point d'arrêt aux recherches en dehors d'un cercle très restreint de chercheurs. Rose limita ses interventions sur ce champ au strict minimum et Inglehart ne mentionna plus ces mouvements.

Après une traversée du désert pendant les années 1980 les partis ethno-régionalistes ont connu une nouvelle période de prospérité après la chute du Mur de Berlin. La fin du bloc soviétique a réduit les peurs qu'ils soient à la solde de Moscou. Certaines réorganisations au sein de la sphère soviétique ont aussi aidé à rendre le principe des peuples de nouveau acceptable. Les indépendances baltiques ont éveillé les sympathies pour les petits peuples satellisés par l'Union Soviétique. Le divorce de velours tchécoslovaque en 1992 prouvait qu'il était possible de faire éclater un pays de façon civilisée, même cordiale. En même temps le SNP commençait à sortir du marasme et a réussi à tisser des liens avec les autres partis d'opposition. 1994 voyait l'élection d'un gouvernement souverainiste (donc indépendantiste) au Québec et lorsque en 1995 arriva la campagne pour un référendum sur l'indépendance du Québec les médias européens prirent note.

La dynamique n'a pas connu de point d'arrêt abrupt comme au début des années 1980 mais à la fin de la décennie les partis et mouvements recommençaient à perdre leur élan. Déjà dès le milieu de la décennie, les revendications régionales n'avaient l'attention du public qu'en cas de mort d'homme. Les guerres sur les Balkans remplissaient cette condition et purent éclipser les mouvements pacifiques dans la perception du public.

En science politique cette période a été assez pauvre en publications sur ces phénomènes en dehors des cercles restreints des spécialistes.

A la fin des années 2000 a commencé une période d'ascendance des mouvements ethno-régionalistes. Profitant de la crise du gouvernement britannique, aussi bien le SNP que *Plaid Cymru* (les nationalistes Gallois) ont pu marquer des gains lors des élections aux parlements régionaux. Le SNP a pu prendre le pouvoir au Parlement Ecossais et former un gouvernement minoritaire pour la première fois de son histoire. *Plaid Cymru* (PC) a pu prendre la place du parti pivot et est entré au niveau régional en coalition avec les Travaillistes. Le programme du gouvernement montre très clairement l'influence de PC. En parallèle la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (N-VA), issue de l'implosion de la VU en 2001, a pu dès les élections de 2007

1977. 31 p.

2 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. chapitre 8 p. 234-240

commencer à reconstruire une base électorale importante.

Le 13 décembre 2006 une nouvelle pacifique en lien avec les partis ethno-régionalistes a refait parler les médias internationaux au même niveau que jadis l'exclamation de Ewing. La Radio-Télévision Belge Francophone (RTBF) a diffusé aux horaires de grande écoute en soirée un documentaire au sujet des conflits communautaires sous le titre « Tout ça ne nous rendra pas la Belgique ». Utilisant en partie les mêmes procédés qu'Orson Welles dans sa célèbre adaptation radiophonique de la Guerre des Mondes d'H.G. Wells en 1938, la RTBF a provoqué un effet semblable, voire plus important. Le documentaire annonçait sous la forme d'une émission spéciale du journal télévisé (avec le présentateur habituel) une déclaration unilatérale d'indépendance par le Parlement Flamand. L'émission spéciale s'accompagnait de reportages d'évènements sensationnels fictifs (comme l'exil du Roi). Le style très réaliste a contribué à induire une partie non négligeable des auditeurs à croire à une scission de la Belgique. Le standard téléphonique de la station a été submergé d'appels d'auditeurs effrayés et certains passages de l'émission en direct étaient dérangés par des manifestations spontanées en faveur de l'unité de la Belgique.

Le monde redécouvrait que la Belgique comportait des mouvements politiques ayant pour objectif une réorganisation complète de l'Etat sinon sa scission.

Malgré cela les problèmes communautaires restent d'un intérêt marginal en dehors d'un cercle réduit comme le montre un autre épisode concernant les médias télévisuels et la Belgique. Lorsqu'au mois d'avril 2010 survient une crise de gouvernement en Belgique sur fonds de problème communautaire (la scission de l'arrondissement électoral Bruxelles-Hal-Vilvorde) les deux plus grandes chaînes de télévision des pays limitrophes démontrent à un jour d'écart les problèmes de compréhension de la situation belge. TF1 (France) commis ici l'écart le plus noté en inversant dans une carte au journal télévisé de 20 heures les territoires flamands et wallons parmi quelques autres approximations. Le lendemain *Nederland 1* (Pays-Bas) montrait une autre carte erronée pour le journal télévisé du soir. La province de Flandre occidentale était rattachée à la Wallonie. La côte belge, y compris des villes comme Bruges ou Ostende, et accessoirement aussi l'Yser venaient de devenir francophones.

Il est difficile d'imaginer un témoignage plus appuyé de l'intérêt qu'on porte à son voisin.

Le peu de cas qui est fait des mobilisations ethno-régionalistes et surtout des partis en dehors d'un cercle restreint de politistes très spécialisés est d'autant plus surprenant que ces mouvements posent une série de problèmes, de cas d'études ou de perspectives intéressantes

pour la Science Politique.

Les partis ethno-régionalistes sont intéressants dans le contexte des théories de Rokkan et Lipset. Leur arrivée peut marquer le retour du clivage le plus ancien: centre-périphérie. La théorie suppose une sédimentation des clivages. Les nouveaux clivages se superposent aux anciens et les comblent largement. Le clivage centre-périphérie serait, dans ce cas, le plus enfoui et donc le moins susceptible d'être présent. Une grande vitalité ou une forte influence sur le débat politique serait presque exclue.
L'arrivée après l'extinction de ces partis marque certainement la fin du gel des clivages. Le gel est généralement intervenu après l'introduction du suffrage universel. La montée des partis ethno-régionalistes précède de loin les mouvements qui ont été généralement identifiés comme ceux qui ont commencé le dégel: écologistes, deuxième gauche et extrême droite.
Les partis ethno-régionalistes montrent les premières craquelures du système politique stabilisé de l'Après-Guerre. Ils ont la particularité de posséder une histoire continue depuis cette époque. Même si certains partis sont disparus ou ont changé de nom les liens de filiation sont toujours apparents et la structure partisane connaît une grande continuité. Les destins électoraux changent mais la structure du parti survit même aux pires défaites. Le nom et l'image de marque du parti survivent même aux pires crises. Le SNP de 1967 est loin d'être celui qui en 2007 a pu prendre le pouvoir au Parlement Ecossais mais la marque SNP est reconnue par les électeurs Ecossais comme étant celle de la défense de l'intérêt des Ecossais. Même au niveau national le SNP est associé à certaines politiques (qui ont trait à la décentralisation ou au démembrement du Royaume-Uni).
Les partis ethno-régionalistes nous proposent donc une fenêtre sur un passé proche, la fin de l'ère glaciaire des systèmes partisans. Quelles sont les personnes qui ont été les premières à avoir franchi le cap de voter pour un parti nouveau? Quels groupes s'y trouvent aujourd'hui? Ces questions peuvent trouver une réponse dans les partis ethno-régionalistes qui ont une influence sur l'analyse des partis en général.

La volatilité des partis est un grand problème de l'analyse. Ils peuvent avoir le caractère d'un parti sans lendemain qui telle une comète traverse rapidement l'espace politique. La base électorale stable est néanmoins si importante qu'une prise en compte est possible et utile. Même au plus bas des années 1980 10% des électeurs Ecossais votaient pour le SNP tout comme le cumul des voix VU, VB en Flandre.

Il reste l'incertitude si la volatilité est issue d'un seul groupe qui tantôt vote pour le parti, tantôt ne vote pas pour lui ou s'il s'agit à chaque progression électorale d'un influx de nouveaux électeurs qui n'ont encore jamais voté pour lui. En fonction de la taille de ces deux effets nous pouvons être face à une sphère de partisans qui pourraient devenir des électeurs plus fidélisés ou avoir affaire à un parti qui sert de réceptacle des votes contre d'autres partis.
L'électorat des partis ethno-régionalistes reste assez peu étudié en période de faible succès électoral et en période de forts succès sa simple volatilité sert d'argument pour l'écarter en tant que parti éphémère.

La deuxième raison pour le peu d'études est que la plupart des partis ethno-régionalistes ne prennent pas part à la compétition pour le pouvoir. Il y a ceux qui comme la *Südtiroler Volkspartei* (SVP- germanophones de l'*Alto Adige*) sont si dominants sur leur (petit) territoire qu'il est impensable de gouverner contre eux. Le choix des gouvernants est ici un processus exclusivement interne au parti. Ces cas sont extrêmement rares. La plupart des partis ethno-régionalistes n'a aucune perspective réaliste du pouvoir sauf à devenir majoritaires. Les raisons en sont multiples. Les enjeux qui leur sont importants sont dans le meilleur des cas sans grande importance pour les autres partis et dans le pire considérés comme dangereux. Dans la plupart des systèmes ils ne sont ni nécessaires ni suffisants pour former des majorités stables. Il est donc plus simple de ne pas traiter avec eux que de prendre en considération leurs demandes et sujets, si loin de son propre espace de réflexion. En dernier lieu parmi ces problèmes qui font que les partis ethno-régionalistes sont souvent exclus de la compétition pour le pouvoir il y a leur revendication active du nationalisme et des images qui y sont attachées. Un parti en dehors de la compétition pour le pouvoir n'attire pas naturellement les études sauf si son pouvoir de nuisance réel ou médiatique est important. Les partis ethno-régionalistes n'y parviennent presque jamais.

L'idéologie nationaliste est non seulement un problème dans le jeu politique mais constitue aussi un des grands obstacles à la recherche sur les partis ethno-régionalistes. L'héritage du nationalisme et des minorités ethniques de l'entre-guerres est lourd.
La définition du parti ethno-régionaliste que donne Lieven de Winter[3] comporte la demande de réorganisation de l'Etat afin de prendre en compte les spécificités d'une certaine population.

3 cf. infra et DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p.

Cette modification peut inclure une modification des frontières des Etats le cas échéant.

Les partis des minorités ethniques ont formulé des demandes semblables entre les deux Guerres Mondiales. L'exemple le plus connu et le plus néfaste a été la *Sudetendeutsche Partei* (SdP) de Konrad Henlein. Ce parti de la minorité allemande des Sudètes (région à l'Ouest et au Nord de la Tchécoslovaquie limitrophe à l'Allemagne) a joué un rôle primordial dans l'agitation qui a mené au Traité de Munich et au démembrement de la Tchécoslovaquie en 1938.

Les cas de scissions ou réorganisations pacifiques de frontières sont rares. Depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale seule le Divorce de Velours de la Tchécoslovaquie en 1992 satisfait entièrement à ce critère. Les conflits armés sur fond de revendication ethno-territoriale ont été quant à eux nombreux et sanglants. L'Europe garde surtout la mémoire de la désintégration de la Yougoslavie tout au long de la décennie 1990 mais d'autres évènements peuvent aussi être cités comme la guerre du Biafra à la fin des années 1960.

Ces évènements sont des obstacles à la réflexion et l'étude. La neutralité envers l'objet d'étude est nécessaire, mais il ne peut s'agir d'indifférence. Si les partis ethno-régionalistes sont dès le départ considérés comme la version nouvelle de la SdP, cette neutralité est impossible et une vision partisane prend le dessus dans l'analyse. Nous avons de bonnes raisons de considérer les partis ethno-régionalistes comme des entités entièrement nouvelles. Ni Winifred Ewing, ni Gwynfor Evans ni les autres personnalités des partis ethno-régionalistes ne sont des réincarnations de Konrad Henlein. Les valeurs qu'ils expriment sont des valeurs de la démocratie libérale. Les partis acceptent le jeu démocratique et même si leur programme est radical voient sa réalisation à travers les moyens de la démocratie. Nul besoin est de les glorifier, mais considérons qu'ils ne sont pas identiques aux autres phénomènes du nationalisme et attendons de voir.

La revendication nationaliste pose des problèmes pour l'analyse par sa différence d'emploi et de légitimité. L'adéquation des frontières culturelles et politiques est une des fondations non seulement du nationalisme mais de l'Etat-Nation, pilier du système politique international.

En acceptant le terme nationaliste pour un parti ethno-régionaliste la question du grand nationalisme national (parfois préféré sous le terme de patriotisme pour lui conférer une valeur supérieure) se pose immédiatement et la question de légitimité des revendications prend rapidement l'ascendant sur l'argument scientifique. Nous tenterons de ne pas trancher et de considérer les deux références à une nation avec la même légitimité que les personnes qui professent l'une ou l'autre.

Le nationalisme central (ou national) est aussi dans beaucoup de systèmes politiques un terme fortement associé à l'extrême-droite, généralement xénophobe et raciste. Au moins dans la pratique politique la chaîne d'association nationalisme – xénophobie – extrémisme dangereux est très présente. Côté scientifique les mouvements nationalistes conventionnels en dehors de ce cadre deviennent rares en pays industrialisé.
Les partis ethno-régionalistes nous permettent d'étudier des mouvements qui dans leur orientation sont potentiellement plus proches des mouvements nationaux du dix-neuvième siècle que de cette chaîne d'association. Ils nous ouvrent donc aussi la possibilité de voir quelles différences dans l'interprétation du nationalisme étaient possibles avant de donner lieu à la stabilisation du début du vingtième siècle. Hans Kohn[4] a décrit il y a déjà plus de 65 ans les idéaux types après la stabilisation.

Ce sera le but des pages qui suivront. Nous tenterons de comprendre ce que pensent ceux qui se déclarent proches des partis ethno-régionalistes à travers quatre régions au sein de trois pays d'Europe de l'Ouest. Se ressemblent-ils à travers les pays? Que peuvent-ils nous dire sur le nationalisme et la politique à partir de l'identité? A quoi ressemble leur nationalisme? Sont-ils le cœur d'une nouvelle radicalité? Que pouvons-nous apprendre sur le dégel des clivages Rokkaniens? Sont-ils des revenants d'un ancien clivage, ses héritiers ou quelque chose de nouveau?

Devant la complexité de l'analyse nous avons opté pour un protocole de travail épuré. Dans un premier temps nous tenterons de mettre en valeur les connaissances utiles dans l'analyse des électorats ethno-régionalistes provenant aussi bien de la niche des spécialistes que de la science politique au sens large. Dans un deuxième temps nous présenterons nos cas d'étude, de la réflexion qui a mené au choix de ces quatre cas et du cadre de la comparaison avant d'expliciter la méthode d'enquête dans un troisième temps. Les résultats de l'analyse seront au cœur du quatrième temps qui sera suivi d'une brève conclusion.
Le texte sera complété par deux annexes, la première imprimée à la suite du texte, la seconde à la fin du volume sous forme d'un CD-ROM.

4 KOHN, Hans. *The Idea of Nationalism: A study of its origins and background*. New York (NY), Macmillan, 1944. 735 p.

Praeterea si nulla fuit genitalis origo
terrarum et caeli semperque aeterna fuere,
cur supera bellum Thebanum et funera Troiae
non alias alii quoque res cecinere poëtae?
quo tot facta virum totiens cecidere neque usquam
aeternis famae monimentis insita florent?
verum, ut opinor, habet novitatem summa recensque
naturast mundi neque pridem exordia cepit.
quare etiam quaedam nunc artes expoliuntur,
nunc etiam augescunt; nunc addita navigiis sunt
multa, modo organici melicos peperere sonores,
denique natura haec rerum ratioque repertast.
Titus Lucretius Carus. De Rerum Natura. Liber V

Chapitre 1 Etat de la recherche

Table des matières

Chapitre 1 Etat de la recherche....16
1.1. Analyse des partis (ethno-)régionalistes....17
1.1.1. Rokkan – Un clivage centre-périphérie réactualisé....17
1.1.2. De Winter – la typologie programmatique....21
1.1.3. Newman – la comparaison de dynamiques électorales....25
1.2. Analyse des partis politiques, systèmes partisans et familles politiques....28
1.2.1. L'analyse au niveau du système partisan....28
1.2.1.1. Professionnalisation et cartellisation des systèmes partisans – la fin du parti de masse....28
1.2.1.2. Au delà du cartel – une « crise » de la partisanerie....30
1.2.1.3. L'analyse des familles politiques au niveau européen....32
1.2.2. Les rôles du parti....34
1.2.2.1. La force d'intégration de partis – Lavau et la fonction tribunitienne....34
1.2.2.2. Volkspartei et Programmpartei – Kirchheimer....36
1.2.2.3. Le parti comme agent de communication politique....38
1.2.3. Les trois partis et leur implication sur la recherche....39
1.2.3.1. Le parti comme organisation....40
1.2.3.2. Le parti comme ensemble d'élus....40
1.2.3.3. Le parti dans l'électorat....41
1.2.4. Recherche de l'électorat spécifique et proche....42
1.3. La vision des électorats ethno-régionalistes – (isolés ou dans d'autres optiques)....42
1.3.1. Plaid Cymru – isolé, parti linguistique « à l'ancienne »....43
1.3.2. Scottish National Party – isolé, parti protestataire....45
1.3.3. Christlich-Soziale Union in Bayern – un débat sur sa spécificité par rapport à la CDU....48
1.3.4. Vlaams Blok/ Vlaams Belang – analyse complète comme pilier de la famille de l'extrême droite populiste....53
1.4. Pistes de développement d'un modèle du vote ethno régionaliste....56
1.4.1. Rappel des clivages selon Rokkan....58
1.4.2. Le nationalisme comme force de mobilisation politique....57
1.4.2.1. Gellner: le modèle industriel et les mobilisations nationalistes historiques....58

1.4.2.2. Nairn: une analyse marxiste et post-industrielle des années 1970.....59
1.4.2.3. Smith: le mythe-moteur et les stratégie de verticalisation et d'horizontalisation; une aide au développement d'un modèle.....61
1.4.3. Les clivages sociaux (Columbia, Michigan).....64
1.4.4. Le vote sur enjeux 65
1.4.5. Le vote sur valeurs 67
1.4.6. Le changement de valeurs 68
1.4.7. L'électorat à niveaux multiples.....70
1.4.8. Le vote extrême droite conjugué avec une rhétorique nationaliste.....72
1.4.8.1. Extrême droite et désaffection définir extrême droite.....73
1.4.8.2. Le complexe nationalisme – autoritarisme et xénophobie.....74
1.4.8.3. Le vote protestataire „simple".....76
1.4.9. La vision d'un nationalisme régional post-industriel?.....77
1.4.9.1. Nairn et le break-up of Britain.....77
1.4.9.2. Un tableau d'Inglehart peu utilisé en 30 ans.....78
1.4.9.3. Tarrow et les Rooted Cosmopolitans.....81
1.4.9.4. La diversité des électorats et les différents champs d'étude à couvrir.....83

Afin de procéder à une analyse sensée il est utile que nous prenions appui sur les travaux scientifiques antérieurs. A partir de cette base nous pouvons élaborer nos hypothèses et délimiter notre sujet d'étude de façon fondée et plus claire. A cette fin nous passerons en revue différentes sources de travaux. Ce passage n'est nullement représentatif de toute la littérature dans les champs concernés et n'a pas la prétention de l'être, il s'agit d'une collection plus spécifique centrée sur notre étude et tentant de répertorier les influences scientifiques utiles à celle-ci.

1.1. Analyse des partis (ethno-)régionalistes

Le premier champ de notre base scientifique est l'analyse des partis régionalistes et ethno-régionalistes en tant que totalité. Il s'agit de comprendre comment ont été perçu et analysé les partis régionalistes dans leur réalité et leur genèse.

1.1.1. Rokkan – Un clivage centre-périphérie réactualisé

Le premier cadre d'analyse systématique qui nous est d'une grande utilité est celui développé

par Stein Rokkan au fil de sa vie scientifique[5] et que nous pouvons subsumer sous l'appellation de théorie des clivages fondamentaux. Les partis régionalistes sont dans cette théorie une émanation de la structure de la société et surtout de la structure des confrontations fondamentales au sein de la structure.

Afin de mieux comprendre la position exacte et le rôle joué par les parti régionalistes nous devons rappeler les grandes lignes du modèle des clivages fondamentaux. Dans sa version la plus universellement connue et reconnue les sociétés modernes d'Europe occidentale (limitation explicite et importante) sont issues d'une série de conflits fondateurs similaires à travers la région qui ont laissés des traces dans la structure sociale.

Ces conflits fondateurs se sont concentrés à deux périodes clés de l'Histoire des sociétés occidentales d'une part la création de l'Etat-Nation et de l'autre la Révolution Industrielle. Les conflits de la première période étaient davantage d'ordre culturels tandis que les seconds concernaient principalement des sujets économiques. Les clivages plus récents ont généralement atténués voire complètement éclipsés les clivages précédents.

Le premier clivage est historiquement celui auquel sont rattachés les partis régionalistes. Il s'agit du clivage centre-périphérie. Il est issu du système culturel et le plus ancien des clivages liés à la construction de l'Etat-Nation. Il retrace le conflit pour la dominance culturelle au sein des Etats qui au début de la période moderne quittent les modèles de gouvernement très indirect du Moyen Age et tendent vers une plus grande influence de l'administration centrale sur la gestion du territoire. Cette administration est facilitée (voire même rendue uniquement possible) à partir d'une certaine homogénéité culturelle des administrateurs et des administrés (ne serait-ce que par l'emploi d'un idiome mutuellement intelligible). L'Etat a donc un intérêt à tendre vers une uniformisation culturelle. Le choix du point de convergence culturelle génère un conflit entre ceux pour qui cette culture est leur culture habituelle et pour qui la culture administrative nouvelle n'exige pas de changement et ceux pour qui il s'agit d'une culture étrangère à des degrés différents. Les premiers ont à partir de leur maîtrise culturelle un accès

5 Entre autres:
ROKKAN, Stein, LIPSET, Seymour (eds.). *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*. London, Collier Macmillan, 1967. 554 p.
ROKKAN, Stein. *Mass politics : studies in political sociology*. London, Collier Macmillan, 1970. 400 p.
ROKKAN, Stein. *Citizens, elections, parties: approaches to the comparative study of the processes of development*. Oslo, Universitetsforlaget, 1970. 469 p.
ROKKAN, Stein. *The politics of territorial identity : studies in European regionalism*. London, Sage, 1982. 438 p.
ROKKAN, Stein, URWIN, Derek, AAREBROT, Frank H. *Centre-Periphery structures in Europe: an ISSC workbook in comparative analysis*. Frankfurt (Main) (DE), 1987. 482 p.
ROKKAN, Stein. *State formation, nation-building, and mass politics in Europe : the theory of Stein Rokkan : based on his collected works*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1999. 422 p.

facilité à l'administration et généralement aussi au gouvernement de l'Etat tandis que les seconds y ont un accès plus difficile voire en sont exclus tant que leur maîtrise de la culture centrale est imparfaite. Les premiers forment le pôle centre de la dualité et les seconds le pôle périphérie. Cette différence est généralement localisé car les centres de pouvoir politique donnent généralement la première administration qui tentera de mettre en place une culture unique à travers le territoire. Les régions périphériques se trouvent généralement culturellement les plus distinctes (à travers une chaîne de multiples différences mineures de voisin en voisin) et donc les moins enclins et les moins capables à s'aligner entièrement sur la culture centrale.

Le deuxième clivage est issu du conflit sur le rôle de la religion dans l'Etat. Selon les différentes configurations il peut aussi bien s'articuler comme conflit entre deux confessions (catholicisme et protestantisme) qu'entre les laïcs et les pratiquants. Il s'agit d'un conflit qui se cristallise autour de la question de savoir à quel point la religion est politique ou hors du cadre politique. Les rapports entre la religion institutionnalisée (Eglises) et le pouvoir politique est le cœur du contentieux. En premier lieu il s'agit de déterminer le rôle dans l'administration et l'organisation de certains aspects de la vie allant de l'éducation aux soins des malades. Ceux qui favorisent une forte implication des institutions religieuses se situent au pôle Eglise tandis que ceux favorables à une sécularisation complète occupent le pôle Etat. Un deuxième aspect est la question de la compatibilité entre certaines croyances religieuses et leur pratique (ou leur absence) avec le service loyal de l'Etat. Le problème de la loyauté primaire entre les deux institutions divise aussi couramment la société le long d'une ligne comparable. A partir de ce conflit peut donc se développer un clivage durable qui lui aussi est d'essence principalement culturelle et prend son enracinement antérieurement à la Révolution Industrielle. Il donne naissance à des partis confessionnels.

Le troisième clivage apparaît au début de la Révolution Industrielle à partir des intérêts économiques divergents entre la population rurale pour qui un niveau de prix élevé pour les denrées alimentaires (et autres produits du secteur primaire) est cruciale et la population urbaine pour qui un niveau de prix réduit pour ces mêmes produits est important. Ces prémisses sont vrais depuis la création des premières villes à l'aube de l'Histoire écrite. Ce qui rend cette divergence d'objectif saillante sont deux développements concomitants à la Révolution Industrielle: premièrement l'accélération rapide de l'urbanisation aussi bien en taille des agglomérations qu'en nombre qui entament une croissance accéléré qui modifie fondamentalement l'équilibre entre populations urbaines et rurales, de l'autre l'ouverture d'un

vrai marché international. La navigation connaît un essor aussi bien en nombre de navires qu'en capacité de chargement qu'en fiabilité des routes commerciales que l'importation et l'exportation de denrées peu onéreuses et non-périssables (comme le blé, une des bases de l'alimentation dans la région) devient une option pour l'approvisionnement régulier. Il en résulte une opposition autour de tarifs douaniers sur les denrées alimentaires, de taxation (foncière généralement) et d'autres sujets qui directement ou indirectement influencent les revenus et les dépenses des populations rurales et urbaines. Cette opposition a donné lieu à son époque à l'émergence du clivage rural-urbain dont les représentants politiques contemporains sont les partis agrariens (mais qui à une époque était le fondement des divisions proto-partisanes au Parlement Anglais).

Le quatrième et dernier clivage historique apparaît plus tard pendant la Révolution Industrielle aussi à partir d'intérêts économiques fondamentalement opposés mais sur une base nettement moins territoriale. Il s'agit de l'opposition entre ceux qui possèdent l'outil de travail et ceux qui ne possèdent que leur force de travail, ou pour une formulation plus simple l'opposition entre bourgeois et ouvriers. Cette opposition s'articule autour des conditions de vie des travailleurs et donc aussi bien des conditions de travail que de leurs revenus, ce qui en creux influence les revenus des bourgeois à travers des coûts plus élevés (salaires et conditions matérielles de travail) et de production inférieure (p.e. limitation du temps de travail). A partir de cette opposition initiale un conflit plus large a pu se développer qui a été à l'origine de la création de l'Etat Providence soit par revendication efficace soit pour contrer les revendications. Le pôle ouvrier a donné lieu à différents partis socialistes, social-démocrates et/ou travaillistes. Le clivage bourgeois-ouvrier (aussi appelé capital-travail) est le clivage dominant dans les systèmes partisans démocratiques depuis les années 1920.

Un clivage dans la conception de Rokkan ne se limite pas seulement à un conflit historique et un marqueur sociologique qu'on puisse lui attribuer[6] mais est constitué d'une structure sociale capable de structurer la vie sociale de l'individu au point qu'il intègre entièrement cette réalité et la considère comme naturelle. Un clivage n'est pas seulement un positionnement par rapport à une question mais une question d'identité profonde et une expression de sa réalité. Pour notre analyse ceci signifie qu'un véritable parti régionaliste dans la formulation de Rokkan doit être un parti qui est enraciné dans une culture locale. Il ne suffit pas de lui associer des traits culturels, un parti régionaliste participe d'une culture et d'un vécu régional.

L'évolution et la stabilité des systèmes partisans est un autre aspect de la théorie rokkanienne

6 Comme le rappelle entre autres: LYBECK, Johan A. Is the Lipset-Rokkan hypothesis testable? In *Scandinavian Political Studies*, Vol 8, no. 1-2 (Summer 1985), p. 105-113

que nous devons garder en mémoire. Dans l'analyse de Rokkan chaque nouveau clivage avait le pouvoir et la tendance à se superposer aux clivages existants. Le clivage centre-périphérie étant le clivage le plus ancien, les trois clivages subséquents ont pu combler cet ancien clivage ou le pousser vers l'arrière plan en coupant à travers les anciennes allégeances et les anciennes problématiques à partir des préoccupations du jour. Il y a donc une évolution des systèmes qui tendrait à éliminer le clivage et les partis associés de l'échiquier politique. De l'autre côté Rokkan note une stabilisation de la structure des clivages à partir de l'introduction du suffrage universel (au stricte minimum masculin, mais dans la plupart des pays européens aussi féminin) pendant l'Entre Guerres et ceci jusqu'à au moins les années 1960. Cette stabilisation est communément appelée le gel des clivages. La théorie note en effet que les modifications des clivages ont souvent eu lieu en même temps que des extensions du droit de vote et que le clivage capital-travail ne pouvait s'imposer que par l'acquisition du droit de vote par les couches les plus populaires. Ne pouvant plus inclure de nouvelles populations sociales ce mouvement de modification du système partisan ne pouvait plus recevoir de telles impulsions. L'évolution et la stabilisation laisse apparaître la conception d'un parti régionaliste dans une vision stricte qui serait un parti survivant aux différents nouveaux clivages (du moins dans le sens abstrait d'un électorat régionaliste, pas forcément comme une continuité de structure) qui à partir des années 1920s aurait connu une certaine stabilité et dont l'évolution serait principalement conditionnée par l'évolution démographique et sociale de la culture régionale.

1.1.2. De Winter – la typologie programmatique

Une autre approche a présidé aux recherches de Liewen De Winter qui à partir d'une analyse programmatique a abouti à la définition la plus concise du parti ethno-régionaliste. Cette définition s'est accompagnée d'une tentative de répertorier tous les partis satisfaisant à la définition en Europe occidentale et au-delà. Ses travaux ont aussi donné lieu à une classification de la radicalité des partis à partir de leur programme politique.

La définition de De Winter pose qu'un parti ethno-régionaliste est un parti qui postule la différence culturelle irréductible d'une catégorie clairement définie de la population et demande afin que cette différence puisse être prise en compte adéquatement une modification de la structure de gouvernement adaptée aux besoins[7].

7 DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p.

Cette définition relativement brève est très performante dans l'exclusion des partis nationaux traditionnels à partir de sa première partie (la limitation de l'action politique aux intérêts d'un groupe clairement défini) qui en appellent généralement à toute la population, du moins potentiellement. La prémisse dans ces partis n'est pas la limitation de son rôle de représentant à une partie clairement définie mais à une audience nationale donc de toute la population. Elle permet aussi d'exclure la plupart des partis plus culturels comme le partis démocrates-chrétiens qui peuvent postuler une différence d'une population chrétienne (généralement catholique) mais dont le vecteur principal d'action sur le gouvernement est la pratique de gouverner davantage que les structures de gouvernement que De Winter inclut dans sa définition. La composante centrale, l'articulation qui fait découler la modification structurelle de la spécificité culturelle permet d'éliminer le cas de partis décentralisateurs ou fédéralistes, qui demandent la modification de la structure du pouvoir mais fondent cette demande sur des principes généraux et universels (comme par exemple un efficacité plus grande assumé). Ils peuvent postuler des différences culturelles mais ne justifient pas la décentralisation par la prise en compte des spécificités.

L'efficacité de la définition sur le plan externe est bonne, néanmoins le travail d'inventaire des partis a montré un autre problème qui est celui de l'abondance de partis qui satisfont aux critères de la définition. La liste comporte potentiellement plus de cent partis même en se limitant à l'Europe occidentale[8]. A première vue, la définition manque donc de rigueur, car ce nombre paraît astronomique eu égard au nombre de pays concernés. La plupart comptent dix partis ou plus qui satisfont au critère. Un regard plus approfondi nous montre qu'il ne s'agit pas d'une erreur de définition mais d'une particularité de ce type de partis. Une vision plus territoriale montre que le maillage du territoire est différent entre les partis de familles plus classiques à grand territoire et les partis ethno-régionalistes qui par leur programme, cœur de la définition, ne concernent qu'un territoire bien plus limité que celui d'un Etat. Il est en fait rare en dehors de l'Espagne de voir plus d'un parti ethno-régionaliste actif sur le même territoire. Localement les citoyens sont donc généralement confrontés à l'option de l'existence ou de l'absence d'un parti ethno-régionaliste tout comme cela peut être le cas d'un parti démocrate-chrétien ou libéral.

Il y aussi le critère d'existence en tant que parti. Beaucoup de partis ethno-régionalistes sont

DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri (eds.). *Regionalist Parties in Western Europe*. London: Routledge, 1998. 259p.

8 cf. DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri. Les partis ethno-régionalistes en Europe. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 151-164.

de taille infime ou ne satisfont que très difficilement au critère fondamental pour un parti qui est de présenter des candidats à une élection. Un grand nombre des partis qui satisfont à la définition de De Winter n'ont jamais pu accéder à la représentation politique à quelque niveau que ce soit et n'obtiennent que peu de suffrages. Ces partis restent dans le cadre de la définition mais ne jouent (pour l'instant) aucun rôle dans leur système politique. Une limitation de la liste à des partis pouvant espérer accéder à quelque représentation politique que ce soit (niveaux régionaux ou nationaux) réduit la liste de De Winter à une longueur peu supérieure à celle d'autres groupes de partis[9].

La définition donne donc une récolte satisfaisante aussi bien au point de vue de la force de démarcation envers d'autres familles politiques que du point de vue de l'utilité de la récolte.

Il reste néanmoins le problème de cas limites qui tout en s'intégrant très bien à d'autres familles politiques peuvent aussi satisfaire au critère de De Winter. De Winter a eu certaines hésitations sur ce point en incluant certains (comme la *Südtiroler Volkspartei* – SVP) et excluant d'autres (comme la *Christlich Soziale Union in Bayern* - CSU) et changeant d'avis sur au moins un cas (le *Vlaams Blok* - VB). L'argument qui détermine le choix de l'inclusion est aussi clair qu'il n'est pas explicitement lié à la définition: il s'agit de prendre en compte l'aspect dominant du programme et de l'idéologie du parti. Si la SVP est un parti démocrate-chrétien dans sa politique, son aspect ethno-régionaliste est dominant ne serait-ce qu'à partir de sa langue (allemand) qui le distingue du système politique Italien. La CSU malgré toute sa rhétorique régionaliste reste un pilier du conservatisme et de la démocratie-chrétienne allemande. Et pour le VB sa mue de dissidence d'extrême-droite du nationalisme flamand en un pilier de l'extrême-droite xénophobe européenne avec la Flandre comme patrie avouée peut inciter à la classer de moins en moins en parti ethno-régionaliste au fil de son développement. Néanmoins nous ne disposons pas de critère explicite pour juger un cas abstrait. En se limitant à la définition explicite de De Winter chacun des trois peut prétendre au label d'ethno-régionaliste.

Afin de donner plus de structure et mettre davantage en évidence la diversité des partis ethno-régionalistes De Winter a aussi développé une échelle de mesure de la radicalité des demandes de modification du système de gouvernement qui dans sa version finale[10] comporte

9 DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri (eds.). *Regionalist Parties in Western Europe*. London: Routledge, 1998. 259p.

10 cf. DE WINTER; Lieven. *The impact of European integration on ethnoregionalist parties*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 2001. 45 p.
DE WINTER, Lieven. Les partis autonomistes et régionalistes. In PERRINEAU, Pascal (sous la direction de). *Le vote européen 2004-2005*. Paris : Presses de la FNSP, 2005. pp- 153-172.

six degrés du moins exigeant au plus, cette échelle permet de classer presque tous les partis même si certains peuvent se situer aux marges de deux catégories ou se situer à des points différents à court et à long terme.

Le premier niveau, le plus modéré, est **le parti porte parole**. Ce type de parti se comprend comme la voix de sa communauté. Son but principal est de sensibiliser aux problèmes de sa communauté et de pouvoir exprimer ses problèmes d'une façon qu'ils soient entendus. Il ne demande généralement pas de modification de la structure théorique du gouvernement mais de la façon effective de gouverner en demandant de ne pas être ignoré. La forme exacte de cette demande peut inclure la création d'une circonscription électorale spécifique ouvrant la porte du Parlement aux intérêts de la communauté ou un organisme consultatif mais aussi d'une simple sensibilisation médiatique.

Le deuxième degré est **le parti autonomiste**. Il demande généralement l'autonomie pour la communauté dans la gestion de ses affaires intérieures. En fonction de la concentration régionale et des champs concernés ses revendications peuvent inclure un système éducatif propre (qui pourrait enseigner la langue de la communauté voire dans la langue de la communauté) ou un droit privé particulier mais aussi la création d'une entité territoriale aux dimensions de la communauté avec un statut d'autonomie potentiellement accru par rapport à d'autres entités du même type.

Le troisième degré est **le parti national-fédéraliste** qui demande une réorganisation plus profonde de l'Etat. Il demande la transformation de l'Etat sur un mode fédéral avec donc une administration à deux échelons constitutionnels dont l'échelon inférieur possède des compétences propres indépendantes du niveau supérieur et garanties par une institution extérieure. Cette création d'un échelon à statut constitutionnel est une différence profonde par rapport à un parti autonomiste qui peut se contenter d'une entité à statut uniquement législatif. Les revendications des pouvoirs dévolus à l'échelon inférieur et plus particulièrement à l'entité qui recouvre le territoire de la communauté laisse une large marge de variation possible d'un fédéralisme minimal et symétrique dont la différence principale avec un arrangement autonomiste est la garantie constitutionnelle jusqu'à une déconstruction étendue de l'Etat-Nation de façon asymétrique donnant une configuration plus proche d'une confédération.

Le quatrième degré est **le parti euro-fédéraliste** qui est une apparition récente à la fin des années 1980s et au début des années 1990s à partir de l'évolution du processus d'intégration européenne. Un parti de ce type revendique la nécessité de l'indépendance du territoire de la communauté comme seule solution possible à la spécificité de la communauté. La

communauté est dans ce cas généralement articulée dans la terminologie de la Nation et l'indépendance comme moyen d'atteindre le statut admis d'Etat-Nation. Néanmoins un parti euro-fédéraliste ne se limite pas à l'indépendance, il conçoit cette indépendance uniquement au sein des institutions européennes donc intégrée à un processus de transfert de souveraineté. Cette option semble de prime abord antinomique car il s'agit d'acquérir l'indépendance afin de transférer une partie de pouvoirs souverains à une autre entité, mais contribue à réduire les coûts de l'indépendance et la rend donc plus acceptable. L'absence de risque d'isolation complète permet de considérer l'indépendance comme une option plus viable.

Le cinquième degré et le plus radical couramment observé est celui du **parti indépendantiste** qui ne demande rien de moins que l'indépendance complète du territoire de la communauté. L'argumentaire est le même que pour un parti euro-fédéraliste mais il n'y a soit pas de position envers l'intégration européenne soit une hostilité assumée envers ce processus. La rhétorique nationaliste est plus forte et au moins une partie des pouvoirs qui pourraient être transférés à une institution transnationale comme l'Union Européenne est considérée comme indispensable à la défense des intérêts de la communauté.

Le sixième degré est le plus radical de tous et ne s'applique que très rarement en Europe occidentale, il s'agit du **parti irrédentiste** qui non seulement demande la séparation du territoire de la communauté qu'il représente mais aussi le rattachement du territoire à un autre Etat qui est jugé la véritable patrie de la communauté. L'acceptabilité internationale de ce projet est quasi nulle devant l'expérience historique du rôle que la *Sudetendeutsche Partei* a joué dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie à l'aube de la Deuxième Guerre Mondiale.

En somme l'analyse de De Winter nous offre un cadre d'analyse globalement satisfaisant et complet des partis ethno-régionalistes à partir de leurs programmes.

1.1.3. Newman – la comparaison de dynamiques électorales

Une troisième voie pour tenter de saisir le phénomène ethno-régionaliste a été ouverte par Saul Newman[11]. Il s'est approché du sujet à travers l'analyse des résultats électoraux. Son analyse détaillée des résultats électoraux au fil des années 1970 et 1980 de partis régionalistes au Québec (*Parti Québécois* – PQ), en Ecosse (*Scottish National Party* – SNP) et en Belgique (*Volksunie* – VU, *Front Démocratique des Francophones* – FDF et *Rassemblement Wallon* –

11 NEWMAN, Saul. *The ethnic dilemma: the rise and decline of ethnoregional political parties in Scotland, Belgium and Quebec*. PhD Thesis, Princeton University, 1989. 273 p.

RW) était focalisée sur le déclin en termes de voix et de pouvoir de ces partis après leur moment de pouvoir à la fin des années 1970. Le déclin a été très différentiel. Si le FDF et le PQ ont certes perdu en pouvoir après l'échec du Pacte d'Egmont ou du Référendum de 1980, ils ont pu maintenir du moins de façon transitoire une base électorales assez solide, dans le cas du PQ une victoire aux élections provinciales suivant le référendum a même pu être réalisée. De l'autre côté le RW s'est effondré et a disparu de l'échiquier politique de façon presque immédiate. Entre les deux cas extrêmes VU et SNP ont connu des périodes difficiles à l'interne avec des problèmes de scissions, d'expulsions et de dissidences même si leur résultats électoraux étaient relativement bons (la VU progressant même pendant le début des années 1980 et le SNP se stabilisant à un niveau nettement inférieur à celui de 1974 mais nettement supérieur à celui de 1970).

Dans son analyse des résultats combinée à une série d'entretiens d'officiels des différents partis et de quelques analyses des sondages sortie des urnes Newman arrive à la conclusion que les partis ethno-régionalistes dans leur défaites (car c'est sur cette période que son analyse se concentre) se trouvent face à leur orientation politique en dehors de l'ethno-régionalisme. Ne pouvant plus mobiliser sur l'ethno-régionalisme ils devaient se contenter de ce qui restait de leur programme. Si le PQ a assez bien survécu aux années 1980 il le doit à son homogénéité idéologique en dehors du champ régionaliste. Son programme est clairement social-démocrate et la structure de son électorat est en accord avec cette orientation avec une forte proportion de salariés du secteur public avec en plus une proportion non négligeable d'employés du secteur privé. A l'autre extrême le RW ne possédait presque pas de fondement idéologique en dehors du programme ethno-régionaliste. Ne pouvant être associé à une politique une fois que le sujet ethno-régionaliste était en dehors de l'agenda immédiat il ne pouvait plus rien proposer tant aux électeurs qu'aux militants et perdait donc tout sens. VU et SNP payaient quant à eux les ambiguïtés de leur programme politique et de leur personnel politique. Les différences entre une aile gauche et une aile droite au sein de la VU n'étaient pas nouvelles et faisaient parties de l'architecture du parti qui se voulait un mouvement intégrant divers courants de la revendication flamande. Les débats qui au sein du SNP contribuèrent à l'expulsion du *79 Group* et la bataille entre modérés, radicaux, populistes, marxistes et autres mouvances avaient aussi toujours contribué à la vie du parti. A la VU la défaite du projet régionaliste est un résultat direct de l'impossible accord au sein du parti et a précipité le débat interne (avec une petite scission à l'extrême-droite à l'époque dont sortira le VB), au SNP la défaite est arrivé par l'extérieur, mais dans les deux cas le début du

déchirement interne s'est situé sur le plan de la stratégie ethno-régionaliste pour s'étendre au fil du temps à une bataille rangée entre deux blocs s'opposant sur la politique en dehors du champ ethno-régionaliste. Ces conflits internes trouvent leur contrepartie dans un électorat assez peu structuré qui s'affaiblit considérablement au début mais se consolide de plus en plus autour des lignes générales du débat interne.

La conclusion directe est que l'aspect ethno-régionaliste d'un parti n'a pas permis à lui seul de fidéliser les électeurs au-delà de l'actualité immédiate du sujet. Un fondement idéologique en dehors du champs ethno-régionaliste semble être nécessaire du moins pour les partis qui ont connu leur essor dans la période des années 1970 pour fidéliser les électeurs et les actifs sur le long terme. Un parti dont l'ethno-régionalisme ne constitue qu'un aspect d'une idéologie unique plus large est donc plus stable. Un parti avec des lignes de fracture idéologiques internes peut espérer une sédimentation d'électorats suivant l'une ou l'autre des tendances au sein de son parti et qui à long terme peuvent rester fidèle au parti. Les résultats électoraux restent dans ce cas néanmoins plus volatils. Les partis sans autre base idéologique que l'ethno-régionalisme comme le RW n'ont aucune vitalité une fois leur sujet remis au second plan et disparaissent presque aussi rapidement qu'ils ont pu apparaître.

Indirectement Newman pointe aussi vers une analyse plus Rokkanienne en notant que l'absence de structure sociale intégrée rend les succès des partis ethno-régionalistes éphémères alors que les partis de minorités nationales ou des partis conventionnels avec une composante ethno-régionaliste peuvent connaître un succès plus stable.

Cette étude par l'électorat n'a pu prendre en compte qu'une seule vague de mobilisation ethno-régionaliste et a été terminée avant la renaissance d'une partie des mouvements analysés après 1990. Les recherches ultérieures de Newman se sont moins concentrées sur le plan électoral que sur les modes de mobilisation de minorités et les éléments déterminants pour le choix entre stratégies violentes ou pacifiques[12].

Pour notre analyse ces recherches sont importantes car elles approchent de façon comparative le phénomène ethno-régionaliste et analysent le soutien électoral non seulement comme un effet de désalignement dans le système politique existant, qui reste important, mais aussi comme lié à la rétention d'électeurs dans la défaite en raison d'orientations politiques et idéologiques.

12 NEWMAN, Saul. *Ethnoregional conflict in democracies: mostly ballots, rarely bullets*. Westport (CT), Greenwood, 1996. 279 p.

1.2. Analyse des partis politiques, systèmes partisans et familles politiques

Les différentes analyses du phénomène régionaliste ou ethno-régionaliste nous renvoient en partie à une analyse plus large des systèmes dans lesquels ils évoluent. Surtout l'analyse de Newman nous rappelle que l'ensemble des partis pour qui l'électeur peut potentiellement voter ont une influence les uns sur les autres, mais les hésitations de De Winter pointent dans le même sens: on ne peut concevoir le parti en dehors de tout contexte et de liens multiples à d'autres partis. Dans l'analyse de Rokkan le tableau est encore plus grand et plus profond car un parti ne peut se concevoir qu'au sein du contexte social national et international. Sans vouloir ni pouvoir prétendre à un compte rendu de tout ce qui est important dans le champ de l'étude des partis nous passerons ici en revue trois champs qui ont eu une influence sur notre approche du sujet de recherche. D'abord quelques notes sur l'analyse de systèmes partisans puis quelques pistes sur les rôles possibles d'un parti et finalement les trois réalités auxquelles le terme « parti » peut faire référence.

1.2.1. L'analyse au niveau du système partisan

Depuis les premières études de ce que constituaient les partis comme Maurice Duverger[13] la littérature sur l'analyse des partis et leur rôles dans les structures du pays est foisonnante et complexe. Nous faisons le choix de nous limiter aux développements qui ont des implications directes sur le parti individuel et donc pour notre étude sur le parti ethno-régionaliste.

1.2.1.1. Professionnalisation et cartellisation des systèmes partisans – la fin du parti de masse

Duverger[14] avait observé deux modes d'organisation historiques de partis politiques: d'un côté le parti de cadres et de l'autre le parti de masse. Le parti de cadres est davantage une

13 DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Colin, 1951. 476 p.
14 DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Colin, 1951. 476 p.

association d'élus et se définit à partir de ceux-ci. Il s'agit du type classique des groupes ayant pris naissance au Parlement Britannique de l'ère Victorienne comme club de députés d'opinions proches qui décidèrent de former un bloc de vote en chambre puis de se soutenir en cas d'élection. A l'époque, Duverger y classe la majeure partie des partis bourgeois. De l'autre côté les partis de masses se définissent par le nombre considérable de militants. Les élus ne peuvent agir que sous le contrôle de la base militante et sont soumis aux orientations prises lors de congrès qui donnent la direction du mouvement. La force de ces partis est la conviction idéologique des membres qui forment une base électorale stable et un potentiel de mobilisation considérable pour les campagnes électorales ou autres. L'exemple type pour Duverger était le SPD allemand et plus généralement la plupart des partis socialistes et ouvriers.

De l'autre côté la stratégie électorale que Downs[15] avait décrite comme la chasse à l'électeur médian a contribué à ouvrir idéologiquement les partis de masse vers ce que Kirchheimer[16] a appelé la *Volkspartei* (~ parti de peuple) qui édulcore sa position idéologique afin de devenir attractif pour tout citoyen. Cette notion deviendra plus connue sous le terme de *catch-all party*[17] traduit comme parti attrape-tout. Nous procéderons à une discussion plus détaillée de l'influence de ce terme ultérieurement. Notons-ici l'influence de cette analyse sur la stratégie puis le résultat électoral qui voit un rapprochement des partis majeurs vers le centre politique.

L'analyse depuis la fin des années 1970[18] a mis en évidence deux tendances dont la première avait déjà fait surface dans la discussion que les travaux de Duverger avaient suscitée: la professionnalisation du personnel politique et la mise en place d'un cartel électoral. La professionnalisation du personnel contribue à rapprocher le parti de masse du parti de notables en renforçant la position des élus même au sein de partis à forte base militante. La connaissance du travail politique et la maîtrise de l'appareil partisan donnent à l'élite du parti (élu ou autre personne de statut important) un contrôle accru sur l'orientation du parti et plus de liberté par rapport à la base militante. Le pouvoir réel au sein du parti s'établit de plus en

15 DOWNS, Anthony. *An economic theory of democracy*. New York (NY), Harper and brothers, 1957. 310 p.

16 KIRCHHEIMER, Otto. Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems. In *Politische Vierteljahresschrift*, Vol.6 (1965), p. 20-41

17 KIRCHHEIMER, Otto. The transformation of Western European Party Systems .In La Palombara, J. and Weiner M. (eds.), P*olitical Parties and Political Development.* Princeton (NJ), Princeton University Press, 1966. p.177-199

18 SARTORI, Giovanni. *Parties and party systems : a framework for analysis*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1976. 370 p.
KATZ, Richard S. *A theory of parties and electoral systems.* Baltimore (MD), John Hopkins University Press, 1980. 151 p.
PANEBIANCO, Angelo. *Political parties : organization and power.* Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1988. 318 p.

plus haut dans la structure.

De l'autre côté une certaine crise du parti de masse et l'apparition du financement public des campagnes et partis font que l'intérêt matériel du parti se tourne davantage vers la sécurisation de revenus publics que vers une acquisition de moyens de terrain militant. Les détails de ce développement n'ont que peu d'importance mais dans le cadre d'analyse du cartel de partis le but de chaque parti est l'acquisition et la défense d'un maximum de prébendes pour ses professionnels du politique et de subventions officielles comme source de financement. Les partis deviennent dans ce cas des équipes de gestionnaires de l'Etat en concurrence qui de plus essayent de limiter l'accès de nouveaux entrants sur le marché politique. Dans cette analyse les partis se détachent d'éventuelles bases sociales, l'électeur se trouve devant un choix de personnes ou de styles de gestion, loin des choix idéologiques forts ou naturels des partis Rokkaniens ou de masse. Nous pouvons donc y voir une indication d'une perte de sens de l'allégeance partisane allant vers une simple déclaration de sympathie alors qu'à l'époque du parti de masse cette déclaration avait un fondement idéologique.

1.2.1.2. Au delà du cartel – une « crise » de la partisanerie

Au delà d'un concept de cartel entre partis établis excluant en même temps d'autres partis du système et la base militante des décisions du parti, que nous ne discuterons pas davantage car la plupart des recherches récentes n'ont qu'une influence ténue sur le lien vers l'électeur, Dalton[19] a récemment montré un autre processus d'érosion du système partisan. Il s'agit du déclin du lien partisan. Il s'opère par deux processus distincts qui sont observables à travers les pays industrialisés. Le plus simple à observer est une progression généralement faible mais notable de la proportion d'électeurs qui ne déclarent aucune proximité avec un parti. Ces vrais indépendants étaient quasi inexistants dans les enquêtes des années 1960 et sont devenus des quantités non-négligeables. Le deuxième processus est plus problématique car certaines traditions locales dans la formulation de la question de l'allégeance partisane empêchent sa mesure: il s'agit de la réduction de l'intensité du lien partisan. Sur une échelle américaine en sept positions (partisan fort, partisan, sympathisant pour chacun des deux partis plus une catégorie médiane d'indépendant) une forte croissance du groupe de sympathisants au détriment des partisans et forts partisans sont observables à travers les pays développés

19 DALTON, Russel J., WATTENBERG, Martin P. *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*. Oxford (UK), Oxford University Press, 2000. 314 p.

comme le montrent Dalton et Wattenberg[20]. Ce changement est lourd de sens car il ne dénote pas seulement un électorat plus mobile (mobilité toujours assez grande dans le système américain) mais une perte d'identification avec les partis. D'une certaine façon le lien de supporter avec une équipe sportive devient plus organique que celui de l'électeur à un parti politique. Cette perte de la force d'identification générale semble introduire une érosion encore accrue du lien entre électeur et parti pour nos études et se situe à l'extrême opposé du parti que Rokkan décrivait comme un choix naturel eu égard à la réalité sociale. Même si le vote ne s'est pas entièrement déstabilisé et structurellement les électeurs gardent une certaine constance dans leurs choix, le cœur s'attache de moins en moins au parti.

Sur le même ton, signalons une recherche en France de Vincent Tiberj[21]. La France fait partie des pays où une mesure du déclin de l'intensité du lien partisan est impossible de façon simple à cause de la manière traditionnelle de poser la question. La formulation française demandant explicitement de nommer non seulement le parti dont l'enquêté se sent proche mais à défaut aussi de quel parti il se sent le moins éloigné. A partir d'autres mesures il confirme les hypothèses de Dalton pour la France mais en amplifiant encore l'étendue de la modification. Ce qui unit généralement les camps politiques en France au niveau de l'électeur n'est pas une adhésion à un parti mais le rejet de ses opposants. Afin de mesurer ces attitudes Tiberj analyse une batterie de questions qui demande une évaluation de la probabilité de vote pour un candidat de différents partis sur une échelle de 1 (ne voterait jamais pour un candidat de ce parti) à 10 (voterait assurément pour un candidat de ce parti). Il observe que le niveau de notes d'allégeance forte (9 ou 10) est très faible même parmi ceux qui déclarent une allégeance à ce parti et que les alliés des différents partis reçoivent généralement des notes proches de la moyenne arithmétique (5 ou 6) et qu'adversaires et ennemis (le parti le plus haï) reçoivent généralement des notes très basses et relativement proches. Le résultat en est que le vote enthousiaste pour un candidat semble presque avoir disparu de l'électorat français et que la dominante serait de voter pour le « moins pire » afin de faire barrage à ceux qu'on déteste le plus.

Les systèmes partisans nationaux semblent donc dans une phase d'affaiblissement du lien entre électeur et parti, on assisterait même à une autonomisation complète du système partisan par rapport à d'autres sous-systèmes.

20 DALTON, Russel J., WATTENBERG, Martin P. *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*. Oxford (UK), Oxford University Press, 2000. 314 p.

21 TIBERJ, Vincent. Le système partisan comme « espace des possibles ». In HAEGEL, Florence (dir.). Partis politiques et système partisan en France. Paris, Presses de Sciences Po, 2007 p. 287 – 321

1.2.1.3. L'analyse des familles politiques au niveau européen

Une autre branche de l'analyse des partis est la comparaison et classification européenne qui pour une grande partie se situe dans la suite de l'analyse de Rokkan ou du moins y ressemble.
Le centre de cette analyse est le concept de famille politique. Daniel-Louis Seiler définit la famille politique[22] comme une orientation générale des politiques et des valeurs qui dépassent le parti individuel. La famille politique n'est pas attachée à un certain parti mais décrit davantage un courant politique qui peut être représenté par plusieurs partis de façon successive ou parallèle.
Seiler et Rose[23] se situent explicitement dans l'héritage de Rokkan et développent des typologies largement inspirés par ses travaux. A partir des conflits fondamentaux que Rokkan souligne, ils développent une série de partis idéologiques qui couvrent les différents aspects des clivages. Dans ce cadre Seiler développe un système de classement qui ne procède pas d'un classement unique, chaque parti pouvant être classé sur chacun des clivages, certains (comme le Parti Socialiste français) occupant deux positions (ouvrier et *centralisateur* - défenseur de l'Etat unitaire centralisé et efficace - dans le cas du PSF). C'est généralement le système de Rokkan qui est employé avec un cinquième clivage entre ceux qui se situent dans le cadre national et ceux qui sont explicitement internationalistes.
L'intérêt de ces classifications est de rendre compte de la généalogie sociale des différents mouvements et de proposer une base de départ pour une comparaison internationale de la différence et de l'homogénéité des différents mouvements.
Seiler classe les différents partis que nous appelons ethno-régionalistes dans la classe des partis autonomistes qu'il subsume dans la catégorie périphériste donc sur le clivage centre-périphérie de la terminologie de Rokkan sur le pôle périphérie. Son analyse des partis autonomistes les associe aussi fortement avec la religion et fait un rapprochement avec les partis chrétien-démocrates[24]. Dans notre choix de cas l'importance de la religion ne semble pas s'étendre au-delà du marqueur culturel et son influence programmatique aussi bien explicite qu'implicite se limite au seul parti qui dans une classification conventionnelle serait chrétien-

22 SEILER; Daniel Louis. *Partis et familles politiques*. Paris, PUF, 1980. 440 p.
23 ROSE, Richard (ed.). Electoral Behaviour: A Comparative Handbook. London, Collier Macmillan, 1974. 753 p.
24 SEILER, Daniel Louis. *Les partis autonomistes*. Paris, PUF, 1982. 124 p.

démocrate (la CSU). L'analyse des partis autonomistes de Seiler peut s'accommoder d'une faible importance de la religion mais pas de son absence. La résolution de ce débat nous mènerait trop loin, mais notons que la référence religieuse tend à s'estomper dans les mouvements ethno-régionalistes récents (ultérieurs à la Seconde Guerre Mondiale) alors que la plupart des partis ethniques antérieurs avaient une forte référence religieuse.

François Borella[25] peut être considéré comme le représentant d'un autre courant qui dans son analyse du système partisan et des familles politiques commence par le cas national et l'Histoire nationale afin de tenter d'établir le caractère et les filiations qui permettent une meilleure compréhension au niveau le plus bas avant de tenter de monter en généralité[26]. Ce qui est intéressant dans ces travaux est généralement moins le modèle international, que la compréhension accrue de cas nationaux complexes (le Gaullisme n'étant pas toujours aisément classable dans les classifications internationales). A partir de son analyse minutieuse du développement du système partisan et de ses filiations Borella montre la fragilité des développements et l'importance de l'accident historique. Pour une analyse comparatiste internationale l'Affaire Dreyfus dans la structuration de l'espace politique Français n'est pas de la plus grande importance en soi, mais il indique qu'il n'y a pas que des tendances internationales qui interviennent et que certaines particularités nationales peuvent défier un cadre d'analyse international. Dans notre étude il nous rappelle les limites de notre recherche et la nécessité d'observer les évènements nationaux pour éviter la création d'artéfacts.

Jérôme Vialatte[27] nous montre à quel point de nouveaux mouvements politiques peuvent profiter de l'analyse comparée. Tout en ne niant pas les diversités nationales il lui est possible de montrer certains points communs et fixer un cadre d'analyse dans son analyse de la création des partis verts en Europe. Il y a les ressemblances du côté structurel (comme l'influence de la base militante) et une partie des valeurs sont partagés à travers les partis. Pour notre analyse arrêtons-nous sur une observation au niveau des adhérents (partiellement vérifiée pour les électeurs) à travers les pays. Aussi divers que les partis soient dans leur orientation politique, des modérés aux plus radicaux, aussi bien sur l'écologie politique que sur le plan de la vision institutionnelle, il était possible de retrouver des militants de type presque identique dans tous les partis. Les proportions en variaient fortement et pouvaient se justifier en fonction de l'orientation du parti (ou vice-versa) mais il y avait des modérés au sein de partis radicaux comme il avait des conservateurs même dans des partis se situant

25 BORELLA, François. *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*. Paris, Seuil, 1973. 250 p.
26 BORELLA; François. *Les partis politiques dans l'Europe de Neuf*. Paris, Seuil, 1979. 242 p.
27 VIALATTE, Jérôme. *Les partis verts en Europe occidentale*. Paris, Economica, 1996. 306 p.

davantage à l'extrême gauche. En assumant la thèse de Vialatte du nouveau clivage écologiste comme hypothèse de travail (thèse contestée vivement par Seiler) il nous indique que le positionnement sur un clivage (et un pôle) a une importance supérieure au positionnement au sein de ce groupe (modéré ou radical) tant qu'un parti y est seul pour l'attrait général du public. La possession de l'enjeu (écologie dans son analyse, ethno-régionalisme dans la nôtre) est le facteur déterminant pour attirer le public. Même un parti modéré pourra intéresser les plus radicaux, tant qu'il est la meilleure option viable, ce qui va dans la même direction que le travail de Vincent Tiberj déjà mentionné en mettant l'accent de la force du rejet.
Pour notre analyse nous pouvons en déduire une double-hypothèse: Si une famille politique des ethno-régionalistes existe au niveau de notre enquête, certains profils devraient être récurrents dans les différents pays et les rapports de force entre ces profils devraient être en accord avec l'orientation générale du parti.

1.2.2. Les rôles du parti

Au sein des systèmes partisans et des fonctions d'un parti qui découlent directement du système (parti de gouvernement, parti charnière et autres) certains rôles qui sans être entièrement étrangers au système partisan gardent à son égard une certaine indépendance peuvent nous être utiles dans notre analyse. Nous procéderons donc à un bref rappel de la fonction tribunitienne d'un parti dans le sens de Lavau avant de tenter de clarifier la notion de *Volkspartei* telle que nous l'interprétons à partir des travaux de Kirchheimer puis un rappel du rôle communicatif du parti.

1.2.2.1. La force d'intégration de partis – Lavau et la fonction tribunitienne

Dans son étude des partis politiques Lavau a mis en évidence le rôle très particulier du Parti Communiste Français (PCF)[28] dans l'intégration et la pacification du système politique. Il lui a

28 LAVAU, Georges. *Partis politiques et réalités sociales*. Paris, Armand Collin, 1953.169 p.
LAVAU, Georges. *A quoi sert le Parti Communiste Français?* Paris, Fayard, 1981. 443 p.

donné le nom de fonction tribunitienne en référence aux tribuns de plèbe du système républicain romain.

Le PCF se voyait en opposition fondamentale au système de gouvernement de la Cinquième République Gaulliste et dans son esprit préparait encore la révolution, même si de fait il jouait un rôle considérable de stabilisation du système. Il centralisait dans une seule institution tous ceux qui étaient en désaccord avec le gouvernement et l'opposition classique (le gouvernement alternatif). En ce faisant il canalisait ces énergies dans une seule direction qui dans son expression politique était prévisible et en large partie conforme à ce qui était acceptable pour le système politique. Ceux qui votaient pour le PCF et ceux qui y militaient se sentaient en rupture avec le système politique mais étaient intégrés à une autre communauté politique: les communistes. Le PCF disposait donc d'un nombre considérable de partisans et militants loyaux et prêts à défendre les intérêts politiques associés au parti, mais par l'intégration du parti au système électoral et même de façon réduite au Parlement le PCF leur donnait une direction d'action et une alternative à un refus catégorique du système. Par sa participation aux élections et au Parlement le PCF légitimait ces institutions du système comme moyen d'action pour le changement radical de système. Comme le tribun de la plèbe qui sans faire réellement partie du Sénat (aristocratique) pouvait intervenir dans les délibérations et défendre les intérêt de la population pauvre, le PCF pouvait au Parlement faire entendre la voix de ceux qui ne se reconnaissaient pas dans le système et comme le tribun qui menaçait de son « *Veto* ! » les délibérations le PCF disposait du moyen d'arrêter la vie politique à travers ses liens organisationnels (le syndicalisme communiste). Aussi comme le tribun de la plèbe son rôle était le discours qui exprimait le ressenti de la population sans devoir systématiquement agir à partir de ces émotions car ne disposant pas du pouvoir de création de politique mais seulement d'un moyen d'entraver l'action non souhaitée. Dans ce sens il intégrait au système politique ceux qui ne voyaient pas d'utilité dans le système politique et social de l'époque et donnait une voix au Parlement à leurs préoccupations.

Pour notre enquête ceci signifie qu'il est possible qu'un parti qui se situe en dehors des débats dominants dans le système politique puisse servir de réceptacle à tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la société.

1.2.2.2. Volkspartei et Programmpartei – Kirchheimer

Un autre aspect du parti qui peut nous être utile dans l'analyse est ce que nous pouvons appeler le but d'un parti ou une question de périmètre. A la base de cette réflexion se situent les écrits de Kirchheimer et sa notion de *Volkspartei*[29] que nous opposerons rapidement au modèle de la *Programmpartei*[30] qui est la conception concurrente la plus intéressante dans ce contexte.

La notion de *Volkspartei* a subi un léger glissement vers le normatif grâce à la traduction en tant que *catch-all party,* qui induit davantage un manque de principes politiques, que l'ouverture idéologique qu'implique le terme *Volkspartei*. Il s'agit en partie d'un effet d'association Le terme *Volk* (peuple) à une connotation positive, se référant à un ensemble, une totalité englobante, et il exhale malgré tout une certaine chaleur, celle du groupe ainsi défini (même si son adjectif *völkisch* renvoie au racisme idéologique et biologique de l'extrême-droite allemande d'avant 1945). Le terme de *Volk* a aussi une référence directe à la démocratie. L'inscription prévue pour le fronton du Reichstag à Berlin à sa construction était « *dem deutschen Volke* » (au peuple allemand), il est rapporté que les cercles proches de l'Empereur avaient peur de cette inscription subversive et elle ne fut montée qu'à la fin de l'Empire en 1916. Le projet de constitution de 1848/49 (*Paulskirchenverfassung*) donnait à la chambre des députés le nom de *Volkshaus* (maison du peuple). Cette connotation positive est entièrement absente du terme *catch-all* qui dans le meilleur des cas est traduit par attrape-tout. Il associe un manque de différenciation dans le but unique de maximisation des suffrage et procède à une réduction du vote à une denrée comme les autres. *Catch-all* fait presque penser à du papier à insectes dont le seul but est d'être aussi collant que possible afin de procéder à une collection exhaustive de toutes sortes d'animaux. A partir de cette différence de connotation du qualificatif, les trajectoires du terme puis son contenu ont changé. Le terme de *Volkspartei* est une médaille d'honneur pour un parti car il signifie qu'il prend en compte le

29 KIRCHHEIMER, Otto. Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems. In *Politische Vierteljahresschrift*, Vol.6 (1965), p. 20-41
KIRCHHEIMER, Otto. The transformation of Western European Party Systems .In La Palombara, J. and Weiner M. (eds.), P*olitical Parties and Political Development.* Princeton (NJ), Princeton University Press, 1966. p.177-199

30 Cf p.e.: MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, PRIDHAM, Geoffrey (eds.). *Small parties in Western Europe : comparative and national perspectives*. London, Sage, 1991. 232 p.

peuple dans sa totalité alors que le terme *catch-all* dénote davantage une absence de toute forme de principes et ne sera jamais utilisé comme marque de qualité pour un parti. Pour ces raisons nous garderons le terme allemand initial dans cette thèse. Le *Volkspartei* selon Kirchheimer est un parti qui procède à une tentative d'ouverture vers des couches électorales plus larges en atténuant les points litigieux de son programme et en éliminant les exclusives. L'exemple le plus connu de ce processus est le programme de Godesberg (1959) du SPD allemand lorsque le SPD acceptait outre le capitalisme comme état de fait actuel tout en visant à long terme à son remplacement, aussi la Loi Fondamentale Allemande et le principe de défense du territoire (et donc de fait l'intégration à l'Ouest de la RFA). Il ne s'agissait pas de délaisser l'héritage politique du parti ouvrier mais de renoncer à des points litigieux qui pour la plupart n'étaient pas ou plus à l'ordre du jour immédiat afin de se libérer de certains blocages. Le but était de devenir d'un parti sectionnel (limité à la classe ouvrière) un parti qui était éligible pour tout électeur partageant les valeurs fondamentales du parti, parti qui ne renonçait ni à l'internationale socialiste ni au but du socialisme démocratique. La définition de Kirchheimer d'un parti large fondé sur un ensemble de valeurs partagées et ouvert à tous ceux qui partagent ces valeurs est d'une certaine façon une version partisane du *Tendenzbetrieb* dans la vie économique allemande qui constitue une entreprise de droit privé mais fondée sur certaines valeurs (et limitée à certains secteurs) qui jouissent d'une protection spéciale mais doivent garder une certaine ouverture sur toute la société.

Un parti de ce type est large mais garde une certaine unité idéologique.

Le type de la *Programmpartei* est le contraire de ce type de partis. Il ne s'agit pas d'un *single-issue party* mais d'un parti concentré. Il se caractérise par un programme clair et développé dans un champ politique avec un programme plus général au-delà de ce point. A la différence du *single issue-party* il n'a pas forcément un programme viable uniquement sur ce point mais accompagne cette orientation avec une forte compétence technique et politique dans ce secteur et une possession claire de ce champ politique dans la perception électorale. Cette orientation concentrée du programme donne lieu à un rétrécissement du champ des électeurs potentiels. Ce type de parti a un cœur de soutien stable et fortement impliqué dans le sujet avec un espace de soutien vague qui est conditionné par le sujet dont il est propriétaire. De ce fait il ne vise pas toute la population mais généralement une section de population comme électorat et moins le gouvernement que la participation au gouvernement. Il s'agit généralement de partis petits ou moyens, capable d'entrer en coalition à partir d'une grande flexibilité en dehors de « leur » champ mais intransigeant sur ce point. Les exemples en

Europe sont relativement courant à commencer par la plupart des partis écologistes qui ont commencé leur développement à partir des sujets environnementaux, mais aussi des partis plus conventionnels comme le FDP (libéral) allemand qui en RFA représentaient le parti de l'économie avec une forte concentration de compétences dans ce secteur et un programme très développé sur ce point. Le programme ne se limitait pas sur ce point mais en dehors de ce secteur une grande flexibilité a permis au FDP de participer à la presque totalité des gouvernements de la RFA avant la Réunification.

L'opposition se situe aussi bien dans la visée électorale (secteur ou ensemble de la société) que dans la visée programmatique (concentré et sans concessions sur le cœur programmatique et vaste ou pragmatique ailleurs) mais les deux modèles peuvent nous aider à mieux situer les partis ethno-régionalistes dans une forme de continuum entre ces deux types de partis à idées. Un électorat divers mais uni par quelques idées communes indiquerait vers une forme de *Volkspartei* tandis qu'un électorat plus concentré et dépendant d'un pan de la politique serait une indication vers le *Programmpartei*.

1.2.2.3. Le parti comme agent de communication politique

Une autre fonction du parti politique qui peut être utile dans l'analyse de partis ethno-régionalistes a été décrite par Popkin[31] comme celle d'un enseignant dans le cours d'éducation civique que constituent les élections. Il s'agit de la création d'un enjeu (sujet) et de son inscription à l'agenda politique. L'important dans ce cadre n'est pas d'être élu ou de proposer une politique mais de faire connaître un sujet voire populariser une forme de solution. Ce rôle est nettement plus proche de celui d'un groupe d'intérêt que d'un parti mais même un parti peut s'y atteler pour préparer le terrain à sa vision de la politique. Cette forme de communication peut être relativement proche de l'activité du parti, comme l'édition d'un livre noir qui commente certaines décisions du gouvernement à l'aune du programme du parti sans qu'il y ait un contexte électoral immédiat. Un bon exemple sont les pamphlets édités lors du premier mandat de Winnifred Ewing à Westminster[32] qui regroupaient les questions qu'elle avait posées au gouvernement avec les réponses et un commentaire partisan. Ces papiers ont en partie popularisé les positions du SNP en dehors de quelques slogans. La même fonction

31 POPKIN, Samuel. *The reasoning voter*. Chicago, University of Chicago Press, 1991.

32 SCOTTISH NATIONAL PARTY. Scotland v. Whitehall – Winnifred Ewing's black book. Edinburgh (UK), SNP, 1968. 23 p.

peut aussi avoir lieu lorsqu'un texte programmatique connaît un lancement très public en tentant de faire naître un débat. L'exemple le plus spectaculaire en ce sens est le discours *Tynged yr Iaith* (~la destinée de la langue) que Saunders Lewis, un des fondateur de *Plaid Cymru*, a donné en 1962[33] à la Radio de la BBC qui présentait le programme linguistique de PC. Il s'agit non seulement d'informer du programme du parti mais aussi de créer la conscience de l'existence de ce sujet politique.

Il s'agit donc d'une activité qui peut commencer bien avant le *Agenda Setting*. Dans notre analyse il sera intéressant de noter à quel point les électeurs de partis ethno-régionalistes sont conscients des sujets sur lesquels les partis tentent de mobiliser et si la simple affinité avec le sujet permet déjà de les lier au parti. On pourra aussi mettre en valeur s'il s'agit d'un parti rokkanien ou d'un type nouveau. Pour un parti rokkanien le conflit (donc sujet politique) existe antérieurement au parti et dont le parti ne devient que l'expression de ce conflit. Un nouveau parti dans le sens des *New Politics* doit d'abord convaincre qu'il y a un sujet politique dans la situation actuelle tel que les partis écologistes ont sut faire de l'environnement un sujet politique.

1.2.3. Les trois partis et leur implication sur la recherche

Dans les paragraphes précédents nous avons vu ce que pouvait être le rôle d'un parti mais en fait il y a au moins trois objets qui peuvent se cacher sous cette appellation, comme le fait remarquer Dalton[34] qui se situe dans une longue tradition de la science politique américaine[35]: il s'agit du parti comme organisation *strictu sensu*, du parti dans les institutions élues (parlements et gouvernements) et du parti dans l'électorat. Ces trois entités n'existent normalement pas de façon isolée et ne sont pas vraiment autonomes mais leur logiques de fonctionnement sont si différentes que pour les besoins de l'analyse il est préférable de les considérer comme au moins partiellement indépendantes.

---

33 Un transcript est consultable à l'adresse: http://www.llgc.org.uk/ymgyrchu/Iaith/TyngedIaith/tynged.htm une traduction en Anglais est inclus dans JONES, Alun R. THOMAS, Gwyn. Presenting saunders Lewis. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1983. 361 p.

34 DALTON, Russel J., WATTENBERG, Martin P. *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*. Oxford (UK), Oxford University Press, 2000. 314 p.

35 Aussi bien CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philipp E., MILLER, Warren E. et al. *The American Voter.* New York (NY), John Wiley and sons, 1960. 573 p.
que CHAMBERS, William Nisbet, BURNHAM, Walter Dean (eds.). *The American Party Systems*. London, Oxford University, 1967. 321 p. se servent de catégories semblables dans leur analyse sans pour autant toujours avoir les mêmes critères de séparation

1.2.3.1. Le parti comme organisation

Le parti comme institution est ce qui est de nos jours l'incarnation la plus visible du parti. Il s'agit de l'association politique qui distribue les cartes d'adhérents et dont les organes de direction se réunissent. C'est l'organisme qui loue les locaux du parti et qui détient les droits sur le nom, le sigle et le logo du parti. En dehors de la personne juridique du parti, cette notion contient aussi les adhérents et les structures dans lesquelles ils s'impliquent et au sein desquelles sont décidé des candidats aux différents postes mais aussi des orientations politiques tout comme du programme électoral. Des trois entités il ne s'agit non seulement de la plus visible, mais aussi de la plus clairement définie. Nous sommes face à une institution dans le sens classique qui est régie aussi bien par des règles écrites que par une pratique propre à l'institution.

Enquêter sur ce type de parti peut être fait de manière très diverse, allant de l'analyse d'archives de congrès à une enquête ethnographique de militants en passant par toute les pistes d'enquête que nous ouvrent les institutions. Néanmoins dans notre étude cette approche poserait problème pour une enquête comparée internationale par son ampleur et nous renseignerait uniquement sur ceux qui ont au moins franchi le pas de l'adhésion au parti, et qui sont donc déjà très fortement socialisés au sein de cette structure. Ils seraient très proches de ceux qui écrivent le programme et nous risquerions donc de refaire une analyse déjà entreprise.

1.2.3.2. Le parti comme ensemble d'élus

Le deuxième parti est historiquement le premier et nous renvoie au processus de création des partis. Il s'agit du parti comme collectif des élus du parti aussi bien au Parlement que dans la branche exécutive du gouvernement. Il renvoie à l'association d'élus de l'époque victorienne qui afin de peser plus lourd lors de décisions se regroupaient et se donnèrent un nom. Les *Peelites* (initialement une coterie autour du premier ministre conservateur puis un groupement parlementaire qui se situait entre les deux blocs idéologiques et développait une plus grande cohérence idéologique et qui après une période de forte désorganisation était une

des composantes dans la création du parti libéral Britannique) pouvaient donc être en faveur ou contre un projet. Les débats devenaient plus structurés et les oppositions plus visibles. Ces élus ont une certaine unité dans leur comportement en fonction de leur étiquette partisane qui reflète leur engagement politique lors des élections. Ce groupe peut être fortement distinct du premier parti (situation relativement courante pour les Travaillistes Britanniques) ou au contraire en être dépendant (situation des élus du PCF, du moins en théorie) ou exercer un pouvoir disproportionné sur lui (comme dans le cas d'un parti de notables classique). En fonction de ce lien son organisation peut être largement commune avec le premier ou fortement distincte et son mode de fonctionnement peut différer, surtout quand la tête du parti organisation ne joue pas de rôle comparable dans le parti d'élus ou lorsque les rapports de force entre tendances ne sont pas identiques.

L'analyse de ce niveau partisan est très riche en résultats pour les recherches sur les élites mais ne renseigne que peu sur les rapports avec le premier niveau et leur degré de cohérence. Surtout ce type d'analyse nécessiterait un choix de cas radicalement différent. Nous observons dans notre étude aussi bien des partis avec élus dans les exécutifs que sans, tout comme des partis bien intégrés dans leur système partisan et ceux qui ne le sont pas. Les différentes configurations possibles pour le parti des élus pose des difficultés importantes dans l'analyse qui, dans le cadre de cette recherche, seraient insurmontables.

1.2.3.3. Le parti dans l'électorat

Le troisième et dernier type de parti est le parti dans l'électorat. Ce terme a été popularisé par Valdimer Orlando Key[36] qui en attribuait la création a Ralph Goldmann[37]. Cette notion a maintenant été assez largement été accepté et reste en usage courant[38]. Selon Key ce parti dans l'électorat est le plus éphémère et le moins saisissable, car il ne se montre qu'à intervalles plus ou moins réguliers pour les élections. Ce parti est constitué des personnes qui votent habituellement pour les candidats présentés par ce parti et qui sentent une certaine affinité

36 KEY, Valdimer Orlando. *Politics, Parties & Pressure Groups.* 5th edition. New York (NY), Thomas Y. Crowell, 1964. 738 p.

37 GOLDMAN, Ralph M. *Party Chairmen and Party Factions, 1789-1900*. Ph.D. Dissertation. University of Chicago, 1951.

38 cf. SORAUF, Frank J., BECK, Paul Allen. *Party Politics in America*. 6th Edition. Glenview (IL), Scott, Foresman and Co., 1987. 531 p.
SEILER, Daniel, Louis. *Les partis politiques en Occident: sociologie historique du phénomène partisan*. Paris, Ellipses, 2003. 479 p.

avec ce parti. Le parti ne leur est pas indifférent. La force de ce parti est son immatérialité. Il peut être universellement présent et agir dans le long terme. Le parti dans l'électorat se sont les personnes qui discutent politique avec leur entourage et qui défendent l'opinion du parti, non pas selon une allégeance codifiée (comme c'est le cas d'un adhérent) mais parce qu'elle leur paraît la bonne et en disant que si c'était un autre parti qui avait cette position, elle ne serait pas moins bonne.

Ils ne sont pas missionnaires ou zélés prêcheurs d'une bonne parole, mais ils ont une opinion et la partagent. Ils ne la pensent pas comme étant une ligne de parti mais lors d'une campagne électorale ils se rendent compte qu'un candidat défend leurs positions et normalement il s'agit du candidat de leur parti.

Ce parti est fragile et un changement de politique abrupt ne sera pas soutenu par ce parti, mais il est le parti le plus grand quand on le compare au nombre réduit d'élus d'un parti et au nombre toujours décroissant d'adhérents de la plupart des partis. Il est donc le réservoir le plus large de personnes qui s'identifient à une cause et si nous voulons voir ce qui est au cœur de l'ethno-regionalisme, une observation de ce groupe le plus large et dont l'attachement est le plus faible peut être d'une grande complémentarité aux travaux déjà existants qui se focalisent sur des cercles plus restreints et plus impliqués du mouvement.

1.2.4. Recherche de l'électorat spécifique et proche

Pour ces raisons nous nous concentrerons donc sur « le parti dans l'électorat » et tenterons d'analyser de façon comparée et détaillée ce qui caractérise cette incarnation du parti.

1.3. La vision des électorats ethno-régionalistes – (isolés ou dans d'autres optiques)

Notre analyse ayant pris racine dans une partie de la recherche générale au sujet des partis et plus particulièrement dans l'analyse des partis ethno-régionalistes, il est indispensable de noter ce que nous savons de nos cas d'étude et dans quel contexte ils sont généralement analysés.

Nous prendrons ici l'approche séparée par cas, que nous tenterons de réduire au strict minimum.

1.3.1. Plaid Cymru – isolé, parti linguistique « à l'ancienne »

En premier lieu nous étudierons ce que l'on sait de *Plaid Cymru*. Ce parti a fait l'objet assez récemment de la première monographie complète sur son histoire et sa structure[39]. Elle tente de remédier au problème de l'ambiguïté d'un mouvement étant aussi bien un parti qu'un groupe de pression en faveur de la préservation de la langue et culture Galloise. McAllister arrive à montrer dans son étude que cette ambiguïté se réduit graduellement après l'arrivée de PC au Parlement de Westminster (1966) et prend de la vitesse depuis les années 1980. Elle y montre aussi la professionnalisation des structures et du personnel.

L'électorat de PC est relativement peu étudié mais la tendance générale est à l'analyse de son électorat toujours en terme de vote linguistique. Balsom a livré en 1979 une des rares études uniquement concernée par l'électorat PC[40]. Il compare dans cette analyse le vote PC dans différentes régions et aussi par rapport au vote pour les Travaillistes qui sont le parti hégémonique au Pays de Galles. Ses résultats sont clairs: le vote PC est concentré au sein de populations parlant le Gallois et vivant dans un milieu où la langue Galloise n'est pas entièrement absente. Mais ceci ne constitue pas une caractéristique pleine de l'électorat car même au sein de cette population très restreinte PC recueille nettement moins de suffrages que les Travaillistes. La conclusion négative reste néanmoins possible: ceux qui ne parlent pas le Gallois et ceux qui vivent dans un environnement unilingue Anglais ne votent virtuellement pas PC (dans le cas du croisement des deux caractéristiques Balsom arrive à un score électoral de l'ordre de 2% à la limite de ses instruments d'analyse). Malgré son âge considérable ce travail reste un des rares travaux à se concentrer explicitement sur PC et à partir de données micro-sociologiques.

Nous disposons de quelques travaux de géographie électorale, les uns de la même époque[41]

39 MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224 p.

40 BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. 27 p.

41 LUTZ, James M. The Spread of the Plaid Cymru: The Spatial Impress. In *The Western Political Quarterly*, Vol. 34 No. 2 (June 1981), p.310-328
STUDLAR, Donley T. Comment: The Social Context of Welsh Nationalism. Ibd., p. 328-330
LUTZ, James M. Reply to Comment : Welsh Nationalism – The Process of Spread. Ibd., p.331
WILLIAMS, Colin H. Spatial Structure and EthnicChange: Observation on Political Geography of Wales. In

que les travaux de Balsom les autres plus récents[42]. Ces travaux insistent généralement sur la concentration du vote PC dans le Nord et l'Ouest du Pays de Galles qui sont les régions où la langue Galloise a le mieux survécu pendant les deux derniers siècles. Il s'agit de régions rurales où la langue Galloise pouvait encore au milieu du siècle dernier servir de langue vernaculaire[43] et même au niveau le plus fin possible cette structure se maintient et des corrélations entre vote PC et proportion de personnes parlant le Gallois (données du recensement) sont en bonne adéquation. Sans les travaux de Balsom qui établit un même lien au niveau de l'individu nous n'aurions pu exclure une illusion d'optique (*ecological fallacy*).

Ces travaux montrent aussi le contexte dans lequel PC et plus généralement le nationalisme Gallois est analysé: la *Celtic Fringe*. Le terme entre dans la science politique au milieu du siècle. Alors que depuis le dix-huitième siècle il désignait les territoires reculés et potentiellement insurrectionnels d'Irlande, des Highlands Ecossais et la majeure partie du Pays de Galles où les langues de la famille Celtique survivaient, il devient un terme global pour tous les territoires du Royaume-Uni qui ne sont pas entièrement Anglais, ce qui fait y entrer l'Ecosse et le Pays de Galles dans leur totalité, alors que la République d'Irlande disparaît de la recherche (même si son omission n'est pas théorisé et dans les données antérieures à 1945 elle est généralement incluse). Les Cornouailles sont ajoutés à cette liste de territoires et au fil de sa propagation d'autres territoires celtiques non britanniques sont inclus sous ce terme (surtout La Bretagne et la Galicie)[44].

PC se trouve doublement noyé dans cette direction d'analyse. D'une part l'analyse de PC est remplacée par l'analyse du nationalisme Gallois avec en plus les problèmes de liaison et de distinction entre les deux, d'autre part la limitation à ce type de cadre fait que les possibilités de comparaison internationale se réduisent fortement et se restreignent presque entièrement à des territoires sous influence Anglaise (la Bretagne comportant des partis ethno-régionalistes nettement plus restreints de fait seule une comparaison avec la Galicie pourrait se faire en dehors de la sphère d'influence Anglaise).

La confusion entre PC et le nationalisme Gallois est donc naturelle au vue du caractère très ambigu de PC pendant la plupart de son histoire et les études qui mettent l'accent

Plural Societies, Vol. 13 (1982), p.142-167

42 LEVY, Roger. Finding a place in the world-economy. Party strategy and party vote: the regionalization of SNP and Plaid Cymru support, 1979-92. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 3 (April 1995), p.295-309.

43 EMMETT, Isabel. *A North Wales village – A Social Anthropological Study*. London, Routledge & Kegan Paul, 1964. 154 p.

44 cf. par exemple: DAY, Graham, REES, Garreth (dirs.). *Regions, nations and European integration : remaking the Celtic periphery*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1991. 281 p.

spécifiquement sur le lien plus ou moins étroit entre l'identité Galloise et PC sont rares[45] et ceci encore davantage lorsqu'il s'agit du niveau des attitudes[46]. Cette proximité du lien entre nationalisme et PC serait en soi un résultat si les études anciennes (comme celle de Balsom) ne montraient pas que même au sein de bastions nationalistes le premier parti restait les Travaillistes et que les études plus récentes assument ce lien sans préciser si cette tendance s'est inversée (ce qui à travers la modification du score électoral des deux partis est fortement possible).

Nous disposons donc d'études qui généralement sont de haute qualité sur le nationalisme Gallois mais faibles sur l'articulation entre nationalisme et vote pour PC[47].

De l'autre côté une théorie spécifique du nationalisme Gallois émerge qui met l'accent en même temps sur un héritage et une transmission de traditions historiques[48] mais aussi sur un effort de construction volontaire du Pays de Galles dont frontières[49] et contenu[50] étaient initialement assez peu définies et ne permettaient pas de mobilisation.

Au total l'analyse de PC se focalise sur un parti linguistique et ethnique sur les bases anciennes et rokkanniennes mais sans le succès et la totalité. En même temps l'analyse du nationalisme Gallois tend davantage vers une création très récente. Les deux phénomènes sont souvent mêlés et le parti subsumé sous ce phénomène.

1.3.2. Scottish National Party – isolé, parti protestataire

L'analyse du SNP et du nationalisme Ecossais est clairement distincte aussi parce que dès le début le SNP est nettement plus analysé comme un phénomène au sein du système partisan

45 MELDING, David. The Political Parties and the Welsh Nation. In *Politics Today* No. 18/ 1987 (3rd December 1987), p.313-336

46 BALSOM, Denis, MADGWICK, Peter, VAN MECHELEN, Denis. *The Political consequences of Welsh identity.* Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1982. 27 p.

47 Entre autres: MCALLISTER, Ian, MUGHAN, Anthony. Values, Protest and Minority Nationalism in Wales. In *British Journal of Political Science*, Vo. 14 No. 2 (April 1984), p.230-243
FIELDHOUSE, E. Thatcherism and the changing geography of political attitudes, 1964-87. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 1 (Jan. 1995), p.3-31.

48 Par exemple: JONES, R., DESFORGES, L. Localities and the reproduction of Welsh nationalism. In *Political Geography*, Vol. 22 no. 3 (Mar. 2003), p. 271-293.

49 RAWLINGS, Richard. *Delineating Wales constitutional, legal, and administrative aspects of national devolution*. Cardiff (UK), University of Wales Press. 644 p.

50 MORGAN, Prys, THOMAS, David. *Wales : the shaping of a nation*. Newton Abbot (UK), David & Charles, 1984. 272 p.
MORGAN, Kennteth Owen. *Rebirth of a nation : Wales 1880-1980*. Cardiff (UK), University of Wales press, 1981. 463 p.

Ecossais[51]. Les résultats de cette analyse se situent toujours par rapport aux études antérieures qui au Royaume-Uni en général et aussi en Ecosse en particulier avaient mis en évidence l'importance du vote selon les divisions sociales et surtout l'opposition entre une classe moyenne et une classe ouvrière[52]. Le résultat aussi bien des études des années 1970 que celles des années 1980[53] était que les périodes de progression du SNP reflétaient davantage une faiblesse des deux partis dominants du système politique britannique qu'un réalignement stable. L'insatisfaction avec le système jouait un grand rôle dans l'explication de ceux qui arrivaient et partaient en vague du vote SNP. Newman montre en outre que cette conclusion est moins vraie pour ceux qui sont restés fidèles au SNP pendant les années 1980, pour qui la décision de rester fidèle au parti découlait aussi et de plus en plus d'une évaluation des intentions déclarés du SNP aussi bien dans le champ ethno-régionaliste qu'en politique plus conventionnelle.

Le SNP n'était jamais le seul propriétaire du nationalisme Ecossais, qui dans les analyses historiques était tout aussi bien associé à chacun des autres partis[54]. Mais même dans l'analyse contemporaine l'influence du nationalisme Ecossais est analysée bien en dehors du cercle restreint du SNP[55]. Le résultat de ces recherches est que chacun des partis se situe dans une position où il accepte une large partie du nationalisme Ecossais comme sentiment et comme valeur et que cette allégeance générale a été une composante dans le manque de succès des Conservateurs de l'époque Thatcher en Ecosse[56] qui en surélevant un nationalisme britannique qui était entièrement Anglais niaient les particularités locales et donc se positionnaient en adversaire du nationalisme Ecossais. Vingt ans après le départ de Thatcher les conservateurs restent un parti mineur en Ecosse, même leur relatif succès électoral en 2010 ne leur y a procuré qu'un seul député à Westminster.

Le SNP ne possède donc pas la propriété du sentiment national Ecossais et son influence

51 WEBB, Keith, HALL, Eric. *Explanations for the rise of political nationalism in Scotland*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1978. 59 p.

52 Cf. par exemple:BUDGE, Ian, URWIN, Derek William. *Scottish political behaviour : a case study in British homogeneity.* London : Longmans Green, 1966. 148 p.

53 NEWMAN, Saul. The rise and decline of the Scottish National Party: ethnic politics in a post-industrial environment. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 15 No. 1 (Jan. 1992), p.1-36.

54 HARVIE, Christopher T. *Scotland and Nationalism : Scottish society and politics 1707 to the present*. 4th ed. London : Routledge, 2004. 278 p.
FINLAY, Richard J. *A partnership for good ? : Scottish politics and the Union since 1880*. Edinburgh (UK) : Donald, 1997.
HANHAM, H.J. *Scottish Nationalism*. London, Faber and Faber, 1969. 250 p.

55 GEEKIE, Jack, LEVY, Roger. Devolution and the tartanisation of the Labour Party. In *Parliamentary Affairs,* Vol. 42 No.3 (July 1989), p.399-412

56 KENDRICK, Stephen. MCCRONE, David. Politics in a Cold Climate: The Conservative Decline in Scotland. In *Political Studies*, Vol. 37 No. 4 (Dec. 1989), p.589-604.

électorale a fait l'objet d'études approfondies[57] qui ont surtout montré qu'un niveau élevé de sentiment national Ecossais jouait fortement en défaveur d'un vote Conservateur mais que son influence sur le choix entre Travaillistes, Libéraux et Nationalistes était généralement faible. Cette analyse a été confirmée dans les années 1990 qui a mis en valeur une très forte composante de vote stratégique anti-conservateur et une forte mobilité de l'électorat Ecossais[58].

La classe sociale ne disparaît pas de l'analyse électorale et l'analyse de l'influence de la classe sociale sur la conscience nationale d'un côté et sur le vote pour le SNP de l'autre donne lieu à une série de travaux aussi bien théoriques[59] qu'empiriques[60]. Alors que l'argument théorique mis en avant est celui d'une nation de classe ouvrière et qu'une bonne partie de l'historiographie Ecossaise pointe dans cette direction, les résultats empiriques montrent un parti relativement bien implanté dans la classe moyenne et dans les années 1980 même avec un taux d'électeurs de classe moyenne plus élevé que l'électorat Travailliste.

Le SNP comme institution a aussi donné lieu à une monographie très détaillée par Peter Lynch[61] qui retrace de façon très détaillée la restructuration au fil des années 1980 et la solidification de l'appareil idéologique du parti. L'idéologie et la structure semblent maintenant assez clairement établies, montrant un parti qui globalement se voit social-démocrate avec une structure relativement stable et professionnelle qui est soutenue par une base militante et adhérente en légère progression.

Du côté de la sociologie électorale l'image reste nettement plus floue comme en attestent certaines études récentes, réalisés en partie à partir du même fond de données que nous avons employé[62]. Les électeurs du SNP ressemblent beaucoup aux électeurs des Travaillistes avec comme grand point de différence une appréciation moindre du travail du gouvernement

57 BRAND, Jack. National consciousness and voting in Scotland. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 10 No. 3 (July 1987), p.334-349.

58 BENNIE, Lynn, BRAND, Jack, MITCHELL, James. *How Scotland votes*. Manchester (UK), Manchester University, 1997. 174 p.

59 DAVIDSON, Neil, GLUCKSTEIN, Donny. Nationalism and the class struggle in Scotland. In *International Socialism*, Vol. 48 (aut. 1990), p. 107-137.

60 NEWMAN, Saul. The rise and decline of the Scottish National Party: ethnic politics in a post-industrial environment. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 15 No. 1 (Jan. 1992), p.1-36.
HEATH, Anthony, DE GRAAF, Nan Dirk, NEED, Ariana. Class and Nation in England and Scotland. In *British Elections & Parties*, Vol. 7 (1997), p.57-73.

61 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

62 BROWN, Alice, MCCRONE, David, PATERSON, Lindsay, SURRIDGE, Paula. *The Scottish Electorate – The 1997 General Election and Beyond*. Houndmills (UK), Macmillan, 1999. 182 p.
PATERSON, Lindsay, BROWN, Alice, CURTICE, John, HINDS, Kerstin, MCCRONE, David, PARK, Alison, SPROSTON, Kerry, SURRIDGE, Paula. *New Scotland, new politics?* Edinburgh (UK), Polygon at Edinburgh, 2001. 195 p.

central et un attachement moindre au parti. Une plus petite différence se situe au niveau de la classe sociale qui au sein de l'électorat SNP est un peu plus tourné vers les employés mais ceci dans des proportions faibles[63].

Le SNP reste électoralement davantage la hantise d'un parti Travailliste impopulaire qu'une force créant sa propre dynamique. L'influence de la Devolution sur le comportement électoral a aussi donné lieu à des analyses à chaud[64] pour les élections qui ont immédiatement suivis la mise en place du Parlement Ecossais et qui se traduisent par une presque non-évolution. Le SNP a souffert aux élections de Westminster mais selon Curtice davantage à cause de la perte des députés connus (presque tous siégeant maintenant en Ecosse et ne pouvant assumer la double charge) que d'une évolution profonde de l'électorat vers une logique claire de système à niveaux multiples.

Sur le plan de la comparaison des nationalismes le cas Ecossais est plus volontiers comparé aux anciennes nations, donc celles qui ont créé des Etats-Nations aux dix-neuvième siècle qu'à d'autres mouvements contemporains[65] bien que la notion de la Nation sans Etat soit très courante dans la réflexion[66]. Le cas Ecossais est aussi souvent comparé au cas Québécois, mais davantage sur le plan de procédures[67] que sur le plan des partis politiques.

Le SNP reste généralement un parti sans véritable équivalent ailleurs à quelques rares exceptions près[68]. Il est davantage analysé comme une apparition Ecossaise dans un contexte Ecossais qui est en partie le résultat de l'évolution du Royaume-Uni.

1.3.3. Christlich-Soziale Union in Bayern – un débat sur sa spécificité par rapport à la CDU

La CSU a été à une époque le parti le mieux étudié en Allemagne selon les dires de son plus éminent spécialiste Alf Mintzel[69] mais comme il le note cette abondance a découragé des

63 BRAND, Jack, MITCHELL, James, SURRIDGE, Paula. Social Constituency and Ideological Profile: Scottish Nationalism in the 1990s. In *Political Studies*, Vol. 42 No. 4 (Dec. 1994), p.616-629.

64 CURTICE, John. Did Devolution make a difference? The first Post-Devolution UK election in Scotland. In *British Elections & Parties Review*, Vol. 12 (2002), p.64-79.

65 DEVINE, T.M. *The Scottish Nation 1700-2000*. London, Penguin, 1999. 696 p.

66 MCCRONE, David. *Understanding Scotland: the Sociology of a Stateless Nation.* London, Routledge.

67 LYNCH, Peter. Scottish Independence, The Quebec Model of Secession and the Political Future of the Scottish National Party. In *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 11 No. 4 (2005), p.503-535,

68 ZIRAKZADEH, Cyrus Ernesto. Economic Changes and Surges in Micro-Nationalist Voting in Scotland and the Basque Region of Spain. In *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31 No. 2 (Apr. 1989), p.318-339.

69 MINTZEL, Alf. Die CSU in Bayern als Forschungsobjekt – Entwicklung, Stand, Defizite und Perspektiven

travaux plus récents et n'a pas incité à de nouvelles pistes d'analyse.

Les deux grandes monographies au sujet de la CSU se proposant de tout dire à son sujet datent des années 1970 et ont toutes les deux été écrites par Mintzel.

La première[70] est une collection d'informations sur ses institutions, son fonctionnement, son personnel politique et l'interaction de toute la structure. Ce très gros volume dense et bien documenté reste même trente-cinq ans après son édition une mine sur la CSU au début des années 1970 et le chemin qui l'y a menée. La deuxième[71] qui n'est pas fondamentalement plus courte, se focalise sur l'histoire de la CSU, surtout la phase de fondation du parti et la période de modernisation à la fin des années 1950s pendant la période de concurrence avec la *Bayernpartei* (BP).

Le corpus de recherches au sujet de la CSU qui nous intéressent peut être sommairement classé selon trois questions de recherche: La relation entre la CSU et son parti sœur la CDU (et leur comparaison), les questions d'identité nationale et régionale et en dernier lieu sa dominance structurelle sur le système partisan Bavarois. Cette classification est grandement imparfaite mais devrait être suffisante pour donner une structure de ce bref aperçu des résultats de cette recherche.

La description des rapports entre CSU et CDU la plus succincte et la plus vraisemblable est celle de la « coopération concurrente » selon le terme employé par Heinrich Oberreuter[72]. La concurrence n'a jamais été électorale, car les deux partis n'ont jamais contesté les mêmes élections sur le même territoire. Elle était uniquement liée à l'exercice des pouvoirs politiques et ici surtout dans le maniement extrêmement efficace de la parole qui a souvent donné lieu à l'impression que la CDU était idéologiquement à la remorque de la CSU[73]. Le personnel politique de la CSU et surtout Franz-Josef Strauß qui était un orateur hors pair accompagné d'un polémiste hors catégorie[74] sont d'une importance particulière dans cette impression et la

---

der CSU-Forschung. In NIERDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard. *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland*. Opladen (DE), Westdeutscher Verlag, 1993. p. 81-118

70 MINTZEL, Alf. *Die CSU : Anatomie einer konservativen Partei 1945-1972*. Opladen (DE) Westdeutscher Verlag, 1975. 776 p.

71 MINTZEL, Alf. *Geschichte der CSU : ein Überblick*. Opladen (DE), Westdeutscher Verlag, 1977. 498 p.

72 OBERREUTER, Heinrich. Konkurrierende Kooperation – die CSU in der Bundesrepublik. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p.319-332

73 IMMERFALL, Stefan. Die CSU : Faktoren ihrer Vorherrschaft und Stellung im Unionslager. In *Zeitschrift für Politik* Vol. 52 No, 4 (Dez. 2005). p. 381-396
OBERREUTER, Heinrich. Speerspitze der Opposition – die Rolle der CSU seit 1998. In MAYER, Tilman. MEIER-WALSER, Reinhard C.(Hrsg). *Der Kampf um die politische Mitte – Politische Kultur und Parteiensystem seit 1998*. München (DE), Olzog, 2002. 306 p. p. 89-101

74 cf. FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p. Qui tout en étant un peu hagiographique donne une bonne impression de ses facultés politiques

relation entre les partis. Le duo CDU-CSU a en partie aussi su si bien fonctionner à cause d'un partage de fonctions entre les deux partis. La CSU pouvant garder le flanc droit du parti et soigner un profil populiste[75] (dans le meilleur des sens) tout en permettant à la CDU de se positionner davantage vers le centre, permettant en même temps de projeter une image plus respectable. Les conflits de cette situation et leur résolution problématique ont longtemps été un sujet d'étude très fertile car tout en distribuant ces rôles généraux, aucun des deux partis ne pouvait risquer d'y être trop fortement associé (la CSU devait aussi garder une image pragmatique et la CDU un conservatisme revendiqué pour espérer garder la coalition large) et l'influence sur la popularité du personnel politique ne devait être en aucun cas négligé[76] faisant de cette coopération de partis au fondement idéologique identique parfois une liaison plus explosive qu'une coalition fédérale.

La relation complexe entre les deux partis montre aussi les possibilités pour une comparaison intra-allemande telle qu'elle est souvent employée dans les recherches que nous avons groupées dans le troisième groupe. La CDU est un alter ego plus qu'important pour la CSU car il s'agit d'un parti très proche mais avec concurrence ponctuelle forte et potentiellement explosive.

Le second grand champ est le rôle de la CSU dans les débats identitaires. Il s'agit ici de deux questions distinctes mais qui pour nous sont liées. Il s'agit en premier lieu de ce qui a été appelé la question allemande, qui regroupait aussi bien les relations avec la RDA que l'attitude sur les territoires perdus à la fin de Seconde Guerre Mondiale. En second lieu l'importance de la CSU dans la préservation et modernisation de l'identité Bavaroise puis de son emploi.

La position de la CSU sur le traitement aussi bien de la RDA que de territoires perdus était la plus intransigeante dans sa rhétorique mais aussi capable de gérer la confrontation pour éviter les éclats[77]. Blumenwitz note que la rhétorique et aussi les actions intentées ont rempli la fonction importante de servir comme valve de sécurité, en canalisant les sentiments nationalistes tout en permettant de les neutraliser en cas de danger grave, même si la modération peut être discutée dans le cas de la contestation du traité de Varsovie devant la Cour Constitutionnelle. Lors d'enquêtes générales sur le sentiment national allemand la CSU reste globalement le parti avec l'électorat le plus enclin à déclarer un sentiment fort et y associer les valeurs de fierté[78].

75 KLEIN, Hans. CSU : *Phänomen? Provokation? Volkspartei*. Mainz (DE), v. Hase und Koehler, 1976. 112 p.
76 MÜCHLER, Günter. *CDU/CSU : das schwierige Bündnis*. München (DE), E. Vögel, 1976. 250 p.
77 BLUMENWITZ, Dieter. Die Christlich-Soziale Union und die deutsche Frage. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995.. p.333-366
78 JUNG, Helmut, JUHASZ, Zoltán. Nationalbewusstsein in Deutschland bei der Anhängerschaft der

Cette force sur le sentiment national s'associe à une très forte mise en valeur de la Bavière. Comme le note Claire Sutherland[79] les concepts de nation et de patrie (*Heimat*) en rapport avec l'Allemagne étaient devenus par l'emploi pendant la période Nazie toxiques et ne pouvaient être employés pour un parti démocratique. La reconstruction idéologique de la CSU a permis de transférer ces concepts sur la Bavière dans une forme fortement idéalisante qui dans ses codes (graphique, verbal et autre) correspondait largement à l'idéal conservateur allemand d'avant la Seconde Guerre Mondiale. En même temps une bonne partie de l'imaginaire Bavarois subit de grandes transformations sous l'influence de la CSU qui réussit à se positionner comme préservatrice de la Bavière « traditionnelle » (des valeurs transférées comme l'explique Sutherland) mais aussi comme garante de son progrès technologique et industriel. Elle réussit à s'approprier non seulement le sentiment Bavarois mais de fait à prendre possession de la marque « Bavière » dont elle est créatrice et défenseure[80].

Cette défense aussi bien de l'Allemagne que de la Bavière peut paraître paradoxale pour un parti que nous pensons ethno-régionaliste, mais prend tout son sens lorsqu'on considère que la Bavière n'est pas opposé à l'Allemagne mais à la Prusse dans la rhétorique aussi bien Bavaroise que de la CSU. La bonne Allemagne devrait donc plus ressembler à la Bavière pour être meilleure. Les deux identités s'imbriquent parfaitement, à condition de pouvoir étendre la Bavière à l'Allemagne.

Le troisième champ d'analyse est pour nous le plus immédiatement important car il touche en partie à l'électorat. La dominance de la CSU dans le système partisan Bavarois suscite beaucoup d'analyses cohérentes mais partiellement contradictoires[81].

Une première découle directement des résultats du second champ d'étude: la propriété de la marque Bavière. Toute mention de scrutin Bavarois met en lumière le lien entre Bavière et CSU[82]. La capacité exceptionnelle de communication de la CSU est analysée selon deux pistes différentes. La première est celle de noter le maillage extrêmement dense du territoire de la CSU qui compte des groupes locaux dans toutes les communes Bavaroises et même dans

---

politischen Parteien. In MAYER, Tilman. MEIER-WALSER, Reinhard C.(Hrsg). *Der Kampf um die politische Mitte – Politische Kultur und Parteiensystem seit 1998*. München (DE), Olzog, 2002. p. 218-235

79 SUTHERLAND, Claire. *Nation, Heimat, Vaterland: the reinvention of concepts by the Bavarian CSU*. In German Politics, Vol. 10 No. 3 (Dec. 2001). p. 13-36

80 RIEHL-HEYSE, Herbert. CSU : *Chrislich-soziale Union : die Partei, die das schöne Bayern erfunden hat*. München (DE), Bertelsmann, 1979. 238 p.
Heimat Bayern: Identität mit Tradition und Zukunft. In *Politische Studien*. Sonderheft, Vol. 54 (Juli 2003). 101 p.

81 MINTZEL, Alf. *Die CSU-Hegemonie in Bayern*. Passau (DE), richard rothe, 1999. 314 p.

82 PAULI-BALLEIS, Gabriele. *Polit-PR : strategische Öffentlichkeitsarbeit politischer Parteien : zur PR-Praxis der CSU*. Zirndorf ´(DE) Pauli-Balleis, 1987. 342 p.

la plupart des anciennes communes avant la réforme territoriale du début des années 1970[83]. Ce maillage permet une présence et un travail de terrain nettement plus poussé que ne peut le faire la CDU même au sein de ses bastions régionaux (comme historiquement le Bade-Wurtemberg). La force de la CSU serait donc en grande partie du à la force de son organisation. La deuxième se concentre davantage sur la maîtrise des médias de masses et d'une communication efficace et hiérarchique à partir d'un dosage performant de modernité et conservatisme[84]. Cette approche stratégique met en valeur une activité de la CSU très fortement concentré sur la rétention et la consolidation du pouvoir en Bavière. Le point commun aux deux approches est qu'elles cherchent (et trouvent) les raisons de la force de la CSU dans ses capacités à communiquer à ses électeurs.

La deuxième piste est celle qui met l'accent sur la double-stratégie de la CSU d'être présente en Bavière et influente au niveau national et de voir directement toute l'action fédérale dans le prisme de la Bavière. Cette stratégie double qui maintient un équilibre entre les deux niveaux est souvent contrastée avec la focalisation trop Bavaroise de la grande concurrente de la CSU pendant les années 1950: la *Bayernpartei* (BP)[85]. Surtout lorsque la CSU connaît des périodes de faiblesse au niveau fédéral, le spectre de ce trop fort régionalisme arrive très rapidement dans l'analyse politique[86].

La troisième piste est celle qui donne lieu aux échanges les plus violents dans le débat scientifique: il s'agit de savoir s'il y une différence essentielle de la Bavière, une thèse qui est formulée sous la boutade que les horloges en Bavière tournent différemment (~ *Bayerns Uhren gehen anders*), l'autre que cette différence est uniquement due à la structure sociale très différente de la Bavière par rapport au reste de l'Allemagne. Le *Uhrenstreit* (~ confrontation des horloges) a animé une partie des années 1980[87] et a mis en valeur la défense possible des

83 KOCH, Suzanne. *Parteien in der Region : eine Zusammenhangsanalyse von lokaler Mitgliederpräsenz, Wahlergebnis und Sozialstruktur.* Opladen (DE), Leske und Budrich, 1994. 317 p.

84 KIESSLING, Andreas. *Die CSU: Machterhalt und Machterneuerung*. Wiesbaden (DE), Verlag für Sozialwissenschaften, 2004. 380 p.

85 WOLF, Konstanze. *CSU und Bayernpartei – Ein besonderes Konkurrenzverhältnis 1948-1960.* Köln (DE), Verlag Wissenschaft und Politik, 1982. 327 p.
UNGER, Ilse. *Die Bayernpartei – Geschichte und Struktur.* Stuttgart (DE), Deutsche Verlags-Anstalt, 1979. 297 p.

86 LEERSCH, Hans-Jürgen. Die CSU: Eine neue Form der Bayernpartei. In *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Vol. 42 (1992) Nr. B 5. p. 21-28

87 Les articles les plus intéressant à ce sujet sont:
FALTER, Jürgen W. Bayerns Uhren gehen wirklich anders: Politische Verhaltens- und Einstellungsunterschiede. In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol. 13 No. 4 (décembre 1982), p.504-521
MINTZEL, Alf. Zurückweisung einer falschen These. In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol.18 No.1 (Janvier 1987), p.77-93
FALTER, Jürgen W. Wie gehen sie denn nun wirklich, die bayerischen Uhren? In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol.19 No. 1 (Janvier 1988), p.113-114

deux thèses. Une analyse détaillée et multivariée des données disponibles pointe vers une différence possible, mais compte tenu de la relative faiblesse des échantillons par rapport à la complexité du modèle ces résultats sont à prendre avec prudence (instables et suffisamment proches de la marge d'erreur que l'hypothèse nulle ne peut être réfuté). Sur la base de ces calculs Mintzel a noté qu'il faudrait une analyse de type NASA pour pouvoir clarifier une influence du territoire Bavarois, ce qui selon lui limite grandement la pertinence d'une telle assomption. Avec le recul d'une vingtaine d'années une partie des données récentes pointe vers certaines influences spécifiquement Bavaroises[88], surtout lorsque ces résultats sont vus dans le contexte des recherches sur la capacité de communication de la CSU.

La CSU est le parti dans notre sélection qui a suscité l'intérêt le plus continu et le plus approfondi. Notre rappel de l'état des connaissances s'est limité ici à un format comparable à celui alloué aux autres partis. Notons que l'analyse de la CSU est fortement insérée dans une vision comparatiste avec sa sœur la CDU, et qu'à défaut la BP peut servir de champ de comparaison dans le même marché politique, sans parler de certaines comparaisons avec la période de l'Entre Deux Guerres et sa *Bayerische Volkspartei* (BVP). Notre étude y trouve des points d'attache très intéressants et utiles.

1.3.4. Vlaams Blok/ Vlaams Belang – analyse complète comme pilier de la famille de l'extrême droite populiste

Le VB est un parti qui est devenu l'archétype d'une famille politique, mais pas de la famille ethno-régionaliste. Il est un des partis types de l'extrême droite populiste en Europe occidentale[89] au même titre que le Front National Français (FN).

Le grand avantage est qu'une vaste littérature a été aussi bien consacrée à l'idéologie du VB qu'à son électorat et son personnel politique. Les questions posées ne sont néanmoins pas toujours exactement celles auxquelles nous aurions aimé trouver des réponses.

Le VB a commencé à générer une grande littérature rapidement après sa percée électorale lors des élections à la Chambre en 1991[90]. Dès le départ les enjeux (ou thèmes) mobilisateurs de la

88 cf. FALKENHAGEN, Frédéric. National Identity and Ethno-Regional Party types. In *CEU Political Science Journal*, Vol.4 No.3 (Sept. 2009), p. 389-418

89 MUDDE, Cas. The War of Words: Defining the Extreme Right Party Family. In *West European Politics*, Vol. 19 No. 2 (April 1996). p. 225-248

90 SWYNGEDOUW, Marc. L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok. In *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques*. No. 1362 (1992), p.3-42

xénophobie et d'une insatisfaction avec le fonctionnement actuel de la politique commencent à se faire jour.

Les comparaisons et rapprochements se font généralement assez directement au sein de cette famille qui au moment de sa percée connaît des succès à travers l'Europe, que ce soit sous la forme du FN déjà mentionné ou des *Republikaner* en Allemagne tout comme les *Centrum Democraten* (CD) et la *Centrumpartij '86* (CP'86) aux Pays-Bas.

L'analyse des comportements électoraux confirme sur le long terme l'unité des motifs pour le vote VB à savoir une relative précarité matérielle, une faible intégration sociale, de la xénophobie, des craintes envers l'immigration et l'avenir, insatisfaction et défiance envers les pouvoirs politiques établis[91].

Pour notre analyse quelques pistes moins employées se sont avérées plus intéressantes.

La première est une comparaison entre le VB et la *Volksunie* (VU), le parti ethno-régionaliste flamand historique et accepté, sur le plan de la rhétorique politique et la stratégie de communication[92]. La rhétorique se rapproche tout en restant distincte. A fur et a mesure qu'elle perd de l'importance politique la VU radicalise sa communication alors que le VB semble sur le plan communautaire être dans la recherche d'une certaine respectabilité.

A part cette analyse très spécifique, la comparaison entre la VU est le VB est rare et se limite à assez peu de travaux[93]. Les résultats sont souvent décevants, car les aspects d'extrême-droite prennent souvent le dessus dans le choix des variables d'observation et tendent à dominer les conclusions.

L'analyse du VB dans le cadre du nationalisme flamand est aussi rare et ne peut s'affranchir d'une impression d'orientation de l'analyse[94]. Le caractère d'extrême-droite ne faisant pas de

---

SWYNGEDOUW, Marc. National elections in Belgium : the breakthrough of the extreme right in Flanders. In *Regional Politics and Policy*. Vol. 2 No. 3 (aut. 1992), p. 62-75.

91 Cf. par exemple:
BILLIET, Jaak, EISINGA, Rob, SCHEEPERS, Peer. Ethnocentrism in the Low Countries: a comparative perspective. In *New Community* Vol. 22 No. 3 (July 1996), p. 401-417
DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea, DELWIT, Pascal. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles, Complexe, 1998. 314 p.
DE WITTE, Hans. On the 'two faces' of right-wing extremism in Belgium. In *Res Publica*, Vol. 38 Nr. 2 (Summer 1996). p.397-412
DE WITTE, Hans, SCHEEPERS, Peer. En Flandre : origines, évolution et avenir du Vlaams Blok et de ses électeurs. In *Pouvoirs*. No.87 (1998). p.95-113

92 BREUNING, Marijke, ISHIYAMA, John T. The rhetoric of nationalism : rhetorical strategies of the Volksunie and Vlaams Blok in Belgium, 1991-1995. In *Political Communication*. Vol. 15 No.1 (Jan. 1998). p.5-26

93 dont BREUNING, Marijke. Nationalism and nationalist parties : a comparison of the Flemish Volksunie and Vlaams Block. In *Nationalism & Ethnic Politics*. Vol. 3 No. 1 (Spr.1997), p.1-27.

94 GOVAERT, Serge. *Les griffes du lion : le nationalisme flamand à la veille de 2002*. Bruxelles, Labor, 2001. 94 p.
GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.

doute pour le VB il est très lourdement insisté sur les différents liens du VB avec les milieux fascistes et les gardiens de l'héritage de la collaboration avec l'occupant Allemand pendant les deux Guerres Mondiales. Il s'en dégage une impression dérangeante d'une limitation du nationalisme flamand au fascisme et à la xénophobie affichés ouvertement par le VB qui déteint sur l'analyse d'autres mouvements nationalistes flamands ce qui donne une image clairement trop restreinte de ces mouvements[95].

Un autre aspect de l'analyse du VB qui pour nous est intéressante est qu'à l'inverse de la plupart des partis de l'extrême-droite populiste l'électorat semble posséder une certaine stabilité aussi bien territoriale au niveau fin[96] qu'au niveau individuel[97] (ce qui n'est pas exceptionnel), assez proche de celle qui caractérise le vote pour le FN en France (qui connaît un développement comparable , mais néanmoins moins commun au sein de cette famille politique).

Pour notre analyse le cas du VB offre des analyses de structure électorale dont nous ne disposons pas pour les autres partis et un appareil d'analyse complet pour l'analyse du vote pour un parti de l'extrême-droite populiste dont nous pouvons nous servir dans le développement et la mesure d'un modèle. Nous pouvons aussi profiter de l'analyse très complète du programme[98] VB qui n'a pas été faite de manière aussi détaillée pour les autres partis, sur laquelle nous pouvons donc prendre appui pour étudier l'accord entre électeurs et parti.

95 Comme l'indique entre autre cette pièce antérieure à la percée du VB ISAJIW, Wsevolod W. Towards a Theology of Ideological Movements: Nationalism and Community Change in Quebec and Flanders. In *Canadian Review of Studies in Nationalism*, Vol. 12 No. 1 (Spring 1985), p. 141-161.

96 PAUWELS, Teun. De verschillende electorale aanhang van het Vlaams Blok in de Antwerpse gemeenten: het inktvlekmodel en de vraag- en aanbodtheorieen over extreme-rechts. In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.338-369

97 LUBBERS, Marcel, SCHEEPERS, Peer, BILLIET, Jaak B. Multilevel modelling of Vlaams Blok voting : individual and contextual characteristics of the Vlaams Blok vote. In *Acta politica (Meppel).* Vol. 35 (2000), p.363-398

98 SPRUYT, Marc. *Grove Borstels: stel dat het Vlaams Blok zijn programma realiseert, hoe zou Vlanderen er dan uitzien?* Leuven (BE), 1995. 291 p.

1.4. Pistes de développement d'un modèle du vote ethno régionaliste

Après avoir passé en revue la littérature générale nous désirons maintenant nous concentrer sur des aspects plus concrets de certains travaux que nous pensons pouvoir opérationnaliser pour développer un modèle général d'analyse du vote ethno-régionaliste. Nous commencerons par un rapide rappel de quelques points essentiels de la théorie de clivages selon Rokkan, avant de procéder à une rapide esquisse de trois modèles d'analyse du nationalisme en des termes utiles pour notre étude, avant de détailler l'analyse du vote et de terminer sur quelques points d'analyse de changement de société vers un modèle post-industriel et son effet potentiel sur les partis ethno-régionalistes.

1.4.1. Rappel des clivages selon Rokkan

Nous avons déjà fait un bref résumé de l'analyse de Rokkan des systèmes partisans, sur lequel nous ne reviendrons pas. Dans ce paragraphe nous essaierons d'indiquer de quelle façon nous pourrons mesurer et mettre en valeur un système de clivages Rokkaniens qui supporterait les partis ethno-régionalistes. Le modèle de Rokkan dans sa totalité est presque impossible à analyser avec les moyens disponibles comme l'a montré Johan Lybeck[99], car il nécessiterait des données très détaillées et spécifiques sur une période très longue pouvant facilement atteindre le siècle.

Néanmoins pour notre analyse nous pouvons nous attacher à certains détails de la définition du clivage selon Rokkan qui nous permettront une analyse. Il s'agit de la structure sociale totale et spécifique à un sujet d'importance. Un clivage n'est pas seulement un marqueur et un comportement électoral stable, mais aussi et surtout une réalité sociale. Dans notre cas ce trait d'union devra se manifester par une allégeance et une pratique sociale commune et courante. Daniel-Louis Seiler[100] a fait remarquer qu'un nombre considérable de clivages de type centre-périphérie sont associés à une différence religieuse. Le lien avec une forme d'institution

99 LYBECK, Johan A. Is the Lipset-Rokkan hypothesis testable? In *Scandinavian Political Studies*, Vol 8, no. 1-2 (Summer 1985), p. 105-113

100 SEILER, Daniel Louis. *Les partis autonomistes*. Paris, PUF, 1982. 124 p.

religieuse est si courant qu'il en fait une des composantes essentielles de la définition du parti. Sans aller jusqu'à reprendre cette extension de la la théorie de Rokkan à notre compte, nous pouvons voir dans une forte association religieuse (et pratique religieuse) l'indication d'un clivage social de type Rokkanien, même si cette tendance devrait être traversée par le clivage Etat-Religion. Néanmoins la religion se limite de plus en plus à une simple référence ou un marqueur culturel qui facilite la reconnaissance communautaire. Elle ne joue plus le rôle de guide de valeurs que Seiler analyse pour des partis ethniques souvent de création ancienne.
En dehors de cette indication nous sommes en partie face aux problèmes de Lybeck, en partie face à des problèmes propres à notre mode d'enquête focalisé sur l'individu et opérant à partir d'enquêtes d'opinion. Mesurer les pratiques et leur lien avec la réalité est difficile. Dans la plupart des questionnaires politiques la pratique religieuse est, hormis la pratique politique (nous y incluons aussi la consommation médiatique) la seule à être relevé de façon systématique. Pour d'autres aspects culturels seul les marques d'appartenance sont relevés. Une déclaration d'association volontaire, explicite et forte avec l'identité régionale peut être une indication pour un clivage Rokkanien, mais n'est pas une preuve en soi, car nous ne savons rien sur la réalité de cette allégeance. Elle peut se limiter au patriotisme sportif tout comme représenter une vie active dans une communauté distincte. La même chose est vraie pour les questions de connaissance de la langue du groupe culturel. L'indicateur mesure la connaissance non la pratique et une personne étant capable de parler le Gallois, mais ne le faisant pas dans sa vie courante ne serait pas une personne vivant sur un clivage Gallois.
Devant l'imperfection des mesures nous pouvons noter des indications dans le sens d'un clivage Rokkanien mais difficilement conclure de façon positive et définitive en cas de présence généralisé d'un marqueur culturel devant le manque d'informations sur la pratique.

1.4.2. Le nationalisme comme force de mobilisation politique

Le nationalisme est une composante principale dans la construction idéologique des partis ethno-régionalistes. La différence culturelle qu'ils postulent ainsi que la revendication politique qui en découle ne peuvent se comprendre que dans le cadre de la conception de l'Etat-Nation comme une adéquation territoirale de l'identité dominante (généralement nationale) et du pouvoir politique. Cette conception reste indissociable du nationalisme comme idéologie. Il en résulte donc que nous devons mesurer une forme de nationalisme dans

notre enquête afin de pouvoir déterminer si le parti dans l'électorat est en adéquation idéologique avec le parti institution dans son programme. A cette fin nous ferons un bref rappel de la pierre angulaire de la sociologie du nationalisme avant de présenter deux approches qui dans notre analyse peuvent fortement compléter l'édifice analytique.

1.4.2.1. Gellner: le modèle industriel et les mobilisations nationalistes historiques

Le point de départ de l'analyse sociologique du nationalisme est l'œuvre d'Ernest Gellner[101]. Pour résumer de façon très brève ses travaux nous commencerons par le paradigme qui en découle. La Nation est une construction moderne qui a pu se développer n'importe où et à partir de n'importe quelle base culturelle, elle est purement fonctionnelle et instrumentale et ne possède pas de valeur intrinsèque forte et historique telle qu'elle est souvent postulée par les nationalistes.

La genèse de la nation se situe dans le passage de la société agraire à la société industrielle. Dans le cadre de la société agraire les espaces culturels étaient fragmentés aussi bien territorialement (cultures très locales) que socialement (couches paysannes, citadines, propriétaires, nobles de différents rangs etc.) que fonctionnellement (métiers et autres) le niveau de contacts et de mobilité était très réduite (et ceux qui l'exerçaient formaient des sous-structures distinctes tels les marchands des différents niveaux). La transformation vers une société industrielle consiste en un décloisonnement multiple. En premier lieu le cloisonnement territorial s'affaiblit de façon considérable à travers l'urbanisation. La mise en place d'une administration plus centralisée et étendue contribue d'abord à la création d'une haute culture commune (commune à la classe dirigeante sur tout le territoire) puis à travers des prestations de services à une pénétration de toutes les couches de la société. Les processus de l'industrialisation (et de fait dès la création de manufactures puis des usines) réduit l'influence de systèmes culturels fonctionnels comme les métiers. Au fil du processus la diffusion du savoir reprend de l'importance mais pas comme un savoir secret (comme au sein des métiers) mais le plus général possible (l'ouvrier spécialisé, le technicien et l'ingénieur) qui contribuent à un intérêt encore plus grand à l'homogénéisation de la culture.

Selon Gellner, là où la société agraire est très structurée, stable et limitée dans son

101 GELLNER, Ernest. *Nations and nationalism*. Oxford (UK) : Blackwell, 1983. 150 p.

mouvement, la société industrielle devient de plus en plus fluide et perd la plupart des structures qui ont soudé la société agraire. Dans cette situation une forme de culture qui est une création à partir des processus et des nécessités du changement de la société donne un cadre commun et un référentiel qui permet de se situer au sein d'une structure même complètement abstraite.

Ce cadre culturel devient une nation là où il atteint des frontières et parce qu'une large partie des changements sont soit induits par le pouvoir politique (administration) soit disséminés par le pouvoir politique (éducation) il s'agit de frontières politiques. Dans le contexte de frontières politiques la nation peut devenir une nouvelle forme de frontière naturelle, rendant la conquête de certains territoires plus complexes voire impossibles pour un adversaire, à partir de la nécessité de changement culturel de la population qui en résulterait.

Ce modèle de première création nationale connaît une variante pour un territoire reculé qui n'est pas entièrement intégré à la culture nationale et qui en dévie suffisamment pour être visible. À partir d'un effet de discrimination cette population *Ruritanienne*[102] peut développer un sentiment national contre le pouvoir politique et tenter de faire de la frontière culturelle une frontière politique. Ce modèle de la Nation qui précède l'Etat est très largement applicable en Europe centrale et orientale.

Pour notre enquête le modèle de Gellner a une valeur davantage descriptive, car n'ayant pas de fondement en dehors de son efficacité mobilisatrice et sa revendication politique, la nation régionale au sein de l'électorat serait premièrement et avant tout l'identification avec cette nation (régionale), donc l'attribution d'un sens à ce qualificatif, qui n'en aurait pas en l'absence du nationalisme et une demande politique de mise en adéquation des frontières avec cette allégeance.

1.4.2.2. Nairn: une analyse marxiste et post-industrielle des années 1970

Tom Nairn nous livre une vision à peu près contemporaine mais davantage axée sur les mouvements régionaux des années 1970[103]. Sa lecture très spécifique d'une certaine forme de Marxisme et sa connexion aux différents mouvements nationalistes des années 1970 au

102Terme donné par Gellner à une population périphérique à un empire de culture différente et qui entame une nationalisation

103NAIRN, Tom. *The break-up of Britain : crisis and neo-nationalism*. London, New Left Books, 1977. 368 p.

Royaume-Uni en font une théorie intéressante, parfois très fortement datée, parfois déconcertante.

Pour simplifier sa pensée il rapproche les populations des régions périphériques culturellement distinctes de la classe ouvrière dans le modèle marxiste classique. Cette hypothèse de l'exploitation des territoires périphériques au profit du centre politique n'est pas neuve, elle n'est pas spécifique à la tradition marxiste[104] mais se situe dans un axe de pensée de l'époque. Ce qui est particulier avec Nairn est qu'il ne vide pas son modèle de l'analyse en terme de classe. Il met en valeur que des nations prolétaires (la périphérie) entament une révolution contre les nations bourgeoises du centre.

Il n'évacue pas davantage la réflexion qu'une révolution montre le chemin vers une nouvelle forme de société à partir d'un mode de production distincte. Donc à l'inverse de Gellner (ou aussi de Hechter) il ne voit pas les nouveaux mouvements nationalistes comme constituant de nouveaux exemples d'entités de l'ancien ordre mais comme ouvrant la voie à une nouvelle société.

Les populations des périphéries Britanniques lui servent de point de départ : les Irlandais (du Nord) parfois davantage que les mouvements plus pacifiques au Pays de Galles ou en Ecosse, mais il en développe une vision qui malgré tout son pathos marxiste nous ouvre quelques pistes de réflexion.

Les populations des périphéries développent selon son analyse une conscience de classe et une conscience de leur statut d'opprimé plus profonde que celle de la classe ouvrière anglaise qui grâce aux bénéfices de l'exploitation des populations périphériques est anesthésiée. Il en résulte au centre une société profondément bourgeoise et rentière où la classe ouvrière reste matée par des idiots utiles de la société bourgeoise dans une approche trop réformiste pour être honnête et une périphérie exploitée et opprimée qui à cause de la domination fusionne les revendications nationales et sociales pour devenir une nation prolétaire qui mènera une double-révolution dans ses territoires en se libérant en même temps de l'oppresseur politique et culturel que de l'oppresseur social.

Cette destruction du Royaume-Uni revêt dans ce cas la nécessité de la révolution marxiste et pourrait potentiellement devenir un détonateur pour la classe ouvrière Anglaise.

En laissant de côté le fonds marxiste sur la nécessité de la Révolution et en gardant l'analyse du nouvel ordre de production (un mode non aliénant) et la société qui devrait résulter (sans domination) de cette Révolution pour un paragraphe ultérieur plus adapté à la vision et son

104cf. par exemple le très intéressant HECHTER, Michael. *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*. London (UK) : Routledge & Kegan Paul, 1975. 361 p.

argumentaire pour cette vision nous pouvons néanmoins noter quelques caractéristiques pour un membre d'un mouvement tel que Nairn l'analyse dans les années 1970s. Il s'agirait d'un individu de classe ouvrière (ou généralement de strate sociale inférieure) avec non seulement une conscience nationale mais aussi une conscience de classe ouvrière.

1.4.2.3. Smith: le mythe-moteur et les stratégie de verticalisation et d'horizontalisation; une aide au développement d'un modèle

Le troisième modèle explicatif du nationalisme se situe davantage dans la tradition de Gellner mais avec un tournant essentialiste relativement modéré. Anthony Smith[105] a été un élève de Gellner avant de construire une analyse qui tout en gardant de pans entiers du modèle de Gellner y ajoute des fondements et des implications toutes particulières. Il met au centre de son modèle explicatif l'ethnie comme base à partir de laquelle la nation peut se développer. Il maintient que la Nation en tant que telle est une construction moderne, mais il met l'accent sur le fait qu'elle ne constitue qu'une modernisation d'une identité ethnique préexistante et potentiellement traçable jusqu'à l'Antiquité et de l'autre il constate l'importance d'un mythe-moteur qui représente à sa façon l'essence de l'identité nationale sous la forme classique d'un mythe.

Le cœur de l'analyse de Smith est sa définition d'ethnie qui est très particulière en ce qu'elle contient une dose de décision dans l'acceptation de l'étiquette ethnique. L'ethnie devient donc de purement ascriptive, donc ce qui est un qualificatif qui peut être donné à partir de l'extérieur, au moins un peu descriptive, car relevant de l'auto-désignation de l'individu. Selon Smith une ethnie est définie à partir de six éléments:

Un nom commun pour désigner l'ethnie, un narratif (mythique) d'un lien de sang entre les membres, une mémoire historique commune, des éléments de culture partagés, un lien à un territoire spécifique et une solidarité entre ses membres.[106]

Le nom doit être généralement accepté et lié à cette ethnie, il montre une acceptation générale de l'existence de cette ethnie, le mythe de descendance commune sert de définition du lien. La mémoire historique n'a pas vocation à contenir une narrative complète d'une histoire mais une série d'évènements marquants dont une certaine mémoire est partagée. Les éléments de

105SMITH, Anthony David . *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford (UK) : Blackwell, 1986. 312 p.

106SMITH, Anthony David. *Nations and nationalism in a global era*. Cambridge (UK) : Polity Press, 1995. 211 p.

culture partagée peuvent être une langue ou une version particulière d'une langue (dialecte ou autre), mais aussi une religion/ confession particulière, tout comme un fonds commun de culture populaire distincte. Le lien au territoire peut être aussi bien le territoire actuellement habité qu'une terre promise historique ou mythique mais dont est fait référence avec l'ethnie (le motif de la terre sainte pour les populations en diaspora est primordial, bien que le territoire soit souvent inaccessible). La solidarité est une notion très extensible. Elle peut se limiter en période normale à la simple déclaration de faire partie du groupe mais être activé de façon plus ample en temps de crise. Sans ce lien de solidarité souvent justifié à travers les autres aspects de l'ethnie en cas d'urgence une ethnie n'a pas plus de réalité qu'une catégorie de recensement. Cet accent sur une vie autonome de l'ethnie et l'acte d'allégeance active distingue la définition de Smith du sens communément admis qui fait de l'ethnie une catégorie purement ascriptive qui peut se limiter à un trait culturel (ou autre) distinctif.

Smith distingue deux types généraux d'ethnies: l'ethnie verticale qui contient en elle les différentes strates de la société sur un territoire limité sur lequel elle est l'ethnie dominante (sinon quasi-unique) et l'ethnie horizontale qui se caractérise par une stratification sociale très restreinte sur un territoire vaste et sur lequel elle n'est jamais seule et rarement dominante. Des exemples pour des ethnies horizontales sont par exemple les juifs dans l'Europe Médiévale limité à quelques emplois et positions sociales, partageant les traits de l'ethnie sur un vaste territoire, mais aussi les Arméniens dans l'Empire Ottoman remplissant à travers le territoire les fonctions de marchands.

Afin de devenir une nation une ethnie doit dans le modèle de Smith acquérir quelques caractéristiques de l'autre type d'ethnie donc procéder à une horizontalisation pour une ethnie verticale et une verticalisation dans le cas d'une ethnie horizontale. L'horizontalisation est un processus d'élargissement du territoire culturel. Généralement ceci peut se réaliser en unissant des ethnies verticales voisines sur leurs points communs et en développant à partir de là un mythe-moteur plus large qui permette une extension du périmètre de la société. La verticalisation est un processus qui élargit l'éventail social. Une ethnie fonctionnelle devrait dans ce cas assimiler des populations d'autres catégories sociales afin d'être sur un territoire donné une société fonctionnellement complète. Ici le mythe-moteur devra s'ouvrir davantage sur le plan de la catégorie sociale. Les deux mouvements peuvent se croiser dans le cas de l'assimilation d'ethnies de différents types, par exemple une série d'ethnies verticales très locales avec une ethnie horizontale d'administrateurs sur le territoire et d'autres ethnies fonctionnelles. Il serait dans ce cas difficile de dire lequel des deux processus a été dominant.

Le deuxième processus est la mise en place d'un mythe-moteur ethnique qui servira de référence culturelle plus complète que les bribes d'histoire et de généalogie mythique. Il s'agit de la narrative nationale généralement mise en place à travers les entreprises d'historiens, antiquaires et d'hommes de lettres. Ce mythe-moteur n'est pas une seule description ou narration de ce qu'est la Nation mais un univers de références qui forment dans leur totalité le référentiel culturel de la population nationale. De l'Histoire officielle et largement évènementielle aux petits détails et anecdotes qui distinguent l'étranger connaissant la culture de celui qui en fait partie. Néanmoins ce mythe-moteur est souvent spécialement orienté vers un évènement particulièrement chargé de symbolique, comme la Révolution Française dans le cas Français (l'argumentaire de Fustel de Coulanges contre l'annexion de l'Alsace après la Guerre de 1870/71 en est un exemple quasi parfait[107]) qui est sensé incarner une forme d'essence nationale et qui sert de repère presque universel au sein du mythe.

La mobilisation de ce mythe-moteur permet par son étendue de reléguer d'autres allégeances (comme par exemple celle d'ethnies incluses dans la nation) au second plan car tous les espaces entre les narratives de ces identités sont remplis du mythe de la nation.

Pour notre modèle d'analyse la théorie de Smith a des points de référence utiles multiples. En premier lieu naturellement la solidarité au moins déclarative. Dans le cadre d'une ethnie dans le sens de Smith l'individu doit adhérer à l'ethnie, nous revenons donc au déclaratif, mais aussi un membre de son ethnie doit pouvoir commander une certaine solidarité. Dans le cas d'une nation elle doit être première, donc un nationaliste se sentira plus proche d'un membre de sa nation que de quelqu'un dans la même position sociale (comparable à une ethnie verticale mais contraire à une ethnie horizontale). La référence au territoire et au mythe est mesurable, mais les questions culturelles restent rares.

La dominance du mythe-moteur se mesurera néanmoins assez mal lorsqu'il s'agira de déterminer l'identité dominante. Car il est possible de posséder une identité ethnique associé à une identité nationale, mais si le mythe-moteur d'une nation est effectif elle est dominante. Il est tout aussi possible de disposer d'identités politiques et territoriales outre l'identité nationale (comme une identité européenne), néanmoins l'identité nationale prime, si le mythe-moteur reste efficace. Pour notre étude donc, la déclaration d'une identité régionale dominante indique certainement une panne du mythe-moteur national central et sauf à considérer une disparition de la nation comme terme organisationnel son remplacement par un nouveau mythe-moteur national régional (respectivement d'une version hybride distincte

107FUSTEL DE COULANGES, Numa Denis. *Questions Contemporaines*. Paris, Hachette, 1916. 111 p.

fondamentalement du mythe-moteur national central conventionnel mais potentiellement compatible avec l'idée de la nation centrale).

1.4.3. Les clivages sociaux (Columbia, Michigan)

La tradition de l'analyse électorale américaine nous est aussi très utile. L'école de Michigan[108] avec son accent sur l'identification partisane revient dans notre cas à un raisonnement circulaire. Vu que notre variable de sélection est constituée par l'identification partisane, nous ne pouvons plus utiliser cette variable de façon explicative. Elle est néanmoins utile pour confirmer notre design. L'allégeance partisane comme meilleure prédictrice du vote et comme filtre idéologique confirme que de la choisir comme variable de sélection est la meilleure façon de prédire ceux qui auront tendance à voter pour les candidats de ce parti (dans le passé et dans l'avenir) alors qu'en se concentrant uniquement sur le vote lors des dernières élections nous pourrons avoir affaire à des effets de périodes liés à des candidats individuels. L'école de Columbia nous permet d'établir une base plus importante avec le constat que l'électeur pense politiquement comme il est socialement[109]. La décision électorale est donc influencée par la réalité sociale et ceci dans un cadre plus large que les clivages Rokkanniens, qui nécessitent une inclusion nettement plus importante dans un tissu social spécifique. En fonction des conditions matérielles et des marqueurs culturels le choix électoral est (presque) fait.
Le déterminisme relatif de la version initiale de ce modèle qui sera ultérieurement modifiée en faveur d'une importance de la campagne pour la modification des orientations dépasse encore celui du modèle de Rokkan mais il s'avère adéquat pour les partis américains de l'époque. Pour notre analyse ce modèle représente la *baseline* le modèle explicatif sur lequel il faudra évoluer. Si nous pouvons caractériser l'électorat des partis ethno-régionalistes uniquement à partir des variables sociologiques lourdes (âge, sexe, éducation, revenu, activité principale et religiosité) il ne sera pas nécessaire de construire un échafaudage idéologique en dehors d'une bonne analyse des motivations matérielles. Si l'électeur est assez mal caractérisé à partir de ce modèle les autres composantes du modèle deviennent pertinentes et dans le cas d'une caractérisation incomplète, mais existante, par ces modèles une analyse approfondie des

108CAMPBELL; Angus, GURIN, Gerald, MILLER, Warren E. *The voter decides.* Evanston (IL), Row & Peterson, 1954. 242 p.
109LAZARSFELD, Paul, BERELSON, Bernard, GAUDET, Hazel. *The People's Choice*. 2nd ed. New York (NY), Columbia University Press, 1948. 178 p.

marqueurs avec les possibilités du modèle Rokkanien sera nécessaire afin de déterminer s'il s'agit d'un clivage réellement existant et pertinent ou d'un effet de la structure sociale et donc une confirmation du modèle de Columbia.

1.4.4. Le vote sur enjeux

Le modèle d'explication du vote à partir des données socio-démographiques lourdes connaît néanmoins quelques modifications dès les années 1960 ou 1970 qui s'amplifient dès la fin des années 1980. Franklin, Mackie et Valen[110] ont fait au début des années 1990 une étude comparée d'une vingtaine de pays industrialisés afin de mettre en valeur les modifications du vote structurel. Se concentrant sur les partis de la « gauche » (donc de façon générale du côté ouvrier du clivage ouvrier-bourgeois selon Rokkan) ils notent une tendance générale au déclin de ces partis. L'explication la plus directe est d'assumer une composition sociale changeante au désavantage de ces partis. Une analyse statistique plus poussée invalide cette hypothèse doublement. En premier lieu les modifications de la structure sociale s'avèrent de taille trop réduite pour justifier les évolutions observées. Une prédiction du niveau de suffrages à partir du modèle mis en place à partir de données des années 1960 (ou 1970) avec la nouvelle structure tend à prédire un niveau de vote nettement supérieur dans les années 1980 (avec quelques exceptions notables comme la France). Deuxièmement et de façon liée un modèle simple uniquement fondé sur les données les plus récentes montre dans la plupart des pays un forte baisse de la force prédictrice de modèles fondés sur les données socio-démographiques lourdes (les r^2 chutant de 0.1 voire plus dans la plupart des pays industrialisés entre les années 1960 et 1980 sauf ceux qui connaissent déjà un niveau faible en 1960 et quelques pays avec une structure sociale plus lourde). Un nouveau modèle à partir des mêmes variables ne pouvait donc combler les défaillances de l'ancien modèle. Les auteurs concluent à un profond affaiblissement des *cleavage politics*[111]. La conclusion ne pouvait se limiter à une période de faiblesse de la gauche, car quelques cas déviaient fortement dans le sens inverse (force de la gauche) et leur nombre ne permettait pas de les considérer comme des cas isolés (*outlier*) ou renégat (*rogue case*).

110 FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri et. al. *Electoral change – responses to evolving social and attitudinal structures in Western countries*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1992. 475 p.

111 FRANKLIN, Mark. The decline of cleavage politics. In FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri et. al. *Electoral change – responses to evolving social and attitudinal structures in Western countries*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1992. p.383-405

Devant ce constat Van der Eijk, Franklin, Mackie et Valen[112] ont pu développer une explication théorique en accord avec les différences de structure trouvées. Le vote devenait moins structurel mais plus attaché à certains enjeux parce que les grands conflits structurants qui avaient donné naissance au clivages avaient en bonne partie été résolus. La mise en place et/ ou l'extension de l'Etat Providence après la Deuxième Guerre Mondiale a fortement amélioré les conditions matérielles des couches populaires et augmenté la sécurité matérielle réelle et perçue de vastes segments de la société. Cette atténuation de l'opposition matérielle a contribué à affaiblir l'acuité du clivage, par manque de conflit structuré.

Avec l'affaiblissement des structures anciennes une nouvelle forme de la concurrence partisane émerge qui est davantage organisée autour des enjeux politiques aussi bien à court qu'à long terme. Il ne s'agit pas d'une limitation ni à une politique unique éphémère fruit d'une seule campagne ni à une construction idéologique cohérente et englobante, mais d'une ligne de politique (p.e. réduction de charges fiscales) qui peut se solidifier mais dont le choix est moins déterminé par la classe sociale et les variables structurelles qu'avant. Le vote devient en ce sens un acte indirectement influencée par les variables lourdes, les variables lourdes donnant une indication sur les enjeux qui pourraient être ceux qui sont importants pour l'électeur mais l'électeur peut voir d'autres enjeux comme davantage pertinents pour lui. La plupart des partis de gauche aurait donc par leur succès donné à leurs électeurs la liberté de ne plus considérer les problèmes de classe comme l'enjeu dominant et se focaliser sur des enjeux qui sont mieux défendus par d'autres partis, alors que les cas de déviation en sens inverse marqueraient les partis qui auraient réussi à attirer des couches qui structurellement seraient davantage bourgeoises en prenant position sur des enjeux qui leur seraient importants. Il est possible que les partis de gauche perdent de l'électorat ouvrier et captent une partie du vote de classe moyenne à partir d'une réorientation sur des sujets de libéralisme social au détriment du programme historique de redistribution des richesses. Dépendant de l'articulation des deux champs et de la concurrence politique un parti de gauche peut grandir, rétrécir ou seulement se déplacer dans le champ politique.

Pour notre recherche le modèle du vote sur enjeux focaliserait sur une structure sociale plus diverse que dans le cadre du modèle de Columbia avec une importance accrue donné aux questions de gestion régionale et une préférence pour une organisation de l'Etat modifiée. Ce

112 VAN DER EIJK, Cees, FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri. Cleavages, conflict resolution, and democracy. In FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri et. al. *Electoral change – responses to evolving social and attitudinal structures in Western countries*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1992.. p. 406-431

choix ne serait pas nécessairement accompagné d'une émotion forte pour la nation régionale mais davantage articulé en des termes d'efficacité.

1.4.5. Le vote sur valeurs

Une interprétation légèrement différente de l'évolution du système de clivages est donnée dans le volume *The Impact of Values*[113] où les clivages structurels et sociaux se trouvent remplacé par un système de clivages de valeurs. Les clivages ne dépendent plus de la structure sociale mais de la structure idéologique. La structure des conflits ne sont plus les conflits de réalité sociale mais des conflits de valeurs, d'idées et de buts de la société.

Cette analyse prend aussi racine dans l'affaiblissement des variables démographiques lourdes mais constate aussi une grande cohérence idéologique dans l'électorat[114]. Certaines orientations de valeurs (sur le rôle de l'Etat dans l'économie ou le système judiciaire) démontrent une meilleure valeur prédictive du vote et semblent même primer sur la structure sociale dans certains cas. Lorsque les valeurs et la classe sociale se trouvent en contradiction les valeurs sont un indicateur légèrement plus fiable que la structure.

Ces valeurs gardent un certain lien avec la structure sociale. Une préférence pour une intervention plus forte de l'Etat dans l'économie reste une valeur associée à la gauche politique tout comme à la structure sociale qui soutient la gauche politique.

Ces valeurs ne sont pas uniquement orientés vers des politiques précises (mais certaines points de politique peuvent y être associé) mais constituent bien une attitude dans le sens premier: une orientation générale et stable envers la réalité[115]. Les valeurs peuvent évoluer mais sont de tendance stable et restent de bons indicateurs de comportement électoral. Certaines valeurs supplantent ou remplacent un clivage historique en devenant le clivage structurant de la concurrence électorale. La plupart n'ajoutent qu'un niveau ou une dimension à la compétition électorale et prennent une importance particulière seulement pour certains partis qui se situent sur ce nouveau « clivage » idéologique[116] qui dans ses effets sur le système politique se comporte comme s'il s'agissait d'un clivage Rokkanien en termes de

113 DETH, Jan Willem van, SCARBROUGH, Elinor. *The impact of values*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1995. 588 p.

114 KNUTSEN, Oddbjørn, SCARBROUGH, Elinor. Cleavage Politics. In DETH, Jan Willem van, SCARBROUGH, Elinor. *The impact of values*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1995. p. 493-531.

115 Cf. ALLPORT,G.W.. Attitudes. In MURCHISON, C. *Handbook of social psychology.* 1935.

116 KNUTSEN, Oddbjørn. The Materialist/Post-Materialist value dimension as a party cleavage in the Nordic Countries. In *West European Politics*, Vol. 13 No.2 (April 1990), p.258-274.

stabilité et de structure à un conflit inhérent au système mais qui ne possède pas l'ancrage historique et social d'un clivage Rokkanien. En ouvrant le cadre d'analyse du système Rokkanien à des données plus facilement mesurables (attitudes au lieux de réalité sociale) et aussi plus performantes à ce qui était la mesure la plus proche de l'idée Rokkanienne (la structure sociale) le clivage idéologique ouvrait la possibilité d'une analyse intéressante de la stabilité politique malgré l'affaiblissement des variables structurelles et aussi de la mise en évidence des différentes dimensions de la compétition électorale[117].

Dans le cadre de notre étude ce cadre d'analyse nous permet d'inclure une « attitude régionaliste » dans notre modèle. Cette attitude devrait se composer d'une revendication de l'identité régionale et d'une volonté de prise en compte des intérêts de la région. A priori, elle inclura une forme de demande de réorganisation de l'Etat et un attachement à la région. Elle devrait aussi inclure une plus grande confiance à ce qui est local par rapport à ce qui est national, qu'il s'agisse de gouvernements ou autres (même si ce dernier point sera très difficile à mesurer correctement). La liste de composantes possibles est longue et en fonction des données disponibles nous tenterons de procéder à une analyse aussi poussée que possible afin d'inclure toutes les composantes de cette attitude et de cette orientation de valeurs envers le régionalisme qui pourrait servir de base à un clivage idéologique pour les partis ethno-régionalistes.

Nous inclurons aussi les clivages idéologiques qui ont été mis en valeur pour les partis plus traditionnels afin de pouvoir déterminer si un de ces clivages serait déjà suffisant pour la description de l'électorat ethno-régionaliste à partir d'une position particulière par rapport à une autre valeur politique.

1.4.6. Le changement de valeurs

Si les valeurs jouent un rôle important dans le choix électoral, il est intéressant de savoir quelles sont ces valeurs. Sur la base des clivages Rokkaniens et une reformulation en termes de valeurs et d'enjeux selon les paragraphes précédents nous améliorons un système explicatif sur le fonds des débats du début du vingtième siècle puis des décennies suivantes. A la boutade on pourrait parler de la période de la politique de masse ou pour reprendre le vocabulaire Rokkanien de l'ère industrielle.

117 KNUTSEN, Oddbjørn. The Impact of Structural and Ideological Party Cleavages in West European Democracies. In *British Journal of Political Science*, Vol. 18 No.3 (July 1988) p. 323-352.

Différents modèles ont tenté d'expliquer les changements politiques depuis 1968 à travers l'apparition de nouveaux débats, de nouveaux enjeux et de nouvelles valeurs.

Cette évolution a souvent pris comme point de départ une modification fondamentale du système économique et un remplacement de système industriel par un système post-industriel[118].

Bell parle explicitement d'une société post-industrielle dans laquelle le mode de production industriel (l'usine et le Taylorisme) atteignent leur limite. Il entrevoit une transition vers une économie fondée sur une production à plus forte qualification formelle et théorique qui nécessitera une autre forme de main-d'œuvre plus éduquée mais parce que plus éduquée plus indépendante. En même temps il estime que le lieu de travail n'aurait plus besoin du même degré de centralisation grâce à l'extension des moyens de communication. Il s'agit d'une vision du futur qui malgré quelques prévisions dans le genre de la disparition du papier dans le bureau livre des points de départ de réflexion pour une transformation sociale entamé quelque part dans les années 1970. Toffler formule des idées semblables en parlant davantage d'une troisième vague de développement économique[119]. Ces idées convergent vers une société avec un niveau d'éducation nettement supérieur et une progression de valeurs plus individuelles ou du moins personnelles. Les débats de la société post-industrielle ressembleraient autant aux débats de la société industrielle que ce bureau imaginé par Bell à la chaîne de montage d'une usine des années 1930s. Aussi bien Bell que Toffler sont assez peu explicites sur le contenu des confrontations politiques mais semblent tendre vers les sujets qui sont en émergence lors de l'écriture de leurs ouvrages: le Civil Rights Mouvement et ce qui sera parfois appelé la nouvelle politique (*New Politics*): féminisme. environnementalisme, pacifisme et autres remises en question de valeurs traditionnelles.

Dans une approche sociologique et plus exploitable pour notre analyse Ronald Inglehart a formulé l'hypothèse du changement de valeurs dans un sens post-matérialiste[120].

Son point de départ est l'expérience spécifique de la génération des *baby-boomer.* Il s'agit à l'inverse des générations précédentes d'une génération qui dans sa jeunesse n'a pas connue de guerre ni de crise menaçant leur survie matérielle. La période de jeunesse est en accord avec les théories psychologiques considérée comme la période de formation de la personnalité qui dans la suite de sa vie ne sera plus fondamentalement altérée. Dans une vision qui est

118 BELL, Daniel A. *The coming of post-industrial society : a venture in social forecasting*. New York (NY), Basic Books, 1973. 507 p.

119 TOFFLER, Alvin. *The Third Wave*. New York (NY), Morrow, 1980. 544 p.

120 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. 482 p.

fortement inspirée de la pyramide des besoins de Maslow Inglehart note que les générations précédentes qui dans leur jeunesse ont connu des risques physiques et matériels ont été formé par leur besoin de sécuriser la satisfaction de leur besoins matériels immédiats. La nouvelle génération qui n'a pas subi ces menaces peut quand à elle se concentrer sur les besoins au-delà du matériel. Cette forme de priorités de valeurs n'est pas entièrement nouvelle, mais connaît une modification de son ordre de grandeur. Dans les générations anciennes cette possibilité de ne pas devoir se concentrer sur la sécurité matérielle était limitée à un petit groupe de personnes de familles argentées, la spécificité de la génération de l'Après-Guerre est que ceci est applicable pour la vaste majorité de la population. Les nouvelles générations accorderont donc plus d'importance à des valeurs au-delà de la sécurisation matérielle. Ces valeurs post-matérialistes ont généralement trait à la réalisation individuelle et à des objets plus abstraits (comme les droits humains ou la préservation de l'environnement).

L'entrée de cette génération dans la société politique à la fin des années 1960 correspond aux différents évènements de modification des systèmes politiques de l'affaiblissement des variables lourdes et du dégel des clivages Rokkaniens à l'apparition de nouveaux mouvements politiques. La plupart de ces mouvements avaient des thématiques plus ou moins proches de ce qu'Inglehart considérait comme post-matérialistes et au sein de leur électorat se concentraient les post-matérialistes.

Pour notre étude l'aspect de la possibilité de réalisation individuelle revêt la première importance car elle inclut aussi des aspects comme une meilleure implication du citoyen dans les décisions du gouvernement et la possibilité de vivre une vie différente des standards (par exemple dans une culture minoritaire). Dans notre analyse nous désirons donc de noter si une orientation de valeurs vers le post-matérialisme est un facteur dans le vote ethno-régionaliste. Ceci est possible au vu de certains points de la thématique autant que pour le timing de leur apparition sur la scène politique, mais nullement certaine.

1.4.7. L'électorat à niveaux multiples

Dans le cadre de l'analyse du système électoral européen, la thèse du système multi-niveau prend une certaine importance[121]. Elle est aussi appliquée aux partis régionalistes mais pose des problèmes particuliers pour eux. Dans ce optique d'analyse les partis régionalistes surtout

121 VAN DER EIJK, Cees, SCHMITT, Hermann (eds.). *The Multilevel Electoral System of the EU*. CONNEX Report Series Nr 4. Mannheim (DE), CONNEX, 2008. 240 p.

Espagnols prennent une place à part car selon le niveau d'élection leurs scores diffèrent fortement[122]. En simplifiant il est possible de constater que dans les élections régionales ces partis arrivent à des scores nettement supérieurs à ce qu'ils peuvent espérer lors d'élections nationales Espagnoles. Leur alter égo électoral est largement le parti socialiste (PSOE) qui connaît une tendance inverse. Selon Perez-Nivas et Bonet ceci constitue un choix rationnel pour un parti de gouvernement dans les deux cas. Les partis ethno-régionalistes peuvent espérer former des gouvernements au niveau régional et mettre en œuvre des politiques précises en ce sens alors qu'au niveau Espagnol le PSOE est en concurrence avec le parti populaire (PP) pour le contrôle du gouvernement et les partis ethno-régionalistes jouent au mieux les seconds-rôles et sont dans le pire des cas simples spectateurs. Dans ce cas un vote PSOE maximise l'influence sur la politique centrale, alors qu'un vote ethno-régionaliste risque d'être presque perdu (le PP ayant un profil généralement peu favorable aux revendications régionales n'étant pas une option crédible).

Dans ce modèle une intention de vote pour un parti ethno-régionaliste n'a pas la même valeur selon le niveau auquel il a été donné.

Le modèle appliqué au partis ethno-régionalistes s'exporte très mal en dehors du cadre Espagnol. Côté Belge le rapide changement du système partisan Flamand ne permet pas de distinguer l'influence du niveau électoral des effets de réalignement en cours et en conséquence les données restent peu parlantes. De plus le score considérable de la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (N-VA) aux élections fédérales du 13 juin 2010 devrait au moins signifier un cas extrême sinon l'inapplicabilité à la situation belge actuelle car son score serait élevé au « mauvais » niveau. Côté Britannique le problème réside dans un taux de participation extrêmement bas aux élections des institutions régionales et aussi un mode de scrutin différent entre les niveaux, l'élection régionale utilisant en partie un mode de scrutin proportionnel. Devant cette situation une interprétation simple en termes d'élection de second ordre confère une explication globalement satisfaisante pour le phénomène surtout en prenant en considération les succès particulièrement en 2003 de partis mineurs presque inexistants lors d'autres élections. Aussi avant 2007 aucun des partis ethno-régionaliste Britanniques ne pouvait justifier une expérience de gestion politique ce qui ne soutient pas l'argumentaire Espagnol qui dépend d'une forme d'efficacité de l'action politique.

Nous ne pourrons apporter d'éléments directs pour la clarification de cette hypothèse pour

122 PEREZ-NIVAS, Santiago, BONET, Eduard. Differential voting for Ethno-regionalist Parties in Multilevel electoral systems. In AN DER EIJK, Cees, SCHMITT, Hermann (eds.). *The Multilevel Electoral System of the EU*. CONNEX Report Series Nr 4. Mannheim (DE), CONNEX, 2008 p.59-87

deux raisons: la première est notre fonds de données qui ne relève pas systématiquement les comportements électoraux aux différents niveaux et dont les points de mesure ne se situent pas d'une façon appropriée pour pouvoir exclure les effets de rationalisation ex post des choix électoraux. Le deuxième est que notre variable de sélection ne permet pas de distinction de niveau, car nous nous concentrons sur l'allégeance partisane déclarée qui n'est pas précisée quant au niveau politique auquel elle se réfère et tend donc à être de façon globale et de l'autre nos variables secondaires sont un vote déclaré pour ce parti peu importe l'échelon de la dernière élection (le vote antérieur n'étant pas toujours relevé un choix d'un niveau eut été préjudiciable à la qualité des données).

1.4.8. Le vote extrême droite conjugué avec une rhétorique nationaliste

Le terme nationaliste ouvre naturellement un autre champ d'associations avec des partis qui se servent aussi très fréquemment de la rhétorique du nationalisme: le partis de l'extrême-droite. Même si depuis Michelat et Thomas[123] nous disposons de données empiriques qui nous montrent les dimensions multiples du sentiment nationaliste il reste difficile de distinguer les formes parfois très liées d'un nationalisme plus ou moins acceptable. La tentative pour distinguer un « bon » nationalisme d'un nationalisme « dangereux » reste problématique par manque de frontière claire et en raison de liaisons compliqués entre théorie normative, empirie et jugements de valeur ex ante.

Ne pouvant dissocier ni les partis ethno-régionalistes du nationalisme ni le nationalisme des partis de l'extrême-droite sans entrer dans une argumentation facilement attaquable et presque impossible à défendre il est nécessaire d'inclure l'hypothèse d'une ressemblance des électorats de ces deux types de partis à rhétorique nationaliste dans notre modèle.

En simplifiant nous nous concentrerons sur trois aspects de la motivation de l'électeur d'extrême-droite. En premier lieu le sentiment de désaffection envers le système politique, puis un vote plus idéologique motivé à partir d'un complexe d'attitudes autoritaires et xénophobes et l'association de ces valeurs avec le nationalisme avant de noter en dernier lieu un vote protestataire simple exprimant davantage un refus ponctuel ou une forme

123 MICHELAT, Guy, THOMAS, Jean-Pierre H. *Dimensions du Nationalisme*. Paris, Armand Collin, 1966. 184 p.

d'avertissement aux autres partis du système sans être aussi structuré que le vote à partir de la désaffection.

1.4.8.1. Extrême droite et désaffection définir extrême droite

Le premier type d'explication du vote pour un parti d'extrême-droite est un refus généralisé du système politique et démocratique ou du moins d'un aspect de celui-ci[124]. Ce refus du système s'articule souvent autour du système démocratique de gouvernement mais peut aussi prendre racine dans une peur de l'étranger comme en France ou partiellement au Royaume-Uni (qui connaît aussi l'Europe comme point de focalisation possible). Cette non-identification profonde avec la société engendre une attitude de refus de celle-ci et une appréciation pour un changement radical. Il s'agit de tout changer et de faire en sorte que l'ordre règne. L'électeur n'a aucunement confiance dans le personnel politique, le processus démocratique, la structure de la société et les modes d'organisation.

Il peut être un perdant de changements récents ou se sentir menacé. En somme il se considère comme non pris en compte d'une société qui ne comprend et ne peut pas comprendre ses problèmes. Le vote pour un parti de l'extrême-droite est un vote anti-système de refus de la gestion courante et des fondements du système politique et social.

Le programme et la rhétorique d'une nouvelle (ou d'un retour vers une ancienne) solidarité nationale avec un grand ménage de la société, qui mènera à une nouvelle société plus intègre et plus juste exerce un attrait particulier sur cet électeur.

La motivation de ce vote est dans ce modèle la perte totale de légitimité de la société et du système politique au moins sur un sujet. Le choix envers un parti de l'extrême-droite se fait à partir de la radicalité du refus et son statut de paria, rejeté du système ou du moins la partie « corrompue » du système.

L'électeur (tout comme l'activiste[125]) se sent davantage comme une victime du « système » (politique et social) et son acte comme une réaction à cette injustice que comme un acteur autonome.

Dans notre étude un électeur de ce type sera caractérisé par une confiance dans les institutions et une acceptation de l'ordre social minimale. Il se sentira impuissant par rapport à la société

124 MUDDE, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester (UK), University of Manchester Press, 2000. 212 p.

125 KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.). *Extreme right activists in Europe*. London, Routledge, 2006. 309 p.

et la politique et considérera son influence sur le processus démocratique comme faible ou nulle. Son efficacité et sa participation politique seront en conséquence faible.

1.4.8.2. Le complexe nationalisme – autoritarisme et xénophobie

Dès les premières études du phénomène autoritaire autour de Theodor Adorno[126] les liens entre personnalité autoritaire, xénophobie et nationalisme ont été mis en valeur. Ce schéma reste largement intact lorsqu'il est appliqué aux électeurs de partis d'extrême-droite ce qui laisse supposer une certaine validité des observations initiales même aujourd'hui.

Dans ce cadre d'analyse la rationalité idéologique est la réduction de complexité pour l'individu. Au premier plan une société clairement hiérarchisé et structurée comporte l'avantage que chaque individu occupe une certaine place dans la structure et n'a que peu de décisions à prendre de façon autonome, la plupart étant largement définies par les règles de la structure ou des supérieurs. En même temps cette structure ne laisse que peu de place à l'incertitude et au risque, car tant que l'individu fonctionne comme prévu, il n'y a pas de raison de faire évoluer sa situation. Elle limite aussi les situations inattendues en réglementant ce qui est admissible et ce qui est déviant. C'est en ce sens que la définition de rôle de genre (particulièrement l'assignation de la femme au foyer) et autres composantes représentent un bien: il s'agit d'une situation prévisible qui ne nécessite pas de reformulations de rôle et de statut.

A partir de cette base toute déviation de la société stable et hiérarchique devient une menace et doit être combattue car elle menace de perte de la sécurité et de la simplicité du système. La déviance devient donc non seulement une menace concrète pour le statut mais un mal en soi qui risque de saper le fondement de la société. A ce point les maux de la société peuvent être attribués à ceux qui ne respectent pas les règles établies (le constat qu'en se débarrassant de toutes les personnes « immorales » la société serait meilleure a survécu du questionnaire d'Adorno jusque dans les questionnaires belges contemporains).

Le glissement d'ici à la xénophobie et au nationalisme peut être négocié comme une extension de la crainte d'une remise en cause de la sécurité des structures simplificatrices. Une autre piste est une extension du schéma du bouc émissaire qu'on peut déjà distinguer lors de l'extension de la sphère de contrôle au delà du cercle immédiat. Néanmoins ces explications

126 ADORNO, Theodor Wiesengrund et al. *The authoritarian personnality*. New York (NY), Harper And Row, 1950. 989 p.

sont assez longues et renvoient souvent vers le constat premier: une personne autoritaire rejette tout ce qui dévie de sa façon de vivre et introduit de l'incertitude dans son monde.

Dans notre analyse l'approche de Norbert Elias et John Scottson[127] nous paraît plus utile car elle introduit une nouvelle ligne d'argumentation: la valorisation du groupe. Dans son analyse il arrive à établir dans des communautés sans distinction ethnique apparente la mise en place de processus de création de groupes (et de contrôle) avec une forme de discrimination latente. Pour notre analyse et pour refaire le lien entre le souhait d'une société stable, la xénophobie et le nationalisme le phénomène principalement intéressant est l'attribution du charisme collectif. Dans le cas analysé par Elias en réussissant à attribuer au groupe dont il faisait partie une qualité (un charisme collectif) l'individu pouvait réclamer une partie de l'approbation qui était attribuée au groupe s'il en était un « bon » membre. Donc pour simplifier: en se montrant bon membre de la nation, toute valorisation de la nation est en même temps une valorisation de l'individu qui est gratuite sauf pour la nécessité de membership. La dévalorisation du groupe externe (étranger) contribue ici à souder les liens internes et accroître encore davantage le prestige du groupe interne.

Le lien entre la vie structurée, sûre et prévisible telle qu'elle a eu lieu dans un passé plus ou moins glorifié par rapport à l'incertitude de la nouveauté et de l'extérieur donc de l'étranger structure la pensée et a comme résultat une fermeture.

Les travaux de Michelat et Thomas[128] confirment ce type de structure pour la plupart des dimensions du nationalisme couramment mesuré (sentiment de supériorité/ occidentalisme/ mission transcendante).

Un individu possédant ce système d'attitudes fait partie du cœur de cible pour un parti d'extrême-droite[129] bien qu'il ne soit en aucun cas systématiquement favorable à ce parti.

Dans notre analyse nous devons en conséquence garder un œil sur les indicateurs composites de xénophobie et d'autoritarisme et des formes de nationalisme que Michelat a pu mettre en lumière comme s'associant à la personnalité autoritaire, pour qui la description du « chauvinisme » est à défaut d'être rigoureusement juste au moins un terme plus expressif.

---

127 ELIAS, Norbert. SCOTTSON, John, L. *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Paris: Fayard, 1997. 278 p.

128 MICHELAT, Guy, THOMAS, Jean-Pierre H. *Dimensions du Nationalisme*. Paris, Armand Collin, 1966. p. 42-44

129 cf. MAYER, Nonna. *Ces Français qui votent FN*. Paris, Flammarion, 1999. 379 p.
BOY, Daniel, MAYER; Nonna (eds.). *L'électeur a ses raisons*. Paris, Presses de Sciences Po, 1997. 407 p
SCHWEISGUTH, Etienne. Le baromètre politique français (2006-2007), 1ère vague, printemps 2006 / CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po. Le libéralisme culturel aujourd'hui. Paris, CEVIPOF, 2006. 25 p.
http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/barometre/vague1/synthese/BPF-V1_R06_ES.pdf

1.4.8.3. Le vote protestataire „simple“

Le dernier aspect du vote pour un parti de l'extrême-droite nationaliste que nous devons prendre en compte est un vote protestataire plus ponctuel que dans le premier cas de rupture totale avec le tissu de la société. Dans ce cas de vote protestataire simple il s'agit d'un vote expressif d'insatisfaction avec les évènements récents ou à cause du non-traitement d'un problème jugé brûlant.

Cette insatisfaction est généralement très localisée, comme par exemple après une série d'affaires politico-financières une déconsidération pour la classe politique, qui n'est pas prolongé dans une désaffection avec le système politique et la démocratie. Dans ce cadre une forme d'envoi de message analogue à ce qui a été analysé pour des élections de second ordre peut se déclarer dans une élection de premier ordre lorsqu'aucune autre forme expressive n'est ouverte. Le choix d'un parti d'extrême-droite est en ce cas plus aléatoire, le critère de choix étant ici davantage une remise en question de *l'establishement* qu'un changement de système.

Un vote protestataire simple sur l'absence d'un sujet est plus complexe car les sujets dont les partis d'extrême-droite sont propriétaires ne sont que rarement neutres: immigration, *Law and Order*, retour aux valeurs anciennes[130] qui s'insèrent généralement assez bien dans le cadre d'analyse ouvert par la personnalité autoritaire. Néanmoins même en ce sens une partie de l'électorat de l'extrême-droite nationaliste n'est pas véritablement intégrée à cet espace idéologique surtout quand on observe les mouvements les plus volatils de cette famille. Leur force ponctuelle résulte souvent d'une bonne gestion d'un sujet politique à fort potentiel de vote protestataire tout en minimisant l'aspect idéologique du vote. Le cas de la campagne du candidat Le Pen aux élections présidentielles françaises de 2002 et le sujet de l'insécurité en sont une illustration patente surtout en considérant le faible score du parti lors des législatives la même année[131].

Pour notre analyse un tel électeur ne montrerait pas de proximité générale avec l'autoritarisme et la xénophobie, ni avec une désaffection complète avec le système, néanmoins il aurait une opinion tranché et peu favorable de l'activité politique courante et/ou de la gestion d'un sujet,

130 cf. MUDDE, Cas. The Extreme right party family. In MUDDE, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester (UK), University of Manchester Press, 2000. p. 2-24

131 CAUTRES, Bruno, MAYER, Nonna (eds.). *Le nouveau désordre électoral: les leçons du 21 avril 2002*. Paris, Presses de Sciences Po, 2004. 412 p.

sans pour autant avoir des positions proches sur le reste du programme du parti.

1.4.9. La vision d'un nationalisme régional post-industriel?

Il reste un dernier champ qui est plus évasif, plus spéculatif. Il s'agit de pistes d'analyse qui pour différentes raisons n'ont pas été développées ou ne sont pas dans leur analyse primaire orientées vers les partis régionalistes. Ces pistes n'ont généralement pas donné lieu à un modèle complet et directement importable, mais peuvent contribuer à lancer une réflexion sur d'autres sources moins conventionnelles de l'électorat ethno-régionaliste.
En premier lieu nous procéderons à un bref retour sur un aspect des théories de Nairn avant de nous pencher sur un petit tableau et un commentaire incertain d'Inglehart avant de regarder un peu ailleurs avec un type d'activiste identifié par Tarrow.

1.4.9.1. Nairn et le break-up of Britain

Nairn donne dans sa vision de l'implosion de l'Empire Britannique et de l'Etat-Nation (capitaliste) une tournure spécifique à partir de son positionnement marxiste très particulier. En effet il rappelle qu'une révolution dans le sens de Marx n'implique pas seulement un nouvel ordre politique mais aussi une nouvelle organisation de la production et sur cette base une nouvelle société. Les développements de ce nouvel ordre ne sont pas très explicites, mais il apparaît assez clairement que la composante nationale régionale ne disparaît pas après la révolution. Généralement son analyse voit davantage la création de nouveaux systèmes dans les périphéries qu'une évolution au niveau planétaire. L'orientation de ces nouveaux systèmes comporte très clairement la fin du processus d'exploitation qu'il a mis en valeur et une forme de dépassement du système capitaliste. Gardant fortement son ancrage au Royaume-Uni où les périphéries ont été principalement définies par l'industrie lourde des grands ensembles (et donc même si elle n'était pas *strictu sensu* intensive en capital, elle nécessitait un stock important de capital rien que par sa taille efficace minimale) sa vision semble par endroits pointer vers une société non industrielles et dans le contexte temporel post-industrielle. Si nous supposons comme mode de production un mode moins « aliénant » et « exploiteur » que le système capitaliste à industrie lourde, il semble assez proche de ce que les théoriciens de la

société post-industrielle ont définie comme nouvelle forme de production: plus individuelle, plus autonome et plus de bureau que d'atelier. A part ce dernier point nous sommes assez proche de l'activité non-aliénante souhaitée dans la pensée marxiste et il est très possible de supposer une position dans cet espace pour Nairn.
La conception à partir de cette base peut nous indiquer un groupe très spécifique de soutien aux partis ethno-régionalistes: des groupes qui seraient dans leur réalité sociale plus proches de la société post-industrielle (col blanc, proche de la classe moyenne, niveau d'éducation supérieur) en même temps ce groupe aurait une conscience de classe ouvrière comme articulation de l'exploitation que Nairn analyse.

1.4.9.2. Un tableau d'Inglehart peu utilisé en 30 ans

Il n'est pas nécessaire de chercher des auteurs tombés en désuétude pour trouver des points de départs qui n'ont apparemment jamais donné lieu à un développement complet. Ceci est le cas d'un tableau et d'une analyse laborieuse et sans grand résultat de Ronald Inglehart de 1977.
Le tableau en question porte le numéro 8-8 et donne entre autre quelques informations sur l'élecrotat des partis ethno-régionalistes belges (à l'époque la *Volksunie* -VU- flamande, le *Front Démocratique des Francophones* -FDF- bruxellois, et le *Rassemblement Wallon* – RW- wallon) en 1970. Nous rappelons la partie intéressante de ce tableau augmenté de chiffres cités dans le texte d'analyse qui après une nécessaire simplification donne les résultats qui ont laissé Inglehart pensif dans son analyse[132] et ont empêché une conclusion claire à leur sujet.

132 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. p. 236 ff.

Tableau 1-1. L'électorat ethno-régionaliste belge en 1970 selon Inglehart[133]

Item	Soutiens aux partis ethno-régionalistes parmi cette population	Part de l'électorat des partis ethno-régionalistes se trouvant dans ce cas
Parti des Parents		
Gauche	5%	15%
Chrétien	13%	35%
Libéral	12%	6,5%
Ne sait pas	17%	41%
Nationaliste	81%	2,5%
Classe sociale		
Classe moyenne	23%	43%
Classe ouvrière	20%	34,5%
Agriculteur	9%	6%
Retraité/ Inactif	10%	16,5%
Education		
Primaire	8%	47%
Secondaire	20%	43%
Universitaire	27%	10%
Age		
16-24	29%	17,5%
24-34	11%	16,5%
35-44	16%	18,5%
45-54	14%	15%
55-64	12%	15%
65 et plus	7%	17,5%
Système de valeurs[134]		
Matérialiste	9%	32%
Mixte	12%	53%
Post-Matérialiste	35%	15%

Comme le montre le tableau l'image et en conséquence l'interprétation changent complètement avec les point d'observation. Regardant seulement les personnes qui déclarent avoir eu des parents nationalistes, il est clair que les partis ethno-régionalistes belges sont leurs dignes héritiers car plus des quatre-cinquièmes des enfants de nationalistes ouverts soutiennent ces partis. Dans le contexte belge et en gardant à l'esprit la période d'enquêté, il s'agirait donc d'une référence claire aux fascistes et collaborateurs de la Deuxième Guerre Mondiale. En prenant l'autre point de vue de considérer la totalité des électeurs de partis

133 Extrait du tableau 8-8 tiré INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. p. 236

134 Il s'agit de la version standard courte de son indicateur. L'enquêté choisit les deux plus fortes priorités dans une liste de quatre dont 2 sont associé à chacune des orientations. Ceux qui ont un choix cohérent des deux modalités sont classé dans le groupe qui leur est attribué les autres dans la catégorie réservoir intermédiaire

ethno-régionalistes nous nous rendons compte que seul environ un sur quarante déclare des parents nationalistes. Les plus grands groupes au sein des électeurs déclarent soit ne pas connaître l'orientation politique des parents ou les localiser au sein du parti chrétien, néanmoins au sein de ceux qui déclarent cette allégeance des parents ils restent une petite minorité.

Pour le niveau d'éducation l'image est inverse. En regardant uniquement l'électorat ethno-régionaliste on observe que ceux qui ont un niveau d'éducation formelle le moins élevé forment le plus grand groupe, alors que seul un électeur sur dix dispose d'un diplôme universitaire. En inversant l'optique on voit que le soutien au parti croît considérablement en même sens que le niveau de diplôme avec plus d'un diplômé de l'université sur quatre qui vote pour un parti ethno-régionaliste.

La dernière grande dissonance est au cœur de l'analyse d'Inglehart: un tiers des électeurs ethno-régionalistes porte des valeurs matérialistes, la majorité absolue des valeurs mixtes et seul un électeur sur sept des valeurs post-matérialistes.

On pourrait donc conclure à un type de parti assez amorphe qui ne connaît aucun point saillant, mais le changement d'optique ouvre un débat important. Parmi les personnes déclarant des valeurs post-matérialistes les partis ethno-régionalistes reçoivent 35% des suffrages ce qui les place de loin en première position. Donc le parti préféré des post-matérialistes serait un parti à valeurs mixtes amorphes? La conclusion d'Inglehart à ce paragraphe trahit la stupéfaction qu'ont créé ces données:

> *« In my view, then, the Belgian ethnic nationalist groups today are parties of the cultural-change-oriented Left. As such, they constitute part of a new Left and have a tendency to clash not only with the conservative parties but also, under certain conditions with those of the established Left. »*[135]

Sachant que le groupe le moins présent dans l'allégeance des parents est la gauche et observant une assez forte tendance des électeurs à être de classe moyenne, cette conclusion semble surestimer l'espace inférieur gauche du tableau au détriment des autres. Sans surprise les partis ethno-régionalistes disparaissent presque entièrement des travaux d'Inglehart par la suite et ce tableau doit faire partie des pages d'Inglehart qui sont passées le plus rapidement et le plus totalement à l'oubli.

Pour nous ce tableau et le commentaire d'Inglehart peuvent montrer diverses traditions au sein

135 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. p. 239

des partis ethno-régionalistes. Premièrement celle qu'Inglehart met de l'avant dans sa conclusion. Une partie de l'électorat est certainement proche de la nouvelle gauche post-matérialiste et bien éduquée, mais nous pouvons légitimement supposer d'autres groupes au sein de cet électorat.

Les héritiers du nationalisme d'antan sont certainement une composante de ces partis et leur faiblesse au sein du parti résulte davantage de la rareté de cette option dans l'électorat belge dans sa totalité (soit par rareté réelle soit par contrôle social envers cette réponse). Le taux de filiation entre anciens nationalistes et nouveaux ethno-régionaliste dépasse celui qui est observable en France pour les partis de gauche (ou de droite) dans leur totalité[136].

Le taux relativement élevé d'inactifs laisse ouvert l'option de vrais nostalgiques des anciens partis nationalistes ou du moins un véritable vote conservateur social. Ceci s'accorde bien avec la structure générationnelle très équilibrée.

En somme il est fortement probable que l'électorat ethno-régionaliste soit très composite et que cette multiplicité d'électorats au sein de l'électorat ethno-régionaliste ait contribué à ce tableau fort troublant qu'Inglehart n'a pu structurer de façon satisfaisante.

Cette piste nous encourage à ne pas axer notre recherche sur un modèle mono-causal du vote ethno-régionaliste mais d'un modèle admettant une solution composite qui puisse s'accommoder d'une structure diverse de l'électorat.

De l'autre la piste d'un électorat post-matérialiste et bien éduqué au moins comme composante d'un électorat multiple nous paraît intéressante et digne d'être inclue comme hypothèse.

1.4.9.3. Tarrow et les Rooted Cosmopolitans

Notre dernière piste d'étude nous vient de Sidney Tarrow et de l'analyse des mouvements sociaux. Dans son ouvrage consacré aux nouveaux activistes Tarrow[137] décrit un type d'activiste qui peut nous être d'une grande utilité analytique. Il le résume sous le slogan d'ATTAC: « penser globalement et agir localement » et lui donne le nom de *Rooted Cosmopolitan*.

Le *Rooted Cosmopolitan* est un activiste qui d'un côté a un but global, une cause générale. Ce but global est une cause dont il est matériellement désintéressé mais qui émotionnellement est

136 cf. BOY, Daniel. MAYER, Nonna. *L'électeur français en questions*. Paris, Presses de la FNSP, 1990.249 p.

137 TARROW, Sydney G. *The new transnational activism*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2005. 258 p.

importante pour lui.

Néanmoins il ne considère pas cette cause globale comme uniquement à ce niveau. En même temps il est actif dans son environnement immédiat non seulement pour réunir des soutiens mais aussi pour faire évoluer les choses au niveau le plus bas.

Cette activité n'est pas seulement une forme d'action il s'agit aussi d'un sentiment. Selon Tarrow l'efficacité particulière de cet activiste vient de son enracinement profond dans sa communauté. Il aime cette communauté et s'y sent confortable et à cause de son attachement pour ce coin de terre spécifique il se sent l'obligation de militer pour une cause supérieure.

L'attache double à une cause planétaire et un terroir local donne un profil très particulier. Un cas que note Tarrow est une personne très fière de son terroir d'un côté et de l'autre fervente défenseure de l'identité européenne. Cette association paraît à prime abord contre-nature, car l'internationalisme et le localisme ne sont pas réputés pour faire bon ménage. La particularité du *Rooted Cosmopolitan* est qu'il conjugue les deux, donc dans ce cas par exemple la possibilité de défende des façons de faire locales grâce à la défense de la diversité par l'échelon européen, qui ne peut prétendre à une culture et des façon de faire uniques à l'inverse de l'Etat-Nation.

En plus, parfait exemple de Glocalisation, les enjeux de la Mondialisation sont portés sur l'échelon local et la sécurité relative de l'échelon local permet une prise de positon au niveau international.

Pour notre analyse il est possible que nous trouvions un type d'électeur proche du *Rooted Cosmopolitan*. Il serait donc d'un côté impliqué dans l'activité politique et sociale aussi bien au niveau local que national, avec une impression de pouvoir d'influence sur le processus politique (efficacité politique). Il serait très attaché à son territoire local et suivant l'analyse de Tarrow dans notre cas favorable au processus d'intégration européenne. Un *Rooted Cosmopolitan* serait aussi plus enclin à la participation non-conventionnelle à priori non-violente. Son inclinaison vers les grandes causes internationales laisse supposer une préférence pour les valeurs post-matérialistes même si Tarrow ne se positionne pas sur ce sujet.

1.4.9.4. La diversité des électorats et les différents champs d'étude à couvrir

Devant ce foisonnement de pistes explicatives et d'électorats potentiellement localisables au sein des partis ethno-régionalistes il est plus que probable que l'électorat soit composite, mais dans cette hétérogénéité nous pouvons voir aussi une force du modèle explicatif.
Les modèles internationaux et généraux laissent attendre un système de causes communes dans la création de ces partis et la composition de leurs électorats. Notre première hypothèse sera donc que les électorats possèdent des points communs à travers les différents partis ethno-régionalistes et constituent sur ce point aussi une famille politique comme sur le plan de la définition programmatique.
Deuxièmement nous postulons que les électorats ne sont pas homogènes mais se composent de différents groupes, qui peuvent être fondamentalement opposés. Les différentes composantes seront issues des traditions et des modèles explicatifs que nous venons de répertorier. Il est plus que probable que certains groupes ne seront pas présents dans certains partis parce que la structure sociale du contexte national n'a jamais donné naissance à ce groupe.
Néanmoins nous attendons que certains groupes associés aux modèles explicatifs existants soient présents de façon quasi-continue.

Notre analyse tentera de prendre en compte au maximum les différents pistes que nous avons pu mettre en évidence lors de notre analyse du corpus existant, mais nous ne pourrons formuler des réponses à toutes les questions soulevées. Même parmi les questions que nous pourrons prendre en compte, certaines trouveront des réponses plus satisfaisantes et solides que d'autres. Les raisons en sont multiples.
La première limitation est due au choix de notre approche par l'électorat et particulièrement par l'analyse d'échantillons représentatifs importants. La fine analyse de la réalité sociale dans le but de déterminer si un électeur d'un parti ethno-régionaliste fait partie d'un réseau de sociabilité ethno-régionaliste, ce qui serait le cas pour un parti strictement conforme au modèle Rokkanien, n'est pas possible et nous devrons donc nous contenter d'indicateurs indirects. De façon générale la plupart des modèles macro-sociologiques nous servent davantage de cadre de réflexion et d'interprétation des résultats que d'hypothèses que nous pouvons mettre à l'épreuve.

La seconde limitation est celle des données disponibles au niveau international. Certaines questions et pistes d'analyse pour un parti ne se posent pas ailleurs, et certaines pistes ne sont plus considérées comme étant d'actualité. L'approche marxiste de Nairn est par exemple une piste de réflexion potentiellement intéressante mais les indicateurs précis sont inexistants dans la recherche actuelle.

La troisième limitation tient à nos choix d'analyse. Parce que les individus enquêtés sont choisis à partir de leur allégeance partisane, nous assumons la validité du modèle de Michigan et ne pourrons le tester. Le modèle de Columbia sert pour nous de point de référence à partir duquel notre modèle devra marquer une amélioration. Il sera relativement standard et n'inclura pas toutes les dernières innovations qui ne se marient pas toujours très bien avec nos choix méthodologiques dans cette étude.

Notre axe principal sera l'analyse de l'électorat en termes d'enjeux et de valeurs et particulièrement les valeurs associées au nationalisme (par exemple la xénophobie et l'autoritarisme), les enjeux s postérieurs au dégel des clivages Rokkaniens (par exemple efficacité politique et post-matérialisme selon Inglehart) et ceux qui tiennent à l'ethno-régionalisme (surtout identité régionale et demande de réorganisation de l'Etat).

Gallia est omnis divisa in partes tres,
quarum unam incolunt Belgae,
aliam Aquitani, tertiam,
qui ipsorum lingua Celtae,
nostra Galli appellantur.
Hi omnes lingua, institutis,
legibus inter se differunt.
Gaius Iulius Caesar, De Bello Gallico, Liber I.1.

Chapitre 2 Les cas – choix et contexte

Table des matières

Chapitre 2 Les cas – choix et contexte....85
2.1. Conditions du choix....86
2.1.1. Choix de la période d'étude....86
2.1.1.1. Un Etat des lieux et non une étude de l'évolution....86
2.1.1.2. Prendre en compte des effets de période divergents....88
2.1.1.3. Une période brève afin d'assumer une relative stabilité des données....89
2.1.1.4. Une période avec une actualité relative du sujet....92
2.1.1.5. Les contraintes de disponibilité des données....95
2.1.2. Choix des cas d'étude....97
2.1.2.1. Déterminer le vivier de cas potentiels....97
2.1.2.2. Maximiser la comparabilité....98
2.1.2.3. Maximiser la variance....105
2.1.2.4. La pérennité sur la période d'étude....115
2.1.2.5. Un timing proche sur la période d'étude....117
2.1.2.6. Considérations pratiques relatives à la méthodologie choisie....118
2.2. Présentations des cas....119
2.2.1. Les cas et leur histoire....119
2.2.1.1. Scottish National Party (SNP)....119
2.2.1.2. Plaid Cymru – The Party of Wales....131
2.2.1.3. Christlich Soziale Union in Bayern....141
2.2.1.4. Vlaams Blok / Vlaams Belang....153
2.2.2. Les cas dans une optique comparatiste....162
2.2.2.1. Le point commun : une revendication ethno-régionaliste....163
2.2.2.2. La position ethno-régionaliste....169
2.2.2.3. Le positionnement politique....173
2.2.2.4. Le positionnement au sein du système politique....176
2.2.2.5. La classification des partis....180

2.1. Conditions du choix

2.1.1. Choix de la période d'étude

2.1.1.1. Un Etat des lieux et non une étude de l'évolution

Le premier choix qui s'est imposé dans le design de notre étude a été de décider si nous désirions prendre une photo ou faire un film, donc si nous nous intéresserions davantage à rendre compte d'un état ou à retracer une évolution.

Nous avons pris le parti de procéder à une analyse aussi exacte que possible de l'état de l'électorat ethno-régionaliste. Cette décision a été conditionnée par différentes considérations dont la première est le caractère peu exploré du terrain. De fait nous ne pouvions être entièrement sûr de ce que nous trouverions. Si nous disposions d'analyses diverses et parfois très détaillées de certains aspects des différents électorats, comme l'étude approfondie de Balsom de l'électorat de *Plaid Cymru*[138] ou de textes analytiques de systèmes partisans entiers avec une analyse de l'électorat ethno-régionaliste au sein de ce système, les caractérisations complètes et générales nous faisaient défaut. Nos connaissances ne permettent pas d'établir *ex ante* un portrait robot exact de l'électeur ethno-régionaliste en général et de ses attributs, variables selon le type de parti ou le pays dans lequel il évolue. En absence d'une jauge précise qui permette d'évaluer une évolution de l'électorat, l'analyse dynamique risque d'être empreinte d'analyses erronées, et de faire la confusion entre effets du temps et du lieu et la variabilité interne.

Néanmoins nous disposons d'un nombre considérable de points de départ pour une analyse, à partir de théories et d'études antérieures. Si l'électorat ethno-régionaliste reste une large terre peu explorée nous possédons des cartes générales, des connaissances relatives à des parties de ce territoire et une série de théories sur la nature de cette entité, même si elles ne la concernent parfois que partiellement. L'absence de carte cohérente, précise, exacte, avérée et universellement acceptée du territoire rend difficile de savoir si le terrain (les partis ethno-régionaliste) a évolué sur une période au point de rendre virtuellement impossible, voire

138BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. 27 p.

absolument impossible dans l'horizon de temps qui a été celui de notre enquête. Il s'agit pour nous d'établir une carte plus large et regroupant ce que nous aurons pu établir par la confrontation de résultats anciens et/ ou parcellaires et de théories avec des données actuelles et internationales. Elle pourra et devra certainement être corrigée, complétée et étendue par d'autres enquêtes mais elle pourra, une fois complétée, leur servir de point de départ et d'orientation et permettre de constater les évolutions.

Le deuxième argument en faveur d'une étude statique et non dynamique résulte de l'effet conjugué de la situation des connaissances décrites et de notre choix de procéder à une comparaison internationale. Nous avons pu constater qu'il n'y a pas encore d'analyse unifiée de l'électorat ethno-régionaliste bien qu'il y ait une définition brève et performante du groupe de partis concernés, à partir des demandes politiques des programmes. Dans cette situation une comparaison à géographie variable se présente déjà sous des auspices de complexité importante dont nous devrons tenir compte lors du choix des cas (cf. infra) et induit des possibilités de variance importante dans les résultats, émanant tant de facteurs locaux, que régionaux ou nationaux. Si de plus nous nous trouvons confrontés à une variabilité de périodes, les possibilités d'influences spécifiques non seulement doubleraient mais se multiplieraient à cause d'effets d'interactions potentiels et probables : un événement spécifique comme un réalignement au sein du système partisan pourrait intervenir à la période t dans un premier pays et la période t+n dans un second pays avec par la suite des évolutions différentes au sein de chacun des partis. La source de cette différence pourrait en outre être tenir au parti (objet de notre étude), au pays (variance que nous assumons dans le cadre d'une optique comparatiste), à la période dans laquelle intervient le changement (variance due à l'observation dynamique) et à l'interaction de la période avec le pays (si l'événement avait eu lieu ailleurs au même moment ou au même endroit mais dans une autre période son effet aurait été différent). Cette dernière source de variance fait entrer dans un modèle une complexité insurmontable si les bases empiriques et théoriques ne sont pas hors de tout doute. La maxime de notre analyse est de respecter le *ceteris paribus* aussi loin que possible dans les sciences sociales et souhaitable pour notre analyse, qui prend le parti de la comparaison et qui par conséquence fait varier la composante géographique. La respecter est plus simple à réaliser dans un modèle qui reste stable sur la période d'étude et permettra donc d'obtenir un meilleur résultat avec une vision plus restreinte du sujet. Nous devrons donc aussi prendre en compte la situation des différents cas au moment de notre enquête. Cette problématique sera

traitée dans le contexte du choix des cas à un moment ultérieur.

2.1.1.2. Prendre en compte des effets de période divergents

Une étude statique d'un phénomène nécessite une certaine stabilité de la situation mais aussi une prise en compte de légers décalages dans le timing d'évènements susceptibles d'affect tous les cas. Pour notre étude ceci implique que tout en procédant à une analyse statique, nous ne pourrons nous limiter à une seule date mais devrons couvrir une période qui permette d'avoir des mesures pour chacun des cas dans un contexte raisonnablement proche. Nous devrons aussi élargir la période pour tenir compte des influences qui arrivent avec un certain décalage dans différents systèmes politique en fonction du calendrier et de l'agenda politique et peuvent prendre effet lors d'enquêtes espacées de plusieurs années (par exemple surgissement d'un effet important la veille d'une enquête dans un système et juste le lendemain d'une enquête dans un autre système).

En dehors des influences communes (ou à peu près communes) pour tous les cas il y a les effets de période individuels. Le problème de la mesure unique est qu'elle ne fait pas seulement abstraction d'une éventuelle évolution en cours (risque que nous devons assumer lors d'une analyse statique) mais qu'elle peut être très fortement influencée par un événement accidentel et ponctuel déviant de beaucoup la mesure de la réalité. Cette déformation serait déjà nettement moindre lors d'une mesure proche et en temps normal elle disparaît. Il ne s'agit pas de chocs qui changent profondément la perception du monde à long terme (comme par exemple l'accident de Tchernobyl sur la perception de l'énergie nucléaire) mais bien d'effets purement passagers qui ne s'impriment pas ou peu dans la vision profonde au-delà d'un certain cycle d'actualité (comme l'influence sur la perception du transport aérien après un accident d'avion qui sur le court terme souffre beaucoup mais revient à la normale en quelques semaines).

En théorie on pourrait exclure les mesures qui ont eu lieu lors d'un de ces évènements, mais en dehors de conditions de laboratoire nous aurons toujours une certaine actualité entourant nos mesures et nous ne pouvons clairement exclure qu'un évènement puisse avoir influencé une mesure. La stratégie plus réaliste est de tenter de minimiser les effets de période à partir d'un pool d'enquêtes. La stratégie consiste en la réunion d'enquêtes espacées sur un laps de temps suffisant pour que des effets de période puissent s'estomper. Une unique enquête ayant subi un fort effet de période sur un ou plusieurs aspects qui nous intéressent pourrait être

neutralisée par une série d'enquêtes qui n'ont pas subi le même effet. Considérant que chaque enquête aura été influencée par sa conjoncture d'une façon ou d'une autre nous pouvons espérer que le pool d'enquêtes s'approche d'une mesure hors effets de période pour notre analyse, qui ne demande pas une image exacte de la situation à un temps précis mais une carte géographique marquant les points caractéristiques et les lignes de fracture au sein de l'électorat ethno-régionaliste.

Cette stratégie est encore plus pertinente dans un contexte de comparaison internationale, car si nous pouvons encore espérer trouver une enquête à actualité politique faible et donc sans effet de période influençant les variables qui sont importantes dans notre analyse dans un seul pays, il est hautement improbable de ne pas avoir d'actualité politique à impact dans tous les autres pays inclus dans notre étude au même moment, sans parler du problème des calendriers des enquêtes de haute qualité (échantillons importants et aléatoires, questionnaires larges et complets etc.) qui sont généralement soumis aux nécessités du calendrier politique national (abordé avec plus de détail à la fin de cette section).

Afin de bien mitiger les éventuels effets de période, un nombre important de mesures est préférable, mais le minimum devrait se situer vers trois ou quatre mesures réduisant les effets de période de deux tiers ou de trois quarts, en supposant des tailles d'échantillon strictement identiques. Même si plus de mesures permettent de réduire encore davantage les effets d'une enquête à risques, leur valeur marginale diminue de plus en plus, en revanche la pente est importante avant cet intervalle.

2.1.1.3. Une période brève afin d'assumer une relative stabilité des données

Passons dans nos considérations maintenant de la sphère des enquêtes aux informations qu'elle recueillent. La forme et le contenu de ces informations ont aussi une influence sur la détermination de la période d'étude.

Bien qu'il soit souhaitable de disposer d'un nombre important de mesures, nous devons prêter attention au fait que notre étude a fait le choix de rendre compte de façon statique de l'état de l'électorat. Pour ce faire il est indispensable de limiter la période d'étude à un intervalle suffisamment court pour qu'il permette de considérer que les différentes mesures font encore partie d'une unique période. La taille admissible de cet intervalle varie en fonction des items considérés. Les indicateurs les plus volatils sont ceux qui sont soumis au cycle électoral

comme le soutien à la politique du gouvernement ou sa cote de popularité (plus généralement le soutien spécifique à un gouvernant et non au système). Dans ce cas notre intervalle devrait se limiter à quelques mois au maximum. L'autre extrême sont les caractéristiques qui sont presque immuables dans le temps et dépendent presque exclusivement d'évènements en dehors du contrôle volonatire de l'enquêté (comme le genre) ce qui enlèverait presque toute limitation sur la taille de la période d'étude. Ces données sont en elles-mêmes pauvres en information et nécessitent la contextualisation sociale (dans le cas d'exemple la construction du genre) ce qui les rapproche d'un autre type de données qui sont les données socio-démographiques stables. Ils se limitent à des marqueurs de la société et du contexte dans lesquels a vécu l'enquêté.

Les données socio-démographiques stables sont celles qui se déterminent pendant la première partie de la vie et qui après ne connaissent que peu d'évolution, soit parce qu'il s'agit d'indicateurs de choix plus ou moins irréversibles (comme l'âge de fin d'études et de ce fait le niveau d'éducation formelle atteint, qui même avec l'option de la formation permanente ne se change qu'à fort prix) soit parce qu'ils représentent ce qu'est la vie pour l'enquêté et marquent davantage le caractère de l'environnement familial et du positionnement de l'enquêté envers cet héritage (comme la religion qui ne connaît que peu de changements radicaux après l'entrée dans la vie adulte). Ces données évoluent à un pas très lent qui est généralement celui du remplacement générationnel, une période pourrait donc s'étendre jusqu'à un remplacement complet de génération, période qui serait de l'ordre de vingt-cinq ans. Notre analyse inclut un grand nombre de ces données qui représentent les plus stables de notre modèle comme le genre qui n'a plus la même signification pour la génération actuellement jeune que pour celle qui est en train de prendre sa retraite.

Le deuxième grand groupe de notre analyse est celui des déclaration d'appartenance. Il s'agit aussi bien de l'appartenance à un groupe national que de l'allégeance partisane. La relative stabilité des opinions hors période de réalignement massif est largement établie[139]. Nous pouvons donc admettre que ces variables sont à peu près aussi stables que les indicateurs socio-démographiques dans le cas d'une période sans réalignement du système politique comparable à ceux des années 1960 (ségrégation) ou des années 1930 (*New Deal*) aux Etats-Unis.

Le troisième groupe d'indicateurs est constitué de mesures d'opinions et d'idéologies. Il s'agit moins de distinguer les positions sur des enjeux précis que de dégager les attitudes plus

139 cf. CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philipp E., MILLER, Warren E. et al. *The American Voter*. New York (NY), John Wiley and sons, 1960. 573 p.

profondes des enquêtés. Nous nous orientons dans notre acceptation du terme attitude vers la définition d'Allport telle que citée par Michelat et Thomas[140] :

> *Une attitude est une disposition mentale et neurologique tirant son organisation de l'expérience et exerçant une influence directrice et dynamique sur les réactions de l'individu envers tous les objets et toutes les situations qui s'y rapportent.*

Cette définition contient déjà un premier point qui la distingue d'une simple opinion, il s'agit d'une disposition générale et donc non dirigée vers une unique situation mais vers un type de situation. Elle est aussi soumise à l'expérience, donc de caractère évolutif mais réfléchi. Une attitude ne change pas de façon radicale sans un changement radical de l'expérience, elle est donc nettement plus stable qu'une simple opinion.

Dans leur analyse du concept Michelat et Thomas reprennent une définition encore plus pratique de Jean Stoetzel[141] :

- *l'attitude est une variable inférée, non directement observée ni observable*
- *elle désigne une préparation spécifique à l'action*
- *le troisième élément est l'idée de la polarité : en psychologie sociale, une attitude est toujours une attitude pour ou une attitude contre. On dira en termes différents mais pour signifier la même chose, que les attitudes sont chargées d'affectivité, ou encore qu'elles sont les corrélatifs subjectifs de valeurs*
- *enfin, les attitudes sont acquises et susceptibles de subir les effets des influences externes.*

Nous pouvons en tirer la confirmation de notre interprétation première en accentuant que l'attitude est malléable et plastique, donc soumise au changement mais aussi déterminée par toute l'expérience de l'individu. Nous pouvons aussi retenir un autre trait de ce concept : la polarité. Une attitude est par essence dichotomique : pour ou contre, favorable ou défavorable. Le troisième point à noter est le caractère inféré de cette variable, qui nous permet de prendre en compte une série de mesures directes afin de déterminer une variable indirecte. Stoetzel poursuit qu'une attitude se caractérise « par la cohérence entre les réponses à une série déterminée de stimuli ou d'objets sociaux »[142] ce qui permet à Michelat et Thomas de

140 MICHELAT, Guy, THOMAS, Jean-Pierre H. . Dimensions du Nationalisme. Paris, Armand Collin, 1966. 184 p. page 6 citant KLINEBERG, Otto. Psychologie Sociale. Paris, PUF, 1959, p.542 se rapportant à ALLPORT,G.W.. Attitudes in MURCHISON, C. *Handbook of social psychology.* 1935.

141 MICHELAT, Guy, THOMAS, Jean-Pierre H. . Dimensions du Nationalisme. Paris, Armand Collin, 1966. p. 6 : STOETZEL, Jean. La conception actuelle de la notion d'attitude en psychologie sociale. In Bulletin de psychologie Vol 16 No. 16, 13 mai 1963. pp. 1004-1005

142 STOETZEL, Jean. La conception actuelle de la notion d'attitude en psychologie sociale. In Bulletin de psychologie Vol 16 No. 16, 13 mai 1963. p. 1009

construire leur application de l'échelle d'attitude, qui constitue un précurseur de la construction d'échelles que nous avons mise en application (cf. note méthodologique en annexe). Les mesures directes sont soumises aux effets de période bien que la structure générale de l'attitude n'évolue que lentement.

Le chiffrage de cette évolution est difficile mais en prenant appui sur la diversité des mesures directes, qui permettent de minimiser les effets de période limités à un sous-aspect d'une attitude, et surtout sur la plasticité de l'attitude qui implique que l'expérience s'acquiert de façon continue au fil de la vie et prend généralement forme tôt dans la vie, nous pouvons considérer qu'elle n'évolue guère plus rapidement que les allégeances. Ici nous devons aussi noter les travaux sur la réception sélective d'informations qui a été mis en valeur dans le domaine politique[143]. L'individu tend à surévaluer les informations qui renforcent les opinions établies et sous-évaluer les informations contraires. Dans ce cas nous pouvons l'assimiler aux déclarations identitaires qui elles aussi sont stables une fois passée le stade de la formation de la personnalité au début de la vie adulte, sauf choc important. Notre évaluation du temps pour la période utile devra néanmoins être plus courte car un glissement graduel des attitudes est absolument possible et même probable vu que l'attitude reste malléable et en tant que variable polarisée connaît une gradation de son contenu.

Compte tenu de ces considérations la période retenue ne devrait pas dépasser une demi-génération et se situer à peu près autour de la longueur d'une décennie, car nous n'aurons un remplacement que très graduel des générations. Le vécu fondamental de personnes ayant un écart d'année de naissance inférieur cet intervalle sera proche sur le plan des années formatrices et les propriétés plastiques devraient encore être fortes comparées aux propriétés malléables des attitudes.

2.1.1.4. Une période avec une actualité relative du sujet

Connaissant maintenant la longueur de la période d'étude à priori la mieux adaptée à notre analyse nous devons avant de la fixer de façon précise nous poser un autre problème : celui du rôle du sujet ethno-régionaliste pendant la période d'étude. Ici nous devons éviter deux écueils et négocier la présence de notre sujet d'étude au fil de la période.

Lors de la détermination de la longueur de notre période d'étude nous avons souligné, aussi bien pour les déclarations d'appartenance que pour les attitudes, leur sensibilité aux grands

143 MARCUS, George E. The sentimental citizen: emotion in democratic politics. University Park (PA), Pennsylvania State University Press, 2002. 171 p.

bouleversements et réalignements politiques. Nous devons donc considérer que des événements de ce type se prêtent mal à une analyse statique de l'électorat ethno-régionaliste. Nous connaissons au moins une période pour laquelle nous avons assisté à un réalignement politique partiel autour du sujet ethno-régionaliste. Il s'agit des années 1970 pour l'Ecosse et le Québec[144]. La percée des électorats ethno-régionalistes a fortement déplacé le débat au fil de la période et a profondément modifié le système politique de ces deux régions. Au Québec par le remplacement d'une concurrence entre parti conservateur et identitaire (l'Union Nationale) contre un parti progressiste et ouvert sur le monde (le Parti Libéral du Québec) par une concurrence entre un parti ethno-régionaliste indépendantiste (le Parti Québécois) et un parti fédéraliste (le Parti Libéral du Québec), soit un changement complet de la structure du débat politique. En Ecosse le débat politique a pris son autonomie à cette époque. Alors que dans les années 1960 l'Ecosse était politiquement encore le nord de la Grande-Bretagne et pouvait servir d'exemple à l'uniformisation de la politique Britannique, comme dans l'étude de Budge et Urwin[145], à la fin des années 1970 Nairn pouvait présenter le démembrement du Royaume-Uni comme une certitude dont seule la date exacte était encore inconnue[146]. Cette époque a marqué un moment de grande instabilité dans le système politique où la question ethno-régionale a pris une place qu'elle n'occupait pas avant. Pour paraphraser Winifred Ewing, le monde s'est arrêté pour laisser entrer l'Ecosse sur la scène politique[147].

Cette période comporte trop d'effets de réalignement et de période pour permettre de la considérer comme une unité, bien qu'une analyse dynamique de cette période serait un sujet très intéressant pour déterminer la genèse de l'électorat ethno-régionaliste.

De l'autre côté nous devrons éviter des périodes à trop faible intérêt pour le sujet afin d'éviter les opinions-artéfacts, crées uniquement par les questions des enquêteurs. Les sujets n'auraient pas traversé l'esprit de l'enquêté jusqu'au moment de la formulation de la question, ce qui provoquerait une réponse quasi-aléatoire. Ceci se traduit par une forte instabilité des résultats et une extrême sensibilité à la formulation de la question. Ces périodes sont relativement courantes pour nos cas. L'enquête cité de Budge et Urwin en est un parfait exemple pour la période avant la fin des années 1960s. Les sujets importants de la période

144 FALKENHAGEN, Frédéric. *L'ethno-régionalisme au Québec et en Ecosse durant les années 1970s dans une vision de changement de valeurs post-matérialiste*. Mémoire présenté pour l'obtention du Master Recherche Mention Sociétés et Politiques comparées: Paris, 2006. 140 p.

145 BUDGE, Ian, URWIN, Derek William. *Scottish political behaviour : a case study in British homogeneity.* London : Longmans Green, 1966. 148 p.

146 NAIRN, Tom. *The break-up of Britain : crisis and neo-nationalism*. London, New Left Books, 1977. 368 p.

147 Ayant gagné l'élection du comté de Hamilton en 1967 et devenant la première députée SNP à siéger au Parlement de Westminster Ewing a déclaré à la presse : Stop the world. Scotland wants to get on.

étaient ceux du clivage ouvrier-bourgeois et du gel des clivages sur la base de la structure mise en place au moment de l'introduction du suffrage universel (au moins masculin) que Lipset et Rokkan[148] avaient analysé à la fin de cette période de stabilité. Une question sur la structure constitutionnelle la plus adaptée aux besoins de l'Ecosse comme nation aurait été une incongruité pour la plupart des électeurs.

Nous cherchons donc une période où les questionnements ethno-régionalistes ont une signification potentielle pour les enquêtés dans toutes les régions étudiées, mais où de l'autre côté nous n'assistons pas à une réalignement majeur du débat politique autour de questions ethno-régionalistes.

La période avant la fin des années 1960 est exclue à cause de la quasi absence du sujet ethno-régionaliste dans la vie de la population (les partis ainsi que d'autres institutions sociales existent généralement mais ne jouent presque aucun rôle). La pertinence pour l'analyse de ce phénomène est alors faible voire inexistante et les résultats courent le risque de l'artéfact.

Les années 1970 sont exclues à cause de leur très forte dynamique et du réalignement qui a eu lieu. Pendant cette période bouillonnant d'activité sur le plan ethno-régionaliste, les opinions ont trop fortement évolué pour pouvoir traiter honnêtement des observations sur toute la période comme émanant d'une unique situation. Pendant tout ce temps le réalignement contribue à placer l'ethno-régionalisme sur la carte politique.

Les années 1980 posent un autre problème. Après les échecs de la fin des années 1970s (naufrage du Pacte d'Egmont en Belgique en 1978, échecs des référendums sur l'établissement d'Assemblées en Ecosse et au Pays de Galles en 1979 et candidature malheureuse de Franz-Josef Strauss à la chancellerie, qui mettait fin à une période d'ascendance relative de la CSU sur son allié CDU pendant les années 1970) les questionnements ethno-régionalistes n'étaient pas d'actualité et avaient disparu de la conscience active des citoyens. Cette période court le risque de la mesure d'artéfacts, sans parler des problèmes de données, car certains indicateurs de l'ethno-régionalisme comme les mesures d'identité n'avaient pas encore de forme stable et comparable. Nous avons donc décidé d'écarter cette période.

La dernière période est celle des années 1990 où le sujet ethno-régionaliste a repris une certaine actualité à partir de la fin du communisme, de l'accession à l'indépendance des républiques soviétiques et surtout du divorce de velours entre République Tchèque et Slovaquie en 1992. Ces événements, associés à l'entrée en vigueur du marché intérieur et du

148 ROKKAN, Stein, LIPSET, Seymour Martin. *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*. London, Collier Macmillan, 1967. 554 p.

Traité de Maastricht ont contribué à redonner au débat ethno-régionaliste une certaine actualité et une potentialité de réalisation, tout en évitant dans le contexte de nos cas une activité comparable à celle des années 1970. Le sujet était présent dans les esprits sans réussir à éclipser les autres sujets politiques (surtout liés aux clivages classiques, augmentés parfois par les questions portant sur les écologistes et l'extrême-droite). Nous disposons donc d'une période longue sans grande confrontation sur le sujet mais avec un débat ouvert.

2.1.1.5. Les contraintes de disponibilité des données

Toute étude à partir de sondage est limitée par la disponibilité et la qualité des données. Le design comparatif et les échantillons nécessaires pour notre étude ne permettent pas une collecte de données spécifiques avec une qualité suffisante. Il a donc été nécessaire de procéder à une exploitation secondaire de données collectées et mises à disposition par d'autres institutions. Certains appareils d'enquête nous ont été indispensables, comme par exemple un appareil de mesures identitaires pour mesurer l'attachement aux entités régionales, un appareil d'identité politique (allégeance partisane), des mesures permettant d'identifier certaines attitudes politiques importantes (politique économique, autoritarisme, xénophobie), et autant que possible au moins un item se rapportant à la structure du pouvoir politique souhaité (la caractéristique centrale de la définition d'un parti à programme ethno-régionaliste selon De Winter). Ces exigences nous ont conduits à nous limiter à des enquêtes scientifiques, car la plupart des enquêtes commerciales disponibles ne comportait que des items disparates et isolés pour la mesure des attitudes, et manquait souvent d'indicateurs pour la structure de l'Etat et les identités locales et nationales.

Un autre moyen d'améliorer un pool d'enquêtes et permettre une bonne analyse a été la recherche de questionnaires aussi stables que possibles au moins dans un même pays.

Notre recherche nous a menés vers les questionnaires d'études relativement standardisées qui sont généralement entreprises lors d'élections nationales importantes (pour nos cas les élections législatives). Elles cumulent les avantages d'enquêtes importantes à grand budget. En premier lieu, les échantillons sont de taille importante, dépassant parfois les 4000 enquêtés, ce qui nous permet des sous-échantillons appréciables une fois la sélection limitée aux électeurs ethno-régionalistes. En second lieu, leur questionnaires sont généralement d'une grande stabilité, car les comparaisons temporelles à moyen et long terme sont courantes et prévues lors du design des enquêtes. En troisième lieu, elles ont des questionnaires extensifs

qui réussissent généralement à inclure des appareils de mesure suffisants même pour des sujets qui ne sont pas d'une très forte actualité. En quatrième lieu, les grandes enquêtes électorales prennent davantage en compte les évolutions internationales et se posent la question de la comparabilité internationale, ce qui peut grandement faciliter la recherche d'équivalents fonctionnels lors de la création de fichiers internationaux. Le cinquième argument en leur faveur tient au moment de l'enquête, qui a généralement lieu quelques semaines après une élection. Les enquêtés viennent de rafraîchir leur mémoire politique et sont plus au fait des questions politiques que s'il s'agit d'exhumer des souvenirs de débats politiques plus lointains. Cet effet est particulièrement important pour la déclaration de comportement électoral et d'allégeance partisane, qui entre deux élections peuvent se trouver fortement estompés et susceptibles d'être mal renseignés.

Le principal inconvénient des grandes enquêtes nationales est leur relative rareté. Elles sont limitées par le cycle électoral à une enquête tous les quatre ou cinq ans.

Pour le cas belge nous avons pu disposer de quatre enquêtes sur un espace de 12 ans entre 1991 et 2003. Ce laps correspond à notre période d'étude qui a la longueur d'une demi-génération, il se situe à la limite supérieure de notre période maximale admissible pour pouvoir considérer la situation comme statique. Pour l'Allemagne nous avons choisi de nous restreindre à trois mesures à cause d'une série d'enquêtes qui nous ont permis de construire un échantillon très cohérent. Sur la période de 1994 à 2002 les trois élections générales ont donné lieu à trois vagues d'une enquête qui sur cette période n'a presque pas varié son questionnaire, ce qui permet un cumul presque direct. La grande taille des échantillons nous a permis de récupérer un nombre suffisant d'individus pour ne pas courir le risque d'un déséquilibre entre les différents sous-échantillons.

Le cas britannique s'est avéré plus complexe. Les enquêtes électorales nationales ont posé des problèmes parfois prévisibles mais parfois imprévisibles. Le poids relativement faible de l'Ecosse et du Pays de Galles au sein du Royaume-Uni a restreint de façon prévisible la taille des échantillons au sein des enquêtes électorales de 1992 et 2001 (1997 a profité d'un sur-échantillonnage qui a amélioré la situation). Ce qui a encore compliqué la situation a été la refonte complète du questionnaire lors de l'enquête de 2001. En Ecosse, nous avons pu écarter les enquêtes de 1992 et 2001 et resserrer la période d'observation grâce à une autre série d'enquêtes. Cette enquête annuelle a été commencée en 1999 en Ecosse[149] et comporte chaque année impaire un grand questionnaire politique largement inspiré de l'ancien

149 Scottish Social Attitudes Survey

questionnaire des enquêtes générales. Associée à l'enquête Britannique de 1997 et complétée par une vague sur le référendum de 1997 elle nous a livré un total de 4 points de mesure (1997, 1999, 2001, 2003) sur seulement six années. L'avantage se situe aussi dans le fait que chacune de ces mesures se situe autour d'un élection importante : élection générale en 1997 et 2001 et élections au Parlement Ecossais en 1999 et 2003, élections qui ont revêtu une grande importance locale compte tenu des compétence du Parlement Ecossais et de son activité.

Au Pays de Galles des enquêtes semblables ont eu lieu sans cadre défini mais employant des questionnaires très proches au même moment, y compris une enquête électorale parallèle en 2001 à partir de l'ancien questionnaire. Néanmoins les échantillons sont relativement restreints, ce qui a pour résultat un nombre plus limité d'enquêtés supporters de PC que pour les autres partis étudiés.

Au total nous avons donc des périodes d'études qui s'étendent sur l'intégralité des années 1990s et le début des années 2000, qui partagent tous la deuxième de la période (1997-2003) et s'étendent vers le passé aussi loin que nécessaire pour atteindre des échantillons significatifs.

2.1.2. Choix des cas d'étude

2.1.2.1. Déterminer le vivier de cas potentiels

La première question pour le choix des objets d'étude est toujours « quel phénomène s'agit-il d'étudier à partir de ces cas? ». Notre réponse à cette première question est simple : des partis ethno-régionalistes. Nous devons néanmoins définir ce que sont les partis ethno-régionalistes. De Winter en donne une définition succincte mais complète, en tant que parti qui assume la spécificité irréductible d'une catégorie spécifique de la population et qui demande une réorganisation profonde de l'Etat afin de prendre en compte cette spécificité[150]. Cette définition peut paraître large mais de fait elle est suffisamment restreinte pour identifier la presque totalité des partis représentés dans les Parlements à travers l'Europe comme n'étant pas des partis ethno-régionalistes. Lorsque De Winter dresse une liste des partis avec

150 DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p.

programme ethno-régionalistes en Europe elle est relativement longue et comporte plus de cent partis dans presque tous les pays Européens[151]. Cette très grande liste comporte néanmoins des mouvements qui portent le nom de parti mais sont loin de satisfaire les critères restreints comme la participation régulière à des élections et un électorat mesurable lors de celles-ci. En limitant la liste à des partis qui sont compétitifs électoralement au moins au niveau local, il reste plus de vingt partis qui ont une présence aussi bien organisationnelle qu'électorale et dont la plupart a des chances réelles d'avoir une représentation parlementaire. Ceci est notre vivier potentiel de partis. Il est limité à l'Europe car nous pouvons y trouver un nombre important de cas au sein de sociétés proches aussi bien au plan géographique que social et politique. La conjoncture macropolitique est similaire et les processus d'unification européenne nous fournissent un contexte commun à tous les cas[152].

2.1.2.2. Maximiser la comparabilité

Afin de rendre la comparaison utile et possible, il est nécessaire de partir d'une base commune. Dans ce but, nos cas devront présenter un certain nombre de caractéristiques identiques, proches ou du moins comparables, afin de ne pas complètement dénaturer la comparaison.

◊ **Europe occidentale**

Le premier point est que nous nous limiterons à des cas issus de l'Europe occidentale. Nous disposons ici d'une relative proximité historique et culturelle. Sans remonter aux différents liens qui ont été établis dès le Moyen-Âge, nous pouvons mentionner que ces sociétés ont connu l'industrialisation et les conflits sociaux qui en découlent, ont participé à deux Guerres Mondiales et n'ont pas connu après la Guerre la domination soviétique, qui dans une vision pan-européenne aurait eu des influences trop discordantes pour permettre une comparaison ne mettant pas l'accent sur cet aspect de l'histoire.

Plus précisément nous restreignons le champ d'analyse à des pays membres de l'Union

151 DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p
DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri (eds.). *Regionalist Parties in Western Europe*. London: Routledge, 1998. 259p.

152 DE WINTER; Lieven. *The impact of European integration on ethnoregionalist parties*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 2001. 45 p.

Européenne. Ces derniers nous offrent un grand avantage, car ils comportent un sujet de politique intérieure concrète et présente dans le débat politique national qui permet de rendre compte de l'internationalisme. Le contexte de l'internationalisme nous intéresse à deux chefs distincts. D'un côté il est une composante importante dans les théories classiques du nationalisme qui associent au moins certains forment de nationalisme avec un refus de l'étranger et un rejet de l'internationalisme, de l'autre la dimension internationale est primordiale aussi bien dans les théories de Tarrow que d'Inglehart pour l'identification des *Rooted Cosmopolitans* et des valeurs post-matérialistes. Ceci est encore plus intéressant car nous n'avons pas besoin de recourir à des concepts très fortement marqués idéologiquement comme la solidarité ouvrière internationale (marxiste) ou l'aide au développement (tiers-mondisme) dont nous aurions pu disposer dans d'autres contextes. Le débat sur la forme et le but de l'Union Européenne coupe à travers les oppositions partisanes classiques et n'est pas particulièrement associé à un courant politique. En nous limitant à des pays de l'Union Européenne nous n'avons pas seulement un enjeu de politique internationale à observer mais de plus un sujet transversal à nos cas à un moment donné, qui concerne les différents pays mais de façon très concrète. Les sujets des débats sont en théorie identiques à travers les pays de l'Union, même si la réalité des débats diverge beaucoup et si les mesures de l'opinion s'en ressentent.

◊ **Démocraties anciennes et stables**

Nous restreignons encore davantage le critère de sélection afin de maximiser la comparabilité en nous limitant aux démocraties anciennes et établies. Ce critère a pour but de se limiter à des systèmes politiques qui se sont stabilisés et n'ont plus de passé non-démocratique à traiter dans les débats quotidiens. Cette limitation demande d'avoir à l'esprit le début de notre période d'étude qui se situe au tout début des années 1990. Nous avons décidé de considérer comme démocratie stable les pays qui ont définitivement opté pour un régime d'Etat de droit, constitutionnel et démocratique au plus tard à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et ont connu de préférence des périodes démocratiques ou du moins constitutionnelles avant cette période. Nous excluons donc explicitement toutes les démocraties que Huntington a classé sous le terme de troisième vague[153] de démocratisation. Ce choix s'est opéré en considérant que cette troisième vague a commencé au milieu des années 1970 et qu'en conséquence au début de notre période d'étude les nouvelles démocraties n'avaient au plus qu'une quinzaine

153 HUNTINGTON, Samuel P. *The third wave : democratization in the late twentieth century*. Norman (OK), University of Oklahoma Press, 1991. 366 p.

d'années depuis l'amorce de transition et souvent nettement moins. L'héritage de la période autoritaire est encore loin d'y être classé et même la période du traitement politique, juridique et social ne fait que commencer. Si nous prenons comme exemple la période de la dictature national-socialiste en Allemagne, le véritable traitement de cette période n'a commencé que vingt ans après la transition, ce qui dans le cas d'une démocratie de la deuxième vague la situe à une vingtaine d'années du début de notre période d'étude. Mais dans le cadre d'une démocratie de troisième vague, ce débat aurait lieu au milieu de notre période et ne permettrait aucunement de considérer les mesures d'opinion antérieures à ce traitement et celles intervenant au milieu du traitement comme faisant partie de la même période. Le traitement du passé introduirait obligatoirement un tel choc que toutes les assomptions sur la stabilité des opinions qui nous ont permis de prendre une période d'étude aussi importante seraient caduques. Un dernier argument pour la limitation à des pays démocratiques depuis la Deuxième Guerre Mondiale est la socialisation des citoyens. Dans une démocratie ancienne nous disposons de générations qui ont déjà été socialisées dans un contexte démocratique ou du moins constitutionnel. Même dans le cas d'une démocratisation après la Deuxième Guerre Mondiale nous disposons de deux générations en démocratie avec potentiellement des générations survivantes des périodes démocratiques antérieures.

◊ **Gel des clivages**

En lien avec la démocratisation un autre critère important est celui de l'applicabilité au système politique de toutes les hypothèses de la théorie des clivages de Rokkan et Lipset. Nous tenterons de localiser des pays qui ont développé un système politique en clivages proche de celui que Rokkan a mis en valeur. Nous insistons tout particulièrement sur l'applicabilité de l'hypothèse de gel des clivages. Cette hypothèse veut qu'après l'introduction du suffrage universel (au moins masculin) la structure des clivages politiques se solidifie et ne change plus alors qu'auparavant chaque extension du suffrage avait le potentiel de conduire à un réalignement complet du système politique. Ceci est flagrant pour le dernier clivage qui n'apparaît qu'au moment où le suffrage universel est atteint ou presque atteint : le clivage ouvrier –bourgeois. Il s'agit d'un clivage économique et moderne. Moderne parce qu'il est le résultat de l'industrialisation qui a profondément changé le *modus operandi* de la société. Le fait important est la relation entre le fournisseur de main d'œuvre (le travailleur) et le fournisseur de l'outil de travail (l'employeur, par extension tout bourgeois étant en possession des moyens qui lui permettent de subvenir à ces besoins). La partie ouvrière du clivage n'a pu

entrer sur la scène politique que lorsque les dernières barrières du cens électoral étaient tombées car cette population était généralement pauvre. Avant la chute de ces barrières le système politique ne comportait aucune représentation de ce clivage social. Une fois la barrière tombée il ne restait plus de clivage exclu du système politique. Ainsi une relative stabilité des systèmes partisans s'en est suivie dans les pays pour lesquels ce modèle s'applique.

Ceci présente l'avantage que les allégeances partisanes sont généralement assez stables dans le passé, la plupart des structures partisanes se fondent sur un clivage social et changent peu. Cette stabilité des allégeances et leur pertinence pour les enquêtés nous permettent d'associer un sens minimum aux identités partisanes déclarées. Il ne s'agit pas de déclarations volatiles ou mêmes aléatoires, ce qui serait possible en cas de systèmes partisans sans fondements sociaux et idéologiques ou soumis à des réalignements courants et radicaux. Nous disposerons donc de données plus fiables avec cette hypothèse.

De plus nous pourrons observer si et à quel point les partis ethno-régionalistes sont une survivance de l'ancien clivage centre-périphérie, le premier à émerger, lié aux luttes pour la création d'un Etat central. Ce clivage culturel et pré-moderne oppose les tenants de la culture centrale et dominante qui servira à créer l'Etat-Nation et les populations (ou plutôt les élites vu que elles seules étaient intégrées au système politique) porteuses de cultures périphériques et soumises au processus de la construction de l'Etat-Nation. La partie périphérique du clivage se caractériserait par un marqueur culturel (le plus visible étant la langue, mais la religion ou une simple variante de la même langue peuvent suffire) et les institutions qui y correspondent et donnent réalité à l'opposition de base du clivage, stabilisant le clivage jusqu'à ce que le conflit inhérent soit très lointain. Les partis issus de ce clivage se sont généralement trouvés dans des positions très isolées dans les systèmes politiques après l'émergence des clivages suivants et ont peu pris part aux débats politiques. Ils ont généralement presque entièrement disparu au moment du gel des clivages. Mais il n'est pas exclu qu'ils aient survécu dans certaines niches et soient revenus à partir du même terreau du clivage centre-périphérie.

◊ **Systèmes partisans stables**

Au delà du gel des clivages politiques nous avons aussi recherché des systèmes partisans qui sur notre période d'étude soient relativement stables et non soumis à un effondrement complet comme celui de l'Italie au milieu des années 1990. Cette limitation a plusieurs raisons.

La première raison est qu'en cas de réalignement complet du système partisan il ne peut y avoir une seule période d'étude mais il en y a obligatoirement trois : l'ancienne structure (avant le début du réalignement), la période instable (le réalignement) et la nouvelle structure (une fois le processus complété). Sous cet aspect notre observation d'une période relativement longue quasi stable serait caduque et aurait pour résultat un artéfact majeur.

La deuxième raison est qu'en cas de période de réalignement la signification des allégeances partisanes est grandement réduite. Dans une période d'instabilité les allégeances doivent en partie changer car il s'agit de s'adapter à la nouvelle offre politique, et de ce fait l'attachement émotionnel et l'investissement émotionnel d'une déclaration d'allégeance se réduisent. Il s'agit de moins en moins de mesurer une disposition idéologique générale, c'est plutôt une mesure extrêmement ponctuelle de la sensibilité politique se rapprochant plus d'une intention de vote dans le cas hypothétique d'une élection immédiate, que le langage allemand nomme si exactement la *Sonntagsfrage* (littéralement la question du dimanche, pour le jour d'élection traditionnel en Allemagne et dont la formulation canonique est « Si une élection avait lieu dimanche prochain, pour qui voteriez-vous ? »). Dans le cas extrême il s'agirait d'une simple cote de popularité d'un leader politique, seul point stable dans une tempête d'étiquettes et de bribes de programme. Dans ce contexte une allégeance déclaré à un parti ethno-régionaliste peut ne jamais se matérialiser dans un bulletin de vote. Ce serait donc un grand problème que de considérer ces supporters d'un jour comme la base électorale du parti. Même si dans une autre étude les électeurs potentiels (ceux qui n'excluent pas voter pour ce parti à un autre moment de leur vie) pourraient constituer un objet d'étude intéressant, sans connaissance de la base électorale déjà présente cette analyse risquerait de ne pas avoir grand sens scientifique.

La troisième raison est la lisibilité des résultats. Dans le cadre d'un réalignement certains partis émergent ou disparaissent, d'autres modifient fondamentalement leur programme. Il pourrait donc être très difficile de distinguer certaines composantes programmatiques. Ce problème serait accru si un parti évoluait de façon importante sur la question, soit en devenant ethno-régionaliste au fil du réalignement soit en perdant son attribut ethno-régionaliste pour s'ouvrir à un électorat national. Dans les deux cas une allégeance déclarée à ce parti ne pourrait être traitée de façon satisfaisante.

◊ Vie politique non-violente

Le critère suivant ne devrait pas restreindre davantage la sélection des cas mais il a joué un rôle important dans la construction théorique des cas et mérite donc d'être mentionné : il

s'agissait de ne traiter que des partis dans des pays sans violence politique. Plus particulièrement il s'agissait d'exclure tous les pays connaissant un terrorisme d'inspiration nationaliste indépendantiste régionale sur la période d'étude. Il n'est pas nécessaire que cette activité atteigne le niveau d'une quasi-guerre civile pour complexifier un débat au point de le rendre impossible à analyser sans se concentrer exclusivement sur la question de la violence politique.

Un exemple historique flagrant est celui du *Front de Libération du Québec* (FLQ) à la toute fin des années 1960 avec comme point culminant (et final) les évènements qui ont mené à la crise d'octobre 1970, avec l'enlèvement et l'assassinat du ministre Québécois Pierre Laporte par des terroristes nationalistes québécois. Le débat politique autour de l'évolution du statut institutionnel du Québec s'en est ressenti pour plusieurs années. Pour preuve deux ouvrages publiés en 1971 après que l'épisode soit déjà sorti de l'actualité immédiate. D'un côté un recueil de réflexions politiques et philosophiques de Fernand Dumont sur plus d'une décennie : *La Vigile du Québec*[154] qui consacre le tiers du volume aux conséquences de cet épisode sous le titre « Automne 1970 : L'Impasse ? ». Ceci fait écho à une édition spéciale devenue volume pour le soixantième anniversaire du quotidien *Le Devoir*[155]. Le titre du volume est *Le Québec qui se fait* mais la majeure partie du livre est consacrée au chapitre « Octobre 1970 : l'Impasse » qui comporte in extenso des analyses minutieuses de toute violence politique au Québec. Au total cet épisode dramatique mais bref a occupé le débat politique Québécois pendant plusieurs années.

Une véritable vague terroriste exclut toute autre question du débat politique et limite la discussion du programme ethno-régionaliste à la question des liens entre terroristes et politiques et de la position vis-à-vis de la violence politique. Vu que tel n'est pas notre objet d'étude, nous avons décidé d'exclure d'office tous les cas qui pourraient avoir un lien avec du terrorisme politique régionaliste sur notre période d'étude et la période immédiatement précédente.

◊ Partis démocratiques

Le dernier point de limitation de la variance et de maximisation de la comparabilité a été la sélection de partis acceptant la démocratie parlementaire et la réalisation du programme à travers les moyens démocratiques (élection, référendum) et constitutionnels. Nous avons

154 DUMONT, Fernand. *La Vigile du Québec*. Montréal (QC), Bibliothèque Québécoise, 2001. 240 p. (première édition de 1971)

155 RYAN, Claude (dir.). *Le Québec qui se fait*. Montréal (QC),Hurtubise, 1971. 311 p.

délibérément exclu les partis qui ne se commettent pas sur ce point. La première raison est liée au point précédent, car un parti qui ne se limite pas à une transformation par les moyens démocratiques risque d'avoir une forte tendance à avoir des contacts avec des groupes armés dont la dénomination exacte (terroristes, forces de libération, forces révolutionnaires) dépend principalement de leur position politique et du succès éventuel de leurs actions.
La seconde raison vient de la signification du vote pour un parti qui dès le départ se voit plutôt dans la logique révolutionnaire, soit une logique de prise de pouvoir ou d'imposition d'une politique à un ennemi. Le vote est dans ce cas au moins partiellement déconnecté du résultat politique, car si le programme ethno-régionaliste est réalisé ce ne sera pas à cause de la présence de députés au Parlement mais par un autre moyen. Cette voie n'est pas nécessairement violente, elle peut utiliser l'éventail de mouvements sociaux classiques comme la manifestation pacifique et la grève, mais elle reste en dehors des moyens classiques et universellement acceptés de la politique en démocratie.
Elle peut aussi se présenter dans une stratégie double qui porte un volet parlementaire mais garde une option révolutionnaire au cas où la voie parlementaire mène à l'échec. Nous excluons aussi ces partis, car même dans ce cas nous devrions prendre en compte la complexité des négociations avec un mouvement révolutionnaire.
Le cas le plus typique sur ce point est l'Irlande du Nord où certains partis sont profondément acquis à des voies de négociation pacifiques et institutionnelles (comme le *Social Democratic and Labour Party* SDLP) tandis que d'autres ont longtemps cultivé une certaine ambiguïté (comme le *Sinn Féin* SF). Sur le plan électoral il n'est pas sûr qu'un parti comme le SF récolte ses appuis pour une négociation du statut de l'Irlande du Nord ou plutôt comme soutien à ses activités plus complexes, alors qu'un parti comme le SDLP peut être assez aisément être perçu comme un simple parti.
Vu que notre analyse veut se limiter à des partis et non inclure un tissu social (de syndicats à groupes armés en passant par des groupes de pression divers) nous devrons exclure les partis qui ne se considèrent que comme l'aile politique d'une action qui pourra aussi réaliser la politique souhaitée d'une autre façon que par le vote des citoyens et le parlement.

Au total ce catalogue peut paraître très restrictif et éliminer toute la diversité de notre enquête, néanmoins nous montrerons que ces limitations permettent de dégager la variabilité qui nous intéresse sans être entravées par des problèmes de comparabilité majeurs.

2.1.2.3. Maximiser la variance

Après la délimitation des cas, nous avons opté pour un design qui au sein de ce cadre assure une variabilité maximale. Les raisons du choix des points de variabilité ne sont pas toujours identiques mais tendent généralement à offrir la diversité la plus complète possible des partis ethno-régionalistes et de leur électeurs.

◊ Partis radicaux et modérés

Le premier point sur lequel nous recherchions une variance maximale est le positionnement sur l'échelle de radicalité du programme ethno-régionaliste de De Winter. Selon le type de prise en compte institutionnelle De Winter classe les partis sur une échelle en six positions. Le plus modéré est le parti porte-parole (*spokesperson/caretaker*) dont le programme inclut principalement le fait de rendre compte des problèmes de la population représentée. Le deuxième échelon est le parti autonomiste qui demande une certaine autonomie de la communauté dans ses décisions internes sans qu'il y ait besoin d'une large réorganisation du système politique. Le troisième échelon de cette échelle est le parti national-fédéraliste qui demande une fédéralisation de la structure de l'Etat afin que la communauté représentée puisse avoir un Etat régional au sein d'une fédération pour prendre en charge ses affaires. Le quatrième échelon est le parti euro-fédéraliste qui demande une réorganisation radicale de l'Etat, incluant d'un côté l'indépendance du territoire désigné de la communauté représentée et de l'autre l'inclusion de ce nouvel Etat dans l'Union Européenne comme membre de plein droit. Il ne s'agit pas de couper tous les ponts avec l'ancien Etat central mais de prendre des distances considérables. Le cinquième échelon, le parti sécessionniste, n'inclut pas d'option d'adhésion à l'Union Européenne mais se limite à la scission de l'Etat préexistant en (au moins) deux parties, dont une sera la patrie de la communauté représentée. Le dernier échelon est le parti irrédentiste, qui demande le rattachement du territoire attribué à la communauté à un autre Etat souverain. Il est classé comme le plus radical car il est le seul dont les revendications ne peuvent en aucun cas être résolues dans le cadre interne de l'Etat et demandent au minimum l'intervention d'un second Etat (celui à qui le territoire doit potentiellement être rattaché) et généralement une série de médiateurs.

Certains de ces types sont plus fréquents que d'autres. Les partis irrédentistes sont devenus rares car leur légitimité est toujours douteuse et ne profite pas de l'histoire des partis irrédentistes des minorités allemandes de l'Entre Guerres, qui ont été de grands facilitateurs

de l'expansion fasciste. De l'autre côté de l'échelle les partis porte-parole sont généralement de taille très restreinte, ce qui rend leur analyse impossible à partir d'enquêtes d'opinion sur échantillon national. Nous tentons néanmoins de maximiser la variance sur cette échelle afin de ne pas nous limiter à un sous-ensemble trop fortement défini de partis ethno-régionalistes. Notre but est de prendre en compte toute la famille politique.

◊ **Partis limites et partis claires dans le jugement professionnel**

Nous allons aussi maximiser la variance sur le plan de l'inclusion sur la liste des partis ethno-régionalistes que De Winter fournit. Il y a les partis qui font assurément parties de ces listes et sont de véritables partis ethno-régionalistes, mais nous désirons aussi prendre en compte les cas limites. Des partis qui comportent une certaine dimension ethno-régionaliste mais qui ne sont pas toujours perçus comme tels ou bien ne sont pas perçus comme uniquement ethno-régionalistes peuvent nous renseigner sur la frontière. Il s'agit de partis qui satisfont généralement dans leur programme et leurs déclarations politiques le critère relativement large de De Winter, mais qui ne se caractérisent pas uniquement par cette partie de leur programme. Dans la vision externe l'aspect ethno-régionaliste du programme peut même complètement disparaître. Nous avons néanmoins voulu inclure un échantillon de partis, car la définition de De Winter ne comporte aucune clause limitative exigeant que la poursuite d'un règlement institutionnel sur la base identitaire soit l'unique ou même la principale politique d'un parti pour qu'il soit considéré ethno-régionaliste. Cette variance pourrait nous permettre de déterminer la frontière de l'électorat ethno-régionaliste et de déterminer si un critère plus strict doit compléter le critère de Winter.

◊ **Systèmes partisans: bipartisme et multipartisme**

Le troisième critère sur lequel nous recherchons un maximum de variance est le système partisan. Notre but est d'obtenir au moins un cas de système clairement bipartisan, un cas de système complètement multipartisan et un autre cas de système intermédiaire. Le but de cette diversité est de rendre compte des différences d'alignement qui émergent à partir du type de concurrence qui existe en fonction de la structure des systèmes partisans. D'un côté un système bipartisan force les deux partis principaux à des coalitions relativement larges, ce qui estompe souvent les différences idéologiques par une course au centre, comme l'a constaté Downs[156]. Dans le cadre d'un système bipartisan il reste néanmoins, au moins au niveau de

156 DOWNS, Anthony. *An economic theory of democracy*. New York (NY), Harper and brothers, 1957. 310 p.

l'électorat, des tiers partis qui peuvent capter des électeurs. Ces partis attirent ceux que les deux partis majeurs rebutent. Ils peuvent varier dans leur composition, allant de partis aussi larges que les deux grands partis à des structures idéologiques extrêmement concentrées. En dehors de périodes de réalignement potentiels ou réels, ces partis sont généralement idéologiquement relativement définis comme le montrent Stevenson[157] et Lees[158]. Stevenson montre qu'avant d'avoir une perspective de pouvoir remplacer les Travaillistes, les Libéraux (puis l'Alliance) au Royaume-Uni avaient une assez forte cohérence idéologique. Lees a eu une analyse comparable lors des élections de 1964 tout en insistant sur la composante du charisme personnel des députés déjà à Westminster (ce qui n'était le cas que pour quelques Libéraux mais pas pour les nationalistes).

Dans le cas d'un système multipartisan, les structures idéologiques sont tendanciellement nettement plus cohérentes car la force d'un parti découle de la mobilisation fiable de sa base électorale. Il en résulte un profil idéologique plus clair et moins une course vers le centre qu'une concentration sur la base électorale stable, comme l'a décrit Duverger[159]. Dans un système multipartisan l'électeur vote généralement pour un profil idéologique et moins pour un gouvernement spécifique, qui est plutôt le résultat de tractations entre élites une fois les résultats connus. Les cas les plus extrêmes sont les sociétés fortement structurées qui reproduisent sur le plan politique les clivages et autres lignes de fracture du tissu social. La gestion de ces systèmes multipartisans stables a été analysée de façon très détaillé par Lijphart à partir du modèle Néerlandais[160]. Celui-ci dans sa stabilité partisane et sa cohérence idéologique et sociale a longtemps été un parfait exemple d'un système multipartisan et son instabilité croissante depuis les années 1980 montre aussi l'évolution que peut prendre un système multipartisan. Le type du multipartisme complètement instable ne sera néanmoins pas présent dans notre analyse car il contrevient au critère d'absence de réalignement pendant notre période.

Les types intermédiaires de systèmes partisans évoluent généralement entre les alliances larges centristes et les groupes socialement et idéologiquement soudés. Nous n'en ferons ici pas de typologie mais noterons le type du système partisan lors de la description d'un cas concerné.

157 STEVENSON, John. *Third party politics since 1945: liberals, alliance and social democrats*. Oxford (UK), Blackwell, 1993. 157 p.

158 LEES, J. D. Aspects of third-party campaigning in the 1964 General Election. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 29. No.1 (Winter 1965-66), p.83-90

159 DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Colin, 1951. 476 p.

160 LIJPHART, Arend. *The politics of accomodation : pluralism and democracy in the Netherlands*. Berkeley (CA), University of California Press, 1968. 222 p.

◊ **Positions diverses dans le système partisan**

Nous désirons non seulement avoir une grande variabilité des systèmes partisans mais aussi de la position que nos cas d'étude occupent au sein de système. Cette variance a pour but de bien isoler comme point commun ce qui a trait au caractère ethno-régionaliste, indépendamment de la position dans le système partisan. Elle vise aussi à pouvoir distinguer à quel point la position dans le système partisan a une influence sur la structure de l'électorat.

Nous désirons donc trouver un large éventail de partis. En premier lieu un parti clairement exclu du système politique qui remplisse le rôle de parti anti-système. Ce parti de par sa position aurait le potentiel de regrouper les déçus du système et de la politique entreprise. De l'autre côté un parti extrêmement intégré en tant que parti dominant d'un système partisan aurait un profil attendu diamétralement opposé rien que par sa position. Il regrouperait tous les piliers du système et ceux qui sont généralement satisfait de la politique du gouvernement. Ces deux cas extrêmes de partis hors système et de partis dans le système ont une structure sociale mais aussi idéologique potentiellement très variable, rien que par le rôle qu'ils jouent dans leur système politique. Mais il y a aussi d'autres positions de partis, comme celle des partis de gouvernement potentiels, qui même sans avoir exercé le pouvoir jusqu'à présent se trouvent en positon de pouvoir participer ou diriger un gouvernement à plus ou moins brève échéance. Des partis de ce type sont en voie d'intégration dans le système et peuvent comporter des composantes de chacun des types extrêmes. Une autre possibilité serait un parti qui alterne au pouvoir sans être dominant. Ce parti serait nettement plus proche du parti dominant mais pourrait dans ses périodes oppositionnelles attirer une partie de l'électorat anti-gouvernemental comme un parti protestataire. Devant les variantes dont regorge le positionnement au sein du système, nous devons faire le choix d'une large diversité qui n'exclue ni les positions les plus extrêmes, ni les positions centrales.

◊ **Large spectre sur l'échelle gauche-droite**

La variance maximale s'applique aussi au programme et à l'orientation des partis en dehors de la sphère ethno-régionaliste. Nous désirons prendre en compte autant de différentes positions possibles. Nous avons deux raisons pour cette décision.

D'un côté la diversité doit permettre de limiter et illustrer les effets de leur autre positionnement politique sur la structure de l'électorat, de l'autre elle servira à dégager les caractéristiques communes.

Côté diversité, nous garderons toujours en référence les autres partis ethno-régionalistes comme référence. Nous verrons la conjonction entre différents aspects programmatiques et un positionnement ethno-régionaliste. Cela pourra nous indiquer si électoralement il y a fondamentalement une différence entre un ethno-régionalisme de droite ou de gauche. Il y a aussi la possibilité d'effets de fusion de certaines thématiques, qui permettent la vision d'un parti qui associe de façon presque organique ses revendications ethno-régionalistes et le reste de son programme non seulement au plan rhétorique mais d'une façon qui permette une véritable interpénétration des thématiques dans l'esprit des électeurs.

De l'autre côté la diversité du programme politique nous permet d'accentuer les points communs entre les électeurs découlant de l'orientation ethno-régionaliste. Si les électeurs se ressemblent même entre partis de gauche et partis de droite à travers leur positionnement ethno-régionaliste, le caractère ethno-régionaliste joue vraiment un rôle pour la décision des électeurs et n'est pas seulement toile de fond d'une décision « plus sérieuse » sur l'orientation politique. Ce qui restera en points communs après la soustraction des différentes composantes du programme non-ethno-régionaliste sera une essence concentrée de ce qui fait un électeur ethno-régionaliste.

Afin de rendre compte de la diversité et de l'unité nous cherchons donc un parti de droite conservatrice ou libérale classique, un parti d'une gauche social-démocrate ou socialiste classique, mais aussi des partis moins associés à ce clivage classique. Schweisguth a mis en valeur[161] une autre ligne de fracture. Il s'agit de partis sur une ligne de séparation entre les culturellement ouverts (tendanciellement les partis de la gauche libertaire tout comme les écologistes) et les culturellement fermés (droite populiste et autoritaire). Avec ces quatre types de partis nous aurons un échantillon assez large des différentes orientations des partis en Europe Occidentale.

◊ **Partis de tailles différentes**

Nous désirons aussi une certaine variance de la taille des partis afin de pouvoir constater si ele induit des effets de composition. L'effet que nous devons prendre en compte sur ce point est l'agrégation de différents groupes politiques lors de la croissance du parti. Il est plus probable de trouver un parti relativement homogène et cohérent lorsqu'il est de petite taille car il n'est pas nécessairement composé d'une alliance large et peut se limiter à en appeler à une minorité de l'électorat. Un parti plus large, de son côté, a l'appui de tranches plus importantes de la

161 SCHWEISGUTH, Etienne. La montée des valeurs individualistes. In *Futuribles*, Paris. No. 200 (juillet-août 1995), p. 131-160

population et aura tendance à aussi faire appel à une audience élargie dans son programme et sa communication. Pour cette raison nous pouvons nous attendre à une structure plus concentrée dans l'électorat d'un petit parti que dans celui d'un parti de taille importante. Pour notre étude nous cherchons donc une certaine différence dans la taille des partis pour avoir une idée des effets de taille dans la composition des électorats ethno-régionalistes. Cette différence ne sera pas maximale car nous devons nous limiter à des partis ayant suffisamment de poids pour être discernables dans un sondage d'opinion. Cette taille pourra néanmoins varier d'un petit parti classique, qui récolte entre 5% et 15% des suffrages là où il présente des candidats, à des partis qui ont un potentiel majoritaire de 40% ou plus des suffrages exprimés.

Quittant maintenant les critères qui sont attachés aux partis, nous avons à tenir compte de la diversité des cadres sociaux qui entourent ces partis et des sociétés dont sont issus nos partis.

◊ **Partis issus de pays divers**

Nous devons en premier lieu prêter une attention particulière à ce que nos cas proviennent de plusieurs pays et si possible avec une certaine diversité entre eux. S'il est intéressant de constater les différences que peuvent prendre les mobilisations ethno-régionalistes au sein d'un seul système politique et social donné, néanmoins notre approche comparatiste oblige à prendre un angle plus large. Nos cas devrons donc représenter une certaine diversité de contextes nationaux.

Le but de cette diversité est de nous affranchir des biais culturels que peuvent induire les cas nationaux qui partagent une trop longue histoire commune, et qui ne seraient aucunement représentatifs du reste de la région étudiée. Nous ne prétendons pas englober toute la diversité culturelle que peut représenter une aire aussi diverse que toute l'Europe Occidentale. Nous tenterons néanmoins d'aller au-delà d'une seule composante de l'aire, et, à travers des points de mesure distribués à travers l'espace d'étude, de donner une vision suffisamment diversifiée. Afin de réaliser cette diversité nous prendrons en considération des pays situés différemment dans le tableau synthétique de Rokkan[162] , en tentant de disposer de centres majeurs et d'Etats tampons d'une part et autant que possible de pays à visée continentale tout autant qu'à visée marine ou ultramarine dans leur extension. Ceci permet d'éviter de prendre en compte des pays différents mais de contexte culturel et historique si proche que leur comparaison est presque ne serait pas véritablement une comparaison mais une simple duplication d'un cas.

162 ROKKAN, Stein, URWIN, Derek, AAREBROT, Frank H. *Centre-Periphery structures in Europe: an ISSC workbook in comparative analysis*. Frankfurt (Main) (DE), 1987. 482 p.

◊ **Différentes vision de la communauté à défendre**

Il y a encore un autre critère d'élargissement de la sélection des pays à considérer, nous désirons des contextes de mobilisation du mouvement ethno-régionaliste divers. Car si De Winter nous indique que ces partis revendiquent une différence fondamentale ne pouvant être comblée de façon simple, il n'y est pas fait mention du type de différence.

Notre définition simple est de considérer que cette différence est une différente d'allégeance nationale, mais cette identité a besoin d'un fondement. La description de ce fondement peut se limiter à une différence perçue par rapport à la société majoritaire, comme le décrit Gellner pour la Ruritanie. On peut aussi y trouver un fondement non seulement subjectif mais objectif comme dans le cas d'une mobilisation sur des bases ethniques dans la théorie de Smith ou un fondement encore plus matériel à partir de l'histoire du pays et des relations centre-périphérie comme dans la construction nationale de Rokkan. Nous nous concentrerons sur des aspects matériels et émotionnels dans cette recherche de diversité, afin de ne pas nous limiter à un seul point de genèse de mouvement de revendication ethno-régionaliste. Se limiter à un seul chemin de mobilisation pourrait nous focaliser sur les parties les plus caractéristiques du chemin de mobilisation choisi et obstruer les parties qui seraient communes à toutes les formes de genèse du mouvement une fois qu'il a atteint le niveau d'un parti avec un succès mesurable. La diversité sur ce point servira d'un côté à isoler les effets à partir d'un certain type de mobilisation et de l'autre contribuera à dégager les constantes de différents types de mobilisation.

◊ **La langue**

La ligne de fracture la plus visible et la plus souvent employée pour justifier une frontière nationale est celle de la langue. L'argument développé tient généralement au fait qu'une langue exprime une tradition de vie et un univers de réalité sociale. Ces traditions et cette réalité engendrent une structure sociale qui est différente de celle de la culture majoritaire et peut très facilement servir de base à une véritable formation de clivage dans le sens Rokkanien, s'il n'y a pas de structures qui transcendent cette division et créent une société bilingue (avec les instabilités qu'impliquent souvent ces constructions).

La différence de langue n'est néanmoins pas une variable dichotomique, il n'y a pas que l'option d'une langue commune ou de deux langues distinctes. Il y a la possibilité de différents dialectes mutuellement intelligibles ou de différences dans le langage oral courant avec une

langue écrite commune. La locution des Ruritaniens dans l'exemple de Gellner en est une parfaite illustration. La forme plus rurale de la prononciation d'un idiome commun aux métropolitains et aux ruraux a mené à une identification extérieure (par les métropolitains) de la prononciation rurale comme étant celle d'étrangers. Cette ascription a donné lieu au développement d'une identité distincte à partir de cette différence supposée de langue.

Il y a aussi la possibilité de langues nettement plus éloignées jusqu'au point où les deux langues concernées font parties de deux familles linguistiques différentes.

De plus il se peut qu'il y ait des différences de langue mais qu'elles n'aient pas joué de rôle dans la mobilisation ethno-régionaliste. Ceci peut avoir plusieurs raisons. Il se peut que les différences au sein de la communauté ethno-régionaliste soient au moins aussi importantes que la différence de certains idiomes par rapport à la langue « standard » du centre. Il est aussi très possible qu'une autre différence ait été nettement plus importante pour la mobilisation en éclipsant le sujet linguistique.

Pour notre étude nous cherchons donc au moins un cas pour lequel la différence de langue est une caractéristique principale de l'impossible gestion centralisé des besoins de la communauté et au moins un cas où l'aspect linguistique ne joue pas de rôle.

◊ Le rôle dans la formation des Etats européens

La deuxième ligne de fracture sociale est à la base aussi ancienne que la première et figure dans la structure du tableau récapitulatif de l'histoire européenne de Rokkan[163]: il s'agit des changements religieux et de leur diversité entre différentes communautés. En Europe occidentale cette ligne de fracture se situe généralement au sein de la religion chrétienne. Si nous nous limitons à l'Europe occidentale nous avons en théorie deux confessions dominantes: le catholicisme romain et le protestantisme. Dans le tableau de Rokkan la présence de l'une ou l'autre confession résulte en premier lieu de l'apparition de la Réforme puis de l'avancement de la Contre-Réforme qui telles des périodes de glaciations ont laissé leur moraines dans la structure de l'Europe occidentale. Ajoutons à ce tableau un effet que Rokkan prend en compte nettement plus tard et situe plus dans le débat interne des pays une fois formés: la lutte sur le rôle de l'Eglise et de l'Etat qu'il situe davantage dans les clivages internes que dans les effets de structure dans la formation des Etats. Nous devons aussi ajouter que sous certaines conditions différentes interprétations du Protestantisme peuvent donner lieu à des ruptures importantes entre deux groupes qui de prime abord sont protestantes.

163 ROKKAN, Stein, URWIN, Derek, AAREBROT, Frank H. *Centre-Periphery structures in Europe: an ISSC workbook in comparative analysis*. Frankfurt (Main) (DE), 1987. 482 p.

Depuis la Paix de Westphalie (1648) le principe du *cuius regio eius religio* veut que le souverain décide de la religion de ses sujets (ou des limites d'une tolérance religieuse) afin de mettre fin aux guerres de religion. Cette tradition a encore accentué le potentiel de fondation de mythe moteur national à partir d'une religion partagée mais distincte de l'autre significatif (la population frontalière sous la domination d'un souverain de confession différente).
Notre but sera d'étudier des partis aussi bien dans des contextes où une différence religieuse joue un rôle important dans la mobilisation locale, voire est au cœur du mythe moteur régional, mais aussi de régions où il n'y a pas de différence religieuse marquée ou où celle-ci ne joue pas de rôle très important. Il ne s'agit pas seulement de noter les groupes religieux au sein de l'électorat mais aussi de voir si l'importance du sujet religieux a une incidence sur la mobilisation régionaliste en fonction de l'intégration à la communauté religieuse centrale du mythe moteur.

◊ **Les liens entre centre et périphérie**

Le troisième aspect du pays réside dans l'histoire antérieure entre « la patrie » que revendique la mobilisation ethno-régionaliste et le centre politique et administratif dominant (le centre).
Généralement nous pouvons constater trois types de situation de la patrie antérieurement à son incorporation. Le plus simple est celui du concurrent du centre. Il s'agit dans ce cas d'un ancien Etat souverain qui avait un certain pouvoir et pouvait prendre une position tantôt d'adversaire tantôt d'allié du centre mais qui dans tous les cas était une entité avec qui il fallait compter dans le jeu des nations. Son pendant direct est le manque d'organisation politique. Dans ce cas le territoire qui représente la patrie ethno-régionaliste n'avait pas d'existence étatique autonome et unique avant son incorporation mais consistait soit en un nombre important de petites entités plus ou moins souveraines soit en une situation de désorganisation complète plus ou moins anarchique. Ces entités ne représentaient ni des alliés ni des adversaires sérieux pour le centre mais soit un risque militaire (par raids ponctuels ou autres incursions) soit un espace sans grand intérêt (sans valeur stratégique). Le troisième type est un cas intermédiaire d'un Etat client ou d'un Etat tampon entre le centre et un autre centre qui a été incorporé au fil du temps.
La seconde variable sur cet axe est la forme de l'incorporation qui à la base peut être confrontative et violente (guerre ou annexion) ou consentante et pacifique (fédération, union personnelle). Bien qu'il s'agisse ici plus d'idéaux types que de réalités, nous assumerons que ces deux processus sont les seuls chemins possibles.

L'importance d'observer une certaine diversité de cas sur ce point vient des options que chacune des six configurations potentielles ouvre pour la création d'un mythe moteur régional. D'un côté un Etat concurrent entré de façon pacifique et négociée dans le giron du centre a de fortes chances d'avoir conservé des institutions politiques distinctes garanties par un traité (ou la constitution) qui peuvent servir de noyau à la création d'un mythe autour des représentations de ces institutions. Dans le cas d'une situation atomisée avant l'incorporation il est à peu près exclu qu'il ait existé et subsiste encore des institutions antérieures à l'incorporation (sans grande importance du mode d'incorporation), le mythe moteur ne pourra donc selon toute probabilité pas se référer aux « institutions des ancêtres ».

La forme pacifique ouvre aussi le champ de l'interprétation de l'incorporation (de force), ou bien du texte fondateur de l'incorporation (traité, contrat, constitution). Il est possible qu'il soit considéré comme la fondation d'une nation commune du côté du centre, alors que du côté régional il soit plutôt vu comme une alliance entre deux nations distinctes sans action de fusion des nations.

Dans le cas d'un Etat souverain l'histoire de cette entité peut aussi servir de justification à un certain cours politique, soit en tant qu'appel à la grandeur passé (plutôt pour l'Etat concurrent) qui peut mettre en musique un arsenal de valeurs offensives du type fierté, honneur ou devoir, soit dans une approche politique (la bonté de l'ancien roi ou l'action des nobles en tant que représentants de la nation comme lors de la déclaration Arbroath en 1320). Pour l'ancien Etat tampon une référence au pacifisme ou à l'opposition à l'impérialisme peut se coucher dans un appel identitaire à cet aspect d'une histoire réelle ou construite.

De plus l'histoire et les mythes de toute incorporation violente peuvent polariser davantage le débat identitaire.

Devant cette situation il nous paraît important d'observer aussi les différences entre les électorats des différents partis ethno-régionalistes sous l'aspect du caractère de la patrie qu'ils revendiquent et de la façon dont celle-ci a rejoint le giron de l'Etat auquel elle est actuellement rattachée. Il serait utile de trouver au moins un cas d'incorporation violente et non violente et au moins un Etat souverain et une situation désorganisée.

Il sera intéressant de noter si l'influence du potentiel historique des patries a une influence importante sur l'orientation idéologique de l'électorat en son ensemble, comme par exemple une plus forte polarisation identitaire en cas d'incorporation violente qu'en cas de fédération négociée et pacifique (avec une divergence sur l'interprétation possible).

Nous n'aurons donc pas uniquement une vision de cas relativement semblables mais davantage des cas qui au sein des limites de la comparabilité auront une large variance, aussi bien dans le cadre du parti et de son système partisan que dans la variabilité du contexte du pays et du mouvement identitaire duquel ils se réclament.

Avant de présenter les cas que nous avons retenus pour notre analyse nous devons néanmoins encore faire quelques remarques d'ordre pratique à propos de notre choix des cas qui ne sont pas principalement issus de considérations théoriques mais qui ont partiellement une incidence théorique.

2.1.2.4. La pérennité sur la période d'étude

Le premier caractère que nous demandons à nos cas est une certaine pérennité des partis sur la période étudiée, principalement pour pouvoir maintenir la prémisse de l'unicité de la période.

Cette pérennité exige en premier lieu que le parti ait existé sur l'intégralité de la période (1991-2003). Même si nous ne disposons pas de données à chaque point de ce continuum, il est nécessaire qu'il ait été possible de faire une mesure à n'importe quel moment pour pouvoir assumer que la période soit unique.

Il ne peut donc y avoir de parti qui cesse d'exister pendant la période même si sur la partie étudiée il satisfait aux critères scientifiques et pratiques. Il y aurait dans ce cas une dynamique descendante menant à une fin qui ne pourrait en aucun cas être étudiée comme une période statique où il n'y a que peu de changements entre le début et la fin de la période.

Il ne peut pas non plus y avoir de parti fraîchement créé pendant ou même juste avant la période d'étude. Pour comprendre les risques que pose l'analyse de partis en formation, nous pouvons observer le cas des partis Verts au moment de leur création. Vialatte[164] a décrit les mouvements au sein de partis pendant les premières années qui se sont souvent caractérisés par des revirements politiques importants et des effets de réalignements internes. Les partis sont généralement institutionnellement et électoralement instables. Les données recueillis sur les sympathisants d'un parti trop jeune ne peuvent donc être considérées comme faisant partie d'une même situation sur une période aussi longue.

Nous ne pouvons non plus inclure, pour les mêmes raisons, des partis ayant subi des modifications importantes de leur structure, du type d'une scission majeure ou d'une fusion

164VIALATTE, Jérôme. *Les partis verts en Europe occidentale*. Paris, Economica, 1996. 306 p.

avec une autre entité (parti ou autre) de taille non négligeable. Dans ce cas nous aurions assisté au sein du parti aux mêmes effets que nous avons exclus au niveau du système partisan sur la période d'étude: un réalignement majeur. Une scission est généralement le résultat d'un désaccord profond entre deux groupes (ou plus). Une fois que la dissidence a quitté le parti on assiste généralement à une réorientation programmatique du parti restant qui peut s'apparenter à une dissolution/ refondation. L'exemple de scission le plus flagrant au sein des partis ethno-régionalistes est la crise finale de la *Volksunie* en 2001. Après la confrontation et la scission, la partie majoritaire du parti a formé un nouveau parti (*Nieuw-Vlaamse Alliantie*, N-VA) qui sur le plan du programme s'est réorienté vers la droite et la minorité a formé un parti qui s'est réorienté plus à gauche (feu *spirit*[165]). Même la majorité qui a pu garder la presque totalité de l'infrastructure et des moyens a évolué à un point tel qu'il n'est pas possible de la considérer comme identique au parti en début de période et en conséquence ne permet pas d'assumer cette identité pour son électorat. La fusion n'est pas moins complexe, comme le montre un exemple un peu plus ancien qui est la fusion au Québec en 1968 du *Mouvement Souveraineté-Association* (MSA) et du *Ralliement National* (RN) pour donner naissance au *Parti Québécois* (PQ). Le parti résultant était très différent du mouvement à enjeu unique qu'était le MSA mais aussi nettement plus progressiste que le RN, largement inspiré des théories du Crédit Social. Le PQ n'était pas une simple prolongation du MSA mais une véritable nouveauté sur la scène politique. Ses partisans ne peuvent pas ex ante être considérés comme identiques à la somme des partisans du RN et du MSA.

En pratique chacune de ces situations pourrait être intégrée en cas de forte continuité politique générale, si dans une analyse séparée on pouvait montrer que la composition des électorats n'a pas varié de façon significative au fil des évènements, ou à partir d'une analyse détaillée de l'évolution des électorats en question qui donnerait une estimation des effets de réalignement qu'on pourrait compenser par des moyens statistiques. Devant la taille des échantillons et la complexité de la méthode ceci n'est pas réaliste pour le design que nous avons choisi.

La dernière pérennité demandée est celle de la participation aux élections aux différents échelons pertinents (national et régional surtout, le local n'étant pas indispensable). La raison pratique de cette exigence est que la presque totalité de nos enquêtes ont eu lieu dans un contexte électoral (généralement post-électoral). C'est pourquoi une des questions à partir desquelles nous allons déterminer si un enquêté fait partie de l'électorat ethno-régionaliste est

165 Spirit= **S**ociaal **P**rogressief **I**nternational **R**egionalistisch **I**ntegraal-democratisch **T**oekomstgericht (~ social, progressif, international, régionaliste, totalement démocratique, orienté vers l'avenir)

la restitution du dernier vote. Un parti qui n'a pas présenté de candidats à cette élection ne pourra donc pas être mentionné et nous perdrons un outil principal de sélection de nos observations. Nous disposons d'une question utilisée de façon préférentielle qui demande aux enquêtés de nommer le parti duquel ils se sentent le plus proche ou le moins éloigné. Néanmoins la liste directement proposée à l'enquêté n'inclut à la base que les partis actifs et significatifs lors de la dernière élection. Il ne serait pas impossible d'enregistrer une préférence pour un parti n'ayant pas participé à l'élection en question mais il faudrait que l'enquêté suggère lui-même le nom du parti. Ceci est absolument pensable pour un fervent supporter de la cause du parti mais serait peu probable pour un électeur plutôt périphérique. Nous aurions donc un effet de sélection au sein de l'électorat (de plus potentiel) qui fausserait nos résultats. Nous ne pourrons donc inclure des observations pour un parti qui n'a pas participé à une élection pour laquelle nous disposons d'une enquête.

2.1.2.5. Un timing proche sur la période d'étude

Nous avons déjà noté qu'une certaine situation politique (actualité non frénétique) a des avantages pour l'analyse comparée des électorats ethno-régionalistes. Pour des raisons pratiques nous devons encore restreindre ce critère. Notre période d'étude couvre de façon active une période qui est plus proche d'un demi-cycle politique national que d'un cycle complet, ce qui implique certains risques de (dé-)synchronisation. Nous profitons de ce que les partis ethno-régionalistes ne sont généralement pas les partis dominants au niveau national et en conséquence ne sont pas complètement dépendant du cycle politique national.

Nos cas devront tous être non seulement à la même position dans le débat politique en ce qui concerne la question ethno-régionaliste mais aussi jouir d'une conjoncture comparable donc tous voir leur sujet et le soit prendre de l'importance ou se rétracter. Devant l'analyse de Stevenson des partis mineurs au Royaume-Uni[166] nous préférons des partis en légère expansion car ce mouvement permet de voir l'influx de nouvelles générations alors que les phases descendantes ne font que retracer la période antérieure et la survivance de cette époque. Nous désirons donc avoir des partis en conjoncture généralement favorable et avec le contexte d'actualité favorable mais pas excessive.

166STEVENSON, John. *Third party politics since 1945: liberals, alliance and social democrats*. Oxford (UK), Blackwell, 1993. 157 p.

2.1.2.6. Considérations pratiques relatives à la méthodologie choisie

Les derniers points à considérer sont uniquement pratiques et en partie assez banals.
En premier lieu la patrie que chaque parti ethno-régionaliste revendique et sur laquelle il se présente aux suffrages doit avoir une taille suffisante pour d'un côté apparaître dans une enquête nationale et de l'autre côté être perceptible pour le débat politique national, même en dehors du contexte de cette patrie. La première partie concerne la pratique des sondages qui se trouvent être généralement faits à partir de l'échelle nationale et non de la patrie revendiquée. La deuxième (la présence du sujet en dehors de la patrie) est nécessaire pour que des items identitaires puissent faire leur entrée dans le questionnaire national. La taille minimale d'un échantillon à un point de mesure utile pour notre enquête sera de l'ordre d'une centaine d'enquêtés faisant partie de l'électorat ethno-régionaliste. Cette frontière nous permet d'avoir une chance réelle de distinguer si une enquête est avec une certaine assurance statistique en accord avec la relative stabilité que nous devons supposer pour traiter notre période comme une unique période dans le cadre de l'hypothèse de période unique. Un échantillon nettement moins important comporterait le risque que même des variations très importantes puissent être simplement le résultat du hasard ou du moins ne pourraient être réfutées comme aberrantes parce que les différences seraient insuffisantes pour satisfaire certains test statistiques.
En second lieu le parti doit bien participer à toutes les élections, aussi bien au niveau infra-national (généralement région ou autre entité intermédiaire) que national qu'international (élections européennes). Ceci est une considération pratique pour ne pas avoir à vérifier pour chaque enquête si le parti a bien participé à la dernière élection et à la suivante. Il y a aussi un effet d'accoutumance. Si l'enquêté peut supposer que quelque soit l'élection il trouve l'étiquette du parti sur son bulletin (ou un bulletin pour ce parti en fonction des traditions locales) il peut sans problème se déclarer partisan de ce parti alors que dans le cas contraire il a naturellement besoin d'un parti de recours en cas d'absence du parti ethno-régionaliste sur le bulletin.
Une autre exigence est que les partis ethno-régionalistes étudiés soient aussi perçus comme de véritables partis et non seulement comme la coterie d'un chef. Ceci n'a aucune raison théorique, cette forte personnalisation pourrait même être d'un grand intérêt, mais uniquement pratique: les questions permettant de déterminer le profil de l'électeur seraient dans le cas de

la coterie fortement centrées sur le profil du leader et nettement moins sur le profil programmatique. Dans une optique comparative le profil associé à un leader politique donnerait une analyse très différente de celle que nous tentons d'établir.
La dernière exigence a trait aux questionnaires des différentes enquêtes. La méthode d'analyse des correspondances multiples spécifique fonctionne le mieux avec des variables qualitatives. Les variables d'échelle peuvent faire l'objet d'une analyse en ACM spé. à condition que chaque degré ait une signification propre et que le nombre de degrés soit limité. Une échelle de Likert en quatre ou cinq positions permet généralement cette interprétation, une échelle numérique (supposée tempérée) en dix (ou plus) de positions caractérisées uniquement par un chiffre ou une lettre (type thermomètre des sentiments qui demande d'évaluer les sentiments envers un candidat, parti ou sujet politique sur une échelle de 0° à 100°) se situe en dehors de cette interprétation sauf à procéder à un recodage. Nous devrons donc pour des raisons purement pratiques nous limiter à des cas qui peuvent nous fournir des questionnaires sur les sujets pertinents permettant une interprétation substantielle de chaque modalité de réponse retenue (réponse qualitatives ou échelles de Likert restreintes).

2.2. Présentations des cas

A partir de notre liste de critères nous avons pu retenir quatre cas qui satisfont aux exigences de la comparaison. Nous allons maintenant d'abord présenter l'histoire et la situation des différents cas avant de nous tourner de façon plus détaillée vers les caractéristiques de la comparaison.

2.2.1. Les cas et leur histoire

2.2.1.1. Scottish National Party (SNP)

Le *Scottish National Party* (SNP) a été fondé en 1934 à partir de la fusion de deux partis antérieurs: le *National Party of Scotland* et le *Scottish Party*. Le premier était un parti de

centre gauche et pour l'indépendance, le second s'était formé comme dissidence du parti conservateur Britannique et se déclarait favorable au *Home Rule* (autonomie complète mais au sein de l'Empire). Les deux partis étaient jeunes et politiquement sans importance.

Le SNP reste un parti très mineur jusque dans les années 1960, à l'exception de la période de la Seconde Guerre Mondiale. Son leader de l'époque, Douglas Young, était fortement opposé à l'effort de guerre et tout particulièrement à la conscription. Il justifiait cette opposition par son nationalisme. La guerre était selon lui liée à la défense de l'Empire et correspondait aux intérêts anglais et non aux intérêts écossais. Cela lui a valu d'un côté l'inimitié d'une large partie de la presse de cette époque, le qualifiant d'allié des nazis, mais de l'autre une certaine visibilité politique pour le parti. Le grand succès de cette époque a été l'élection de Robert McIntyre à l'élection partielle à Motherwell (Ville industrielle au Sud-Est de Glasgow) au mois d'avril 1945, aux derniers jours de la guerre. Néanmoins il n'a jamais siégé à Westminster à cause de la dissolution et de l'élection en juillet 1945 juste après la fin des combats en Europe.

Les huit candidats que le SNP a proposé à cette élection n'ont récolté qu'un peu plus de 30.000 voix[167], ce qui n'est que trois fois plus que ce que McIntyre seul avait gagné quelques semaines plus tôt (un peu plus de 11.000[168]). Sa candidature avait donc plus profité d'effets spécifiques comme de la lassitude de guerre et de la trêve électorale entre les partis représentés à la Chambre des Communes que d'un engouement pour le programme et le personnel du SNP. Les élection générales de 1945 (qui avait donné un résultat proche de 1935 pour le SNP) marquent néanmoins un plateau pour la fortune électorale du SNP, qui devra attendre l'élection générale de 1964 avant de pouvoir présenter plus de candidats (15) et recueillir plus de voix (64.000)[169].

Le retour d'un certain succès pour le SNP s'est néanmoins amorcé avant les élections de 1964 générales, à travers deux élections partielles au début du Parlement de 1959. En novembre 1961 l'élection partielle à Glasgow Bridgeton a vu le candidat SNP (Ian McDonald) attirer presque 20% (18,7%) des votes sur son nom dans une élection qui apparemment n'intéressait que peu l'électorat (taux de participation à 42% alors que lors d'élections générales il dépassait de loin les 60%). Hassan et Lynch[170] estiment que sa campagne a montré un candidat jeune et

167 WEBB, Keith, HALL, Eric. *Explanations for the rise of political nationalism in Scotland*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1978. p. 7a

168 HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanac of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. 452 p.

169 WEBB, Keith, HALL, Eric. *Explanations for the rise of political nationalism in Scotland*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1978. p. 7a

170 HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanach of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. p. 338

dynamique qui a su attirer les votes et les commentaires favorables de la presse.

La deuxième élection partielle a eu lieu six mois plus tard en juin 1962 dans la circonscription de *West-Lothian* (à l'Ouest d'Edimbourg). Le candidat SNP (William Wolfe) a pu attirer plus de 20 % (23,3%) des votes alors que le SNP n'avait pas contesté cette circonscription précédemment et que le taux de participation s'était bien maintenu (71% pour l'élection partielle contre 78% à l'élection générale précédente).

Ces deux succès relatifs (dans les deux cas le SNP reste très loin de représenter une menace pour les Travaillistes qui gardent leurs sièges avec des majorités absolues) ont permis de mettre en marche un processus de croissance du parti, qui a permis son établissement sur la scène politique écossaise.

Tableau 2-1 Membres du SNP entre 1959 et 1974[171]

Année	Membres
1959	2000
1962	2000
1965	16000
1968	120000
1971	70000
1974	85000

Il y a eu la croissance structurelle en nombre de membres et en maillage du territoire qui comme le montrent les données qu'a recueillies McAllister[172] n'a véritablement commencé qu'après ces deux élections. Si le nombre de membres stagne entre 1959 et 1962 à 2000 membres, il prend son envol en passant à 16000 membres en 1965 et en multipliant par huit le nombre de sections locales (passant de 20 petites associations à 160). Cette progression a permis les succès de la fin de la décennie.

En 1966 les résultats à l'élection générale restent en progression avec 23 candidats et 128000 voix (5% des suffrages exprimés en Ecosse) sans donner pour autant un seul député.

Le parti connaît sa véritable arrivée sur la scène politique Ecossaise en 1967. D'abord une élection partielle dans la circonscription de Glasgow Pollok donne au candidat SNP plus de 28% des voix dans une circonscription que le SNP n'avait encore jamais contestée[173]. Cette

171 Données émanant de MCALLISTER, Ian. *Party Organisation and Minority Nationalism : A comparative study in the United Kingdom*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1979. p. 13

172MCALLISTER, Ian. *Party Organisation and Minority Nationalism : A comparative study in the United Kingdom*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1979. p. 13

173HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanac of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. p. 159- 162

progression du vote nationaliste a contribué à battre les Travaillistes détenteurs de la circonscription depuis 1964 (et depuis l'élection générale de 1970 jusqu'à son abolition en 2005).

Puis arriva un succès qui allait marquer la politique écossaise: En novembre 1967 les électeurs de la circonscription de Hamilton (Lanarkshire) sont appelés a élire un nouveau député après la démission de Tom Fraser (Travailliste) qui les avait représentés depuis 1943. La circonscription était une forteresse Travailliste, Fraser n'ayant jamais été élu avec moins de 66% des suffrages exprimées. Malgré cela la participation électorale est restée solide à plus de 70%. Winnifred Ewing s'est présenté sous la bannière SNP qui n'avait pas présenté de candidats dans la circonscription en dehors de l'élection générale de 1959 (avec un résultat faible). Le soir du vote Winnifred Ewing a émergé en tête avec une avance de 1800 voix sur le candidat Travailliste alors que la participation était virtuellement identique à celle de l'élection générale. Elle a commenté son succès par une phrase qui on l'a vu allait résonner dans la sphère politique écossaise jusqu'à aujourd'hui « Stop the world. Scotland wants to get on »[174]. Elle devenait par cette élection la première députée SNP à effectivement siéger à Westminster. Bien qu'elle soit battue lors des élections générales subséquentes (en 1970) son expérience parlementaire a été importante pour la visibilité accordée au parti et aux enjeux qu'elle a pu porter en son nom. Il y a même eu une brochure qui regroupait de façon synthétique et commentée les questions qu'elle avait adressées au gouvernement pendant sa première année de députée[175]. Son but semblait assez clairement de donner d'un côté un compte-rendu d'activité détaillé (jusqu'à calculer à combien s'élevait son salaire par question posée en divisant les indemnités de député par le nombre de questions et notant le peu que coûtait de faire entendre une voix écossaise en chambre) mais aussi de clarifier la position du SNP par rapport aux argumentations du gouvernement et de l'administration centrale.

Le nombre d'adhérents connaît à cette époque son apogée avec 120.000 membres en 1968, organisé en 500 associations locales.

Les élections générales de 1970 présentent un portrait contrasté. Pour la première fois le SNP peut présenter des candidats dans presque toutes les circonscriptions écossaises (65 sur 71) et atteint plus de 300.000 voix, ce qui équivaut à 11% des suffrages exprimés en Ecosse. Néanmoins Winifred Ewing perd son siège et le nombre moyen de suffrages par candidat SNP

174 EWING; Winnie. Stop the world: the autobiography of Winnie Ewing. Edinburgh (UK), Birlinn, 2004. 384 p.

175 SCOTTISH NATIONAL PARTY. Scotland v. Whitehall – Winnifred Ewing's black book. Edinburgh (UK), SNP, 1968. 23 p.

baisse de plus de 10%. L'élection donna toutefois au SNP son premier député élu lors d'une élection générale: Donald Stewart était élu dans la circonscription *Western Isles* (Hébrides Extérieures) et pouvait assurer une présence parlementaire continue.

La double élection de 1974 marque l'apogée électorale du SNP. Il double son nombre de suffrages à l'élection (obtenant 633.000 voix) de février et fait élire 7 députés avant d'améliorer encore sa position en octobre avec presque 840.000 voix, ce qui représente plus de 30% des suffrages exprimés en Ecosse et fait élire 11 députés. Ce score sera historique. En proportion de voix il ne sera égalé que lors des élections pour le Parlement Ecossais en 2007 (32%) et en nombre absolue de voix ce niveau ne sera plus atteint. Malgré cela le SNP reste le second parti d'Ecosse en nombre de voix derrière les Travaillistes et troisième en nombre de députés (derrière Travaillistes et Conservateurs). Devant la majorité précaire des gouvernements Wilson et Callaghan (Travaillistes) à Westminster, le SNP a pu exercer un pouvoir considérable sur le débat politique et sur partie des décisions politiques de cette période. Cette situation avait aussi ses risques. Si le SNP a pu mettre ses revendications sur l'agenda il ne maîtrisait aucunement ni le contenu exact ni le calendrier. Si l'on ajoute à cela la relative inexpérience des députés élus et la quasi-absence des membres de la direction du parti au parlement (généralement battus dans des circonscriptions difficiles), la période a été marquée par beaucoup de tensions internes et programmatiques.

Le SNP en tant que parti nationaliste et indépendantiste se trouvait face à un projet de décentralisation restreinte du pouvoir proposé par un gouvernement Travailliste. La députation Travailliste était fortement divisée sur le sujet et toutes les tentatives d'imposer la ligne du gouvernement étaient sans succès. Le résultat était une loi qui instaurait une assemblée délibérative écossaise sans pouvoirs de taxation, avec une liste restrictive de pouvoirs et compétences et soumis au veto du gouvernement central. L'instauration de cette assemblée était par dessus le marché soumis à une décision par référendum demandant une super-majorité de 40% des électeurs inscrits en faveur du projet pour le laisser devenir réalité. Harvie a souligné que cette limite posait, en dehors de son niveau même, le problème que le registre électoral qui a servi au vote référendaire en 1979 n'avait pas subi de révision générale depuis 1974 et par endroits même depuis 1970[176]. La campagne référendaire n'était pas favorable à l'adoption. Elle arrivait lors d'une période d'impopularité record du gouvernement lors du *Winter of Discontent*. Les députés Travaillistes Ecossais étaient généralement peu favorables à la décentralisation et étaient en conséquence peu mobilisés pour la campagne,

176HARVIE, Christopher T. *Scotland and Nationalism : Scottish society and politics 1707 to the present*. 4th ed. London : Routledge, 2004. 278 p.

entraînant avec eux les militants Travaillistes. Les Conservateurs étaient opposés au principe même de décentralisation de pouvoir. Il incombait donc principalement aux Libéraux et au SNP de défendre une loi d'un gouvernement Travailliste impopulaire. Par ailleurs, le SNP était divisé sur ce sujet entre les modérés qui voyaient l'assemblée comme une étape et les plus radicaux qui n'y voyaient qu'une tactique pour diluer la mobilisation pour l'indépendance[177].

Le résultat fut serré. La participation était de 63,8%, ce qui était légèrement supérieur à la participation lors du référendum sur la Communauté Européenne en 1975. Le résultat était de 51,6% en faveur du projet et 48,4% contre. Ceci correspondait à environ 33% de l'électorat en faveur de la proposition, ce qui aux termes de la loi était insuffisant pour l'application de la loi.

En conséquence le gouvernement Travailliste décida de ne pas aller de l'avant avec la loi, avec pour conséquence que le SNP décida de ne plus soutenir le gouvernement. Le 28 mars 1979 une motion de défiance fut votée avec l'appui des députés SNP. La chute du gouvernement donna lieu à l'élection générale de 1979.

177LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

Tableau 2-2 Performance électorale du SNP lors des élections générales britanniques[178]

élection	nombre de voix	pourcentage des suffrages	députés élus
1935	29517	1,3	0
1945	30595	1,2	0
1950	9708	0,4	0
1951	7299	0,3	0
1955	12112	0,5	0
1959	21738	0,8	0
1964	64044	2,4	0
1966	128474	5,0	0
1970	306802	11,4	1
1974 (F)	633180	21,9	7
1974 (O)	839617	30,4	11
1979	504259	17,3	2
1983	331975	11,8	2
1987	416873	14,0	3
1992	629564	21,5	3
1997	622260	22,1	6
2001	464314	20,1	5
2005	412267	17,7	6

L'élection de 1979 fut un désastre pour le SNP. Seul deux députés réussirent à voir leur mandat renouvelé. Le SNP perdit plus du tiers de son électorat (il récolta 500.000 voix) et tomba à un peu de plus de 17% des suffrages exprimés en Ecosse.

Une petite consolation arriva avec les premières élections directes au Parlement Européen où Winnifred Ewing arriva à prendre la circonscription des *Highlands and Islands* et à maintenir une présence SNP à Strasbourg (où elle avait déjà siégé en tant que déléguée du Parlement Britannique depuis 1975). Elle garda le siège jusqu'en 1999. Durant cette longue vie parlementaire elle acquit le sobriquet de « Madame Ecosse » en tant que défenseur la plus éloquente et audible des intérêts Ecossais. Elle permit aussi de garder le parti en contact avec le niveau de décision européen, ce qui n'est pas entièrement étranger à l'évolution programmatique vers l'euro-fédéralisme.

Les années 1980 furent marquées par des batailles internes entre modérés et radicaux, entre

178Les données sont issus de HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanac of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. sauf
1935: WEBB, Keith, HALL, Eric. *Explanations for the rise of political nationalism in Scotland*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1978. 59 p.
2001: http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/vote2001/results_constituencies/uk_breakdown/scotland_1.stm
2005: http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2005/html/region_7.stm

gauche et droite, anciens et jeunes. Brand[179] a décrit cette période comme un conflit générationnel entre une ancienne élite du parti qui ne voulait pas prendre position sur les enjeux économiques, ne pas s'associer avec d'autres partis et ne pas faire de compromis sur l'indépendance et une jeune génération idéologiquement de gauche et plus ouverte aux compromis, aussi bien sur l'accession à l'indépendance que sur la coopération avec d'autres partis.

Cette vision doit néanmoins être nuancée à la lecture de l'histoire du SNP par Lynch[180] . celui-ci rappelle d'autres lignes de conflit qui compliquent la situation beaucoup plus que ne le laisse entendre Brand. Tout comme les Travaillistes, le SNP a été confronté à la question de l'action politique non-conventionnelle à travers les tendances dites militantes qui prônaient une résistance plus visible aux politiques conservatrices que le simple jeu parlementaire. La jeune élite de Brand se trouvait ici du côté militant, comme lors de l'incident qui mit pratiquement fin au mouvement de désobéissance civile contre les politiques du gouvernement conservateur[181]: Un groupe de six militants SNP (dont Jim Sillars, l'icône de la tendance militante) tenta en octobre 1981 d'entrer par effraction dans le bâtiment qui aurait dû être le siège de l'assemblée Ecossaise et d'y lire un discours sur l'action d'un gouvernement écossais face au chômage. Ils furent arrêtés avant de pouvoir lire le discours.

Le refus de ce type de militantisme a pour une large partie contribué à la dissolution par le congrès de 1982 du *79 Group,* qui regroupait sous la bannière de « nationalisme, socialisme, républicanisme » ceux qui s'opposaient le plus catégoriquement à la position plus centriste et maximaliste des élites anciennes. Par la suite quelques membres du *79 Group* furent expulsés , dont certains retournèrent au parti dans l'année.

La bataille des idées n'avait pas trouvé de solution. L'activité non-conventionnelle perdait de l'importance et était presque morte. Sur l'orientation politique générale le positionnement restait largement fidèle aux années 1970 avec une social-démocratie tempérée, très loin d'un socialisme affirmé ou d'une position de renvoi de toute question ne portant pas directement sur l'indépendance au lendemain de celle-ci. La question centrale restait en suspens: le SNP devrait-il être un parti maximaliste ou gradualiste?

La réponse ne viendra qu'à partir de 1988. Cette année là le parti se fixa un nouveau but pour

179BRAND, Jack. *Defeat and Renewal: The Scottish National Party in the eighties*. Barcelona (ES), Institut de Ciènces Polítiques i Socials, 1990. 23 p.

180LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

181LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. p. 168

l'avenir de l'Ecosse: l'indépendance en tant que membre de la Communauté Européenne. Et il laissa derrière lui l'indépendance sans compromis. Cette position amorçait progressivement un certain virage car il ouvrait une brèche dans les solides positions héritées de la période antérieure aux premiers succès électoraux.

Le second échelon fut l'élection à la tête du parti en 1990 d'Alex Salmond. Il était un ancien du *79 Group*, expulsé et réadmis, qui avait réussi à gagner un siège aux élection générales de 1987. Il avait été très à gauche au début de sa carrière politique mais au moment de son accession au leadership du SNP il avait migré vers une position plus centriste qui s'associait bien avec l'orientation générale du SNP. Sur le plan institutionnel il restait convaincu de l'indépendance mais acceptait entièrement la possibilité d'étapes intermédiaires nécessaires pour l'atteindre.

L'élection générale de 1992 était en demi-teinte. Si le SNP connaissait une forte progression en nombre de voix, le nombre de députés restait inchangé par rapport à 1987 et diminuait même par rapport à l'époque de la dissolution, car Jim Sillars était battu à *Glasgow Govan*, alors qu'il avait été élu à la faveur d'une élection partielle en 1988.

Après l'élection de 1992 une série de coopérations entre les partis d'opposition (Travaillistes, Libéraux-Démocrates et SNP) furent mise en place en Ecosse afin de discuter des possibilités et des modalités d'une forme de pouvoir décentralisée. Le SNP se voyait forcé de se retirer en tant qu'institution après la ratification du Traité de Maastricht, grâce en partie à ses députés et à la réaction publique hostile qu'elle y engendrait. Ceci a mis partiellement fin aux efforts de « gradualisme » officiel de Salmond selon Lynch[182], tout en lui laissant la possibilité d'infléchir la position du SNP sur une éventuelle dévolution du pouvoir vers une critique constructive et un soutien potentiel à un statut intermédiaire, sans délaisser le but de l'indépendance.

Avant les élections de 1997 les Travaillistes avaient inclus dans leur programme politique la promesse d'une nouvelle loi sur la dévolution et d'un nouveau référendum. Ce développement était doublement intéressant pour le SNP, constituant une avancée vers une véritable gestion écossaise des affaires écossaises tout en lui permettant de mettre l'accent sur son programme et l'indépendance qui devait suivre.

En même temps le SNP renouvela son programme économique et publia une série de rapports

182 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. p. 201-202

balisant ce que pourraient être les conséquences de l'indépendance[183] et les conditions pour rendre celle-ci économiquement viable. Il s'agissait aussi de contredire la position du gouvernement qui déclarait que l'Ecosse était dépendante des subventions du reste du Royaume-Uni pour maintenir son niveau de vie.

Un autre aspect important a été une campagne destinées à clarifier la définition de la nation écossaise et son rapport aux migrations. Lynch[184] met en évidence le fait que la définition de la nation écossaise était, au sein du SNP, largement dominée par un nationalisme « civique » ou « occidental » pour reprendre la terminologie de Kohn[185]. Néanmoins une série d'actions en direction des minorités ethniques et culturelles en général et plus particulièrement les catholiques et les asiatiques fut entreprise. Le SNP a communiqué de façon offensive pour présenter l'Ecosse comme une société diverse, multiculturelle et multi-ethnique. Il a ainsi dissocié le nationalisme Ecossais de potentielles bases ethniques. Ceci a permis au SNP d'élargir le potentiel de mobilisation nationaliste et de parer le risque d'être associé à certains groupes anglophobes des années 1990.

L'élection générale de 1997, qui marque en fait le début de l'observation du SNP dans nos données, était une campagne où la dévolution de pouvoir était proche grâce au programme des Travaillistes, et leur victoire quasi-assurée. Le SNP s'était modernisé aussi bien dans son programme que dans ses structures avec notamment une remise en état de ses finances depuis 1990. Mais il se trouvait en situation délicate dans l'arène politique. Le SNP n'était plus nécessaire pour incarner une opposition au gouvernement conservateur ni pour faire pression sur les Travaillistes pour qu'ils prennent en compte les revendications écossaises. Le SNP a tenté de rappeler l'incapacité des Travaillistes à réaliser une assemblée dans les années 1970, mais globalement le mouvement vers les Travaillistes était trop fort pour envisager une avancée du SNP. Grâce à un ciblage exact des circonscriptions, le SNP a pu néanmoins faire élire six députés, avec un total de voix virtuellement inchangée par rapport à 1992.

Le référendum sur l'établissement d'un Parlement Ecossais et son pouvoir de taxation devait avoir lieu dès septembre 1997. Le SNP a pris position en faveur des deux questions mais en tenant à souligner que son but final était plus large: l'indépendance. Cette approche gradualiste a fait l'objet de très peu de dissidence, à l'inverse de la décision de soutenir le

183 SNP. *Paying Our Fair Share... and More*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. *Counting the Benefits of Independence*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. T*owards a Better Scotland*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.

184 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. p. 211

185 KOHN, Hans. *The Idea of Nationalism: A study of its origins and background*. New York (NY), Macmillan, 1944. 735 p.

référendum de 1979. Le résultat était clair, presque trois quarts des votants se déclarant pour un Parlement (74,3%) et plus des trois cinquièmes (63,5%) pour un pouvoir de taxation.

Tableau 2-3 Résultats du SNP aux élections au Parlement Ecossais[186]

Année	Circonscriptions			Listes		
	Voix	proportion	élus	Voix	proportion	élus
1999	672757	28,7%	7	638644	27,3%	28
2003	449476	23,8%	9	399659	20,9%	18
2007	664227	32,9%	21	633401	31,0%	26

Les premières élections au Parlement Ecossais ont lieu en 1999 et constituent le moment de notre seconde mesure. Le SNP se trouvait coincé par les pouvoirs de la nouvelle chambre. D'un côté il devait mettre en avant un programme de gouvernement dans les limites des pouvoirs du Parlement (éducation, santé, agriculture et pêche, gouvernement local, environnement), de l'autre il devait faire garder en mémoire sa politique phare, l'indépendance, avec toutes ses positions développées au fil des années, surtout en matière macro-économique.

Les résultats électoraux étaient moyens, avec moins de 30% des voix (28,7% en circonscription et 27,3 sur les listes). Grâce à un système électoral mixte qui lui était favorable, la députation SNP était importante (35 sur 129) et équivalente à son poids électoral bien qu'il n'ait pu remporter que sept circonscriptions sur 73. Le SNP venait très loin derrière les Travaillistes (56 sièges) et s'il pouvait être la force majeure de l'opposition il était très loin de mettre en danger le gouvernement. Le gouvernement Ecossais sorti de ce scrutin était une coalition entre Travaillistes et Libéraux-Démocrates qui allait gouverner en Ecosse jusqu'en 2007.

En 2000 Alex Salmond décida de quitter la tête du SNP et de se consacrer exclusivement à son mandat à Westminster. Il était le seul des députés à ne pas préférer siéger à Edimbourg. Cette décision força le SNP, lors des élections générales de 2001 à présenter une série de nouveaux candidats à la place de députés expérimentés. S'ajoutant à cela que le SNP avait mis l'accent sur le Parlement d'Edimbourg et minimisé le rôle de Londres, la campagne

186Sources des données:
1999: HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanac of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. 348 p.
2003: http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/vote2003/scottish_parliament/html/main_scoreboard.stm
2007: http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2007/scottish_parliment/html/scoreboard_99999.stm

s'annonçait difficile. En fin de compte les résultats assez mauvais en termes de voix (plus d'un quart des voix perdues) n'eurent que peu d'influence sur la députation, qui ne rétrécit que d'un siège. Notre troisième mesure a eu lieu peu après cette élection.

Politiquement l'Ecosse avait retrouvé une certaine sérénité, avec un gouvernement régional majoritairement Travailliste défendant des politiques populaires. Malgré le remplacement du *First Minister* sur une affaire d'omission de déclaration d'intérêts financiers, le bilan était globalement favorable. Le SNP et son nouveau leader avaient certains problèmes de mobilisation. Les élections au Parlement Ecossais en 2003 accusent cette tendance. Devant un électorat presque apathique (le taux de participation chutant de 10 points pour s'établir en dessous de 50%) le SNP perd un tiers des voix par rapport à 1999 et huit de ses 35 députés, tout en gagnant deux circonscriptions supplémentaires. Ces pertes ne se sont pas faites au profit des partis classiques (les Travaillistes perdant eux aussi six sièges) mais au profit de petits partis favorables à l'indépendance (*Scottish Green Party* et *Scottish Socialist Party*). Le SNP n'est plus le seul parti nationaliste et du coup il sera moins isolé dans l'hémicycle Ecossais. Mais sa perte de représentation parlementaire réduit encore ses perspectives de gouvernement à court terme. Notre quatrième et dernière observation a été faite au moment de cette élection.

Pour les élections générales de 2005 le nombre de circonscriptions en Ecosse a été fortement réduit, et passe de 71 à 59. Cette modification a rendu nécessaire une large restructuration des circonscriptions, qui couvrent dorénavant des espaces potentiellement très différents des précédentes. Malgré un autre tassement du vote en sa faveur, le SNP peut agrandir sa représentation parlementaire d'un membre alors que sur la base des nouvelles frontières des circonscriptions avec le même résultat qu'en 2001 il n'aurait remporté que quatre sièges (un de moins qu'en 2001)

Il y eut néanmoins un grand retournement aux élections Ecossaises de 2007. Ses raisons sont multiples. D'un côté le retour d'Alex Salmond au leadership du SNP fournissait un candidat populaire pour le poste de *First Minister.* De l'autre l'impopularité du gouvernement Travailliste à Londres a pu démotiver l'électorat Travailliste traditionnel. Les résultats étaient doublement inattendus. Le vote SNP avait pour la première fois depuis 1992 progressé en termes absolus et retrouvé à peu près son niveau à cette élection. De plus le SNP avait pour la première fois gagné une pluralité (majorité relative) des votes en Ecosse, devançant les Travaillistes de quelques milliers de voix aussi bien dans les circonscriptions (partie du scrutin avec élection uninominale majoritaire à un tour) que dans le scrutin de listes

régionales (multinominales à la proportionnelle compensant partiellement les résultats de l'élection majoritaire). En termes relatifs le SNP dépassait son résultat d'octobre 1974 avec respectivement 32,9% et 31% des suffrages exprimés. En termes de sièges il réussissait à faire élire 21 députés dans leurs circonscriptions et avec les élus à la proportionnelle un total de 47 députés (20 de plus qu'en 2003). Il devenait aussi le plus grand groupe parlementaire, devançant les Travaillistes d'un siège. Suite à ce résultat le SNP put former le gouvernement écossais en tant que gouvernement minoritaire avec un cabinet mono partisan, après que les Libéraux-Démocrates aient refusé de former une coalition.

2.2.1.2. Plaid Cymru – The Party of Wales

Notre second cas est *Plaid Cymru* (PC), le parti nationaliste Gallois au Royaume-Uni. Il est le parti le plus ancien de notre sélection de cas. Il a été fondé en 1925 sous le nom *Plaid Genedlaethol Cymru* (Parti National Gallois) mais il a graduellement abandonné la composante nationale de son nom et aussi utilisé sa version anglaise (*The Party of Wales*), même si elle était moins connue jusque dans les années 1990. Au début de son histoire PC est plus proche d'un groupe de pression ou d'une association culturelle que d'un véritable parti. McAllister[187] note que PC a été mis en place autant comme agence de défense de la culture Galloise au sens large, que comme organisation partisane destinée à participer à des élections et élaborer des politiques. Elle souligne particulièrement que les premières années ont été marquées par une discussion stratégique sur l'opportunité de participer aux élections et, au cas où PC participerait et qu'un candidat serait élu, s'il fallait qu'il siège ou qu'il refuse. La position prise lors de l'élection générale de 1929 était de participer (avec un seul candidat en l'occurrence) mais en cas d'élection de ne pas siéger. Cette position rappelle celle prise par Sinn Féin lors de l'élection générale de 1918, quand les députés ont refusé de siéger à Westminster.

Cette démarche assez peu partisane ressort aussi lors de l'évènement le plus caractéristique des vingt premières années de son existence et montre l'importance des symboles dans l'émergence du nationalisme Gallois. En 1936 le gouvernement Britannique et la Royal Air Force décidèrent d'implanter une école de bombardement (champ de tir et bâtiments de caserne) sur la péninsule le Llŷn au Pays de Galles[188]. Le hasard a voulu que cet emplacement

187MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. p. 23

188Pour une description détaillée: DAVIES, John. A History of Wales (2nd). London, Penguin, 2007. p. 592 ff.

ait été choisi après que deux autres en Angleterre aient été abandonnés devant l'opposition locale. Il a aussi voulu qu'à l'emplacement exact du champ de tir envisagé se situe une demeure (Penyberth) qui avait accueilli un grand nombre de poètes Gallois. Malgré une forte opposition locale, incluant l'envoi d'une délégation à Londres, le plan fut maintenu et l'ancien bâtiment rasé. Pendant la construction des nouveaux bâtiments de l'école de tir trois membres importants de PC les ont incendié. Cet incendie est entré dans le mythe du nationalisme Gallois sous le nom de *Llosgi'r ysgol fomio* (l'incendie de l'école de bombardement). Les auteurs de l'incendie ont été condamnés à Londres à des peines de neuf mois d'emprisonnement. Il s'agit d'un événement important car il est à priori le seul acte de violence politique du nationalisme Gallois et en même temps la première mobilisation nationale Galloise qui n'a pas trait à la religion.

Dans une large mesure PC a toujours représenté le nationalisme Gallois et il n'est pas toujours simple de distinguer les évènements importants pour le nationalisme Gallois d'évènements importants pour le parti. Ceci est aussi largement dû à l'interpénétration personnelle entre mouvement Gallois et PC.

Le leader de PC de 1945 à 1981, Gwynfor Evans, a été d'un côté leader du parti nationaliste et conseiller local nationaliste depuis 1949, de l'autre il a été à lui seul un des groupes de pression les plus importants dans la création d'institutions Galloises comparables à celles qui existaient en Ecosse. Il y eut la création du *Minister of Welsh Affairs* en 1951 qui, même si son titulaire n'avait pas le rang de membre du cabinet, était la première reconnaissance institutionnelle du Pays de Galles dans l'organigramme du gouvernement Britannique. Sans surestimer le rôle d'Evans dans ce processus, sa simple présence et sa visibilité ont pu joué un rôle dans la prise de conscience de l'absence d'administration pour ce pays, composante du Royaume-Uni.

Durant les années 1940 et 1950, PC ne présente que peu de candidats aux élections générales ce qui explique le très faible poids électoral total du parti. Néanmoins le score moyen se situe à 6% là où le parti présente un candidat, ce qui localement peut avoir une influence.

Un autre grand événement symbolique qui a eu des répercussions lointaines sur la fortune du parti commence à se nouer en 1956. L'administration locale de Liverpool fait déposer cette année-là une proposition de loi privée visant à créer un lac réserve d'eau pour l'agglomération. Cette proposition de loi posait deux grands problèmes: le site retenu (la vallée de *Tryweryn*) se situait au cœur des hautes terres Galloises et en passant par une loi voté à Westminster, il n'y avait plus besoin de l'accord de l'autorité locale (galloise) sur le territoire de laquelle le

réservoir devait être construit, ni même de consultations ou d'informations quelconques dans cette direction. Même sans frontière nationale cette situation aurait pu déterminer l'agenda politique d'une région. La situation était encore compliquée par la présence d'un village au milieu du nouveau bassin: *Capel Celyn*. *Capel Celyn* n'était pas exceptionnel par sa taille (une centaine d'habitants au plus) mais par sa culture, car il s'agissait d'une des dernières communautés unilingues Galloises. Les Gallois se trouvaient face à un symbole. Le caractère symbolique était encore amplifié par l'opposition quasi unanime des députés Gallois (35 sur 36, le dernier ne prenant pas part au vote), qui étaient néanmoins complètement incapables de changer quoi que ce soit au passage de la loi en 1957. Evans était présent à la tête de différentes manifestations dont une à la mairie de Liverpool qui dut être dispersée par la police. PC et Evans ont pu se saisir de cette occasion pour montrer l'impuissance des députés Gallois à défendre les intérêts du Pays de Galles et des Gallois. Même dans des circonstances exceptionnelles qui mènent à une coalition de toutes les forces politiques Galloises contre l'intérêt d'une autre région du Royaume-Uni, le Pays de Galles est entièrement à la merci de la majorité anglaise. L'épisode de *Capel Celyn* montrait de façon claire le manque complet d'autonomie et d'influence du Pays de Galles, dépendant pour son avenir et pour la défense de ses intérêts du bon vouloir d'un pouvoir principalement responsable devant un électorat Anglais, sans affinité pour d'éventuelles spécificités locales.

Du côté institutionnel cet épisode a mis en route un processus qui en 1964 aboutit à la création d'un secrétaire d'Etat du Pays de Galles, qui s'émancipe du *Home Office* et accède au Cabinet et au Conseil Privé. En même temps une administration transversale et dédiée au territoire Gallois est créé: le *Welsh Office*. Cette administration était un équivalent au *Scottish Office* créé en 1885 (avec les limitations statutaires).

Pour McAllister[189] la publicité donnée à cet événement permet un renouvellement et un élargissement de la base militante de PC avant l'élection générale de 1959, qui voyait ce dernier pour la première fois présenter des candidats dans la majorité des circonscriptions au Pays de Galles (20 sur 36). Pour la première fois PC dépasse les 5% des suffrages Gallois.

Finalement l'obstruction des habitants est sans succès et en 1965 le barrage se remplit. PC a maintenu son opposition au projet et organisé une manifestation lors de l'inauguration officielle.

La percée électorale arriva peu après l'élection générale de 1966, qui avait été marquée par un tassement du vote PC. Le décès de la députée de *Carmarthen* nécessite une élection partielle

189MCALLISTER, Ian. *Party Organisation and Minority Nationalism : A comparative study in the United Kingdom*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1979. p. 16-17

dès juillet 1967. Evans s'y présente (comme lors des élections générales en 1964 et 1966) et réussit à plus que doubler son nombre de voix (passant de 7400 à plus de 16000) et atteindre presque 39% des suffrages exprimés. Cela suffit pour un succès inédit, surtout considérant la brièveté de la période entre l'élection générale et l'élection partielle inattendue. Evans devient le premier député PC à Westminster et démarre une période de mobilisation importante pour les partis ethno-régionalistes au Royaume-Uni (dont l'élection de Winnie Ewing l'année suivante). Néanmoins il ne s'agit pas d'un succès éclair. Evans est élu local dans la circonscription depuis 1949, il s'agit de sa troisième campagne dans la circonscription, et celle-ci a connu des candidats PC à chaque élection depuis une élection partielle en 1957. Il ne s'agit pas uniquement d'un mouvement d'opinion, mais bien d'un succès au sein d'une région à forte implantation du parti (Evans avait récolté 16% des suffrages lors de l'élection générale). Le succès était néanmoins retentissant: PC pouvait désormais non seulement participer à des élections, il y avait même une chance qu'il les gagne.

Lors des élections générales de 1970 PC a réussi pour la première fois à présenter des candidats dans chacune des circonscriptions Galloises et à presque tripler son nombre de suffrages. PC atteint plus de 175.000 voix, un niveau qui ne sera pas dépassé avant les premières élections à l'Assemblée du Pays de Galles en 1999. Néanmoins les voix supplémentaires se distribuent en couche fine sur tout le territoire et particulièrement dans les circonscriptions qui voient pour la première fois un candidat PC se présenter. Evans n'arrive pas à confirmer le résultat de l'élection partielle et perd son siège face à un candidat Travailliste qui améliore le score de son parti de plus d'un tiers des voix par rapport à l'élection partielle.

Il reste que PC est arrivé sur la scène politique Galloise, avec plus de 11% des voix et une dizaine de circonscriptions où le candidat PC a pu récolter plus d'un suffrage sur huit.

Tableau 2-4 Résultats électoraux de *Plaid Cymru* aux élections générales[190]

Année	Voix	Proportion	Elus
1929	609	0,0%	0
1931	2050	0,2%	0
1935	2534	0,3%	0
1945	16017	1,2%	0
1950	17580	1,2%	0
1951	10920	0,7%	0
1955	45119	3,1%	0
1959	77571	5,2%	0
1964	69507	4,8%	0
1966	61071	4,3%	0
1970	175016	11,5%	0
1974 (F)	171364	10,7%	2
1974 (O)	166321	10,8%	3
1979	132544	8,1%	2
1983	125309	7,8%	2
1987	123599	7,3%	3
1992	156796	9,0%	4
1997	161030	9,9%	4
2001	195893	14,3%	4
2005	174838	12,6%	3

Lorsque Balsom[191] analyse l'électorat PC à la fin des années 1970 il trouve une grande concentration du soutien électoral dans des régions reculées au nord et à l'ouest du Pays de Galles et principalement chez des personnes qui sont capables de parler et comprendre le Gallois et vivent dans un environnement qui est encore imprégné de langue Galloise. Cette concentration des suffrages dans un nombre réduit de circonscriptions, associée à une présence nationale plus réduite, peut être profitable dans le cadre d'un mode de scrutin majoritaire.

PC a pu en profiter lors des deux élections de 1974. Malgré un certain tassement du nombre de suffrages, l'élection de février 1974 voit l'élection de deux députés PC et une défaite de trois voix d'Evans à Carmarthen. Lors de l'élection d'octobre Evans rejoint ses deux collègues. Ces deux circonscriptions (*Caernarfon* et *Merionethshire*) sont des exemples parfaits

190Source des données:
1929 à 1979: BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. p.7
1983 à 1997: MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. p.112
2001: http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/vote2001/results_constituencies/uk_breakdown/wales_1.stm
2005: http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2005/html/region_10.stm

191BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. 27 p.

confortant l'analyse de Balsom et représentent encore aujourd'hui les places fortes du parti. Elles sont situées au Nord et à l'Ouest du Pays de Galles, relativement rurales et comportent des taux élevés de personnes parlant le Gallois.

Pendant le Parlement de 1974-1979 PC a profité de la conjonction des deux mouvements nationalistes et a vu une proposition pour une assemblée galloise passer par les différentes étapes du processus législatif sous un feu nourri d'une partie des députés Travaillistes. Le premier mars 1979 les Gallois se rendaient aux urnes pour décider de l'établissement de l'assemblée. PC a été au moins depuis l'arrivée à la tête d'Evans un parti gradualiste et a donc eu nettement moins de problèmes à se joindre à la campagne favorable à une assemblée, bien que PC soit *in fine* favorable à l'indépendance. De l'autre côté le parti Travailliste Gallois n'était pas du tout favorable à cette proposition dont il ne voyait pas l'utilité. Il s'agissait ici d'une véritable différence de culture, car les places fortes des Travaillistes et l'environnement dont étaient issus leurs leaders étaient les villes et vallées du sud du Pays de Galles, où l'opposition de classe et la réalité matérielle de la vie ouvrière étaient les sujets les plus pressants (surtout que l'industrie galloise était en crise profonde et prolongée) alors que la revendication nationaliste se situait au nord et à l'ouest du pays. Le référendum donnait un résultat sans appel: plus de 80% des votants avaient rejeté le projet d'assemblée. Aucun comté ne donnait une majorité favorable au projet, bien que celui de *Gwynedd*, le plus au nord et à l'ouest et la région avec la plus forte proportion de personnes parlant le Gallois, y soit le plus favorable (un tiers en faveur de l'assemblée), fait peu surprenant considérant que les deux circonscriptions gagnées par PC en février 1974 s'y situaient.

L'élection de 1979 fut relativement douloureuse pour PC car Evans perdit son siège. Néanmoins les deux autres députés purent convaincre leur électeurs de les reconduire pour un second mandat. Le nombre de suffrages déclinait d'un cinquième.

La période à partir de 1979 a été celle d'une relative insignifiance de PC sur la scène politique. Les années du gouvernement Thatcher étaient marquées par des bouleversements économiques qui concernaient particulièrement les industries lourdes et anciennes du sud du Pays de Galles,tandis que les problématiques spécifiques du Pays de Galles rural passaient au second plan.

PC avait à cette époque plus d'influence en tant que mouvement social qu'en tant que parti. Lorsqu'en septembre 1979 le nouveau gouvernement Conservateur Britannique est revenu sur sa promesse de lancer une chaîne de télévision en langue Galloise, l'opposition la plus efficace ne venait pas de la représentation parlementaire mais d'activités coordonnées par Evans. Il y

eut d'abord une campagne de désobéissance fiscale (non-paiement ou paiement réduit de la redevance audio-visuelle) puis en 1980 la menace d'une grève de la faim de la part d'Evans si le gouvernement n'honorait pas son engagement. Le rôle exact de ces activités n'est que difficilement mesurable mais à priori plutôt faible, car le gouvernement Thatcher n'avait pas la réputation de plier face à ce type , comme l'ont montré les grèves de la faim de terroristes Nord Irlandais de l'époque. Malgré tout le gouvernement est revenu sur sa décision et en 1982 *Sianel Pedwar Cymru* commençait à émettre. PC pouvait considérer avoir influencé, en tant que mouvement social, une décision sur laquelle le gouvernement britannique était souverain.

Les élections de 1983 et 1987 voyaient le soutien à PC se stabiliser autour de 125000 voix, ce qui équivalait à 7% - 8% des suffrages exprimés au Pays de Galles. Néanmoins en 1987 le candidat PC a pu prendre la circonscription d'*Ynys Môn* (plus connu sous son nom Anglais d'*Anglesey*) située à proximité des deux autres circonscriptions tenues par PC, à l'extrémité nord-ouest du Pays de Galles.

Les années 1980 ont vu poindre un débat interne au PC entre une aile plus modérée social-démocrate et une plus proche du socialisme. Il en a résulté une synthèse qui restait proche de la social-démocratie mais avec une influence marquée de la nouvelle gauche, principalement sur des points où elle pouvait entrer en résonance avec le nationalisme, comme par exemple la décentralisation économique.

L'année 1991 marquait une césure importante pour le mouvement nationaliste Gallois. Le recensement décennal officiel annonçait pour la première fois depuis un siècle une stabilisation de la proportion de personnes parlant le Gallois, autour de 18,7% de la population. Seul les *counties* de *Gwynedd* et *Ynys Môn* comportaient une majorité de personnes parlant la langue Galloise. Le Gallois avait presque disparu du sud industriel. La langue Galloise semblait donc pour le moment sauvée du désastre annoncé par Saunders Lewis (fondateur et président de PC de 1926 à 1939) en 1962 dans son discours radio *Tynged yr Iaith*[192] (la destinée de la langue): la disparition du gallois en tant que langue vivante dès le début du XXIe siècle, à moins de prendre des mesures décisives pour sa préservation. La langue Galloise avait profité d'une loi de protection dans l'administration depuis 1967 et commençait à trouver une base de survie. La fin du déclin intervenait néanmoins à un niveau très bas, la proportion de personnes parlant le Gallois ayant chuté de moitié depuis 1931. Le rôle officiel de la langue Galloise fut augmenté en 1993 par une loi qui mettait définitivement

192 Discours prononcé en Gallois à la chaîne de radio galloise de la BBC en tant que *lecture of the year* le 13 février 1962 entre la réalisation du recensement de 1961 et la publication du résultat qui s'annonçait critique pour la langue Galloise.

les deux langues du Pays de Galles sur un parfait pied d'égalité dans l'administration publique. L'élection de 1992 voyait le soutien à PC remonter nettement et s'établir à plus de 150000 voix, équivalant à 9% des suffrages au Pays de Galles. Elle marquait aussi un nouveau pic de représentation parlementaire, car à la surprise générale la circonscription de *Ceredigion & Pembroke North* avait élu un député PC alors qu'il arrivait quatrième lors de l'élection précédente en 1987. Ceci a porté le groupe parlementaire de PC à Westminster à quatre membres.

La fin de l'administration conservatrice fut marquée par une revitalisation des enjeux de décentralisation du pouvoir par les Travaillistes. Cette modification de point de vue venait en partie de la pression qu'exerçaient en termes électoraux le SNP et dans une moindre mesure PC. L'expérience du gouvernement Thatcher, élu sur un mandat anglais (son gouvernement se fondait sur une forte majorité en Angleterre mais était largement minoritaire en Ecosse comme au Pays de Galles) , faisant une politique orientée vers les intérêts de l'Angleterre avait fait des ravages au Pays de Galles (et en Ecosse). Elle a été à priori décisive car un gouvernement régional aurait pu atténuer les conséquences voire les éviter à cause des majorités divergentes. Le Pays de Galles se trouvait donc dans la possibilité de se retrouver une nouvelle fois devant le choix d'établir une assemblée.

L'élection de 1997 voyait une stagnation du vote PC à 160.000 voix, ce qui compte tenu du taux de participation équivalait à presque 10% des suffrages exprimés au Pays de Galles, et la reconduite des quatre députés PC. Le parti Travailliste réalisait une victoire historique. Nos premières observations ont eu lieu à cette occasion.

Il s'ensuivit une rapide campagne référendaire pour le mois de septembre, écourtée par le décès accidentel tragique de la Princesse de Galles à quelques jours du scrutin. PC, Travaillistes et Libéraux-Démocrates faisaient conjointement campagne pour l'établissement d'une assemblée Galloise, les Conservateurs contre. L'assemblée proposée avait des pouvoirs restreints d'application des lois et ne pouvait elle-même procéder à des actes législatifs propres. Elle n'avait pas non plus de compétence budgétaire autonome. Les résultats étaient extrêmement serrés et durant toute la soirée électorale le non était légèrement en tête. Ce n'est qu'avec le décompte du dernier centre de compte des votes, *Carmarthenshire*, que le résultat tombait. Un Gallois sur deux s'était déplacé pour glisser un bulletin dans l'urne. 559.419 avaient coché l'option 1 favorable à l'établissement d'une assemblée et 552.698 avaient coché l'option 2 défavorable à l'assemblée. D'un cheveu l'électorat approuvait une représentation locale. L'analyse de la distribution des votes montre plusieurs choses. D'une part les régions

avec un fort taux de personnes parlant le Gallois ont massivement voté en faveur de l'assemblée, ce qui correspond aussi assez exactement aux circonscriptions à forte implantation PC. On pourrait presque parler d'une mémoire du territoire, car si l'Ouest du Pays de Galles a généralement voté en faveur de l'assemblée, le comté du *Pembrokeshire* qui abritait dès le XIIe siècle une forte présence anglo-normande[193] a massivement rejeté la proposition. A lui seul, le soutien des régions à culture de langue Galloise n'aurait pu produire une majorité pour une assemblée. Il y avait aussi des majorités dans le nord de ce qui fut le *Glamorganshire,* mais pas dans sa partie méridionale(avec notamment Cardiff). Il s'agit au nord des régions anciennement les plus industrielles de tout le Pays de Galles comme *Merthyr Tydfil* et s'étendant de *Swansea* à *Caerphilly*. Cette partie est un des bastions historiques des Travaillistes et aussi une des régions qui a le plus souffert des politiques du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. A priori la loyauté au parti et le souhait d'une représentation locale avec pouvoir sur la vie locale ont pu mobiliser suffisamment pour délivrer un vote favorable à l'assemblée. La majeure partie de notre première série d'observations a été réalisée autour de cet événement.

L'élection à l'Assemblée Nationale Galloise en 1999 fut une grande surprise car les Travaillistes n'atteignirent pas de majorité absolue des sièges et parce que PC réalisait le meilleur score de son histoire toute élection confondue. PC atteint 290.000 voix (28,4% des suffrages exprimés) à l'élection des membres de l'assemblée dans le cadre de scrutin majoritaires uninominaux à un tour et réussit à faire élire neuf députés, alors que pour le scrutin de listes PC atteint même 312.000 voix et dépasse les 30% des voix, faisant élire huit membres supplémentaires. Au total le groupe PC à l'Assemblée Nationale Galloise comptait 17 membres, ce qui en faisait le deuxième groupe. Notre deuxième série d'observations a été réalisée à cette occasion.

L'élection générale de 2001 contraste avec celle de 1999. PC atteint un peu moins de 200.000 voix et un résultat de 14% des suffrages Gallois ce qui représente un pic pour une élection générale. Mais c'est néanmoins 100.000 voix de moins (-15%) que pour les élections régionales. La taille de la députation ne change pas, mais la circonscription d'*Ynys Mon* a été perdue au profit des Travaillistes et la circonscription *Carmarthen East & Dinefwr* qui contient une partie de la circonscription qu'Evans avait gagnée en 1966, a été prise aux dépens des Travaillistes. Notre troisième série d'observations a été réalisée à cette occasion.

Les élections à l'Assemblée Nationale Galloise de 2003 confirment ce reflux. PC chute à

193DAVIES, John. *A History of Wales* (2nd). London, Penguin, 2007.
COUPLAND, Sir Reginald. *Welsh and Scottish Nationalism : a study*. London : Collins, 1954. 426 p.

180.000 voix (21% des suffrages) et seulement cinq membres élus dans le vote par circonscriptions et 165.000 voix (20%) et sept membres élus par le scrutin de liste. Le groupe perd en conséquence un tiers de ses membres. Néanmoins PC reste le deuxième groupe à l'Assemblée et dans l'électorat face aux Travaillistes qui atteignent la majorité absolue des sièges. Bien que ce résultat soit décevant par comparaison avec celui de 1999 PC voit son électorat se stabiliser autour de 200.000 voix ce qui est supérieur au pic de 1970. Notre quatrième et dernière série d'observations a été réalisée à cette occasion. PC est dans une position où il n'est pas question de réaliser l'indépendance mais où il est un moteur de propositions pour améliorer le traitement des problèmes spécifiquement Gallois.

Tableau 2-5 Résultats de *Plaid Cymru* aux élections pour l'Assemblée Nationale Galloise[194]

Année	Circonscriptions			Listes		
	Voix	proportion	élus	Voix	proportion	élus
1999	290572	28,40%	9	312048	30,50%	8
2003	180185	21,20%	5	167653	19,70%	7
2007	219121	22,40%	7	204757	21,00%	8

Notons brièvement les évènements ultérieurs. L'élection générale de 2005 a vu une consolidation du vote PC à 175.000 voix et 12,5% des suffrages mais PC perd le siège de *Ceredigion*.

L'élection à l'Assemblée Nationale Galloise de 2007 montre un redressement de PC sur la base d'un électorat de taille comparable. Un peu plus de 200.000 voix aussi bien du côté des circonscriptions que des listes et sept membres représentant des circonscriptions et huit élus par listes donnent un groupe parlementaire consolidé à quinze membres. Les Travaillistes perdent en même temps leur majorité absolue et offrent à PC une coalition.

Le programme de cette coalition comporte une extension des pouvoirs de l'Assemblée, réalisée en 2006, lui donnant des compétences législatives partiellement autonomes (soumis à un veto du gouvernement Britannique) dans la limites des compétences dévolues à l'Assemblée, et permettant aussi un élargissement de l'apprentissage de la langue Galloise à l'école. PC participe pour la première fois de façon complète à un gouvernement et met en application une politique graduelle et mesurée, avec un fort accent sur la langue Galloise qui a

194 Source des données:
1999: MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. p.114
2003: http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/vote2003/welsh_assembly/html/main_scoreboard.stm
2007: http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2007/welshasssembly_english/html/scoreboard_99999.stm

toujours joué un rôle important dans le programme et l'action du parti.

2.2.1.3. Christlich Soziale Union in Bayern

Notre troisième cas est la *Christlich Soziale Union in Bayern* (CSU) en Bavière. La détermination de sa date de naissance exacte s'avère complexe à cause de l'environnement politique en Bavière en 1945/1946, sous administration américaine depuis la défaite de l'Allemagne nazie. L'administration militaire américaine utilisait un système de permis préalables à la fondation de partis qui au début se limitait à des partis au niveau municipal et ne permettait pas de fondation de parti au niveau du Land. La formation des premiers partis municipaux date d'octobre 1945. Après accord américain il fut possible de procéder à la création du parti Bavarois dès janvier 1946. Le système des permis allait se révéler un atout pour la CSU car elle empêcha pendant deux ans la création de formations concurrentes dans le camp bourgeois, l'administration américaine voulant éviter une trop grande dispersion partisane qu'elle croyait responsable du désastre de la République de Weimar.

La formation de la CSU est le fruit de deux tendances, toutes deux profondément liées à l'échec de la démocratie en Allemagne entre les deux guerres. Le premier groupe est celui des représentants de l'ancienne *Bayerische Volkspartei* (BVP), le parti populaire bavarois catholique et très conservateur de la République de Weimar qui se sentait le défenseur de la Bavière comme entité politique autonome. Il défendait le catholicisme dans une Allemagne très majoritairement protestante, mais encore davantage le conservatisme et la Bavière, comme en témoignent les relations souvent tendues avec le parti catholique dans le reste de l'Allemagne: le *Zentrum*. Une illustration parlante en est l'élection présidentielle de 1925 lorsqu'au second tour le candidat du *Zentrum*, Wilhelm Marx, catholique rhénan soutenu par les sociaux-démocrates et les libéraux, ne put compter sur le soutien de la BVP qui lui préférait le maréchal von Hindenburg, militaire, prussien et protestant soutenu par les conservateurs et nationalistes. La raison de ce soutien était que Marx n'était pas assez conservateur et risquait de se montrer trop accommodant avec les sociaux-démocrates. Cette tendance se concentre autour du « groupe de Munich » qui sera dominant au début de l'histoire du parti.

L'autre groupe est centré autour d'Adam Stegerwald. Stegerwald[195] était issu du milieu du

195 Pour une biographie complète: SCHORR, Helmut J. *Adam Stegerwald. Gewerkschaftler und Politiker der ersten deutschen Republik. Ein Beitrag zur Geschichte der christlich-sozialen Bewegung in Deutschland.*

syndicalisme chrétien et a eu une longue carrière politique au sein du *Zentrum* tant à la fin de la monarchie que pendant toutes les phases de la République de Weimar quand il eu le poste de ministre du travail dans le cabinet Brüning. Dès 1920 il avait appelé dans le programme de Essen (*Essener Programm*) à la création d'un parti pont (*Brückenpartei*) qui soit ouvert aux deux confessions, afin de fédérer les forces chrétiennes contre les exagérations du libéralisme et du « socialisme forcé »[196]. Dans le contexte de la réorganisation complète du système partisan après douze années de dictature et de guerre, le concept du parti pluriel sur la base d'une philosophie chrétienne générale présentait un intérêt renouvelé pour structurer l'espace politique. Ce groupe était donc en premier lieu en faveur d'un parti moins tourné vers l'autorité religieuse catholique mais plus attaché à un ensemble de valeurs chrétiennes communes aux deux grandes confessions. Il s'agissait aussi bien d'une ouverture que d'une fermeture car un parti interconfessionnel ne devait plus orienter son action politique en fonction des autorités religieuses (comme par exemple l'épiscopat catholique) mais en fonction des valeurs communes aboutir à sa propre décision. En règle générale c'est une distinction de forme. Il ne s'agit aucunement de renier des valeurs largement communes mais dans certains cas spécifiques, et particulièrement au niveau local et concret, les conclusions d'un parti temporel à valeurs chrétiennes et l'autorité spirituelle peuvent différer, particulièrement lorsque des points de divergence entre les deux confessions dominantes sont au cœur du débat. Ce deuxième groupe était concentré autour du « groupe de Wurtzbourg ». Il a été fortement affaibli par la mort de Stegerwald en décembre 1945 mais ses idées ont été primordiales dans le redressement du parti dans l'opposition après 1954.

Sans être un parti issu de la résistance, la CSU a pu au début prendre appui sur une série d'hommes politiques d'expérience actifs pendant la République de Weimar et ayant gardé leurs distances avec les Nazis (généralement dans le cadre d'un retrait vers la vie privée), ce qui lui a permis d'entretenir des relations relativement bonnes avec l'administration militaire américaine.

La politique restrictive des permis de création de parti a fortement limité le nombre de candidats pour les trois premières élections démocratiques en Bavière après la guerre: les élections municipales en avril et mai 1946, l'élection d'une assemblée constituante Bavaroise le 30 juin et l'élection du premier *Landtag* le 1er décembre 1946. Seuls cinq partis y participèrent (CSU, SPD, FDP, KPD et WAV) et seule la CSU représentait les sensibilités

Recklinghausen, Kommunalverlag, 1966. 350 p.

196 BECKER, Winfried. Gründung und Wurzeln der Christlich-Sozialen Union. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p. 70-71

chrétiennes et conservatrices. Elle récoltait des résultats exceptionnels qu'elle n'a pu reproduire une fois les limitations à la création de partis levés. Elle récoltait 60,6% des voix lors des élections municipales, 58,3% lors de l'élection de l'assemblée constituante et 52,3% des voix lors des élections pour le premier *Landtag*. Malgré la majorité absolue dans la constituante et le premier *Landtag,* la CSU a gardé jusqu'au milieu de 1947 une stratégie de coopération large avec le SPD.

La CSU avait alors réussi à dépasser de loin son prédécesseur, la BVP, qui pendant la République de Weimar n'avait pas pu faire plus de 35% des suffrages exprimés. Elle était en partie parvenue à sortir du milieu qui historiquement avait voté BVP (rural et catholique) en entrant dans les villes moyennes et protestantes de Franconie.

La ratification de la Loi Fondamentale allemande au mois de mai 1949 illustre une des constantes de l'orientation politique de la CSU. Lors du vote final à la majorité absolue CSU a rejeté le texte de la Loi Fondamentale. La CSU jugeait le texte nettement trop centralisateur et craignait de trop fortes interférences du gouvernement fédéral sur les affaires régionales. Le texte de la Loi Fondamentale n'a en conséquence jamais été ratifié par la Bavière. Il s'agit ici d'une action en continuité avec le caractère de la Constitution Bavaroise de 1946, qui a l'époque a été la seule constitution d'un *Land* à prendre le chemin du *Freistaat* (historiquement équivalent à une traduction allemande de « république ») qui lui aurait en théorie permis de fonctionner comme un Etat indépendant (alors que les autres constitutions sont d'une architecture qui assume implicitement une constitution supplémentaire pour régir un Etat national allemand). Lors d'un second vote qui visait à faire adopter une déclaration qui consentait à l'application de la Loi Fondamentale sur le territoire Bavarois si ses modalités de ratification (fixées à une adoption par les deux tiers des *Landtage* dans deux tiers des *Länder* auxquels la Loi Fondamentale devait s'appliquer)était remplies, la grande majorité des députés CSU se sont abstenus (70 sur 101), laissant les députés de l'opposition (SPD et FDP) faire adopter la motion sans se commettre. La formule consacrée par le ministre président de l'époque, Hans Ehard, pour cette adoption par la petite porte était « *Nein zum Grundgesetz*. *Ja zu Deutschland.* » (~ Non à la Loi Fondamentale. Oui à l'Allemagne.)

Lors de la levée de la politique de licences pour la création de partis politiques, deux nouveaux acteurs entrent sur la scène politique Bavaroise. Le premier est important davantage en tant que sujet qu'en tant que parti: le *Bund der Heimatlosen und Entrechteten* (Alliance des sans-patries et déshérites) (BHE). Il est créé en tant que représentation politique des allemands ethniques déplacés à la fin de la guerre (*Heimatvertriebene*). L'intégration de ce

groupe a été un enjeu d'importance particulière en Bavière du fait de la forte proportion de déplacés et de la proximité avec une de leurs principales terres natales: les Sudètes. En tant que parti il n'était pas d'une grande importance pour la CSU car son public se distinguait à ce moment assez largement, la CSU n'ayant pas encore percé dans ce milieu. Le second peut être considéré comme la plus grande menace de son histoire pour la CSU: la *Bayernpartei* (Parti de la Bavière). Il disputait d'abord à la CSU l'héritage de la BVP. La BP était un parti conservateur et catholique à dominante rurale et très profondément attaché à l'ancienne Bavière (le territoire Bavarois avant le Recès de Ratisbonne de 1806). Sur ce point il était exactement dans la continuité de la BVP. De l'autre côté la BP était séparatiste et donc nettement plus radicale que la CSU dans la défense des intérêts Bavarois. Si la CSU avait refusé de voter la Loi Fondamentale elle n'avait néanmoins pas pris de mesures pour l'empêcher effectivement de s'appliquer à la Bavière, alors qu'elle aurait pu rejeter la motion d'application au *Landtag* et chercher l'épreuve de force. Dans la terminologie de la BP la CSU devenait un laquais des Prussiens (les tendances centralisatrices allemandes étaient toujours associées aux Prussiens, même en Allemagne fédérale). Verbalement la CSU s'opposait mais elle ne laissait pas passer d'actes pouvant véritablement mener à un changement de situation, que ce soit vers une décentralisation de l'Allemagne fédérale ou vers l'indépendance de la Bavière. La BP a aussi profité d'un afflux de militants et de dirigeants insatisfaits par la politique de la CSU. Son personnel et ses structures donnaient à ce parti, qui aurait pu être une simple note de bas de page, une force de frappe et une exposition à l'attention publique suffisante pour devenir une terrible menace pour la CSU[197].

Les années 1950 ont été marquées par la lutte sans merci entre les deux partis. Au début de la période la BP a pu sérieusement concurrencer la CSU, comme le montrent les résultats des élections au premier *Bundestag* en 1949 où la BP réussissait à attirer 20,9% des voix au niveau de la Bavière alors que la CSU n'en atteignit que 29,2%, son pire score pour une élection de ce type. Cette situation avait encore empiré lors des élections pour le second *Landtag* où la CSU chutait à 27,4% (perdant presque 25% des voix soit le plus fort recul jamais enregistré par un parti entre deux élections au niveau du *Land* dans l'histoire allemande) alors que la BP atteignit 17,9% et le SPD 28%. Cette élection marque l'unique fois où la CSU n'a pu récolter une majorité relative de voix au niveau de la Bavière (bien que gardant une avance d'un siège en chambre). Par la suite la CSU a pu reprendre l'initiative en partie grâce à sa meilleure intégration au niveau fédéral. La CSU faisait partie de la coalition

197Pour plus de détails sur la BP: UNGER, Ilse. *Die Bayernpartei – Geschichte und Struktur.* Stuttgart (DE), Deutsche Verlags-Anstalt, 1979. 297 p.

gouvernementale d'Adenauer et pouvait montrer qu'elle était en position de faire avancer les intérêts immédiats des Bavarois grâce à sa position au gouvernement, alors qu'au niveau fédéral la BP était structurellement contrainte à l'opposition à vie. L'autre source de sa dynamique venait de la différence de stratégie dans le ciblage de l'électorat. La CSU a pleinement pu profiter de son caractère de *Brückenpartei* (cf. supra), tel que proposé par Stegerwald et le cercle de Wurtzbourg: alors que la BP avait fortement ébranlé sinon détruit la jeune base électorale de la CSU en ancienne Bavière, et n'avait pas fait de percée en Franconie et Souabe. Ici la CSU pouvait réunir suffisamment de voix pour garder une position à peu près confortable qui lui permettait de lancer une contre-offensive et attendre la suite des évènements. Sans cette possibilité, la percée de la BP aurait pu être fatale à la CSU ou au moins la réduire à une simple forme locale de la CDU. L'élection du *Bundestag* de 1953 montrait cette tendance. La CSU remontait à 47,8% des voix au scrutin de liste alors que la BP s'effondrait à 9,2% et à cause d'une modification des règles d'attribution des sièges n'obtenait aucun siège.

La plus grande défaite de la CSU restait néanmoins à venir. Lors des élections au *Landtag* de 1954 la CSU était en progression avec 38% des voix et la BP en recul à 13,2%. Néanmoins le SPD, le FDP, le BHE et la BP formèrent une improbable coalition à quatre pour mettre la CSU dans l'opposition au niveau de la Bavière pour la seule fois de son histoire. Ce choc a été salvateur selon l'interprétation de Wolf[198], car il a permis au chef de file de l'époque (Hanns Seidel) de réformer et moderniser le parti en le faisant passer d'un club électoral de notables locaux à un parti d'appareil et de cadres moderne. En même temps le groupe parlementaire de la CSU prenait habilement en tenaille la coalition hétéroclite en espérant la faire éclater avant la fin de la législature. Ceci réussit en 1957 après les élections fédérales: le FDP et le BHE quittèrent la coalition à quatre et formèrent avec la CSU une nouvelle coalition qui sortit renforcée des élections au *Landtag* de 1958. Depuis cette date la CSU a été au gouvernement de la Bavière sans interruption, marquant la plus grande longévité d'un gouvernement dans un pays démocratique industrialisé, dépassant même les légendaires liberaux-démocrates Japonais (à cause du bref interlude de 1993). A partir de ce moment la BP entrait dans une spirale déclinante. La mise à mort effective de la BP survient dans le contexte de l'affaire dite des casinos qui montre l'impitoyable adversité des deux partis. Dans une situation complexe et à travers un protocole de questions alambiquées et à double détente, d'anciens ministres BP et un député CSU sont amenés à faire de fausses déclarations par des députés de la CSU lors

198WOLF, Konstanze. *CSU und Bayernpartei – Ein besonderes Konkurrenzverhältnis 1948-1960.* Köln (DE), Verlag Wissenschaft und Politik, 1982. 327 p.

d'une commission d'enquête parlementaire. Grâce à une série de dénouements peu clairs mais très favorables à la CSU les ministres BP sont condamnés pour parjure à des peines de prison ferme alors que le député CSU profite d'un non-lieu en appel pour cause de perte temporaire de ses facultés mentales. La description des évènements par Wolf[199] ressemble plus à un thriller qu'à un compte-rendu de vie parlementaire.

Passée cette période de troubles, la dominance de la CSU sur le système partisan Bavarois n'est plus remis en question.

Tableau 2-6 Résultats électoraux de la CSU lors d'élections au *Landtag* Bavarois[200]

Année	Circonscriptions			Listes			total		
	voix	proportion	élus	voix	proportion	élus	voix	proportion	élus
1946							1593908	52,3%	104
1950	1264993	26,8%	46	1262377	27,9%	18	2527370	27,4%	64
1954	1855995	37,6%	68	1835959	38,3%	15	3691954	38,0%	83
1958	2101645	44,9%	77	2091259	46,3%	24	4192904	45,6%	101
1962	2343169	47,1%	72	2320359	47,9%	36	4663528	47,5%	108
1966	2549610	47,7%	70	2524732	48,6%	40	5074342	48,1%	110
1970	3205170	56,2%	81	3139429	56,7%	43	6344599	56,4%	124
1974	3520065	61,7%	100	3481486	62,5%	32	7001551	62,1%	132
1978	3394096	58,5%	98	3387995	59,8%	31	6782091	59,1%	129
1982	3557068	57,9%	93	3534375	58,7%	40	7091443	58,3%	133
1986	3142094	54,9%	103	3191640	56,6%	25	6333734	55,8%	128
1990	3007566	53,8%	102	3085948	56,0%	25	6093514	54,9%	127
1994	3063635	52,2%	99	3100253	53,4%	21	6163888	52,8%	120
1998	3168996	51,7%	99	3278768	54,1%	24	6447764	52,9%	123
2003	3050456	59,3%	92	3167408	62,0%	32	6217864	60,7%	124
2008	2267521	42,5%	90	2336439	44,2%	2	4603960	43,4%	92

Les années 1960s ont été une période de consolidation de pouvoir pour la CSU[201] qui de l'élection de 1962 jusqu'à l'élection de 2008 réussit à obtenir une majorité absolue des mandats. 1962 marque aussi le début de mandature du premier des grands *Landesvater* (à peu

199 WOLF, Konstanze. *CSU und Bayernpartei – Ein besonderes Konkurrenzverhältnis 1948-1960.* Köln (DE), Verlag Wissenschaft und Politik, 1982. p. 205-244

200 Le mode de scrutin en 1946 ne proposait qu'une voix qui correspondait à un scrutin de liste.
Les données proviennent du *Bayerisches Landesamt für Statistik und Datenverarbeitung* et sont accessibles aux adresses suivantes:
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/lw/lt0est.htm
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/lw/lt0zwst.htm
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/lw/lt0gesst.htm

201 cf. MINTZEL, Alf. Regionale politische Traditionen und CSU-Hegemonie in Bayern. In OBERNDÖRFER, Dieter, SCHMITT, Karl. *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland* (Ordo Politicus Bd. 28) . Berlin, Duncker & Humblot, 1991. p. 125-180

près équivalent au *pater patriae*) de la CSU: Alfons Goppel, qui de 1962 à 1978 sera ministre-président de la Bavière. Il sera largement crédité de la modernisation de l'économie Bavaroise qui en 1945 était encore dépendante de l'agriculture (surtout en ancienne Bavière) et de son passage à une forte économie industrielle à la pointe du progrès technique. Pendant cette période la CSU a pu imposer et s'approprier une nouvelle interprétation de l'identité Bavaroise que Riehl-Heyse a commenté par la formule: C*SU- le parti qui a inventé la belle Bavière*[202], pour montrer cette identification progressive de la CSU avec la Bavière aussi bien traditionnelle que moderne. Sutherland[203] en a fait une analyse plus scientifique que le journaliste Riehl-Heyse qui commentait une partie des évènements virtuellement à chaud. Elle note que la CSU a su revigorer les motifs du patriotisme allemand, définitivement discrédités par l'expérience nazie, par un transfert de l'objet du patriotisme vers la Bavière où de tels sentiments étaient acceptables. La particularité de ce transfert ne réside pas uniquement dans le nouvel objet mais dans le fait qu'en même temps le patriotisme allemand pouvait être articulé avec un attachement à la région. Si la patrie (*Heimat*) était la Bavière et si le pathos sur la préservation de la patrie était transféré vers cette unité non contaminée par le nazisme elle restait aussi une partie de la patrie (*Vaterland*) allemande, et en déclarant un fort attachement à la Bavière il était possible de manifester une fort patriotisme allemand sans devoir s'associer au désastre historique de 1933-1945. Cette recomposition identitaire n'est pas uniquement une forme de transfert vers un passé romantique idéalisé, elle s'est aussi confrontée à l'époque moderne comme le montre par exemple l'accueil des allemands ethniques déplacés après la Deuxième Guerre Mondiale[204]. Pour ce qui est de la composition du peuple Bavarois il est devenu courant dans les discours des leaders politiques de faire référence aux quatre tribus (*Stämme*) de la Bavière. Franz-Josef Strauss à plusieurs occasions a pris le soin de détailler quelles étaient ces tribus. Comme nous le rapporte Finger[205] cette liste incluait d'un côté les trois populations des régions bavaroises: Bavarois, Franconiens et Souabes, mais y ajoutait systématiquement une référence aux déplacés soit en termes généraux (*die Vertriebenen*) ou de façon très concrète « les allemands des Sudètes » (*Sudetendeutsche*) originaires de l'Ouest et Nord de la République Tchèque, qui par leur nombre et la proximité de leur terre natale étaient le groupe dominant parmi les déplacés en

202 RIEHL-HEYSE, Herbert. CSU : *Chrislich-soziale Union : die Partei, die das schöne Bayern erfunden hat*. München (DE), Bertelsmann, 1979. 238 p.
203 SUTHERLAND, Claire. *Nation, Heimat, Vaterland: the reinvention of concepts by the Bavarian CSU*. In German Politics, Vol. 10 No. 3 (Dec. 2001). p. 13-36
204 SCHÜTZ, Hans. Die Eingliederung der Vertriebenen in Bayern. In HUBER, Ludwig (Hrsg.). Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel. Passau (DE), Passavia, 1975. p. 63-76
205 FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p.

Bavière. Cette modernisation du concept a d'un côté permis à la CSU d'élargir son assise sociale en devenant un parti pont entre les établis et les nouveaux arrivants et de l'autre d'être sur l'avant-scène du débat sur la question allemande à travers son association avec les déplacés. La question allemande a toujours joué un rôle important dans le discours de la CSU comme nous l'indique Blumenwitz[206], car elle permettait de contextualiser l'identité Bavaroise au sein d'un engagement pour l'Allemagne. La CSU maintenait la pression idéologique dans le débat de l'unité allemande pour concrétiser encore davantage le programme pour la Bavière. Le communisme comme adversaire diabolisé montrait les mérites du conservatisme tempéré du gouvernement Bavarois, que ce soit sur le plan économique, politique ou religieux. La CSU réussissait à conjuguer un engagement pour la démocratie et l'Etat de droit avec une forme particulière de patriotisme allemand et Bavarois mais aussi avec une idéologie de défense de l'Occident chrétien contre l'Est amoral car areligieux représenté par le communisme. Jusqu'à sa fin, la communication officielle de la CSU ne reconnaissait aucune légitimité à la RDA, parlant tantôt de la zone d'occupation soviétique (en début de période) puis de la « soi-disant RDA » (*sogenannte DDR*). Ce refus de l'acceptation de la partition de l'Allemagne a pris un tour virulent pendant la première période d'opposition au niveau fédéral (1969-1982) lorsque sous le chancelier Brandt la RFA amortissait la détente avec les pays du bloc soviétique. La CSU a été une des plus radicales et audibles dans le refus des *Ostverträge* (traités de l'Est avec la Pologne et l'Union Soviétique).

Son action contre le *Grundlagenvertrag* avec la RDA, en interjetant à partir du gouvernement Bavarois un appel vers la Cour Constitutionnelle (*Bundesverfassungsgericht*), a été fondamentale dans le débat politique allemand et a en partie permis à la CSU de prendre l'ascendant sur son partenaire fédéral la CDU pendant les années 1970. Le recours était centré sur la reconnaissance de la RDA par la RFA, ce qui posait une série de problèmes de doctrine de droit. La CSU soutenait la vision orthodoxe selon laquelle la RFA était le prolongement de l'Allemagne (*Deutsches Reich*), non pas comme successeur mais en tant que même entité, elle devait représenter l'intégralité de l'ancienne Allemagne et ne pouvait considérer aucune partie de cette ancienne Allemagne comme étant un Etat étranger. Même en perdant son recours contre le traité elle réussit à faire baliser les limites de la coopération avec la RDA. La RDA pouvait être reconnue comme gouvernement de fait mais pas en tant que pays étranger, d'où l'absence d'ambassades et l'existence de représentations permanentes et aussi le maintien de la nationalité allemande unique dans la position de la RFA.

206BLUMENWITZ, Dieter. Die Christlich-Soziale Union und die deutsche Frage. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p.333-366

Les années 1970 marquent l'apogée pour la CSU, qui pendant cette période semble dominer la CDU et le débat politique. Etroitement lié à cette période est Franz-Josef Strauss, le leader de la CSU sur la scène fédérale et adversaire puissant aussi bien des chanceliers de la coalition social-libérale que d'Helmut Kohl, le chef de file de la CDU. La CSU se donne un profil de parti très conservateur grâce aussi à son leadership sur la question allemande et à la tentative de la CDU de se positionner au centre afin de reconquérir une majorité.

Tableau 2-7 Résultats électoraux de la CSU lors d'élections au *Bundestag*[207]

Année	Circonscriptions			Listes			total
	voix	proportion	élus	voix	proportion	élus	élus
1949				1380448	29,2%		24
1953	2450286	48,3%	42	2427387	47,8%	10	52
1957	3068418	57,9%	47	3015892	57,2%	6	53
1961	3104742	55,7%	42	3014471	54,9%	8	50
1965	3204648	56,8%	36	3136506	55,6%	13	49
1969	3094176	54,5%	34	3115652	54,4%	15	49
1972	3620625	55,5%	31	3615183	55,1%	17	48
1976	4008514	60,0%	40	4027499	60,0%	13	53
1980	3941365	58,4%	40	3908459	57,6%	12	52
1983	4318800	62,2%	44	4140865	59,5%	9	53
1987	3859244	57,6%	45	3715827	55,1%	4	49
1990	3423904	54,0%	43	3302980	51,9%	8	51
1994	3657627	54,8%	44	3427196	51,2%	6	50
1998	3602472	51,8%	38	3324480	47,7%	9	47
2002	4311178	58,9%	43	4315080	58,6%	15	58
2005	3889990	55,0%	44	3494309	49,2%	2	46
2009	3191000	48,2%	45	2830238	42,5%	0	45

Forte de cette tendance centripète de la CDU, la CSU pose pendant quelques années ouvertement la question d'un quatrième parti dans le système politique allemand. Ce quatrième parti aurait été l'extension à toute l'Allemagne de la CSU en tant que parti de la droite conservatrice et patriotique. Afin de réaliser un tel parti il fallait d'abord renoncer à l'union étroite entre CDU et CSU représentée par le groupe parlementaire commun au *Bundestag*. Lors d'une session légendaire du groupe parlementaire de la CSU au *Bundestag* (*Landesgruppe*) à Kreuth, en novembre 1976, cette décision fut prise. La CSU déclarait

207 Le mode de scrutin en 1949 ne proposait qu'une voix qui correspondait à peu près à un scrutin de liste. Les données proviennent du *Bayerisches Landesamt für Statistik und Datenverarbeitung* et sont accessibles aux adresses suivantes:
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/bw/bt0est.htm
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/bw/bt0zwst.htm
http://www.statistik.bayern.de/wahlen/bw/bt0sit.htm

vouloir former un groupe parlementaire autonome pendant la nouvelle législature. Il était clair que ceci ne pouvait être que le prélude à une extension de la CSU à tout le territoire de la RFA. La CDU a contré ces velléités d'extension en menaçant de présenter des candidats en Bavière, ce qui a contribué au renversement de cette décision. Dans ce cas de figure les sondages accordaient à la CDU environ 20% des voix en Bavière alors que la CSU ne pouvait espérer que 4% à 6% en dehors de la Bavière, ce qui à cause de la barre des 5% risquait davantage d'affaiblir la droite que de lui attirer de nouvelles couches d'électeurs. La décision fut en conséquence cassée avant la fin de l'année, mais l'ascendant de la CSU sur la CDU continuait grâce aux résultats électoraux nettement supérieurs qu'elle réalisait. En 1978 Strauss prenait la succession de Goppel à la tête du gouvernement Bavarois et devenait une forme de contre-chancelier. Il était d'une certaine façon presque naturel qu'il devienne le candidat commun de la CSU et CDU pour le poste de chancelier lors des élections au *Bundestag* de 1980. Néanmoins son conservatisme et ses tendances populistes effrayèrent plus au nord de l'Allemagne que son authenticité Bavaroise ne permettait de faire gagner des voix en Bavière et ailleurs au Sud. Si la CSU réalisait encore un très bon score, la CDU perdait plus de 4% des voix et la coalition social-libérale pouvait entamer un nouveau mandat. La CSU entrait dans une période d'importance réduite lorsque Helmut Kohl réalisa son projet de faire changer le FDP de partenaire de coalition en 1982, et formait la coalition chrétienne-libérale qui allait gouverner l'Allemagne pour les seize années à venir.

Les années 1980 furent sans grand évènement pour la CSU jusqu'à 1988 qui voit le décès inattendu de Franz-Josef Strauss. Son successeur en tant que ministre-président Bavarois fut pris dans une série d'affaires de quasi-corruption qui affaiblirent encore davantage le parti. De plus la formation d'un parti populiste à sa droite (Les *Republikaner*) menaçait momentanément la dominance de la CSU. Lorsque arriva la réunification allemande, la CSU était déjà mal en point et allait devoir affronter de nouveaux problèmes. Une nouvelle tentative d'extension territoriale de la CSU échoua et en conséquence son poids au sein de la coalition fédérale diminua dans la même proportion que le poids démographique de la Bavière dans une Allemagne réunifiée[208].

A ce moment (1993) Edmund Stoiber succéda à Max Streibl en tant que ministre-président Bavarois et sut renouer assez largement avec la tradition des *Landesväter* de la CSU. Contre toute attente il réussit à défendre à peu près le résultat de 1990 lors des élections au *Landtag* de 1994 .

208 LEERSCH, Hans-Jürgen. Die CSU: Eine neue Form der Bayernpartei. In *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Vol. 42 (1992) Nr. B 5. p. 21-28

L'élection au *Bundestag* de 1994 voyait donc une CSU convalescente après la perte de son leader historique et une période d'affaires dommageables, sous un nouveau leader historiquement très proche de l'ancien et qui était en train de remettre le parti à flots. La CSU maintenait à cette élection son résultat de l'élection de 1990 alors que la CDU perdait 2% des voix et que le FDP s'effondrait de plus du tiers de ces sièges, avec pour résultat une reconduction *in extremis* du gouvernement Kohl. Notre première série d'observations a été réalisée à ce moment.

Quatre ans plus tard, la CSU avait repris pied au niveau Bavarois et continuait de dominer le jeu politique régional mais était confrontée au mécontentement suscité par la politique du gouvernement fédéral auquel elle participait. Le résultat de l'élection au *Landtag* était en légère progression pour la CSU à 52,9% des voix alors qu'au niveau fédéral la CSU perdait 3,5%, presque deux fois plus que la CDU, et pour la première fois depuis 1953 échouait à atteindre la majorité absolue des voix lors d'une élection au *Bundestag,* avec seulement 47,7% des voix pour la liste régionale. Au niveau fédéral la CSU se retrouvait dans l'opposition devant l'élection d'une majorité social-démocrate et verte sous le chancelier Schröder. Notre seconde série de mesures fut réalisée dans le contexte de cette élection.

Le retour sur les bancs de l'opposition a mis en route un processus de changement générationnel au sein de la CDU, qui permit à la CSU, disposant de personnel expérimenté et gouvernant en Bavière, de reprendre partiellement l'ascendant sur sa grande sœur[209]. Dans cette période de crise la voix de la CSU devenait plus audible et ses propositions plus largement débattues. Devant un leadership incertain de la CDU, Edmund Stoiber pouvait se profiler comme homme politique d'expérience capable de redresser un parti en eaux difficiles. Il devenait candidat à la chancellerie de la CSU et la CDU lors des élections au *Bundestag* de 2002.

Cette élection a vraisemblablement été dominée par une catastrophe naturelle: de fortes inondations dans l'Est de l'Allemagne qui permirent au chancelier Schröder de se montrer en homme d'action alors que le candidat Stoiber ne pouvait pas intervenir de façon crédible sans risquer de se faire accuser d'opportunisme. Avant ces évènements les sondages donnaient une courte mais solide avance à l'opposition alors que la soirée électorale donnait lieu à une grande confusion. Les trois plus grands instituts de sondage affiliés aux trois grandes chaînes de télévision donnaient trois résultats différents jusque relativement tard dans la soirée: l'un

209 OBERREUTER, Heinrich. Speerspitze der Opposition – die Rolle der CSU seit 1998. In MAYER, Tilman. MEIER-WALSER, Reinhard C.(Hrsg). *Der Kampf um die politische Mitte – Politische Kultur und Parteiensystem seit 1998*. München (DE), Olzog, 2002. p. 89-101

prédisant la réélection du gouvernement, l'autre l'élection de l'opposition et le troisième une situation d'absence de majorité. Lors de la proclamation du résultat définitif provisoire le gouvernement obtenait sa réélection de justesse. Stoiber avait augmenté le score de la CSU en Bavière de plus de 10 points par rapport à 1998 alors que la CDU faisait virtuellement du surplace en ne gagnant qu'un peu plus d'un point. La troisième et dernière série de mesures à été réalisée dans le contexte de cette élection.

Les élections au *Landtag* de 2003 furent marquées par un succès historique de la CSU qui avec un peu plus de 60% des voix pouvait s'assurer d'une majorité des deux tiers des députés. Edmund Stoiber était au sommet de son pouvoir.

Les élections anticipées au *Bundestag* de 2005 furent un véritable désastre pour la CSU. Alors que le gouvernement sortant était donné battu d'avance avec jusqu'à dix points de retard à quelques semaines de l'élection, la CDU réalisait son pire score de l'après-guerre et la CSU chutait presque au niveau de 1998 et n'atteignait pas la majorité absolue des suffrages en Bavière. Néanmoins Angela Merkel a pu former un gouvernement de grande coalition entre CDU/ CSU et SPD qui assurait à la CSU le retour sur les bancs du gouvernement. Grâce à une valse hésitation entre rester à Munich et entrer au gouvernement fédéral, Edmund Stoiber a perdu beaucoup de crédibilité dans les mois qui ont suivi cette élection. Ceci marque le début de sa spirale de déclin qui ne se termine qu'en septembre 2007 à cause d'une lutte des prétendants. Il est alors contraint à la démission dans une affaire d'espionnage de la vie privée d'une responsable politique locale par son cabinet primo-ministériel.

Son successeur au poste de ministre-président, Günther Beckstein, a eu la particularité d'être le premier protestant à occuper ce poste dans l'histoire de la Bavière mais il devra démissionner après le désastre électoral de 2008, où pour la première fois en plus de 45 ans la CSU ne parvient pas à obtenir la majorité absolue des sièges au *Landtag* Bavarois et est contraint de former un gouvernement de coalition avec le FDP. La perte de plus de 17% des voix par rapport à 2003 est une des plus grosses défaites électorales de l'histoire allemande pour un parti ayant survécu à cette perte.

Les élections au *Bundestag* de 2009 confirment la tendance lourde à la baisse des scores de la CSU, qui recule de près de 7 points et encaisse son pire résultat à une élection fédérale depuis 1949.

2.2.1.4. Vlaams Blok / Vlaams Belang

Notre quatrième cas est le *Vlaams Blok* (VB). Depuis la fin de notre période d'observation, il a été contraint à une dissolution et refondation sous le nom de *Vlaams Belang* mais il reste essentiellement le même parti. Le VB a pris naissance lors des élections générales belges de 1978 en tant que cartel électoral entre deux jeunes micro-partis: la *Vlaams-Nationale Partij* (VNP) et la *Vlaamse Volkspartij* (VVP). Il constitue donc le parti dont la structure est la plus récente de notre sélection de cas.

Afin de mieux situer le VB, il est nécessaire de retourner un peu plus loin et envisager le contexte dans lequel est survenue cette création. A la fin d'une décennie qui avait vu les revendications des différentes communautés de la Belgique croître d'une façon semblable à celle observée au Royaume-Uni, les partis classiques et ethno-régionalistes avaient conclu un accord (le Pacte d'Egmont) visant à réformer l'Etat Belge au sein d'une structure fédérale relativement faible mais viable (surtout les finances des nouvelles entités étaient précaires). Un point d'achoppement principal pour les nationalistes flamands était Bruxelles, qui devenait une troisième entité (contrecarrant le fédéralisme à deux, la solution préférée par la plupart des nationalistes). Bruxelles devenait de fait une ville francophone avec protection de la minorité néerlandophone. La Flandre serait amputée de sa capitale.

Il en résultait une forte insatisfaction sur l'aile radicale et de droite du parti ethno-régionaliste flamand historique: la *Volksunie* (VU) et au sein de mouvements nationalistes flamands radicaux en dehors de ce parti. La VU avait au fil des années 1970 entrepris un mouvement vers le centre de l'échiquier politique attirant plus de modérés et marginalisant au fur et à mesure l'extrême droite du mouvement flamand. Soutenir un tel accord problématique sur des points centraux de la revendication identitaire flamande devenait une ultime trahison des valeurs du nationalisme flamand de droite (extrême). La situation se prêtait donc à une dissidence.

Dès le mois de Mai 1977 Lode Claes, ex-sénateur, quitte la VU. Il est clair qu'il formera un parti dissident mais il attendra six mois avant de fonder la VVP fin novembre 1977. Le VVP visait à attirer des cadres moyens et des militants de la frange droite de la VU, en tentant de capitaliser sur l'insatisfaction générée par la direction plus centriste de la VU et la décision de soutenir le Pacte d'Egmont. Il tentait aussi d'attirer des intellectuels.

Le VNP est fondé le premier octobre 1977 par Karel Dillen, nationaliste extrêmement bien relié aux différentes tendances d'extrême droite du nationalisme flamand. Lors de la

conférence de presse de lancement du parti[210] Dillen présente le VNP comme un parti politique flamand pur et ferme dans ses principes. Son but déclaré était d'obtenir l'autonomie complète de la Flandre en détruisant l'Etat Belge. Il déclara que le parti serait partisan du solidarisme, ce qui dans le contexte du nationalisme flamand d'extrême droite résonne avec le VERDINASO (*Verbond der Dietse Nationaal-Solidaristen*), un parti irrédentiste des années 1930 attaché à la Nation Thioise (*Dietsland*) avec une idéologie empreinte du fascisme. Cette référence est d'autant plus marquante que les personnes dont s'entoure Dillen dès la création du parti sont fortement marquées par le militantisme de l'extrême-droite.

Le cartel est négocié et facilité par les dirigeants de deux autres organisations d'extrême-droite nationaliste flamande, afin de donner une chance à ces partis en formation lors d'élections anticipées en 1978. Le nom du cartel n'était pas entièrement innocent, il ressemblait étrangement au label que le *Vlaamsch Nationaal Verbond* (VNV), qui s'était illustré par sa collaboration avec les allemands pendant l'occupation de la Seconde Guerre Mondiale, avait utilisé lors de l'élection générale de 1936: *Vlaams Nationaal Blok*.

Les résultats étaient une double surprise pour le VB. D'un côté Claes échouait dans sa tentative de se faire élire à Bruxelles, en partie parce qu'il se trouvait face à une série de candidats VU particulièrement prestigieux et de tendance plutôt anti-Egmont. De l'autre Dillen réussissait à se faire élire à Anvers en infligeant une sévère défaite à la VU. Les résultats électoraux globaux donnaient à peu près 2% des voix en Flandre au VB, ce qui équivaut à un peu plus de 1% des voix sur toute la Belgique. Après un résultat désastreux aux élections européennes de 1979 où il n'atteignait que la moitié des voix du VB en 1978, Claes se retira de la vie politique et laissa ce qui restait du cartel électoral à Dillen. En juin 1979 les deux partis ont fusionné définitivement et le VB est devenu un véritable parti.

Le nouveau parti attira rapidement de larges tranches de l'extrême-droite nationaliste flamande. Il régnait une certaine euphorie dans ces milieux qui considéraient que la VU avait abandonné le nationalisme depuis longtemps. Gijsels cite la revue *Alarm* fortement associée au *Vlaamse Militanten Orde* (VMO) (une organisation fondé par d'anciens membres du VNV et qui avait participé à la fondation de la VU en 1954 avant de couper tous les contacts en 1963) de 1980

> *« Lorsque Karel Dillen se vit octroyer la direction du Vlaams Blok, cela signifia que les choses allaient changer pour les militants flamands. Un parti politique allait à nouveau nous soutenir! C'est un avantage des plus estimables pour les*

210 Relatée dans GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. p.70

groupes de militants. Là où chacun voulait devenir le Führer de sa propre petite organisation, Karel Dillen grâce à sa personnalité, a établi les ponts nécessaires. »[211]

Karel Dillen se trouve dès 1980 drapé dans le rôle de l'homme providentiel pour l'extrême-droite nationaliste flamande, avec des références très explicites au fascisme. Il montre aussi que le VB représentait pour l'extrême-droite l'espoir du front unique qui dans d'autres pays a été impossible (comme en Allemagne où différents mouvements sont régulièrement engagés dans les luttes fratricides).

Les débuts en tant que parti autonome restaient assez modestes. Lors des élections législatives de 1981 le VB perdait 10.000 voix ce qui ne mettait pas en cause son unique siège à la Chambre mais l'empêchait de devenir une force politique notable. Néanmoins les élections de 1978 montraient Claes comme un candidat capable d'intégrer en dehors du camp clairement extrémiste alors qu'en 1981 le VB n'avait comme point de ralliement que Dillen, qui était clairement marqué à l'extrême-droite.

Tableau 2-8 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections fédérales[212]

année	Chambre des Députés			Sénat		
	voix	proportion	élus	voix	proportion	élus
1978	75635	1,4%	1	80809	1,5%	0
1981	66424	1,1%	1	71733	1,2%	0
1985	85391	1,4%	1	90120	1,5%	0
1987	116534	1,9%	2	122953	2,0%	1
1991	405247	6,6%	12	414481	6,8%	5
1995	475677	7,8%	11	463896	7,7%	3
1999	613399	9,9%	15	583208	9,4%	4
2003	761407	11,6%	18	741940	11,3%	5
2007	799844	12,0%	17	787782	11,9%	5

Lors des élections européennes de 1984 le VB présentait pour la première fois une liste autonome conduite par Karel Dillen et marquait un succès d'estime avec plus de 73.000 voix.

211GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. p.74

212Les proportions se rapportent à l'ensemble du Royaume Belge
Données du service public intérieur section des archives électorales de 1978 à 2003 et service des élections pour 2007. Données accessibles par internet sous les adresses:
http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result_party.php?party_id=682&startdate=1978-12-17&enddate=2003-05-18&vt=CK&ko_type=KO_RK&ko=263 (archives Chambre)
http://elections2007.belgium.be/fr/cha/results/results_tab_etop.html (élections Chambre)
http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result_party.php?party_id=682&startdate=1978-12-17&enddate=2003-05-18&vt=SE&ko_type=KO_RK&ko=263 (archives Sénat)
http://elections2007.belgium.be/fr/sen/results/results_tab_etop.html (élections Sénat)

Le résultat était loin du quotient électoral (à peu près 220000 voix pour cette élection) mais montrait une légère progression vers le niveau de 1978 et marquait le début d'une base électorale.

1984 marquait aussi le début de la focalisation du VB dans ses campagnes sur le sujet de l'immigration, sujet qui a profondément marqué sa perception au niveau international. Cette extension a pu se réaliser de façon relativement naturelle à partir des bases idéologiques du nationalisme du VB, qui prend racine à l'extrême-droite de l'éventail nationaliste flamand. Cette tradition que l'on peut retracer jusqu'au VNV et VERDINASO était empreinte de la pensée *völkisch* de la droite nationaliste allemande de l'entre deux guerres. Elle était profondément raciste et établissait une hiérarchie des populations dont le sommet était occupé par une soi-disant « race germanique » définie de façon aussi bien ethnique que culturelle. Cette pensée a été à la base de la collaboration du côté flamand et de la *Flamenpolitik* de l'occupant allemand qui voyait dans la population flamande un peuple digne d'être inclus dans le nouvel ordre nazi. Cette pensée avait de plus l'avantage de pouvoir aussi être utilisée contre la population francophone, qui en tant que membre d'une supposée « race romaine » se retrouvait plus bas sur l'échelle de valeurs.

Les élections législatives de 1985 voyaient une légère progression du VB avec 85.000 voix pour la Chambre et 90.000 pour le Sénat, ce qui était encore largement insuffisant pour atteindre un second siège dans les deux chambres mais donnait au parti une certaine permanence. Les résultats confirmaient aussi que la place forte du VB était Anvers et son arrondissement, qui comptaient pour plus du tiers des voix du VB.

La percée électorale du VB a eu lieu en trois mouvements, lors des élections générales de 1987 et 1991 et des élections européennes de 1989. Lors des élections générales des 1987 le VB atteint plus de 110.000 voix à la Chambre et plus de 120.000 au Sénat, une augmentation de plus du quart des voix mais surtout une progression qui se traduit par un siège supplémentaire en Chambre et l'arrivée du VB au Sénat avec un siège. Le VB cesse à cette élection de n'être au parlement que l'affaire d'une seule personne. Notons surtout que les deux députés sont des personnes hautes en couleur et très importantes pour le VB: Filip Dewinter et Gerolf Annemans sur lesquels nous reviendrons ultérieurement. Le VB confirme son ancrage anversois car tous les parlementaires sont anversois.

Tableau 2-9 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections européennes[213]

année	voix	proportion	élus
1984	73174	2,1%	0
1989	241117	6,6%	1
1994	463919	12,6%	2
1999	584392	15,1%	2
2004	930731	23,2%	3
2009	647170	15,9%	2

Les élections européennes de 1989 ont vu un véritable décollage du vote VB qui avec Dillen comme tête de liste atteint 209.000 voix, presque le triple du résultat de 1984 et presque un doublement par rapport au résultat de l'élection générale de 1987. Cette progression exceptionnelle permet à Karel Dillen d'être élu de justesse au Parlement Européen.

A partir de ce décollage le VB pouvait attendre un bon résultat pour les élections générales de 1991, mais peu de monde voyait venir le séisme politique qui secoua la Flandre en 1991. Le VB doublait pratiquement son score de 1989 et triplait celui de 1987. Avec plus de 400.000 voix le VB dépassait les 10% des voix Flamandes et approchait de 7% au niveau belge. Le résultat était un groupe parlementaire conséquent pour le VB, composé de 12 députés et 6 sénateurs mais aussi l'établissement du VB en tant que quatrième parti flamand, reléguant la VU au cinquième rang.

Même si sa présence parlementaire augmentait les portes du pouvoir lui restaient fermées. Depuis mai 1989 une stratégie de cordon sanitaire isolait le VB des cinq autre partis flamands. La raison de cette action se situait dans l'agitation xénophobe et raciste du VB. Même si l'accord était relativisé dès la fin juin 1989 et depuis il a été impossible de conclure un nouvel accord de mise en quarantaine, l'esprit de non-coopération tient en apparence, même si des ballons d'essais ont été régulièrement lâchés pour tester l'acceptabilité de telles coopérations.

Ces élections constituent le cadre de notre première série d'enquêtes. L'actualité du VB aussi bien en tant que parti d'extrême-droite populiste et xénophobe qu'en tant que parti ethno-régionaliste indépendantiste, voire même irrédentiste pour une certaine frange, a généré un fort intérêt. A ce moment l'aspect ethno-régionaliste reste encore présent dans l'analyse

213Les proportions se rapportent au collège électoral flamand
Données du service public intérieur section des archives électorales de 1984 à 2004 et service des élections pour 2009. Données accessibles par internet sous les adresses:
http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result_party.php?party_id=682&startdate=1984-06-17&enddate=2004-06-13&vt=EU&ko_type=KO_KC&ko=273 (archives)
http://elections2009.belgium.be/fr/eur/results/results_tab_EUL12025.html (élections)

comme nous montre le travail de Govaert[214] qui dans son analyse des cinq piliers du programme du VB place le nationalisme flamand en première position avant la question de l'immigration (qu'il place en second). Il s'agit en partie d'un effet de la genèse du parti, dont la première garde comme Dillen avait une double-socialisation de nationalisme flamand et d'extrême-droite et faisait découler ses opinions politiques du nationalisme flamand.

La génération plus jeune représentée par Gerolf Annemans et Filip Dewinter est nettement différente. Nés bien après la Deuxième Guerre Mondiale, ils dissocient plus largement les composantes du programme du VB.

Dewinter représente dans cette optique le pôle xénophobe. En tant qu'exemple le plus parlant Gijsels nous rapporte la réponse de Dewinter, dans une interview accordé au mensuel néo-nazi allemand *Deutsche Nationalzeitung* en novembre 1988, à la question :quels étaient « les trois champs de bataille les plus importants de l'histoire » « *la bataille de Poitiers, la bataille des Eperons d'Or et la bataille de la Légion Flamande au Front de l'Est russe* »[215]. Réponse qui situait bien en deuxième position un événement ayant trait à l'identité flamande en opposition à l'identité francophone mais en premier lieu une lutte entre Occident chrétien et monde musulman et en troisième position un champ de bataille nazi qui sent la collaboration. Le dernier champ de bataille laisse naturellement planer l'association de la justification raciste de l'invasion de l'Union Soviétique comme visant à protéger l'Occident de l'invasion rouge qui remplaçait toute une série de spectres des hordes orientales et usait d'associations avec l'invasion Hune.

Annemans de son côté met davantage l'accent sur un nationalisme virulent et place la xénophobie au second plan. Dès 1986 il déclare au magazine *Vrij Nederland* « *Mustapha qui égorge les moutons dans sa baignoire n'est pas mon pire ennemi. Mon pire ennemi, c'est l'Etat belge*. »[216] Il refuse le qualificatif de raciste tout en intégrant des notes xénophobes dans son action politique. Néanmoins il s'agit chez lui clairement de deux sujets distincts et non pas comme pour Dillen de composantes de la même maison idéologique.

Ensemble ils ont rédigé le plus important texte programmatique du parti, le programme en 70 points (*70-puntenplan* en version brève, le titre complet étant *Immigratie: de oplossingen. 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem*). Le texte qui fut présenté dans sa première version en 1992 et modifié en 1996 proposait une politique d'expulsion massive afin

214 GOVAERT, Serge. Le Vlaams Blok et ses dissidences. In *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques*. No. 1365 (1992), 42 p.
215 GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. p.211
216 GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. p.208

de tendre vers un pays ethniquement homogène. Cette réduction programmatique s'est aussi confirmée dans le slogan le plus utilisé « *Eigen Volk Eerst* » (Notre peuple d'abord) qui fait écho à un des slogans les plus courants du Front National français « Les Français d'abord! », D'ailleurs les deux partis ont eu des rapports très proches au Parlement Européen et partagent une certaine ressemblance dans leur programme populiste d'extrême-droite. Une ressemblance si forte qu'il est possible d'oublier la composante ethno-régionaliste du VB qui a certainement été présente au moment de sa fondation mais qui lors du renouvellement de génération semble s'être un peu estompée. Le VB a aussi coopéré pendant la mandature 1989-1994 du Parlement Européen avec les *Republikaner* (parti d'extrême droite allemand au succès éphémère) tout comme avec les partis de l'extrême droite néerlandaise (*Centrumpartij* et *Centrumdemocraten*). Il s'est dès cette période assez fermement intégré à la famille politique de l'extrême-droite populiste et xénophobe.

Lors des élections européennes de 1994 le VB réussit à confirmer son résultat de 1991 et à nettement augmenter sa part de suffrages par rapport à 1989. Il atteint plus de 460.000 voix ce qui équivaut à un suffrage néerlandophone sur huit. Le quasi doublement du nombre de suffrages permet au VB de doubler sa représentation au Parlement Européen et d'y envoyer dorénavant 2 députés.

Les années 1990 et 2000 sont en partie des années de réalignement dans le système politique belge, du moins des étiquettes partisanes. Les partis représentant les trois piliers de la société se dissolvent et se refondent tout en restant largement identiques, tout comme les partis plus jeunes. L'élection européenne de 1994 marque le premier changement visible avec une large refonte de la famille libérale aussi bien néerlandophone que francophone. Suite à la mauvaise gestion des affaires Dutroux et Agusta, les chrétien-démocrates connaîtront une lourde défaite en 1999, qui aboutira à la refondation des deux partis en 2001, chemin qu'entameront aussi les socialistes néerlandophones la même année. La *Volksunie* (VU) se scinde en 2001, donnant naissance à deux partis représentant globalement l'aile gauche et l'aile droite de la VU. Suite à leur disparition électorale en 2003, les écologistes flamands se renomment et modifient leur structure sans changer fondamentalement leur programme. Même si lors des élections belges de 2007 seuls deux partis francophones (PS et ECOLO) et aucun parti néerlandophone ne se présentent sous la même étiquette que lors des élections de 1991, la structure du système partisan n'a pas été modifiée à un point tel que le qualificatif de réalignement soit justifié sur une base idéologique.

Tableau 2-10 Résultats électoraux du Vlaams Blok/ Vlaams Belang aux élections du Conseil Flamand[217]

année	voix	proportion	élus
1995	465239	12,3%	15
1999	603345	15,5%	20
2004	981587	24,2%	32
2009	628564	15,3%	21

Les élections générales de 1995 ont connu une modification du mode de scrutin. Outre une forte réduction de la taille des deux chambres fédérales les parlements des entités fédérées sont désormais issus d'élections directes et distinctes. Dewinter choisit de se présenter au niveau du Parlement Flamand alors qu'Annemans restait à la Chambre des Députés. Les résultats marquent en nombre de voix une consolidation du niveau des élections européennes de 1994 et une légère progression par rapport à l'élection générale de 1991: 470.000 voix pour la Chambre et 460.000 pour le Sénat. Ce qui se traduit néanmoins par une réduction de sa représentation parlementaire conséquence de la réduction du nombre de sièges à pourvoir. Pour le Parlement Flamand le VB atteint aussi 460.000 voix ce qui fait à peu près un électeur flamand sur huit et il obtient une délégation substantielle au Parlement, bien que son score reste inférieur à celui des trois partis traditionnels. Notre deuxième série d'observations a été collectée à l'occasion de cette élection.

La législature suivante a été marqué par les affaires Agusta et Dutroux, qui ont jeté un lourd discrédit sur le gouvernement et la classe politique en général. Ceci a été profitable au VB qui avec sa rhétorique anti-système et ses valeurs d'ordre moral avait une possibilité de se présenter dans une posture « mains propres ».

En 1996 Karel Dillen prit sa retraite et nomma Frank Vanhecke comme successeur, qui est de la même génération que Dewinter et Annemans. Ayant commencé son engagement politique à la VU il la quitte dès 1977 et rejoint le VNP de Dillen avant la création du cartel électoral. Malgré son jeune âge (38 ans à l'époque) il constitue un vieux compagnon de route du VB. Il restera à la tête du parti lors de la refondation et jusqu'en 2008 lorsque Bruno Valkeniers lui succédera. Néanmoins le nouvel homme fort du parti semble être Dewinter, qui profite de

217Les proportions se rapportent au corps électoral Flamand
Données du service public intérieur section des archives électorales de 1995 à 2004 et service des élections pour 2009. Données accessibles par internet sous les adresses:
http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result_party.php?party_id=682&startdate=1995-05-21&enddate=2004-06-13&vt=VL&ko_type=KO_RG&ko=304 (archives)
http://elections2009.belgium.be/fr/vla/results/results_tab_VLR00000.html (élections)

soutiens liés à sa carrière dans l'aile jeunesse du parti, dont les membres de l'époque sont devenus les cadres du parti.

L'élection générale de 1999, qui cumulait l'élection aux deux assemblée fédérales, aux conseils communautaires et régionaux et l'élection au Parlement Européen, fut surtout marquée par une lourde défaite des partis chrétiens, qui pour la première fois depuis la bataille scolaire prirent le chemin de l'opposition, mais aussi par un net recul de leur partenaire au gouvernement, les partis socialistes. Le VB pouvait nettement améliorer son résultat électoral, dépassant à la Chambre et au Conseil Flamand les 600.000 voix et se situant juste en deçà de ce chiffre au Sénat et au Parlement Européen. Ce score équivalait à plus de 15% de l'électorat Flamand, plaçant le VB devant les socialistes flamands en termes de voix et au moins sur un pied d'égalité en termes de siège (Parlement Européen et Sénat). Notre troisième série d'observations est issue de cette élection.

L'élection générale de 2003 marquera une nouvelle progression du vote VB, aidé partiellement par le retour de tensions au sujet de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV), qui cristallise régulièrement les problèmes communautaires (comme pendant toute la législature 2007-2010) mais aussi par la dislocation de la VU qui a rebattu les cartes au sein des partis nationalistes flamands. Le VB atteint 760.000 voix pour la Chambre et 740.000 pour le Sénat avec plus de 18% des voix flamandes, soit plus de 11% des voix en Belgique. Néanmoins le redressement des socialistes flamands et leur cartel électoral avec l'aile gauche (moins importante) de la VU font retourner le VB en quatrième position au sein des partis flamands. Notre quatrième et dernière série d'observations a eu lieu à l'occasion de cette élection.

L'année suivante fut marquée par le début de l'affaire qui nécessitera pour le VB de procéder à sa dissolution puis sa refondation en novembre 2004, juste après la fin de notre période d'étude. Sur la base de loi du 30 juillet 1981 visant à réprimer certains actes liés au racisme et la xénophobie deux organisations antiracistes (dont la Ligue des Droits de l'Homme) attaquent trois associations proches du VB. Elles ne peuvent attaquer le VB directement car le parti ne dispose pas de la personnalité morale, mais en creux c'est le VB et plus particulièrement ses 70 points qui sont visés. La décision finale n'a été rendue qu'en novembre 2004[218] après les élections communautaires et européennes, condamnant les trois organisations proches du VB (plus exactement la condamnation de deuxième instance des organisations n'était pas cassée). Afin de limiter le risque de voir d'autres procès se fonder sur cette décision et déferler sur le

218 COUR DE CASSATION (Belgique). *Arrêt P.04.0849.N du 9 novembre 2004*. accessible sur Internet à l'adresse: http://jure.juridat.just.fgov.be/pdfapp/download_blob?idpdf=F-20041109-13

parti, le VB s'est dissout le 14 novembre et refondé presque immédiatement (22 décembre). Le nouveau VB est presque identique à l'ancien sauf par l'abandon des 70 points qui représentaient le plus grand risque juridique.

Les élections européennes et communautaires de 2004 ont eu lieu sous l'influence de ce procès, qui au moment du scrutin n'attendait plus que le résultat du pourvoi en cassation mais qui était déjà passé devant deux instances. Sous cet aspect le résultat excellent du VB est à prendre avec certaines réserves. Le VB atteignait 930.000 voix au Parlement Européen (23% dans le collège électoral flamand) ce qui lui a permis d'obtenir un troisième siège. Au Conseil Flamand le VB il réalise même 980.000 voix (24%) et devient le deuxième parti au Conseil, juste derrière le cartel des chrétien-démocrate avec l'aile droite de feu la VU (la N-VA).

Les résultats de l'élection générale de 2007 confirment le contexte exceptionnel de l'élection de 2004. Le VB progresse un peu par rapport à 2003, obtenant 780.000 voix pour le Sénat et presque 800.000 à la Chambre et voyant sa représentation parlementaire réduite d'un député.

Les élections européennes et communautaires de 2009 marquent le premier véritable recul du VB, causé en large partie par la liste concurrente populiste d'extrême-droite (la *Lijst Dedecker* qui a atteint presque 8% des voix flamandes soit 300.000 voix). Le VB recueille juste un peu moins de 650.000 voix aux élections européennes soit une baisse de presque 300.000 voix par rapport à 2004. Il retrouve presque son niveau de 1999. Ce recul coûte un siège au VB. Au Conseil Flamand le VB atteint un peu moins de 630.000 voix mais reste de justesse le second parti (moins de 1.000 voix devant les socialistes et un peu plus de 10.000 voix devant les libéraux). Au total le VB recule à 15% des voix flamandes. Les questions sur sa stratégie à long terme devront se poser car la crête de la vague semble être passée, comme l'indiquent aussi les résultats de l'élection générale de 2010. Même si la N-VA semble avoir puisé des voix au sein de tous les partis, le VB est celui qui accuse le plus rudement le coup avec un passage à un peu plus de 500.000 voix à la Chambre et un peu moins au Sénat, un résultat qui est proche de celui de 1995 et équivaut à un peu plus de 12% des suffrages néerlandophones.

2.2.2. Les cas dans une optique comparatiste

Après avoir examiné les partis en tant qu'unités autonomes au sein de leur systèmes politiques respectifs et avoir retracé leur évolution, nous allons maintenant procéder à une présentation des cas dans une vision plus comparatiste, aussi bien au sein du cadre des partis ethno-

régionalistes que de notre cadre d'analyse.

2.2.2.1. Le point commun : une revendication ethno-régionaliste

Le point commun le plus important de nos quatre partis est aussi leur critère principal de sélection: ils satisfont à la définition de De Winter d'un parti ethno-régionaliste. Il s'agit de partis qui posent la différence essentielle d'une catégorie définie de la population et demandent la prise en compte de cette différence dans la vie politique.

Cette caractérisation est relativement évidente pour certains partis mais demande plus de justification pour d'autres.

Le plus évident est le cas de PC. PC fait référence à un peuple Gallois qui se caractérisait historiquement principalement par la langue. Mais comme le montre McAllister[219] l'ouverture du parti et son émergence ont contribué à faire passer le lieu d'habitation et le contexte de la vie au Pays de Galles en tête. La langue galloise reste une composante importante dans la politique et la communication du parti mais n'est plus la caractéristique déterminante. Le contact avec la culture galloise est le cœur du peuple Gallois dans la vision de PC, cette culture inclut principalement la langue Galloise mais ne se limite pas à elle. Le contact se caractérise par le lieu de résidence et la volonté de participer à cette culture mais n'exige pas la maîtrise de toutes les composantes de la culture Galloise. PC demande en conséquence la prise en compte de la spécificité Galloise au sein du Royaume-Uni.

Le SNP en appelle plus clairement à une nation Ecossaise historique. Le SNP reprend largement l'argumentaire du nationalisme écossais historique en prenant appui sur le Royaume d'Ecosse du Moyen Age et du début de l'ère moderne. Les frontières politiques du territoire auquel le SNP se réfère sont celles du Royaume d'Ecosse à quelques nuances près. Le nationalisme écossais historique repose, en dehors de l'histoire du Royaume d'Ecosse, sur une interprétation spécifique du Traité d'Union de 1707 et de l'importance des deux institutions importantes à avoir subsisté dans un cadre écossais au delà de l'Union: L'Eglise et le Droit[220].

L'interprétation généralement admise en dehors des cercles nationalistes du Traité d'Union est celle d'une union dissolvante. Le traité de 1707 aurait mis fin définitivement au Royaume d'Angleterre et du Pays de Galles et à celui d'Ecosse afin de créer une nouvelle entité de plein

219 MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224p.

220 DEVINE, T.M. *The Scottish Nation 1700-2000*. London, Penguin, 1999. 696 p.

droit: le Royaume-Uni de Grande Bretagne. Depuis 1707 il n'y a donc ni Angleterre ni Ecosse, seulement un Royaume-Uni. Le traité ne peut en conséquence pas être amendé ou révoqué car les deux parties signataires n'existent plus. Dans la pensée nationaliste le traité de 1707 ne revêt pas ce caractère fondateur mais reste un contrat entre deux Etats souverains pour former une union parlementaire sans pour autant se dissoudre. Le traité peut donc être amendé par les deux parties. La situation particulière de l'Ecosse en 1707 a eu pour résultat que certains points étaient fortement à son désavantage. Une renégociation devra donc avoir lieu afin de garantir l'intérêt de l'Ecosse[221]. Avec cette prémisse l'Ecosse n'a pas cessé d'exister en 1707 et peut changer son partenariat avec son voisin du sud.

Le Droit et l'Eglise ont à leur tour joué un rôle dans l'argument en faveur d'une nation Ecossaise car ils représentaient deux institutions clairement écossaises qui subsistent. La tradition juridique écossaise étant plus proche du continent européen par son caractère principalement positif, un dispositif a été mis en place dès le Traité d'Union pour traduire les lois du nouveau parlement dans les termes du système juridique écossais. Cette institution a maintenu la spécificité juridique écossaise au sein du Royaume-Uni et peut servir d'argument substantiel contre la vision dissolvante du Traité d'Union, car les deux systèmes de droit restèrent distincts et subsistent dans leur différence encore trois siècles après l'Union. L'église prend une importance à plusieurs échelons dans la construction du narratif d'une nation écossaise. En premier lieu l'Eglise établie en Ecosse n'est pas l'église d'Angleterre mais bien l'Eglise d'Ecosse (*Kirk of Scotland*), en second lieu cette Eglise établie n'est pas Anglicane à la différence de toutes les autres églises établies dans l'Empire (la plupart ayant perdu ce statut). La *Kirk of Scotland* est de tradition presbytérienne dans son organisation et de dogme réformée (calviniste) alors que l'Anglicanisme de la *Church of England* garde une forte structure épiscopale et un dogme entre les différents courants de la Réforme et le Catholicisme. Il s'agit donc déjà d'une structure sociale fortement distincte. Mais le plus important vient de la structure de la *Kirk of Scotland*. Son plus haut organe est l'Assemblée qui se réunit annuellement pour débattre des grands sujets de l'Eglise. Cette Assemblée est un pouvoir essentiellement composé de laïcs désignés par élection au sein de leur paroisses et représentant toutes les paroisses écossaises. En l'absence d'un Parlement Ecossais, l'Assemblée annuelle devenait de fait le lieu où les grands débats de l'Ecosse se jouèrent et où l'Ecosse gardait sa pertinence comme cadre de référence pour l'actualité. Ce rôle semble

221 cf. DONALDSON, Gordon. *Scottish History and the Scottish Nation*. University of Edinburgh Inaugural Lecture No. 20, delivered 4th May 1964.

même avoir subsisté après les scissions du milieu du dix-neuvième siècle[222]. La *Kirk* joue aussi un rôle plus symbolique. Le calvinisme met l'accent sur la lecture individuelle de la Bible bien davantage que la tradition anglicane. La *Kirk* avait donc une mission d'alphabétisation des masses. La tradition nationaliste veut qu'il en résulte un niveau d'études et une valorisation des études plus forte en Ecosse qu'en Angleterre. Hearn[223] procède à une critique importante de cette vision qui fait du pasteur un agent de progression sociale et induit un sens de supériorité des Ecossais par rapport aux Anglais. Il note que le niveau d'études n'a jamais été plus élevé en Ecosse qu'en Angleterre tout en observant que le taux d'alphabétisation minimale (savoir écrire son nom) tel qu'il émerge des registres de mariage semble être supérieur en Ecosse pendant la période de la Réforme à l'introduction de la scolarité obligatoire.

Depuis le début du vingtième siècle ce nationalisme traditionnel a connu un élargissement par sa composante ouvrière mettant en valeur le caractère industriel et ouvrier de l'Ecosse[224], en se concentrant sur le narratif du *Red Clydeside* des chantiers navals de la région de Glasgow.

Le SNP a pu et su se positionner dans la lignée de cette réflexion nationaliste. Cette réflexion lui a permis de mettre hors de doute l'existence d'une nation Ecossaise sans que les marqueurs les plus visibles (comme une langue spécifique et commune) soient présents. Cette référence aux bases de la pensée nationaliste reste aujourd'hui encore omniprésente tel que l'illustre le discours en tant que présidente *pro tempore* de Winnie Ewing lors de la première séance du Parlement Ecossais en 1999, lorsqu'elle déclarait explicitement ouvert le Parlement Ecossais ajourné en 1707[225].

Devant cette confirmation de l'existence de la Nation Ecossaise, le SNP demande une prise en compte des intérêts de cette nation dans le système politique Britannique.

Le cas du VB est complexe à de multiples égards. Le premier aspect est qu'une large partie des références historiques sur lesquelles peut s'appuyer un nationalisme flamand sont identiques à celles que peut avoir la Belgique. Ceci est une résultante de la relative jeunesse de la Belgique qui dans la construction de son histoire nationale a dû avoir recours aux entités politiques antérieures sur le même territoire, ce qui implique que certaines références comme les grands Ducs des Flandres au Moyen-Age peuvent constituer une référence nationaliste

222 HARVIE, Christopher T. *Scotland and Nationalism : Scottish society and politics 1707-1977*. 1st ed. London : G. Allen and Unwin, 1977. 318 p.

223 HEARN, Jonathan. *Claiming Scotland : National Identity and Liberal Culture*. Edinburgh (UK), Polygon, 2000. 222 p.

224 HARVIE, Christopher T. *No gods and few precious heroes : Scotland 1914-1980*. London : E. Arnold, 1981. 182 p.

225 EWING; Winnie. *Stop the world: the autobiography of Winnie Ewing*. Edinburgh (UK), Birlinn, 2004. 384 p

aussi bien belge que flamande. Le second aspect est constitué par l'héritage des deux guerres mondiales et tout particulièrement la collaboration d'une large partie du mouvement nationaliste flamand de l'époque avec l'occupant nazi, ce qui a rendu le nationalisme flamand et la majeure partie de ses symboles toxiques dans le débat politique. Tout recours à ces symboles engendre le risque d'une association directe avec le nazisme, avec la délégitimation qui en résulte.

Le VB se situe dans une certaine tradition du nationalisme flamand et particulièrement au sein de la frange qui n'a jamais renié la collaboration et les collaborateurs, alors que feu la *Volksunie* avait pris ses distances avec cette partie du mouvement flamand dès les années 1960[226].

La référence première réside dans l'histoire belge depuis 1830, aussi parce que les symboles antérieurs prêtent à confusion. La version du nationalisme flamand que défend le VB est empreinte d'un différentialisme qui parfois franchit la limite du racisme[227]. La base de l'argument réside dans l'association d'un peuple flamand à culture plus « germanique » à des francophones à culture « latine » avec les caractéristiques ascriptives qui y sont respectivement associées. L'argumentaire du VB se focalise sur cette différence culturelle essentielle qui distinguerait profondément les Flamands des Francophones. Néanmoins la référence n'est pas uniquement culturelle. Il y a aussi des références à l'histoire belge. Le symbole le plus parlant est l'épisode de la bataille de l'Yser lors de la Première Guerre Mondiale et la commémoration de cette bataille. Durant la bataille une armée composée principalement de forces belges avec des soutiens français a pu arrêter l'offensive allemande et symboliquement garder non-occupée une petite partie de la Belgique. Les pertes étaient lourdes (40.000 soldats belges, ce qui représentait la moitié des troupes encore en état de combattre) et concernaient en très large part des Flamands, à cause de la structure de l'armée belge à forte majorité flamande aux grades inférieurs mais avec un corps d'officiers francophone ou bilingue. Cette bataille et le grand nombre de soldats flamands qui y ont laissé leur vie donnent lieu depuis 1920 à un pèlerinage annuel qui se tenait initialement sous le slogan « *Nooit Meer Oorlog, Zelfbestuur en Godsvrede »* (Plus jamais de guerre, Autonomie et Paix de Dieu). Il comportait une forme de programme politique, demandant une prise en

226 BREUNING, Marijke. Nationalism and nationalist parties : a comparison of the Flemish Volksunie and Vlaams Blok. In *Nationalism & Ethnic Politics*. Vol. 3 No. 1 (Spr.1997), p.1-27.

227 SWYNGEDOUW, Marc. L'idéologie du Vlaams Blok : L'offre identitaire. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 189-203.
DE WITTE, Hans. Extreem-rechts militantisme in Vlaanderen: uiting van racisme of nationalisme? In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.421-446

compte des spécificités flamandes au sein de la Belgique en même temps que le pacifisme et un fort attachement religieux. Ce souhait fait référence au grand grief adressé à l'Etat belge par le mouvement flamand, qui est l'ignorance voire la déconsidération du flamand comme langue et culture lors de la création de la Belgique et la focalisation sur l'unique langue française et une culture francophone pendant le premier siècle de son existence. Cette ignorance d'un fait culturel existant (centrée autour de ce qui est devenu au fil du dix-neuvième siècle la langue flamande) a contribué à politiser l'identité qui s'y attachait et a donné lieu à cette revendication plus importante dès la fin de la Première Guerre Mondiale. Les succès de cette mobilisation historique sont très relatifs[228]. La communauté flamande est ici dépeinte comme une victime de la suprématie francophone. La volonté d'assimilation de la communauté dominante est dans la vision très culturaliste du nationalisme flamand auquel le VB puise son inspiration un crime important. Le VB revendique une différence fondamentale de culture et une restauration de la capacité de la culture flamande à s'autogouverner.

Le dernier cas est le plus complexe car nous n'associons pas de façon coutumière la CSU avec une quelconque revendication identitaire. Néanmoins il y a des éléments sur le long terme qui indiquent que la CSU défend une vision d'un peuple bavarois qui lui est propre et qui fait de cette population une catégorie à part des autres Allemands. Les Bavarois ne sont pas extérieures aux Allemands mais en sont plutôt des exemples particuliers.

Sutherland[229] a analysé la réinvention par la CSU des images clés de l'identité nationale allemande dans le contexte bavarois après que ces concepts aient été rendus définitivement inutilisables dans le contexte allemand par l'expérience nazie. La patrie (*Vaterland*) est transférée vers une unité plus proche, la petite patrie, que recouvre ce terme intraduisible qu'est *Heimat*. Cette référence à la petite patrie n'est pas une particularité de la CSU mais recouvre une tendance lourde de la fin des années 1950 et 1960 en Allemagne fédérale. La particularité bavaroise est qu'elle pouvait être remplie d'un folklore avec suffisamment d'authenticité et de crédibilité pour construire une certaine image d'un âge d'or pastoral telle qu'elle a souvent été employée dans l'iconographie du nationalisme allemand, mais aussi suffisamment distincte pour ne pas s'exposer à un soupçon de nazisme. Devant cette image frugale et conservatrice une politique de modernisation de l'image pouvait être entreprise qui a mené à la fameuse boutade du journaliste Riehl-Heyse que la CSU est le parti qui a inventé

228 GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.

229 SUTHERLAND, Claire. *Nation, Heimat, Vaterland: the reinvention of concepts by the Bavarian CSU*. In German Politics, Vol. 10 No. 3 (Dec. 2001). p. 13-36

la belle Bavière[230]. Cette modernisation et l'agglomération des deux identités à donné dans les années 2000 le slogan du *Lap-Top und Lederhose* (ordinateur portable et habits traditionnels) qui a dépeint la Bavière comme étant d'un côté toujours la terre du *Heimatfilm* des années 1950 tout en étant aussi à la pointe du progrès technologique et industriel.

De l'autre côté la rhétorique des composantes du peuple Bavarois a fait l'objet à la fois d'une grande continuité et d'une indéniable modernisation. La continuité a consisté dans l'invocation continuelle par les leader du parti comme Franz-Josef Strauss des trois tribus de la Bavière moderne: Les Bavarois, les Franconiens et les Souabes représentant les trois territoires qui composèrent la Bavière après le recès de Ratisbonne de 1807 et à quelques modifications prés encore aujourd'hui (la plus importante étant la restructuration de l'exclave du Palatinat pour former un autre *Land* et assurer des *Länder* à territoire continu). Cette image a fait partie du répertoire des grands discours de Strauss jusqu'à sa mort[231] et ne fait que très rarement surface depuis. La référence aux tribus (*Stämme*) est aussi un rappel assez direct de l'héritage germanique et historique lointain de cet enracinement, car les tribus font référence à des populations germaniques de l'époque romaine et post-antique. Cette référence aux Germains est une constante du nationalisme romantique allemand depuis ses débuts sous la plume de Fichte ou de Herder. Si cette référence est traditionnelle, il y est introduit dès les années 1950 la référence à une quatrième tribu dont l'identité exacte reste un peu floue. Elle fait référence aux allemands ethniques déplacés à la fin de la Seconde Guerre Mondiale et dont la Bavière a accueilli un nombre important (environ un million de personnes, un habitant sur huit) et fait la quatrième tribu fondatrice du peuple bavarois, spéciale dans sa présence sur tout le territoire Bavarois sans être majoritaire et ayant une patrie extérieure au territoire de la Bavière, dans la terminologie de Smith il s'agit d'une classique ethnie de diaspora. Souvent ce groupe est identifié de façon spécifique aux Allemands des Sudètes qui ont du quitter l'Ouest de la Tchécoslovaquie et qui constituent de loin la *Landsmannschaft* (organisation régionale des organisations des allemands ethniques déplacés) la plus importante en Bavière. Cette intégration symbolique des *Vertriebenen* est une réelle spécificité de la CSU par rapport à d'autres partis en Allemagne et dénote une grande flexibilité dans la définition du peuple qui a permis une très grande intégration de ces groupes aux structures de la CSU et à l'imaginaire Bavarois[232].

230 RIEHL-HEYSE, Herbert. CSU : *Chrislich-soziale Union : die Partei, die das schöne Bayern erfunden hat*. München (DE), Bertelsmann, 1979. 238 p.

231 cf. FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p.

232 SCHÜTZ, Hans. Die Eingliederung der Vertriebenen in Bayern. In HUBER, Ludwig (Hrsg.). *Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel.* Passau (DE), Passavia, 1975. p. 63-76

La CSU a aussi prolongé une autre tradition Bavaroise qui est la défense du fédéralisme en Allemagne. Depuis le temps de l'Empire Hohenzollern la politique Bavaroise a tenté de limiter l'influence prussienne et maintenir sa propre influence comme seule entité politique susceptible de former un contrepouvoir à Berlin. Depuis le début du processus qui a vu la création de la République Fédérale, la CSU a maintenu une loyauté à l'Allemagne tout en demandant une forte décentralisation permettant aux *Länder* de gouverner selon leur contexte politique[233]. Cette politique a connu un point culminant lors du rejet de la Loi Fondamentale par le Parlement Bavarois, la CSU votant en même temps une résolution acceptant son application si elle était adoptée par le quorum de Länder fixé dans le texte (deux tiers), ce qui a été décrit comme un Oui à l'Allemagne mais Non à la Loi Fondamentale[234].

Au total la CSU défend une vision d'un peuple bavarois spécifique mais qui reste une composante du peuple allemand, mais bien distinct par des caractéristiques propres. Les caractéristiques se composent d'éléments traditionnels de la revendication identitaire bavaroise, partiellement modernisés et enrichis de composantes recyclées du nationalisme allemand discrédité.

2.2.2.2. La position ethno-régionaliste

Les politiques que défendent les différents partis à partir de leur constat d'un peuple particulier dans leur région sont un autre point qu'il faut prendre en considération. Ces positions se dispersent assez largement sur l'échelle d'analyse de De Winter[235] qui classe les partis en fonction de la radicalité de leur demande de changement de l'Etat et de la forme de gouvernement. Nos quatre cas couvrent un éventail assez large sur cette échelle tout en laissant échapper une partie du pôle le plus modéré. Ce manque s'explique principalement par notre recherche de partis observables à partir d'enquêtes d'opinion à échantillon national, ce qui exclut les partis défendant des groupes très petits en comparaison avec la société dans sa totalité. Ces partis sont généralement ceux qui occupent les positions les plus modérées comme en Allemagne le *Südschleswigscher Wählerverband* (SSW) qui se comprend comme étant le porte-parole des intérêts de la population Danoise du Schleswig. Avec entre 50.000 et

233 HOEGNER, Wilhelm. Der Kampf Bayerns um den Föderalismus 1945/46. In HUBER, Ludwig (Hrsg.). *Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel.* Passau (DE), Passavia, 1975.p. 29-33

234 BLUMENWITZ, Dieter. Bayern und Deutschland. In HUBER, Ludwig (Hrsg.). *Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel*. Passau (DE), Passavia, 1975. p. 41-62

235 DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri. Les partis ethno-régionalistes en Europe. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 151-164.

70.000 voix aux élections au *Landtag* de Schleswig-Holstein dans les années 2000[236] (~ 3 à 4% des suffrages exprimés au niveau du Land) le parti ne peut être détecté au niveau fédéral.

Le parti le plus modéré de l'échelle de De Winter dans notre échantillon est la CSU. La CSU a une tradition de défense du fédéralisme dans le paysage politique allemand et se situe assez exactement au point que De Winter nomme « les national-fédéralistes ». Le programme de la CSU mais aussi son action ont toujours tendu à une décentralisation maximale du pouvoir au sein de la République Fédérale d'Allemagne. Cette position était claire dès le début du processus de reconstruction politique qui a donné naissance à la République Fédérale d'Allemagne et les discussion sur la Loi Fondamentale[237]. Le poids relatif de la Bavière au sein de l'Allemagne de l'Ouest et peut être encore davantage l'importance au sein de la l'Union Chrétienne lui a permis de peser de façon décisive pendant toute la période antérieure à la réunification sur la pratique de la Loi Fondamentale qui laissait un espace d'interprétation entre centralisation et fédéralisme[238]. La CSU ne remettait pas en question l'existence de l'Allemagne et a même été la plus farouche partisane du maintien de la position orthodoxe dans la Question Allemande (une seule nation avec la RFA comme seule héritière légitime)[239]. Après la réunification, la force relative de la CSU a connu une nette réduction et sa défense du fédéralisme dans la nouvelle république lui a attiré une comparaison peu flatteuse avec sa concurrente plus radicale pendant les années 1950s: la *Bayernpartei* (BP)[240]. Avec sa défense intégriste de la spécificité bavaroise la BP s'était vu ignorée des autres partis puis éliminée du système politique par manque d'alliés. Néanmoins la défense de l'autonomie des *Länder* est restée une ligne stable de la CSU. La demande de limitation des systèmes de péréquation qui à partir de 1995 jouaient au désavantage de la Bavière a aussi aidé la CSU à se repositionner dans une position de force sur ses sujets pendant la période d'opposition au niveau fédéral après la défaite du gouvernement Kohl en 1998[241].

---

236 LANDESWAHLLEITERIN DES LANDES SCHLESWIG-HOLSTEIN. *Landtagswahl in Schleswig-Holstein am 27. September 2009 – Vorläufiges Ergebnis –*. p. 6
disponible en ligne: http://www.statistik-sh.de/WSD09/LW09/Download/LW09_Bericht_LWL.pdf

237 HOEGNER, Wilhelm. Der Kampf Bayerns um den Föderalismus 1945/46. In HUBER, Ludwig (Hrsg.). *Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel.* Passau (DE), Passavia, 1975.p. 29-33

238 MÜNCH, Ursula. *Freistaat im Bundesstaat : Bayerns Politik in 50 Jahren Bundesrepublik Deutschland*. München (DE), Olzog, 1999. 164 p.

239 BLUMENWITZ, Dieter. Die Christlich-Soziale Union und die deutsche Frage. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p.333-366

240 cf. LEERSCH, Hans-Jürgen. Die CSU: Eine neue Form der Bayernpartei. In *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Vol. 42 (1992) Nr. B 5. p. 21-28

241 OBERREUTER, Heinrich. Speerspitze der Opposition – die Rolle der CSU seit 1998. In MAYER, Tilman. MEIER-WALSER, Reinhard C.(Hrsg). *Der Kampf um die politische Mitte – Politische Kultur und Parteiensystem seit 1998*. München (DE), Olzog, 2002. p. 89-101

Le deuxième parti dans l'ordre croissant de radicalité est PC. McAllister[242] note ici la modification graduelle du programme dans la pratique. Le programme écrit est nettement plus radical que la pratique de PC. McAllister note que PC a eu nettement moins de problèmes à se déclarer entièrement en faveur de l'Assemblée Galloise en 1997 que le SNP pour le Parlement Ecossais, alors que l'Assemblée avait une étendue de pouvoirs nettement moins importante. La raison en est que PC positionne son programme comme étant un but dans le long terme et prend une position très gradualiste dans le court et moyen terme. L'expérience du référendum largement perdu en 1979 et du résultat extrêmement serré en 1997 a encore renforcé cette tendance à ne pas demander de grands changements mais une série de très petites évolutions du statut.

Cette tendance en fait dans le contexte actuel du système politique britannique de PC un parti généralement national-fédéraliste, demandant une véritable fédéralisation du système au moins pour le Pays de Galles (donc potentiellement asymétrique), tout en gardant une vision en faveur d'une politique d'indépendance au sein de l'Europe très proche du programme du SNP et donc euro-fédéraliste dans les termes de l'échelle de De Winter. Cette tendance s'est aussi confirmée en 2007 avec le contrat de coalition entre les Travaillistes au Pays de Galles et PC sous le titre de *One Wales*[243]*,* qui promettait des réformes sur l'enseignement de la langue Galloise à l'école et un référendum sur une extension des pouvoirs de l'Assemblée Galloise afin de lui conférer à peu près les pouvoirs que détient le Parlement écossais depuis 1997. Dans l'optique d'une première participation à un gouvernement, PC garde donc avec une position très pragmatique et gradualiste qui positionne PC entre une position clairement national-fédéraliste et une position clairement euro-fédéraliste.

Le cas le plus clairement euro-fédéraliste est celui du SNP qui depuis la fin des années 1980 défend la politique de *Independence in Europe* dont Lynch[244] retrace l'évolution, qui est complète à la veille de la victoire Travailliste de 1997. Il s'agit d'une position qui demande d'un côté l'indépendance vis-à-vis de Londres mais reconnaît accepter l'intérêt des grands ensembles régionaux, particulièrement pour un petit pays en identifiant l'adhésion à l'Union Européenne comme une garantie supplémentaire de rendre l'indépendance viable. Il s'agit d'une modification de politique par rapport aux années 1970, quand l'indépendance était

242 MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224 p.

243 *One Wales - A progressive agenda for the government of Wales. An agreement between the Labour and Plaid Cymru Groups in the National Assembly 27th June 2007* http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/27_06_07_onewales.pdf

244 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. p. 201-202

encore principalement comprise comme se situant en dehors de la Communauté Economique Européenne. Le modèle d'obtention de cette option a aussi changé depuis ce temps. A l'époque il était considéré qu'une majorité des députés Ecossais, si elle était élue sous la bannière nationaliste, pourrait légitimement proclamer l'indépendance alors que s'est imposé depuis un modèle par référendum semblable à la stratégie du Parti Québécois[245]. Le programme électoral du SNP inclut la promesse d'un référendum aussi tôt que possible et le gouvernement minoritaire du SNP au Parlement Ecossais tente depuis son élection en 2007 de faire adopter une loi référendaire permettant la tenue d'un référendum pendant son premier mandat. Le contenu du référendum n'étant pas arrêté mais la possibilité de gagner un référendum sur l'indépendance paraissant actuellement illusoire, il semblerait que le SNP tente de faire voter une extension des pouvoirs du Parlement écossais à condition que la loi référendaire soit définitivement adoptée, ce qui est incertain.

Le cas le plus extrême est le VB. Comme l'illustre Spruyt[246] dans son analyse méticuleuse du programme et sa description des conséquences, le VB demande un Etat Flamand souverain et entièrement indépendant. Il est clairement séparatiste et voit l'avenir de la Flandre en dehors de l'Union Européenne dans sa conception actuelle (avec souvent un arrière-fond d'une « Europe des Nations »[247] concept cher à une partie de l'extrême-droite européenne dans une vision occidentaliste[248]). Cette position séparatiste est applicable à toute la Flandre y compris Bruxelles, ce qui devant l'évolution des deux derniers siècles de Bruxelles vers une ville à forte majorité francophone peut poser certains problèmes de traitement de cette minorité linguistique fortement concentrée. Une partie de la tradition du VB est encore plus radicale, prenant une position irrédentiste qui défend la nation Thioise (Dietsland) et demande en conséquence le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas. Cette ligne a été fortement discréditée par le parti fasciste VERDINASO (*Verbond der Dietse Nationaal-Solidaristen*) de l'entre deux guerres à qui elle reste encore fortement associée et dont certaines lignes de tradition ont continué à travers la frange d'extrême-droite du nationalisme flamand jusqu'au VB[249]. Cette frange irrédentiste a néanmoins perdu de l'importance en même temps que le VB

245 LYNCH, Peter. Scottish Independence, The Quebec Model of Secession and the Political Future of the Scottish National Party. In *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 11 No. 4 (2005), p.503-535,

246 SPRUYT, Marc. *Grove Borstels: stel dat het Vlaams Blok zijn programma realiseert, hoe zou Vlanderen er dan uitzien?* Leuven (BE), 1995. 291 p.

247 GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.

248 cf. sur la tradition intellectuelle MUDDE, Cas. The War of Words: Defining the Extreme Right Party Family. In *West European Politics*, Vol. 19 No. 2 (April 1996). p. 225-248

249 DE WITTE, Hans, SCHEEPERS, Peer. En Flandre : origines, évolution et avenir du Vlaams Blok et de ses électeurs. In *Pouvoirs*. No.87 (1998). p.95-113
DE WITTE, Hans. Extreem-rechts militantisme in Vlaanderen: uiting van racisme of nationalisme? In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.421-446

en a gagné au niveau électoral. Aujourd'hui elle ne fait surface que rarement et le VB est globalement un parti sécessionniste classique[250].

Nos cas couvrent donc un éventail relativement large sur l'échelle de De Winter mais globalement centré, laissant de côté les cas très modérés (porte-parole et autonomiste) souvent de taille très restreinte et les plus radicaux (irrédentiste) relativement rares à cause de la faible acceptabilité du programme (partiellement à cause de la référence historique à l'activité néfaste de la *Sudetendeutsche Partei* en Tchécoslovaquie pendant les années 1930).

2.2.2.3. Le positionnement politique

Le positionnement politique de nos quatre partis selon les familles politiques classiques est aussi relativement divers, s'étendant de la gauche écologiste (ou presque) à l'extrême-droite xénophobe la plus dure.

Le parti le plus à gauche dans notre échantillon est PC. PC peut être facilement associé aux partis verts en Europe par son programme qui met l'accent sur des sujets de protection de l'environnement et l'auto-réalisation[251]. Ce positionnement est en partie le fruit des grands évènements du nationalisme Gallois et de PC. Que ce soit l'affaire de l'école de tir sur la péninsule le Llŷn dans les années 1930 ou celle de l'engloutissement de la vallée de Tryweryn dans les années 1960, beaucoup de moments symboliques de l'histoire du nationalisme Gallois avaient comme objet une préservation du territoire Gallois[252]. Ceci peut faciliter le transfert vers l'écologisme des années 1980, tout comme l'environnementalisme de la Nouvelle Angleterre a en partie été le précurseur des écologistes[253].

PC est membre de l'Alliance Libre Européenne qui siège au Parlement Européen avec le groupe des Verts.

Le deuxième parti sur ce continuum est le SNP qui propose généralement un programme social-démocrate. Il s'inscrit ici dans une certaine tradition du nationalisme Ecossais qui

250 GOVAERT, Serge. *Les griffes du lion : le nationalisme flamand à la veille de 2002*. Bruxelles, Labor, 2001. 94 p.

251 MCALLISTER, Ian, MUGHAN, Anthony. Values, Protest and Minority Nationalism in Wales. In *British Journal of Political Science*, Vo. 14 No. 2 (April 1984), p.230-243
MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224 p.

252 MORGAN, Kennteth Owen. *Rebirth of a nation : Wales 1880-1980*. Cardiff (UK), University of Wales press, 1981. 463 p.

253 VIALATTE, Jérôme. *Les partis verts en Europe occidentale*. Paris, Economica, 1996. 306 p.

pendant le vingtième siècle a fortement insisté sur le caractère ouvrier[254] de la nation écossaise et avait donc envisagé une politique proche de celle des Travaillistes. Le SNP a pris la décision de s'orienter vers la gauche politique au fil des années 1960 après avoir prôné d'abord un nationalisme au dessus du débat classique[255] et y est resté attaché depuis. La dernière refonte du programme politique au milieu des années 1990 a confirmé cette orientation au sein des politiques classiques de la gauche réformiste européenne[256]. Les positions prises au sein du Parlement Ecossais depuis sa création en 1999 confirment cette orientation.

Le SNP est membre de l'Alliance Libre Européenne qui siège au Parlement Européen avec le groupe des Verts, bien qu'ayant siégé avec les gaullistes pendant les années 1970.

Le troisième parti est la CSU qui est un parti chrétien-démocrate et conservateur. Ce positionnement est en partie un héritage de la *Bayerische Volkspartei* (BVP) de l'entre deux guerres dans la tradition de laquelle se voyaient une large partie des membres fondateurs de la CSU, mais aussi du choix délibéré de fonder le parti sur la philosophie sociale chrétienne, avec une référence explicite à ses valeurs [257]. A partir de ces valeurs et à partir de l'alliance proche avec la CDU au niveau fédéral le développement du programme politique révèle une grande continuité. La CSU défend les valeurs chrétiennes et conservatrices dans les politiques sur des problèmes de société (avortement, garde des enfants), un anticommunisme rhétorique de principe aussi bien à l'intérieur (*Berufsverbote*) qu'à l'extérieur (non reconnaissance de la RDA), qui dans les faits pouvait connaître quelques exceptions (octroi de crédits à la RDA dans les années 1980[258]), mais aussi le modèle du capitalisme rhénan (Etat Providence et autonomie tarifaire). Néanmoins il y a aussi une tentative de rhétorique plus droitière qui est illustrée par la citation de Franz-Josef Strauss qu'il ne doit y avoir de parti démocratiquement légitime à la droite de la CSU[259]. Cette composante populiste de la communication politique a donné lieu à l'expression de la *Lufthoheit über den Stammtischen*[260] (ou pouvoir aérien au

254 HARVIE, Christopher T. *No gods and few precious heroes : Scotland 1914-1980*. London : E. Arnold, 1981. 182 p.

255 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

256 cf. SNP. *Paying Our Fair Share... and More*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. *Counting the Benefits of Independence*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. T*owards a Better Scotland*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.

257 WAIGEL, Theo. Die geistigen Grundlagen der Christlich-Sozialen Union. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p. 15-68
BECKER, Winfried. Gründung und Wurzeln der Christlich-Sozialen Union. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p. 69-108

258 cf. FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p.

259 cf. FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p.

260 HEFTY, Georg Paul. CSU-Geschichte aus der Sicht eines Journalisten – Fünfzig Jahr Lufthoheit über den

dessus des comptoirs des tavernes) et au constat que cette rhétorique a su intégrer au système politique allemand des éléments qui dans d'autres circonstances auraient pu alimenter des partis de l'extrême-droite[261].

La CSU siège au *Bundestag* dans une fraction commune avec la CDU le grand parti chrétien allemand et au Parlement Européen au sein du Parti Populaire Européen (PPE), le rassemblement des partis de la droite modéré en Europe.

Le parti le plus à droite dans un continuum politique classique est le VB. Héritier d'une tradition d'extrême-droite nationaliste, le message politique du VB en dehors de la question flamande met l'accent sur la xénophobie[262]. Le concept est celui d'une résolution de tous les problèmes économiques du pays si on pouvait se débarrasser de tous les étrangers[263]. Cette xénophobie s'étend à tous les échelons et fait de l'exclusion des « autres » le remède unique et ultime[264]: que ce soient les problèmes de logement, les problèmes financiers de l'Etat Providence, la criminalité et la drogue le problème ne serait généré que par les étrangers à qui sont attribuées toutes les mauvaises caractéristiques possibles. Il s'agit d'une version hypertrophiée des différents mécanismes de l'exclusion sociale[265]. Le programme xénophobe du VB a été la clé du jugement qui a précipité sa dissolution/ refondation en 2004[266].

Au Parlement Européen le VB siège en tant que non-inscrit mais il avait formé de 1989 à 1994 un groupe parlementaire avec le Front National (FN) Français et les *Republikaner* (REP) Allemands (Groupe technique des droites européennes – GTDE) mettant l'accent sur son ancrage au sein de la famille des partis de l'extrême droite populiste en Europe. Et il a participé en 2007 au groupe Identité, tradition, souveraineté (ITS) avec le FN, la *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) et d'autres partis de l'extrême-droite nationaliste (y compris le

---

Stammtischen. In HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. p. 399-420

261 En outre: PAULI-BALLEIS, Gabriele. *Polit-PR : strategische Öffentlichkeitsarbeit politischer Parteien : zur PR-Praxis der CSU*. Zirndorf ´(DE) Pauli-Balleis, 1987. 342 p.
Sinon cf. KLEIN, Hans. *CSU : Phänomen? Provokation? Volkspartei*. Mainz (DE), v. Hase und Koehler, 1976. 112 p.

262 SWYNGEDOUW, Marc. L'idéologie du Vlaams Blok : L'offre identitaire. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 189-203.

263 SWYNGEDOUW, Marc, IVALDI, Gilles. The extreme right utopia in Belgium and France : the ideology of the Flemish Vlaams Blok and the French Front National. In *West European Politics*, Vol. 24 No.3 (Jul. 2001), p.1-22.

264 MUDDE, Cas. Flanders: 'Eigen volk eerst!- The extreme right in Flanders. In MUDDE, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester (UK), University of Manchester Press, 2000. p.81-116.

265 ELIAS, Norbert. SCOTTSON, John, L. *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Paris: Fayard, 1997. 278 p.

266 COUR DE CASSATION (Belgique). *Arrêt P.04.0849.N du 9 novembre 2004*. accessible sur internet à l'adresse: http://jure.juridat.just.fgov.be/pdfapp/download_blob?idpdf=F-20041109-13

Movimento Sociale Fiamma tricolore, MSFT, italien).

Nous disposons donc de quatre cas très largement distribués sur le continuum de la politique classique, permettant une observation large des influences de ces positions sur la situation dans l'électorat.

2.2.2.4. Le positionnement au sein du système politique

Au sein des différents systèmes politiques nos quatre cas remplissent des positions diverses des plus intégrées au système à la position anti-système la plus dure.

En ordre décroissant d'intégration au système politique et partisan nos cas occupent les fonctions suivantes:

En premier lieu vient la CSU qui peut être qualifiée de pilier du système politique Bavarois[267] tant sa dominance est claire et son emprise sur le pouvoir importante. Depuis sa création la CSU a été au pouvoir en Bavière de façon presque continue (avec un bref interlude de 1954 à 1957 lorsque les quatre autres partis parlementaires s'étaient alliés pour renvoyer la CSU sur les bancs de l'opposition) et pendant plus de quarante ans (1966-2008) elle a eu une majorité absolue des sièges, réussissant même de 1974 à 2003 à recueillir des majorités absolues des voix dans chacune des régions administratives de la Bavière. La dominance de la CSU est telle que son adaptabilité et sa capacité à gouverner quasi-éternellement sans connaître les problèmes d'essoufflement que connaissent les autres gouvernements démocratiques commencent à poser la question du pouvoir perpétuel[268]. Sa longévité gouvernementale dépasse même celle du Parti Libéral Démocrate au Japon dont les 38 ans au pouvoir sont la période la plus longue de gouvernement démocratique d'un parti au niveau national.

Au niveau fédéral la CSU a participé aux gouvernements des chanceliers chrétiens-démocrates (1949-1969, 1982-1998 et depuis 2005) et a donc aussi une forte expérience gouvernementale au niveau supérieur.

En 1980 et 2002 le candidat commun de la CDU et de la CSU à la chancellerie était le leader de la CSU (Franz-Josef Strauss et Edmund Stoiber respectivement). Les deux échouèrent de

267 HIRSCHNER, Gerhard. Die CSU zwischen Kontinuität und Wandel: Herausforderungen an eine staats- und regierungstragende Volkspartei zu Beginn des 21. Jahrhunderts. In HIRSCHER, Gerhard, KORTE, Karl-Rudolf (Hrsg.). *Aufstieg und Fall von Regierungen*. München (DE), Olzog, 2001. p. 193-215

268 KIESSLING, Andreas. Regieren auf immer? Machterhalt und Machterneuerungsstrategien der CSU. In HIRSCHER, Gerhard, KORTE, Karl-Rudolf (Hrsg.). *Aufstieg und Fall von Regierungen*. München (DE), Olzog, 2001. p. 216-248

peu. Ceci montre que l'idée d'un chancelier CSU n'est pas inconcevable pour le partenaire politique (la CDU) et même si l'électorat allemand leur a préféré les candidats SPD aux deux échéances, la faiblesse des écarts à ces deux élections semblent indiquer qu'il n'y a pas de rejet systématique de la CSU comme parti du chancelier en dehors de la Bavière.

Le deuxième parti sur cette liste est le SNP qui a entamé ces dernières années une mutation importante. Jusque dans les années 1980 il était un parti anti-système presque classique. Ne pouvant espérer gouverner il se positionnait dans un certain isolement et se servait du porte-voix pour condamner le système politique et tous ceux qui y participaient. A la fin du gouvernement Callaghan le SNP soutenait le gouvernement à condition qu'il crée un parlement écossais et une fois le référendum perdu selon les règles votées au Parlement de Westminster et en conséquence le parlement écossais enterré, c'est le SNP qui a déposé la motion de censure qui précipita la chute du gouvernement et l'élection générale de laquelle émergea Margaret Thatcher comme première ministre.
Au début des années 1980 l'éventail d'action du SNP prenait certains aspects d'opposition extraparlementaire, avant d'amorcer un virage vers une intégration graduelle au système politique sous la première présidence d'Alex Salmond. Dès 1992 quelques accords afin de mobiliser un vote plus tactique contre les Conservateurs étaient en place. En 1997 le SNP a pu se commettre pour soutenir un vote favorable au Parlement Ecossais sans le grand débat interne déchirant qui avait menacé en 1979[269]. Depuis le SNP s'est intégré et a été intégré au système partisan par le Parlement écossais. En tant que plus grand parti d'opposition pendant les deux premières mandatures (1999-2003 et 2003-2007) il devait prendre la position de gouvernement de rechange au cas où le gouvernement en place ne pourrait plus continuer à gouverner. Cette perspective potentielle de gouvernement a fait du SNP un parti devant se préparer à un éventuel exercice du pouvoir. Une partie des fondations avait déjà été jetée dès la réécriture du programme en 1995 mais le parti devait encore compléter sa maturation afin de pouvoir espérer participer au pouvoir sans connaître une désintégration rapide, qui peut survenir en cas d'arrivée au pouvoir d'un parti qui n'y est pas préparé. La possibilité du pouvoir a donné les impulsions à cette transformation. Elle a aussi renforcé le gradualisme au sein du parti qui permettait un exercice du pouvoir avant l'indépendance, tout en promettant un référendum rapide en cas d'arrivé au pouvoir. Au Parlement Ecossais le SNP devenait donc un parti de gouvernement potentiel et suite à la défaite électorale des Travaillistes en 2007 le

269 LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

SNP pouvait mener un gouvernement. Le Gouvernement écossais en place depuis 2007 est un gouvernement minoritaire composé uniquement du SNP, car aucune coalition n'a pu être conclue avec un autre parti parlementaire (même si les députés verts soutiennent généralement le gouvernement sur les questions de confiance) et le passage des lois dépend d'accords avec au moins un des trois partis significatifs à la Chambre (Travaillistes, Libéraux-Démocrates ou Conservateurs). Le SNP est devenu un des deux partis de gouvernement en Ecosse (à côté des Travaillistes) et de ce fait pleinement intégré au système partisan écossais.
Au niveau national le SNP reste un parti marginal. Néanmoins en perspective d'une élection en 2010 au résultat incertain le SNP et PC ont formé une alliance électorale celtique afin de maximiser leur poids dans le cas d'une chambre sans majorité claire[270]. Le résultat moyen des deux partenaires les a néanmoins privé d'influence car ils ne pouvaient fournir à aucun parti les voix nécessaires pour gouverner.

PC est un peu moins intégré au système partisan que le SNP car il ne peut prétendre à prendre la tête d'un gouvernement stable au Pays de Galles à cause de la position si dominante des Travaillistes, qui rend la formation d'une coalition sans leur leadership presque impossible (une tentative de coalition arc-en-ciel entre PC, Conservateurs et Libéraux-Démocrates a avorté en 2007 devant les problèmes de coordination). PC a moins évolué que SNP non seulement parce que PC reste un partenaire de gouvernement potentiel sans être un vrai parti de gouvernement mais aussi parce que PC a été nettement moins engagé dans une position anti système forte. Cette capacité relativement grande de ne pas être un parti au sein du système politique classique tout en ne combattant pas activement le système serait selon McAllister[271] largement due à la double identité de PC, aussi bien mouvement social et groupe de pression que parti politique. Ce contact avec les décideurs politiques et l'administration aurait eu une influence de modération sur l'éventail d'action qui est resté relativement conventionnel même pendant les années 1970 et 1980.
Pendant l'administration Callaghan PC a soutenu le gouvernement devenu minoritaire sans faille, y compris après l'enterrement du projet pour une assemblée galloise et n'a pas voté la motion de défiance du SNP en 1979.

270 PLAID CYMRU. *SNP AND PLAID UNVEIL '4 Wales, 4 Scotland'.* Press Release, 31st March 2010 http://www.plaidcymru.org/content.php?nID=14;ID=1793;lID=1
THE GUARDIAN. *SNP and Plaid Cymru form Celtic alliance to influence hung parliament*. 31st March 2010
http://www.guardian.co.uk/politics/2010/mar/31/snp-plaid-cymru-celtic-alliance-hung-parliament

271 MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224p.

Au niveau Gallois PC avait en 1979 presque porté tout seul le oui au référendum et le référendum de 1997 a vu une large coalition favorable à l'Assemblée galloise dont PC a été un membre important.
A partir de 1999 PC a formé le plus grand groupe d'opposition à l'Assemblée galloise tout en n'ayant pas beaucoup plus de la moitié de la taille du groupe travailliste. L'Assemblée Galloise a eu l'effet intéressant de rendre les différents partis nettement plus ouverts aux contacts et accords mutuels. Après les élections de 2007 qui voyaient les Travaillistes perdre leur majorité absolue en chambre, le parti pivot qui pouvait décider du prochain gouvernement était PC qui avait réussi à négocier un pacte de coalition aussi bien avec les Travaillistes qu'avec Conservateurs et Libéraux-Démocrates (coalition arc-en-ciel). Le choix s'est fait en faveur des Travaillistes car il était plus probable de pouvoir mettre en œuvre le plan de référendum pour une extension de pouvoirs avec eux qu'au sein d'une coalition hétéroclite qui avait déjà des problèmes pour l'adoption du pacte de coalition au sein des formations (les Libéraux-Démocrates ne pouvaient être sûrs des majorités au sein du parti).
PC est donc maintenant un parti partenaire de gouvernement et au moins théoriquement capable d'entrer en coalition avec tous les partis à l'Assemblée Galloise mais ne peut pas concurrencer directement les Travaillistes qui restent dominants dans le système partisan Gallois.
Au niveau national PC a essayé d'accroître son pouvoir de négocier grâce à l'alliance déjà mentionné avec le SNP.

Le parti le moins bien intégré au système partisan est le VB qui est clairement dans la situation du parti anti-système dur. Ceci est aussi bien un résultat de sa propre conception de lui-même en tant que seul parti intègre dans une mare de corruption[272] que l'acte d'un isolement actif de la part des autres partis à son égard[273]. Que ce soit au niveau local, provincial, régional ou national le VB ne prend pas part aux exécutifs et autant que possible il n'est pas intégré au processus politique ailleurs. Dans ce cadre deux régions posent particulièrement problème. La première est Anvers qui a toujours été un bastion du VB et dont le conseil communal doit établir des coalitions de plus en plus larges pour éviter l'élection d'échevins VB[274] L'autre est Bruxelles où un gouvernement a besoin d'une majorité

272 MUDDE, Cas. One against All, All against one!: A Portrait of the Vlaams Blok. In *Patterns of Prejudice*, Vol. 29 No. 1 (January 1995). p. 5-28
273 Sur le cordon sanitaire cf. GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.
274 THIJSSEN, Peter, JACOBS, Kristof. Determinanten van voorkeurstemproporties bij (sub-)locale verkiezingen. De Antwerpse districtraadsverkiezingen van 8 oktober 2000. In *Res Publica*, Vol. 46 No.4

dans chacune des deux communautés linguistiques et où le VB menace d'atteindre la moitié des sièges néerlandophones grâce au déclin de bulletins flamands déposés (les électeurs ayant le choix de voter pour un parti francophone ou néerlandophone)[275]. Dans les deux cas extrêmes, aucun des partis des trois familles classiques ni des écologiste et des nationalistes modérés n'a encore brisé le tabou d'élire un représentant VB à un poste de responsabilité, même si certaines tractations lors du choix des sénateurs cooptés ont été rapportées ou soupçonnées.
Au total le VB reste complètement isolé du système partisan et n'a aucune influence directe sur la gestion du pays comme la plupart des parti de l'extrême-droite xénophobe en Europe[276].

Nous disposons donc au sein de nos cas d'un éventail très large du parti presque synonyme de l'Etat à un parti paria entièrement isolé dans le système partisan. Nous pourrons en conséquence observer de façon générale si la position au sein du parti a un effet mesurable sur les électorats des partis ethno-régionalistes.

2.2.2.5. La classification des partis

En dernier lieu nous désirons préciser quel est le statut de nos cas dans l'analyse de De Winter, car afin d'élargir l'analyse nous ne nous sommes pas limités à des cas entièrement classiques, ce qui aurait surtout eu le désavantage de limiter la variance sur certains aspects de notre analyse.

De Winter classe deux de nos cas clairement au sein de sa liste de partis ethno-régionalistes. Il s'agit de nos deux cas Britanniques. Aussi bien PC que le SNP figurent sur toutes les listes de De Winter comme des partis ethno-régionalistes classiques[277]. Devant leur adhésion à

(2004), p.460-486
PAUWELS, Teun. De verschillende electorale aanhang van het Vlaams Blok in de Antwerpse gemeenten: het inktvlekmodel en de vraag- en aanbodtheorieen over extreme-rechts. In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.338-369

275 SWYNGEDOUW, Marc. *Où va la Belgique ? : les soubresauts d'une petite démocratie européenne*. Paris, Harmattan, 1998. 269 p.

276 DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea, DELWIT, Pascal. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles, Complexe, 1998. 314 p.

277 Toutes les références aux travaux de De Winter sur cette page se refèrent aux sources suivantes:
DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p.
DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri. Les partis ethno-régionalistes en Europe. In *Revue Internationale de*

l'Alliance Libre Européenne et leur programme ceci ne paraît pas surprenant.

Le VB est un cas nettement plus complexe car selon l'angle d'observation son nationalisme flamand ou sa xénophobie peuvent prendre le dessus. Si avant sa percée électorale de 1991 le caractère nationaliste restait très présent, il s'estompe dans l'analyse dès le début des années 1990. De Winter classe le VB comme un parti partiellement ethno-régionaliste lors de sa première liste en 1994 mais ne le mentionne plus dans le groupe ethno-régionaliste ultérieurement. Dans l'analyse des résultats de l'élection européenne de 2004 le VB est analysé dans la liste des partis d'extrême-droite. Ceci est entièrement conforme à l'analyse générale du VB, qui est en dehors de son caractère nationaliste flamand un parfait exemple d'extrême-droite populiste[278].

La CSU est un cas encore plus loin du cadre de De Winter car elle ne figure jamais dans ses analyses. Ceci est intéressant car la situation de la recherche sur la CSU est ambiguë sur ce point[279]. D'un côté elle est analysée comme une simple seizième section de la CDU[280], parfois comme un autre parti national[281] et parfois comme une spécificité au sein de l'Union Chrétienne[282]. Et quand elle est analysée comme un parti ethno-régionaliste ceci se fait généralement dans une optique de déclin[283]. L'image générale qui se dégage est que le parti ne peut être un parti ethno-régionaliste car l'association dans le contexte allemand est négative et peu utile alors que l'analyse comme parti classique permet une vision plus claire sur la CDU et le conservatisme en Allemagne, mais aussi sur le parti ethno-régionaliste des années 1950: la *Bayernpartei*[284].

Dans cette optique notre analyse peut permettre un regard peu usuel sur la CSU, qui avec certaines restrictions peut être considérée comme un parti ethno-régionaliste dans la définition de De Winter. Ce cas qui satisfait le critère de De Winter sans pour autant être généralement

---

Politique Comparée, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 151-164.
DE WINTER, Lieven. Les partis autonomistes et régionalistes. In PERRINEAU, Pascal (sous la direction de). *Le vote européen 2004-2005*. Paris : Presses de la FNSP, 2005. pp- 153-172.

278 DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea, DELWIT, Pascal. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles, Complexe, 1998. 314 p.

279 MINTZEL, Alf. Die CSU in Bayern als Forschungsobjekt – Entwicklung, Stand, Defizite und Perspektiven der CSU-Forschung. In NIERDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard. *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland*. Opladen (DE), Westdeutscher Verlag, 1993. p. 81-118

280Par exemple: KOCH, Suzanne. *Parteien in der Region : eine Zusammenhangsanalyse von lokaler Mitgliederpräsenz, Wahlergebnis und Sozialstruktur.* Opladen (DE), Leske und Budrich, 1994. 317 p.

281Par exemple: KIESSLING, Andreas. *Die CSU: Machterhalt und Machterneuerung*. Wiesbaden (DE), Verlag für Sozialwissenschaften, 2004. 380 p.

282MÜCHLER, Günter. *CDU/CSU : das schwierige Bündnis*. München (DE), E. Vögel, 1976. 250 p.

283LEERSCH, Hans-Jürgen. Die CSU: Eine neue Form der Bayernpartei. In *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Vol. 42 (1992) Nr. B 5. p. 21-28

284WOLF, Konstanze. *CSU und Bayernpartei – Ein besonderes Konkurrenzverhältnis 1948-1960.* Köln (DE), Verlag Wissenschaft und Politik, 1982. 327 p.

analysé dans ce cadre peut nous aider à voir des frontières de la définition du parti ethno-régionaliste et d'affiner notre approche de ce type de partis.

„Hier stehe ich. Ich kann nicht anders.“
Martin Luther

Chapitre 3 Méthodes

Table des matières

Chapitre 3 Méthodes....183
3.1. Les choix méthodologiques....183
3.1.1. Une méthode exploratoire pour baliser le terrain peu exploré....183
3.1.2. De l'ethnographique à une vision plus quantifiable....187
3.1.3. Une approche plus large: “more evidence driven than hypothesis driven”....189
3.1.4. Données de sondage – réponses qualitatives et échelles imparfaites....192
3.1.5. Dégager les lignes de fracture – l'ACM spécifique....194
3.1.6. Accroître la lisibilité et la comparabilité – la typologie....196
3.2. Le travail de données....198
3.2.1. Acquisition de données....198
3.2.2. Analyse des questionnaires....200
3.2.3. Transformation des données pour l'analyse....203
3.2.4. Architecture finale du fichier....207
3.2.5. L'analyse séparée et comparaison ex post....210
3.2.6. Vue d'ensemble du paramétrage....213
3.2.6.1. Les analyses de structure sociodémographique....214
3.2.6.2. Les analyses de la structure des opinions et de l'idéologie....214

3.1. Les choix méthodologiques

Les choix méthodologiques ont une influence directe sur les résultats car nous ne pouvons trouver que ce que nous cherchons ou du moins que ce que notre protocole d'analyse permet d'observer. Dans ce but il nous paraît indispensable d'expliciter brièvement les raisons qui nous amènent à choisir une méthode spécifique.

3.1.1. Une méthode exploratoire pour baliser le terrain peu exploré

La première raison tient à notre champ d'étude. Nous ne sommes plus au début des années 1970, lorsque l’étude des partis ethno-régionalistes était encore une *terra incognita* pour les chercheurs. Les chercheurs de l'époque ne disposaient d'aucune connaissance scientifique de

ce que recouvraient les partis ethno-régionalistes. Ils ne pouvaient pas considérer comme acquis qu'il y avait plus qu'un cas isolé d'un parti qui mettait en cause le système politique de l'après-guerre. Néanmoins ce n'est pas pour autant que le champ des partis ethno-régionalistes se présente à nous avec la précision d'un jardin anglais avec sa pelouse minutieusement taillée et dont chaque plante est savamment arrangée. La comparaison territoriale adéquate est davantage celle d'un parc naturel régional. Nous connaissons assez bien la carte topographique et certains points d'intérêt touristique sont accessibles par des chemins de randonnée mis en place il y a longtemps. Mais le nombre de visiteurs décline et certains chemins sont presque à l'abandon. Nous savons qu'il n'y a pas de grands prédateurs sur le territoire mais nous ne pouvons être sûrs de toute la variété de faune et de flore car seuls quelques naturalistes ont travaillé dans ce parc et leur travaux restent contradictoires et commencent à marquer le poids du temps.

Devant cette situation où nous disposons de bonnes indications générales et d'une impression de ce qui pourrait relever de notre étude, une évaluation claire des approches méthodologiques et leurs conséquences sur ce type d'objet s'impose.
Une méthode très déductive comporte le grand avantage de donner une réponse claire, exacte, vérifiable et concise à la question posée. Elle est donc une option de choix pour la recherche. Elle pose dans notre situation des problèmes et des risques insurmontables. Afin de pouvoir donner une réponse précise et concise la question doit être aussi précise et concise. Ceci limite la force de cette méthode d'enquête de deux façons:
Premièrement, elle exige une focalisation extrême de la question. Elle permet d'évaluer avec exactitude une seule hypothèse mais reste muette au sujet d'alternatives. Elle clarifie un point mais ne permet pas d'éclaircir les parcelles adjacentes. Dans l'image du parc naturel il s'agit de la limitation de l'appareil photo automatique. Il renseigne très exactement sur la situation au moment du déclenchement de la photographie précisément dans le point focal de la lentille et sous son angle d'observation. Il ne peut renseigner sur l'éventualité d'une image intéressante à l'autre face de la clairière ou quelques instants plus tard au même endroit. Il ne précise que ce point. Dans une situation où notre connaissance du champ comporte certaines incertitudes quant au développement récent de la situation et où certains aspects ne sont pas entièrement fiables, il est plus que probable que la question ne soit pas entièrement focalisée sur le point essentiel de ce champ et puisse de ce fait le laisser dans l'obscurité. Pour utiliser un langage plus formalisé, un modèle déductif strict ne prédit qu'une seule variable et ne renseigne que

peu sur une formulation alternative de la même réalité sous la forme d'une variable alternative et ne dit rien (ou presque) sur d'autres variables. Dans un contexte d'incertitude aussi bien sur les théories applicables que sur la configuration des données ceci pose un risque important.
Deuxièmement la formulation exacte de la question nécessite une définition rigoureuse de ses composantes. Cette définition des composantes prend dans le cas d'une méthode fortement déductive, généralement la forme d'un modèle élaboré. Dans ce cadre le paramétrage du modèle est d'une importance toute particulière. Quelles sont les influences sur la variable prédite? Comment mesurer les influences? Sous quelle forme inclure la variable de mesure? Chacun des critères peut mettre en péril l'analyse. Une influence oubliée ou une série d'influences hautement liées incluses peuvent affaiblir le modèle au point de le détruire. Une mesure inadéquate de l'effet peut même dans le cas d'une parfaite identification des influences avoir des effets néfastes sur la stabilité du modèle. La forme de l'inclusion est moins problématique que les deux autres aspects mais peut fortement nuire à la lisibilité du résultat en cas de formatage inadéquat (catégorisation et effets de frontière).
Ces risques sont présents dans toute analyse à partir d'un modèle déductif exigeant. La bonne configuration du modèle est absolument possible à condition de posséder une base théorique extrêmement développée et claire qui détermine quelles influences sont attendues sur la variable dépendante. Il est aussi nécessaire de disposer de la connaissance complète du champ, ou pour reprendre l'image du parc naturel de connaître l'emplacement de chaque clairière et être sûr de la présence ou absence des espèces végétales et animales. Nous ne disposons pas de ces connaissances, nous disposons d'éléments de théorie qui nous paraissent probables mais qui pour la plupart ne peuvent prétendre à une explication complète du phénomène et en partie n'ont même pas eu comme but premier d'expliquer le phénomène. Une autre partie de notre base théorique (comme par exemple le cadre d'analyse de De Winter) est focalisée sur un autre aspect de notre champ (le programme politique) et nous donne en conséquence des indications et des intuitions mais ne peut prétendre à donner une image exacte. Nous sommes donc plus proches de la peinture impressionniste de notre parc naturel que de la photographie exacte, qui serait nécessaire pour être sûr du fondement théorique d'un éventuel modèle déductif puissant. Dans ce cas le risque de ne pas voir ce qui est important de voir ou même de créer une illusion d'optique est fort.

Nous disposons d'indications de ce que nous pouvons possiblement espérer trouver, comme par exemple à partir des observations d'Inglehart en conjugaison avec le modèle de Rokkan

qui semblent pointer tous les deux vers la présence au sein de l'électorat ethno-régionaliste de l'héritage du clivage centre-périphérie historique comme le représentaient les partis nationalistes flamands des années 1930, mais nous ne disposons pas d'un profil type suffisamment clair et testable pour l'inclure à titre de variable ou nœud de variables dans un modèle déductif fort. La construction de variables ou modèles internes pour un modèle déductif fort nécessite une base claire des composantes du phénomène. Dans notre cas nous ne disposons pas d'hypothèses en lien avec des résultats de recherche en nombre et en adéquation suffisante pour construire un modèle avec une fiabilité ex ante suffisante pour faire confiance aux résultats.

A partir des intuitions dont nous disposons il serait certainement possible de construire un modèle qui serait entièrement probable dans les limites de nos connaissances, mais les diverses incertitudes au niveau de la construction du modèle auraient des répercussions sur la force interprétative des résultats de notre recherche .

Un autre problème des méthodes déductives est qu'elles assument dans leurs versions simples des effets unidirectionnels et linéaires. Dans le cas d'effets plus complexes, comme plusieurs séries de conditions dont chacune est suffisante et hermétique (les variables n'interviennent pas dans toutes les possibilités) la complexité des modèles croît de façon quasi exponentielle et de ce fait les risques d'artéfacts à partir de minuscules erreurs de manipulation.

Pour ces raisons nous avons opté contre une méthode déductive. Les arguments de ce choix sont visibles en creux à partir des paragraphes précédents. Nous n'avons pas besoin d'assumer une exactitude de nos connaissances au delà de ce qui est raisonnable, aussi pouvons-nous nous limiter à une question de recherche plus générale et ne pas trop restreindre le champ d'études.

Les avantages des méthodes de modélisation restent incontestables lorsque les données et les théories s'y prêtent. Dans notre analyse nos hypothèses doivent rester larges parce que nous ne sommes pas certains de la formulation définitive de tous les modèles explicatifs applicables. Nos données nous imposent d'autres restrictions, car même si nos échantillons sont relativement importants pour une analyse de ce type, le nombre important de variables potentiellement intéressantes limiteraient la stabilité d'un modèle, sans parler des risques associés au caractère international de notre analyse. Avec un échantillon parfaitement paramétré et une relation entre taille de l'échantillon et nombre de variables d'intérêt meilleur une modélisation a des avantages indéniables pour confirmer ou infirmer des hypothèses et

vérifier des interactions que les modèles géométriques ont beaucoup de mal à saisir.

3.1.2. De l'ethnographique à une vision plus quantifiable

Dans notre approche plus inductive et moins déductive nous devons aussi prendre en considération que notre champ d'étude n'est ni inexploré ni complètement en friche. Il n'est donc en aucun cas besoin d'entreprendre une recherche commençant à zéro avec comme but d'atteindre une impression générale du terrain.

La réalité du terrain de petites sociétés qui vivent l'identité régionale a été depuis longtemps été décrite et peut nous fournir une vision générale. L'enquête d'Emmet[285] nous ouvre cette fenêtre sur une ruralité galloise qui nous paraît d'une autre époque. Une vie sociale encore marquée par la chapelle et un peu de langue galloise. L'accès si privilégié à cette petite société (l'enquêteuse était mariée à un fils du village) nous donne une véritable vue de l'intérieur de ce que l'ethnographe espère atteindre. La population locale et son quotidien gardent une authenticité qui permet une première approche de la normalité de la vie de la communauté. Ce qui rehausse encore cet aspect de normalité est l'objet différent de cette recherche qui voulait étudier les changements induits par la modernisation et particulièrement la réduction des distances grâce à l'automobile, les médias de masse électriques (radio et télévision) et les changements industriels (la fermeture de la carrière). Alors que l'argument se focalise ailleurs le second plan peut planter un décor qui respire la vraisemblance.

Nous disposons aussi d'études plus récentes au sujet de mouvements régionalistes. Hearn[286] nous livre un compte rendu d'un des mouvements pour l'établissement d'un Parlement Ecossais en nous décrivant les militants et l'atmosphère qui se dégageait dans ce milieu plutôt favorable au nationalisme. A travers sa description des militants nous pouvons entrevoir des profils qu'il n'est pas entièrement improbable de voir au sein de l'électorat.

Nous disposons donc de points de repère sur la société et le contexte du nationalisme au sein des mouvements politiques que nous désirons étudier. Nous en avons encore plus avec des analyses journalistiques de ce que l'idéologie d'un parti a de commun avec des opinions

285 EMMETT, Isabel. A North Wales village – A Social Anthropological Study. London, Routledge & Kegan Paul, 1964. 154 p.

286 HEARN, Jonathan. *Claiming Scotland : National Identity and Liberal Culture*. Edinburgh (UK), Polygon, 2000. 222 p.

courants dans la société[287]. Il n'est donc pas nécessaire de commencer à zéro.

Nous disposons même de tentatives de systématiser les mouvements en général[288]. Mais l'angle de vue de ce type de recherche (marxiste et nationaliste) paraît aujourd'hui problématique et l'argumentaire repose trop fortement sur une lecture très spécifique des théories (la révolution dans la théorie marxiste) qui ne permettent pas une opérationnalisation directe. Malgré cela, ces travaux peuvent fournir un point de départ pour l'architecture de la recherche à partir du sentiment de désaffection et d'aliénation d'avec le centre politique.

Les partis en tant que structures ont aussi déjà fait l'objet d'études[289] comme nous l'avons déjà mentionné et ces études peuvent nous donner des indications sur les prises de position politiques en dehors de la sphère ethno-régionaliste pour laquelle nous disposons des travaux de De Winter[290] qui permettent de jauger la radicalité du programme.

Il y a aussi quelques études comparatives des électorats[291] qui, bien que datées et seulement focalisées sur le progrès et le déclin de la première vague des partis ethno-régionalistes, nous donnent une impression générale de ce que nous pouvons raisonnablement attendre.

Au total nous disposons donc d'un nombre considérable d'indications et d'observations empiriques pour formuler et fonder les hypothèses que nous avons émises. Il n'est pas nécessaire d'explorer de façon générale un terrain qui a déjà été exploré. A partir des études dont nous disposons nous pouvons formuler des hypothèses générales qui permettent d'orienter notre observation sans pour autant permettre une focalisation suffisante pour une méthode déductive, néanmoins suffisantes pour ne pas être contraint à une approche dépourvue de toute orientation de formulation d'hypothèses.

L'architecture de notre recherche est en conséquence largement inductive, car un modèle déductif risque fortement de manquer de fiabilité sous certains aspects clés. Notre approche n'a néanmoins pas besoin de commencer sans formuler d'hypothèses larges et testables (bien que de façon plus ouverte que dans le cas d'un modèle rigoureux et strictement paramétré). Ou

287 CLAEYS, Manu. *Le Vlaams Blok en chacun de nous.* Bruxelles, L. Pire, 2003. 159 p.

288 NAIRN, Tom. *The break-up of Britain : crisis and neo-nationalism*. London, New Left Books, 1977. 368 p.

289 cf. inter alia.:
MINTZEL, Alf. *Die CSU : Anatomie einer konservativen Partei 1945-1972*. Opladen (DE) Westdeutscher Verlag, 1975. 776 p.
GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.
MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224 p.
LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.

290 DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri (eds.). *Regionalist Parties in Western Europe*. London: Routledge, 1998. 259p.

291 NEWMAN, Saul. *The ethnic dilemma: the rise and decline of ethnoregional political parties in Scotland, Belgium and Quebec*. PhD Thesis, Princeton University, 1989. 273 p.

pour reprendre l'image du paragraphe précédant nous disposons de cartes géologiques du parc naturel que nous désirons étudier, nous connaissons les chemins de randonnée qui ont été frayé par une autre génération et nous avons une impression générale de ce qu'elle a rencontré dans cet espace, mais nous ne savons pas exactement quelles espèces vivent sur le terrain et dans quelles proportions car nos prédécesseurs avaient d'autres priorités que nous dans leur exploration.

Nous disposons encore d'un autre atout qui nous permet de quitter le terrain purement descriptif et nous diriger vers une approche qui permette de clarifier les hypothèses et même de les valider une fois ajustées à la réalité: l'intérêt pour certains aspects de notre terrain a mené à la production d'un fonds de données certes divers mais de bonne qualité qui permet une exploitation quantifiable et statistique des données. La méthode devra néanmoins prendre en compte les spécificités du fonds et des bases théoriques des hypothèses.

3.1.3. Une approche plus large: "more evidence driven than hypothesis driven"

Le choix méthodologique se focalise donc sur une méthode qui n'est pas strictement déductive mais qui peut travailler à partir d'hypothèses concrètes mais néanmoins si générales qu'une modélisation n'était pas recommandée. Elle devrait donc nous indiquer à partir d'un nombre de pistes possibles si ces pistes peuvent servir à l'explication du phénomène du vote pour un parti ethno-régionaliste tout en ne nous focalisant pas entièrement sur ce que nous assumions comme les hypothèses les plus probables. Elle doit laisser la voie ouverte à d'autres modèles explicatifs que nous n'aurions pas vu dans les travaux disponibles ou mis de côté pour différentes raisons ou même un modèle entièrement nouveau qui n'a pas encore été documenté.

Ce cahier des charges pointe directement vers une approche de la famille de l'analyse géométrique des données. Pour cette famille de méthodes, le mot d'ordre est celui de Benzécri, cité par Le Roux et Rouanet[292] comme étant celui de la philosophie inductive: « *The model should follow the data, not the reverse!* »[293].

Notre approche est globalement en accord avec cette idée même si nous gardons certaines

292 LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. Multiple Correspondence Analysis. Los Angeles (CA), Sage, 2010. 115 p.

293 LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. Multiple Correspondence Analysis. Los Angeles (CA), Sage, 2010. p.2

différences. Notre but est de faire émerger à partir des données dont nous disposons un modèle d'explication du vote ethno-régionaliste. Néanmoins nous ne sommes pas entièrement dénués de tout modèle explicatif à partir des résultats des autres travaux que nous avons pu assembler. Cette vision antérieure de ce que pourrait être le résultat nous a aidé pour la suite dans la préparation des données.

Les analyses géométriques tendent à mettre en valeur la structure inhérente aux données et clarifier les relations entre les différentes variables. La constitution du corpus de cette analyse doit procéder par deux critères selon Benzécri[294]: l'homogénéité et l'exhaustivité.

L'homogénéité réfère d'une part au contenu et de l'autre à la forme des données. Côté contenu, toutes les variables incluses dans l'analyse et tous les individus statistiques doivent relever du même champ d'enquête délimité par le thème de la recherche. Donc dans notre recherche toutes les variables incluses doivent être en rapport au comportement électoral dans le sens d'un vote pour un parti ethno-régionaliste ou du moins pouvoir y être honnêtement associées. Les individus doivent aussi tous partager un lien vers le sujet de notre étude. Etant donné que notre recherche se focalise sur le vote pour un parti ethno-régionaliste, nos individus devront être des électeurs de ce parti ou du moins des électeurs potentiels. Dans un souci de clarté nous avons opté pour la première version car la distinction entre électeur potentiel et non-électeur certain ne peut être faite à partir des hypothèses ex ante de notre recherche. Côté forme il s'agit de l'exigence de ne pas mêler directement variables continues et catégorielles, en recodant le cas échéant un des types de variables pour qu'il se rapproche de l'autre. Selon Le Roux et Rouanet le but est que chaque variable soit de la forme d'un questionnaire: une question claire et une réponse à cette question. L'exigence d'homogénéité nous a poussé à dissocier dans notre analyse les aspects sociologiques des aspects idéologiques.

L'exhaustivité demande que variables et individus constituent dans le meilleur des cas un inventaire complet du domaine d'étude. Il est néanmoins possible de se concentrer sur un échantillon représentatif du champ. Dans notre cas nous désirons travailler au niveau individuel, donc nos individus ne seront pas seulement individus statistiques mais bien des individus physiques. Un relevé intégral de l'électorat étant impossible, notre choix s'est porté sur l'utilisation d'échantillons aléatoires à partir de la population complète, que nous pouvons assumer représentatifs dans certaines limites. Le choix des variables dans un souci d'exhaustivité est plus ardu car nous sommes limités d'un côté par des contraintes pratiques

294 BENZECRI, Jean-Paul et al. . L'analyse des données. Paris, Dunod. 1973. 2 volumes. p.22 cité d'après LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. Multiple Correspondence Analysis. Los Angeles (CA), Sage, 2010. p.10-11

(au delà d'un certain point la lisibilité des résultats ainsi que l'aisance de traitement matériel décroissent de façon importante) de l'autre par le critère d'homogénéité, il faut que toute variable incluse fasse partie du champ d'études. Nous devons donc pour chaque variable poser la question de son applicabilité au champ et se demander si elle ne peut être représentée par une autre variable en cas de doublons (sélection représentative). Il s'agit d'un choix raisonné de variables. Le Roux et Rouanet rappellent que les méthodes géométriques ne connaissent pas de critère de parcimonie rigoureuse comme les modèles de régression[295]. Il est donc possible d'inclure des variables dont l'utilité est discutable mais qui sont raisonnablement attribuables au champ d'étude. Cette relative liberté ne doit pas mener à une violation du critère d'homogénéité. Il ne s'agit pas de tirer aveuglement sur un amas de données composé de toutes les variables disponibles et déclarer ce qui sera touché comme étant la cible.

Dans ce cas nos hypothèses de départ peuvent nous renseigner sur ce que nous pouvons dans une première approche considérer comme des variables du champ. A partir de cette base nous pouvons nous laisser guider par les données (et les résultats itératifs de l'amélioration de l'analyse). Notre analyse, passé le stage du choix préliminaire des variables du champ, sera conduite par ce que nous « dirons » les données et les résultats. Nous serons donc davantage guidé par notre corpus de données que par notre corpus théorique. Les résultats que nous présenterons seront issus d'une longue itération du modèle afin de vérifier l'homogénéité et l'exhaustivité à partir des nuages des points, de la variance extraite du modèle et de l'inertie du résultat. Au fil des itérations nous avons laissé tomber des aspects qu'à première vue nous aurions eu tendance à inclure et d'autres aspects que nous pensions déterminants ont pris une position de second ou de troisième plan.

Pour pouvoir procéder de cette façon, la constitution de notre base de données prend une importance toute particulière, car si notre choix des cas est inadéquat (homogénéité et exhaustivité) l'analyse ne peut donner des résultats réels et nos résultats risqueraient de n'être que des artéfacts. Une bonne connaissance de nos données et de leur structure s'impose pour ce type d'analyse et nous avons procédé dans le choix de notre base d'opération avec le plus grand soin. Nous ne donnerons ici qu'une version simplifiée et surtout nous laisserons de côté les cul-de-sacs dans la construction de la base et les doutes sur la réalisation de cette base de données conforme aux exigences de la méthode choisie. Il il ne faut en aucun cas en conclure que cette construction n'a pas connu des moments difficiles ou qu'elle a été conduite avec laxisme, il s'agit seulement de rendre les résultats plus compréhensibles et plus lisibles.

295 LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. Multiple Correspondence Analysis. Los Angeles (CA), Sage, 2010. p. 11

3.1.4. Données de sondage – réponses qualitatives et échelles imparfaites

Nous parlerons du travail de données en détail dans la section suivante mais nous devons néanmoins à ce stade émettre quelques observations générales sur la nature et la structure des données que nous avons utilisées pour notre étude, car elles ont eu une influence déterminante dans le choix de la méthode d'analyse.

Dans le cadre de notre projet de recherche d'étudier la composition de l'électorat, l'unité d'analyse de choix est l'électeur individuel. L'orientation de la méthode vers une de la famille de l'analyse géométrique des données nous ouvre la possibilité d'obtenir des résultats statistiquement fiables à partir d'hypothèses générales et faiblement formalisées sur le plan mathématique. Les exigences de cette méthode viennent d'être discutées, nous en avons tiré la conclusion que la meilleure source de données avec les caractéristiques nécessaires est celle des sondages scientifiques avec une routine de sélection pouvant laisser espérer une relative représentativité de la population générale (la préférence allant à des routines à dominance aléatoire, mais cela n'est pas toujours possible en fonction des terrains et de la tradition locale de collecte des données). Cette source de données nous permet d'assumer l'exhaustivité de l'échantillon.

Le type de données choisi nous impose ses caractéristiques. La majeure partie des données recueillies à partir de questionnaires sociologiques et politiques sont de nature qualitative (ordinale ou catégorielle) et à strictement parler les seules véritables variables quantitatives dans un tel questionnaire sont celles qui se rapportent à des âges et des durées (les réponses aux questions comme « Quel âge avez-vous? », « Depuis combien de temps vivez-vous dans ce quartier? »), qui même si elles ne sont pas entièrement continues peuvent généralement être traitées comme telles, bien que les effets du *age heaping* (mention d'un âge plus avec plus de sens donc généralement réduit aux décennies) soient possibles mais en déclin grâce aux progrès de l'instruction[296]. Ces effets de *heaping* incitent à ce que le traitement de réponses à des questions tendant à mesurer d'autres variables, qui par essence seraient quantitatives (en dehors de l'âge surtout le revenu), soit plutôt proche de celui des variables ordinales. Le meilleur exemple de ces effets de *heaping* est le revenu du ménage qui dans le cas de

296 Cf. A'HEARN, Brian, BATEN, Jörg, CRAYEN, Dorothee. Quantifying Quantitative Literacy: Age Heaping and the History of Human Capital. In *The Journal of Economic History*. Vol. 69 No. 3 (Sep. 2009), p.783-808

questions ouvertes se concentre autour de quelques points marquants. La variable qui découle de ces données demande un regroupement en un nombre restreint de catégories significatives ce qui fait que cette parfaite variable continue en théorie constitue dans le fichier une véritable variable ordinale.

Les autres variables issues du questionnaire d'enquête sont par essence qualitatives. Le cas de véritables variables catégorielles comme la religion est relativement clair. Il n'y a aucune possibilité de constituer une échelle, chaque modalité de réponse constitue une réalité autonome (p. exemple être ou ne pas être bouddhiste).

La plupart des variables a du moins l'apparence de variables ordinales mais souvent ceci est moins le cas en réalité qu'en théorie, et un traitement similaire à une variable catégorielle peut s'imposer. Dans le cas d'une échelle de réponses de Likert en cinq positions classique nous sommes tentés d'y voir des intervalles équivalents sur un axe unique mais devons souvent nous résigner à des intervalles imprévisibles et souvent à une pluridimensionalité qui risque de distordre l'analyse en cas de traitement monodimensionnel[297]. Sans certitude sur les intervalles, nous ne pouvons envisager de les traiter comme variables continues, ce qui dans certains cas facilite un traitement statistique (comme pour une analyse en composante principale ACP).

Nous avons décidé de traiter les variables à priori ordinales comme si elles étaient des variables catégorielles, donc comme si chaque modalité de réponse n'était pas une question de degré sur une échelle mais avait un contenu propre. Nous mettons donc temporairement de côté l'architecture fondamentale des échelles de Likert pour qui « tout à fait d'accord » indique un degré supérieur sur une dimension donnée que « plutôt d'accord ». Si l'orientation de l'échelle est bonne et la dimension donnée est bien celle mesurée, nos résultats reflèteront cette situation mais dans le cas contraire ceci se manifestera aussi dans les résultats. Un traitement en variables catégorielles dans le cadre d'une Analyse des Correspondance Multiples (ACM) est possible et produit ce type de résultat permettant de juger aussi bien de la dimension (si elle est unique les centres de gravité des modalités de réponse devraient à peu près s'aligner dans l'ordre sur une droite en admettant une certaine variance) que les intervalles (la distance entre les différentes modalités donne une bonne indication des intervalles réels). Bien que l'ACM fonctionne de façon nettement plus intéressante avec des variables clairement catégorielles, une inclusion de ce type de variables ordinales est

297 cf. GUTTMAN, Louis.The quantification of a class of attributes : A theory and method of scale construction. In HORST, Peter et al. (eds.). T*he Prediction of personal adjustment*. New York (NY), Social Science Research Council, 1941. p. 319-348

entièrement admissible.

Nos données qui sont issues de sondages d'opinion à échantillon large sont donc majoritairement constituées de variables qualitatives avec trois cas de figure: variable catégorielle, véritable variable ordinale (une seule dimension à intervalles raisonnablement équivalents) et fausse variable ordinale (dimension multiple, intervalles très variables voire inexistants). Le traitement de ce type de données concentre le choix de la méthode dans une seule direction au sein de l'analyse géométrique des données. Si la focalisation sur le niveau individuel et la disponibilité de données brutes rend l'analyse des correspondances peu utile, la dominance de variables qualitatives impossible à traiter comme quasi-quantitatives fait de l'ACP une méthode inadaptée. Il résulte que la méthode la plus adaptée à notre recherche et au type de corpus est l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM).

3.1.5. Dégager les lignes de fracture – l'ACM spécifique

Au vu de notre champ d'étude, du niveau de connaissances et du fonds de données disponibles pour notre recherche, nous avons donc opté pour une analyse des correspondances multiples (ACM).

Dans le cadre de cette analyse un tableau de données a une ligne pour chaque individu et une colonne pour chaque question de telle façon que chaque case comporte l'information de la réponse d'un individu précis à une question précise. Après plusieurs transformations de cette matrice seront construits deux nuages de points[298]. Les deux nuages de points constituent d'une part le nuage des individus qui matérialise la position de l'individu au sein de l'échantillon et un nuage des modalités qui matérialise la position de chaque réponse possible à chaque question du questionnaire dans le questionnaire. Les deux nuages se situent dans un espace défini de la même façon, c'est à dire que les axes et la métrique sont identiques et comparables. Un point d'un nuage a une distance légitimement calculable d'un point dans l'autre. La distance est le cœur de l'analyse car la distance géométrique entre deux points du nuage reflète leur distance dans le questionnaire. Deux points sont d'autant plus distants qu'ils se distinguent dans leurs réponses au questionnaire et que ces réponses sont caractéristiques. Une réponse caractéristique est une réponse qui est soit relativement rare (peu d'individus) ou

298 Pour une explication succincte, détaillée, complète et comportant la formalisation mathématique nécessaire nous renvoyons le lecteur intéressé au chapitre 3 de LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. *Multiple Correspondence Analysis.* Los Angeles (CA), Sage, 2010. 115 p.

qui fait partie d'un pattern cohérent de réponses à plusieurs questions, dans ce cas la distance est davantage le résultat des distances cumulées au fil de plusieurs questions que d'une question. Pour toutes les distances, les propriétés de l'algèbre linéaire restent applicables, donc une valeur numérique deux fois plus grande signifie une distance deux fois plus grande. Le nuage des points est à très haute dimension (le maximum théorique étant égal au nombre de réponses possibles à toutes les questions moins le nombre de questions) ce qui rend généralement l'interprétation directe du nuage compliquée voire impossible. Pour cette raison la recherche de dimensions de projections qui décrivent adéquatement le nuage de points est particulièrement utile. Les dimensions sont choisies comme la meilleure représentation du nuage de points en n dimensions par le processus conventionnel des moindres carrés. Ceci permet une visualisation et interprétation plus aisée. Les distances dans le cas d'une projection sur un plan (ou autre espace à dimensionnalité réduite) doivent néanmoins être pris avec précaution, à cause d'effets de perspective. Les relations ne changent pas mais un point très loin du centre peut paraître plus proche du centre qu'il ne l'est en réalité.

D'autres propriétés importantes à noter sont que l'origine du nuage de points est toujours le barycentre du nuage de points et aussi que la distance d'un point à l'origine est plus grande si l'individu a donné des réponses rares. Les groupes rares ont une grande influence sur la structure mais peu d'influence en nombre d'individus. Lors d'une ACM nous devons donc toujours garder en mémoire que la structure des résultats n'est pas une mesure de dénombrement. En fonction des tris à plats qui précèdent un premier pas dans la confirmation de l'importance d'un groupe est possible, mais une extension de l'analyse par une typologie (et un comptage des individus selon les types) sont plus à même de confirmer les rapports de force.

Pour notre analyse nous tirerons avantage d'une autre propriété du nuage de points créé par ACM. Il est possible d'inclure dans l'analyse des individus et des questions qui ne serviront pas à créer des distances dans le nuage mais seront néanmoins situés au sein du nuage. Notre emploi de cette technique vise surtout à inclure des variables pour lesquelles les données sont disponibles que pour quelques cas dans un seul pays mais qui pourraient nous intéresser, et aussi à prendre l'exigence d'homogénéité au sérieux sans perdre de l'information. Dans notre analyse nous disposons de deux types de données: les données de type socio-démographiques et des données d'opinions et d'attitudes. Nous pouvons soutenir que l'homogénéité est donnée car toutes les données se rapportent au comportement électoral, néanmoins il s'agit bien de

deux corpus distincts. Le premier décrit ce qu'on est avec assez peu de possibilité de choix (même si en pratique on peut choisir d'être ou de ne pas être religieux) alors que le second corpus regroupe ce qu'on pense, dit et fait avec une forte possibilité de choix (on choisit si on est favorable ou défavorable à une politique). La possibilité de mettre certaines questions en dehors du clivage mais au sein de l'analyse en les positionnant dans le nuage peut être très utile dans l'évaluation des corrélations entre les deux sphères et permettre une clarification de l'analyse par la limitation du nombre de dimensions.

Dans le même esprit nous opterons pour la variante spécifique de l'ACM car elle permet de ne pas seulement mettre des questions entières en illustrative mais des modalités spécifiques. Ceci est très important pour nous à cause des non-réponses. Les non-réponses (refus, ne sait pas etc.) sont généralement rares et seulement partiellement corrélées. Les individus ayant un nombre important de non-réponses peuvent être exclus. Mais si ceux qui ne se prononcent pas sur un seul item d'une liste longue sont exclus, ceci peut mener à une déperdition importante de l'échantillon (sur notre corpus une majorité des cas serait concernée). Les non-réponses sont toutes très rares (généralement vers 1% ou 2%) ce qui aurait dans une analyse classique un effet de levier si considérable que toute l'analyse serait en danger de caducité. Ces modalités de réponse ne sont pas assez courantes pour justifier un traitement en tant que modalités comme les autres, dans la plupart des cas elles ne semblent pas avoir un sens particulier.

Nous avons donc opté pour une ACM spécifique qui nous permet une analyse centrée sur les données du type dont nous disposons, aussi bien que la prise en compte des hypothèses que nous avons pu établir à partir de l'analyse des travaux antérieurs et peut nous montrer la structure intérieure de notre base de données.

Le but de cette analyse est de dégager les liens qui existent entre différentes attitudes et les lignes de fractures au sein de l'échantillon. Les profils et les axes sous-jacents du nuage de points qui associent ou dissocient les individus prennent forme et montrent les liens et oppositions au sein de l'échantillon. Dans notre recherche ils mettront en valeur les structures de l'électorat ethno-régionaliste.

3.1.6. Accroître la lisibilité et la comparabilité – la typologie

Les résultats d'une ACM spécifique peuvent nous renseigner sur les lignes de fracture et les

liens entre différentes modalités de réponse mais il est relativement difficile de mettre en valeur comment s'articulent exactement ses liens au niveau de l'individu. Afin de clarifier les résultats nous allons utiliser ce que Benzécri a appelé la méthode sœur de l'analyse géométrique de données: la typologie[299]. Le Roux et Rouanet notent que confronté à un nuage de points la typologie, et ne serait-ce que le tracé de contours, est le comportement le plus naturel[300].

Il s'agit d'assembler ce qui est semblable et dissocier ce qui est dissemblable. Dans notre étude le but serait donc de rassembler les points avec peu de distance entre eux. La routine que nous avons choisie est celle du plus proche voisin réciproque. Elle permet une agglomération de cas qui constituent autour de plusieurs noyaux des entités ayant un sens et évite les agglomérations en chaîne que d'autres procédés peuvent engendrer. En fonction du degré de détail nécessaire et de la lisibilité du résultat, les groupes peuvent facilement être scindés ou agglomérés à partir de leur nœuds de réunion/ scission et en fonction des critères de maximisation de la variance intergroupes et de minimisation de la variance intragroupes. . Le nombre de groupes n'est donc pas établi d'avance, le critère et le niveau de variance interne admis servent d'outil de jugement et ne sont pas nécessairement fixés à l'avance. L'algorithme permet une adaptation aux données, car il est possible de savoir exactement quel groupe est celui qui sera transformé (scindé ou agrégé) le premier en cas de modification du seuil sans que les autres groupes ne soient touchés. Cette structure en branches de proximité peut dans le cas de résultats peu clairs sur une branche être utile, car la famille de ce groupe est facilement observable.

Afin de rendre les classes encore plus claires et pertinentes nous avons opté pour une phase de consolidation des classes, qui après la première classification détermine à partir des barycentres des classes pour chaque individu si une autre classe ne serait pas plus appropriée.

Nous espérons à partir de cette consolidation obtenir des classes réelles et interprétables qui rendent bien compte de la structure interne de l'électorat[301].

299 BENZECRI, Jean-Paul. *Correspondence Analysis Handbook*. New York (NY), Decker, 1992. cité d'après LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. *Multiple Correspondence Analysis*. Los Angeles (CA), Sage, 2010. p.11

300 LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. *Multiple Correspondence Analysis*. Los Angeles (CA), Sage, 2010. p.11

301 Les annexes numériques comportent les descriptions complètes des classes issues de l'analyse. La consolidation des classes a modifié les effectifs ce qui aurait rendu le dendrogramme peu lisible et peu informatif, nous l'avons en conséquence retranché des annexes.

3.2. Le travail de données

3.2.1. Acquisition de données

La première étape du travail sensé sur les données consiste en leur acquisition. Dans la limite des moyens disponibles pour cette thèse, la décision de procéder à une analyse secondaire de données scientifiques existantes était naturelle. Ces enquêtes permettent une rigueur de développement des questionnaires et de production des données qui n'auraient pas été possibles pour un projet si limité que le nôtre. Cette procédure permet aussi d'avoir accès à des données validées localement pour les différents cas de comparaison, et qui incorporent toute l'expérience des spécialistes de chacun des terrains.

L'acquisition de tels fonds d'enquêtes peut généralement se faire soit directement auprès des producteurs initiaux des données, soit à travers des organismes de distribution. Ces centres peuvent soit se concentrer sur les fonds nationaux de leur pays d'origine soit procéder à des collections internationales. Nous avons obtenu nos données partiellement à travers chacun de ces trois canaux.

Au Royaume-Uni les données de la statistique officielle sont, tout comme les données d'enquêtes scientifiques, depuis longtemps centralisées dans un catalogue unique et actuellement distribué par un unique organisme le *UK Data Archive* (UKDA) qui est localisé à l'université d'Essex. A partir du catalogue complet en accès libre il a été possible d'identifier une série d'enquêtes potentiellement intéressantes. Grâce au réseau du *Council of European Social Science Data Archives* (CESSDA) auquel participe le Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) à Sciences Po, un accès aux données du UKDA a pu être obtenu.

Le cas de figure allemand était proche mais n'a pas nécessité le passage par un intermédiaire français pour l'accès aux données. Le réseaux GESIS (*Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften*) à Mannheim, Cologne et Bonn recueille, de façon analogue au UKDA, la production de données allemande et entretient un catalogue en ligne complet avec l'architecture du fichier de données (incluant les titres des items dans le fichier). L'accès aux fichiers des données s'est avéré moins bureaucratique que pour le UKDA. Un simple enregistrement en ligne avec un bref résumé du projet de recherche envisagé avec les données était suffisant pour pouvoir utiliser les fichiers. Les conditions d'utilisation ont aussi été les

plus libérales, permettant même une circulation des données en dehors du projet de recherche dans le cadre d'activités éducatives (comme un cours d'introduction aux méthodes quantitatives).

Le cas belge s'est avéré le plus compliqué. Il n'existe plus de centre ou réseau comparable à GESIS ou UKDA pour la Belgique et donc non plus de catalogue en ligne des enquêtes réalisées. Il reste néanmoins la façon classique de collecter ces informations: l'étude de littérature qui pointait vers des études au moment de grands scrutins par une coopération universitaire entre la *Katholieke Universiteit Leuven* (KUL – flamande), l'Université Libre de Bruxelles (ULB – bruxelloise) et l'Université Catholique de Louvain (UCL – wallonne). Un contact direct avec les organismes collecteurs a confirmé l'existence des enquêtes et leurs lieux de conservation. Pour la plus récente au moment de la recherche (2003) seul un organisme collecteur pouvait donner son accord et un contrat spécifique et limitatif devait être conclu. Les données antérieures avaient été déposés auprès du *Nederlands Instituut voor Wetenschappelijke Informatiediensten* (NIWI), une institution de la *Koninklijke Nederlandse Akademie van Wetenschappen* (KNAW), à travers le *Steinmetz-archief* . Au moment de la collecte des données aussi bien le *Steinmetz-archief* que NIWI n'étaient plus en activité. NIWI avait absorbé le *Streinmetz-archief* et avait été lui-même dissout en 2005. Une recherche rapide a néanmoins confirmé qu'il y avait une institution successeur qui détenait les fonds documentaires et qui y donnait accès. KNAW et *Nederlandse Organisatie voor Wetenschappelijk Onderzoek* (NWO) ont créé comme organisme de collecte et diffusion de données *Data Archiving and Networked Services* (DANS) qui a repris les fonctions de NIWI. Néanmoins les anciens fonds ne sont pas traités comme émanant de DANS mais comme parties de l'ancien fond NIWI et sont de ce fait distribués avec la documentation d'origine et les conditions d'utilisation d'origine et doivent être identifiés comme émanant de l'ancienne institution même si l'accès au fonds est maintenant contrôlé par DANS (d'où le référencement de NIWI dans l'origine des données). Grâce aux contrats et partenariats internationaux l'accès aux données à travers le CDSP s'est avéré très simple une fois le lieu de conservation identifié.

3.2.2. Analyse des questionnaires

L'analyse des questionnaires s'est réalisée en plusieurs étapes.

La première étape s'est principalement déroulée au niveau national et le but était d'identifier les tendances de développement des questionnaires et procéder à l'inventaire des items utilisables. A partir de la documentation, du questionnaire et de la base de résultats nous avons donc commencé par déterminer si l'appareil de mesure permettait de bien identifier les individus que nous voulions étudier de près. Pour cela il fallait au moins un item de mesure soit de l'allégeance partisane soit du comportement électoral récent, et de préférence plusieurs de ces mesures afin d'obtenir des informations plus riches sur la position des enquêtés envers les partis de l'enquête. Ce critère qui semble peu exigeant a néanmoins éliminé catégoriquement une des meilleurs sources de données internationales: l'Eurobaromètre qui ne relevait pas systématiquement les allégeances partisanes pendant la période étudiée. Une deuxième source de données internationales, le *European Social Survey* (ESS) n'a pas pu satisfaire à ce critère sur une base comparable. L'enquête n'étant pas liée à des évènements politiques importants et n'insistant potentiellement pas suffisamment sur cet aspect du profil de l'enquêté le taux de réponse à l'item d'allégeance partisane est nettement inférieur à ce que peuvent réaliser des enquêtes nationales (le taux de renseignement d'au moins un item d'allégeance partisane est de l'ordre de 40% pour l'ESS au Royaume-Uni alors que ce niveau dans une enquête nationale se situe aux alentours de 90%) et le comportement électoral est encore moins bien renseigné. Pour notre étude cette divergence majeure du taux de réponse a constitué un problème de qualité des données, qui a nécessité l'exclusion de l'ESS de notre corpus.

Une fois la pertinence générale établie nous avons analysé les liens de filiation et les développements des questionnaires dans les champs thématiques qui nous intéressent.

Le plus simple a été sur ce point l'analyse du questionnaire allemand de l'enquête *der Gesamtdeutsche Wähler* (*Voter Conduct in United Germany* VCUG) qui à cause de la spécificité de sa création (une enquête consistant de trois vagues successives lors de trois élection générales distinctes) présentait un questionnaire quasi-figé. L'architecture du fichier présentait même l'avantage d'une nomenclature unique pour les variables et les modalités, ce qui a permis une agrégation presque directe et une analyse des trois questionnaires en un seul. De la même façon nous avons pu exclure d'autres enquêtes que nous avions à une époque

considérées comme intéressantes. Les enquêtes réalisées lors d'élections régionales (*Landtag*) pour le compte du *Bayerischer Rundfunk* (radio-télévision publique Bavaroise) étaient potentiellement intéressantes dans leur architecture et donnait une plus forte identification locale des électeurs, néanmoins il n'y avait presque aucune mesure idéologique et les mesures d'opinions politiques se limitaient aux sujets de campagne. La visée de ces enquêtes était de fournir une base scientifique au travail journalistique et l'enquête répondait donc à ces besoins et n'incluait pas les mesures qui avaient moins d'importance immédiate et qui nous intéressaient principalement. Les enquêtes du *Politbarometer* (enquête mensuelle depuis 1978 pour la télévision publique fédérale) ont dû être exclues pour deux raisons principales. La première était que la distinction entre supporters de la CDU et de la CSU était difficile et uniquement possible par inférence et de l'autre que ce corpus d'enquêtes a développé sa propre tradition d'enquête qui se distingue des traditions suivis dans la VCUG au point qu'une analyse parallèle des deux corpus eut été si non impossible du moins très complexe. Devant la proximité de la VCUG avec les enquêtes des autres pays et l'absence de certains indicateurs cruciaux dans le *Politbarometer* nous avons opté pour la VCUG et exclu le *Politbarometer* de l'étude.

Dans le cas belge les quatre enquêtes de la *Belgian National Election Study* (BNES) (1991, 1995, 1999 et 2003) présentaient l'avantage d'avoir été clairement développées dans une vision à long terme des enquêtes. Même si les questionnaires ne sont pas entièrement stables entre les différentes enquêtes, les évolutions sont clairement documentées item par item dans la documentation attachée aux données. Cette documentation rapproche aussi les nouveaux items des anciens qu'ils amendent ou remplacent. A partir de ce changement très balisé il a été relativement aisé de déterminer les champs stables ou pourvus de suffisamment d'équivalents fonctionnels pour rendre la comparaison vraiment utile. La relative unité de ce corpus et la taille importante de ses échantillons nous a convaincus de ne pas intégrer d'autres données disponibles qui ne faisaient pas partie de ce processus très élaboré (comme les enquêtes sur les élections européennes).

Au Royaume-Uni nous disposons de quatre sources de données différentes. En premier lieu les *British Election Studies* (BES) qui pendant notre période d'étude changent d'organisme de collecte, passant de l'Université d'Oxford vers l'Université d'Essex. En second lieu les enquêtes plus sociologiques de la *British Social Attitudes Survey* qui après 1997 sont plus proches des questionnaires développés à partir des enquêtes *Political Change in Britain* de

Butler et Stokes pendant les années 1960[302]. A partir de cette deuxième source se sont développées les enquêtes de la *Scottish Social Attitudes Survey* (SSAS) sur base d'échantillons purement Ecossais, qui forment notre troisième source. Une quatrième source regroupe des enquêtes Galloises à partir de questionnaires très fortement inspirés des questionnaires de Butler et Stokes développés dans les SSAS comme la *Wales Life and Times Study* (WLTS) de 2003 et d'autres enquêtes mais qui ne font pas parties explicitement d'un programme stable.

Au total le corpus primaire incluait une trentaine d'enquêtes avant l'analyse. Les enquêtes de la *British Social Attitudes Survey* quittaient le corpus avant l'analyse approfondie à cause de l'architecture de leur échantillon qui en étant proportionnel à la population ne comportait presque pas d'enquêtés hors Angleterre. Néanmoins ces enquêtes étaient importantes pour montrer que les anciens questionnaires étaient encore utilisés et utilisables.

Pour les SSAS il s'est avéré que le module politique qui contient l'essentiel des items qui nous intéressent n'est utilisé qu'une année sur deux. Pendant la période d'étude le module est utilisé les années impaires. Les années impaires étant toutes des années électorales (1997 et 2001 élections générales, 1999 et 2003 élections au Parlement Ecossais) les données politiques sont d'excellente qualité.

Les enquêtes Galloises qui ont eu lieu les mêmes années que les SSAS avec module politique (les échéances électorales aidant) ont utilisé partiellement les mêmes questionnaires. Nous avions initialement identifié des enquêtes supplémentaires mais dont les questionnaires étaient généralement trop restreints ou trop influencés par l'actualité politique immédiate (de façon semblable aux enquêtes régionales bavaroises pour le *Bayerischen Rundfunk*) pour les inclure dans l'analyse.

Les enquêtes de la BES nous ont posé un problème particulier car notre période d'étude englobe une révision intégrale du questionnaire qui s'était avant distingué par une extrême stabilité. Le questionnaire de 1997 et celui de 2001 étaient fondamentalement différents au point que la variance entre les deux semblait éclipser les variances entre les différents questionnaires nationaux. Il était en conséquence impossible d'inclure les deux questionnaires dans la même analyse internationale. La nouvelle version de la BES introduit une série de changements dans la collecte de données aussi bien que dans les items utilisés. Elle n'a pas encore fait souche alors que l'ancienne formule de la BES a des liens de parenté claire avec les trois autres sources d'enquête au Royaume-Uni et semble globalement plus proche des méthodes des enquêtes des autres pays aussi bien par la formulation des questions que dans le

302 BUTLER, David, STOKES, Donald. *Political Change in Britain: forces shaping electoral choice*. Basingstoke, MacMillan, 1970. 516 p.

codage des réponses. Nous avons en conséquence décidé de ne retenir que l'enquête de 1997 selon l'ancienne formule et de laisser de côté celle de 2001. De plus les échantillons Gallois et Ecossais de 2001 étaient nettement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1997 lorsqu'un important suréchantillonnage nous a procuré une base de données plus solide. En 1997 une double enquête dans la tradition des BES a de plus été réalisée pour analyser le vote lors des référendums sur les mesures de dévolution. Ces enquêtes ont été incluses car elles comportaient des items presque identiques à ceux de la BES de 1997 et en cumul avec celle-ci ils fournissaient des points de mesure de taille équivalente à celle des autres enquêtes et minimisaient les déséquilibres dans la construction de l'échantillon.

Nous avons en conséquence retenus seize enquêtes de qualité et à caractère suffisamment proches pour qu'une analyse comparée paraisse possible.

Les sujets pour lesquels nous avons pu trouver des données de qualité suffisamment bonne pour tenter une analyse étaient les données sociodémographiques, l'identité partisane, les comportements électoraux, le post-matérialisme selon Inglehart, l'efficacité politique, la participation politique, la politique économique (échelle gauche-droite conventionnelle), la xénophobie et le racisme, l'autoritarisme et le chauvinisme, l'intégration européenne, les identités nationales et régionales, les préférences institutionnelles et les attitudes sur les forces armées. Les questionnaires allemands et belges comportaient chacun des modules sur la confiance faite à différentes institutions, nous les avons inclus à des fins illustratives, ne pouvant faire plus car aucun module de ce type n'était inclus dans les enquêtes britanniques retenues.

Pour un tableau regroupant tous les items analysés avec les variables associés à ces libellés pour chacune des enquêtes envisagées pour l'étude ainsi que le nom de la variable qui y est associée dans les fichiers utilisées, nous invitons le lecteur à se reporter à l'annexe méthodologique à la fin du volume (version imprimable abrégée) et du CD-ROM (pour une version complète).

3.2.3. Transformation des données pour l'analyse

Notre étude porte sur différentes enquêtes qui dans leur architecture ne faisaient pas partie d'un programme d'enquêtes global créé pour les analyses comparées internationales. Il est donc nécessaire de rendre les différentes mesures qui nous intéressent comparables à travers

les enquêtes et les pays. La situation est simplifiée dans certains cas grâce d'une part à une évolution graduelle des questionnaires, de l'autre aux échanges de procédés et recherches communes qui ont permis un rapprochement des méthodes d'enquête. Parfois les appareils nationaux mènent une vie complètement isolée et ne sont pas directement comparables à des donnés internationales, néanmoins certaines mesures de comparaison indirecte sont possibles. Dans chacun des cas nous avons cherché une solution adaptée qui soit fidèle aux données et qui permette une vision comparée internationale.

Le cas de figure le plus simple est une question identique avec un codage des réponses identiques et une réception identique. Si nous sommes face à cette configuration en dehors de détails de traduction des libellés qui sont inévitables nous pouvons directement comparer les données. Ce cas de figure est souvent dû à un développement international qui est répliqué au niveau national ou à une question classique et historique qui a trouvé au fil des ans une formulation standardisée. Dans notre fichier ce cas de figure s'est par exemple présenté pour la question sur la satisfaction à l'égard du système démocratique. Néanmoins deux questions à première vue identiques peuvent avoir en fonction du contexte des significations diamétralement opposées. Ce cas s'est présenté entre les questionnaires allemands et britanniques pour une question sur l'opportunité de nationalisations de grandes entreprises. La différence de contenu associé à ces questions ne peut être perçue qu'en étudiant attentivement la documentation de l'enquête. Il s'agit d'un point clé pour la documentation du questionnaire. Lorsqu'une question est utilisée dans un sens peu conventionnel (fondamentalement à l'emploi international ou l'emploi initial) il est impératif de thématiser cette modification et ses raisons. L'utilisation conventionnelle de cet item est celle qu'en a faite la BES en considérant qu'il mesurait une orientation économique (les enquêtes CEVIPOF des années 1970 et 1980 l'utilisent de façon semblable). Dans le questionnaire allemand en revanche cet item fait partie de l'appareil de mesure du chauvinisme. Le meilleur indice de cette signification particulière est la position de l'item dans le questionnaire (et dans la nomenclature des variables), à côté de l'affirmation qu'il fallait avoir le courage d'affirmer sa fierté nationale en public et une évaluation des aspects positifs du nazisme. La lecture de l'ouvrage rédigé à partir de ces enquêtes[303] a confirmé cette impression et a précisé que cet emploi de la question était relativement courant en Allemagne. Les résultats ont montré que la perception des questions était conforme à leur emploi respectif (corrélation sur l'axe économique au Royaume-Uni et

303 RATTINGER, Hans, GABRIEL, Oscar W., FALTER, Jürgen W. (Hrsg.) *Der gesamtdeutsche Wähler : Stabilität und Wandel des Wählerverhaltens im wiedervereinigten Deutschland.* Baden-Baden (DE), Nomos, 2007. 438 p.

sur l'axe chauvinisme- autoritarisme en Allemagne).

Le second cas de figure relativement simple est celui de questions à peu près identiques mais avec un codage différent selon les questionnaires. Il s'agit de questions universelles mais assez peu importantes pour qu'elles ne fassent pas l'objet d'un traitement international approfondi et qui peuvent donc être adaptées à la conception générale du fichier. Dans notre étude les questions portant sur l'intérêt généralement accordé à la politique se trouvaient dans ce cas. Nous avons procédé à un recodage sur la base de la formulation exhaustive la plus courante. Dans le cas concret la forme dominante était un codage de type Likert-5 alors que nous avions des exemples de Likert-4 et une variante avec seulement trois modalités (du type « beaucoup, un peu, pas du tout »). Dans ce cas le recodage était relativement évident car il suffisait d'ajuster les graduations d'une échelle et prendre les résultats avec certaines précautions alors qu'un recodage à partir de modalités différentes par leur contenu même aurait posé plus de problèmes.

Le troisième cas est celui de deux appareils (ou plus) de mesure pour le même phénomène à partir de la même théorie. Nous avons été confrontés à ce problème pour mesurer le degré de valeurs post-matérialistes selon Inglehart. Alors que les questionnaires britanniques et allemands utilisaient la version courte classique avec un choix de deux priorités pour le gouvernement à partir d'une liste de quatre, les questionnaires belges se servaient de la version longue dans une adaptation locale qui demandait de choisir jusqu'à cinq priorités à partir d'une liste de douze sans hiérarchisation des cinq choix. Dans ce cas un recodage à partir des résultats est la seule possibilité orthodoxe. Dans ce cas concret le développement du questionnaire par Inglehart est bien documenté et en conséquence nous avons pu associer les deux versions aux phénomènes qu'il avait décrit (matérialiste, post-matérialiste et position intermédiaire) sans devoir faire d'entorse à sa conception théorique.

Le quatrième cas est celui des sujets transversaux mais qui sont mesurés à partir de questions très fortement liées au contexte concret de l'enquête. Dans ce cas nous avons restreint l'analyse à la prise en compte les positions polaires et regroupé toutes les positions modérées dans une modalité résiduelle. Dans notre questionnaires les questions sur l'emploi de la force militaire sont un parfait exemple de l'instabilité des questions malgré une assez grande stabilité du sujet.

Le cinquième cas est constitué de sujets transversaux et qui nationalement comportent un questionnaire stable alors qu'internationalement le contenu des questions est en dehors du champ de la comparabilité immédiate. Pour notre étude ce cas s'est présenté pour l'évaluation

de répertoire d'action non-conventionnelle qui était très restreint au Royaume-Uni (se limitant comme acte le plus radical à la signature d'une pétition ou au boycott de produits) et très ouvert en Belgique (allant jusqu'aux grèves sauvages et à la violence politique), avec un questionnaire allemand globalement intermédiaire (se limitant à une manifestation non-approuvée). Devant cette incomparabilité nous avons décidé de comparer le positionnement de l'enquêté individuel à l'ensemble de l'échantillon de l'enquête. Notre indicateur mesure la position relative dans l'échantillon national et considère que ceux qui dans un contexte sont les plus ouverts (fermés) par rapport aux modes d'action non conventionnels le seraient aussi dans un autre contexte.

Le sixième cas est presque universellement applicable aux données sociodémographiques: la mesure de réalités différentes. Certains aspects diffèrent entre les sociétés dans lesquelles se situent nos cas et il serait problématique d'écraser ces différences par le codage. Lorsque les résultats différaient de façon importante selon le pays nous avons pris la précaution de vérifier les données officielles de l'OCDE et le cas échéant procédé à un recodage selon ses catégories. Le cas le plus parlant a été le niveau d'éducation qui était sensiblement inférieur au Royaume-Uni par rapport aux deux autres cas et différait principalement dans une catégorie rare sur le continent (niveau d'éducation inférieur à un niveau « secondaire inférieur » complet). Vérification faite auprès de l'OCDE et de l'ESS ces données étaient parfaitement conformes aux résultats généralement admis et indiquent une réalité différente. Ces différences ont largement contribué à privilégier l'analyse principale au niveau des cas et non au niveau international.

Le septième et dernier cas de figure est le plus important, le plus courant et celui qui a nécessité le plus de travail: un sujet identique ou proche est mesuré par des appareils larges et disparates mais qui globalement pointent vers la même direction.

Dans ce cas nous avons procédé à l'établissement d'un questionnaire composite qui regroupe soit des questions stables sur l'ensemble des questionnaires soit des équivalents fonctionnels suffisamment proches. Il n'a été possible de construire cette base comparative quel pour l'efficacité politique, pour les autres cas nous avons dû construire trois bases nationales.

Cette construction s'est déroulée en deux étapes. En premier lieu la construction d'un indicateur composite cohérent à travers une ACM spécifique, puis en second lieu un codage en quintiles afin de rendre les données utilisables dans la même analyse que les autres indicateurs. L'ACM spécifique avait pour but de dégager une dimension ou attitude latente structurante sous-jacente aux différents items. Nous avons choisi cette option après une étude

préliminaire de mesures d'efficacité politique dans le contexte allemand (dont les composantes n'ont finalement pas pu être retenues dans l'analyse) qui nous confirmaient que différents aspects (surtout un problème de métrique, mais aussi un effet Guttmann inhérent à l'appareil de mesure) rendaient une analyse ACM spécifique préférable à une analyse linéaire plus simple (du type ACP). Nous avons isolé les dimensions qui semblaient le mieux mesurer la variable sous-jacente des différents appareils et localisé l'ensemble de l'échantillon national sur cet axe. Une scission en quintiles a donné des indicateurs synthétiques composites et comparables pour l'analyse des électorats.

Une description détaillée des transformations de tous les indicateurs, y compris les résultats des huit ACM spécifiques nécessaires pour établir les indicateurs synthétiques ainsi que la discussion de pertinence des axes, se trouve dans l'annexe méthodologique.

3.2.4. Architecture finale du fichier

Après ce travail de collecte et de transformation des données nous avons finalement obtenu un grand fichier cumulé qui incorporait seize enquêtes originales. Le fichier compte 37.798 cas individuels dont un peu plus de la moitié (55%) se situe en dehors des cas régionaux étudiés et a pu servir de point de comparaison ou d'ancrage par rapport à nos résultats. Nous disposons au total de 2.682 enquêtés que nous avons pu identifier comme se déclarant partisans à divers degrés d'un des partis objet de l'enquête avec une réserve de 647 personnes déclarant une allégeance à un parti ethno-régionaliste en dehors de nos cas de recherche.

Au total notre fichier contient 171 variables, dont une partie uniquement technique que nous ne regrouperons pas dans notre liste des variables.

Les sept premières variables regroupent l'identification du cas et mentionnent entre autre l'étude initiale et l'identifiant initial de l'observation pour d'éventuels recoupements ultérieurs.[304]

La deuxième série de variables traite les différentes données socio-démographiques et totalise 20 variables. Ces données couvrent aussi bien le genre, l'âge, les indicateurs de pratique religieuse, l'éducation et l'activité professionnelle, le niveau de revenu du ménage et la classe sociale jusqu'au niveau de connaissance de la langue Galloise au Pays de Galles.

Le troisième groupe est constitué de quatorze variables sur le comportement politique et les

304 Le lecteur intéressé trouvera le *Codebook,* abrégé de quelques codages trop volumineux, en annexe

allégeances partisanes. Il y a des mesures nationales et des agrégats sur la base de familles politiques européennes et de groupes parlementaires au Parlement Européen. Nous retraçons aussi les comportements électoraux antérieurs sur au moins une législature.

Le quatrième bloc est constitué des différentes mesures de post-matérialisme selon Inglehart et une variable qui résume les résultats des différents appareils dans une seule variable synthétique. Dans notre analyse nous avons principalement travaillé avec l'indicateur synthétique.

La cinquième série de variables comporte un groupe de 7 variables en ligne directe et deux variables supplémentaires en fin de fichier. Il s'agit de l'appareil de mesure de l'efficacité politique. Il est constitué d'une question transversale portant sur la satisfaction à l'égard de la démocratie, suivi de l'appareil de mesure transnational sur l'efficacité politique constitué de six items thématiques qui sont récurrents à travers les différentes enquêtes à quelques nuances près tout en restant fonctionnellement équivalents. Pour simplifier l'étude nous avons tourné les items en phrases affirmatives et nous avons enregistré la position des enquêtés. Les six affirmations sont: Voter n'a pas de sens, les partis ne s'intéressent qu'aux votes, peu importe qui est au pouvoir rien ne change, les hommes politiques ont perdu le contact avec la population, les hommes politiques font de leur mieux, les hommes politiques n'écoutent pas. Le changement de sens pour un item est courant pour la plupart des enquêtes pour être sûr de ne pas être face uniquement à un effet de batterie, chaque enquête satisfait à ce critère sur la base des données publiées. Les variables isolées représentent le résultat de la construction de l'indicateur dérivé à travers l'ACM spé. et son résumé en cinq positions.

La sixième série est uniquement constituée de deux variables. L'une mesure l'intérêt pour la politique, la seconde est un indicateur synthétique du niveau de participation non conventionnelle jugée possible par l'enquêté selon les différentes mesures nationales. La diversité des données nationales était si grande que nous avons opté de ne pas inclure ces mesures dans notre fichier cumulé.

La septième série est constituée de seize variables dans le corpus auxquelles s'ajoutent deux variables résultats (d'analyses intermédiaires) et une variable synthétique catégorielle. Elle couvre le large sujet de la politique économique et de la position sur l'échelle gauche-droite classique. Elle comporte un appareil de mesure complet dans le cas belge qui est resté stable sur la période. Elle inclut aussi l'appareil historique britannique qui est resté stable depuis le temps de Butler et Stokes[305] et qui à la fin des années 1990 montre des effets de fatigue.

305 cf. BUTLER, David, STOKES, Donald. *Political Change in Britain: forces shaping electoral choice*. Basingstoke, MacMillan, 1970. 516 p.

Certains items produisent une variance très réduite et ne montrent plus le pouvoir clivant qu'ils avaient dans les années 1970. Néanmoins notre choix de déterminer la position politique à partir de cet appareil reste possible à partir d'un indicateur condensé spécifique pour cette étude. N'étant pas intéressé par la position spécifique sur un enjeu mais par un positionnement relatif au sein de l'électorat, une analyse géométrique sans le présupposé de la qualité des échelles initiales peut nous fournir une indication valable et amplement suffisante. Ce sujet est un peu délaissé dans le questionnaire allemand, nous disposons de ce fait uniquement d'un placement sur une échelle gauche-droite et d'un item sur la justice sociale en Allemagne. A ces trois appareils s'ajoutent les résultats de l'axe dominant de l'ACM spécifique aussi bien pour l'appareil belge que pour l'appareil britannique. En dernier lieu vient la variable catégorielle synthétique qui sera utilisée dans la plupart des analyses.

La huitième série est composée de quatorze variables dans le corpus de l'enquête puis de trois variables synthétiques. Elle traite des attitudes envers les immigrants et les étrangers en général. Les données britanniques présentaient des items trop instables et intermittents pour qu'un traitement rigoureux soit possible. Nous avons dû pour cet aspect nous en remettre à la forte corrélation historique entre xénophobie et autoritarisme et procéder à une mesure indirecte à partir des données de la neuvième série. Sinon nous disposons d'un indicateur commun à la Belgique et l'Allemagne sur la volonté d'accueillir des immigrants ou de renvoyer les immigrants du pays. L'appareil allemand est encore fortement concentré à mesurer les attitudes envers les juifs et l'étranger comme force diffuse. L'appareil belge se concentre plus sur les attitudes envers les immigrants, la société multiculturelle et l'Islam. A cette liste de variables primaires s'ajoutent les résultats des ACM spé. et un indicateur catégoriel composite.

La neuvième série comporte seize variables mesurant les valeurs d'autoritarisme dans chacun des trois pays. Les traditions nationales se font nettement sentir sur cette série d'items. Le questionnaire belge reste extrêmement proche d'items classiques des travaux d'Adorno dans les années 1940 (par exemple l'affirmation que la solution aux problèmes du pays serait de se débarrasser des personnes amorales). Le questionnaire britannique ne peut nier sa filiation avec les questionnaires développés par Butler et Stokes dans les années 1960, même si la peine de mort a été remplacée par une demande générale de peines plus sévères[306]. Le questionnaire allemand pour sa part reste très attaché à l'Histoire et comporte un grand nombre d'items qui se rapportent au nazisme.

306 cf. BUTLER, David, STOKES, Donald. *Political Change in Britain: forces shaping electoral choice*. Basingstoke, MacMillan, 1970. 516 p.

La dixième série comporte un total de 20 items sur les identités de l'enquêté. Seuls deux items sont transnationaux. L'échelle Moreno qui met en concurrence deux identités et demande laquelle est dominante et à quel degré est utilisée aussi bien en Belgique qu'au Royaume-Uni. La position envers l'unification européenne a été recodée en position relative (plus ou moins favorable par rapport à la moyenne nationale). Sinon nous avons opté pour le maintien des indicateurs nationaux, car ils représentent le mieux la complexité locale, et toute forme d'homogénéisation aurait pu créer des artéfacts de codage affaiblissant la force de nos résultats.

Le onzième groupe est un indicateur isolé qui mesure les attitudes envers les interventions militaires qui ont eu lieu au moment des enquêtes.

Le douzième groupe mesure les préférences constitutionnelles au Royaume-Uni et en Belgique. Ici aussi nous avons maintenu les items nationaux car les débats se distinguent fondamentalement d'un pays à l'autre.

Le treizième groupe comporte onze items qui mesurent la confiance dans les institutions en Allemagne et en Belgique. L'absence de ce type de mesure dans les questionnaires britanniques a rendu une comparaison internationale impossible. Néanmoins nous incluons ces mesures en tant que variables illustratives pour tenter de voir si elles ont une incidence sur la structure des partisans ethno-régionalistes.

3.2.5. L'analyse séparée et comparaison ex post

A la vue de l'architecture finale du fichier cumulé qui découle largement de la situation des données et de leur collecte, nous avons finalement opté pour des analyses séparées dans un premier temps et pour une comparaison internationale à partir des résultats et non à partir des données.

Ce choix a été guidé principalement par deux groupes de variables et les réalités qu'elles représentent.

Le point le plus important a été la différence entre les données sociodémographiques. D'un côté certaines données n'étaient pas collectées de la même façon à travers les différentes enquêtes. L'exemple le plus parlant était la situation de cohabitation. Au Royaume-Uni la question classique demande si l'enquêté est marié, en Belgique c'est une question qui demande si l'enquêté vit actuellement en couple. La situation se complique encore avec la

formulation allemande qui demande en même temps le statut marital et si l'enquêté vit en couple. Il en résulte une liste de différentes configurations (comme veuf vivant en couple ou marié vivant de façon séparée) dont bon nombre concerne des groupes suffisamment importants pour qu'on ne puisse pas simplement les ignorer. Il est possible de faire coïncider les résultats allemands avec la question belge sans risque de perte d'information ou d'artéfact et dans une moindre mesure (marié vivant de façon séparée) avec la formulation britannique mais les deux questions britanniques et belges ne peuvent se convertir sans grand risque d'artéfacts et une perte d'information importante.

De l'autre côté certaines pratiques culturelles diffèrent fondamentalement entre les cas. Si en Allemagne la participation hebdomadaire à un service religieux est une modalité relativement courante et si le degré le moins élevé de participation retenu est une fois par an (au delà il n'existe que la catégorie non-pratiquant), le questionnaire belge connaît encore la variante moins d'une fois par an et ne classifie que très peu d'enquêtés dans la catégorie hebdomadaire. Sur le plan religieux la simple question relative à l'appartenance à une religion est problématique. Au Royaume-Uni il s'agit d'une question de croyance et de pratique culturelle, en Belgique il s'agit d'une question politique (adhésion au pilier catholique) et en Allemagne il s'agit d'une composante de l'état civil (l'adhésion ou non à une croyance a des effets sur l'impôt sur le revenu et a donc une incidence financière). Donc même si nous pouvons considérer qu'il y a équivalence fonctionnelle dans le champ d'étude (assimilation de valeurs à partir des croyances) nous ne pouvons être entièrement sûrs d'une équivalence au niveau individuel, le degré d'intégration religieuse doit être resitué dans son contexte. Le développement d'un indicateur composite donnant une équivalence fonctionnelle pour toutes les configurations de notre étude court le risque de l'artéfact majeur et se situe en dehors du champ que cette étude peut espérer couvrir.

En troisième lieu sur certains sujets il existe des indicateurs synthétiques qui ont le but de rendre les données internationalement comparables, mais leurs résultats ne sont pas sans problèmes. L'indicateur de niveau d'études de l'OCDE déjà mentionné est le meilleur exemple et vu l'importance du niveau d'éducation c'est aussi le problème majeur. Le niveau d'éducation mesuré par cet indicateur courant fait apparaître au Royaume-Uni un niveau d'éducation très peu élevé et très polarisé. 40% de la population sont classés dans la catégorie d'éducation la plus basse (pas d'éducation secondaire), un taux varie entre 10% et 15% dans les autres pays de l'étude. Il ne s'agit pas d'un décalage homogène, car le niveau de diplôme du tertiaire (principalement diplôme universitaire) est largement identique à travers les pays,

c'est juste une différence entre niveau d'éducation intermédiaire et inférieur. Connaissant le rôle que le niveau d'éducation peut jouer dans la stratification sociale et conscient de l'effet de levier qu'aurait eu une telle différence de structure dans la création du nuage des individus, il devenait presque impossible de maintenir un fichier unique sauf à procéder à un recodage qui écraserait les différences entre niveaux d'éducation inférieurs et intermédiaires.

Le risque majeur d'artéfacts s'est aussi manifesté dans une autre partie des données cette fois ci au cœur de notre analyse: les différentes mesures de l'identité que l'enquêté considérait comme la sienne. Nous avons pu constater que la mesure de l'identité est encore largement dominée par des traditions nationales qui ont été développées pour le contexte en question. La seule exception est l'échelle Moreno qui est employée de la même façon au Royaume-Uni et en Belgique: dans les deux cas l'identité centrale (Britannique et Belge) est opposée à l'identité régionale (Galloise, Ecossaise ou Flamande) et évaluée sur une échelle en cinq positions (uniquement une identité, plus une que l'autre et les deux de façon égale). Sinon les appareils diffèrent.

L'appareil britannique classique indique à quels groupes l'enquêté voue une certaine allégeance. Il est uniquement demandé de choisir tous les qualificatifs de groupe que l'enquêté considère comme adéquat pour le décrire à partir d'une liste relativement longue des identités régionales et ethniques courantes au Royaume-Uni. Cette liste ne mesure pas l'intensité de l'allégeance, elle ne dit pas s'il s'agit d'une allégeance positive ou d'une simple description des faits. La seule possibilité de graduation est la question demandant quel qualificatif est jugé le plus approprié si l'enquêté choisit plusieurs items de la liste. Avec cela il est possible de déterminer si un enquêté se considère Ecossais ou Gallois et si ce qualificatif est le plus pertinent dans la description, mais il est difficile de déterminer s'il s'agit d'un qualificatif descriptif ou ascriptif. A ce point l'indicateur Moreno ajoute une véritable dimension de mesure.

L'appareil belge prend un autre angle d'observation en demandant envers quelle institution l'enquêté ressent la plus forte allégeance. Il s'agit dans ce cas clairement d'une identification à une institution. La liste comporte aussi bien la Belgique que les régions et communautés linguistiques ainsi que la province et la commune. Il demande ensuite un second choix. Ici il s'agit d'une identification active et volontaire à une institution et il n'y a pas de doute sur le caractère volontaire du choix de l'identifiant. L'indicateur Moreno constitue une extension de la mesure existante, en ciblant le choix sur les deux échelons supérieurs et en introduisant un

degré de hiérarchisation. Il détache aussi l'allégeance envers l'institution concrète en permettant une construction plus abstraite. Néanmoins la valeur ajoutée de cette mesure est moindre qu'au Royaume-Uni.

En Allemagne l'approche est encore différente des deux autres cas, et l'indicateur Moreno n'y est pas employé. Les mesures allemandes demandent pour une série de niveaux si l'enquêté s'y sent beaucoup, un peu ou pas du tout attaché. Les niveaux incluent aussi bien la commune/ ville et la région que le Land, l'Allemagne et l'Europe (bien que la formulation de l'item européen soit instable et en conséquence problématique). Il n'y a pas de nécessité d'hiérarchisation et les niveaux d'attachement sont fortement corrélés comme attendu. Néanmoins nous disposons ici d'une mesure de l'intensité de l'identification qui dans les autres questionnaires n'est pas disponible.

Devant la diversité et l'intérêt de chaque forme de questionnaire une agrégation simple aurait immanquablement eu pour résultat un artéfact complet. Pour maintenir les possibilités d'analyse fine et contextuelle nous avons donc opté pour une analyse structurée de nos données.

Les efforts d'homogénéisation et d'adaptation des données nous fournissent un cadre de comparaison solide et simple d'utilisation, les indicateurs divergeant fortement au niveau local pourrons ainsi être remis dans leur contexte et la richesse des données sur l'identité pleinement exploitée sans risquer des effets de levier importants dans l'analyse. Notre architecture sera donc une analyse à deux niveaux, le premier dans le cadre de l'électorat de chaque cas, le second au niveau transnational à partir des données comparables et augmenté de données nationales pour améliorer la compréhension.

3.2.6. Vue d'ensemble du paramétrage

Ces réflexions nous ont menés à un nombre important de paramétrages différant à la marge, dont nous donnerons ici une vue d'ensemble. Le lecteur intéressé trouvera les libellés exacts des questions et des modalités dans les tableaux récapitulatifs et dans le *codebook* des annexes, ainsi que les paramétrages finaux (comprenant l'intégralité des tris à plats des variables de l'analyse dans leur version finale après recodages et apurements) à partir des listings d'analyse et de résultats qui se trouvent dans les annexes numériques (sur CD-ROM en fin de volume).

Suite à l'intégration d'une analyse des Travaillistes Ecossais pour disposer d'un point de contraste et de comparaison externe nous avons procédé à un total de 10 ACM spécifiques suivies de classifications automatiques (cinq socio-démographiques et cinq idéologiques, une de chaque pour chaque parti). Le protocole d'analyse pour les Travaillistes Ecossais est strictement identique à celui utilisé pour le SNP.

3.2.6.1. Les analyses de structure sociodémographique

Les variables dans l'analyse socio-démographique sont très stables.
Nous avons pu inclure dans toutes les analyses de façon uniforme les variables suivantes: le sexe (2 modalités actives), l'âge de l'enquêté (6), la dénomination religieuse (au total 5 modalités, au maximum 3 actives dans chaque analyse), la pratique religieuse (5), niveau d'éducation (5), activité économique (6), revenu relatif du ménage (5), classe sociale subjective (2), classe sociale objective (Goldthorpe) (6, incluant les inactifs).
L'analyse allemande ainsi que les trois analyses britanniques comportent le statut marital (4), alors que l'analyse belge se limite à un indicateur de cohabitation (2).
L'importance du type d'habitation sur le comportement électoral étant reconnue au niveau britannique depuis longtemps[307] les trois analyses britanniques incluent l'information correspondante (propriétaire, locataire auprès d'un organisme public ou non).
En dernier lieu, l'analyse galloise inclut un marqueur sur la connaissance de la langue galloise (3) en accord avec les résultats d'enquêtes historiques de l'électorat de *Plaid Cymru*[308].

3.2.6.2. Les analyses de la structure des opinions et de l'idéologie

Dans les analyses idéologiques les variables diffèrent en fonction des contextes nationaux mais tendent à être stables en ce qui concerne les sujets.
L'analyse de l'électorat du VB inclut les variables suivantes: l'indicateur de post-matérialisme selon Inglehart (3 modalités actives), la satisfaction avec la démocratie (3+1 illustrative),

307 Cf. BUDGE, Ian, URWIN, Derek William. *Scottish political behaviour : a case study in British homogeneity.* London : Longmans Green, 1966. 148 p.
308 Cf. BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. 27 p.

l'intérêt pour la politique (5), indicateur de participation politique (5), indicateur composite sur les flux migratoires (4+1), indicateur composite d'autoritarisme (5), mesure de l'identité selon Moreno (5), communauté d'allégeance principale (4+3), proximité relative avec un Wallon par rapport à un Néerlandais (4), indicateur composite du soutien aux missions militaires (3), préférence constitutionnelle (5), indicateur composite d'efficacité politique (5), indicateur composite de xénophobie et d'attitudes envers les immigrants (4+1), indicateur composite des opinions sur la politique économique (droite-gauche) (5). Nous avons inclus de façon illustrative toutes les variables de l'analyse de structure économique et sociale et les variables suivantes: province d'habitation (0+6), communauté d'allégeance secondaire (0+7), position de l'Europe parmi les allégeances (0+3), être fier de « son peuple » (0+5), se sentir comme citoyen Européen (0+3), confiance envers le roi (0+5).

L'analyse de l'électorat de la CSU inclut: l'indicateur de post-matérialisme selon Inglehart (3 modalités actives), la satisfaction avec la démocratie (5), l'intérêt pour la politique (5), indicateur de participation politique (5), indicateur composite sur les flux migratoires (4+1 modalité illustrative), indicateur composite de racisme et xénophobie (5), indicateur composite d'autoritarisme et chauvinisme (5), mesure du lien sentimental avec la Bavière (3+1), mesure du lien sentimental avec l'Allemagne (3+1), fierté d'être allemand (4+1), indicateur d'attitudes envers l'intégration européenne (3), indicateur composite d'efficacité politique (5), indicateur composite des opinions sur la politique économique (droite-gauche) (5). Nous avons inclus de façon illustrative toutes les variables de l'analyse de structure économique et les variables suivantes: mesure du lien sentimental avec la ville (0+4), mesure du lien sentimental avec la région/ le coin de terre (0+4), mesure du lien sentimental avec l'Europe (0+4).

Les deux analyses écossaises (SNP et Labour) incluent: l'indicateur de post-matérialisme selon Inglehart (3 modalités actives), l'intérêt pour la politique (5), mesure de l'identité selon Moreno (3+2 modalités illustratives), mesure d'existence d'une identité Britannique (2), indicateur d'attitudes envers l'intégration européenne (3), proximité relative entre un Ecossais de classe différente par rapport à un Anglais de même classe (4), indicateur composite sur soutien aux missions militaires (3), préférence constitutionnelle (4+1/ 5 pour le Labour), indicateur composite d'efficacité politique (5), indicateur composite d'autoritarisme (5), indicateur composite des opinions sur la politique économique (droite-gauche) (5). Nous avons inclus de façon illustrative toutes les variables de l'analyse de structure économique et les variables suivantes: mesure d'existence d'une identité écossaise (0+2), mesure d'existence

d'une identité européenne (0+2) et identité décrivant le mieux l'enquêté (0+4).

L'analyse de l'électorat PC inclut les variables suivantes: l'indicateur de post-matérialisme selon Inglehart (3 modalités actives), mesure de l'identité selon Moreno (5), mesure d'existence d'une identité britannique (2), indicateur d'attitudes envers l'intégration européenne (3), proximité relative entre un Gallois de classe différente par rapport à un Anglais de même classe (4), indicateur composite sur le soutien aux missions militaires (3), préférence constitutionnelle (5), indicateur composite d'efficacité politique (5), indicateur composite d'autoritarisme (5), indicateur composite des opinions sur la politique économique (droite-gauche) (5). Nous avons inclus de façon illustrative toutes les variables de l'analyse de structure économique et les variables suivantes: mesure d'existence d'une identité galloise (0+2 modalités illustratives) et identité décrivant le mieux l'enquêté (0+4).

Le calcaire produit l'instituteur, le granit produit le curé.
André Siegfried, Tableau Politique de la France de l'Ouest

Chapitre 4 Les électorats ethno-régionalistes – unité et diversité

Table des matières

Chapitre 4 Les électorats ethno-régionalistes – unité et diversité.....217
4.1. Méthode d'analyse – classification hiérarchique selon la méthode des voisins réciproques 217
4.2. La structure sociodémographique des électorats.....219
4.2.1. Des partis interclassistes larges.....219
4.2.2. Les différences au sein des partis ethno-régionalistes.....221
4.2.3. Contraste : L'électorat Labour en Ecosse – une structure comparable.....225
4.3. La structure idéologique des partis.....232
4.3.1. Les quatre familles composantes des électorats.....233
4.3.1.1. Fédéralisme.....233
4.3.1.2. Nationalisme (régional).....234
4.3.1.3. Protestation.....236
4.3.1.4. Contestation.....239
4.3.2. Les membres des groupes et leur présence au sein de nos cas d'étude.....240
4.3.2.1. Fédéralisme.....241
4.3.2.2. Nationalisme.....242
4.3.2.3. Protestation.....249
4.3.2.4. Contestation.....255
4.3.2.5. La structure idéologique dans son ensemble.....267
4.3.3. Contraste : L'électorat Labour en Ecosse – une dissimilitude profonde.....269

4.1. Méthode d'analyse – classification hiérarchique selon la méthode des voisins réciproques

Afin de distinguer les différentes composantes des électorats ethno-régionalistes nous avons procédé en plusieurs étapes. A partir d'items que nous avons rendus équivalents ou d'items internationaux posés de manière standard dans les enquêtes disponibles ou d'indicateurs composites que nous avons développés à partir des données nationales nous avons d'abord constitué un pool de variables comparables à travers les différentes enquêtes nationales et les contextes internationaux puis nous avons constitué un grand fichier cumulé de toutes les observations enregistrés sur la période d'étude (1991-2003). Les données seront considérées comme faisant partie d'une seule observation à cause de leur structure. Elles mesurent des caractéristiques structurelles sur le long terme et relativement stable (cf. supra et annexes).

Pour déterminer les groupes composantes des différents partis nous avons extrait les électeurs de chacun des partis isolément et avons procédé aux analyses suivantes : D'abord une analyse des correspondances multiples spécifique en premier lieu sur les données sociodémographiques (harmonisées au niveau international mais maintenues dans le contexte national) puis dans une seconde analyse entièrement indépendante sur les opinions et attitudes des électeurs puis nous avons procédé dans chacune des deux analyses à une création automatisé de typologies à partir des cinq premiers facteurs extraits, ce qui a permis d'inclure des dimensions sous-jacentes qui dans une analyse classique des facteurs auraient pu ne pas être relevées (les scree-tests[309] admettaient généralement deux dimensions clairement distinguables et entre deux et trois dimensions potentiellement exploitables entre le premier et le second « coude »). La méthode de classification utilisée a été celle dite « des voisins réciproques » dont le principal avantage est de ne pas procéder par agrégation en chaîne mais par une agglomération autour de noyaux mobiles. Elle présente néanmoins l'inconvénient de créer des effets de périmètre qui peuvent assigner des individus extrêmement semblables à des groupes différents. Une consolidation des classes a donc été nécessaire et a fortement clarifiée le caractère et la lisibilité des classes[310].

Nous avons de plus soumis l'électorat de Labour en Ecosse au même traitement statistique afin d'obtenir un point de comparaison avec un grand parti clairement non ethno-régionaliste mais évoluant dans le même système politique et partisan.

Les caractéristiques techniques des typologies obtenues sont globalement bonnes. Le taux d'inertie obtenu après consolidation est satisfaisant pour les partis ethno-régionalistes. Le taux d'inertie de l'analyse d'opinions et attitudes des électeurs Labour est faible et la proportion d'individus réassignés lors de la consolidation est très élevé[311]. Nous pouvons y voir un

309Le scree-test permet dans le cadre d'une analyse de type factorielle de distinguer les dimensions porteuses d'information de celles issues du bruit ambiant. Il consiste à observer dans la liste des facteurs extraits ordonnés en ordre décroissant de leur valeur propre la chute brutale de l'écart entre les valeurs propres de deux facteurs voisins dans son mouvement asymptotique vers 0. Il déclare comme significatives les dimensions précédant la première paire de facteurs à écart réduit. Dans un histogramme des valeurs propres le point de césure du scree-test est normalement caractérisé par un coude de la courbe.
Pour un traitement plus détaillé cf.:
CATTELL, Raymond B. The Scree Test for the Number of Factors. In *Multivariate Behavioral Research,* Vol. 1 No. 2 (1966). p. 245-276.

310 Le logiciel SPAD a effectué 10 itérations bien que la plupart des analyses convergeaient fortement dès la deuxième ou troisième itération.

311 Le lecteur intéressé trouvera dans les annexes numériques les listings de résultats des ACM spécifiques et de la description des classes. La faible stabilité des résultats du Labour se voit dès l'extraction des facteurs de l'ACM spécifique à partir du premier coude qui intervient dès le premier facteur (identitaire) et la faiblesse du facteur politique

indicateur que les indicateurs choisis et les dimensions extraites ne représentent pas des lignes de clivage au sein de cet électorat.
Les résultats marquent aussi bien des points de similitude que des différences marqués dans les compositions des différents électorats.
La structure sociologique des différents partis se trouve être large et assez proche de la structure d'un grand parti en région non ethno-régionaliste alors que la configuration idéologique montre toute la diversité des positions que peut regrouper le terme ethno-régionaliste tout en marquant une dissimilitude profonde avec un parti qui ne combat pas certains aspects du programme ethno-régionaliste (une certaine décentralisation du pouvoir) tout en s'opposant à la base idéologique du programme (la différence culturelle fondamentale dans la définition de De Winter).

4.2. La structure sociodémographique des électorats

La première analyse des électorats ethno-régionalistes s'est concentrée sur les indicateurs sociodémographiques classiques : l'âge, le genre, le niveau d'éducation, la classe sociale objective et subjective, le niveau relatif de revenus, l'activité principale et la pratique religieuse. Les typologies des différents électorats ethno-régionalistes admettaient 6 (CSU) ou 7 (PC, SNP, VB) classes avec un total de 8 types différents. Cinq types ont pu être isolés au sein de chacun des électorats, deux types dans trois électorats et un seul type est spécifique au VB, qui sur ce point se distingue des autres partis. La taille des différentes classes variait entre 3% et 36% de l'électorat d'un parti. Ces différences de taille nous indiquent d'une part les groupes hégémoniques et minoritaires au sein des partis ce qui devrait avoir une influence sur l'image projetée du parti (et être en fonction de cette image, les deux effets se renforçant mutuellement) mais aussi que ces partis peuvent attirer des groupes relativement éloignés de leur base sociale classique. A cause de notre méthode d'agrégation un petit groupe trop similaire à un grand groupe aurait eu tendance à être agrégé au sein du grand groupe.

4.2.1. Des partis interclassistes larges

Les partis ethno-régionalistes peuvent être caractérisés comme des partis interclassistes avec une base socialement diverse et hétérogène. Nous pouvons y distinguer des représentants de

presque toutes les classes de la société.

Nous pouvons d'abord noter la classe moyenne représentée par trois types sociaux distincts.

Il y a le type de l'indépendant qui est déterminé principalement par son activité et son statut social (identique à la dénomination de l'activité) mais ne représente pas de grande particularité tant au niveau de revenu que de l'éducation et regroupe donc aussi bien les petits indépendants (par exemple agriculteur, artisan ou commerçant) que des situations nettement plus aisées (par exemple entrepreneur industriel ou artisanal).

Le second type est très proche de la classe sociale du salariat de l'échelle Goldthorpe. Il s'agit d'une personne de la classe exécutive ou des *professionals*[312] ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur (université). Ces personnes se caractérisent par un niveau de revenu nettement supérieur à la moyenne et une conscience de classe clairement de classe moyenne. Ils font généralement partie de la population active en tant que salarié.

Le troisième type est celui de l'employé de bureau. Il s'agit d'une personne d'âge moyen (entre 25 et 45 ans) exerçant une activité répétitive non-manuelle (*white collar*). Les revenus du ménage sont dans la moyenne nationale ou y sont légèrement supérieurs.

Le deuxième groupe est celui des inactifs qui se compose de deux types : les cols bleus retraités et les femmes au foyer d'âge avancé.

Les cols bleus retraités se caractérisent principalement par leur inactivité (à la retraite) et par leur classe sociale: ouvrier (col bleu) aussi bien qualifié que non-qualifié. Le niveau de revenu de ces ménages se situe généralement en dessous de la moyenne nationale.

Le type que nous pouvons nommer « les femmes au foyer d'âge avancé » est le seul à être caractérisé par le genre (féminin dans ce cas). La caractéristique principale est d'être au foyer suivi du niveau d'études très faible (pas de diplôme de fin d'études secondaires) et de l'âge avancé (supérieur à 55 ans). Un autre facteur est leur pratique religieuse élevée. Elle se situe au niveau d'une visite au lieu de culte par semaine ou plus.

Le troisième groupe est constitué par un seul type que nous pouvons décrire approximativement comme étant une forme de précariat. Il s'agit d'ouvriers non-qualifiés de faible niveau d'études (pas de diplôme de fin d'études secondaires). Ils sont relativement souvent chômeurs et leurs revenus se situent en bas de l'échelle.

Le quatrième groupe est lui aussi constitué d'un seul type qui est celui des étudiants. Ce groupe se caractérise presque exclusivement par son âge (18-24 ans) et son activité (éducation

312 Nous utiliserons ici la nomenclature anglo-saxonne à laquelle le modèle de classe selon Goldthorpe est adossé. Professions se réfère dans ce cadre aux activités professionnelles qui peuvent être exercés en tant que libéral ne le sont pas forcément (comme les professions médicales ou juridiques)

à plein temps). Le niveau d'éducation est tendanciellement élevé sans pour autant en faire une caractéristique principale du type.

En dernier arrive un type sans lien avec les autres types et groupes et spécifique au VB dont la plus forte caractéristique est d'être areligieux. Ce type est généralement peu qualifié (col bleu non-qualifié) et jeune (25-34 ans). On peut y voir une indication d'une religiosité du moins résiduelle au sein de l'électorat VB qui fait que les individus sans religion se situent à une distance considérable de l'électorat classique.

4.2.2. Les différences au sein des partis ethno-régionalistes

Même si les électorats ethno-régionalistes se composent des mêmes types sociaux leur composition exacte varie légèrement.

Tableau 4-1 : Sociologie des électeurs des partis ethno-régionalistes, selon les données des enquêtes électorales analysées (en %)[313]

	PC	SNP	CSU	VB
Indépendants	6	6	7	6
classe moyenne, cadres	16	15	11	
cols blancs de classe moyenne	32	30	36	21
Femmes au foyer d'âge mûr	11	9	17	8
Col bleu retraité	17	16	26	16
Précariat	10	16		27
Etudiants	7	8	3	9
Athées				11

313 Le critère de sélection pour être considéré comme électeur était de déclarer avoir voté pour un candidat du parti à la dernière élection (au Royaume-Uni) respectivement pour une liste du parti (Allemagne et Belgique) et/ou déclarer une identité partisane de ce parti. Il s'agit donc de l'électorat au sens large
Aide à la lecture: 7% des électeurs de Plaid Cymru sont de type étudiant

La proportion d'indépendants ne varie presque pas, se situant à environ 6% de l'électorat.
En revanche la proportion des employés du niveau supérieur (salariat) varie fortement. Ce groupe est entièrement absent au VB en tant que type distinct (même si quelques individus isolés de ce type semblent être présents et rattachés au troisième type de ce groupe dans l'analyse) alors qu'il représente 11% au sein de l'électorat CSU et autour de 15% pour le SNP et PC.
La proportion des employés moyens, montre des différences semblables. Ce type représente environ 30% au sein de PC et SNP, un peu plus pour la CSU (36%) mais seulement 21% des électeurs du VB.
En prenant en considération que quelques individus plus proches du second type du groupe ont été agrégés au troisième type lors de l'analyse du VB par manque de masse pour constituer un centre de gravité (et d'agrégation) suffisant, nous voyons une forte sous-représentation des classes moyennes et supérieures au sein de l'électorat VB.
Si au sein des électorats PC, SNP et CSU les types du premier groupe représentent un peu plus de 50% des individus ce groupe ne dépasse qu'à peine le quart au sein de l'électorat VB. Cette faiblesse du VB dans les couches moyennes et plus particulièrement au sommet de la structure sociale pose une distinction importante par rapport aux trois autres partis du groupe. Si PC, SNP et CSU ont leur accès aux cercles des élites et de la bourgeoisie au sens large (en tant que classe non-ouvrière) le VB semble en être exclu étant en premier lieu sous-représenté au sein des employés moyens et à peu près absent des strates supérieurs des salariés.

Les différences au sein du groupe des inactifs sont nettement moins importantes mais montrent une légère divergence de la CSU par rapport aux trois autres partis.
Les cols bleus retraités représentent à peu près 15% des électeurs des partis sauf pour la CSU qui se situe dix points au dessus de ce niveau (26%).
Le type des femmes au foyer d'âge avancée est un peu moins courant, autour de 10% pour PC, SNP et VB et à plus de 15% pour la CSU.

En somme les types du second groupe comptent à peu près le quart des électeurs de PC, SNP et VB en leur sein et plus de 40% des électeurs de la CSU. Nous pouvons y voir d'un côté un ancrage dans une génération plus ancienne qui a commencé sa vie politique avant la fin des années 1960s et la première vague des succès des partis ethno-régionalistes de l'autre nous pouvons y voir une indication de l'assise sociale large des partis.

La taille plus importante de ce groupe au sein de l'électorat CSU peut s'expliquer dans cette optique par la présence et le succès plus précoce de la CSU par rapport au VB (fondé en 1978/79), SNP (premier véritable succès en 1968) et PC (premier succès en 1966). Ces électeurs auraient dans cette optique gravité vers le parti dans leur jeunesse et y seraient restés alors que les autres partis ont dû les convaincre de changer de parti après leur entrée en politique en tant qu'électeur ou de devenir électeur ethno-régionaliste après ne pas l'avoir fait au moment de l'accession à la majorité civile. Ce moment étant crucial dans la détermination de l'allégeance partisane il est probable que cette différence de l'époque des premiers succès puisse expliquer une partie de la différence de structure.

Le troisième groupe présente un profil intéressant car l'unique type qu'il contient est un type entièrement absent de l'électorat CSU : les précaires. Ce groupe économiquement fragile, en bas de l'échelle, sociale constitue une composante substantielle bien que nettement moins importante que les deux premières au sein des électorats PC et SNP représentant environ un électeur sur huit alors que plus d'un électeur sur quatre du VB peut être associé à ce type, ce qui en fait le plus important groupe ex æquo en terme de taille avec le premier groupe (classe moyenne).

Ce groupe constitue un pendant au premier groupe, le premier groupe représentant la bourgeoisie au sens large alors que le troisième groupe recouvre une réalité qu'on peut concevoir comme étant la version actualisée d'une classe ouvrière au milieu du vingtième siècle.

A partir de ce point nous pouvons constater que les partis sont certes tous interclassistes au sens traditionnel du terme mais que cet interclassisme s'opère dans une version plus orientée vers les classes moyennes dans le cadre de la CSU (dont les classes inférieures et anciennement ouvrières se situent plutôt auprès des inactifs que des couches inférieures en activité) et dans une version plus orientée vers les couches inférieures dans le cas du VB. Au sein de SNP et PC la structure sociale semble être nettement plus équilibrée.

Le dernier groupe présent universellement est celui des étudiants (qui regroupe toutes les personnes jeunes en formation). Il représente moins de 10% au sein de chaque électorat avec un taux particulièrement faible pour la CSU (3%). Ce groupe jeune peut partiellement représenter la capacité d'attraction des partis pour la génération qui vient juste d'entrer dans sa vie de citoyen actif. Globalement la proportion de ce type dans l'électorat est proche de la

proportion de ce type d'individus dans la totalité des échantillons. Ceci montre une attractivité de ces partis auprès de générations entrantes qui n'est ni inexistante ni phénoménale.
Il s'agit donc de partis générationnellement aussi intégratifs que socialement ne constituant ni un réservoir d'anciens incapable d'attirer des jeunes à leur programmes ni des partis de jeunes en conflit générationnel avec un establishment générationnel. Restant dans une optique de mesure statique nous ne pouvons juger si cet effet est uniquement lié à l'âge (le parti attire toujours une certaine proportion de jeunes et d'anciens) ou si une évolution en générations (il y a l'entrée d'une génération dans le passé qui est remplacé ou non par une seconde génération avec des périodes de faible attractivité entre les deux points d'entrée) est la plus probable, néanmoins l'absence de véritables dos dans la distribution selon l'âge des électeurs tend vers un flux relativement continu sur le long terme.

Le type isolé des athées au sein du VB interroge par rapport aux autres types. Car si les athées sont si différents des autres types qu'ils ne peuvent y être intégrés cela laisse supposer un certain niveau de religiosité ou du moins d'identification avec l'institution religieuse au sein de l'électorat car sinon la méthode d'analyse n'aurait pas trouvé de distance suffisante pour justifier un noyau d'agrégation distinct.
Alors que les différences religieuses ont joué un rôle important dans chacune des mobilisations identitaires, elles ne semblent pas avoir d'influence clivante au sein des trois autres électorats. Cela laisse supposer soit une religiosité (presque) uniforme ou une indépendance statistique de la religiosité des autres catégories sociales extraites. Elles n'apparaissent pas comme caractéristiques sauf pour la forte religiosité du groupe des femmes au foyer d'âge avancé. Une rapide vérification à partir des taux marginaux de pratique religieuse laisse penser que la seconde hypothèse paraît plus vraisemblable, les pratiques religieuses des différents électorats ethno-régionalistes étant proches des pratiques de l'ensemble de la population.
A la lumière de ces indications nous pouvons donc voir dans l'émergence d'une catégorie uniquement décrite par son absence de religion une spécificité de la distribution religieuse au sein du VB. Si les autres catégories accueillent différents niveaux de religiosité, l'athéisme semble se distinguer des différents types et couper à travers les différences sociales. Dans une société historiquement si fortement pilarisée que la société belge il est possible que les différents milieux en place soient très proches de l'ancien pilier catholique et que les libre-penseurs soient de ce fait plus éloignés des autres électeurs VB que ceux-ci en leur sein. Il est

donc possible que le VB soit de fait moins large dans son assise sociale car la diversité de sa composition reste une diversité à partir d'un seul pilier.

4.2.3. Contraste : L'électorat Labour en Ecosse – une structure comparable

Si nous avons vu que les structures sociodémographiques des partis ethno-régionalistes sont proches même si le poids de divers groupes y est différent, est-ce que ces partis sont comparables à d'autres partis ou sont-ils très particuliers ?

La relative similarité des électorats des différents partis ethno-régionalistes nous permet de réduire partiellement la complexité de cette comparaison. Alors que leur orientation politique générale varie largement allant de la gauche alternative, quasi écologiste (PC) à l'extrême droite xénophobe (VB) en passant par un parti de gauche (SNP) et de centre-droit (CSU) relativement classiques leur structure sociale est très proche. Si un de ces partis ressemble à un parti hors de notre cadre d'analyse, il n'y aura pas de spécificité par rapport à ce parti. Si un de nos partis se distancie d'un parti qui sur le plan de la politique générale lui est très proche, nous pouvons supposer que les différences ne sont pas dues à l'orientation de politique générale mais à une autre différence. Si le système politique est identique et la taille des deux partis comparable, le caractère ethno-régional du parti sera alors la plus grande source de différence.

Pour cette raison nous avons choisi pour notre comparaison d'étudier en profondeur un seul cas qui est le plus proche possible d'un cas de parti ethno-régionaliste et de prendre cette comparaison *pars pro toto* pour les partis qui ne se distinguent que sur le plan ethno-régionaliste. Nous rendrons néanmoins compte de résultats connexes qui peuvent éclairer notre comparaison.

Afin de réaliser cette comparaison nous cherchons un alter ego présentant le moins de variance possible avec un de nos cas d'étude.

Nous cherchons donc un parti qui évolue dans le même système politique qu'un parti de notre étude. Il devra prendre une position au sein de ce système qui ne soit pas fondamentalement différente du parti ethno-régionaliste étudié. Son orientation politique générale en dehors du débat ethno-régionaliste devra être proche. Finalement il devra posséder un électorat de taille comparable au parti ethno-régionaliste étudié afin d'éviter les effets de composition.

Cette grille d'exigences ne nous laisse qu'un seul parti comme parti contraste : Le Labour en Ecosse qui forme un couple relativement proche avec le SNP. Avant de détailler ce choix notons les principaux problèmes posés par les autres partis ethno-régionalistes pour leur trouver un équivalent. Lorsque nous avons identifié pour les autres partis des partis proches l'éventail de problèmes était divers et un indicateur de la complexité de la comparaison.
Le cas le plus problématique pour une comparaison à faible distance est PC, ce parti est relativement unique dans le système politique britannique car il est le seul parti significatif (pouvant espérer une représentation parlementaire nationale) avec une orientation vers les *New Politics*/ écologiste et un électorat à peu près stable. Les *Greens* ne peuvent généralement espérer acquérir une représentation que lors d'élections locales ou européennes (ces dernières sous un mode de scrutin proportionnel régional) même si en 2010 ils ont réussi à prendre un siège au Parlement de Westminster (Brighton-Pavillion) et n'ont pas d'électorat suffisamment stable pour qu'il apparaisse dans les enquêtes scientifiques disponibles. Les Tories au Pays de Galles sont de taille comparable mais représentent politiquement largement l'antithèse complète de PC, alors que le Labour au Pays de Galles est de taille nettement plus importante avec une orientation politique qui sans être opposé reste très distincte. L'inverse se trouve être vrai pour les *Liberal-Democrats* au Pays de Galles qui sont politiquement à peu près aussi loin ou proche de PC que le Labour mais qui sont de taille très restreinte, un effet que notre base d'enquêtes a tendance à amplifier encore davantage.

Pour le VB le problème s'est posé à partir de son positionnement d'extrême droite xénophobe et antisystème. Le seul parti belge sur la même ligne politique aurait pu être le Front National Belge (FNB) qui n'a jamais connu d'essor comparable aux succès électoraux du VB. Sans compter que ses quelques performances notables ont été suivies d'effondrements électoraux lors des prochaines échéances ce qui indique que s'il peut exister un électorat potentiel pour ce parti il n'a pas d'électorat matérialisé et analysable il a de plus été la scène de dissidences multiples et destructrices. De plus le système de partis dans lequel s'est situé le FNB est le système francophone qui n'est pas identique au système flamand bien qu'ils soient deux sous-systèmes du système partisan belge. Les comparaisons ne s'effectueraient donc pas dans un modèle à variance minimalisée. Les autres partis du sous-système flamand se positionnent tous au sein du système partisan plus classique et aucun ne présente de caractéristiques d'un parti de l'extrême droite populiste (du moins pour les partis qui s'inscrivent dans la durée).
Du côté de la CSU le problème réside dans l'absence de parti de taille et stabilité comparable

dans le système partisan Bavarois. En prenant en compte les dix autres systèmes partisans au niveau des Länder de l'ancienne Allemagne de l'Ouest seul la CDU dans le Baden-Württemberg peut vaguement approcher d'une position aussi forte tout en manquant cette dominance absolue qu'exerce la CSU sur le système partisan Bavarois pendant la période d'enquête. Politiquement la CDU en Baden-Württemberg est très proche et peut servir de comparaison. Néanmoins la structure des données allemandes est problématique et ne permet pas de rendre compte de toutes les nuances que nous avons pu distinguer dans les différents corpus de données internationales. Ponctuellement nous pouvons procéder à cette comparaison mais la comparaison gagne à utiliser une base de données moins problématique.

Notre choix s'est en conséquence porté sur le *Labour* en Ecosse qui est un alter ego extrêmement proche du SNP. Il y a premièrement le système partisan comparable. Dans le système partisan Ecossais le Labour est le parti dominant sans être aujourd'hui encore aussi dominant qu'il ne l'a été par le passé alors que le SNP émerge de plus en plus comme la principale alternative de parti de gouvernement, particulièrement depuis la défaite électorale de Labour lors des élections au parlement Ecossais en 2007. Le système Ecossais reste un sous-système du système politique Britannique. Ici le SNP reste par sa petite taille cantonné au rôle de porte-voix sauf lors des cas exceptionnels où aucun gouvernement ne puisse se former par un des deux partis dominants même avec l'appui du troisième parti (dernière apparition après la fin du *Lib-Lab Pact* en 1978 jusqu'à la chute du gouvernement Callaghan en mars 1979 et du moins en discussion après l'élection de 2010) lorsqu'il peut directement intervenir dans le calendrier politique, alors que le Labour Britannique est un des deux partis naturels de gouvernement du Royaume-Uni (avec les Tories Britanniques), le rôle de la composante Ecossaise est variable, mais grâce au poids de sa délégation parlementaire généralement fort. Il y a donc une légère différence de position si nous considérons le niveau britannique, néanmoins les deux partis se trouvent presque sur un pied d'égalité dans le système Ecossais et ne peuvent totalement s'affranchir des événements au sein du système Britannique dans lequel leurs rôles sont très différents.
L'orientation politique générale est assez proche. Les deux partis se situent dans une tendance de pragmatisme de centre-gauche. Ce pragmatisme accepte d'un côté l'économie de marché et le capitalisme mais maintient que des systèmes de redistribution des richesses sont nécessaires pour corriger les effets indésirables sur les couches plus populaires de la société qu'a ce mode d'organisation. Il s'agit de deux partis modérément europhiles, favorables à l'intégration

européenne en général mais avec des réserves sur certains aspects de l'agenda politique.

La taille de l'électorat du Labour en Ecosse est généralement plus importante que celle du SNP mais les rapports de force varient en fonction des échéances et ont tendance à se rapprocher pendant notre période d'étude surtout lors d'élections pour les parlements Ecossais et Européens comme l'indiquent les tableaux suivants :

Tableau 4-2 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Britannique depuis 1945[314]

	Labour	Conservative	Liberal (1945-79)/ Alliance (1983-87)/ Liberal-Democrats (1992-2005)	SNP
1945	47,6	41,1	5,0	1,2
1950	46,2	44,8	6,6	0,4
1951	47,9	48,6	2,7	0,3
1955	46,7	50,1	1,9	0,5
1959	46,7	47,2	4,1	0,8
1964	48,7	40,6	7,6	2,4
1966	49,9	37,7	6,8	5,0
1970	44,5	38,0	5,5	11,4
1974 (Fév.)	36,6	32,9	8,0	21,9
1974 (Oct)	36,3	24,7	8,3	30,4
1979	41,5	31,4	9,0	17,3
1983	35,1	28,4	24,5	11,8
1987	42,4	24,0	19,2	14,0
1992	39,0	25,6	13,1	21,5
1997	**45,6**	**17,5**	**13,0**	**22,1**
2001	**43,9**	**15,6**	**16,4**	**20,1**
2005	39,5	15,8	22,6	17,7

314 Source 1945-1997 : HASSAN, Gerry, LYNCH, David. *The Almanac of Scottish Politics*. London, Politico's, 2001. 452 p. 2001 et 2005 BBC
Les élections qui se situent pendant notre période d'étude sont indiquées en gras
Aide à la lecture: lors des élections générales de 1951 2,7% des suffrages se sont portées sur des candidats Libéraux

Tableau 4-3 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Européen depuis 1979[315]

	Labour	Conservative	Liberal (1979)/ Alliance (1984)/ Liberal-Democrats (1989-2009)	SNP
1979	33,0	33,7	14,0	19,4
1984	40,7	25,7	15,6	17,8
1989	41,9	20,9	4,3	25,6
1994	42,5	14,5	7,2	32,6
1999	**28,7**	**19,8**	**9,8**	**27,2**
2004	26,4	17,8	13,1	19,7
2009	20,8	16,8	11,5	29,1

Tableau 4-4 Résultats électoraux en Ecosse lors d'élections au Parlement Ecossais depuis 1999[316]

	Labour		Conservative		Liberal-Democrats		SNP	
	constituency	regional	constituency	regional	constituency	regional	constituency	regional
1999	**38,1**	**33,6**	**15,6**	**15,4**	**14,2**	**12,4**	**28,7**	**27,3**
2003	**34,6**	**29,3**	**16,6**	**15,5**	**15,3**	**11,8**	**23,8**	**20,9**
2007	32,2	29,2	16,6	13,9	16,2	11,3	32,9	31,0

Pendant la période d'étude le SNP est en termes de voix le premier opposant à un Labour dominant l'espace politique.

Notre base distord ces proportions. Le taux de déclaration d'appartenance dépasse largement les taux de participation réels. Cet élargissement de la base de l'électorat affecte tous les électorats mais d'une façon plus importante l'électorat du Labour ce qui permet au rapport de force Labour-SNP de ressembler davantage à celui des années 1980 qu'à celui de la fin de notre période d'enquête. Nous avons choisi ce critère afin d'inclure la partie silencieuse (aux urnes) mais qui est à priori plus facilement mobilisable car elle s'identifie au parti. Nous devons en conséquence utiliser le même critère pour l'électorat du Labour même si ceci

315 Source 1979-1999 : HASSAN, Gerry, LYNCH, David. *The Almanac of Scottish Politics*. London, Politico's, 2001. 452 p. 2004 et 2009 BBC
Les élections qui se situent pendant notre période d'étude sont indiquées en gras

316 Source 1999 : HASSAN, Gerry, LYNCH, David. *The Almanac of Scottish Politics*. London, Politico's, 2001. 452 p. 2003 et 2007 BBC
Les élections qui se situent pendant notre période d'étude sont indiquées en gras
Aide à la lecture: lors de l'élection de 2003 les candidats du SNP ont récolté 23,8% des suffrages dans les circonscriptions à un seul membre et ses listes 20,9% des suffrages dans les circonscriptions régionales

déséquilibre partiellement les rapports de taille, et même si nous pouvons constater que le rapport de forces lors d'élections est nettement moins favorable au Labour que ce qu'indique notre décompte de l'allégeance partisane.

L'analyse à partir des données sociodémographiques de l'électorat du Labour en Ecosse donne les mêmes groupes et types que l'analyse des électorats ethno-régionalistes avec quelques variations sur leur taille.

Tableau 4-5 Comparaison des structure sociales des partis ethno-régionalistes et des Travaillistes Ecossais en %[317]

	PC	SNP	CSU	VB	Scottish Labour
Indépendants	6	6	7	6	4
classe moyenne, cadres	16	15	11		15,5
cols blancs de classe moyenne	32	30	36	21	25,5
Femmes au foyer d'âge mûr	11	9	17	8	8
Col bleu retraité	17	16	26	16	33
Précariat	10	16		27	8,5
Etudiants	7	8	3	9	5,5
Athées				11	

Au sein du premier groupe (classe moyenne et supérieure) le Labour ne diffère que peu des partis ethno-régionalistes avec un total de 45% de son électorat entre ces trois types. Il y a un peu moins d'indépendants et le taux d'employés moyens se situe plutôt en bas de la fourchette, mais on n'observe aucune variation importante.

Le deuxième groupe est de taille relativement importante (40%) mais reste aussi au sein de la fourchette de variance des autres partis. En comparaison avec son concurrent direct (SNP), l'électorat du Labour se distingue néanmoins par un taux deux fois plus élevé de cols bleus retraités ce qui semble pointer vers l'hypothèse déjà avancée lors de l'analyse de la différence de la CSU par rapport aux autres partis dans cette catégorie, à savoir une plus forte sédimentation de l'électorat de partis établis plus tôt.

Le troisième groupe est relativement peu nombreux au sein de l'électorat Labour avec

317 Aide à la lecture: 15,5% des électeurs du Scottish Labour sont de classe moyenne ou des cadres

seulement 8,5% d'électeurs classés sous l'étiquette du précariat ce qui se situe légèrement en dessous du niveau enregistré pour le PC mais seulement à la moitié du niveau enregistré pour le SNP (alors que la CSU ne comporte pas de groupe mesurable de ce type). La grande variabilité de ce groupe au sein des partis ethno-régionalistes rend la position du Labour non-spécifique.
Le quatrième groupe est représenté à un niveau comparable aux autres partis. 5,5% des électeurs Labour en Ecosse peuvent être associés au type de l'étudiant.

En conclusion, l'électorat des partis ethno-régionalistes n'est donc pas fondamentalement différent de l'électorat du Labour en Ecosse. Nos analyses ont montré que les partis ethno-régionalistes ne sont pas les partis d'une seule tranche d'âge (voire d'une unique génération) qui se constitue à un moment précis et entame dès le lendemain le déclin qui correspond à la disparition démographique. Il y a des populations actives actuelles qui n'étaient pas encore dans leur période de citoyens actifs lors de l'émergence des partis ethno-régionalistes à la fin des années 1960 à côté d'une population d'inactifs qui à cette époque étaient au début de leur vie active. On y trouve aussi une proportion non-négligeable de personnes jeunes qui entament leur vie de citoyens et ne sont pas encore entièrement entrées dans leur vie active. Les électorats des partis ethno-régionalistes ne se conforment donc pas au modèle qui a été mis en évidence par Stevenson[318] pour les vagues de revitalisation des libéraux dans le système politique britannique après la Seconde Guerre Mondiale. Dans ce modèle chaque *revival* a fait entrer une génération dans le parti qui a dans un premier temps éliminé ce qui restait encore de la dernière vague avant d'être dans l'impossibilité de s'ouvrir vers la génération suivante jusqu'au moment où le parti avait perdu suffisamment d'appuis pour qu'une nouvelle génération puisse entièrement balayer l'ancienne. Dans le cas des partis ethno-régionalistes que nous étudions les différentes générations restent fortement présentes et reconnaissables sans qu'une nouvelle génération soit absente, le renouvellement des générations semble se faire graduellement et selon des lignes assez comparables à celui du Labour.

L'analyse de la structure sociale des électorats ethno-régionalistes nous a aussi et surtout montré leur assise sociale large. Les partis ethno-régionalistes ne se limitent pas à une classe sociale (consciente ou non) comme aurait été la tendance d'un parti mobilisant sur le clivage

318 STEVENSON, John. Third party politics since 1945: liberals, alliance and social democrats. Oxford (UK), Blackwell, 1993. 157 p.

classe ouvrière – bourgeoisie. Ils ne laissent même pas apparaître une forte dominance d'une classe sociale comme on aurait pu attendre d'un parti de classe en train d'entreprendre un élargissement vers le modèle de la *Volkspartei* selon Kirchheimer[319]. La structure sociale des partis montre une identité établie de *Volkspartei* pouvant faire appel à des électeurs de toutes les couches sociales et des différents milieux sociaux.
Le deuxième aspect de la *Volkspartei* est la proximité de valeurs (Weltanschauung) que nous verrons dans notre prochaine analyse.

4.3. La structure idéologique des partis

Afin de déterminer la structure idéologique des partis nous avons procédé de la même façon que pour les structures sociales mais en nous concentrant sur les attitudes, les idéologies et les positionnements relatifs sur les dimensions structurantes de la vie politique. Nos indicateurs comportaient l'indice de post-matérialisme selon Inglehart, un indicateur d'attitudes envers l'Union Européenne, l'intérêt pour la politique, des indicateurs mesurant le sentiment d'identité régionale, locale et nationale (indicateur Moreno et/ou indicateur local), un indicateur de la préférence d'organisation institutionnelle, un qui mesure quel type de groupe commande une plus grande solidarité (nationale, linguistique ou sociale) et des indices composites d'efficacité politique, d'autoritarisme, de xénophobie, d'attitudes économiques et vis-à-vis des interventions armées[320]. A des fins illustratives nous avons aussi inclus les données sociodémographiques, mais celles-ci n'ont pas, à une exception près, été utiles à la caractérisation des types extraits.

Le protocole d'analyse a été identique à celui employé lors de l'analyse des groupes socio-économiques.

319KIRCHHEIMER, Otto. Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems. In *Politische Vierteljahresschrift*, Vol.6 (1965), p. 20-41

320 Pour une version plus exacte le lecteur est invité à se reporter au chapitre méthodologique et aux annexes écrits pour une version brève et aux listings des analyses dans les annexes numériques pour l'intégralité des paramétrages

4.3.1. Les quatre familles composantes des électorats

A partir de la typologie nous avons pu déterminer un total de douze types d'électeurs qui peuvent être subsumés en quatre groupes idéologiques généraux. Le nombre de différents types au sein de chaque parti varie largement de seulement quatre pour PC à dix pour le VB (cinq pour le SNP et six pour la CSU). Trois types se trouvent être spécifiques à un seul parti, ce parti étant en l'occurrence uniquement le VB, un seul type est universellement présent (deux sont présents au sein de trois partis et six au sein de deux partis) néanmoins à une exception près (le SNP au sujet du groupe protestataire) chaque groupe est présent avec au moins un de ses sous-types au sein de chacun des partis.
Afin de faciliter la lecture des résultats nous allons d'abord présenter les groupes d'électeurs avant de nous pencher sur leurs types spécifiques et leur présence au sein des différents électorats.

4.3.1.1. Fédéralisme

Le premier groupe est le type composé de ceux qui partagent les valeurs du fédéralisme. S'il fallait illustrer la position d'un fédéraliste en un seul mot, ce mot serait « également ». Il s'agit de personnes qui se sentent autant attachées à leur région qu'au pays entier. Elles acceptent, voire revendiquent, leur appartenance duale, et peuvent se déclarer très Gallois et très Britanniques à la fois et ressentir de la fierté à la vue des deux drapeaux. Cette forte double-identité s'accompagne d'un souhait de décentralisation du pouvoir vers les régions. L'argumentaire qui justifie cette position se décline ainsi : d'un côté, les grands problèmes qui affectent tout le pays peuvent et doivent efficacement être gérés par le gouvernement central, mais pour les problèmes locaux qui résultent en partie de certaines spécificités de la région, les gens qui sont en contact étroit avec la région savent mieux gérer les choses.

Nous retrouvons ici une position qui est semblable à l'acceptation de la « subsidiarité » telle qu'elle existe dans la politique européenne : prendre les décisions au plus bas échelon approprié à la tâche. Dans la vision des fédéralistes, cet échelon semble être le niveau régional pour une partie des décisions et le niveau de l'Etat central pour d'autres.
Il s'agit d'une position modérée de réforme des structures gouvernementales telle que celle

mise en avant dans leur programmes par des partis national-fédéralistes dans la classification de De Winter.

En prenant appui sur les théories d'Anthony Smith nous pouvons qualifier cette position comme celle d'une ethnie qui n'est plus dans un statut prémoderne mais qui a déjà procédé à une verticalisation (intégration des différentes strates sociales) et horizontalisation (extension géographique) sans pour autant avoir franchi le pas d'une nation avec la fermeture des identités. La création d'un mythe-moteur paraît improbable mais n'est pas à exclure dans ce cas.

4.3.1.2. Nationalisme (régional)

Le second groupe est celui qui comprend ceux qui ont une vision nationaliste (leur nation c'est leur région). Ces nationalistes ont clairement fait leur choix d'identité : il s'agit de l'identité régionale (Galloise, Ecossaise, Bavaroise, Flamande), celle-ci étant hégémonique et parfois exclusive. L'identité nationale centrale est reléguée au second plan selon les cas, elle persiste comme une identité secondaire comparable à l'identité européenne ou est strictement refusée et considéré comme entièrement étrangère.

La mobilisation nationaliste dans le sens de Smith[321] est ici complète. En prenant appui sur la théorie d'Anthony Smith nous pouvons noter que l'on a ici à la fois la verticalisation et l'horizontalisation. L'ethnie à la base de la mobilisation connaît un élargissement à différentes couches sociales souvent aisés. En prenant l'exemple du Pays de Galles nous voyons que le modèle du Gallois comme un ouvrier membre d'une église dissidente (principalement baptiste) de l'église anglicane du Pays de Galles perd au fil de la deuxième moitié du vingtième siècle aussi bien son attribut de classe, avec la perte d'importance de la *working class nation* (tout en restant un motif important dans le discours nationaliste) que sa composante religieuse. En premier lieu la pratique religieuse prend une place moins importante, puis la diversité religieuse (catholique, sans religion, autre religion et anglican) est acceptée au point que la confession ne semble plus du tout jouer de rôle dans le discours nationaliste gallois[322].

321 SMITH, Anthony David . *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford (UK) : Blackwell, 1986. 312 p.

322 Cf. MORGAN, Kennteth Owen. *Rebirth of a nation : Wales 1880-1980*. Cardiff (UK), University of Wales press, 1981. 463 p.
SMITH, David (ed.). *A People and a proletariat : essays in the history of Wales, 1780-1980*. London, Pluto, 1980. 239 p.

Mais l'ethnie connaît aussi un élargissement horizontal de sa base géographique en agrégeant à l'ethnie de base d'autres groupes régionaux voire d'autres ethnies qui constituent une culture plus diverse et plus large. En reprenant l'exemple Gallois nous pouvons voir cet élargissement à partir de l'idéal Gallois. Si les Gallois étaient historiquement la population dont les lointains ancêtres avaient fuit l'invasion anglo-normande vers les hautes terres et qui lors de l'industrialisation étaient contraints de quitter les vallées Galloises vers les terres anglisés proches des côtes, la horizontalisation a pour résultat d'inclure ces terres au sein d'une nation Galloise. Les points les plus saillants sont Cardiff et le Monmouthshire, Cardiff a historiquement nettement moins d'importance pour le Pays de Galles qu'Aberystwyth, Bangor ou *Ynis Môn* et doit son statut de capitale d'une part à l'industrialisation et de l'autre à un acte administratif de 1955. Néanmoins aujourd'hui le nationalisme Gallois accepte et revendique Cardiff comme sa capitale. Le Monmouthshire a longtemps posé des problèmes administratifs et politiques quant à son appartenance à l'Angleterre ou au Pays de Galles. Les lois et règlements devant s'appliquer à tout le Pays de Galles étaient généralement libellés comme devant s'appliquer « aux Pays de Galles et au Monmouthshire »[323] afin de ne pas laisser planer de doute sur son applicabilité. Cette confusion vient d'une population qui historiquement était anglaise au sein d'un Shire qui techniquement ne faisait que partiellement partie de l'Angleterre avant l'amalgamation des deux Royaumes. Depuis la fin du dix-neuvième siècle Monmouthshire a été intégré au territoire Gallois au même titre que Powys ou n'importe quel autre Shire du Pays de Galles.

Au delà de ces deux mouvements qui sont nécessaires pour la création d'une nation mais pas suffisants nous devons aussi nous pencher sur la création d'un mythe-moteur. Sans mythe-moteur nous sommes uniquement face à une ethnie élargie, une nation a besoin non seulement de l'existence physique d'une ethnie mais aussi d'un plan transcendant.

Dans le cas Gallois ce mythe-moteur peut être résumé à une certaine forme de celticisme. Il oppose des valeurs associées à une société égalitaire celte à celle d'une société hiérarchique anglaise. La particularité du Pays de Galles se situe dans cette articulation aussi bien culturelle (comme dans le cas Irlandais) qu'industrielle (comme en Ecosse). Le mythe de la nation culturelle est le plus palpable dans l'*eisteddfod*[324], grand concours national de poésie mais aussi grand rassemblement culturel, qui déclare comme valeur celtique l'art aussi bien en chant qu'en poésie. Il s'agit d'un mythe semblable à celui qui a donné lieu au folklore

323 cf. *Welsh Intermediate Education Act 1889*. 52 & 53 Victoria c. 40

324 Le terme est générique. Il existe des *eisteddfodau* régionaux mais le grand *eisteddfod* national maintient une appellation sans qualificatif. Nous ne ferons référence qu'à l'*eisteddfod* national.

irlandais et son exportation. De l'autre côté le mythe-moteur trouve aussi son articulation dans l'intégration de l'expérience industrielle comme un événement fondateur de et non une épreuve imposée par l'extérieur à la nation Galloise. Le mineur Gallois est davantage une représentation type du Gallois que l'agriculteur rural, même si l'exclusive sociale dans la définition du Gallois est tombée. Cet idéal combine les aspects de vie culturelle (les chorales ouvrières masculines) et professionnelle (le dur travail industriel) dans un contexte qui est loin de l'image pastorale souvent associés aux terres celtiques. A partir de cette image les côtes méridionales du Pays de Galles deviennent des berceaux de la nation Galloise, ses mines et fourneaux devenant les compléments des villages et des carrières des vallées.

Cette modernisation et création d'un ensemble de valeurs qui sont associées aux mythes de la nation ne font que rendre possible la mobilisation pour un Etat-Nation moderne et non vers un Etat ethnique ancien.

La mobilisation cognitive est mesurable à partir de différents aspects idéologiques.

En dehors d'une identité régionale, revendiquée comme identité principale, on trouve également trace d'une forme de solidarité, un nationaliste se sentant généralement plus proche de quelqu'un de la même nation que de quelqu'un de la même classe mais de nationalité différente.

Côté politique les nationalistes se caractérisent par des demandes de réorganisation radicale de la structure étatique suivant en cela les lignes sécessionnistes, euro-fédéralistes ou irrédentistes identifiée par la typologie de De Winter.

Les sous-groupes du groupe nationaliste sont très divers sur leurs autres aspects politiques ce qui limite la caractérisation à quelques points essentiels que nous développerons lors de la caractérisation des types spécifiques.

4.3.1.3. Protestation

Le troisième groupe s'articule autour de la protestation. Le mot d'ordre des membres de ce groupe est « contre ». Leurs attitudes se déterminent par l'opposition à l'ordre établi et leur choix partisan semble dépendre principalement de la position contre « le système » des partis ethno-régionalistes qui se situent en dehors des clivages établis.

Le vote protestataire n'est aucunement un vote d'adhésion positive mais de refus des alternatives. Nous pouvons voir auprès des individus de ce groupe une défiance au système

politique à travers différents indicateurs.

En premier lieu, l'indicateur d'efficacité politique. Il mesure le sentiment qu'ont les électeurs sur leur capacité à avoir prise sur le processus politique, leur confiance dans les institutions et l'opinion qu'ils ont des représentants de la politique. Les individus au sein du groupe des protestataires se caractérisent par des niveaux bas, voire très bas d'efficacité politique. Ils considèrent ne pas avoir d'influence sur les processus politiques. De cette impuissance résulte un manque de confiance dans le processus politique et encore davantage un jugement de valeur défavorable au sujet des hommes et femmes politiques qui sont considérés dans le meilleurs de cas comme déconnectés des « citoyens ordinaires » au pire comme malhonnêtes et corrompus.

Cette description est assez proche de la « *Politikverdrossenheit* » largement diagnostiquée en Allemagne au début des années 1990s et déconstruit depuis[325]. Il s'agit d'une désaffection générale avec la politique et une grande désillusion. Le phénomène s'accompagne d'une dévalorisation de la politique comme une activité déshonorante avec comme résultat un retrait de la sphère politique. Notre étude ne concernant que les électeurs avec une préférence partisane, il s'agit de personnes ayant au moins une participation minimale dans et identification résiduelle avec le processus politique.

En second lieu nous pouvons voir des indications pour une certaine préférence pour l'autorité et l'ordre social strict. Les valeurs hiérarchiques de « *law and order* » sont fortement présentes dans ce groupe où l'on constate des niveaux d'autoritarisme élevés. L'indicateur composite de mesure de l'autoritarisme comporte en outre des mesures sur l'autorité dans l'éducation (obéissance de l'enfant) et la morale sexuelle (avortement) mais aussi sur le plan politique (sur le besoin de leaders forts) dont certains sont très clairement issus des questionnaires historiques de l'enquête sur la personnalité autoritaire (surtout l'item postulant que la solution des problèmes résidait dans la suppression des gens « immoraux »[326]).

Cet appel à l'autorité devant l'impuissance supposée (efficacité politique) fait partie de l'analyse que faisait Adorno lors de ses études sur la personnalité autoritaire dont nous ne pouvons vérifier les autres aspects surtout psychosociaux à cause du design de notre étude,

325 cf. MAIER, Jürgen. *Politikverdrossenheit in der Bundesrepublik Deutschland: Dimensionen, Determinanten, Konsequenzen*. Opladen, Leske + Budrich, 2000. 387 p.

326 cf. ADORNO, Theodor Wiesengrund et al. *The Authoritarian Personality*. New York, Harper and Row, 1950. 989 p.

néanmoins notons qu'un nombre non négligeable de personnes pouvant être qualifiés d'autoritaires ou dans la terminologie plus directe d'Adorno de « fascistes potentiels » se situent au sein de cette population.

Un troisième volet de l'identification de ce groupe se situe dans les attitudes xénophobes et la position générale sur les flux migratoires. Nous pouvons noter au sein de ce groupe un nombre important de personnes avec des scores de xénophobie élevés par rapport à la moyenne de l'électorat et aussi très défavorables à l'acceptation de migrants au sein du pays. La xénophobie mesurée est assez loin du racisme classique mais davantage du côté de la xénophobie différentialiste qui ne postule plus une suprématie d'une catégorie humaine mais une différence insurmontable entre différentes cultures qui rend impossible la coexistence. Il s'agit principalement d'items ayant comme groupe minoritaire les migrants musulmans ou les migrants sans mention de leur groupe spécifique. Les préjugés traitent de la vie collective mais aussi de l'honnêteté.

L'association de la xénophobie avec l'autoritarisme a déjà été mise en évidence par l'étude d'Adorno et se trouve ici confirmé. L'étude de Michelat et Thomas[327] a mis en évidence les corrélations des différents aspects xénophobes (surtout supériorité nationale et racisme) avec aussi bien l'autoritarisme que des aspects qui se rapprochent du manque d'efficacité politique (pessimisme). Ces dimensions ne partageaient dans leur étude non seulement une corrélation entre elles mais aussi une forte corrélation positive avec les aspects du nationalisme « de droite » qui se concentrait davantage sur la politique de pouvoir et moins sur la culture et le progrès. Nous pourrions donc supposer ici un groupe avec une forte identité nationale dans le sens du parti ethno-régionaliste donc une identité régionale autoritaire. L'inverse se trouve être vrai. Les individus membres de ce groupe sont structurellement moins attachés à la région que les membres d'autres groupes et tendanciellement même moins attachés à la région qu'à l'identité centrale (donc nationale de grande taille). Leur identité est celle de membre de la grande nation (Belgique, Allemagne ou Royaume-Uni) et non de la petite (Flandre, Bavière, Pays de Galles ou Ecosse).

La préférence pour l'autorité s'exprime aussi dans leur positionnement sur l'architecture institutionnelle qui est nettement favorable à une plus forte centralisation du pouvoir, ce qui

327 MICHELAT, Guy, THOMAS, Hubert. *Dimensions du nationalisme : enquête par questionnaire*. Paris : Collin, 1966. 184 p.

est l'inverse du programme des partis ethno-régionalistes.

Au total, le profil général de ce groupe est proche sinon identique à celui mis en valeur pour l'électorat flottant s'attachant aux partis d'extrême droite populiste au courant des années 1990 à travers l'Europe occidentale[328] avec aussi une valorisation relative de l'Etat central à l'inverse du programme des partis ethno-régionalistes. Le caractère attirant du parti ethno-régionaliste devrait donc se situer dans sa position hors-système et antisystème représentant l'antiestablishment, d'où le nom donné au groupe.

4.3.1.4. Contestation

Le dernier groupe est celui des contestataires. Leur *leitmotiv* serait « changer ». Le groupe est relativement hétérogène mais tous les types que nous pouvons y associer se caractérisent par une forte identité régionale d'un côté, d'un contexte idéologique fort et d'une activité politique forte de l'autre.

Les membres de ce groupe se distinguent par une demande de changement concret et fort surtout de l'organisation de l'Etat (indépendance). Ils portent des valeurs qui leur sont importantes et qui déterminent le but de leur activité. Ils sont fortement intéressés par la politique et participent activement dans le processus politique. Ils sont les plus enclins à utiliser les modes d'action non conventionnels de la politique, souvent dérivés des nouveaux mouvements sociaux.

Si ce groupe est largement au moins aussi antisystème que le groupe précédent il se caractérise non seulement par son refus du présent mais aussi d'une vision pour un avenir souhaité, un but pour lequel il est prêt à devenir actif et entrer dans le jeu politique.
Les trois types qui composent de groupe ce caractérisent tous aussi par un niveau élevé d'identification régionale et une faible identification centrale. Sur d'autres points chaque type se caractérise par des opinions tranchées et des positions très définies sur le plan de l'autoritarisme et de la xénophobie, mais en fonction du type cette orientation est

328 MAYER, Nonna. *Ces Français qui votent FN*. Paris, Flammarion, 1999. 379 p.
GUGGEMOS, Peter. *Politische Einstellungen von Republikaner-WählerInnen : Angebot und Nachfrage am rechten Rand*. Würzburg, Ergon, 2000. 554 p.

diamétralement opposée.

Ce groupe des contestataires est celui des activistes, de ceux qui ne se limitent pas à l'expression d'un suffrage pour un parti mais qui transportent les contenus ailleurs et s'impliquent au moins mentalement. Si les autres groupes sont souvent nettement plus importants pour le résultat dans les urnes les membres de ce groupe ont par leur forte polarisation idéologique et leur volonté de devenir actif le potentiel de mobiliser les autres groupes et de déterminer le visage du parti par leur activité. Ils peuvent constituer un vivier important de militants officiels ou officieux de la cause ethno-régionaliste tout en pouvant aussi embarrasser un parti modéré par leur positionnements catégoriques et leur penchant pour les activités non-conventionnelles (qui selon les questionnaires nationaux peuvent largement dépasser le cadre de ce qui est légalement permis ou toléré).

Tableau 4-6 Distribution des différents groupes idéologiques au sein des électorats des partis ethno-régionalistes en %[329]

	PC	SNP	CSU	VB
Fédéralisme	21	15	48,5	10
Nationalisme	38	70	7	20,5
Protestation	13		27	45,5
Contention	28	14	17	23,5

4.3.2. Les membres des groupes et leur présence au sein de nos cas d'étude

Les différentes familles d'électeurs au sein des partis ethno-régionalistes se composent de types qui sont parfois si différentes qu'ils pourraient presque être considérés comme adversaires dans une optique légèrement différente mais qui dans notre analyse se trouvent rapprochés par quelques points essentiels. Les différents types sont généralement présents au sein de plusieurs partis mais rarement au sein de tous les partis et généralement en proportion très variable.

329 Aide à la lecture: 70% de l'électorat SNP est classifié dans le groupe idéologique du nationalisme

4.3.2.1.Fédéralisme

Le premier groupe, celui du fédéralisme comporte deux types distincts.

Le premier type est celui des fédéralistes classiques qui sont présents au sein de trois partis (PC, SNP, CSU). Ils se caractérisent par les mêmes points que le groupe de types. Il s'agit donc de personnes admettant les deux identités, régionale et centrale, dans une intensité proche sinon égale et qui acceptent de se considérer comme faisant parties de l'entité désigné par le qualificatif du groupe central. Politiquement ils se caractérisent par une demande de décentralisation accrue du pouvoir sans mettre en question la pertinence de l'Etat-Nation actuel. Il s'agit d'un type très modéré sur le plan institutionnel.

Tableau 4-7 Les composantes du groupe du fédéralisme au sein des électorats des partis ethno-régionalistes en %[330]

	PC	SNP	CSU	VB
Fédéralisme				
Fédéralistes	21	15	28,5	
Fédéralistes Autoritaires			20	10

Ce type représente 21% des électeurs de PC, 15% des électeurs du SNP et 28,5% des électeurs de la CSU. Nous n'avons pas pu isoler ce type au sein de l'électorat VB.

Le second type est celui des fédéralistes autoritaires. Il est présent au sein de la CSU et du VB. Il fait partie du groupe fédéraliste car comme le type du fédéraliste classique il porte en lui les deux identités et accepte l'identité centrale comme description. Comme lui il est aussi favorable à une décentralisation du pouvoir. Néanmoins il se distingue profondément de ce type par un positionnement très marqué ailleurs sur le plan politique. En premier lieu arrive une tendance marquée à l'autoritarisme qui s'accompagne aussi d'une xénophobie nettement supérieure à la moyenne nationale. Ce positionnement s'associe aussi à une vision plus critique de l'intégration européenne.

Nous pouvons y voir le souhait de garder le gouvernement le plus proche possible afin de pouvoir le contrôler, mais sans pour autant disposer d'une base idéologique ou « émotionnelle » qui demanderait une séparation de la région de l'Etat central, juste un

330 Les proportions se rapportent à l'électorat du parti ethno-régionaliste dans sa totalité. 20% de l'électorat de la CSU est donc classifié comme fédéraliste autoritaire. Les cases vides représentent des types absents de l'électorat de ce parti.

affaiblissement des échelons supérieurs.
Ce type représente 20% des électeurs de la CSU e 10% du VB.

Le groupe fédéraliste est un groupe qui prône une réorganisation modérée de l'Etat. Il peut constituer une force de modération dans le débat institutionnel tout en restant un véritable groupe d'électeurs ethno-régionalistes avec une véritable allégeance à la région et une demande de réorganisation de l'Etat, bien que modérée.
Au total le groupe est le plus fort au sein de la CSU avec presque un électeur sur deux (48,5%), plus faible au sein de PC avec un électeur sur cinq (21%) et faible avec moins d'un électeur sur six (15%) au SNP voire dix (10%) au sein du VB.

4.3.2.2. Nationalisme

Le second groupe de l'électorat est celui des nationalistes. Il regroupe quatre types distincts dont un type endémique au VB. Cette rareté d'un type est largement explicable à partir de la situation particulière du VB au sein de notre sélection de cas. Un type est présent au sein de trois partis et deux autres au sein de deux partis chacun. Il y a en premier lieu le type des nationalistes pragmatiques, puis les « parochialistes », les nationalistes dépolitisés et finalement les irrédentistes.

Tableau 4-8 Les composantes du groupe du nationalisme au sein des électorats des partis ethno-régionalistes en %[331]

	PC	SNP	CSU	VB
Nationalisme				
Nationaliste Pragmatiques	38	28		
« Parochialistes »		17	7	8
Nationalistes apolitiques		25		7
Irrédentistes culturels				5,5

331 Les proportions se rapportent à l'électorat du parti ethno-régionaliste dans sa totalité. 17% de l'électorat du SNP est donc classifié comme « parochialiste ». Les cases vides représentent des types absents de l'électorat de ce parti.

Le type du nationaliste pragmatique se caractérise par une vision concrète et relativement positive du processus politique. Comme tous les nationalistes il est profondément attaché à la région. Politiquement sa demande principale est celle d'un remodelage profond de l'architecture de l'Etat (généralement une revendication d'indépendance). Sa particularité est une forte implication politique alors qu'il est adversaire du système politique actuel. Il se caractérise par un fort intérêt pour la politique qui indique que sa décision de prendre une position nationaliste est le résultat d'une forte implication politique. De l'autre côté les nationalistes pragmatiques se caractérisent par une efficacité politique élevée. Ils ont donc confiance en la probité du personnel politique et des institutions, et ils ont l'impression qu'ils peuvent en tant que simples citoyens avoir une influence sur les décisions et les orientations de la politique.

La décision de ces électeurs de soutenir une politique nationaliste qui a pour but de changer complètement la structure de gouvernement n'est donc pas issue d'une désaffection résignée avec le système politique actuel. Ils sont ancrées dans le système politique, s'y intéressent et portent les valeurs du gouvernement représentatif mais considèrent que ces valeurs seraient encore mieux réalisées dans un nouveau cadre institutionnel.
Néanmoins ce groupe reste pragmatique, car sur le plan des solidarités (solidarité de classe contre solidarité nationale) il garde une position nuancée (« cela dépend de l'individu ») qui ne gomme pas toutes les différences au sein de la nation tout en considérant qu'une solution dans une unité plus restreinte serait préférable. Nous nous situons ici dans une description qui serait consistante avec le modèle de clivage Rokkanien tout en maintenant une distance critique vis-à-vis de la testabilité du modèle à partir de sondages qui ne peuvent retracer toute la complexité du modèle[332].
Ayant cette limite présente à l'esprit nous pouvons noter que les nationalistes pragmatiques ne font que se comporter de façon autonome par rapport au centre. Leur réalité politique n'est plus dans une situation d'ébullition et de désaffection avec le système politique mais au delà dans une situation de séparation de la réalité qui ne se joue plus en référence au centre mais au sein de la périphérie. Cette isolation des vies réelles est un pilier de l'hypothèse Rokkanienne car sans une réalité sociale séparée, la structuration du clivage ne peut se constituer. Nous avons ici au moins un indicateur d'une réalité politique séparée. Nous avons donc une

332 LYBECK, Johan A. Is the Lipset-Rokkan hypothesis testable? In *Scandinavian Political Studies*, Vol 8, no. 1-2 (Summer 1985), p. 105-113

indication ici pour l'existence d'un groupe qui se situe dans une situation proche d'un véritable clivage Rokanien, même si nous ne pouvons être sûrs de l'existence du soubassement institutionnel que Rokkan exige.
Ce groupe des nationalistes pragmatiques représente 38% des électeurs PC et 28% des électeurs du SNP, nous n'avons pu le localiser ni au sein de la CSU ni au sein du VB.

Le type du « parochialiste »[333] se distingue du type pragmatique par une série de décisions nettement plus tranchées. Côté identitaire il ne porte en lui aucune trace de l'identité centrale et refuse de s'y compter quand elle est impliquée dans une question. Les seules identités qu'il accepte sont l'identité régionale et l'identité locale. Ces deux identités sont généralement très prononcées et ancrées profondément dans sa personnalité. Il les affirme avec un aplomb considérable sur le bord de la virulence lorsqu'il s'agit de ne pas se compter parmi le groupe national de l'identité centrale.

Ce divorce complet avec le centre se traduit sur le plan institutionnel par une demande de remodelage profond de l'Etat qui se situe généralement au niveau de l'indépendance.
Au delà de ces aspects nous pouvons constater quelques autres points marquants pour ce type. Le parochialiste est caractérisé par un niveau de xénophobie élevé et aussi un niveau d'autoritarisme élevé ce qui nous montre une certaine fermeture envers autrui.
En somme nous sommes proches du phénomène que Roof[334] a décrit au milieu des années 1970 sous le terme de parochialistes (d'où notre appellation du type). En analysant la population rurale du Midwest Américain il y avait trouvé une culture très spécifique. La description type faisait ressortir une communauté globalement très conservatrice sur le plan moral et refermée sur elle-même. De fait il serait même mieux de parler de communautés car même si chacune était semblable l'auto-description mettait l'accent sur la différence de chaque petite communauté dont la taille ne dépassait que de peu celle du périmètre d'influence de la chapelle ou église. Cette focalisation sur un réseau de sociabilité fortement centré sur le lieu de culte a donné le nom à ce phénomène. L'identification au groupe de la

333 Le terme est emprunté à Roof. cf. ROOF, Wade Clark. Religious Orthodoxy and Minority Prejudice: Causal Relationship or Reflection of Localistic World View? In *The American Journal of Sociology*, Vol. 80 No.3 (Nov. 1974), pp. 643-664

334 ROOF, Wade Clark. Religious Orthodoxy and Minority Prejudice: Causal Relationship or Reflection of Localistic World View? In *The American Journal of Sociology*, Vol. 80 No.3 (Nov. 1974), pp. 643-664
ROOF, Wade Clark. Traditional Religion in Contemporary Society: A Theory of Local-Cosmopolitan Plausibility. In *American Sociological Review*, Vol. 41 No.2 (Apr. 1976), pp. 195-208
Cf. sur cette analyse BILLIET, Jaak, EISINGA, Rob, SCHEEPERS, Peer. Ethnocentrism in the Low Countries: a comparative perspective. In *New Community* Vol. 22 No. 3 (July 1996), p. 401-417

paroisse est extrêmement forte et une forte confiance y règne, alors qu'à l'extérieur la relation se dégrade rapidement. Les communautés avoisinantes sont encore jugées relativement proches et potentiellement dignes de confiance alors que les urbains ou les personnes d'un autre Etat des Etats-Unis étaient de fait aussi peu considérées que les étrangers plus habituels (minorités visibles et culturelles ou étrangers). Dans la terminologie de Putnam ces communautés étaient bâties sur une quantité très élevée de *bonding social capital* et ne comportaient presque pas de *bridging social capital*[335].

Une grande défiance a été mesuré par Roof envers les élites de la côte est sous un aspect d'étrangeté et de ce fait une défiance très spécifique au pouvoir politique qui n'était pas celle qu'on associe généralement au mythe de la société de pionniers qui s'oppose en général au contrôle politique. Dans les communautés étudiées la confiance en la société locale est si élevée qu'un transfert des pouvoirs était acceptable et souhaitable alors que même un gouvernement central peu activiste était jugé une aberration. Les parochialistes ne sont donc pas contre toute forme de gouvernement (ce qui eut été l'esprit pionnier) mais bien contre un pouvoir trop distant.

Notre type du « parochialiste » se situe proche sur le plan de la fermeture et la restriction du cercle d'identification tout en ne comportant pas le volet religieux du phénomène initialement décrit, car nos unités d'identification étaient sinon politiques du moins géographiques et non personnalisées.
Le phénomène « parochialiste » ressemble nettement plus à la description d'une ethnie verticale dans la terminologie de Smith qui comporte tous les attributs d'une telle ethnie avec une structure sociale relativement diverse mais sans qu'il y ait la mobilisation vers une nation (le nationalisme régional est généralement inférieur à la ferveur locale) par l'horizontalisation et le désenclavement des petites entités qui rendent la transformation en nation possible ni les stades ultérieurs de la transformation.

Pour notre analyse il s'agit d'un groupe d'électeurs qui même en cas de création d'un Etat-Nation sur la base de la région identitaire garderaient des réserves vis-à-vis de ce nouvel Etat. Les « parochialistes » comportent un fort aspect conservateur antilibéral ce qui peut poser des problèmes avec des orientations plus novatrices dans la vision de la nation (par exemple

335 PUTNAM, Robert D. *Bowling Alone: the collapse and revival of American community*. New York (NY), Simon and Schuster, 2000. 541 p.

morale sexuelle ou immigration).
Ce type a pu être isolé au sein de trois électorats dans des proportions peu élevés. Il est absent de PC, compte 17% des électeurs du SNP, 7% des électeurs de la CSU et 8% des électeurs du VB.
Même si surtout le SNP doit prendre en considération ce groupe, il reste loin de pouvoir influencer de façon décisive la politique des partis (aussi parce qu'il connaît que peu de partis alternatifs).

Un troisième type au sein de la famille nationaliste est le nationaliste désaffecté ou apolitique. Il se caractérise en premier lieu par l'absence et le refus complet de l'identité centrale. Cette absence se trouve couplée à une très forte identité régionale. A cette image plutôt nationaliste il associe un intérêt presque inexistant pour la politique et une efficacité politique minimale.
On pourrait penser à un représentant de la famille protestataire, mais en prenant appui sur les constats des *nested identities*[336] nous pouvons nous opposer à cette vision. Car nous pouvons considérer comme établi que l'attachement à une entité a des effets positifs sur d'autres identités non-adverses et des valeurs de confiance et d'efficacité politique. Or si ceci pourrait être vraisemblable avec le faible niveau cohérent d'identité centrale et d'efficacité politique, la très forte identité régionale se démarque et s'oppose à cette analyse. Si les deux identités étaient des identités complémentaires (comme il est généralement le cas pour des identités imbriquées dans des Etats contemporains) l'identité régionale aurait dû être faible eu égard à l'inexistence de l'identité centrale et la très faible efficacité politique et nous avions eu affaire avec un représentant de la famille protestataire. Cette opposition diamétrale des deux identités nous dirige donc vers l'hypothèse de deux identités concurrentes. Dans le cadre analytique des *nested identities* ceci n'est possible que si conceptuellement les deux identités ne recouvrent pas (ou plus) des ensembles imbriqués (comme Français et Européen) mais des identités séparées (comme Tchèque et Slovaque), nous avons donc un indice pour un divorce identitaire comme l'opèrent les nationalistes entre identité régionale et centrale. Le Flamand n'est plus vraiment Belge et l'Ecossais n'est plus Britannique dans le sens classique.

Mais dans ce cas, que faisons-nous de l'intérêt inexistant pour la politique (qui va à l'encontre de la mobilisation cognitive nécessaire à une modification de l'identité nationale) et de l'efficacité politique minimale ? Il s'agit de bien se poser la question de nos mesures, car elles

336 HERB, Guntram H., KAPLAN, David H. *Nested Identities*. Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 1999. 343 p

mesurent l'efficacité politique dans le cadre du système politique actuel et l'intérêt pour la politique actuelle. Une personne qui n'attend plus rien de l'Etat-Nation actuel peut très bien considérer qu'il ne vaut pas la peine de s'intéresser à la politique actuelle. Elle n'apportera rien avant la prise en compte de la nation régionale et il n'y a aucun pouvoir dans l'actuel système entre les mains de citoyens (ou dans sa vision de sujets) comme lui, d'où la rationalité d'une efficacité politique si faible.

Nous avons ici un contretype du premier type de la famille nationaliste. Là où le pragmatique s'implique afin de changer le système politique dans une certaine direction et croit en son pouvoir d'influence sur la politique, le désaffecté a décidé de se retirer de la vie politique active en dehors de son vote presque rituel, car il n'a aucune confiance en les institutions, tout en gardant son identité nationaliste intact. Ce vote expressif et identitaire nécessite une grande précaution dans la gestion par les partis car si un autre parti peint mieux l'identité cet électeur pourrait devenir mobile. L'argumentaire utile n'est pas la probabilité de succès dans l'application du programme mais la valeur émotionnelle de l'attachement au pays.
Ce type est très fréquent au sein du SNP où il représente un électeur sur quatre et faiblement présent au sein du VB où seulement 7% des électeurs présentent ce type. Il n'a pas pu être localisé ni au sein de la CSU ni au sein de PC.

Le quatrième et dernier type de la famille nationaliste est celui des irrédentistes culturels. Ce groupe est endémique au VB dans notre analyse mais indique un groupe possible dans certaines configurations identitaires courantes au sein de partis que nous n'avons pu considérer à cause de leur taille restreinte. L'attribut culturel au titre d'irrédentiste est ajouté car nos mesures d'identification permettent de bien situer les allégeances culturelles mais assez peu la dimension politique car l'option politique irrédentiste (rattachement de la Flandre aux Pays-Bas et création de la Thiogne / *Dietsland*) n'a pas été incluse dans les réponses possibles sur la préférence institutionnelle de façon cohérente.

L'irrédentiste culturel se caractérise par une identité locale dominante, généralement plus forte que l'identité régionale. Sa solidarité principale se situe au-delà des frontières de l'Etat car il se sent plus proche d'un néerlandais que d'un belge francophone.
Il s'agit donc d'une personne très attachée à ses alentours immédiats pour qui la mobilisation cognitive nationale ne s'est pas opérée au sein d'une partie d'un Etat actuel (la Flandre) mais

bien davantage sur la base d'une communauté culturelle transfrontalière (*Dietsland*). La Flandre n'a pas de signification propre mais à partir de la liste proposée les unités locales sont préférées et la communauté flamande (agglomeré avec l'entité politique) prend une place de lointaine seconde.
Il prend une position décidément antisystème et particulièrement des symboles de l'Etat central. Une analyse séparé a montré que les irrédentistes représentent une partie deux fois plus importante que la moyenne de l'électorat VB (et plus de six fois plus important qu'au sein de l'électorat flamand) au sein du groupe qui n'a pas confiance en le roi. Cette institution purement cérémonielle montre peut être le mieux la défiance envers l'Etat Belge et l'idée même de la Belgique. Si la perte de confiance en les institutions actives (gouvernement, parlement, système judiciaire etc.) est potentiellement une critique du fonctionnement du gouvernement, la critique d'une institution dépourvue de tout pouvoir réel relève de l'ordre du symbolique et de l'idéologie. En conséquence le désaveu du symbole du roi est un désaveu de la Belgique comme idée et non une évaluation du fonctionnement réel de l'institution qu'est la Belgique.

L'irrédentiste se caractérise par un niveau d'autoritarisme élevé. Ce qui peut indiquer un souhait pour un Etat fort, mais aussi un degré élevé de conservatisme social et religieux.
Ce type ne recouvre que 5,5% des électeurs du VB et est inexistant au sein des autres électorats.
L'absence au sein des autres électorats s'explique facilement par l'absence de construction nationale transfrontalière. Il n'y a pas de nationalisme panceltique qui pourrait faire concurrence au nationalisme Gallois (voire même Ecossais) ou de nationalisme danubien qui ferait de la concurrence à l'identité Bavaroise.

Dans le cas flamand il y a la nation Thioise (*Dietsland*) qui est d'âge comparable au nationalisme flamand et est issue du même mouvement flamand du dix-neuvième siècle. Cette configuration d'une identité commune transfrontalière se présente souvent pour les minorités de petite taille qui ne pourrait procéder à une horizontalisation suffisante en se limitant à un seul Etat constitué (comme par exemple les germanophones d'Italie) sauf à se considérer comme partie intégrante du *Staatsvolk* de cet Etat. Dans ce cas un élargissement identitaire vers une nation entre deux Etats ou une adhésion au *Staatsvolk* d'un autre Etat peuvent être le résultat.

Ces électeurs présentent un problème particulier pour un parti ethno-régionaliste qui ne se situe pas au niveau irrédentiste de l'échelle De Winter car les demandes irrédentistes se situent généralement en dehors de tout cadre de légalité prévue ou imaginable pour un Etat souverain moderne. Les autres ambitions de restructuration de l'Etat que peut porter un parti ethno-régionaliste sont de leur côté potentiellement réalisables à partir de procédures qui ne sont généralement pas codifiées mais concevables (comme lors scission de la Tchécoslovaquie) ou balisées (par exemple par le Renvoi relatif à la sécession du Québec[337]), ce qui pourrait être un succès pour un autre nationaliste ne serait pour l'irrédentiste qu'un détour inutile (au mieux) voire une trahison (de son nationalisme). Le tout résidant dans le fait que le nationalisme de l'irrédentiste n'est pas celui des autres nationalistes, car sa communauté de référence, sa nation, n'est pas celle que prétend défendre un parti ethno-régionaliste non-irrédentiste.
Cette différence d'objectif fait de l'irrédentiste une composante très dangereuse dans l'entreprise de clarification des objectifs du parti à cause de cette optique très différente.

La famille nationaliste est une famille de convaincus de l'existence d'une nation régionale et qui demandent une réorganisation profonde de l'Etat. Il s'agit d'un groupe plus radical que les fédéralistes mais qui reste très focalisé côté programme ce qui permet de prévoir ses réactions. Elle tend vers des partis plus radicaux l'échelle De Winter d'un national-fédéraliste au sécessionniste.
En faisant le total de la proportion d'électeurs qui se comptent à un des types nationalistes nous pouvons observer des différences importantes. Seul 7% des électeurs de la CSU peuvent être décomptés dans cette famille contre 70% pour les électeurs du SNP avec le VB à 20,5% et PC à 38%.

4.3.2.3. Protestation

Le groupe de la protestation est hétéroclite à tous égards sauf en cas de considérer leur opposition au système politique actuel d'un côté avec en même temps leur absence d'adhésion mesurable au programme ethno-régionaliste. Il semble que leur vote est plus l'expression d'un désarroi avec les autres partis qu'une adhésion avec les partis ethno-régionalistes.

337 COUR SUPREME DU CANADA. Renvoi relatif à la sécession du Québec, 1998, 2 R.C.S. 217.

Ce groupe comporte trois types différents d'électeurs dont chacun est présent au sein de deux partis.

Tableau 4-9 Les composantes du groupe de la protestation au sein des électorats des partis ethno-régionalistes en %[338]

	PC	SNP	CSU	VB
Protestation				
Non-nationalistes désaffectés			8	17
xénophobes			19	17
non-nationalistes autoritaires de droite	13			11,5

Le premier type est celui des non-nationalistes désaffectés de la politique. Il se caractérise par un niveau d'efficacité politique faible et un attachement faible aux différents groupes. Somme toute son adhésion à différentes communautés est faible ce qui est consistent avec la théorie des *Nested Identities* et l'imbrication des identités. Ce type est donc le frère non-nationaliste du nationaliste désabusé qui, lui, ne correspondait pas au critère du lien positif entre différentes identités. Le non-nationaliste désaffecté est quelqu'un qui ne tisse aucun lien fort avec quelque communauté que ce soit. Il est dans une situation d'isolement perçue comme forte. Le refus de la politique établie est son unique motivation discernable dans le vote pour un parti ethno-régionaliste. Nous avons ici le prototype du vote antisystème qui ne croit plus en rien n'y personne et qui fait savoir cette détresse politique en votant en dehors du système en application de ce qui a été appelé la stratégie « de sortir les sortants » par les stratèges des mouvements politiques protestataires (en l'occurrence Pierre Poujade en 1955).

Ce type n'a pu être localisé au sein de PC et du SNP. Il représente un électeur VB sur six (17%) et 8% des électeurs de la CSU. Si la forte présence de ce type au sein du VB est entièrement attendue dans l'optique d'analyse du VB en tant que parti populiste qui ne se dément pas, les 8% de ce type de vote au profit de la CSU, du parti qui représente le pouvoir en Bavière, sont moins attendus. Il semblerait donc que malgré sa position de pouvoir la CSU soit capable d'attirer un électorat désabusé. On peut voir ici de lointaines réminiscences à l'expression de Franz-Josef Strauss de vouloir dominer l'espace aérien au dessus des tables de bistro (« *Wir wollen die Lufthoheit über den Stammtischen haben* ») qui avait pour but de

338 Les proportions se rapportent à l'électorat du parti ethno-régionaliste dans sa totalité. 11,5% de l'électorat du la VB est donc classifié comme non-nationaliste autoritaire de droite. Les cases vides représentent des types absents de l'électorat de ce parti.

capter un prétendu esprit de rébellion Bavarois au profit du parti.

Le second type est celui des xénophobes qui sont présents au sein de deux partis. Comme leur nom indique les membres de ce type se caractérisent par une forte xénophobie et une attitude négative vis-à-vis de l'immigration. Leur niveau d'efficacité politique est aussi globalement faible.

Le plus intéressant à noter est l'absence de marqueur identitaire caractéristique. Les xénophobes ne sont pas particulièrement attachés à la région ou l'Etat-Nation et ne confirment donc pas l'hypothèse qui voudrait qu'une identité forte ait comme conséquence un rejet plus accru de personnes hors-groupe, ils ne confirment pas non plus les résultats sur le lien entre nationalisme et xénophobie d'anciennes analyses factorielles sur le cas Français[339]. Nous pouvons voir ici une différence du moins au sein des partis ethno-régionalistes qui s'inscrivent clairement dans une vision nationaliste. La situation est complexe : les partis ethno-régionalistes (nationalistes) attirent des xénophobes mais ces xénophobes ne sont pas particulièrement nationalistes, alors que des résultats bien établies nous indiquent un lien idéologique d'une certaine forme de nationalisme et de xénophobie. Nos instruments de mesure ne permettent pas de distinguer les deux types de nationalisme et donnent une mesure composite des deux nationalismes. L'absence de marqueur nationaliste porte à assumer l'absence des deux nationalismes ou plus exactement à un niveau de nationalisme comparable à la moyenne de l'électorat du parti. Une analyse en termes de force du nationalisme semble donc inadéquate.

L'argumentation plus probable serait celle de passer par un lieu commun de l'analyse des partis de la droite populiste et extrême qui est celle du chauvinisme social. Une population avec un sentiment de danger social pratique la recherche d'un bouc émissaire pour se rassurer. Ce processus a été mis en valeur dans l'analyse de mouvements comme les *Republikaner* en Allemagne et du *Front National* en France. Il s'agirait dans ce cas d'un repli identitaire uniquement sur le plan de la frontière extérieure (le rejet de l'étranger) sans qu'il y ait pour autant une revalorisation de l'intérieur (les identités). Si ce modèle est applicable, et il n'y a pas de raison de l'exclure, le choix d'un parti ethno-régionaliste serait davantage fondé sur son caractère antisystème que sur son programme identitaire.

Dans le cas d'une explication de position antisystème les xénophobes seraient un électorat

339 MICHELAT, Guy, THOMAS, Hubert Jean-Pierre. *Dimensions du nationalisme : enquête par questionnaire, 1962*. Paris : Collin, 1966, 184 p.

presque entièrement flottant qui sera difficile à garder au sein d'un parti ethno-régionaliste une fois que ce parti ne sera plus considéré comme un parti antisystème. Il faudrait alors mobiliser ce groupe à partir d'un programme et d'une rhétorique spécifique voire construire un lien entre identité ethno-régionale et xénophobie dans le positionnement du parti afin de stabiliser le soutien de ce type d'électeur.

Les xénophobes n'ont pas pu être mesurés au sein de PC et du SNP. Ils représentent 17% de l'électorat VB et 19% de l'électorat CSU. Si la force de ce groupe au sein du VB qui s'analyse aussi en tant que parti de l'extrême droite populiste et xénophobe ne surprend pas, la force de ce groupe idéologiquement antisystème au sein de la CSU qui représente presque parfaitement l'establishment Bavarois demande une explication. Celle-ci peut venir de l'ambition et la réalisation sur le point de la rhétorique de campagne de l'ambition de la CSU de représenter l'aile droite légitime en Allemagne. Franz-Josef Strauss a laissé deux formulations distinctes de cette ambition d'un côté « *Rechts von uns darf es keine demokratisch legitimierte Partei geben* » (~ Il ne doit pas y avoir de parti démocratique sur notre droite) et de l'autre « *Rechts von uns ist die Wand* » (~ A notre droite se situe le mur) qui toutes les deux affichent une volonté d'inclusion politique d'individus de droite en dehors de ceux qui sont naturellement attirés vers un parti de conservatisme chrétien. En gardant d'un côté l'esprit de la *Volkspartei* avec son caractère de soutien au système politique cette stratégie ouvre de l'autre la possibilité de cibler quelques messages envers des groupes qui seraient dans d'autre cas enclins à voter plus à droite (parti populiste de droite ou d'extrême droite) afin de garder à sa droite le mur tout en excluant de donner quelque forme de légitimité à une structure à sa droite (la limitation de l'existence de partis à sa droite). Cette ambition semble pouvoir se réaliser car le groupe des xénophobes a été intégré à un parti aussi modéré que la CSU.

Le troisième et dernier type au sein de la famille protestataire est celui de non-nationalistes autoritaires de droite qui ont été localisés au sein de deux partis. Ils se caractérisent par un fort autoritarisme et un positionnement à droite sur la politique économique. Sur le plan politique ils sont en faveur d'un Etat central fort. Cette dernière position qui est en opposition complète avec le cœur du programme d'un parti ethno-régionaliste montre clairement que le vote d'un membre de ce groupe pour un parti ethno-régionaliste n'a que très peu de lien avec le programme officiellement affiché par le parti.

La centralisation du pouvoir correspond avec la volonté de retour à une société plus

hiérarchique et vu que les questions qui ont contribué à l'échelle gauche-droite étaient principalement des questions sur la distribution de richesses économiques une moins grande redistribution est aussi en conformité avec une idée d'une société plus ordonnée et plus hiérarchique.
Si cet électorat est attiré par un parti ethno-régionaliste il ne l'est donc assurément pas par son cœur de message qui est la réorganisation décentralisante de l'Etat, vu qu'il n'y pas seulement neutre mais opposé il ne peut seulement le considérer comme un véhicule de montrer son désaccord avec une politique trop peu autoritaire ou trop déstructurante.
Ce type représente 11,5% de l'électorat VB et 13% de l'électorat PC. Il n'est pas localisable au sein de la CSU ou du SNP.

Le groupe des protestataires se démarque par son absence complète d'adhésion au concept cœur de la définition du programme d'un parti ethno-régionaliste selon De Witner qui est de postuler la différence irréductible d'une catégorie de la population et de demander une réorganisation du système politique national afin de prendre en compte cette différence. Les différents membres de ce groupe ne se considèrent pas particulièrement membre de ce groupe spécifique et ne prennent pas position pour un réaménagement du système de gouvernement voire se situent même en parfaite opposition pour certains types. Afin d'expliquer l'adhésion au parti nous pouvons donc exclure un vote expressif ou identitaire, mais nous avons au moins trois autres pistes.
D'un côté nous pouvons supposer un effet d'une allégeance partisane acquise au début de sa vie politique et qui perdure malgré une réorientation politique. Plusieurs points contreviennent à cette hypothèse. En premier lieu aucun des partis n'est devenu ethno-régionaliste pendant son histoire, mais chacun a été ethno-régionaliste depuis le début, une dissonance éventuelle aurait donc déjà existé au moment de l'adhésion au parti et nous devrions nous poser la question des raisons de l'adhésion historique. Sauf à considérer que l'identité politique est plus stable que l'identité nationale cela ne ferait que renvoyer le problème sur lui-même. En second lieu l'émergence des partis ethno-régionalistes est relativement récente au moment des enquêtes (entre 15 et 30 ans) une adhésion structurelle serait en conséquence très jeune et exclurait les populations les plus âgés de ce groupe. Aucun type du groupe ayant une structure d'âge qui exclurait les tranches supérieures (55-64 ans et 65 ans et plus), nous pouvons supposer que cette hypothèse est très peu probable.
La deuxième hypothèse serait un effet d'adhésion sur fond d'un autre aspect du programme

considérant que les partis ethno-régionalistes ne sont pas monothématiques et peuvent constituer une alliance de courants nettement plus large que le seul sujet identitaire. Cette hypothèse est mise à mal par la largeur de l'éventail programmatique de notre échantillon de partis et la proximité des différents types identifiés au sein de plusieurs partis qui représentent la distance maximale sur ce point. Si le même type d'électeur s'identifie tant avec PC un parti qui peut se classer dans une forme de gauche postindustrielle si on exclut son caractère ethno-régionaliste tant avec le VB qui peut sans problèmes être considéré comme un cas d'école d'un parti de l'extrême droite populiste et xénophobe, il semble peu probable qu'une adhésion programmatique puisse se fonder ailleurs que sur le plan de l'ethno-régionalisme.
La troisième hypothèse découle de la position de parti entrant et de parti hors-système qui caractérise jusqu'à un certain point tous les partis de notre enquête. Il s'agit dans ce cas d'un vote par défaut, d'absence d'adhésion à un autre parti et une volonté de voter contre le système politique. La position régionaliste des partis s'avère ici être un atout de taille car il est presque toujours possible de dépeindre le système comme celui des partis nationaux qui agissent dans la capitale de l'Etat-Nation et de garder une position extérieure à ce système comme réussit à le faire la CSU tout en étant le pilier principal du système politique bavarois.

La taille de la famille protestataire est très différente au sein des partis et change aussi en fonction de l'intégration dans le système politique. Si ce groupe semble complètement absent du SNP qui est à l'époque des enquêtes le gouvernement en attente de l'Ecosse et représente de ce fait une composante importante du système le groupe protestataire culmine à plus de 45% de l'électorat du VB qui est le réservoir du refus du système en Flandres dans son isolement coupé de toute perspective de pouvoir. Les protestataires représentent 13% au sein de PC et 27% au sein de la CSU, nous avons déjà tenté d'apporter des éclaircissements sur la très forte présence de ce groupe au sein de la CSU lors de la discussion des différents types. Pour PC la position d'opposition au système est maintenue encore pendant la période d'enquête à partir de la relative force de Labour (qui ne laisse ouverte aucune alternative de pouvoir à court et moyen terme) au niveau local et l'absence d'influence de PC au niveau national.
Ce groupe est relativement volatil une fois l'intégration au système réalisée (comme montre son absence au SNP). Il nécessite à ce moment une communication très ciblée et crédible de non-conformisme et de populisme antisystémique qui peut s'avérer être très difficile à maintenir et même peu souhaitable si un parti désire acquérir une certaine respectabilité afin

de pouvoir engager un processus de négociation ouvrant la voie au cœur programmatique qui reste l'aspect ethno-régionaliste de réorganisation du système de gouvernement.

4.3.2.4. Contestation

Le dernier groupe de types d'électeurs que nous avons pu isoler est celui de la contestation. Le point commun entre les trois types composants ce groupe est la remise en question radicale du système politique actuel. En dehors de ce point les trois types ne partagent virtuellement rien.

Néanmoins à partir de ce point nous pouvons dégager des attitudes et des engagements proches. Au lieu de rester en désarroi devant un système qui leur déplaît (comme les protestataires) les contestataires se mobilisent pour un système qui leur est plus souhaitable et semblent prêts à devenir actifs pour faciliter son avènement.

Tableau 4-10 Les composantes du groupe de la contestation au sein des électorats des partis ethno-régionalistes en %[340]

	PC	SNP	CSU	VB
Contestation				
Rooted Cosmopolitans	28	14	17	5
Révolutionnaires nationalistes				5
Jeunes nationalistes radicaux				13,5

Le premier type (*Rooted Cosmopolitans*) est le seul type que nous avons pu localiser au sein de tous les partis étudiés, les deux autres (nationalistes révolutionnaires et jeunes nationalistes radicaux) sont dans notre analyse endémique au VB. Aussi bien les *Rooted Cosmopolitans* que les nationalistes révolutionnaires présentent dans notre analyse un nombre très élevé de traits caractéristiques alors que les jeunes nationalistes radicaux ont la particularité d'être le seul groupe à avoir un trait caractéristique qui n'a pas contribué à la création de la matrice factorielle dont sont déduits axes et types.

340Les proportions se rapportent à l'électorat du parti ethno-régionaliste dans sa totalité. 28% de l'électorat de PC est donc classifié comme *Rooted Cosmopolitan*. Les cases vides représentent des types absents de l'électorat de ce parti.

Notre premier type au sein de ce groupe est celui des *Rooted Cosmopolitans*. Ce qualificatif est emprunté à Sydney Tarrow[341] qui l'a développé dans le contexte de l'analyse des mouvements sociaux sans pour autant l'y limiter. Tarrow considère que le slogan d'ATTAC représente l'état d'esprit des *Rooted Cosmopolitans* : « *Think global, act local* ». Les *Rooted Cosmopolitans* portent des valeurs à vocation globale (au sein des mouvements sociaux par exemple le tiers-mondisme ou l'environnementalisme) mais agissent au niveau local (e.g. magasin de tiers-monde, participation à la planification urbaine). Tarrow ne limite pas ce groupe à l'époque actuelle mais prend aussi comme point de référence certains membres de la communauté juive de New York de l'Entre Guerres. A partir d'un but à portée internationale (création d'un Etat Juif en Terre Sainte) certains procédaient à la collecte de fonds pour des projets de colonisation qui ne constituaient que les tous premiers pas vers un but qu'aucun des participants à Brooklyn ne pouvait espérer voir de ses propres yeux. Néanmoins cet état d'esprit et l'activité à longue haleine située dans un champ d'action accessible est très comparable à celui des participants dans les mouvements internationaux actuels.

Cet état d'esprit s'associe facilement avec une certaine orientation fondamentale de valeurs : celle que Ronald Inglehart a décrit comme les valeurs post-matérialistes[342]. Il s'agit d'individus qui portent moins attention à la sécurité physique et matérielle mais à des objets plus abstraits comme la participation politique de toute la population, la protection de l'environnement ou les droits humains (principalement liberté d'expression, mais aussi d'autres). Ces priorités comportent un aspect qui se conjugue très bien avec les concepts ethno-régionalistes : la participation politique qui englobe aussi le concept de décentralisation du pouvoir. Cette décentralisation de pouvoir fait partiellement écho à Dahl[343] qui fait reposer le concept de démocratie sur la polycentricité du pouvoir (sa non-concentration). Comme Dahl, Inglehart fait généralement reposer ce concept de démocratie et la participation large sur une décentralisation sociale (la polyarchie de Dahl, la participation de tous les citoyens chez Inglehart) mais nous pouvons aussi en prendre une acceptation spatiale qui serait de renforcer les niveaux de gouvernement plus proches des individus et plus accessibles. Cette acceptation est synchrone avec la devise que Tarrow donne pour les *Rooted Cosmopolitans* qui place

341 TARROW, Sydney G. *The new transnational activism*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2005. 258 p.

342 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. 482 p.

343 DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. New Haven (CT), Yale University Press, 1971. 257 p.

l'action au niveau local et la pensée au niveau global. La fusion de ces deux concepts a pour résultat une volonté de rapprocher les décisions du citoyen par un transfert de pouvoirs vers des unités plus petites, plus locales avec comme but de rendre ces décisions plus influençables par les citoyens afin de réaliser une orientation de valeurs plus tournée vers des concepts non-matériels (environnement, droits humains etc.). Dans ce cas une orientation ethno-régionaliste (décentralisation spatiale) serait une partie instrumentale dans le but de réaliser des priorités post-matérialistes de forme (participation / décentralisation sociale) et de contenu (droits humains, environnement, développement humain).
La partie *Rooted Cosmopolitans* se traduit par une forte identité locale (l'aspect enraciné) avec en même temps une ouverture sur le monde extérieure (l'aspect cosmopolite) mais aussi un fort intérêt politique (l'activisme).

Le profil réel des électeurs de ce type est conforme à cette conceptualisation.
En premier lieu ces électeurs se caractérisent par leur demande de réorganisation profonde de l'Etat. Cette demande fait écho à la définition d'un parti ethno-régionaliste de De Winter ce qui situe ce type d'électeur bien dans la famille ethno-régionaliste. Les demandes formulées par les électeurs de type *Rooted Cosmopolitans* sont relativement radicales se situant au niveau de l'indépendance au sein de l'Union Européenne ou en dehors ou au minimum à celui d'une bien plus forte décentralisation du pouvoir.
En second lieu ces électeurs portent un fort ou très fort intérêt à la politique. Ils se distinguent sur ce point de la plupart des autres groupes qui se composent de populations aux profils plus divers ce qui atténue le caractère de l'intérêt politique dans leur description. Cette propension nettement discernable à un intérêt pour la politique fort nous montre donc une spécificité de ce groupe.

En reprenant les conceptualisations d'Inglehart[344] ceci pourrait même constituer une mesure d'une condition préalable à la transition de valeurs vers un état de valeurs post-matérialistes à travers un processus proche de la mobilisation cognitive à travers une implication intellectuelle plus forte dans le processus politique (l'intérêt pour la politique que nous avons mesuré) associé à un niveau d'éducation plus élevé qu'historiquement[345] (que nous ne

344 INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization : cultural, economic and political change in 43 societies*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1997. 453 p.
345 THOMASSEN, Jacques (ed.) The European Voter : a comparative study of modern democracies. Oxford(UK): Oxford University Press, 2005. 347 p. montre dans ses analyses que ce lien est nettement plus complexe sur le plan statique que diachronique

pouvons mesurer avec l'horizon temporel dont nous disposons) et une affiliation partisane plus faible. En accord avec la plupart des modélisations de l'identification partisane traditionnelle[346] nous considérons l'identification avec un parti qui ne constitue pas une composante classique du système politique une identification faible. Une identification avec un parti mineur ne constitue pas un outil d'orientation politique fort dans un système politique essentiellement bipolaire (suivant le dernier clivage Rokkanien entre intérêts ouvriers et bourgeois). Dans cette optique toute identification avec un parti ethno-régionaliste (notre échantillon) constitue une affiliation partisane faible, car elle se porte sur un parti relativement récent et d'opposition relative au système de mobilisation le long du clivage Rokkanien bourgeois-ouvrier, exception partiellement faite de la CSU qui constitue un tel parti de pouvoir structurel que sur ce point une identification avec la CSU ne peut être une identification faible.

Ce processus constitue une étape importante dans le processus décrit par Inglehart vers un état d'esprit et de valeurs post-matérialistes.

Il n'est en conséquence pas surprenant de pouvoir caractériser l'électorat des *Rooted Cosmopolitans* par leur postmatérialisme. Les représentants de ce type se caractérisent effectivement par un niveau de postmatérialisme particulièrement élevé comme nous avons pu l'attendre à partir de la conceptualisation préalable et l'interprétation des résultats concernant l'intérêt politique.

Le quatrième point caractéristique de ce type mérite des explications un peu plus longues, car il s'avère que les électeurs du type *Rooted Cosmopolitan* sont aussi plus favorables à l'intégration européenne que les autres partisans du même parti et l'électorat en son ensemble. Le contenu spécifique de cette mesure varie selon les pays (au Royaume-Uni la non-remise en question des pouvoirs de l'Union Européenne depuis les traités de Maastricht et d'Amsterdam constitue déjà une position europhile, tandis qu'en Allemagne le souhait d'une union politique est nécessaire à l'obtention de ce qualificatif) mais elle exprime dans tous les pays une ouverture plus grande envers le concept et le processus d'intégration que l'opinion moyenne.

Cette ouverture pourrait être assez peu attendue dans le cas d'un partisan de la création d'un Etat plus petit et d'une décentralisation du pouvoir vers des entités plus locales dans une vision à une seule dimension. Néanmoins en prenant en compte la description des *Rooted*

346 BUDGE, Ian, CREWE, Ivor, FARLIE, Dennis J. (eds.) *Party identification and beyond : representations of voting and party competition*. London, J. Wiley & Sons, 1976. 393 p.

Cosmopolitans de Tarrow et les valeurs qui forment le postmatérialisme d'Inglehart nous pouvons voir une articulation logique qui, une fois énoncée, paraît presque naturelle. Les deux aspirations visent d'un côté un ordre plus global, car une partie des valeurs post-matérialistes ne peuvent se réaliser qu'au sein de grandes unités de décisions (protection de l'environnement) et / ou portent un caractère universel (Droits de l'Homme). Ces buts sont compatibles et avantagés par des unités politiques plus unies comme pourrait l'être une structure politique européenne unifiée. Inglehart a mis en valeur la corrélation entre valeurs post-matérialistes et volonté d'intégration européenne lors de ses premières études dans les années 1970[347]. Il y a proposé comme autre explication pour cette corrélation l'absence de certains réflexes nationalistes, particulièrement les peurs matérielles liées à la guerre, dans les générations les plus jeunes et les plus fortement post-matérialistes (celle des Baby-Boomer qui étaient alors les plus jeunes et les seules sans expérience de guerre ou autre profonde crise économique et sociale). Comment donc réconcilier des objectifs qui par essence demandent des cadres d'action très grands (voire globaux) ce qui implique un soutien aux grands ensembles politiques et une volonté de création d'entités politiques plus petites (programme ethno-régionaliste et position des électeurs du type) ?

Il s'agit du mot d'ordre que Tarrow emprunte à ATTAC « *Think Global, act local* ». Pour rendre réelles les valeurs post-matérialistes (c'est à dire entre autres: égalité des sexes, participation politique, protection de l'environnement local) un échelon de gouvernement plus proche des citoyens qui permette un rapprochement de prise de décision et d'action et un échelon plus global pour le volet planétaire (e.g. Droits de l'Homme, réchauffement climatique). Ceci se rapproche du concept de subsidiarité que s'est donnée l'Union Européenne (prendre toute décision au niveau le plus bas approprié et à efficacité égale privilégier l'échelon inférieur) appliqué sur une échelle qui inclut explicitement la région. De plus De Winter a bien mis en évidence que l'intégration européenne a partiellement réduit le coût éventuel de l'indépendance pour une région au sein de l'Union Européenne grâce aux différentes coopérations existantes (p.e. le marché unique et l'accord de Schengen) et l'ordre juridique qui se sont développés en son sein ou à l'extérieur[348]. Ceci permet de supposer une appréciation de l'intégration européenne par certains ethno-régionalistes dans une vision plus

347 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. 482 p.

348 DE WINTER; Lieven. *The impact of European integration on ethnoregionalist parties*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 2001. 45 p.

instrumentale, de facilitation de l'indépendance à travers l'intégration européenne.

Les deux derniers aspects du type d'électeur que nous avons qualifié de *Rooted Cosmopolitan* complètent les tableaux des postmatérialistes enracinés mais avec une vision grand-ouverte sur le monde extérieur. Il s'agit du faible niveau d'autoritarisme et du faible niveau de xénophobie. Si nous retournons à la base de la théorie d'Inglehart il note comme composante principale du développement de valeurs post-matérialistes l'absence de chocs négatifs (et de privations) pendant la période formatrice de l'individu. En reprenant les théories plus anciennes et plus générales d'Adorno sur la personnalité autoritaire[349] nous pouvons voir qu'il se focalise sur la même période de vie de l'individu. Dans une certaine mesure les évènements et influences qu'Inglehart voit comme ne permettant pas de développement de valeurs postmatérialistes (crises, privations, insécurité matérielle et physique) sont partiellement celles auxquelles Adorno attribue la gestation d'une personnalité potentiellement autoritaire (privations, violence physique) ou celles qui y sont liées. Le résultat est donc relativement attendu et les indicateurs mesurés décrivent deux effets qui partagent une large partie des causes.

La faible xénophobie peut être expliquée par certaines autres mesures dont on peut généralement admettre qu'elles ne sont pas entièrement indépendantes comme l'opinion favorable par rapport à l'intégration européenne (l'opinion envers l'Europe et les étrangers étant souvent corrélée). Il est aussi possible de la considérer comme conséquence de la personnalité autoritaire (Adorno traite la xénophobie tantôt comme une conséquence de la personnalité autoritaire, tantôt comme une partie intégrante du syndrome). Ceci permet d'attendre un niveau moins élevé à partir d'expériences empiriques et de construction des fondations théoriques.

Au total le profil général du *Rooted Cosmopolitan* observé est extrêmement proche (sinon identique si nous supposons les tendances des observations comme étant des réalités dures) de la description que nous a livrée Tarrow[350] enrichie des réflexions d'Inglehart[351], tout en restant

349 ADORNO, Theodor Wiesengrund et al. *The Authoritarian Personality*. New York, Harper and Row, 1950. 989 p.
350 TARROW, Sydney G. *The new transnational activism*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2005. 258 p.
351 INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. 482 p.

clairement un type d'électeur ethno-régionaliste, non seulement par le choix du parti mais aussi par le positionnement dans le débat sur l'évolution administrative éventuelle de la société.

Ce type est présent au sein de chacun de nos partis étudiés bien que d'importance très différente. Il représente plus du quart des électeurs de PC (28%) mais seulement un électeur du VB sur vingt (5%). Au sein du SNP et de la CSU il représente entre un électeur sur sept et six (14% et 17% respectivement). Malgré les différentes orientations politiques en général des partis, ce groupe avec un corpus de valeurs et orientations exigeant peut être localisé au sein de chacun des partis. Il n'est non seulement le seul type universellement présent au sein de nos cas mais aussi un de ceux qui donnent le plus d'orientations de valeurs, car il est en même temps le seul à prendre une position spécifique sur le champ du post-matérialisme et aussi de l'intégration européenne. Cette caractérisation complète et sa dissémination presque universelle lui confèrent une position particulière : jusqu'à présent nous n'avons vu de parti ethno-régionaliste sans lui.

Le deuxième type de la famille contestataire constitue d'une certaine façon une réflexion à travers un miroir sombre du premier type. Il s'agit d'un type rare et apparemment endémique au VB sur notre échantillon, mais qui peut constituer un type d'électeur aussi bien ethno-régionaliste que contestataire. A partir de son profil il a été appelé révolutionnaire national.
Il représente la version sombre du nationalisme et du nouvel activisme. Sur le plan identitaire il est très nationaliste comme l'indique la très forte propension de se déclarer fier (ou très fier) de son peuple. Il n'a pas de position caractéristique sur l'évolution institutionnelle mais il oppose un refus catégorique au système démocratique et ses institutions (ces dernières ont été incluses à titre illustratif dans l'analyse flamande, car faute d'équivalents fonctionnels nous n'avons pas pu établir un protocole de comparaison). Il a donc une vision encore plus radicale de l'Etat futur souhaité qui reste imprécise mais dont certains points transparaissent à travers les positions typiques à d'autres thématiques.

Du côté des valeurs et attitudes notons en premier lieu une propension à afficher des valeurs post-matérialistes, donc de priorités qui ne concernent pas directement le bien-être matériel ou la sécurité physique. Il n'est donc pas concentré sur des problèmes d'emploi ou d'insécurité publique. Sur le plan des politiques économiques il se situe à gauche (relatif à l'électorat) et

est donc favorable à une plus forte intervention de l'Etat et une plus grande redistribution des richesses. En troisième lieu il affiche un niveau d'autoritarisme supérieur à la moyenne.

Il s'agit donc sur le plan des valeurs d'un autoritaire de gauche, qui apprécie quand l'ordre et les hiérarchies sont respectés et la richesse redistribuée mais dont les sujets de préoccupation ne sont pas les sujet très matériels ce qui a laissé supposer l'orientation politique mais qui se préoccupe davantage des valeurs d'expression de liberté et d'objectifs plus idéels et abstraits. Le concept de postmatérialisme ne se limite pas uniquement à la protection de l'environnement et la liberté d'expression et le questionnaire belge (le groupe étant endémique il est légitime et dans ce cas très utile de prendre en compte les différents modules) a permis un choix relativement large qui permettait de prendre en compte d'autres aspects. Il y a par exemple un item qui stipulait que le répondant considérait comme important de donner à la population plus de pouvoir dans les décisions locales et sur les lieux de travail, ce qui peut s'articuler de façon très intéressante avec une orientation de gauche en politique économique, un autre item demandait la création d'une société dans laquelle les idées auraient plus de valeur que l'argent. Cet appel clairement antimatérialiste et pro-idéologique peut se marier avec un nombre d'autre idéologies tout en restant en même temps clairement non-matérialiste et conforme au modèle complet du post-matérialisme qui ne voit pas les biens matériels comme sa première priorité.

En dehors du monde des idées le révolutionnaire national se distingue aussi par son répertoire d'action politique ou du moins les actions acceptables dans son répertoire. Il se caractérise par une forte acceptation de l'action politique non-conventionelle ce qui dans le questionnaire belge utilisé est très vaste incluant la manifestation non-pacifique, la grève sauvage et la violence politique. Même si l'indicateur composite ne permet pas de déterminer exactement quelle forme d'action est acceptable pour chaque membre du groupe, le niveau global nettement supérieur à la moyenne permet de supposer que les activités les plus acceptables (comme une manifestation pacifique) soient acceptables à toutes les personnes qui acceptent des activités moins acceptables (comme une manifestation violente). La construction d'une échelle d'attitudes serait possible pour les faibles degrés de participation non-conventionnelle mais les degrés supérieurs ne présentent pas de structure entièrement cohérente. Nous ne pouvons donc préjuger laquelle des activités non-conventionnelles peu acceptables est celle que les révolutionnaires nationaux pensent légitimes mais nous pouvons supposer qu'au delà des activités les plus acceptables ils disposent d'un certain répertoire d'actions peu

acceptables par de larges couches de la société.

Nous disposons donc d'un portrait robot très détaillé qui dégage une certaine clarté. Le révolutionnaire nationaliste est en premier lieu empreint de ce que dans la terminologie de Kohn[352] nous pouvons appeler un nationalisme oriental : une idée exclusive et excluante fondée sur un sentiment de supériorité de son propre peuple (mesurée par la fierté dans nos données) et un rejet des autres peuples considérées comme inférieures (mesuré par l'indicateur de xénophobie dans nos données). Kohn fait le lien direct avec l'idéologie du *Blut und Boden*, le fondement de la propagande nationaliste du nazisme, qui par la dévalorisation des peuples alentours a contribué à rendre les horreurs de la période possible. Nous n'irons pas aussi loin en associant le révolutionnaire national avec le nazisme, néanmoins un certain parallélisme avec le fascisme reste indéniable.

En dehors de ce nationalisme xénophobe il y a l'orientation de gauche sur le plan de la politique économique qui distingue aussi bien notre électeur que la base fasciste de la droite nationaliste xénophobe classique, généralement bourgeoise ou agrarienne (telle que le représenté par *Ostelbien*, cette partie de l'Allemagne à l'est de l'Elbe que la gauche aussi bien socialiste que catholique ou libérale allemande du début du vingtième siècle avait coutume de désigner comme son plus grand adversaire). Cette différence d'orientation économique qui a ouvert la classe ouvrière au fascisme dans l'Entre Guerre[353], se reflète aussi ici avec une association d'une économie plus dirigée avec une orientation xénophobe.

Mais le plus important parallèle est le caractère révolutionnaire aussi bien de notre électeur que du fascisme. Il ne s'agit pas de préserver ou rétablir un ordre ancien mais bien d'établir un ordre nouveau non-démocratique et par des moyens hors du cadre institutionnel légitime. Pour le révolutionnaire national ceci se lit à partir de son refus du système démocratique et son acceptation de modes d'action non-conventionnels potentiellement violents (mais au minimum peu acceptables) pour le fascisme historique nous pouvons nous reporter aux textes programmatiques[354] qui expriment bien cette volonté de balayer l'ordre ancien et le remplacer par un ordre nouveau. C'est de ce point que nous dérivons le qualificatif révolutionnaire pour notre type, car il est non seulement radical dans le sens qu'en donne le Bundesamt für Verfassungschutz[355], donc qu'il veut profondément modifier l'ordre établi, mais aussi

352 KOHN, Hans. The idea of nationalism : a study in its origins and background. New York (NY), Macmillan, 1946. 735 p.

353 cf. SCHIEDER, Wolfgang (ed.). *Faschismus als soziale Bewegung: Deutschland und Italien im Vergleich*. Hamburg, Hoffmann und Campe, 1976. 211 p.

354 cf. HITLER, Adolf. *Mein Kampf*. München, Zentralverlag der NSDAP, 1936. 781 p. et plus particulièrement la première partie qui analyse très violemment la situation et montre le dédain pour tout l'ordre établi

355 HEINEMANN, Mirko. Wirrwarr der Begriffe : der Unterschied zwischen Radikalismus, Extremismus und

extrémiste, car il se situe pour y parvenir en dehors du cadre de la société libérale établie (refus de la démocratie et action politique non-conventionnelle en dehors des activités à faible intensité devenus acceptables).

Mais si ses buts et ses méthodes sont révolutionnaires, il l'est aussi sur le plan des aspirations plus générales : les valeurs post-matérialistes. Sur ce point il est totalement en dehors du champ de vision du fascisme historique. S'il refuse la démocratie comme méthode et comme valeur il ne le fait pas seulement par une vision autoritaire mais aussi dans une aspiration vers des valeurs plus transcendantes: il est un autoritaire xénophobe, nationaliste et idéaliste. Cette structure surprenante le rapproche du type que nous avons appelé son frère : les *Rooted Cosmopolitans*. Si ceux-ci ont adoptés les nouveaux modes d'action et de réflexion dans une vision généralement progressiste, les mêmes procédés sont remplis par le nationaliste révolutionnaire de façon différente. Cet investissement du répertoire associé à la gauche alternative et radicale par l'extrême droite a été analysé par le Bundesamt für Verfassungsschutz allemand[356] comme une tentative de modernisation de ces mouvements et un signe d'un glissement des motivations dans la participation d'une réaction à une menace matérielle dans les années 1980 vers un engagement fondé sur des valeurs plus abstraites et de prime abord plus fortement associés à gauche[357]. Dans nos données la différence entre les deux types sur le plan de l'action politique reste néanmoins importante, car l'action très non-conventionnelle reste du domaine du révolutionnaire tandis que la radicalité du *Rooted Cosmopolitan* se limite à demander des changements au sein d'un système démocratique par les voies acceptables du système.

Ce type est endémique au VB et y représente seulement un électeur sur vingt (5%). Etant le seul parti à tendances extrémistes (dans la définition du *Bundesamt für Verfassungsschutz*) le VB est le seul parti suffisamment antisystème pour pouvoir accommoder un tel groupe même sans prendre en compte l'histoire du nationalisme flamand et son association avec le fascisme et le nazisme avant, pendant et après la Seconde Guerre Mondiale, il n'est néanmoins pas exclu que des individus à opinions semblables se situent dans d'autres mouvements nationalistes mais en dehors des partis ethno-régionalistes (donc au sein de l'extrême-droite).

Populismus. In *Das Parlament*, No. 45, 2005.

356 BUNDESAMT FÜR VERFASSUNGSSCHUTZ. *Verfassungsschutzbericht 2008*. Berlin, Bundesministerium des Innern, 2009. 404 p.

357 Rechtsextremistische Bestrebungen und Verdachtsfälle. In BUNDESAMT FÜR VERFASSUNGSSCHUTZ. *Verfassungsschutzbericht 2008*. Berlin, Bundesministerium des Innern, 2009. p. 52- 144

Le troisième type au sein de cette famille est nettement moins haut en couleurs que les deux premiers. Comme le second il est endémique au VB. A l'inverse des deux autres types de ce groupe il est caractérisé par assez peu de positions et il est caractérisé par une variable sociodémographique qui n'a pas participé à la création des facteurs le long desquels la typologie a été créée. Nous avons choisi de l'appeler le jeune nationaliste radical.

Le point le plus caractéristique de ce groupe est sa forte xénophobie il s'agit d'un acte de rejet d'autrui qui s'associe aussi avec une forte identité régionale. Il s'agit d'une identité fermé et à priori défensive. La radicalité vient de la combinaison d'une affirmation identitaire forte et de la xénophobie dont la conjonction permet un cercle vicieux de retour auto-renforçant : toute valorisation de la communauté régionale est en même temps une dévalorisation de l'étranger et toute dévalorisation de l'étranger est une revalorisation de la communauté régionale. Nous nous trouvons face à un exemple de plus forte intensité de Winston Parva[358] où chaque valorisation du groupe des établis et chaque dévalorisation du groupe des étrangers contribuait à renforcer les idées reçues sur chacun des deux groupes et stabilisait la structure idéologique du groupe dominant. Cette chaîne d'effets auto-renforçant contribue de plus non seulement à l'unité idéologique mais aussi à l'unité réelle et matérielle du groupe d'établis.

Il est important de noter que cette structure d'attitudes transcende les autres lignes de fractures internes du parti (structure politique souhaitée, autoritarisme, efficacité politique, politique économique etc.) et se constitue donc de façon indépendante par rapport à une large partie des débats au sein du parti. Malgré tout une partie de la structure sociale structure cette classe, sans que les aspects de structure sociale aient été mis à contribution pour la création de la matrice, se trouve être une bonne description de la classe : il s'agit de l'âge peu élevé (18-24 ans) des individus associés à ce type.

La jeunesse associée à ces deux valeurs (xénophobie et nationalisme) qui peuvent former un système auto-renforçant permet de dégager un potentiel de radicalisation considérable dans le temps long. Ce type peut être considéré comme un autre type en gestation car il se limite à une jeune génération et présente des caractéristiques qui appellent une évolution (renforcement des attitudes qui pourront ouvrir d'autres aspects idéologiques). Sa quasi limitation à une génération ouvre un débat semblable à celui pour les deux précédents types : celui des expériences pendant la période formatrice. A cause du cumul des données la cohorte des 18-24 ans peut recouvrir des années de naissance de 1967 (24 ans en 1991) à 1985 (18 ans

358 ELIAS, Norbert, SCOTSON John L. *The Established and the Outsiders: a sociological enquiry into community problems* (2nd ed.). London, Sage, 1994. 199 p.

en 2003) ce qui constitue une génération complète. Néanmoins les membres du type en 1991 seraient tendanciellement en dehors de ce type en 2003 (ayant un âge entre 30 et 36 ans). Cette catégorie de jeunesse idéologiquement réduite à sa plus simple mais plus solide expression peut aussi marquer l'entrée dans le mouvement qui au fil du cycle de vie de l'individu résulte par une politisation au sein du parti au classement dans un autre type. Devant la longueur de la période ceci paraît plus probable même si l'absence de données de panels solides nous empêche de valider cette hypothèse.

Ce groupe est endémique au VB mais représente plus d'un électeur sur huit (13,5%) en son sein et peut, rien que par sa taille, avoir une influence considérable sur son orientation politique. Les données ayant un certain âge, nous pouvons voir l'ascension de Filip Dewinter comme un signe du pouvoir de ce type d'électeurs (et adhérents) au sein de la structure du parti[359], cette jeunesse avec un nombre de caractéristiques restreint mais hautement cohérentes entre elles, peut influer de façon décisive par son évolution la trajectoire du parti.

Les trois types du groupe contestataire se caractérisent par leur potentiel de désorganisation de la vie politique. Ceci peut s'articuler par les valeurs recherchés, les méthodes potentiellement employées ou les deux en même temps avec de plus l'absence de résignation et de retrait qui caractérise les protestataires. Ils constituent à leur façon la véritable *voice* au sein de nos partis pour employer la terminologie de Hirschman[360]. Ils sont profondément insatisfaits avec l'état actuel de l'Etat et la politique et sont prêts à prendre part dans une action politique pour y remédier.

Ce groupe ne constitue dans aucun de nos partis une majorité et est généralement assez loin d'être le groupe le plus important, mais il n'est jamais non plus le moins important des quatre groupes. Il est le plus grand au sein de PC et du VB, où il représente environ un quart de l'électorat (28% et 23,5% respectivement) mais reste mesurable autour d'un électeur sur six à sept au sein de la CSU (17%) et du SNP (17%).

Nous sommes donc face à une famille d'électeurs qu'aucun des partis ne peut ignorer et qui, à travers son orientation et ses méthodes, peut avoir une influence considérable sur la perception extérieure du parti mais aussi sur la façon dont se déroulent les débats internes car

359 cf sur la position de Filip Dewinter au sein der la jeunesse du Vlaams Blok pendant les années 1980 GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.

360 HIRSCHMAN, Albert O. *Exit, Voice and Loyalty: Responses to the Decline in Firms, Organizations and States*. Cambridge (MA), Harvard University Press, 1970. 162 p.

ce groupe de sympathisants semble être nettement plus mobilisable pour prendre une part active que les autres composantes de l'électorat.
Malgré les différences par rapport aux deux autres familles ethno-régionalistes (fédéralistes et nationalistes), les membres de cette famille gardent une forte identification avec les valeurs et buts des partis ethno-régionalistes. Nous considérons donc ces électeurs comme un électorat légitime et entièrement dans la population cible d'un programme ethno-régionaliste, car affirmant une différence de la population locale et demandant une réorganisation de l'Etat pour pouvoir prendre en compte ces différences.

4.3.2.5. La structure idéologique dans son ensemble

En prenant un peu de recul nous constatons que la plupart des électeurs ethno-régionalistes ont pu être classé au sein d'un type que nous avons labellisé comme faisant partie des différents aspects de l'ethno-régionalisme. Ceci est vrai pour tous les électeurs du SNP, sept électeurs sur huit au sein de PC (87%), à peu près trois électeurs sur quatre de la CSU (73%) et une majorité d'électeurs du VB (54,5%).

Cette relative homogénéité de valeurs rapproche les partis de notre étude au type de *Programmpartei*[361], un parti qui se limite principalement à un sujet politique qui unit largement son électorat et ouvre don électorat à partir de ce point. Il s'agit d'un concept proche du *single issue party*, tout en restant plus large, car il se focalise non seulement sur un point particulier mais sur un ensemble programmatique. La plupart des petits partis classiques peuvent être classés dans cette catégorie. Ils peuvent construire un programme cohérent à partir d'un unique corpus idéologique. Globalement un parti qui ne mobilise sur un seul clivage Rokkanien a de fortes chances de se constituer en *Programmpartei* avec une grande cohérence idéologique au sein de son électorat. Un exemple historique d'une *Programmpartei* qui n'est nullement un *single issue party* peut se trouver dans le parti libéral allemand (FDP) pendant la période République de Bonn (1949-1989) qui dans son programme et son action politique se reportait à l'héritage idéologique du libéralisme. Ce programme était complet et

361 MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, PRIDHAM, Geoffrey (eds.). *Small parties in Western Europe : comparative and national perspectives*. London, Sage, 1991. 232 p.
et en creux KIRCHHEIMER, Otto. Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems. In *Politische Vierteljahresschrift* Vol. 6 (1965), p. 20.41

idéologiquement cohérent et permettait de distinguer un électorat nettement moins hétérogène qu'au sein des *Volksparteien* CDU et SPD. L'analyse des électorats ethno-régionalistes nous a montré que malgré des différences entre les acceptations de l'ethno-régionalisme (surtout fédéralisme et nationalisme) l'électorat était relativement homogène idéologiquement, et relativement loin de la *Volkspartei* qui unit sur une conception vague qui soit potentiellement éligible pour tout électeur et qui se compose de groupes aux intérêts diamétralement opposés et qui fondent leur vision programmatique sur le même grand idéal.

Tableau 4-11 Les composantes des électorats des partis ethno-régionalistes regroupées par familles idéologiques en %[362]

	PC	SNP	CSU	VB
Fédéralisme				
Fédéralistes	21	15	28,5	
Fédéralistes Autoritaires			20	10
Nationalisme				
Nationaliste Pragmatiques	38	28		
« Parochialistes »		17	7	8
Nationalistes apolitiques		25		7
Irrédentistes culturels				5,5
Protestation				
Non-nationalistes désaffectés			8	17
xénophobes			19	17
non-nationalistes autoritaires de droite	13			11,5
Contestation				
Rooted Cosmopolitans	28	14	17	5
Révolutionnaires nationalistes				5
Jeunes nationalistes radicaux				13,5

Nos données ne permettent pas de mesure des justifications idéologiques de désaccords et sur le plan de l'action politique la comparaison a fortement limité les mesures directes applicables. Néanmoins nous disposons de deux indicateurs importants. D'un côté la demande

362 Les proportions se rapportent à l'électorat du parti ethno-régionaliste dans sa totalité. 28% de l'électorat de PC est donc classifié comme *Rooted Cosmopolitan*. Les cases vides représentent des types absents de l'électorat de ce parti.

d'évolution institutionnelle sur laquelle la variance était restreinte au sein des électorats des trois groupes ethno-régionalistes qui montrent une certaine unité idéologique dans le programme :une *Volkspartei* dont la valeur serait un attachement général au territoire aurait tendance à compter une large partie de son électorat sur chacune des options présentées, alors que nos partis à l'étude n'en ont qu'au sein de profils protestataires clairement définis et très minoritaires en comparaison avec d'autres groupes. De l'autre côté les quelques indicateurs de politique concrète, particulièrement l'indicateur de l'intervention militaire, qui mesurait les positions envers l'intervention au Kosovo ou la guerre en Irak, ou la politique économique n'ont finalement qu'assez peu structurés les électorats ce qui implique soit une distribution diffuse (ce qui serait contraire à une *Volkspartei* composé de groupes politiques discernables, mais compatible avec un parti sur un clivage Rokkanien, dont ces problèmes ne touchent pas à la base sociale) soit une grande homogénéité des opinions (ce qui impliquerait une forte cohérence idéologique, caractéristique d'une *Programmpartei* à programme complet et idéologiquement fondée, mais qui paraît moins probables dans nos cas à partir des tris à plats).

Cette caractérisation contraste avec nos résultats lors de l'analyse de la structure sociale. La structure sociale étant si large qu'un caractère de *Volkspartei* paraissait probable, alors qu'idéologiquement une structure plus restreinte et focalisé sur le cœur de programme proche d'une *Programmpartei* semble plus probable, mais est-ce que cette structure idéologique est-elle particulière aux partis ethno-régionalistes ou s'agit-il d'une structure commune à tous les électorats ?

Afin de clarifier aussi bien si les types d'électeurs sont particuliers aux partis ethno-régionalistes et s'il s'agit d'électorats larges autour d'une idée commune ou d'un électorat programmatiquement cohérent nous avons choisi de procéder à une analyse en contraste de l'électorat d'un part non ethno-régionaliste évoluant dans le même système politique qu'un de nos partis ethno-régionalistes et de taille comparable.

4.3.3. Contraste : L'électorat Labour en Ecosse – une dissimilitude profonde

Nous avons procédé pour le parti travailliste en Ecosse à une analyse selon exactement les mêmes paramètres que nous avons employé pour les électorats ethno-régionalistes (SNP en

l'occurrence). Les individus proviennent des mêmes enquêtes et ont répondu aux mêmes questionnaires. Nous avons pris en compte les mêmes indicateurs codés de façon strictement identique et avons utilisés exactement les mêmes paramétrages que dans la précédente analyse. Nous pouvons donc considérer que dans les limites que nous impose notre cadre d'analyse (fiabilité de l'échantillonnage et des réponses, applicabilité des procédés statistiques employés etc.) cette analyse constitue une expérience dans le sens fort, car son résultat pourra théoriquement suffire à falsifier l'hypothèse émise à la fin de l'analyse précédente, d'un électorat ethno-régionaliste distinct, ce qui entraînerait la nullité des autres hypothèses sur la diversité de l'électorat et sa stabilité internationale.

Nos paramétrages et surtout notre choix d'items inclus dans l'analyse résultent de choix pratiques conditionnés par l'objet initial de notre recherche (les partis ethno-régionalistes) et ne conviennent que de façon très limitée à un parti évoluant sur la base du clivage bourgeoisie-prolétariat (notons que quelques apurements techniques afin éviter des effets de levier sont différents entre les deux analyses). Les résultats obtenus dans l'analyse sont d'une qualité moyenne. La solution la plus stable et interprétable comporte neuf types distincts dont seuls deux sont l'équivalent d'un type déterminé au sein des partis ethno-régionalistes. Néanmoins même cette solution est relativement instable surtout en comparaison avec les solutions obtenues pour les autres analyses. Il semblerait donc bien que nous ayons touché au sein du Labour Ecossais un axe secondaire de son extension politique qui coupe à travers des modes de polarisation plus importants.

Empruntant la structure aux analyses précédentes nous étudierons quatre groupes de types au sein de l'électorat Labour d'Ecosse : les fédéralistes, les nationalistes, les centralisateurs et les types en dehors du débat ethno-régionaliste.

Le premier groupe des fédéralistes comporte trois types dont le premier est l'équivalent à celui déterminé au sein des partis ethno-régionalistes et deux sont spécifiques aux Travaillistes. Ce groupe est le plus important au sein de l'électorat représentant plus de 40% des électeurs.

Le premier type est presque identique et devra être situé au sein du type du fédéraliste de l'électorat ethno-régionaliste. Il représente 20,5% des électeurs Travaillistes. Ce type est caractérisé par une position de gauche sur l'échelle de politique économique. Son efficacité politique est élevée, son intérêt pour la politique modéré. Son niveau d'autoritarisme est inférieur à la moyenne. Sur le plan identitaire et institutionnel il possède les deux identités

(Ecossaise et Britannique) mais se considère généralement un peu plus Ecossais que Britannique sans pour autant rejeter cette deuxième identité. Son arrangement institutionnel préféré est constitué par un parlement dévolu à pouvoirs larges. Il demande donc une certaine réorganisation de l'Etat qui dans l'horizon de notre enquête n'est pas révolutionnaire (la première enquête datant de 1997 lorsque l'idée d'un parlement dévolu était une option politique tout à fait acceptable).
Il est donc globalement dans la même tendance que le type fédéraliste classique que nous avons identifié auparavant : présence et acceptation des deux identités associé à une demande de décentralisation qui n'est pas révolutionnaire. Ce type est donc partagé entre les partis et peut se situer aussi bien au sein d'un parti ethno-régionaliste qu'en dehors en fonction de la concurrence partisane et la priorité donnée aux différents clivages (en choisissant le parti mobilisant davantage sur son clivage prioritaire).

Le second type constitue un type particulier et à sa façon clairement en dehors de toute ambiguïté avec un électorat ethno-régionaliste. Il représente un électeur Travailliste sur huit (12,5%). Nous avons décidé de l'appeler le fédéraliste britannique. Bien qu'il se considère comme membre des deux communautés nationales possibles (Ecossais et Britannique) son identité dominante reste l'identité Britannique (choisi parmi la liste d'identités admises auparavant). Sa préférence constitutionnelle va vers un parlement dévolu mais pas particulièrement puissant. En dehors du débat précisément ethno-régional il est caractérisé par un faible intérêt pour la politique et une efficacité politique moyenne. Il est généralement contre les interventions militaires de la décennie (Afghanistan et Irak) et affiche des priorités politiques aussi bien matérialistes que post-matérialistes.
Il s'agit d'un type de fédéraliste pour qui la réorganisation n'a rien d'une nécessaire prise en compte d'une spécificité Ecossaise irréductible à une identité Britannique mais bien une question d'efficacité, car il n'oppose pas les deux identités ou hiérarchise l'identité Ecossaise comme étant dominante, elle n'est qu'une variante de l'identité Britannique qui englobe et conditionne son éventail identitaire. Le point de rupture avec les ethno-régionalistes se situe dans son accent sur l'identité britannique comme étant dominante car ceci exclu l'idée de la spécificité irréductible au centre de la définition du parti ethno-régionaliste.

Le troisième type est aussi bien en dehors de l'électorat ethno-régionaliste. Il représente 8,5% de l'électorat Labour en Ecosse. Nous avons choisi de l'appeler le fédéraliste non-nationaliste.

Il possède les deux identités et déclare qu'elles sont d'importance égale pour lui. A choisir entre la solidarité de classe ou la solidarité nationale il choisi la classe en se déclarant plus proche d'un Anglais de même classe que d'un Ecossais d'une autre classe. Son clivage dominant reste donc bien le clivage de classe et sa solidarité principale se situe en dehors du cadre de l'Ecosse. Malgré tout il est favorable à un parlement dévolu comme arrangement institutionnel. On peut ici supposer qu'il s'agisse d'une décision prise à partir d'une réflexion sur l'efficacité et non sur le plan identitaire.
Politiquement le fédéraliste non-nationaliste est fortement intéressé par la politique et doté d'une efficacité politique élevée. Sur le plan de la politique économique il se situe à droite du centre de l'échantillon Ecossais.
Globalement il s'agit donc d'une personne qui se définie davantage par la classe que la nation (composante) tout en gardant une identité politique double. La dominance de l'identité de classe fait de cet électorat un électorat en dehors de la cible ethno-régionaliste classique car il admet explicitement que la spécificité Ecossaise (qu'il ne nie pas) se subordonne à la spécificité de classe.

Labour comporte donc une partie d'un électorat fédéraliste dont la moitié (en nombre d'électeurs) est semblable à des électorats au sein de partis ethno-régionalistes mais dont une autre moitié est spécifiquement en dehors de la cible ethno-régionaliste à cause de la composante identitaire. Nous avons donc du côté de l'électorat fédéraliste aussi bien des types partagés que des types distincts (sur le côté non ethno-régionaliste).

L'électorat nationaliste au sein des Travaillistes Ecossais représente environ un électeur sur cinq (19,5%) en un seul type qui est virtuellement identique à un type de l'électorat ethno-régionaliste. Il s'agit du type du nationaliste désaffecté ou apolitique.
Il se caractérise par son efficacité politique minimale et son autoritarisme maximal. Il ne se reconnaît qu'une identité régionale (Ecossaise en l'occurrence) et est favorable à l'indépendance.
Ce type est le plus distant des autres types. Alors que les autres types se réunissent par paires lorsque le seuil de variance interne acceptable augmente ce type reste distinct jusqu'au niveau où les huit autres types sont réunis au sein d'une unique classe et ce type reste distinct. Nous sommes donc face à un type étranger à l'électorat classique des Travaillistes et largement distinct des autres composantes.

Cette immense distance par rapport aux autres composantes électorales permet aussi de déterminer sa relative cohérence. Le plus petit type localisé dans cette analyse de l'électorat se situe au niveau de 3%, sa fusion avec un type voisin de la matrice se situe en quatrième position alors que le nationaliste apolitique n'est intégré que lors de la huitième (et ultime) fusion. Nous pouvons donc supposer que tout groupe d'électeurs qui aurait dépassé un seuil situé vers 2% à 3% aurait pu être inclus comme dixième type soit en cas de type proche disparaissant à un nœud premier (le seuil de visibilité serait vers le haut de la fourchette) ou en cas de type distant à un nœud tardif (avec un seuil de détectabilité au niveau inférieur de la fourchette). Il s'agit donc bien d'une absence à priori complète des autres types de l'électorat nationaliste.

Bien qu'il soit identique à un électorat ethno-régionaliste il est de caractère le moins ethno-régionaliste parmi les types nationalistes car il manque l'implication dans la vie politique. Cette implication dans la politique est un bon indicateur de la mobilisation cognitive nécessaire au développement d'une position idéologique réfléchie qui serait une allégeance vraiment active au programme de l'indépendance. Son nationalisme semble être plutôt un simple refus du système politique actuel qui ne s'accompagne pas d'une confiance dans un renouveau politique. Ceci est indiqué par la faible efficacité politique qui dénote une perte complète de confiance dans le processus politique et non un sens de pouvoir potentiel qui dénote un nationaliste plus idéologique.

Au total ce groupe relativement protestataire est à toutes fins pratiques identiques au type identifié au sein des électorats ethno-régionalistes. Il s'agit d'un type de nationalisme de dépit de la structure politique existante. Cette protestation n'est pas activement réfléchie mais peut trouver un canal dans les revendications d'un parti ethno-régionaliste tout en restant partiellement distante. Ce groupe se situe donc aussi partiellement dans le vote protestataire. Sa présence forte au sein des Travaillistes peut être partiellement en fonction de la divergence de majorité politique entre l'Ecosse et l'Angleterre de 1979 à 1997 lorsque l'Ecosse était très fortement Travailliste alors que l'Angleterre votait en faveur des Conservateurs en leur assurant une majorité de gouvernement stable pour un programme très impopulaire en Ecosse. L'absence des autres types nationalistes nous mène à la conclusion que ceux-ci semblent être vraiment particuliers aux partis ethno-régionalistes. Ils caractérisent pleinement un parti de ce type, parce qu'ils sont des nationalistes idéologiques et cognitivement mobilisés. Nos résultats antérieurs se trouvent donc pour l'instant confortés.

La troisième famille d'électeurs au sein des Travaillistes sont les centralisateurs. Elle est constitué de deux types distincts d'électeurs qui ensemble représentent un électeur Travailliste sur six (16,5%). Il s'agit des antitypes des nationalistes au sein des partis ethno-régionalistes.
Le premier type qui à lui seul représente plus d'un électeur Travailliste sur huit (13,5%) pourra être appelé défenseur du Royaume-Uni. Si du côté institutionnel il est favorable à un Royaume-Uni centralisé gouverné par un seul parlement, il ne rejette pas l'identité Ecossaise qu'il considère néanmoins inférieure en importance à son identité britannique.
Il considère donc qu'il y a une identité Ecossaise mais qu'elle est subsumable sous l'identité britannique (semblable au fédéraliste britannique) il n'admet donc pas le postulat ethno-régionaliste de la spécificité irréductible. Il considère aussi que le système de gouvernement Britannique avec un unique parlement à Westminster suffise à la prise en compte des intérêts Ecossais qui y sont représentés de façon satisfaisante.
On peut le considérer comme étant le portrait inverse d'un nationaliste pragmatique qui à partir de la différence irréductible de l'Ecosse demande l'indépendance au sein de l'Union Européenne. Il s'agit donc d'un électorat opposé aux ethno-régionalistes ou si nous supposons une structure de lignes de fractures ayant sur le plan politique les mêmes effets qu'un clivage Rokkanien il s'agirait d'individus se situant sur l'autre côté du clivage.
A part son aspect sur la structure institutionnelle et identitaire il s'agit de personnes avec des priorités politiques matérialistes et un autoritarisme élevé ce qui sur ce plan oppose ce type d'électeur au *Rooted Cosmopolitans* dans le camp ethno-régionaliste.

Le deuxième type de cette famille est de taille très restreinte (3%) et pourrait être appelé les anglo-britanniques. Ce groupe se caractérise principalement par l'absence d'identité régionale au sein de ce groupe. Dans ce cas il est peu surprenant que les deux autres qualificatifs de ce groupe sont son souhait d'un Royaume-Uni centralisé et sa préférence pour la solidarité de classe sur la solidarité nationale (Ecossaise). Ici la question de la hiérarchisation des identités ne se pose pas, car il n'existe pas d'identité régionale. Nous sommes ici face à un type miroir au parochialiste qui lui nie l'identité centrale et qui à partir de cette inexistence supposée considère que l'Etat central n'a pas de légitimité identitaire. Dans le cas des anglo-britanniques il n'y a pas d'identité locale pertinente et donc aucune raison identitaire de procéder à une forme de décentralisation.

Les deux types de la famille centralisatrice constituent des images d'opposition par rapport

aux types identifiés au sein des électorats ethno-régionalistes. Nous sommes donc face à un véritable positionnement : si les ethno-régionalistes unissent les nationalistes de la région, les grands partis non ethno-régionalistes comptent en leur sein des défenseurs de l'unité nationale centrale. Néanmoins l'électorat Travailliste reste divers car il compte aussi des électeurs qui pourraient aussi se situer au sein d'un parti ethno-régionaliste et des électeurs qui sans être proches des ethno-régionalistes prennent des positions en faveur de la décentralisation du pouvoir.

Il reste un cinquième (22%) des électeurs de Labour en Ecosse que nous n'avons pas pu classer au sein de ces trois groupes d'électeurs autour du débat ethno-régionaliste. Nous avons décidé de classer les trois types restants dans un groupe appelé « en dehors du débat ethno-régionaliste » car ils ne présentent pas de points caractéristiques ni sur le choix de l'arrangement institutionnel, ni sur le plan identitaire. Néanmoins un type est intéressant en tant que miroir d'un groupe ethno-régionaliste, les autres seront brièvement caractérisés afin de donner un compte rendu complet de notre analyse.

Le premier type représente à peu près un électeur Travailliste sur douze (8,5%). Ses caractéristiques sont le parfait portrait robot d'un post-matérialiste tel qu'analysé par Inglehart. Nous appellerons ce type donc post-matérialiste. Sa caractéristique la plus importante est naturellement son orientation de valeurs clairement post-matérialiste. Il s'intéresse aussi beaucoup et de très près à la politique. Son niveau d'autoritarisme est si bas qu'on peut supposer que la personnalité autoritaire lui est entièrement étrangère et finalement son niveau d'efficacité politique, donc de confiance en la possibilité de pouvoir influer le processus politique, est très élevé.
Nous sommes donc face à une personne qui dans son profil d'attitudes et de valeurs représente parfaitement le post-matérialiste avec ses valeurs d'ouverture et d'implication politique qui a donné naissance aux nouveaux partis dans les années 1970 et 1980[363]. Ce type est très caractéristique des partis verts en Europe[364] au point d'en devenir presque la caricature. Cette influence des *New Politics* au sein de Labour est intéressant dans le sens qu'il montre la possibilité d'attirer ce type d'électeurs dans un parti de la gauche classique, mais ce qui est nettement plus important pour notre analyse est la comparaison avec son type

363 Sur les liens entre les deux phénomènes KREUZER, Markus. New Politics: Just Post-Materialist? The Case of the Austrian and Swiss Greens. In *West European Politics*, Vol. 13 No.1 (Jan. 1990), p.12-30.
364 VIALATTE, Jérôme. *Les partis verts en Europe occidentale*. Paris, Economica, 1996. 306 p.

frère au sein des partis ethno-régionalistes : le *Rooted Cosmopolitans*.

La plus importante différence est naturellement le plan identitaire et le plan politique qui en découle. Si les *Rooted Cosmopolitans* portent les valeurs de l'identité régionale et la réorganisation de l'Etat cette orientation de valeurs est absente des post-matérialistes. Cette différence de valeurs nous ouvre pour l'instant que le constat que la variante ethno-régionaliste est bien plus attaché à la région que la variante dans un parti classique. Néanmoins ces valeurs s'étendent plus loin. Car le second volet identitaire est l'europhilie relative des *Rooted Cosmopolitans* qui est absente des post-matérialistes. Ceci n'implique pas une position eurosceptique des post-matérialistes mais une position sur le sujet de l'intégration européenne qui n'est pas marquée par une certaine option, les post-matérialistes Travaillistes sont donc aussi bien europhiles, eurosceptiques et apathiques à l'égard du sujet sans qu'une des trois options soit particulièrement dominante. Il n'y a donc pas de lien idéologique direct entre le sujet européen et les valeurs post-matérialistes pour le type post-matérialiste au sein des Travaillistes, alors que cet aspect fait partie intégrante aussi bien dans la théorie que dans la réalité des *Rooted Cosmopolitans*. Dans la théorie car l'ancrage ne prend de sens qu'avec une idée plus universaliste qu'il permet de réaliser et dans la pratique par la mesure d'attitudes plus europhiles au sein des individus classées au sein de ce type.

La réalité d'un profil clairement post-matérialiste sans la composante transnationale nous confirme que l'europhilie mesurée au sein des *Rooted Cosmopolitans* ne constitue pas uniquement une mesure ancillaire du post-matérialisme mais une composante propre du profil des *Rooted Cosmopolitans*. Cette différence dans la construction idéologique du profil général de valeurs exprimées permet de tirer la conclusion que le type des *Rooted Cosmopolitans* n'est pas uniquement une légère variante d'un profil général des post-matérialistes que nous avons pu mesurer au sein de Labour en Ecosse mais bien un type propre (bien que proche) qui est le résultat d'une mobilisation cognitive spécifique et autonome. Le fait de pouvoir mesurer les deux types dans le même système politique et de façon aussi distincte permet d'étayer cette conclusion. Tous les indicateurs transnationaux auraient eu tendance à rendre les résultats les plus semblables possibles ou du moins à limiter les différences. Nous pouvons donc mesurer une forte dissimilitude pour des groupes de taille non-négligeables dans un même système avec des outils de mesure strictement identiques.

Le second type représente un électeur Travailliste sur dix (10%). Nous avons décidé de l'appeler la plaine. Un électeur de ce type est caractérisé par ses positions médianes. Il est au

centre pour son attitude envers l'Union Européenne et pour ses opinions en matière de politique économique. Son efficacité politique est moyenne ainsi que son autoritarisme. Entre la solidarité de classe et la solidarité nationale il choisit de donner une réponse nuancée. L'image générale est celle où aucune position n'est extrême et aucun profil clair ne se dégage. Ce groupe est le meilleur exemple pour expliquer que la grille de lecture que nous avons choisie pour analyser les partis ethno-régionalistes n'est pas applicable à tout l'électorat Travailliste et qu'à priori cette grille est loin d'être la mieux adapté à ce cas. Ce groupe semble se situer complètement à l'orthogonale de notre plan d'analyse.

Le dernier type de ce groupe ne représente qu'environ un électeur Travailliste sur trente (3,5%). Nous l'appelons l'europhile botté. Il se caractérise aussi bien par son attitude positive envers l'Union Européenne que son opinion favorable envers les interventions militaires en Irak et Afghanistan. De plus son niveau d'autoritarisme est faible et ses priorités politiques sont partiellement matérialistes, partiellement post-matérialistes. Ce type est caractéristique d'un petit groupe d'individus avec des caractéristiques relativement cohérentes qui peuvent apparaître dans une analyse typologique et nous indiquer que des groupes de taille comparable avec des caractéristiques fortes n'existent probablement pas. Ceci implique que les types forts que nous avons pu déterminer au sein des électorats ethno-régionalistes (entre autres nationalistes pragmatiques et *Rooted Cosmopolitans*) sont virtuellement absents de l'électorat Travaillistes et de ce fait spécifiques aux partis ethno-régionalistes.

« Si je vous ai bien compris, vous êtes en train de dire : à la prochaine fois ! »
René Lévesque

Conclusion

Le temps est maintenant venu de tirer le bilan de cette thèse. Nous commencerons par un bref rappel de nos points de départ avant de passer en revue et mettre en perspective nos résultats pour finalement esquisser des suites possibles à ce travail.

Nous avons étudié les électorats de différents partis politiques à l'Europe de l'Ouest qui satisfont à la définition d'un parti ethno-régionaliste. Ces partis présentent, à première vue, peu de points communs ; nous avons néanmoins entrepris de mettre en place un cadre d'analyse comparatif et d'étudier les différents électorats au sein de ce cadre. Nous avons, au cours des analyses empiriques, poursuivi un double objectif : dégager les points communs des électorats de ce type de partis malgré les différences, mais aussi rendre compte de la diversité des électeurs de ces partis.

Notre recherche a du, en tout premier lieu, aborder une question épistémologique importante : il n'est, en effet, pas facile de prendre une distance critique avec un concept comme 'Etat-Nation. Les partis ethno-régionalistes ne remettent généralement pas en question le concept même mais seulement son application dans la réalité. Ils proposent de procéder à un autre découpage du pouvoir et de la légitimité. Cette différence de cadre de perception n'est pas toujours simple à considérer de façon entièrement dépassionnée.

Le cadre de la comparaison européenne et le nombre de pistes possibles pour tenter une compréhension d'ensemble nous ont convaincu d'adopter une approche quantitative par analyse de données issues d'enquêtes par sondages auprès des électeurs. Les contraintes temporelles et matérielles de cette étude nous ont naturellement aiguillé vers l'exploitation secondaire d'enquêtes existantes et accessibles à la communauté scientifique par le réseau des archives de données en sciences sociales (CESSDA) ou par d'autre moyens.
Le point de départ de notre travail de recherche a été la collecte et l'analyse de la connaissance existante sur le sujet de l'ethno-régionalisme en général et des théories transversales. Il s'agissait de voir et analyser comment pouvait être compris le phénomène dans sa totalité.

Nous avons aussi réuni les connaissances sur chacun des cas retenus afin de pouvoir les mettre en perspective. En dernier lieu nous avons souhaité acquérir une vision large de l'analyse des partis et électorats. Cette base de connaissance est indispensable à notre analyse aussi bien pour éclairer nos choix que pour servir de ligne de base de la comparaison de notre modèle.

Nous avons souhaité entreprendre l'analyse approfondie des attitudes politiques des électorats ethno-régionalistes par des méthodes statistiques exploratoires (comme par exemple l'analyse des correspondances multiples), susceptibles de faire émerger les principales dimensions structurantes de ces univers politiques, mais aussi susceptible de permettre la comparaison. Nos analyses doivent beaucoup à une épistémologie inductive de l'analyse des données qui considère les données comme un univers multidimensionnel que l'analyste découvre de manière exploratoire. Pour ne pas être figé dans une seule posture méthodologique et soumettre nos résultats à l'épreuve de la validation nous avons également eu recours à des techniques classificatoires pour faciliter la comparaison.

◊ **Un électorat commun aux partis ethno-régionalistes**

Le résultat central de notre étude est que les électorats des différents partis ethno-régionalistes se ressemblent beaucoup. Ceci est vrai quelles que soient les différences de programme politique en dehors de l'ethno-régionalisme. Les électeurs de *Plaid Cymru* ressemblent fondamentalement à ceux de la CSU. Certains types d'électeurs sont présents de façon quasi-homogène entre pays. De façon symétrique deux partis proches sur le plan de la politique générale mais dont l'un est ethno-régionaliste et l'autre ne l'est pas ont un électorat très différent. Notre analyse comparée du SNP et des Travaillistes en Ecosse nous a montré qu'il n'y avait presque pas de points communs entre les électorats de ces deux partis de la gauche modérée.

Les partis de notre enquête disposent d'un électorat spécifique et commun entre eux. Notre question initiale trouve donc une réponse positive: Il y a une famille de partis ethno-régionalistes et nous pouvons la déterminer par leur électorat.

◊ **Un électorat multiple**

L'électorat ethno-régionaliste est divers et contient des structures complexes. Les différents

types d'électeurs ont des motivations différentes pour leur choix, il n'y a pas de modèle monocausal simple. Ceci constitue un second résultat important: Le vote pour un parti ethno-régionaliste peut être le résultat de chemins divers.

Il en découle que même si nous n'avons pas de preuve directe que les partis ethno-régionalistes sont les héritiers directs des partis « périphéristes » (comme les appelle Daniel Seiler) de l'analyse Rokkanienne nous avons de bonnes raisons de douter de cette explication. Un parti de ce type aurait été le résultat d'un seul modèle fondé sur le clivage centre-périphérie. Cette explication est impossible si le choix électoral peut être expliqué de multiples façons. Il reste possible et même probable que les partis ethno-régionalistes remplissent la même niche du système partisan que les partis « périphéristes » classiques. Il s'agit néanmoins de deux types de parti distincts. Un parti ethno-régionaliste n'est pas issu d'un conflit entre deux sociétés, conflit qui aurait été formalisé sous la forme d'un parti.

Le vote pour un parti ethno-régionaliste n'est pas un comportement politique strictement identique à une allégeance à un environnement social dans le sens strict de la théorie de Rokkan, il ne peut donc relever de la logique des clivages. Certains électeurs comme les « parochialistes » peuvent rester attachés à des milieux sociaux tels que le modèle Rokkanien le prévoit mais le parti dans son ensemble reflète nettement plus le dégel et l'émiettement des milieux sociaux que leur structuration et institutionnalisation.

◊ **Des partis interclasses**

Un aspect de la diversité de l'électorat est sa diversité sociale. Les partis ethno-régionalistes ont su attirer des électorats de toutes les couches de la société. Ils ont une assise sociale très large et relativement proche de l'électorat dans son ensemble. Les transformations du système partisan des années 1950 et 1960 ont eu lieu au sein des électorats de ces partis: ils ne sont pas un parti de masse ou de notables classique pour les partis antérieurs à 1945, mais bien un parti plus large de type catch-all et même plutôt de Volkspartei dans le sens initial. Nous avons pu établir que malgré toute la diversité des électorats une très grande partie des électeurs partage une orientation générale commune avec le parti: le constat d'une identité locale forte et distincte qui demande une certaine prise en compte.

◊ **Un électorat idéologique**

L'électorat ethno-régionaliste a une assez forte cohérence idéologique. La plupart des électeurs s'identifient au point central du programme politique du parti ethno-régionaliste:

l'identité régionale spécifique qui nécessite une prise en compte dans la politique et structure du gouvernement. Ces opinions ont une influence directe sur le vote. La plupart des électeurs ne votent pas pour un parti ethno-régionaliste par défaut ou par hasard. Ils sont en accord avec son programme et démontrent cette cohérence par leurs réponses au questionnaire. L'électorat semble connaître les positions du parti et décider de son soutien à partir de cette connaissance.

◊ **Un électorat contradictoire**

Au sein de l'électorat nous avons pu mettre en valeur des groupes qui s'opposent sur presque tout en dehors de l'adhésion idéologique de principe. Certains types d'électeurs sont presque antinomiques. Les « parochialistes » et les *Rooted Cosmopolitans* ne sont que l'exemple le plus flagrant des différences profondes. Un groupe très fermé sur l'extérieur, conservateur et passablement xénophobe d'un côté et un groupe très ouvert, internationaliste et post-matérialiste de l'autre ont tous les deux choisi le même parti alors que presque tout les sépare. Ces oppositions font que la structure interne de l'électorat reste complexe. Certains axes secondaires dans l'analyse laissent attendre des structures encore plus complexes à un niveau plus fin à partir d'autres critères comme l'efficacité politique.

◊ **Des électorats prêts à la participation au pouvoir**

L'électorat est idéologiquement relativement cohérent mais peut admettre des différences assez grandes en dehors du noyau idéologique (l'ethno-régionalisme). Il semble prêt à admettre les compromis nécessaires à l'exercice du pouvoir à condition que le point principal soit respecté. La diversité interne fait que déjà au sein du parti certains types d'électeurs ne peuvent s'identifier qu'à l'ethno-régionalisme parce que leurs autres opinions sont minoritaires.

◊ **Des partis tribunitiens**

Les partis ethno-régionalistes remplissent aussi en partie une fonction tribunitienne dans le sens de Lavau. Ils intègrent des couches en rupture avec la société. Ces groupes restent malgré tout une minorité au sein de l'électorat. La fonction tribunitienne reste ancillaire à l'inverse de l'analyse par Lavau du PCF.

La double fonction aussi bien de parti de gouvernement potentiel que tribunitien complexifie la situation des partis en fonction des rapports de force internes. Nous pouvons voir des indications que des partis de gouvernement comme la CSU peuvent retenir une partie des

électeurs de ce type pour justifier une appellation de parti tribunitien. Cela étend le concept de Lavau, qui ne voyait pas de possibilité pour un parti de gouvernement de maintenir un caractère tribunitien mais le qualificatif reste une description adaptée à la réalité des partis et de leurs soutiens.

◊ **Des partis ouverts sur la politique postmoderne**

Les partis ethno-régionalistes sont des partis nouveaux aussi bien dans l'idéologie que dans les modes d'action acceptables de leur électorat. D'un côté il y a le groupe très identifiable des *Rooted Cosmopolitans* qui dans leur valeurs sont aussi ouverts, tolérants et internationaliste que les personnes que Tarrow a pu identifier au sein d'ATTAC avec leur activisme citoyen et y ressemblent étrangement. Le deuxième type dans cet activisme « post-industriel » est celui des nationaux-révolutionnaires. Nous n'avons pu les mettre en valeur qu'au sein d'un parti mais il est possible que ce groupe se trouve dans d'autres partis ethno-régionalistes. Ils sont plus radicaux et accordent moins de valeur à la démocratie, parfois ils sont prêts à la violence. Ces deux groupes montrent deux faces d'un nouvel activisme politique, avec d'autres répertoires d'action et des idées aussi bien nouvelles qu'anciennes. Les partis ethno-régionalistes ne sont pas limités aux répertoires anciens et aux valeurs d'une ancienne époque. Ils gardent leur vitalité et peuvent espérer rester présents au long terme.

◊ **Un électorat nationaliste**

Le nationalisme est présent au sein de la plupart des électeurs des partis ethno-régionalistes et dans toutes ses formes. Aussi bien les parties plus ouvertes que Michelat et Thomas ont qualifiées de patriotisme que les variantes plus fermées et plus xénophobes. Il y a ceux qui peuvent affirmer un fort attachement à leur communauté sans se prononcer sur les autres communautés et il y a ceux qui se déterminent en large partie par la déconsidération des autres. Les partis ethno-régionalistes ne sont dans leur électorat donc ni particulièrement ouverts dans leur nationalisme ni particulièrement fermés tout en ayant un électorat généralement favorable aux idées du nationalisme.

◊ **Un électorat ni raciste ni xénophobe**

Nous pouvons constater que les électeurs ethno-régionalistes ne sont pas particulièrement racistes et xénophobes ni autoritaires. Ils se situent près de ce que nous avons pu attendre d'un parti conventionnel non ethno-régionaliste. Les échelles mesurant ces attitudes n'interviennent

que peu dans la détermination des types.

Le phénomène nationaliste que représentent les partis ethno-régionalistes est strictement distinct du phénomène des partis d'extrême-droite xénophobes et racistes. Il n'est pas possible de les interpréter dans leur totalité comme une version plus acceptable de l'extrême-droite ni de leur appliquer les modèles explicatifs du vote de l'extrême-droite en intégralité.

◊ **Un électorat en débat**

Même si l'électorat est relativement uni sur l'existence d'une identité distincte et la nécessité d'une prise en compte il reste en débat sur la forme de cette prise en compte. Les différentes options de la radicalité d'un parti ethno-régionaliste selon De Winter (du porte parole à l'irrédentiste) se trouvent aussi au sein de l'électorat. Chaque niveau de radicalité trouve ses partisans dans chacun des partis peu importe sa propre position. Que les partis soient nationaux-fédéralistes ou sécessionnistes ils comportent en leur sein toujours au moins une minorité de personnes qui se sentent autant attachées à la région qu'au pays dans son ensemble d'un côté et de personnes qui n'ont aucun lien avec le pays dans son ensemble et ne se sentent un lien qu'avec la région. L'électorat choisit le parti donc davantage par le caractère ethno-régionaliste que par la forme exacte de son programme.

Notre analyse comparée en Ecosse nous a de plus montré que seuls les fédéralistes sont susceptibles de s'attacher à un parti conventionnel ouvert à la conséquence politique (la dévolution) sans adhérer à la base idéologique de l'ethno-régionalisme (le nationalisme régional).

◊ **Un électorat à identités multiples et complexes**

Les électeurs ethno-régionalistes se distinguent par une forte proportion d'identités multiples. Elles peuvent être sur le même plan ou hiérarchisées. Elles mettent en doute la revendication d'allégeance absolue que demande la Nation et par extension l'Etat-Nation. Les électeurs ethno-régionalistes sont les meilleurs représentants de la mobilité des identités qui ronge la légitimité de l'Etat-Nation classique. Ils sont nationalistes à l'égard de leur nation régionale, mais ceux qui n'ont aucune allégeance à l'identité centrale sont une minorité. La minorité est le cas classique des Ruritaniens de Gellner. Ils restent dans le cadre d'analyse du nationalisme classique. La grande majorité de l'électorat a des identités multiples et hiérarchisées. Elle est davantage la représentante d'un temps à identités multiples. Il serait possible qu'il s'agisse de survivances de la période pré-nationaliste si nous n'avions pas nos résultats qui montrent un

électorat moderne voire postmoderne. Il est plus probable qu'il s'agisse d'une nouvelle forme de politique de l'identité qui ne mette plus une seule identité au centre qui prime sur toutes les autres. Nous revenons à la glocalisation et l'évolution des contextes qui renforcent les niveaux les plus grands (mondialisation, intégration européenne) et les plus locaux. La multiplicité des identités trouve ici une expression. La plupart des électeurs ethno-régionalistes représentent le processus de localisation: d'un démembrement de la légitimité classique de l'Etat-Nation par une unité légitime plus petite. Les *Rooted Cosmopolitans* font quant la liaison entre les deux processus en légitimant en même temps les unités les plus grandes que les plus petites.

Nos résultats peuvent constituer un point de départ pour de nouvelles recherches prenant appui sur ce travail.

◊ **Extension verticale**

La plus proche suite à donner est l'extension du modèle et cela aussi bien de façon verticale qu'horizontale. L'extension verticale est d'appliquer le modèle des résultats aux partis qui satisfont à toutes les exigences théoriques que nous avons formulées mais que nous avons dû exclure à cause de considérations pratiques. La plus forte contrainte méthodologique a été la constitution d'échantillons représentatifs des électeurs de taille suffisante. A partir de nos résultats nous pouvons formuler des hypothèses plus précises qui permettent une analyse rigoureuse même avec des échantillons que nous avons dû écarter lors de la constitution de notre corpus.

Nous pourrions par exemple analyser l'électorat du *Südschleswigscher Wählerverband* (SSW). Ce parti recueille entre 3% et 4% des suffrages au niveau du Land de Schleswig-Holstein ce qui lui assure une présence continue au *Landtag* mais fais de lui un parti indétectable au niveau national. Une enquête ciblée sur le Land Allemand pourrait permettre la constitution d'un échantillon utilisable dans le cadre d'une série d'hypothèses très fortes.

Pour des mouvements encore moins grands la seule porte d'accès serait par les militants et autres membres. Il serait utile de voir la différence (ou la similitude) de ces militants avec des électeurs des partis avec plus de succès.

Une autre forme de verticalisation serait de vérifier que l'électorat et les membres des grands partis se ressemblent. L'influence de la position dans le parti (sympathisant, membre, militant, officiel) sur le profil et la diversité idéologique seraient dans ce cas les principaux points d'observation, surtout dans une vision comparée avec les autres types de parti pour lesquels

des études de ce type sont en cours.

◊ **Extension horizontale**

L'extension horizontale viserait l'inclusion de partis dont nous sommes sûrs qu'ils sont ethno-régionalistes mais que nous avons exclus à partir de considérations théoriques. La raison principale de cette exclusion était le caractère encore incertain du système partisan. Notre modèle validé permet d'entreprendre des enquêtes dans ces contextes avec l'assurance d'un modèle qui ne se limite pas à une période de réalignement. Les partis ethno-régionalistes en Espagne sont ici les prochaines cibles naturelles à partir d'une période d'étude plus courte et dans un système politique plus stable. Nous pourrions aussi procéder à une image *post mortem* de la *Volksunie* et tenter de comprendre son déclin. Une analyse du Front Démocratique des Francophones avant et après son intégration au Mouvement Réformateur pourrait nous dire s'il est devenu une aile ethno-régionaliste d'une fédération de partis ou davantage un moyen pour transférer l'électorat vers un parti traditionnel. L'extension horizontale s'applique aussi aux partis qui sans avoir un lien direct avec la violence politique existent dans un contexte violent comme la *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) en Irlande du Nord ou le *Euzko Alderdi Jeltzalea - Partido Nacionalista Vasco* (EAJ-PNB) au Pays Basque qui avant la construction du modèle auraient constitué un risque pour l'analyse, car il aurait nécessairement fallu rendre compte de la violence sur l'action politique dans la région et évaluer l'impact sur l'électorat *ex ante*.

◊ **Amélioration du modèle**

A partir des résultats de l'extension du modèle nous pourrons aussi améliorer le modèle. Le profil de certaines classes pourrait s'affiner ou se compléter. Des types d'enquête différents peuvent aussi mieux nous renseigner sur des points que nos enquêtes n'ont pas toujours pu expliquer en détail.

Certains types sont, dans la situation actuelle, plus rarement présents que d'autres. A partir de l'élargissement il sera peut être possible d'évaluer si tous les types recouvrent bien des réalités différentes ou si quelques types peuvent être scindés ou réunis pour donner une image plus exacte. Il s'agit aussi de continuer la fondation théorique pour chacun des types. Certains se conforment parfaitement à des modèles théoriques existants, alors que d'autres devraient faire l'objet d'une déconstruction théorique.

◊ Développer un appareil de mesure unique

Une autre piste serait de travailler à une opérationnalisation du modèle pour de nouvelles enquêtes.

Il s'agit en premier lieu de condenser et standardiser les items d'étude. Il faudra se limiter au strict nécessaire. Les travaux d'amélioration pratique et théorique pourront ici fournir des pistes importantes. Le corpus de variables actuel repose sur un total de plus de cents variables initiales. Il est de taille si importante qu'il ne peut être inclus dans une autre étude. Il faudra en conséquence isoler les items de qualité supérieure et limiter les indicateurs qui portent peu d'information.

Il ne s'agit pas de procéder à une création d'un appareil *ex nihilo*. Car avec une taille probable d'au moins vingt questions il serait toujours trop important pour trouver une place dans une autre enquête. Notre but doit être de constituer cet appareil autant que possible sur des items standardisés et fortement répandus. Notre analyse des questionnaires nous a montré que ces items sont encore relativement rares même dans des champs les plus développés. Il y a néanmoins une tendance à la coordination des questionnaires qui pourrait nous être utile. S'il est toujours préférable de disposer d'indicateurs uniformes et homogènes entre les pays, des techniques d'analyse de données permettent néanmoins de constituer des indicateurs comparables. Une réflexion sur la comparabilité et les équivalents fonctionnels serait néanmoins indispensables.

L'opérationnalisation ne se limite pas à la standardisation des indicateurs mais s'étend aussi au delà sur la forme des données. Il sera possible de rendre les concepts utilisables dans d'autres contextes et particulièrement en tant que modèle prédictif. L'avantage de notre approche méthodologique était son ouverture, son inconvénient est de ne pouvoir rendre compte que de ce qui est et de ne pas pouvoir prédire une situation alternative. Actuellement nos prédictions sur les mouvements possibles d'électeurs sont complexes et lourdes. Elles ne seraient possibles qu'après une analyse approfondie (et itérée) de notre fonds de données. Une fois les types d'électeurs traduits en un modèle prédictif nous pourrions prédire les changements potentiels dans un système existant mais aussi considérer la présence d'un parti ethno-régionaliste comme une variable et évaluer l'impact sur différents partis de l'apparition ou de la disparition d'un parti de ce type. Un modèle si performant est encore loin et nécessiterait en dehors d'un appareil de mesure un fonds de donnés important et de qualité supérieur. Il reste malgré tout possible.

◊ Clarifier les frontières de l'électorat ethno-régionaliste

La force discriminante de notre modèle sera une autre piste de développement. Nous avons pu montrer qu'un parti non ethno-régionaliste a une structure électorale fondamentalement différente des partis ethno-régionalistes à partir de la comparaison avec les Travaillistes Ecossais. La prochaine étape serait de déterminer la frontière de l'électorat ethno-régionaliste. Entre le cas clair d'un parti non-ethno-régionaliste et celui d'un parti ethno-régionaliste, il y a des cas incertains. A partir du modèle descriptif que nous avons développé nous pouvons construire un modèle qui à partir de la structure électorale puisse déterminer si un parti peut faire partie de la famille ethno-régionaliste ou non.

A partir d'échantillons plus larges et de types encore plus détaillés aussi bien sur le plan empirique que théorique il devrait être possible d'établir des critères plus formels et clairs pour l'inclusion ou non d'un parti ou d'un type d'électeur dans ce qui caractérise les ethno-régionalistes. Il n'est pas certain qu'à la fin de ce processus se trouve un critère d'exactitude mathématique, il est possible qu'une zone frontalière existe, mais notre but devra être de réduire cette zone.

◊ Dynamiser le modèle

Notre modèle est actuellement purement statique et dès sa mise en œuvre a essayé de limiter au maximum les effets de changements. Ce choix de la stabilité avait pour but de clarifier la situation et de rendre l'analyse possible. Notre analyse relativement ouverte quant à ses résultats nécessitait dans son architecture du fichier aussi bien l'homogénéité que l'exhaustivité. Avec nos résultats en main et à l'esprit nous pouvons restreindre le champ d'observation afin de rendre possible une analyse dynamique qui satisfasse aux exigences de notre méthode. Les appareils de mesure plus restreints et la stabilisation des types pourront encore faciliter cette analyse.

Avec des échantillons nettement plus importants nous pourrons nous d'autres méthodes (et particulièrement des modèles à base de régressions) qui donnerons encore un autre aspect à notre analyse. Un modèle dynamique sera particulièrement intéressant dans le cas d'évolutions rapides de systèmes partisans comme le montre le cas belge où la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (N-VA) a connu une progression rapide depuis sa création à la mort de la *Volksunie* (VU) en 2001. D'un parti sans grande importance en 2003, elle est devenue le premier parti flamand lors des élections fédérales en 2010. La question des flux électoraux et du caractère de l'électorat en si rapide motion ne pourra être résolue qu'à partir d'un modèle dynamique

performant. Dans l'état actuel de nos travaux nous pourrions à priori évaluer à quel point l'électorat N-VA de 2010 ressemble à l'électorat typique de nos partis ethno-régionalistes déjà enquêtés mais nous ne pourrions pas déterminer d'où vient la progression. Les nouveaux électeurs de la N-VA peuvent avoir changé d'opinion, ou avoir changé de priorités politiques, ou il peut s'agir d'un réalignement d'un électorat ethno-régionaliste préexistant que nous avons en partie mesuré au VB et qui a pu être en sommeil au sein d'autres formations (comme la *Lijst Dedecker* LDD).

◊ **Appliquer le modèle en dehors des partis ethno-régionalistes**

Il sera aussi possible d'étendre l'analyse en dehors des partis ethno-régionalistes et tenter de nous servir de nos résultats et surtout des méthodes et réflexions qui y ont contribué pour une analyse d'autres électorats.

Nous savons de l'analyse des Travaillistes Ecossais que les variables retenues dans notre enquête ne sont pas entièrement adaptées à des partis plus traditionnels. A partir du travail sur les frontières de la famille politique ethno-régionaliste, nous verrons d'autres partis et leurs électorats proches. Ils peuvent nous fournir un point de départ pour l'analyse des concurrents politiques des partis ethno-régionalistes. Cette recherche pourrait contribuer à une vision à partir de la niche (des partis ethno-régionalistes) vers les espaces plus classiques du jeu partisan. Dans certains cas elle pourrait peut être aidée à partir du regard différent d'améliorer certains modèles existants.

Cette dernière piste peut aussi permettre de rentrer dans l'analyse plus classique. Nous avons noté au début de cette analyse les problèmes de cadre d'analyse qui font que la connaissance sur les partis ethno-régionalistes est limitée à une certaine niche de la science politique. Si nous pouvons analyser un parti classique à partir du même cadre d'analyse qu'un parti ethno-régionaliste il est peut-être possible de décloisonner les espaces.

Cette thèse permet d'établir une base d'opération qui pointe vers des questions qui pourraient faire l'objet d'un travail ultérieur.

ANNEXES

Bibliographie

Nationalisme et Ethno-régionalisme:

GELLNER, Ernest. *Nations and nationalism*. Oxford (UK) : Blackwell, 1983. 150 p.

ALLAHAR, Anton L. Primordialism and ethnic political mobilisation in modern society. In *New Community*, Vol. 22 No. 1 (Jan. 1996). p. 5-23.

BILLIG, Michael. *Banal Nationalism*. London, Sage, 1995. 200 p.

BUNDESAMT FÜR VERFASSUNGSSCHUTZ. *Verfassungsschutzbericht 2008*. Berlin, Bundesministerium des Innern, 2009. 404 p.

CALHOUN, Craig (ed.). Social Theory and the Politics of Identity. Oxford (UK), Blackwell, 1994. 350 p.

CALHOUN, Craig. Social Theory and the Politics of Identity. In op.cit. p. 9-36

SOMERS, Margaret R., GIBSON, Gloria D. Reclaiming the Epistemological "Other": Narrative and the Social Constitution of Identity. In op.cit p. 37-99

SCHEFF, Thomas. Emotions and Identity: A theory of Ethnic Nationalism. In op.cit. p.277-303

CALHOUN, Craig. Nationalism and Civil Society: Democracy, Diversity and Self-Determination. In op.cit. p. 304-336

CONNOR, Walker. Eco- or ethno-nationalism? In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 7 No. 3 (July 1984), p.342-360.

CONNOR, Walker. Beyond reason: the nature of the ethnonational bond. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 16 No. 3 (July 1993), p.373-390

DE WINTER; Lieven. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 1994. 198 p.

DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri (eds.). *Regionalist Parties in Western Europe*. London: Routledge, 1998. 259p.

DE WINTER, Lieven, TÜRSAN, Huri. Les partis ethno-régionalistes en Europe. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 151-164.

DE WINTER; Lieven. *The impact of European integration on ethnoregionalist parties*. Barcelon (ES), Institut de ciències politiques i socials, 2001. 45 p.

DE WINTER, Lieven. Les partis autonomistes et régionalistes. In PERRINEAU, Pascal (sous la direction de). *Le vote européen 2004-2005*. Paris : Presses de la FNSP, 2005. pp- 153-172.

DUMONT, Fernand. *La Vigile du Québec*. Montréal (QC), Bibliothèque Québécoise, 2001. 240 p. (première édition de 1971)

FALKENHAGEN, Frédéric. National Identity and Ethno-Regional Party types. In *CEU Political Science Journal*, Vol.4 No.3 (Sept. 2009), p. 389-418

FALKENHAGEN, Frédéric. *L'ethno-régionalisme au Québec et en Ecosse durant les années 1970s dans une vision de changement de valeurs post-matérialiste*. Mémoire présenté pour l'obtention du Master Recherche Mention Sociétés et Politiques comparées: Paris, 2006. 140 p.

FESTENSTEIN, Matthew. New Worlds for Old: Kymlicka, Cultural Identity and Liberal Nationalism. In *Acta Politica*, Vol. 33 No. 4 (Winter 1998). p. 362-377

FREEDEN, Michael. Is Nationalism a Distinct Ideology? In *Political Studies*, Vol. 46 No. 4

(Sept. 1998), p.748-766.
FUSTEL DE COULANGES, Numa Denis. *Questions Contemporaines*. Paris, Hachette, 1916. 111 p.
GIJSBERTS, Mérove, HAGENDOORN, Louk, SCHEEPERS, Peer (eds.). *Nationalism and the Exclusion of Migrants*. Aldershot (UK): Ashgate, 2004. 296 p.
COENDERS, Marcel, GIJSBERTS, Mérove, SCHEEPERS, Peer. Chauvinism and Patriotism in 22 Countries. In op.cit. p. 29-70.
LUBBERS, Marcel. GIJSBERTS, Mérove, SCHEEPERS, Peer. Extreme Right-Wing Voting in Western Europe. In op.cit. p. 157-186
COENDERS, Marcel, SCHEEPERS, Peer. Associations between Nationalist Attitudes and Exclusionist Reactions in 22 Countries. In op.cit. p.187-208.
HAGENDOORN, Louk, CSEPELI, György, DEKKER, Henk, FARNEN, Russell (eds.). *European Nations and Nationalism*. Aldershot (UK): Ashgate, 2000. 530 p.
HAGENDOORN, Louk, PEPELS, José. European Nations and Nationalism: An Introductory Analysis. In op.cit. p. 1-37
CINNIRELLA, Marco. Britain: A History of Four Nations. In op.cit. p. 37-67
DE WITTE, Hans, VERBEECK, Georgi. Belgium: Diversity in Unity. In op.cit. p. 107-141
NASSEHI, Amin. Germany: The Ambiguous Nation. In op.cit. p.215-249
HECHTER, Michael. *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*. London (UK) : Routledge & Kegan Paul, 1975. 361 p.
PAGE, Edward. *Michael Hechter's Internal Colonial Thesis : Some Theoretical and Methodological Problems*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1977. 30 p.
HECHTER, Michael. *Containing Nationalism*. Oxford (UK) : University of Oxford Press, 2000. 256 p.
HEINEMANN, Mirko. Wirrwarr der Begriffe : der Unterschied zwischen Radikalismus, Extremismus und Populismus. In *Das Parlament*, No. 45, 2005.
HERAUD, G. VAN HAGENDOREN, M. Bibliography of European Ethnic Groups. In *Plural Societies*, Vol. 13 (1982), p.167-188.
HITLER, Adolf. *Mein Kampf*. München, Zentralverlag der NSDAP, 1936. 781 p.
HOSSAY, Patrick. *Contentions of nationhood : nationalist movements, political conflict, and social change in Flanders, Scotland, and French Canada*. Lanham (MD), Lexington Books, 2002. 316 p.
IZQUIERDO, Jean-Marie. *Le Pays basque de France: la difficile maturation d'un sentiment nationaliste basque*. Paris, L'Harmattan, 2001. 223 p.
KOHN, Hans. *The Idea of Nationalism: A study of its origins and background*. New York (NY), Macmillan, 1944. 735 p.
KEATING, Michael. *Les défis du nationalisme moderne*. Montréal (QC) : Presses de l'Université de Montréal, 1997. 296 p.
LAFOREST, Guy. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*. Sillery (QC) : Septentrion, 1992. 265 p.
LAFOREST, Guy. *De la prudence : textes politiques*. Montréal (QC) : Boréal, 1993. 209 p.
LEVESQUE, René. *Option Québec*. Montréal (QC) : Ed. de l'Homme, 1968. 173 p.
MCCRONE, David. *The Sociology of Nationalism*. London : Routledge, 1998. 207p.
MCROBERTS, Kenneth. *Un pays à refaire : l'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*. Montréal (QC) : Boréal, 1999. 483 p
MICHELAT, Guy, THOMAS, Jean-Pierre H. *Dimensions du Nationalisme*. Paris, Armand Collin, 1966. 184 p.
RICHMOND, Anthony H. (ed.):After the referenda: the future of ethnic nationalism in Britain and Canada. *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 7 No. 1 (Jan 1984), 193 p.

RICHMOND, Anthony H. Ethnic Nationalism and Postindustrialism. Ibd., p.4-19
RAWKINS, Philipp. The role of the state in the transformation of the nationalist movements of the 1960s: comparing Wales and Quebec. Ibd., p.86-106
MCCRONE, David. Explaining nationalism: the Scottish experience. Ibd., p.129-138
WILLIAMS, Glyn. What is Wales?: the discourse of devolution. Ibd., p.138-160
BALSOM, Denis, MADGWICK, Peter, VAN MECHELEN, Denis. The political consequences of Welsh identity. Ibd., p.160-182
BARRY JONES, J. Labour Party doctrine and devolution: the Welsh experience. Ibd. 182-193
RYAN, Claude (dir.). *Le Québec qui se fait*. Montréal (QC),Hurtubise, 1971. 311 p.
SCHIEDER, Wolfgang (ed.). *Faschismus als soziale Bewegung: Deutschland und Italien im Vergleich*. Hamburg, Hoffmann und Campe, 1976. 211 p
SMITH, Anthony David . *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford (UK) : Blackwell, 1986. 312 p.
SMITH, Anthony David. *The ethnic revival*. Cambrdige (UK) : Cambridge University Press, 1981. 240 p.
SMITH, Anthony David. *Nations and nationalism in a global era*. Cambridge (UK) : Polity Press, 1995. 211 p.
TRUDEAU, Pierre Elliott. *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*. Montréal (QC) : HMH, 1967. 227 p.
WIMMER, Andreas. *Nationalist Exclusion and Ethnic Conflict*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2002. 319 p.

Analyse des données:

A'HEARN, Brian, BATEN, Jörg, CRAYEN, Dorothee. Quantifying Quantitative Literacy: Age Heaping and the History of Human Capital. In *The Journal of Economic History*. Vol. 69 No. 3 (Sep. 2009), p.783-808
AITKIN, Murray, LONGFORD, Nicolas. Statistical Modelling in School Effectiveness Studies. In *Journal of the Royal Statistical Society - Series A*, Vol. 149 No.1 (Jan. 1986), p. 1-43.
BENZECRI, Jean-Paul et al. . *L'analyse des données*. Paris, Dunod. 1973. 2 volumes.
BENZECRI, Jean-Paul. *Correspondence Analysis Handbook*. New York (NY), Decker, 1992.
CATTELL, Raymond B. The Scree Test for the Number of Factors. In *Multivariate Behavioral Research,* Vol. 1 No. 2 (1966). p. 245-276.
CHICHE, Jean, LEROUX, Brigitte, PERRINEAU, Pascal, ROUANET, Henry. L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 : nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électorats. In *Revue française de science politique,* Vol.50 no.3 (Juin 2000), p.463-487.
DESCHAMPS, Michel. *Introduction à la statistique descriptive*. Paris, Foucher, 2000. 190 p.
DOGAN, Mattei, ROKKAN, Stein. *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*. Cambridge (MA), M.I.T. Press, 1969. 619 p.
HOWARD, Nigel. Least Square Classification and Principal Component Analysis: A Comparison. In DOGAN, Mattei, ROKKAN, Stein. *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*. Cambridge (MA), M.I.T. Press, 1969. p.397-412.
GUTTMAN, Louis. The quantification of a class of attributes : A theory and method of scale construction. In HORST, Peter et al. (eds.). T*he Prediction of personal adjustment*. New York (NY), Social Science Research Council, 1941. p. 319-348

HAMPTOM, William. The county as political unit. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 29. No.4 (Autumn 1966), p.462-474.
KNIGGE, Pia. The ecological correlates of right-wing extremism in Western Europe. In *European Journal of Political Research*, Vol. 34 No. 2 (Oct. 1998), p. 249-279
KOSTERMAN, Rick, FESHBACH, Seymour. Toward a Measure of Patriotic and Nationalistic Attitudes. In *Political Psychology*, Vol. 10. No. 2 (June 1989), p.257-274
LAVER, Michael (ed.). *Estimating the Policy Position of Political Actors*. London, Routledge, 2001. 252 p.
LEBART, Ludovic. *La qualité de l'information dans les enquêtes = Quality of information in sample surveys*. Paris, Dunod, 1992. 549 p.
LEBART, Ludovic. *Traitements statistiques des enquêtes*. Paris, Dunod, 1993. 255 p.
LEBART, Ludovic, DROESBEKE, Jean-Jacques (dir.). *Enquêtes, modèles et applications*. Paris, Dunod, 2001. 578 p.
LEBART, Ludovic, MORINEAU, Alain, PIRON, Marie. *Statistique exploratoire multidimensionnelle*. 3e Ed. Paris, Dunod, 2004 (2000). 439 p.
LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. *Geometric Data Analysis*. Dordrecht (NL) : Kluwer Academic, 2004. 475 p.
LE ROUX, Brigitte, ROUANET, Henry. *Multiple Correspondence Analysis*. Los Angeles (CA), Sage, 2010. 115 p.
RAGIN, Charles C. *The Comparative Method*. Berkeley (CA), University of California, 1987. 185 p.
RAGIN, Charles C., BECKER, Howard S. (eds.) What is a case? Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1992. 242 p.
RAGIN, Charles C. Cases of « What is a case ? ». In op. cit. p. 1-18
PLATT, Jennifer. Cases of cases… of cases. In op.cit p. 21-52
ABBOTT, Andrew. What do cases do? Some nites on activity in sociological analysis. In op.cit p. 53-83
WHITE, Harrison C. Cases are for identity, for explanation, or for control. In op.cit. p. 83-104
LIEBERSON, Stanley. Small N's and big conclusions: an examination of the reasoning in comparative studies based on a small number of cases. In op.cit. p 105-118
BECKER, Howard S. Cases, causes, conjunctions, stories and imagery. In op.cit p. 205-216
RAGIN, Charles C. « Casing » and the process of social inquiry. In op.cit. p. 217-226
RAGIN, Charles C. *Fuzzy Set Social Science*. Chicago (IL), University of Chicago Press, 2000. 352 p.
RIHOUX, Benoît, DE MEUR, Gisèle. *L'analyse quali-quantitative comparée (AQQC-QCA) : approche, techniques et applications en sciences humaines*. Louvain-La-Neuve (BE), Academia Bruylant, 2002. 175 p.
RIHOUX, Benoît. L'analyse quali-quantitative comparée (AQQC-QCA) : promesses et plus-values pour l'évaluation. In *Cahiers du CEVIPOF*. No. 44 (Jun-2006), p.79-86.
ROBINSON, William S., Ecological Correlations and Behaviour of Individuals. In *American Sociological Review*, Vol. 15 No. 3 (June 1950), p. 351-357.
ROUANET, Henry, BERNARD, Jean-Marc, LE ROUX, Brigitte. *Statistiques en sciences humaines : analyse inductive des données*. Paris : Dunod, 1990. 242 p.
SNIJDERS, Tom A. B., BOSKER, Roel J. . *Multilevel analysis : an introduction to basic and advanced multilevel modelling*. London, Sage, 1999. 260 p.
STOETZEL, Jean. La conception actuelle de la notion d'attitude en psychologie sociale. In Bulletin de psychologie Vol 16 No. 16, 13 mai 1963. pp. 1004-1009

Cadre d'analyse théorique:

ADORNO, Theodor Wiesengrund et al. *The Authoritarian Personality*. New York, Harper and Row, 1950. 989 p.

ALLPORT,G.W.. Attitudes. In MURCHISON, C. *Handbook of social psychology*. 1935.

COUR SUPREME DU CANADA. Renvoi relatif à la sécession du Québec, 1998, 2 R.C.S. 217.

DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. New Haven (CT), Yale University Press, 1971. 257 p.

DAHL, Robert A. (ed.). *Political oppositions in Western democracies*. New Haven (CT), Yale University Press, 1966. 458 p.

DETH, Jan Willem van, SCARBROUGH, Elinor. *The impact of values*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1995. 588 p.

KNUTSEN, Oddbjørn, SCARBROUGH, Elinor. Cleavage Politics. In *The impact of values*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1995 p. 493-531.

EAGLES, Munroe. Spatial and contextual models and political behaviour: an introduction. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 6/7 (Aug./Oct. 1995), p.499-503

ELIAS, Norbert, SCOTSON John L. *The Established and the Outsiders: a sociological enquiry into community problems* (2nd ed.). London, Sage, 1994. 199 p.

ELIAS, Norbert. SCOTTSON, John, L. *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Paris: Fayard, 1997. 278 p.

EISENSTADT, Shmuel Noah. The civilizational formations and political dynamics – The Stein Rokkan Lecture 1985. In *Scandinavian Political Studies*, Vol 8, no. 4 (Autumn 1985), p.231-251.

EISINGA, Rob, LAMMERS, Jan, PETERS, Jan. Community, commitment and conservatism. In *European Sociological Review*, Vol. 7 No. 2 (Sept. 1991), p. 123-134

GOFFMAN, Erving. *Stigma – Notes on the management of spoiled Identity*. Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall, 1963. 147 p.

GUGGEMOS, Peter. *Politische Einstellungen von Republikaner-WählerInnen : Angebot und Nachfrage am rechten Rand*. Würzburg, Ergon, 2000. 554 p.

HERB, Guntram H., KAPLAN, David H. *Nested Identities*. Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 1999. 343 p.

HIRSCHMAN, Albert O. *Exit, Voice and Loyalty: Responses to the Decline in Firms, Organizations and States*. Cambridge (MA), Harvard University Press, 1970. 162 p.

INGLEHART, Ronald. *The Silent revolution : changing values and political styles among Western publics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1977. 482 p.

INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization : cultural, economic and political change in 43 societies*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1997. 453 p.

INGLEHART, Ronald, WELZEL, Christian. *Modernization, cultural change and democracy : the human development sequence*. New York (NY) : Cambridge University Press, 2005. 333p.

KIM, Heemin, FORDING, Richard C. Voter Ideology in Western Democracies, 1946-1989. In *European Journal of Political Research*, Vol. 33 no. 1 (Jan. 1998),p. 73-97.

KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.). *Extreme right activists in Europe*. London, Routledge, 2006. 309 p.

KRIESI, Hanspeter. The transformation of cleavage politics – The 1997 Stein Rokkan lecture. In *European Journal of Political Research*, Vol. 33 no. 2 (Mar. 1998), p. 165-185.

LANDESWAHLLEITERIN DES LANDES SCHLESWIG-HOLSTEIN. *Landtagswahl in Schleswig-Holstein am 27. September 2009 – Vorläufiges Ergebnis*

disponible en ligne:
http://www.statistik-sh.de/WSD09/LW09/Download/LW09_Bericht_LWL.pdf
LYBECK, Johan A. Is the Lipset-Rokkan hypothesis testable? In *Scandinavian Political Studies*, Vol 8, no. 1-2 (Summer 1985), p. 105-113
MARTIN ALCOFF, Linda, HAMES-GARCIA, Michael, MOHANTY, Satya P., MOYA, Paula M.L. (eds.). Identity Politics Reconsidered. Basingstoke (UK), Palgrave MacMilla, 2006. 289 p-
MAYER, Nonna. *Ces Français qui votent FN*. Paris, Flammarion, 1999. 379 p.
MORENO, Luis. *The federalization of Spain*. London, Frank Cass, 2000. 190 p.
MUDDE, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester (UK), University of Manchester Press, 2000. 212 p.
MUDDE, Cas. The Extreme right party family. In op.cit. p. 2-24
MUDDE, Cas. Flanders: 'Eigen volk eerst!- The extreme right in Flanders. In op.cit. p.81-116.
PUTNAM, Robert D. *Bowling Alone: the collapse and revival of American community*. New York (NY), Simon and Schuster, 2000. 541 p.
PUTNAM, Robert D. (ed.). *Democracies in flux: the evolution of social capital in contemporary society*. Oxford (UK), Oxford University Press, 2002. 516 p.
PUTNAM, Robert D. LEONARDI, Robert, NANETTI, Rafaella Y. *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*. Princeton (NJ), Princeton University Press, 1993. 258 p.
ROKKAN, Stein, LIPSET, Seymour (eds.). *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*. London, Collier Macmillan, 1967. 554 p.
ROKKAN, Stein. *Mass politics : studies in political sociology*. London, Collier Macmillan, 1970. 400 p.
ROKKAN, Stein. *Citizens, elections, parties: approaches to the comparative study of the processes of development*. Oslo, Universitetsforlaget, 1970. 469 p.
ROKKAN, Stein. *The politics of territorial identity : studies in European regionalism*. London, Sage, 1982. 438 p.
ROKKAN, Stein, URWIN, Derek, AAREBROT, Frank H. *Centre-Periphery structures in Europe: an ISSC workbook in comparative analysis*. Frankfurt (Main) (DE), 1987. 482 p.
ROKKAN, Stein. *State formation, nation-building, and mass politics in Europe : the theory of Stein Rokkan : based on his collected works*. Oxford (UK), Oxford University Press, 1999. 422 p.
ROOF, Wade Clark. Religious Orthodoxy and Minority Prejudice: Causal Relationship or Reflection of Localistic World View? In *The American Journal of Sociology*, Vol. 80 No.3 (Nov. 1974), pp. 643-664
ROOF, Wade Clark. Traditional Religion in Contemporary Society: A Theory of Local-Cosmopolitan Plausibility. In *American Sociological Review*, Vol. 41 No.2 (Apr. 1976), pp. 195-208
ROSE, Richard, WELLER, Craig. What does social capital add to democratic values ? Glasgow (UK) Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, 2001. 28 p.
ROTH, Roland, RUCHT, Dieter (Hrsg.). *Neue Soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*. Frankfurt (DE), Campus, 1987. 406 p.
GUGGENBERGER, Bernd. Die Grenzen des Gehorsams – Widerstandsrecht und atomares Zäsurbewusstsein. In op.cit. p.327-344
STEFFANI, Winfried. Mehrheitsentscheidung und Minderheiten in der pluralistischen Verfassungsdemokratie. In op.cit. p. 344-364
WIESDENDAHL, Elmar. Neue soziale Bewegungen und moderne Demokratitheorie – Demokratische Elitenherrschaft in der Krise. In op.cit. p. 364-385

RIHOUX, Benoît. *Les partis politiques : organisations en changement : le test des écologistes*. Paris : L'Harmattan, 2001. 261 p.
SELLERS, J.M. Peace, post-industrial change and the new left. In *European Journal of Political Research*, Vol. 33 no. 2 (Mar. 1998), p.187-217.
SIEGFRIED. André. *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République*. Paris, A. Colin, 1913. 536 p.
TARROW, Sydney G. *The new transnational activism*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2005. 258 p.
VIALATTE, Jérôme. *Les partis verts en Europe occidentale*. Paris, Economica, 1996. 306 p.
WELLHOFER, E. Spencer. ‚Things fall apart; the center cannot hold': cores, peripheries and peripheral nationalism at the core and the periphery of the world economy. . In *Political Geography*, Vol. 14 no. 6/7 (Aug./Oct. 1995), p.503-521.

Partis et opinions politiques:

BARTOLINI, Stefano, MAIR, Peter. *Identity, competition and electoral availability : the stabilisation of European electorates, 1885-1985*. Cambridge (UK). Cambridge University Press, 1990. 363 p.
BORELLA, François. *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*. Paris, Seuil, 1973. 250 p.
BORELLA; François. *Les partis politiques dans l'Europe de Neuf*. Paris, Seuil, 1979. 242 p.
BOY, Daniel. MAYER, Nonna. *L'électeur français en questions*. Paris, Presses de la FNSP, 1990.249 p.
BOY, Daniel, MAYER; Nonna (eds.). *L'électeur a ses raisons*. Paris, Presses de Sciences Po, 1997. 407 p.
BUDGE, Ian, CREWE, Ivor, FARLIE, Dennis J. (eds.) *Party identification and beyond : representations of voting and party competition*. London, J. Wiley & Sons, 1976. 393 p.
BUDGE, Ian, ROBERTSON, David, HEARL, Derek J. *Ideology, strategy and party change: spatial analyses of post-war election programmes in 19 democracies*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1987. 494 p.
BUTLER, David, STOKES, Donald. *Political Change in Britain: forces shaping electoral choice*. Basingstoke, MacMillan, 1970. 516 p.
CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philipp E., MILLER, Warren E. et al. *The American Voter*. New York (NY), John Wiley and sons, 1960. 573 p.
CAUTRES, Bruno, MAYER, Nonna (eds.). *Le nouveau désordre électoral: les leçons du 21 avril 2002*. Paris, Presses de Sciences Po, 2004. 412 p.
CHAMBERS, William Nisbet, BURNHAM, Walter Dean (eds.). *The American Party Systems*. London, Oxford University, 1967. 321 p.
DALTON, Russel J., WATTENBERG, Martin P. *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*. Oxford (UK), Oxford University Press, 2000. 314 p.
DOGAN, Mattei (ed.). *Comparing pluralist democracies : strains on legitimacy*. Boulder (CO), Westview, 1988. 288 p.
KAASE, Max. Political Alienation and Protest. In DOGAN, Mattei (ed.). *Comparing pluralist democracies : strains on legitimacy*. Boulder (CO), Westview, 1988. p.114-142
DOWNS, Anthony. *An economic theory of democracy*. New York (NY), Harper and brothers, 1957. 310 p.
DUVERGER, Maurice. *Nationalisme et partis politiques*. Nancy (FR), Centre européen universitaire, 1954. 45 p.

DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Colin, 1951. 476 p.
FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri et. al. *Electoral change – responses to evolving social and attitudinal structures in Western countries*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1992. 475 p.
MACKIE, Tom, FRANKLIN, Mark. Electoral Change and social change. In op.cit. p. 33-57
FRANKLIN, Mark. The decline of cleavage politics. In op.cit. p.383-405
VAN DER EIJK, Cees, FRANKLIN, Mark, MACKIE, Tom, VALEN, Henri. Cleavages, conflict resolution, and democracy. In op.cit. p. 406-431
GOLDMAN, Ralph M. *Party Chairmen and Party Factions, 1789-1900*. Ph.D. Dissertation. University of Chicago, 1951.
GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna, SNIDERMAN, Paul M.(eds.) *La démocratie à l'épreuve : une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris, Presses de Sciences Po, 2002. 349 p.
GRUNBERG, Gérard, SCHWEISGUTH, Etienne. La tripartition de l'espace politique. In PERRINEAU, Pascal, ISMAL, Colette (dirs.*). Le vote de tous les refus : les élections présidentielle et législatives 2002*. Paris, Presses de Sciences Po, 2003. p. 341-362
HAEGEL, Florence (dir.). Partis politiques et système partisan en France. Paris, Presses de Sciences Po, 2007. 452 p.
TIBERJ, Vincent. Le système partisan comme « espace des possibles ». In op. cit. p. 287 – 321
SAUGER, Nicolas. Un système électoral vecteur d'instabilité?. In op. cit. p. 359 – 390
HAEGEL, Florence. Les partis vus de France et d'ailleurs. In op. cit. p. 391-407
HUBER, John, INGLEHART, Ronald. *Expert Interpretations of party space and party locations in 42 societies. In Party* Politics, Vol. 1 No.1 (Jan. 1995). P. 73-111
KATZ, Richard S., MAIR, Peter. *How parties organize: change and adaptation in party organizations in Western democracies*. London, 1994. 375 p.
KATZ, Richard S., MAIR, Peter. Changing models of party organization and party democracy. *In Party* Politics, Vol. 1 No.1 (Jan. 1995). P. 5-28
KATZ, Richard S. *A theory of parties and electoral systems.* Baltimore (MD), John Hopkins University Press, 1980. 151 p.
KEY, Valdimer Orlando. *Politics, Parties & Pressure Groups.* 5th edition. New York (NY), Thomas Y. Crowell, 1964. 738 p.
KIRCHHEIMER, Otto. Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems. In *Politische Vierteljahresschrift*, Vol.6 (1965), p. 20-41
KIRCHHEIMER, Otto. The transformation of Western European Party Systems .In La Palombara, J. and Weiner M. (eds.), P*olitical Parties and Political Development.* Princeton (NJ), Princeton University Press, 1966. p.177-199
KLANDERMANS, Bert, LINDEN, Annette, MAYER, Nonna. Le monde des militants d'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. *In Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 12 No. 4 (Hiver 2005). p. 469-486
KLINEBERG, Otto. Psychologie Sociale. Paris, PUF, 1959, 656 p.
KNUTSEN, Oddbjørn. The Impact of Structural and Ideological Party Cleavages in West European Democracies. In *British Journal of Political Science*, Vol. 18 No.3 (July 1988) p. 323-352.
KNUTSEN, Oddbjørn. The Materialist/Post-Materialist value dimension as a party cleavage in the Nordic Countries. In *West European Politics*, Vol. 13 No.2 (April 1990), p.258-274.
KREUZER, Markus. New Politics: Just Post-Materialist? The Case of the Austrian and Swiss Greens. In *West European Politics*, Vol. 13 No.1 (Jan. 1990), p.12-30.
LAVAU, Georges. *Partis politiques et réalités sociales*. Paris, Armand Collin, 1953.169 p.

LAVAU, Georges. *A quoi sert le Parti Communiste Français?* Paris, Fayard, 1981. 443 p.
LAVER, Michael J. (ed.). *Estimating the policy positions of political actors*. London, Routledge, 2001. 252 p.
LIJPHART, Arend. *The politics of accomodation : pluralism and democracy in the Netherlands*. Berkeley (CA), University of California Press, 1968. 222 p.
MAIER, Jürgen. *Politikverdrossenheit in der Bundesrepublik Deutschland: Dimensionen, Determinanten, Konsequenzen*. Opladen, Leske + Budrich, 2000. 387 p.
MARCUS, George. *The sentimental citizen: emotion in democratic politics*. University Park (PA), Pennsylvania State University, 2002. 171 p.
MEIJERINK, Frits, MUDDE, Cas, VAN HOLSTEYN, Joop. Research Note: Right Wing Extremism. In *Acta Politica*, Vol. 33 No. 2 (Summer 1998). p. 165-178
MUDDE, Cas. The Paradox of the Anti-party Party: Insights from the Extreme Right. In *Party Politics*, Vol. 2 No. 2 (April 1996). p. 265-276
MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, PRIDHAM, Geoffrey (eds.). *Small parties in Western Europe : comparative and national perspectives*. London, Sage, 1991. 232 p.
NETO, Octavio Amorim, COX, Gary W. Electoral Institutions, Cleavage Structures, and the Number of Parties. In *American Journal of Political Science*, Vol. 41, No. 1 (Jan. 1997), p.149-174.
PANEBIANCO, Angelo. *Political parties : organization and power.* Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1988. 318 p.
POGUNTKE, Thomas. New Politics and party systems : the emergence of a new type of party ? In *West European Politics*, Vol. 10 No.1 (Jan. 1987), p.76-88.
POPKIN, Samuel. *The reasoning voter.* Chicago, University of Chicago Press, 1991.
RATTINGER, Hans, GABRIEL, Oscar W., FALTER, Jürgen W. (Hrsg.) *Der gesamtdeutsche Wähler : Stabilität und Wandel des Wählerverhaltens im wiedervereinigten Deutschland.* Baden-Baden (DE), Nomos, 2007. 438 p.
ROSE, Richard (ed.). Electoral Behaviour: A Comparative Handbook. London, Collier Macmillan, 1974. 753 p.
SARTORI, Giovanni. *Parties and party systems : a framework for analysis*. Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1976. 370 p.
SCHWARTZ, Shalom H. Universals in the Content and the Structure of Values : Theoretical Advances and Empirical Tests in 20 Countries. In *Advances in Experimental Social Psychology*, Vol. 25 (1992). p. 1-66
SCHWEISGUTH, Etienne. Droite-gauche : un clivage dépassé ?. Paris, La documentation française, 1995. 65 p.
SCHWEISGUTH, Etienne. La montée des valeurs individualistes. In *Futuribles*, Paris. No. 200 (juillet-août 1995), p. 131-160
SCHWEISGUTH, Etienne. Le baromètre politique français (2006-2007), 1ère vague, printemps 2006 / CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po. Le libéralisme culturel aujourd'hui. Paris, CEVIPOF, 2006. 25 p. http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/barometre/vague1/synthese/BPF-V1_R06_ES.pdf
SEILER; Daniel Louis. *Partis et familles politiques*. Paris, PUF, 1980. 440 p.
SEILER, Daniel Louis. *Les partis autonomistes*. Paris, PUF, 1982. 124 p.
SEILER, Daniel Louis. *De la comparaison des partis politiques*. Paris, Economica, 1986. 261 p.
SEILER, Daniel, Louis. *Les partis politiques en Occident: sociologie historique du phénomène partisan*. Paris, Ellipses, 2003. 479 p.
SMITH, Gordon. What is a party system. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 29. No.3 (Summer 1966), 351-362

SORAUF, Frank J. *Political Parties in the American System*. Boston, Little, Brown & Co., 1964. 194 p.
SORAUF, Frank J., BECK, Paul Allen. *Party Politics in America*. 6th Edition. Glenview (IL), Scott, Foresman and Co., 1987. 531 p.
STEVENSON, John. *Third party politics since 1945: liberals, alliance and social democrats*. Oxford (UK), Blackwell, 1993. 157 p.
THOMASSEN, Jacques. *The European voter : a comparative study of modern democracies*. Oxford (UK), Oxford University Press. 347 p.
TILLIE, Jean, FENNEMA, Meindert. A Rational Choice for the Extreme Right. In *Acta Politica*, Vol. 33 No. 3 (Autumn 1998). p. 223-249
VAN DER EIJK, Cees, SCHMITT, Hermann (eds.). *The Multilevel Electoral System of the EU*. CONNEX Report Series Nr 4. Mannheim (DE), CONNEX, 2008. 240 p.
PEREZ-NIVAS, Santiago, BONET, Eduard. Differential voting for Ethno-regionalist Parties in Multilevel electoral systems. In op.cit. p.59-87
WILDMAIER, Ulrich. Political Stability in OECD Nations. In *International Political Science Review*, Vol. 11 No.2 (Spring 1990), p.219-242.

Etudes spécifiques:

Ecosse:

AGNEW, John. Models of Spatial Variation in Political Expression: The Case of the Scottish National Party. In *International Political Science Review*, Vol. 6 No. 2 (1985), p. 171-196.
BENNIE, Lynn, BRAND, Jack, MITCHELL, James. *How Scotland votes*. Manchester (UK), Manchester University, 1997. 174 p.
BUDGE, Ian, URWIN, Derek William. *Scottish political behaviour : a case study in British homogeneity.* London : Longmans Green, 1966. 148 p.
BRAND, Jack. National consciousness and voting in Scotland. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 10 No. 3 (July 1987), p.334-349.
BRAND, Jack. *Defeat and Renewal: The Scottish National Party in the eighties*. Barcelona (ES), Institut de Ciènces Polítiques i Socials, 1990. 23 p.
BRAND, Jack, MITCHELL, James, SURRIDGE, Paula. Social Constituency and Ideological Profile: Scottish Nationalism in the 1990s. In *Political Studies*, Vol. 42 No. 4 (Dec. 1994), p.616-629.
BROWN, Alice, MCCRONE, David, PATERSON, Lindsay, SURRIDGE, Paula. *The Scottish Electorate – The 1997 General Election and Beyond*. Houndmills (UK), Macmillan, 1999. 182 p.
COUPLAND, Sir Reginald. *Welsh and Scottish Nationalism : a study*. London : Collins, 1954. 426 p.
CURTICE, John. *New Scotland, new society ? : are social and political ties fragmenting ?*. Edinburgh (UK), Polygon, 2002. 234 p.
CURTICE, John. Did Devolution make a difference? The first Post-Devolution UK election in Scotland. In *British Elections & Parties Review*, Vol. 12 (2002), p.64-79.
DAVIDSON, Neil, GLUCKSTEIN, Donny. Nationalism and the class struggle in Scotland. In *International Socialism*, Vol. 48 (aut. 1990), p. 107-137.
DEVINE, T.M. *The Scottish Nation 1700-2000*. London, Penguin, 1999. 696 p.
DONALDSON, Gordon. *Scottish History and the Scottish Nation*. University of Edinburgh

Inaugural Lecture No. 20, delivered 4th May 1964.
EAGLES, Munroe. The Neglected Regional Dimension in Scottish Ethnic Nationalism. In *Canadian Review of Studies in Nationalism*, Vol. 12 No. 1 (Spring 1985), p. 81-99.
EWING; Winnie. *Stop the world: the autobiography of Winnie Ewing*. Edinburgh (UK), Birlinn, 2004. 384 p.
FINLAY, Richard J. *A partnership for good ? : Scottish politics and the Union since 1880*. Edinburgh (UK) : Donald, 1997.
GEEKIE, Jack, LEVY, Roger. Devolution and the tartanisation of the Labour Party. In *Parliamentary Affairs,* Vol. 42 No.3 (July 1989), p.399-412
GRASMUCK, Sherri. Ideology of Ethnoregionalism: The Case of Scotland. In *Politics & Society*, Vol. 9 No.4 (1980), p. 471-494.
HANHAM, H.J. *Scottish Nationalism*. London, Faber and Faber, 1969. 250 p.
HARVIE, Christopher T. *Scotland and Nationalism : Scottish society and politics 1707-1977*. 1st ed. London : G. Allen and Unwin, 1977. 318 p.
HARVIE, Christopher T. *Scotland and Nationalism : Scottish society and politics 1707 to the present*. 4th ed. London : Routledge, 2004. 278 p.
HARVIE, Christopher T. *No gods and few precious heroes : Scotland 1914-1980*. London : E. Arnold, 1981. 182 p.
HARVIE, Christopher T. *Fool's Gold : the story of North Sea Oil*. London : Penguin, 1995. 366 p.
HASSAN, Gerry, WARHURST, Christopher (eds.). *Tomorrow's Scotland*. London, Lawrence & Wishart, 2002. 256 p.
HASSAN, Gerry, LYNCH, Peter. *The almanac of Scottish politics*. London : Politico's, 2000. 452 p.
HEARN, Jonathan. *Claiming Scotland : National Identity and Liberal Culture*. Edinburgh (UK), Polygon, 2000. 222 p.
HEATH, Anthony, DE GRAAF, Nan Dirk, NEED, Ariana. Class and Nation in England and Scotland. In *British Elections & Parties*, Vol. 7 (1997), p.57-73.
HYSLOP, A. Graeme. Towards a Specific Theory of Scottish Nationalism. . In *The International Journal of Sociology and Social Policy*, Vol.1 No. 2 (1981), p. 37-59
JOHNSTON, R. J., PATTIE, C. J. A nation dividing? Economic well-being, voter response and the changing electoral geography of Great Britain. In *Parliamentary Affairs* Vol. 42 No.1 (Jan. 1989), p.37-58.
KELLAS, James G. Prospects for a new Scottish political system. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 42 No.4 (oct. 1989), p.519-533
KELLAS, JAMES G. The constitutional options for Scotland. In *Parliamentary Affairs* Vol. 43 No. 4 (Oct. 1990), p.426-435
KENDRICK, Stephen. MCCRONE, David. Politics in a Cold Climate: The Conservative Decline in Scotland. In *Political Studies*, Vol. 37 No. 4 (Dec. 1989), p.589-604.
LUTZ, James M. Community Context in the Spread of Voter Support for the Scottish Nationalist Party (sic). In *The Western Political Quarterly*, Vol. 39 No. 3 (Sept. 1986), p. 455-464.
LYNCH, Peter. *SNP : the history of the Scottish National Party*. Cardiff (UK) Welsh Academic Press, 2002. 200 p.
LYNCH, Peter. Scottish Independence, The Quebec Model of Secession and the Political Future of the Scottish National Party. In *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 11 No. 4 (2005), p.503-535,
MCALLISTER, Ian. *Party Organisation and Minority Nationalism : A comparative study in the United Kingdom*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1979. 33 p.

MCCRONE, David. *Understanding Scotland: the Sociology of a Stateless Nation.* London, Routledge.
NAIRN, Tom. *The break-up of Britain : crisis and neo-nationalism*. London, New Left Books, 1977. 368 p.
NAIRN, Tom. *Faces of nationalism: Janus revisited*. London, Verso, 1997. 246 p.
NEWMAN, Saul. *The ethnic dilemma: the rise and decline of ethnoregional political parties in Scotland, Belgium and Quebec*. PhD Thesis, Princeton University, 1989. 273 p.
NEWMAN, Saul. The rise and decline of the Scottish National Party: ethnic politics in a post-industrial environment. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 15 No. 1 (Jan. 1992), p.1-36.
NEWMAN, Saul. *Ethnoregional conflict in democracies: mostly ballots, rarely bullets*. Westport (CT), Greenwood, 1996. 279 p.
PATERSON, Lindsay, BROWN, Alice, CURTICE, John, HINDS, Kerstin, MCCRONE, David, PARK, Alison, SPROSTON, Kerry, SURRIDGE, Paula. *New Scotland, new politics?* Edinburgh (UK), Polygon at Edinburgh, 2001. 195 p.
PITTOCK, Murray G.H. *The Invention of Scotland – The Stuart Myth and the Scottish identity, 1638 to present*. London, Routledge, 1991. 198 p.
ROSE, Richard. *The United Kingdom as Intellectual Puzzle*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1977. 31 p.
SCOTTISH NATIONAL PARTY. Scotland v. Whitehall – Winnifred Ewing's black book. Edinburgh (UK), SNP, 1968. 23 p.
SCOTTISH NATIONAL PARTY. *SNP and you: aims and policy of the Scottish National Party*. 4th ed. Edinburgh (UK): SNP, 19 p.
SNP. *Paying Our Fair Share... and More*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. *Counting the Benefits of Independence*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
SNP. T*owards a Better Scotland*. Edinburgh (UK), SNP, 1995.
TURNER, Bryan S. Marginal Politics, Cultural Identities and the Clergy in Scotland. In *The International Journal of Sociology and Social Policy*, Vol.1 No. 1 (1981), p.89-114.
WEBB, Keith, HALL, Eric. *Explanations for the rise of political nationalism in Scotland*. Glasgow (UK) : University of Starthclyde, 1978. 59 p.
WISEMAN, H. Victor. Regional Government in the United Kingdom. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 29. No.1 (Winter 1965-66), p.56-82
ZIRAKZADEH, Cyrus Ernesto. Economic Changes and Surges in Micro-Nationalist Voting in Scotland and the Basque Region of Spain. In *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31 No. 2 (Apr. 1989), p.318-339.
ZUCKERMAN, Alan S., KOTLER-BERKOWITZ, Laurence A., SWAINE, Lucas A.. Anchoring political preferences: The structural bases for stable electoral decisions and political attitudes in Britain. In *European Journal of Political Research*, Vol. 33 no. 3 (April. 1998), p. 285-321.

Pays de Galles:

BALSOM, Denis. *The Nature and distribution of support for Plaid Cymru*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1979. 27 p.
BALSOM, Denis, BURCH, Martin. *A political and electoral handbook for Wales*. Farnborough (UK), Gower, 1980. 195 p.
BALSOM, Denis, MADGWICK, Peter, VAN MECHELEN, Denis. *The Political consequences of Welsh identity*. Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1982. 27 p.

DAVIES, John. A History of Wales (2nd). London, Penguin, 2007
DAY, Graham, REES, Garreth (dirs.). *Regions, nations and European integration : remaking the Celtic periphery*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1991. 281 p.
EMMETT, Isabel. A North Wales village – A Social Anthropological Study. London, Routledge & Kegan Paul, 1964. 154 p.
FEVRE, Ralph, THOMPSON, Andrew. *Nation, identity and social theory : perspectives from Wales*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1999. 278 p.
FIELDHOUSE, E. Thatcherism and the changing geography of political attitudes, 1964-87. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 1 (Jan. 1995), p.3-31.
GRUFFUDD, Prys. Remaking Wales: nation-building and the geographical imagination, 1925-50. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 3 (April 1995), p.219-241
JONES, Alun R. THOMAS, Gwyn. *Presenting Saunders Lewis*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1983. 361 p.
JONES, R., DESFORGES, L. Localities and the reproduction of Welsh nationalism. In *Political Geography*, Vol. 22 no. 3 (Mar. 2003), p. 271-293.
LEES, J. D. Aspects of third-party campaigning in the 1964 General Election. In *Parliamentary Affairs*, Vol. 29. No.1 (Winter 1965-66), p.83-90
LEVY, Roger. Finding a place in the world-economy. Party strategy and party vote: the regionalization of SNP and Plaid Cymru support, 1979-92. In *Political Geography*, Vol. 14 no. 3 (April 1995), p.295-309.
LUTZ, James M. The Spread of the Plaid Cymru: The Spatial Impress. In *The Western Political Quarterly*, Vol. 34 No. 2 (June 1981), p.310-328
STUDLAR, Donley T. Comment: The Social Context of Welsh Nationalism. Ibd., p. 328-330
LUTZ, James M. Reply to Comment : Welsh Nationalism – The Process of Spread. Ibd., p.331
MCALLISTER, Ian, MUGHAN, Anthony. Values, Protest and Minority Nationalism in Wales. In *British Journal of Political Science*, Vo. 14 No. 2 (April 1984), p.230-243
MCALLISTER, Ian, MUGHAN, Anthony. The fate of the language: determinants of bilingualism in Wales. In *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 7 No. 3 (July 1984), p.321-342.
MCALLISTER, Laura. *Plaid Cymru – The Emergence of a Political Party*. Seren, Brigend (UK), 2001. 224 p.
MELDING, David. The Political Parties and the Welsh Nation. In *Politics Today* No. 18/ 1987 (3rd December 1987), p.313-336
MORGAN, Kennteth Owen. *Rebirth of a nation : Wales 1880-1980*. Cardiff (UK), University of Wales press, 1981. 463 p.
MORGAN, Kenneth Owen. *Modern Wales : politics, places and people*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1995. 492 p.
MORGAN, Prys, THOMAS, David. *Wales : the shaping of a nation*. Newton Abbot (UK), David & Charles, 1984. 272 p.
One Wales - A progressive agenda for the government of Wales. An agreement between the Labour and Plaid Cymru Groups in the National Assembly 27th June 2007
http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/27_06_07_onewales.pdf
RAGIN, Charles, DAVIES, Ted. Welsh Nationalism in Context. In *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol. 4 (1981), p.215-235
RAWLINGS, Richard. *Delineating Wales constitutional, legal, and administrative aspects of national devolution*. Cardiff (UK), University of Wales Press. 644 p.
SMITH, David (ed.). *A People and a proletariat : essays in the history of Wales, 1780-1980*. London, Pluto, 1980. 239 p.

TAYLOR, Bridget, THOMSON, Katarina (eds.). *Scotland and Wales: Nations Again?*. Cardiff (UK), University of Wales Press, 1999. 308 p.
WILLIAMS, Colin H. Spatial Structure and EthnicChange: Observation on Political Geography of Wales. In *Plural Societies*, Vol. 13 (1982), p.142-167

Flandre:

BILLIET, Jaak B., DE WITTE, Hans. Attitudinal dispositions to vote for a "new" extreme right-wing party : the case of Vlaams Blok. In *European Journal of Political Research*. Vol. 27 No.2 (Feb. 1995), p. 181-202
BILLIET, Jaak B. Church involvement, ethnocentrism and voting for a radical right-wing party : diverging behavioural outcomes of equal attitudinal dispositions. In *Sociology of Religion.* Vol. 56 No.3 (aut.1995), p. 303-326.
BILLIET, Jaak, EISINGA, Rob, SCHEEPERS, Peer. Ethnocentrism in the Low Countries: a comparative perspective. In *New Community* Vol. 22 No. 3 (July 1996), p. 401-417
BREUNING, Marijke. Nationalism and nationalist parties : a comparison of the Flemish Volksunie and Vlaams Block. In *Nationalism & Ethnic Politics*. Vol. 3 No. 1 (Spr.1997), p.1-27.
BREUNING, Marijke, ISHIYAMA, John T. The rhetoric of nationalism : rhetorical strategies of the Volksunie and Vlaams Blok in Belgium, 1991-1995. In *Political Communication*. Vol. 15 No.1 (Jan. 1998). p.5-26
CLAEYS, Manu. *Le Vlaams Blok en chacun de nous.* Bruxelles, L. Pire, 2003. 159 p.
COUR DE CASSATION (Belgique). *Arrêt P.04.0849.N du 9 novembre 2004*. accessible sur internet à l'adresse:
http://jure.juridat.just.fgov.be/pdfapp/download_blob?idpdf=F-20041109-13
DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea, DELWIT, Pascal. *L'extrême droite en France et en Belgique*. Bruxelles, Complexe, 1998. 314 p.
DE WITTE, Hans. On the ‘two faces’ of right-wing extremism in Belgium. In *Res Publica*, Vol. 38 Nr. 2 (Summer 1996). p.397-412
DE WITTE, Hans, SCHEEPERS, Peer. En Flandre : origines, évolution et avenir du Vlaams Blok et de ses électeurs. In *Pouvoirs*. No.87 (1998). p.95-113
DE WITTE, Hans. Extreem-rechts militantisme in Vlaanderen: uiting van racisme of nationalisme? In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.421-446
DEPAUW, Sam, DEWEERDT, Mark. Belgian Politics in 2002. In *Res Publica*, Vol. 45 No.2-3 (2003), p.325-348
DESCHOUWER, Kris, PLATEL, Marc. Belgian Politics in 1995. In *Res Publica* Vol. 38 Nr. 3/4 (Winter 1996). p. 527-538
DESCHOUWER, Kris. Waiting for ‘the big one’: the uncertain survival of the Belgian parties and party system(s). In *Res Publica*, Vol. 38 Nr. 2 (Summer 1996). p. 295-306
DEWEERDT, Mark. Overzicht van het Belgische politiek gebeuren in 2002. In *Res Publica*, Vol. 45 No.2-3 (2003), p.213-323
DOWNS, William M. Federalism Achieved: The Belgian Elections of May 1995. In . In *West European Politics*, Vol. 19 No. 1 (January 1996). p. 168-175
EATWELL, Roger, MUDDE, Cas (eds.). *Western Democracies and the extreme right challenge*. London, Routledge, 2004. 216 p.
EATWELL, Roger. The new extreme right challenge.In op.cit. p. 1-17
DEZE; Alexandre. Between adaptation, differentiation and distinction: extreme right-wing parties within democratic political systems. In op.cit. p.19-40

PEDAHZUR, Ami. The defending democracy and the extreme right: a comparative analysis. In op.cit. p. 108-132
KESTEL, Laurent, GODMER, Laurent. Institutional inclusion and exclusion of extreme right parties. In op.cit. p. 133-149
MUDDE, Cas. Defending democracy and the extreme right. In op.cit p. 193-212
FRAEYS, William. Les élections législatives du 18 mai 2003: analyse des résultats. In *Res Publica*, Vol. 45 No.2-3 (2003), p.379-399
GIJSELS, Hugo. *Le Vlaams Blok*. Bruxelles, Espace des Libertés, 1993. 262 p.
GOVAERT, Serge. Le Vlaams Blok et ses dissidences. In *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques*. No. 1365 (1992), p.3-42
GOVAERT, Serge. Flander's radical nationalism : how and why the Vlaams Blok ascended. In *New Community*. Vol.21 No.4 (Oct. 1995). p.537-549
GOVAERT, Serge. *Les griffes du lion : le nationalisme flamand à la veille de 2002*. Bruxelles, Labor, 2001. 94 p.
ISAJIW, Wsevolod W. Towards a Theology of Ideological Movements: Nationalism and Community Change in Quebec and Flanders. In *Canadian Review of Studies in Nationalism*, Vol. 12 No. 1 (Spring 1985), p. 141-161.
JACOBS, Dirk. Multinational and polyethnic politics entwined: minority representation in the region of Brussels-Capital. In *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 26 No. 2 (April 2000). p. 289-304
LUBBERS, Marcel, SCHEEPERS, Peer, BILLIET, Jaak B. Multilevel modelling of Vlaams Blok voting : individual and contextual characteristics of the Vlaams Blok vote. In *Acta politica (Meppel)*. Vol. 35 (2000), p.363-398
MADDENS, Bart, BILLIET, Jaak, BEERTEN, Roeland. National identity and the attitude towards foreigners in multi-national states: the case of Belgium. . In *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 26 No. 1 (January 2000). p. 45-60
MONTEYE, André. Brussels, which way to go. In *Plural Societies*, Vol. 13 (1982), p.79-91
MUDDE, Cas. One against All, All against one!: A Portrait of the Vlaams Blok. In *Patterns of Prejudice*, Vol. 29 No. 1 (January 1995). p. 5-28
MUDDE, Cas. Extremismus in den Niederlanden und in Flandern. In *Jahrbuch Extremismus und Demokratie* Vol. 8 (1996) pp. 242-256
MUDDE, Cas. The War of Words: Defining the Extreme Right Party Family. In *West European Politics*, Vol. 19 No. 2 (April 1996). p. 225-248
PAUWELS, Teun. De verschillende electorale aanhang van het Vlaams Blok in de Antwerpse gemeenten: het inktvlekmodel en de vraag- en aanbodtheorieen over extreme-rechts. In *Res Publica*, Vol. 48 No.4 (2006), p.338-369
RIHOUX, Benoît. Electoral reform and electoral behaviour in Belgium parties and party systems. In *Res Publica*, Vol. 38 Nr. 2 (Summer 1996). p. 255-278
ROCHTUS, Dirk. Landerporträt : Belgien. In *Jahrbuch Extremismus und Demokratie*, Vol 14 (2002). p. 182-202
SPRUYT, Marc. *Grove Borstels: stel dat het Vlaams Blok zijn programma realiseert, hoe zou Vlanderen er dan uitzien?* Leuven (BE), 1995. 291 p.
SWYNGEDOUW, Marc. L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok. In *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques*. No. 1362 (1992), p.3-42
SWYNGEDOUW, Marc. National elections in Belgium : the breakthrough of the extreme right in Flanders. In *Regional Politics and Policy*. Vol. 2 No. 3 (aut. 1992), p. 62-75.
SWYNGEDOUW, Marc. Les nouveaux clivages dans la politique belgo-flamande: étude empirique. In *Revue française de science politique*. Vol. 45 No. 5 (oct. 1995), p. 775-790.
SWYNGEDOUW, Marc, BILLIET, Jaak B., BEERTEN, Roeland. Les motivations électorales

en Flandre, 21 mai 1995. In *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques*. No. 1557 (1997), p. 1-31
SWYNGEDOUW, Marc. L'idéologie du Vlaams Blok : L'offre identitaire. In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 5 No. 1 (Jan. 1998), p. 189-203.
SWYNGEDOUW, Marc. *Où va la Belgique ? : les soubresauts d'une petite démocratie européenne*. Paris, Harmattan, 1998. 269 p.
SWYNGEDOUW, Marc, IVALDI, Gilles. The extreme right utopia in Belgium and France : the ideology of the Flemish Vlaams Blok and the French Front National. In *West European Politics*, Vol. 24 No.3 (Jul. 2001), p.1-22.
THIJSSEN, Peter, JACOBS, Kristof. Determinanten van voorkeurstemproporties bij (sub-)locale verkiezingen. De Antwerpse districtraadsverkiezingen van 8 oktober 2000. In *Res Publica*, Vol. 46 No.4 (2004), p.460-486
VAN DYCK, Ruth. 'Divided we stand': regionalism, federalism and minority rights in Belgium. In *Res Publica*, Vol. 38 Nr. 2 (Summer 1996). p. 429-447

Bavière:

BLANK, Thomas, SCHMIDT, Peter. Verletzte oder verletzende Nation? Empirische Befunde zum Stolz auf Deutschland. In *Journal für Sozialforschung*, Vol. 33 No. 4 (1993), p. 391-415.
FALTER, Jürgen W. Bayerns Uhren gehen wirklich anders: Politische Verhaltens- und Einstellungsunterschiede. In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol. 13 No. 4 (décembre 1982), p.504-521
MINTZEL, Alf. Zurückweisung einer falschen These. In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol.18 No.1 (Janvier 1987), p.77-93
FALTER, Jürgen W. Wie gehen sie denn nun wirklich, die bayerischen Uhren? In *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Vol.19 No. 1 (Janvier 1988), p.113-114
FINGER; Stefan. *Franz-Josef Strauß – Ein politisches Leben*. München (DE), Olzog, 2005. 555 p.
FREIHERR-VOM-STEIN-GESELLSCHAFT. *Das Verhältnis zwischen Nationalstaaten und Regionen in der (erweiterten) Europäischen Union* (31. Cappenberger Gespräch). Köln (DE), Grote, 2000. 145 p.
DAMMEYER, Manfred. Die Bedeutung der Regionen in einem erweiterten Europa. In op.cit. p. 59-66
TILLICH, Stanislaw. Die veränderte und sich verändernde Rolle der Länder im Bund und im „Europa der Regionen". In op.cit. p. 67-76
HANNS SEIDEL STIFTUNG. *Geschichte einer Volkspartei – 50 Jahre CSU*. Grünwald (DE), ATWERB, 1995. 816 p.
WAIGEL, Theo. Die geistigen Grundlagen der Christlich-Sozialen Union. In op.cit. p. 15-68
MINTZEL, Alf. Bayern und die CSU – Regionale politische Traditionen und Aufstieg zur dominierenden Kraft. In op.cit. p. 195-252
OBERREUTER, Heinrich. Konkurrierende Kooperation – die CSU in der Bundesrepublik. In op.cit. p.319-332
BLUMENWITZ, Dieter. Die Christlich-Soziale Union und die deutsche Frage. In op.cit. p.333-366
HEFTY, Georg Paul. CSU-Geschichte aus der Sicht eines Journalisten – Fünfzig Jahr Lufthoheit über den Stammtischen. In op.cit. p. 399-420

HARTMANN, Peter Claus. *Bayerns Weg in die Gegenwart*. Regensburg (DE), Pustet, 1989. 666 p.
HIRSCHNER, Gerhard. *Wertewandel in Bayern und Deutschland*. München (DE), Hanns Seidel Stiftung, 1995. 59 p.
HIRSCHNER, Gerhard. Die CSU zwischen Kontinuität und Wandel: Herausforderungen an eine staats- und regierungstragende Volkspartei zu Beginn des 21. Jahrhunderts. In HIRSCHER, Gerhard, KORTE, Karl-Rudolf (Hrsg.). *Aufstieg und Fall von Regierungen*. München (DE), Olzog, 2001. p. 193-215
HUBER, Ludwig (Hrsg.). Bayern, Deutschland Europa – Festschrift für Alfons Goppel. Passau (DE), Passavia, 1975. 308 p.
HOEGNER, Wilhelm. Der Kampf Bayerns um den Föderalismus 1945/46. In op.cit. p. 29-33
BLUMENWITZ, Dieter. Bayern und Deutschland. In op.cit. p. 41-62
SCHÜTZ, Hans. Die Eingliederung der Vertriebenen in Bayern. In op.cit. p. 63-76
IMMERFALL, Stefan. Die CSU : Faktoren ihrer Vorherrschaft und Stellung im Unionslager. In *Zeitschrift für Politik* Vol. 52 No, 4 (Dez. 2005). p. 381-396
KIESSLING, Andreas. Regieren auf immer? Machterhalt und Machterneuerungsstrategien der CSU. In HIRSCHER, Gerhard, KORTE, Karl-Rudolf (Hrsg.). *Aufstieg und Fall von Regierungen*. München (DE), Olzog, 2001. p. 216-248
KIESSLING, Andreas. *Die CSU: Machterhalt und Machterneuerung*. Wiesbaden (DE), Verlag für Sozialwissenschaften, 2004. 380 p.
KLEIN, Hans. CSU : *Phänomen? Provokation? Volkspartei*. Mainz (DE), v. Hase und Koehler, 1976. 112 p.
KOCH, Suzanne. *Parteien in der Region : eine Zusammenhangsanalyse von lokaler Mitgliederpräsenz, Wahlergebnis und Sozialstruktur*. Opladen (DE), Leske und Budrich, 1994. 317 p.
JAMES, Peter. Parties and elections in Bavaria: a special case. In *Politics and Society in Germany, Austria and Switzerland*, Vol. 3 No.1 (aut. 1990). p. 38-50
JAMES, Peter. *The politics of Bavaria, an exception to the rule : the special position of the free state of Bavaria in the new Germany*. Aldershot (UK), Avebury, 1995. 218 p.
LEERSCH, Hans-Jürgen. Die CSU: Eine neue Form der Bayernpartei. In *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Vol. 42 (1992) Nr. B 5. p. 21-28
MÄRZ, Peter. Freistaat Bayern. In WEHLING, Hans-Georg (Hrsg.). Die deutschen Länder. 3rd, Wiesbaden, VS, 2004 (2000). p. 35-70
MAYER, Tilman. MEIER-WALSER, Reinhard C.(Hrsg). *Der Kampf um die politische Mitte – Politische Kultur und Parteiensystem seit 1998*. München (DE), Olzog, 2002. 306 p.
OBERREUTER, Heinrich. Speerspitze der Opposition – die Rolle der CSU seit 1998. In op.cit. p. 89-101
PATZELT, Werner J. Was wächst zusammen – und was nicht? Deutsche Demokratiekonzeptionen seit der Wiedervereinigung. In op.cit. p. 200-217
JUNG, Helmut, JUHASZ, Zoltán. Nationalbewusstsein in Deutschland bei der Anhängerschaft der politischen Parteien. In op.cit. p. 218-235
MEIER-WALSER, Reinhard C., RILL, Bernd (Hrsg.). *Der Europäische Gedanke – Hintergrund und Finalität*. München (DE), ATWERB, 2001. 240 p.
MINTZEL, Alf. *Die CSU : Anatomie einer konservativen Partei 1945-1972*. Opladen (DE) Westdeutscher Verlag, 1975. 776 p.
MINTZEL, Alf. *Geschichte der CSU : ein Überblick*. Opladen (DE), Westdeutscher Verlag, 1977. 498 p.

MINTZEL, Alf. Die Christlich Soziale Union in Bayern. In MINTZEL, Alf, OBERREUTER, Heinrich. *Parteien in der Bundesrepublik Deutschland*. Bonn (DE), Leske + Budrich, 1993. p. 217-265.

MINTZEL, Alf. Die CSU in Bayern als Forschungsobjekt – Entwicklung, Stand, Defizite und Perspektiven der CSU-Forschung. In NIERDERMAYER, Oskar, STÖSS, Richard. *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland*. Opladen (DE), Westdeutscher Verlag, 1993. p. 81-118

MINTZEL, Alf. *Die CSU-Hegemonie in Bayern*. Passau (DE), richard rothe, 1999. 314 p.

MÜCHLER, Günter. *CDU/CSU : das schwierige Bündnis*. München (DE), E. Vögel, 1976. 250 p.

MÜNCH, Ursula. *Freistaat im Bundesstaat : Bayerns Politik in 50 Jahren Bundesrepublik Deutschland*. München (DE), Olzog, 1999. 164 p.

OBERNDÖRFER, Dieter, RATTINGER, Hans, SCHMITT, Karl. *Wirtschaftlicher Wandel, religiöser Wandel. Folgen für das politische Verhalten in der Bundesrepublik Deutschland* (Ordo Politicus Bd. 25). Berlin, Duncker & Humblot, 1985. 415 p.

GOTTO, Klaus. Wandlungen des politischen Katholizismus seit 1945. In op.cit. p. 211-236

STAMMLER, Eberhard. Politische Strömungen im deutschen Protestantismus. In op.cit. p. 237-245

KÜHR, Herbert. Katholische und evangelische Milieus: Vermittlungsinstanzen und Wirkungsmuster. In op.cit. p. 245-262

PAPPI, Franz Urban. Die konfessionell-religiöse Konfliktlinie in der deutschen Wählerschaft: Entstehung, Stabilität und Wandel. In op.cit. p. 263-290

SCHMITT, Karl. Religiöse Bestimmungsfaktoren des Wahlverhaltens: Entkonfessionalisierung mit Verspätung. In op.cit. p. 291-332

OBERNDÖRFER, Dieter, SCHMITT, Karl. *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland* (Ordo Politicus Bd. 28) . Berlin, Duncker & Humblot, 1991. 399 p.

ROHE, Karl. Regionale (politische) Kultur: Ein sinnvolles Konzept für die Wahl- und Parteienforschung? In op.cit. p. 17-38

BEST, Heinrich. Politische Regionen in Deutschland: Historische (Dis-)Kontinuitäten. In op.cit. p. 39-64

ENGEL, Andreas. Regionale politische Traditionen und die Entwicklung der CDU/CSU. In op.cit. p. 89-124

MINTZEL, Alf. Regionale politische Traditionen und CSU-Hegemonie in Bayern. In op.cit. p. 125-180

PAULI-BALLEIS, Gabriele. *Polit-PR : strategische Öffentlichkeitsarbeit politischer Parteien : zur PR-Praxis der CSU*. Zirndorf ´(DE) Pauli-Balleis, 1987. 342 p.

RIEHL-HEYSE, Herbert. CSU : *Chrislich-soziale Union : die Partei, die das schöne Bayern erfunden hat*. München (DE), Bertelsmann, 1979. 238 p.

ROTH, Rainer A. (Hrsg.). *Freistaat Bayern*. Donauwörth (DE), Ludwig Auer, 1975. 426 p.

SCHORR, Helmut J. *Adam Stegerwald. Gewerkschaftler und Politiker der ersten deutschen Republik. Ein Beitrag zur Geschichte der christlich-sozialen Bewegung in Deutschland.* Recklinghausen, Kommunalverlag, 1966. 350 p.

SUTHERLAND, Claire. *Nation, Heimat, Vaterland: the reinvention of concepts by the Bavarian CSU*. In German Politics, Vol. 10 No. 3 (Dec. 2001). p. 13-36

UNGER, Ilse. *Die Bayernpartei – Geschichte und Struktur.* Stuttgart (DE), Deutsche Verlags-Anstalt, 1979. 297 p.

WOLF, Konstanze. *CSU und Bayernpartei – Ein besonderes Konkurrenzverhältnis 1948-1960.* Köln (DE), Verlag Wissenschaft und Politik, 1982. 327 p.

Heimat Bayern: Identität mit Tradition und Zukunft. In *Politische Studien*. Sonderheft, Vol. 54 (Juli 2003). 101 p.

Autres:

BELL, Daniel A. *The coming of post-industrial society : a venture in social forecasting*. New York (NY), Basic Books, 1973. 507 p.

GIBBINS, John R., REIMER, Bo. *The politics of postmodernity : an introduction to contemporary politics and culture*. London, Sage, 1999. 204 p.

GIBBINS, John R. *Contemporary political culture : politics in a postmodern age*. London, Sage, 1989. 266 p.

GIDDENS, Anthony. *The third way : the renewal of social democracy*. Cambridge (UK), Polity Press, 1998. 166 p.

GIDDENS, Anthony. *The third way and its critics*. Cambridge (UK), Polity Press, 2000. 189 p.

HUNTINGTON, Samuel P. *Political order in changing societies*. New Haven (CT), Yale University Press, 1968. 488 p.

HUNTINGTON, Samuel P. *The third wave : democratization in the late twentieth century*. Norman (OK), University of Oklahoma Press, 1991. 366 p.

SUMNER, William Graham. *Folkways*. New York (NY), Dover, 1959 (1906). 692 p.

TOFFLER, Alvin. *The Third Wave*. New York (NY), Morrow, 1980. 544 p.

Données:

Ecosse:

Jowell, R. et al. , *Scottish and Welsh Referendum Studies, 1997* [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], December 1998. SN: 3952.

National Centre for Social Research et al. , *Scottish Social Attitudes Survey, 1999* [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], June 2001. SN: 4346.

National Centre for Social Research, *Scottish Social Attitudes Survey, 2001* [computer file] Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], February 2004. SN: 4804.

Scottish Centre for Social Research, *Scottish Social Attitudes Survey, 2003* [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], January 2005. SN: 5076.

Belgique:

ISPO, PIOP, *Belgian General Election Study, 1991*. Leuven/ Louvain, Belgium. Niwi (Netherlands Institute for Scientific Information Services)[distributor], 1997. p :1228.

ISPO, PIOP, *Belgian General Election Study, 1995*. Leuven/ Louvain, Belgium. Niwi (Netherlands Institute for Scientific Information Services)[distributor], 1998. p :1422

ISPO, PIOP, *Belgian General Election Study, 1999*. Leuven/ Louvain, Belgium. Niwi

(Netherlands Institute for Scientific Information Services)[distributor], 2002. p :1693.
ISPO, PIOP, *Belgian General Election Study, 2003*. Leuven/ Louvain, Belgium. 2004 [distributed by original collection centre]

Bavière:

Falter, J. et al., *Political Attitudes, Political Participation and Voter Conduct in United Germany 1994*. Mannheim, Germany. GESIS (German Social Science Infrastructure Services) [distributor],2004. ZA3065
Falter, J. et al., *Political Attitudes, Political Participation and Voter Conduct in United Germany 1998*. Mannheim, Germany. GESIS (German Social Science Infrastructure Services) [distributor],2004. ZA3066
Falter, J. et al., *Political Attitudes, Political Participation and Voter Conduct in United Germany 2002*. Mannheim, Germany. GESIS (German Social Science Infrastructure Services) [distributor],2005. ZA3861

Pays de Galles:

Jowell, R. et al. , *Scottish and Welsh Referendum Studies, 1997* [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], December 1998. SN: 3952.
Jones, R. Wyn et al., *Welsh Assembly Election Study, 1999* [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], 14 December 2000. SN: 4180.
Jones, R. Wyn et al. , *Welsh Election Study (Wales Life and Times Study),* 2001 [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], August 2002. SN: 4546.
Jones, R. Wyn, Heath, A. and National Centre for Social Research, *Wales Life and Times Study (Welsh Assembly Election Study),* 2003 [computer file]. Colchester, Essex: UK Data Archive [distributor], December 2004. SN: 5052.

Tableau A-1 Tableau récapitulatif des enquêtes utilisées et de la taille des échantillons

Study	Year	Short name	Distributor	total observations	Party observed	effective observations
Belgian National Election Survey	1991	BNES 1991	Niwi	4511	VB	238
	1995	BNES 1995		3668		139
	1999	BNES 1999		4239		164
	2003	BNES 2003	Original collectors	2225		128
Political Attitudes, Political Participation and Voter conduct in United Germany	1994	VCUG 1994	ZACAT	4114	CSU	157
	1998	VCUG 1998		3337		163
	2002	VCUG 2002		3263		226
British Election Study	1997	BES 1997	UK Data Archive	3615	SNP	151
					PC	13
Scottish Referendum Study	1997	SRS 1997		676	SNP	122
Scottish Social Attitudes Survey	1999	SSAS 1999		1482		290
	2001	SSAS 2001		1605		253
	2003	SSAS 2003		1508		254
Welsh Referendum Study	1997	WRS 1997		686	PC	63
Welsh Assembly Election Study	1999	WAES 1999		796		115
Welsh Election Study	2001	WES 2001		1085		108
Wales Life and Time Study	2003	WLTS 2003		988		97

Construction d'indicateurs composés

Table des matières

Construction d'indicateurs composés.....311
Questions identiques et d'emploi identique dans les différents pays (demsat, trust).....311
Questions identiques avec modalités de réponses différentes (polintr pid).....313
Les réalités différentes selon les pays concernant la classe sociale, le niveau d'éducation et le revenu du ménage.....314
Les indicateurs généraux en cas de questions mobiles sur sujets proches (military immig) 317
Les différentes mesures du post-matérialisme selon Inglehart.....317
La mesure par position relative directe (polpart).....318
Le choix de construction de variables dérivées locales par ACM spé.....320
Les mesures composites et le regroupement en positionnement relatif.....322
L'efficacité politique – indicateur transnational.....322
Les indicateurs de l'autoritarisme.....327
Les indicateurs de l'attitude envers l'immigration.....334
Une échelle de gauche-droite économique.....338

Notre analyse porte sur différentes enquêtes qui dans leur architecture ne font pas parti d'un programme d'enquêtes globales prévu pour les analyses comparées internationales. Il est donc nécessaire de rendre les différentes mesures qui nous intéressent comparables à travers les enquêtes et les pays. La situation est simplifiée dans certains cas grâce aux échanges de procédés et recherches communes qui ont permis un rapprochement des méthodes d'enquêtes. Dans d'autres cas les appareils nationaux mènent une vie complètement isolée et ne sont pas directement comparables à des donnés internationales. Dans chacun des cas nous avons cherché une solution adaptée qui soit fidèle aux données et qui permette une vision internationale.

Questions identiques et d'emploi identique dans les différents pays (demsat, trust)

Le cas de figure le plus simple est celui d'une question ou d'une batterie qui modulo quelques différences de traduction est employée à l'identique dans plusieurs pays.

Ce cas s'est présenté dans sa forme la plus pure à travers les items mesurant la satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans le pays. La seule différence dans le phrasage

des questions et des réponses était qu'en Belgique et en Allemagne il est explicitement fait référence à la démocratie pour désigner le mode gouvernement alors que dans les questionnaires britanniques il est seulement fait référence au mode de gouvernement tel qu'il est pratiqué au pays, ce qui pour un des berceaux de la démocratie moderne peut être assimilé à une référence à la forme représentative de la démocratique.

Un deuxième appareil comparatif est le résultat de l'intégration d'items issus de la théorie du capital social de Putnam et des indicateurs que Putnam a proposé pour valider sa théorie dans le questionnaire allemand et une partie des questionnaires belges. Il s'agit de la mesure de la confiance dans les institutions à partir d'une échelle en cinq dégrées modelée sur l'échelle Likert-5. Ces items ne sont pas entièrement analysés dans la même optique que Putnam car il nous paraît difficile de mesurer la présence ou l'absence de la variable indépendante (le capital social exprimé par l'implication dans la vie associative et sociale) à partir de la variable dépendante (la confiance dans les institutions et les autres membres de la société), mais nous maintenons l'analyse de la confiance dans les institutions comme un aspect du profil des enquêtés. A cause de quelques différences institutionnelles certains items ne trouvent pas de contrepartie dans l'autre pays (entre autre Roi des Belges, Cour Constitutionnelle allemande BVerfG).

Il est intéressant de noter que les items les plus stables mesurent une valeur très difficile d'accès qui est le soutien diffus au système politique. Ces items ont une réalité proche et semblent être compris d'une façon presque identique dans les différents pays car la réalité qu'elle recouvre (les institutions et le processus politique) reste proche.

La même question peut néanmoins recouvrir des réalités très différentes au sein de nos cas. Ceci s'est présenté lors d'une question apparemment commune au Royaume-Uni et en Allemagne. Elle demande aux enquêtés ce qu'ils pensent de la nationalisation de grandes industries. Cette question fait partie au Royaume-Uni de l'appareil mesurant le positionnement économique sur une échelle gauche-droite. Elle y tient une position stable depuis le début du développement de cette échelle au début des années 1970. Du côté allemand cette question est présente dans notre questionnaire et se trouve ponctuellement dans des enquêtes depuis les années 1980. Elle se situe dans des appareils mesurant le racisme, la xénophobie ou l'antisémitisme et est une mesure efficace de cette dimension.

Cette différence de fonctionnement interdit l'exploitation comparative des résultats. Néanmoins la question reste dans l'appareil économique britannique qui sera exploité dans sa totalité et non en détail.

Questions identiques avec modalités de réponses différentes (polintr pid)

Certaines questions sont posées de façon quasi identique dans différents pays mais diffèrent dans les modalités de réponse valides. Nous avons suivi trois modes d'action différents selon que nous pouvions considérer qu'il était possible de regrouper les modalités à travers les pays ou non.

Dans le cas de la question portant sur l'intérêt porté à la politique les différences de modes de réponses relevaient plus de la sémantique que du contenu. Dans toutes les enquêtes comportant la question une réponse graduée sur une échelle en 5 positions a été employé. La modalité médiane illustre les quelques différences d'accent : Au Royaume-Uni elle est estampillé « un peu d'intérêt », en Belgique « plus ou moins d'intérêt » et en Allemagne « intérêt moyen ». Les trois formulations semblent globalement équivalentes bien que la modalité belge semble légèrement moins contraignante que les deux autres et que la formulation allemande laisse une part d'interprétation très large sur ce que pourrait être un intérêt moyen porté à la politique. Une rapide analyse des fréquences de réponses à travers les 13 enquêtes qui comportaient cette question nous indique néanmoins que la distribution générale ne comporte que peu de variation entre les pays dans les modalités centrales et plus sur les modalités extrêmes qui sont plus explicites et ne portent pas à craindre des effets de seuil.

La question de l'allégeance partisane a été posé de façon assez proche dans les différentes enquêtes en demandant un déclaration sur le parti le plus proche des opinions de l'enquêté. Les systèmes politiques n'étant pas identiques les réponses possibles à cette question varient. Ces différences ne sont pas seulement sémantiques mais essentielles. Néanmoins nous avons rassemblé ces informations selon différents critères. Dans un premier temps nous considérons chaque réponse comme une réponse de qualité différente et additionnons donc les systèmes partisans sans regroupement. Cet indicateur permet de situer exactement l'électorat d'un parti. Dans un deuxième temps nous avons regroupé les partis selon leur appartenance aux groupes stables du Parlement Européen des législatures 1994-1999, 1999-2004 et 2004-2009 (regroupant la quasi-totalité des enquêtes) en supposant que l'affiliation aux fractions et partis européens ait une signification dans l'orientation générale des partis en familles politiques. Ce

regroupement en familles politiques européennes permet une première vision comparative des familles attendus (Socialistes, Libéraux, Chrétiens et Conservateurs, Ecologistes) et en partie de la famille étudiée (Ethno-Régionalistes). Cet indicateur garde quelques problèmes, en premier lieu le groupe commun des Verts et de l'Alliance Libre Européenne (l'organisation coordinatrice d'une grande partie des partis ethno-régionalistes) et en second l'absence de ce groupe de certains partis qui satisfont à la définition d'un parti d'ethno-régionaliste de DeWinter. A cette fin nous avons construit un troisième indicateur qui reprend la catégorisation selon les groupes au Parlement Européen mais comporte un groupe ethno-régionaliste qui comprend tous les partis qui satisfont à la définition de DeWinter.

L'indicateur le plus élaboré permet une analyse plus fine de nos objets d'étude qui pourra être confirmé et validé (ou invalidé) par les indicateurs les plus proches des questions initiales.

Le troisième cas est celui d'une question qui a été posée avec non seulement des réponses différentes mais aussi avec un nombre de réponses différentes. Ce cas s'est produit avec la question de l'intensité de l'allégeance partisane qui a été posé avec 3 modalités au Royaume-Uni (très fort, fort, pas fort) et 5 en Allemagne (très fort, fort, moyen, faible, très faible).

Une équivalence directe entre les formulations proches s'est avéré non pertinente devant la distribution des réponses. De fait la modalité centrale « fort » dans les enquêtes britanniques a eu la même fonction de refuge pour les enquêtés que la modalité centrale « moyen » dans les enquêtes allemandes, chacune récoltant dans les enquêtes environ 30% des réponses valides. Devant cette différence d'emploi la position relative des modalités de réponse a primé sur le contenu verbal des réponses. Nous avons donc considéré les deux positions centrales comme représentant la position médiane de l'indicateur composé. Nous avons considéré que les modalités britanniques sont plus proches des réponses de forte intensité du questionnaire allemand.

Les réalités différentes selon les pays concernant la classe sociale, le niveau d'éducation et le revenu du ménage

Il y a eu quelques particularités pour les données démographiques des enquêtés.

Les réalités semblent assez proches pour certains cas sans pourtant l'être comme pour le revenu du ménage. Il y a ici plusieurs champs de problème. Le premier est l'introduction de l'euro qui a changé les barèmes en milieu de période pour la Belgique et l'Allemagne qui tout en étant proches ne sont pas identiques à cause d'effets de lissage des catégories. Le deuxième

problème est la différence de pouvoir d'achat que représente un certain revenu dans les différents pays. Même s'il existe un indicateur afin de normaliser le pouvoir d'achat il est en constante évolution et compare difficilement les parités diachroniques. Le troisième problème résulte d'ajustements des barèmes au Royaume-Uni et dans une moindre mesure Belgique qui comportent des catégories qui se chevauchent et ne permettent pas de construire un indicateur unique national. Devant ces problèmes nous avons opté pour une comparaison de la position relative dans l'échantillon de chaque enquête. Nous avons construit pour chaque enquête un indicateur qui indique dans quel quintile de la globalité des réponses valides se situe la situation de l'enquêté. Nous avons opté contre une construction de cet indicateur à partir des statistiques officielles car elles se sont avérée difficilement applicables aux catégories utilisés dans les enquêtes.

Dans le cas de la classe sociale les données britanniques et belges (sauf en 1991) ont subi en aval un traitement qui associe les réponses sur l'emploi et l'activité à l'échelle de classe sociale selon Goldthorpe en cinq catégories (virtuellement inchangé entre les versions 1992 et 1999). Pour le cas allemand cet indicateur n'a pas été disponible mais un indicateur national allemand existe qui ne recouvre pas entièrement les mêmes catégories mais qui mesure des réalités proches. Il a été procédé à partir de cet indicateur national un recodage vers l'indicateur commun aux autres enquêtes. Ce recodage a eu lieu à partir des informations maintenues dans les fichiers mais la construction de l'indicateur allemand mène à sous-estimer la proportion de Classe des professionnels au profit de la Classe des employés d'un côté et de l'autre sous-estimer la proportion d'ouvriers non-qualifiés par rapport aux ouvriers qualifiés. Les résultats sont néanmoins satisfaisant car ils permettent de situer des réalités de couches sociales proches à travers les pays.

Les indicateurs d'activité professionnelle actuelle se sont de leur côté avérés être très comparables pour nos besoins. Nous avons pu construire un indicateur composite qui nous permet de séparer salariés, indépendant, retraités, personnes au foyer, chômeurs et personnes en cours de formation afin d'affiner un peu les analyses à partir de la classe sociale à travers des fonctions actuellement exercées.

Le statut marital a posé un problème différent car si au Royaume-Uni et en Allemagne il est demandé aux enquêtés aussi bien s'ils sont mariés puis s'ils habitent avec quelqu'un la question du statut marital est absente du questionnaire belge et même la cohabitation n'est relevé que lors de deux enquêtes sur quatre. Nous avons en conséquence maintenu deux indicateurs : un qui mesure le statut marital qui ne comporte que des données allemandes et

britanniques et un de la mesure de cohabitation qui comporte tous les pays (sans pour autant 2 enquêtes belges et 2 enquêtes britanniques). Nous devrons prendre en compte les deux indicateurs pour les analyses en terme de structure des ménages, car aucun indicateur composite permet de rendre les deux indicateurs de façon satisfaisante.

Le niveau d'éducation a constitué le problème majeur de notre construction d'indicateur, car les systèmes d'éducation divergent largement. Les échelles d'équivalence de l'OCDE se sont avérées inadaptées au cas allemand car même une main d'œuvre très qualifiée dans la systématique allemande aurait dû être assimilée au même niveau d'études que le certificat d'études français. Cette problématique repose sur le fort recours à la formation professionnelle (apprentissage) dans les entreprises qui dans la plupart des systématiques internationales n'est pas prise en compte. Afin de rendre justice au système éducatif allemand nous avons opté pour le décompte utilisé lors de *l'European Social Survey* qui est de considérer une formation professionnelle aboutit comme un élément d'éducation (*further education*). Comme résultat une personne titulaire du *Hauptschulabschluss* (ou *Volksschulabschluss* pour les plus anciens) mais sans formation professionnelle complète resterait considéré comme une personne sans éducation secondaire et avec formation professionnelle ayant un niveau d'éducation équivalent au secondaire inférieur. Pour les personnes titulaires d'un *Realschulabschluss* ou d'un *Abitur* et d'une formation professionnelle complète le niveau d'éducation est considéré comme équivalant d'une *further education* comparable au collège professionnel belge. Les systèmes éducatifs belges et allemands étant assez proches dans leur organisation sauf en ce qui concerne la formation professionnelle (considéré comme étant scolaire avec un aspect pratique en Belgique et pratique avec un supplément scolaire en Allemagne) cette harmonisation semble plus proche de la réalité que les nomenclatures établies. L'échelle d'éducation britannique nous a servi de modèle pour l'établissement de notre échelle dérivé car elle était la plus générale et la plus proche des catégories de l'indicateur de l'OCDE (bien que nous en ayons dérivés celui-ci présente un grand avantage dans son caractère compact). Il reste que le niveau d'éducation mesuré au Royaume-Uni est très fortement inférieur à celui des autres pays. Ceci reste vrai lorsqu'on compare l'âge de fin d'études qui au Royaume-Uni ne semble pas avoir connu de progression moyenne entre la génération la plus âgée et la plus jeune (à l'inverse des autres pays).

Les indicateurs généraux en cas de questions mobiles sur sujets proches (military immig)

Certains sujets ont été présents dans les débats politiques de notre période d'étude mais pas toujours avec un objet ou des cours d'action possible stables. Ces sujets ont pour partie eu néanmoins beaucoup d'importance pour la vie politique des systèmes dans lesquels se situent nos cas voire même pour la détermination politique de nos partis étudiés. Nous avons en conséquence relevé sur ces sujets si l'enquêté se situait sur des positions polaires sur ces sujets.

Le premier sujet était l'immigration. En Allemagne la question était posé en terme de droit d'établissement, demandant s'il fallait rendre plus facile ou difficile l'établissement légal d'étrangers. En Belgique sur le même sujet il était demandé en 1991, 1995 et 1999 s'il fallait expulser les travailleurs immigrés en cas de crise économique alors qu'en 2003 la question était s'il fallait fermer les frontières de la Belgique aux demandeurs d'asile. Dans ce cas nous avons pris en compte les positions sur ces questions concrètes comme indicateur de la position générale sur le sujet de l'immigration et avons créé un indicateur rendant compte du positionnement relatif (pro ou anti-immigration).

L'emploi de la force armée a aussi fait partie des sujets soulevés dans les questions de la période. En Belgique il a été demandé aux enquêtés en 1999 si la Belgique devrait soutenir les bombardements de la Serbie et en 2003 si la Belgique devrait plus soutenir la guerre en Irak. En 2003 les enquêtés Gallois et Ecossais ont été confronté à l'opinion que la guerre en Irak était une faute politique. Si les questions diffèrent et ne permettent pas d'être considérés comme des équivalents fonctionnels la tendance générale et le sujet sont clairs. Il s'agit de recueillir l'opinion des enquêtés sur l'emploi de la force armée dans des conflits extérieurs. Nous en avons tiré un indicateur simplifié qui indique uniquement si l'enquêté se situait dans le camp favorable à l'emploi de la force armée ou s'il y était clairement opposé (avec une catégorie résiduelle pour les enquêtés ayant exprimés des opinions très nuancés voire contradictoires).

Les différentes mesures du post-matérialisme selon Inglehart

Le modèle du changement de valeurs post-matérialiste selon Inglehart prend une place

centrale dans notre argument théorique. Sa mesure a donc revêtu une importance particulière dans notre étude empirique. Chaque pays a choisi une des façons canoniques de mesurer le degré de post-matérialisme, néanmoins il s'agit de trois mesures différentes.

L'appareil le plus restreint est celui employé au Royaume-Uni. Il s'agit de demander à l'enquêté de choisir parmi quatre buts de société les deux qu'il considère le plus important. Nous avons choisi de maintenir la lecture classique, classant comme post-matérialiste celui qui a choisi les deux buts de société post-matérialistes (assurer la liberté d'expression, donner plus de pouvoir au peuple dans les affaires du gouvernement) et de considérer comme matérialiste celui qui choisi les deux buts matérialistes (assurer la sécurité, combattre l'inflation). Ceux qui ont mélangé les deux types de réponses ont été classé dans une catégorie intermédiaire.

L'appareil allemand est relativement proche, vu qu'il utilise les mêmes quatre buts de société, mais demande aux enquêtés de les classer en ordre de préférence. Nous nous sommes limités aux deux premières positions de ces classements et avons procédé à un classement comme s'il s'était agi de l'appareil plus restreint.

Le questionnaire belge comportait une version nettement plus élargie de l'appareil de mesure en proposant aux enquêtés une liste de 12 objectifs politiques et demandant d'en choisir les cinq plus importants sans hiérarchisation au sein de ces cinq. En plus des quatre objectifs des modules restreints il proposait quatre autres objectifs matérialistes (maintenir la croissance économique, donner une armée puissante au pays, maintenir une économie stable, combattre la criminalité) et quatre autres objectifs post-matérialistes (donner plus de pouvoir à la population dans la gestion des affaires locales, améliorer l'environnement, construire une communauté plus amicale et construire une société dans laquelle les idées valent plus que l'argent). Nous avons décidé de considérer comme post-matérialistes ceux qui ont choisi quatre ou cinq items post-matérialistes et matérialistes ceux qui ont choisi quatre ou cinq items matérialistes. Ceux ayant choisi deux ou trois items de chaque liste sont regroupés dans la modalité intermédiaire.

La mesure par position relative directe (polpart)

Les éventails d'action politique possible et acceptable divergent largement entre nos cas tout comme les indicateurs qui mesurent la disposition et l'acceptation des modes d'action

politique dit non-conventionnels. Le but de notre étude n'est pas de déterminer l'acceptabilité de certains modes d'action mais de déterminer si certains groupes d'électeurs sont en moyenne plus ouverts aux modes non-conventionnels d'action politique. Il a été tenté de créer cinq groupes de taille différente pour situer l'enquêté par rapport à son environnement. Le but était de regrouper les 10% les plus ouverts aux modes d'action non-conventionnels et aussi les 10% les plus fermés dans deux groupes extrêmes avec deux groupes modérés d'environ 20% et un groupe central de 40% représentant la large moyenne de la société. Ceci a généralement été impossible car le refus catégorique de toute forme d'action non-conventionnelle représentait généralement bien plus de 10%.

Les objets d'étude ont été très divers. Le plus de modes d'action non-conventionnels et les moins conventionnels se trouvent dans les questionnaires belges. De 1991 à 1995 les enquêtés ont été interrogé s'ils considéraient possible de participer et en 1999 s'ils approuvaient les activités suivantes : refuser de payer des impôts, entraver la circulation, participer à des manifestations légales, occupation de bâtiments, actes de violence sur des biens, signer des pétitions, coller des affiches à des endroits illégaux, grèves sauvages, boycott de produits.

La composition intermédiaire est représenté par le questionnaire allemand qui demandait si l'enquêté pouvait envisager : de participer à une initiative citoyenne, participer dans une manifestation légale, participer à une démonstration si des violences sont à craindre, entraver la circulation et tenter de s'assurer du soutien d'un parti.

Les questionnaires britanniques ne développent que peu ce champ et l'abandonnent presque complètement dans les enquêtes politiques (les enquêtes sociologiques utilisant un appareil un peu plus large). Dans les enquêtes faisant partie du fichier cumulé général seul le contact d'un député est présent dans quelques enquêtes britanniques. Afin de rendre compte de la situation des études sociologiques seront utilisés qui comportent comme activités politiques : contacter un député, parlé à une personne influente, contacter une administration, contacter un média, signer une pétition, soulever le sujet au sein d'une organisation (club etc.), participer à une manifestation, former un groupe d'intérêt.

Le choix de construction de variables dérivées locales par ACM spé.

Si pour les indicateurs d'activité (comme la participation politique) une construction de l'indicateur par décompte de caractéristiques était entièrement justifié et efficace ceci n'est pas efficace pour les indicateurs composites d'idéologie que nous avons désiré construire.

Ces échelles comportent des items d'opinion généralement posé dans une forme proche à celle de l'échelle de Likert en 5 positions (plus rarement en 4). Afin d'extraire un indicateur composite d'un nombre important d'indicateur il est possible de procéder par analyse hiérarchique (par exemple une échelle d'attitudes) ou par analyse de facteurs (par exemple une analyse en composante principale ou une analyse factorielle complète).

L'analyse hiérarchique a été écarté car la plupart de nos échelles sont fortement marquées par le contexte national des enquêtes ce qui rend une comparaison difficile à plusieurs égards. Une classification par ordre hiérarchique repose principalement sur le degré de cohérence interne de l'ordre (ou de l'échelle). Elle permet de distinguer le cœur d'une attitude et ses aspects périphériques. Cette grande cohérence interne est un grand atout pour une analyse d'un seul échantillon mais dans notre cas avec potentiellement une vingtaine d'échantillons différents ceci se retourne en inconvénient.

D'une part elle attribue une note strictement ordinale à partir des fréquences relatives d'une position. Les intervalles entre différentes notes sont inconnus et certainement non-identiques. Dans le cas de multiples échantillons avec un nombre divergeant d'items potentiellement inclus dans l'analyse ceci pose des problèmes de comparabilité, car le nombre de notes possibles est variable et à intervalles inconnus un regroupement vers un nombre commun de notes est difficilement justifiable. Le seul moyen d'y parvenir serait de considérer certaines fréquences comme étant des seuils avec comme risque de séparer en deux groupes radicalement différents deux grades sur l'échelle de fait assez proches.

De l'autre un problème de l'inclusion de cas limites se dessine et démultiplie sa complexité en cas de comparaison large. Les méthodes hiérarchiques ne permettent pas la graduation de l'inclusion d'un item. Ce cas peut se présenter s'il y a sur un certain point polysémie idéologique qui ne converge pas vers un point idéologique mais vers plusieurs ou aucun vrai centre, comme par exemple dans l'échelle de sentiments anti-démocratiques en Allemagne. Elle comporte (entre autre) un volet de critiques idéologiques de l'extrême droite et un autre de critiques idéologiques de l'extrême gauche. Ces idéologies sont en parti quasi identiques

(refus du rôle important des partis), se rejoignent sur d'autres points pour des raisons différentes (anti-américanisme) et s'opposent diamétralement sur d'autres (évaluation du système nazi ou du système soviétique). Dans le cadre d'une analyse hiérarchique l'une de deux idéologies serait normalement écartée afin d'apurer l'échelle vers une structure idéologique unique. Dans le cas d'une analyse des idéologies anti-démocratiques en Allemagne ceci est un avantage, car la construction d'une deuxième échelle permettrait de saisir la seconde dimension et de faire une analyse approfondie, mais dans le cas d'une analyse transnationale cette deuxième échelle ne peut être intégré dans l'analyse et seule l'échelle dominante pourra être intégré. Aussi le but de notre analyse n'est pas en premier lieu de disséquer la construction idéologique du rejet de la démocratie parlementaire mais de mesurer le rejet (ou l'adhésion) au modèle. Dans ce cas une échelle composite est plus pertinente encore plus si elle permet de pondérer les composantes de l'échelle (sur-pondérer ce qui est commun aux différentes composantes et sous-pondérer ce qui est particulier ou périphérique). L'autre problème d'inclusion est la perte d'individus. La plupart des modes d'analyse hiérarchiques connaissent un nombre important de cas « incohérents » qui dans le meilleur des cas sont redressés à partir de procédures complexes ou de rigueur douteuse dans le pire simplement exclus. Même sur des échelles très cohérentes ces taux peuvent atteindre le tiers des répondants. Dans le cadre de notre analyse cette proportion d'exclus de l'échelle ou d'intégrés extérieurs n'est pas praticable, surtout eu égard aux autres problèmes de comparabilité cités plus haut.

La construction en termes d'analyse de facteur nous paraît donc plus approprié dans notre cas car elle permet de pondérer les composantes des facteurs. L'absence de nécessité de cohérence interne et l'accent sur les covariations et corrélations nous permet une vision plus large de la situation des opinions sans devoir se focaliser sur les systèmes idéologiques nécessairement cohérentes.

Néanmoins une analyse en composante principale ou une analyse factorielle complète nous pose le problème des assomptions méthodologiques. Afin de réaliser une analyse factorielle les scores sur les différents items doivent être considérés comme formant une échelle continue ou du moins tempérée. Cette assomption statistique n'est pas réaliste si on considère l'emploi fait des échelles par les enquêtés en général.

Elle pose aussi le problème de l'exclusion d'enquêtés ne répondant pas à une question (ou plus) sauf si on se résout à assigner d'office un score sur l'échelle des réponses valides en cas de non-réponse. Même sur une batterie de questions à faible taux de non-réponse comme ceci

peut avoir comme effet une déperdition importante. L'appareil mesurant la désaffection avec le système politique en Allemagne en est un exemple parlant car avec des taux de non-réponse de l'ordre de 2% à 3% l'appareil d'une vingtaine de questions souffre la perte de presque 40% des individus lors d'une analyse factorielle complète pour cause de réponse invalide.
La solution à ce problème nous paraît être une analyse en analyse des correspondances multiples spécifiques pour chaque appareil de mesure dans nos échantillons. Elle permet de ne pas avoir à faire la présupposition d'une forme spécifique de l'échelle que constituent les réponses à des questions en Likert-5. Nous pouvons intégrer les sans-réponses comme des réponses indicatrices voire en cas d'utilité comme réponse à part entière. La mesure d'éventuels effets de Guttman peut nous permettre de rectifier certains effets de distorsion de l'échelle possible en cas d'analyse sur base d'échelles tempérées.

Les mesures composites et le regroupement en positionnement relatif

L'efficacité politique – indicateur transnational

La mesure de l'efficacité politique prend une position particulière dans notre dispositif, car elle est une mesure importante d'intégration dans le système politique et le seul indicateur qui se compose de suffisamment d'équivalents fonctionnels pour une comparaison transnationale directe.
Après analyse de 23 questionnaires une batterie de six items fonctionnellement comparables a émergé et permis la construction d'une batterie virtuelle de mesure de l'efficacité politique.
Cette batterie comporte six items. Le premier est une mesure générale de la satisfaction avec le fonctionnement spécifique du système de gouvernement qu'est la démocratie parlementaire dans le pays. Le second couvre l'opinion de l'importance du vote, le troisième la réduction du parti à une entreprise uniquement intéressée par les suffrages. Le quatrième laisse apprécier si le choix des gouvernants a un impact. Le cinquième reproche au personnel politique d'avoir perdu le contact avec la population et le sixième mesure la perception de la réactivité du personnel politique.
Les tableaux suivants font état de la formulation exacte des items (en version Anglaise de la

documentation) au sein des différents questionnaires et quels items n'ont pas eu d'équivalent fonctionnel dans certaines enquêtes.

Tableau A-2 Items de mesure de l'efficacité politique Allemagne et Belgique[365]

General Label	Political Attitudes, Political Participation and Voter conduct in united Germany. Waves 1994, 1998 and 2002	General Election Study - Belgium 1991	General Election Study - Belgium 1995	General Election Study - Belgium 1999	General Election Study - Belgium 2003
Satisfaction with Democracy	Taken all together, how satisfied are you with the existing democracy in Germany?			Are you, generally speaking, very satisfied, more or less satisfied, more or less dissatisfied or very dissatisfied with the functioning of democracy in Belgium?	On the whole are you very satisfied, more or less satisfied, more or less dissatisfied or very dissatisfied with the way democracy works in Belgium?
1. Vote has no sense	In a democracy regular electoral participation is the duty of the citizens. (Invverse)	There's no sense in voting; the parties do what they want to do anyway.			
2. Parties only want votes	The parties are only the people's votes, they're not interested in their opinions	Parties are only interested in my vote, not in my opinion			
3. It doesn't matter who is in power	People like me don't have any influence on the government	If people like me let the politicians know what we think, then they will take our opinions into account. (Inverse)			
4. Politicians are out of touch	Politicians pay attention to what common people think. (Inverse)		As soon as they are elected politicians think they are better than people like me.		
6. Politicians don't listen	The members of the Bundestag try to stay in close contact with the population. (Inverse)		Most politicians promise a lot, but don't do anything.		

365 Ces tableaux se trouvent aussi dans les annexes numériques

Tableau A-3 Items de mesure de l'efficacité politique Royaume-Uni

1997 British Election Study	Scottish Referendum Study 1997	Welsh Referendum Study 1997	Scottish Social Attitudes Survey - 1999	Scottish Social Attitudes Survey - 2001	Scottish Social Attitudes Survey - 2003	Welsh Assembly Election Study 1999	Welsh Election Study 2001	Wales Life and Times Study 2003	General Label
Which of these statements best describes your opinion on the present system of governing Britain ? It works very well and couldn't be improved. It could be improved in small ways, but mainly works well. It could be improved quite a lot. It needs a great deal of improvement.			Which of these statements best describes your opinion on the present system of governing Britain ? It works very well and couldn't be improved. It could be improved in small ways, but mainly works well. It could be improved quite a lot. It needs a great deal of improvement.				Which of these statements best describes your opinion on the present system of governing Britain ? It works very well and couldn't be improved. It could be improved in small ways, but mainly works well. It could be improved quite a lot. It needs a great deal of improvement.		Satisfaction with Democracy
Some people say that no matter who people vote for it won't make any difference to what happens. Others say that who people vote for can make a difference to what happens. Where would you place yourself?	Some people say that it makes no difference which side wins elections, things go on much the same. How about the last general election when the Labour Party won? How much difference do you think that result will make?		How much of a difference do you think it makes who wins in general elections to the UK House of Commons?						1. Vote has no sense
Parties are only interested in people's votes, not in their opinions									2. Parties only want votes
It doesn't really matter which party is in power, in the end things go on much the same						It doesn't really matter which party is in power, in the end things go on much the same			3. It doesn't matter who is in power
Some people say that Members of Parliament know what ordinary people think. Others say that Members of Parliament don't know much about what ordinary people think. Where would you place yourself?	Generally speaking, those we elect as MPs lose touch with people pretty quickly								4. Politicians are out of touch
People like me have no say in what the government does	How much would you trust a Scottish parliament to work in Scotland's best long-term interests?	How much would you trust a Welsh parliament to work in Wales' best long-term interests?	How much would you trust a Scottish parliament to work in Scotland's best long-term interests?			How much would you trust a Welsh parliament to work in Wales' best long-term interests?			6. Politicians don't listen

Le premier point à noter est l'exceptionnelle stabilité de la formulation de l'item sur la réduction des partis à des entreprises de maximisation de votes sans considération pour les électeurs. L'item sur la satisfaction avec la forme de gouvernement est stable dans sa formulation mais légèrement sous-employée. Au Royaume-Uni nous avons préféré un item sur le fonctionnement du mode de gouvernement de façon spécifique à un item demandant directement l'évaluation de la démocratie, car ce dernier item ne comportait presque aucune variance et un taux de non-réponse trop élevé (elle était aussi plus rare dans les questionnaires). Les autres items changent légèrement de formulation mais restent assez stables à travers les questionnaires.

Pour la construction d'un indicateur synthétique par une analyse des correspondances multiples spécifiques deux types de codes ont été uniquement utilisé comme modalités illustratives. D'un côté des données manquantes lorsqu'un item était absent d'un questionnaire et de l'autre les non-réponses à des questions posés. De cette façon nous avons pu neutraliser les items absents et vérifier si les non-réponses constituent une façon de

répondre à la question (comme cela est possible en cas de contrôle social fort sur un sujet) sans courir le risque de l'effet de levier que ces modalités peuvent avoir dans ce type d'analyse.

Les résultats sont d'une grande clarté. Le tableau des valeurs propres donnent par Scree-Test une solution unidimensionnelle avec une part de variance élevée contenue dans ce premier axe.

Tableau A-4 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'efficacité politique

Numéro de l'axe	**Valeur propre**	**Pourcentage de variance expliquée**
1	0,4523	11,16
2	0,3040	7,50
3	0,2604	6,43
4	0,2165	5,34
5	0,1982	4,89

A l'image de l'analyse d'une batterie plus complète des questionnaires allemands (20 questions) sur ce sujet ce premier axe est défini par les positions d'efficacité politique faible de forte intensité s'opposant aux quatre autres modalités de réponse qui elles ne diffèrent que peu.

Cinq modalités se détachent dans leur contribution individuelle à la variance de l'axe. A elles seules elles contribuent à hauteur de plus des deux tiers. La forte contribution est l'approbation complète à l'affirmation que les partis ne se préoccuperaient que des votes (16,98%) suivi de quatre autres modalités de forte intensité d'efficacité politique faible contribuant chacune plus de 10%.

Tableau A-5 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à l'axe
Les partis ne se préoccupent que des votes : complètement d'accord	16,98%
Les hommes politiques ont perdu le contact avec la population : complètement d'accord	16,23%
Il est sans importance qui gouverne : complètement d'accord	11,67%
Voter n'a aucun sens : complètement d'accord	11,58%
Les hommes politiques ne nous écoutent pas : complètement d'accord	10,48%

Après cette série de fort contributeurs les prochaines modalités se situent aux alentours de 3% ce qui est la contribution moyenne attendu lorsque 30 modalités actives font partie de l'analyse. Nous avons donc une situation dominée par quelques modalités très discriminantes. L'analyse des positions des modalités confirme cette domination.

Tableau A-6 Modalités extrêmes de l'axe 1 –pôle positif

Modalité	Coordonnée
Voter n'a aucun sens : complètement d'accord	+ 1,70
Les hommes politiques ont perdu le contact avec la population : complètement d'accord	+ 1,40
Les hommes politiques ne nous écoutent pas : complètement d'accord	+ 1,38
Les partis ne se préoccupent que des votes : complètement d'accord	+ 1,34
Il est sans importance qui gouverne : complètement d'accord	+ 1,20
Satisfaction avec le mode de gouvernement : très insatisfait	+ 1,17

Le pôle positif est nettement dominé par les modalités de forte intensité de désaffection avec le système politique. Le pôle négatif est déterminé par la modalité de soutien au système de faible intensité. L'absence de la modalité de forte intensité vient partiellement de sa rareté et aussi de son pouvoir de distinction moins fort par rapport à la modalité de faible intensité. La zone moyenne est largement constitué par les modalités de désaffection de faible intensité. Les non-réponses ne représentent pas de points d'intérêt.

Tableau A-7 Modalités extrêmes de l'axe 1- pôle négatif

Modalité	Coordonnée
Les partis ne se préoccupent que des votes pas d'accord	- 0,75
Les hommes politiques ont perdu le contact avec la population : pas d'accord	- 0,71
Il est sans importance qui gouverne : ni d'accord ni pas d'accord	- 0,59
Les hommes politiques ont perdu le contact avec la population : ni d'accord ni pas d'accord	- 0,58
Les hommes politiques ne nous écoutent pas : ni d'accord ni pas d'accord	- 0,58
Les partis ne se préoccupent que des votes : ni d'accord ni pas d'accord	- 0,57
Il est sans importance qui gouverne : pas d'accord	- 0,53
Voter n'a aucun sens : pas d'accord	- 0,51
Les hommes politiques ne nous écoutent pas : pas d'accord	- 0,40
Satisfaction avec le mode de gouvernement : satisfait	- 0,40

Nous avons donc comme indicateur de ce premier axe une opposition entre une désaffection totale avec le système politique et une efficacité politique quasi-inexistante opposé à une position de soutien général mais néanmoins critique et une efficacité politique élevé mais pas euphoriquement élevée. L'indicateur sera donc meilleur sur la mesure de la critique que du soutien ce qui est entièrement dans notre design de recherche. Nos résultats confirment par ailleurs l'intérêt de ne pas avoir fait la présupposition du caractère tempéré des échelles car si les écarts entre efficacité élevé, moyennement élevé et moyen se sont avérés très faibles, les intervalles séparant les modalités moyennes des modalités d'efficacité basse et celle qui séparait l'efficacité faible de l'efficacité très faible étaient nettement plus importantes.

Les indicateurs de l'autoritarisme

Les items traitant les attitudes autoritaires ne sont pas aussi proches au sein de nos questionnaires que nous puissions établir une comparaison directe nous avons donc procédé à la construction de trois indicateurs nationaux qui seront recodés selon les positions relatives sur les échelles.

L'outil de mesure le plus succinct est celui utilisé en Belgique. Il consiste de trois questions classiques en ce sens qu'elles se rapprochent de questions utilisés par Adorno lors des études de la personnalité autoritaire. Il était demandé aux enquêtés de se prononcer sur les trois affirmations suivantes : Le plus important pour un enfant est d'apprendre le respect pour les autorités. Afin de résoudre nos problèmes il faudrait d'abord se débarrasser des personnes immorales. Nous avons besoin de leaders forts.

L'analyse en ACM spé. a admis en Scree-Test une solution bi-dimensionelle contenant respectivement 14,1% et 12,5% de la variance.

Tableau A-8 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme en Belgique

Numéro de l'axe	Valeur propre	Pourcentage de variance expliquée
1	0,5730	14,10
2	0,5066	12,47
3	0,3956	9,74
4	0,3774	9,29
5	0,3187	7,84

La deuxième dimension devra être abandonné car elle mesure uniquement l'effet Guttmann entre les modalités à forte et celles à faible intensité. A titre d'exemple de cet effet sur le second axe nous pouvons analyser la troisième question (la nécessité de leaders forts) et le positionnement des différentes modalités.

Tableau A-9 Coordonnées des modalités actives de l'item « Nous avons besoin de leaders fort » sur le deuxième axe

Position vis à vis de la proposition	**Coordonnée sur l'axe 2**
Tout à fait d'accord	+ 1,21
D'accord	- 0,38
Ni d'accord ni pas d'accord	- 0,49
Pas d'accord	- 0,36
Pas d'accord du tout	+ 1,43

Cette distribution est caractéristique d'un effet de Guttmann fort, cloisonnant des groupes distincts sur les modalités à forte intensité d'une plaine mobile entre les modalités à faible intensité. Cet indicateur ne convient pas pour mesurer les opinions sur certains sujets seulement le grade de cohérence idéologique. Nous garderons donc uniquement le premier axe comme indicateur.

Le premier axe est déterminé par six modalités qui contribuent plus que la moyenne des modalités. Elles se constituent de deux modalités de chaque item, étant toujours l'option approuvant de forte intensité et l'option désapprouvante de faible intensité dans deux cas et de forte intensité dans le troisième cas.

Tableau A-10 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à l'axe
Afin de résoudre nos problèmes il faudrait d'abord se débarrasser des personnes immorales : tout à fait d'accord	19,6%
Le plus important pour un enfant est d'apprendre le respect pour les autorités : tout à fait d'accord	17,9%
Nous avons besoin de leaders forts. : tout à fait d'accord	14,4%
Le plus important pour un enfant est d'apprendre le respect pour les	9,3%

autorités : pas d'accord	
Afin de résoudre nos problèmes il faudrait d'abord se débarrasser des personnes immorales : pas d'accord	9,2%
Nous avons besoin de leaders forts. : pas d'accord du tout	6,9%

Tableau A-11 Coordonnées des modalités actives sur le premier axe

Libellé	**Coordonnée sur l'axe 1**
Le plus important pour un enfant est d'apprendre le respect pour les autorités	
Tout à fait d'accord	- 1,02
D'accord	+ 0,07
Ni d'accord ni pas d'accord	+ 0,69
Pas d'accord	+ 1,13
Pas d'accord du tout	+ 1,43
Afin de résoudre nos problèmes il faudrait d'abord se débarrasser des personnes immorales	
Tout à fait d'accord	- 1,28
D'accord	- 0,16
Ni d'accord ni pas d'accord	+ 0,28
Pas d'accord	+ 0,89
Pas d'accord du tout	+ 1,31
Nous avons besoin de leaders forts	
Tout à fait d'accord	- 1,95
D'accord	- 0,60
Ni d'accord ni pas d'accord	- 0,16
Pas d'accord	+ 0,47
Pas d'accord du tout	+ 0,92

Comme nous pouvons le voir la distribution des modalités le long de l'axe 1 est homogène, les positions autoritaires se trouvant vers le pôle négatif et les positions non-autoritaires se trouvant vers le pôle positif. Il s'agit donc bien d'une mesure synthétique des trois opinions déterminant un score d'autoritarisme. Notons qu'ici aussi la présupposition d'une échelle tempérée s'est avéré inexacte. Si trois de quatre intervalles sont généralement de taille équivalente celui qui sépare la réponse tout à fait d'accord de celle d'accord est généralement deux fois plus important. Le point de rupture se situe donc là. Entre une affirmation offensive d'opinions autoritaires et une vision plus nuancé voire contraire aux idées autoritaires.

En deuxième lieu nous étudierons l'appareil de mesure allemand qui comporte six items. Comme pour l'appareil belge il demandait la position de l'enquêté vis-à-vis d'opinions. L'appareil allemand se focalise plus sur les expériences allemandes de systèmes autoritaires et moins sur des sujets plus courants comme les valeurs qu'un enfant devrait apprendre. Il était

en conséquent impossible de procéder à une comparaison directe. Les six affirmations de l'appareil allemand sont : Nous devons avoir le courage d'un fort sens de la nationalité. Les intérêts de groupes doivent être subordonnées au bien-être général. La dictature est un meilleur mode de gouvernement. Le socialisme était une bonne idée avec une mauvaise application. Le national-socialisme avait ses bons aspects. Sans l'extermination des juifs Hitler serait aujourd'hui considéré comme un grand homme d'Etat.
L'analyse par ACM spé. propose une structure à deux dimensions dominantes après le Scree-Test.

Tableau A-12 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme en Allemagne

Numéro de l'axe	**Valeur propre**	**Pourcentage de la variance**
1	0,3485	8,70
2	0,3026	7,55
3	0,2090	5,22
4	0,1986	4,96
5	0,1956	4,88

Comme pour le cas belge nous devons abandonner le deuxième axe qui mesure l'effet Guttmann entre les deux positions extrêmes et les réponses plus modérées. Le premier axe est déterminé par sept réponses : les six désaccords de forte intensité avec les propositions et l'accord de faible intensité avec l'affirmation que le national-socialisme avait ses aspects positifs.

Tableau A-13 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à l'axe
Le national-socialisme avait ses bons aspects : pas du tout d'accord	10,9%
Sans l'extermination des juifs Hitler serait aujourd'hui considéré comme un grand homme d'Etat : pas du tout d'accord	8,5%
La dictature est un meilleur mode de gouvernement : pas du tout d'accord	7,9%
Le national-socialisme avait ses bons aspects : d'accord	7,6%
Nous devons avoir le courage d'un fort sens de la nationalité: pas du tout d'accord	6,5%
Les intérêts de groupes doivent être subordonnées au bien-être général : pas du tout d'accord	5,3%
Le socialisme était une bonne idée avec une mauvaise application : pas du tout d'accord	5,1%

Cette prépondérance du refus des propositions autoritaires montre que cet axe est largement dominé par l'opposition des propositions autoritaires à l'inverse de la situation en Belgique. Ceci peut s'expliquer par l'exigence des propositions allemandes qui ne permettent pas une approbation par défaut des propositions.

Cette impression se confirme en regardant la position de toutes les modalité actives sur cet axe. Le pôle positif est caractérisé par les attitudes les plus autoritaires alors que le pôle négatif est dominé par le refus des propositions autoritaires.

Tableau A-14 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1

Modalité	Coordonnée sur l'axe 1
Le national-socialisme avait ses bons aspects tout à fait d'accord	+ 1,84
Sans l'extermination des juifs Hitler serait aujourd'hui considéré comme un grand homme d'Etat : tout à fait d'accord	+ 1,61
La dictature est un meilleur mode de gouvernement : tout à fait d'accord	+ 1,49
Le national-socialisme avait ses bons aspects : d'accord	+ 1,30
La dictature est un meilleur mode de gouvernement : pas du tout d'accord	- 0,54
Sans l'extermination des juifs Hitler serait aujourd'hui considéré comme un grand homme d'Etat : pas du tout d'accord	- 0,54
Le national-socialisme avait ses bons aspects : pas du tout d'accord	- 0,63
Le socialisme était une bonne idée avec une mauvaise application : pas du tout d'accord	- 0,70
Les intérêts de groupes doivent être subordonnées au bien-être général : pas du tout d'accord	- 1,06
Nous devons avoir le courage d'un fort sens de la nationalité: pas du tout d'accord	- 1,09

Nous pouvons aussi constater que le seuil qui est le plus déterminant sur l'axe est celui qui sépare l'opposition de forte intensité et celle qui est de faible intensité. Comme exemple nous pouvons regarder plus en détail l'item qui demandait si la dictature était le meilleur mode de gouvernement. L'écart entre deux réponses voisines est relativement constant de l'accord complet au désaccord de faible intensité mais double entre le modalité de désaccord de faible intensité et celle de forte intensité. La réponse particulière est donc le refus catégorique de ces propositions autoritaires. Il était donc utile de séparer l'analyse des deux cas nationaux et de ne considérer que des positionnements relatifs.

Tableau A-15 Position des modalités de réponse à l'affirmation la dictature est un meilleur mode de gouvernement sur l'axe 1

La dictature est un meilleur mode de gouvernement	Coordonnée sur l'axe 1
Tout à fait d'accord	1,49
D'accord	1,09
Ni d'accord ni pas d'accord	0,74
Pas d'accord	0,35
Pas d'accord du tout	-0,54

Au Royaume-Uni l'appareil de mesure est différent consistant de quatre affirmations. Le premier item est : la censure est nécessaire afin de maintenir les standards de moralité. Le second demande de rétablir la peine capitale. Le troisième affirme que la jeunesse d'aujourd'hui ne respecte plus les valeurs traditionnelles et le quatrième demande des peines plus sévères pour les criminels. Le troisième et le quatrième item ne suscitent que très peu de désaccord catégorique (modalités « pas du tout d'accord ») afin d'éviter des effets de levier nous avons dû regrouper dans les deux cas la modalité avec le refus nuancé (« pas d'accord »).

L'analyse par ACM spé. de cette matrice de résultats modifiée a admis une solution à deux dimensions après Scree-test.

Tableau A-16 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'autoritarisme au Royaume-Uni

Numéro de l'axe	**Valeur propre**	**Pourcentage de la variance**
1	0,5002	13,92
2	0,4027	11,20
3	0,3087	8,59
4	0,2668	7,42
5	0,2587	7,20

Le second axe ne sera pas maintenue dans notre analyse car il recouvre largement un effet Guttmann entre l'approbation de faible intensité et l'absence de positionnement d'un côté et les modalités de désapprobation, l'appui prononcé de l'autre.

Le premier axe est déterminé par les quatre modalités approuvant fortement les positions autoritaires.

Tableau A-17 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à la variance de l'axe
La Jeunesse ne respecte pas suffisamment les valeurs traditionnelles : tout à fait d'accord	17,2%
La censure est nécessaire afin de maintenir un certain niveau : tout à fait d'accord	15,8%
Il faut des peines plus dures pour les criminels : tout à fait d'accord	14,2%
Il faut réinstaurer la peine de mort : tout à fait d'accord	13,5%

Cette dominance des modalités autoritaires dans la détermination des axes reflète assez largement la situation lors des deux autres analyses nationales qui ont toujours mis en relief ces points.

Parmi la position des modalités contribuant plus de la moyenne à la variance de l'axe nous pouvons constater que les plus fortes contributions au pôle non-autoritaire viennent de refus plus modérés voire d'une simple non-approbation de la position autoritaire montrant que si l'autoritarisme est proche d'une structure idéologique son opposé le semble nettement moins.

Tableau A-18 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1

Modalité active	Coordonnée sur l'axe
La Jeunesse ne respecte pas suffisamment les valeurs traditionnelles : tout à fait d'accord	- 1,23
La censure est nécessaire afin de maintenir un certain niveau : tout à fait d'accord	- 1,16
Il faut réinstaurer la peine de mort : tout à fait d'accord	- 1,14
Il faut des peines plus dures pour les criminels : tout à fait d'accord	- 0,90
La Jeunesse ne respecte pas suffisamment les valeurs traditionnelles : ni d'accord ni pas d'accord	+ 0,72
Il faut réinstaurer la peine de mort : pas du tout d'accord	+ 0,95
Il faut des peines plus dures pour les criminels : ni d'accord ni pas d'accord	+ 0,97
Il faut des peines plus dures pour les criminels : pas d'accord	+ 1,47

Nous pouvons donc remarquer que le pôle négatif de l'axe est dominé par un autoritarisme quasi-idéologique alors que le pôle positif regroupe les refus du système sans grande cohérence. Cela se remarque aussi par l'écart entre deux modalités voisines. L'écart entre

l'approbation de forte intensité et celle de faible intensité est toujours le plus grand et généralement comparable à celui entre la dernière et le refus catégorique. Néanmoins sur certains items comme le respect de la jeunesse pour les valeurs traditionnelles nous pouvons constater que les intervalles ne sont pas homogènes ailleurs sur l'échelle. Les opinions non-autoritaires semblent assez interchangeables. Notre échelle mesure de façon exacte les soutiens structurels de l'autoritarisme mais ne distingue pas de façon précise ceux qui ne sont pas autoritaires et ceux qui sont idéologiquement anti-autoritaires comme cela est aussi le cas en Belgique.

Tableau A-19 Position des opinions à l'encontre du respect des valeur sur l'axe 1

La Jeunesse ne respecte pas suffisamment les valeurs traditionnelles	Position sur l'axe 1
Tout à fait d'accord	-1,23
D'accord	-0,01
Ni d'accord ni pas d'accord	0,72
Pas d'accord (inclus pas d'accord du tout)	0,96

Nous pouvons noter que les items plus généraux et moins historiques en Belgique et au Royaume-Uni saisissent mieux l'autoritarisme, tandis que l'appareil très historique en Allemagne mesure mieux l'anti-autoritarisme.

Les indicateurs de l'attitude envers l'immigration

Nous disposons d'appareils de mesure concernant l'immigration en Belgique et en Allemagne. Ce sujet est important dans notre contexte car les partis ethno-régionalistes affirment l'existence d'une communauté spécifique et leur attitude envers un autrui qui vient afin de rester peut nous renseigner sur le mode de construction de cette communauté et son ouverture vers le changement qui résulte des effets migratoires.

L'appareil belge consistait de six affirmations demandant aux enquêtés de se positionner. Il s'agissait des affirmations suivantes : On ne peut pas faire confiance aux immigrants. Les immigrants contribuent à notre bien-être. Les immigrants exploitent le système de sécurité sociale. Les étrangers devraient avoir le droit de vote. Les musulmans sont une menace pour notre culture. La présence de différentes cultures enrichi la société.

L'analyse en ACM spé. admet par Scree-test deux dimensions.

Tableau A-20 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'attitude envers les immigrants en Belgique

Numéro de l'axe	Valeur propre	Pourcentage de variance
1	0,5754	14,14
2	0,4755	11,68
3	0,3129	7,69
4	0,2375	5,84
5	0,1659	4,08

Nous devons écarter la deuxième dimension qui mesure un effet Guttmann de forte intensité entre les réponses de forte intensité et celle de faible intensité parce que n'étant pas d'une grande utilité dans notre étude.

La première dimension est déterminée par sept modalités représentant à une exception les modalités d'hostilités les plus prononcés envers les immigrants. La seule autre modalité dominante est la plus faible du groupe et se situe à l'autre extrême de l'échelon on refusant catégoriquement qu'il soit impossible de faire confiance aux immigrants.

Tableau A-21 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à l'axe
Les immigrants exploitent le système de sécurité sociale : tout à fait d'accord	10,5%
Les musulmans sont une menace pour notre culture : tout à fait d'accord	8,5%
On ne peut pas faire confiance aux immigrants : tout à fait d'accord	8,3%
Les immigrants contribuent à notre bien-être : pas du tout d'accord	7,5%
Les étrangers devraient avoir le droit de vote : pas du tout d'accord	7,0%
La présence de différentes cultures enrichi la société : pas du tout d'accord	6,1%
On ne peut pas faire confiance aux immigrants : pas du tout d'accord	5,6%

Les trois modalités qui contribuent le plus sont sans surprise trois éléments des reproches les plus vocalement prononcés envers les communautés migrantes dans le débat politique belge pas uniquement par le Vlaams Blok mais aussi par lui (Claeys[366]) associant les immigrants avec la fraude sociale, et percevant la religion dominante de l'immigration (l'islam) comme

366 CLAEYS, Manu. *Le Vlaams Blok en chacun de nous.* Bruxelles, L. Pire, 2003. 159 p.

une menace culturelle et aussi l'absence de confiance.

Les coordonnées des modalités actives contribuant plus que la moyenne montre une configuration claire. Les réponses les plus hostiles aux immigrants se situent au pôle négatif alors que l'ouverture envers les immigrants se situe vers le pôle positif.

Tableau A-22 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1

Modalité	Coordonnée sur l'axe 1
La présence de différentes cultures enrichi la société : pas du tout d'accord	- 1,83
On ne peut pas faire confiance aux immigrants : tout à fait d'accord	- 1,74
Les immigrants contribuent à notre bien-être : pas du tout d'accord	- 1,51
Les musulmans sont une menace pour notre culture : tout à fait d'accord	- 1,40
Les étrangers devraient avoir le droit de vote : pas du tout d'accord	- 1,26
Les immigrants exploitent le système de sécurité sociale : tout à fait d'accord	- 1,26
Les immigrants contribuent à notre bien-être : d'accord	+ 0,80
Les immigrants exploitent le système de sécurité sociale : pas d'accord	+ 0,88
La présence de différentes cultures enrichi la société : tout à fait d'accord	+ 0,99
Les musulmans sont une menace pour notre culture : pas du tout d'accord	+ 1,23
On ne peut pas faire confiance aux immigrants pas du d'accord	+ 1,25
Les immigrants exploitent le système de sécurité sociale : pas du tout d'accord	+ 1,56

Nous trouvons dans les modalités contributrices du pôle négatif uniquement les modalités d'hostilité de forte intensité que nous avons déjà vu en examinant les modalités dominantes alors que le pôle positif est déterminé par des modalités d'ouverture aussi bien de forte que de faible intensité ayant comme résultat une image très mixte de ce pôle qui est d'une ouverture générale mais pas entièrement inconditionnelle. Il ne s'agit néanmoins pas d'une simple absence d'hostilité car aucune position médiane ne contribue de façon notable à l'axe, il s'agit bien d'une ouverture mais qui sur certains aspects maintient une vision critique. Les intervalles entre deux modalités voisines sont inhomogènes indiquant qu'aucune des deux positions polaires est monolithique ou fortement idéologique laissant toujours une légère ouverture vers les modalités plus modérées.

L'appareil allemand est constitué de cinq items correspondant à une affirmation et une position de l'enquêté à cette affirmation. Les cinq affirmations sont : L'Allemagne est sous contrôle étranger. Les étrangers devraient se marier entre eux. Les juifs ont trop d'influence. Les juifs ne s'adaptent pas dans une société. J'ai de la sympathie pour les attaques sur les

habitations de demandeurs d'asile. Le dernier item n'a suscité que très peu d'approbation inconditionnelle. Afin d'éviter un effet de levier la modalité « tout à fait d'accord » à été réunie à la modalité « d'accord ». Cet item peut paraître incongru mais fait référence à une série de violences envers les demandeurs d'asile et d'autres étrangers au début des années 1990 et plus particulièrement aux événement du 22 au 24 août 1992 à Rostock Lichtenhagen lorsqu'une version contemporaine d'un pogrome a eu lieu contre des travailleurs contractuels Vietnamiens sous les applaudissements de la population alentour.

L'analyse par ACM spé. admet une solution à deux dimensions par Scree-Test bien que la seconde dimension soit nettement plus faible que la première. Nous abandonnons la seconde dimension car elle est mesure largement un effet Guttmann.

Tableau A-23 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. de l'attitude envers les étrangers en Allemagne

Numéro de l'axe	**Valeur propre**	**Pourcentage de la variance**
1	0,5584	14,64
2	0,3968	10,40
3	0,2896	7,59
4	0,2632	6,90

L'axe 1 est dominé par cinq modalités dont quatre représentant le rejet de forte intensité des propositions xénophobes et une qui approuve fortement cette position. Notons que l'item sur l'attaque des lieux d'hébergement des demandeurs d'asile est absente de cette liste ce qui implique que ce sujet ne fait plus débat au sein de notre échantillon au moment de nos enquêtes.

Tableau A-24 Plus fortes contribution à l'axe 1

Modalité	Contribution à l'axe
Les étrangers devraient se marier entre eux : pas du tout d'accord	11,3%
Les juifs ont trop d'influence : pas du tout d'accord	11,1%
Les juifs ne s'adaptent pas dans une société : pas du tout d'accord	11,0%
L'Allemagne est sous contrôle étranger : pas du tout d'accord	10,6%
L'Allemagne est sous contrôle étranger : tout à fait d'accord	6,2%

La distribution des modalités contribuant plus que la moyenne montre que le pôle négatif de

l'axe est dominé par les modalités les plus xénophobes alors que le pôle positif représente le rejet de ces positions.

Tableau A-25 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1

Modalité	Coordonnée sur l'axe
J'ai de la sympathie pour les attaques sur les habitations de demandeurs d'asile : d'accord	- 1,40
Les juifs ne s'adaptent pas dans une société : d'accord	- 1,21
Les étrangers devraient se marier entre eux : tout à fait d'accord	- 1,14
Les juifs ont trop d'influence :d'accord	- 1,04
L'Allemagne est sous contrôle étranger : tout à fait d'accord	- 0,99
Les juifs ne s'adaptent pas dans une société : ni d'accord ni pas d'accord	- 0,86
Les juifs ne s'adaptent pas dans une société : pas du tout d'accord	+ 0,79
Les juifs ont trop d'influence : pas du tout d'accord	+ 0,82
Les étrangers devraient se marier entre eux : pas du tout d'accord	+ 0,87
L'Allemagne est sous contrôle étranger : pas du tout d'accord	+ 1,14

Chacune des questions présente une échelle cohérente mais avec des intervalles très irréguliers. L'écart entre la position de rejet de la proposition xénophobe de forte intensité et celle de faible intensité est à peu près aussi grand que celui du reste de l'échelle. On peut donc supposer que dans le cas allemand notre indicateur mesure une différence idéologique entre xénophilie et xénophobie courante et peu systématisée.

Une échelle de gauche-droite économique

Selon les hypothèses de la construction des systèmes partisans à partir des clivages structurant successifs et leur gel au moment de l'introduction de suffrage universel il paraît indispensable de mesurer la position des enquêtés sur les attitudes associées au clivage dominant et ultime : ouvrier/ bourgeois. A cette fin aussi bien les enquêtes belges que britanniques disposent d'un appareil de mesure stable et ancien. Les enquêtes allemandes ayant une architecture plus axée sur leur objectif immédiat n'ont pas repris d'appareil établi et parce que le débat politique allemand de l'époque de mesure était très loin de se focaliser sur le débat économique elles

n’ont pas inclus de questions sur les attitudes économiques.

L’échelle belge a été composé de cinq affirmations et la position que l’enquêté a exprimé envers ces affirmations. Il s’agit des affirmations suivantes : Les syndicats doivent être plus agressifs afin de défendre les intérêts des travailleurs. Les différences entre les bas salaires et les salaires élevés doivent rester comme elles sont. Le gouvernement devrait réduire les différences de revenus. Les ouvriers doivent toujours lutter pour leur égalité dans la société. Les différences entre les classes devraient être moins importantes qu’elles ne le sont actuellement. Les deux derniers items n’ont suscité que si peu d’opposition de forte intensité (« pas du tout d’accord ») que nous avons regroupé ces modalités avec les modalités de faible intensité (« pas d’accord »).
L’analyse en ACM spé. admet par Scree-test deux dimensions.

Tableau A-26 Valeurs propres de l’analyse en ACM spé. des attitudes économiques en Belgique

Numéro de l’axe	**Valeur propre**	**Pourcentage de la variance**
1	0,5342	14,82
2	0,4041	11,21
3	0,2852	7,91
4	0,2361	6,55
5	0,2101	5,83

Le second axe est caractérisé par un très fort effet de Guttmann et sera écarté de notre analyse. Le premier axe est dominé par cinq modalités qui contiennent à peu près deux tiers de la variance de l’axe. Il s’agit d’une modalité par question dans l’analyse et de façon consistante celle qui se situe du côté ouvrier du clivage bourgeois/ ouvrier. Le sujet les plus fort est l’inégalité et leur réduction. Les deux plus fortes contributions étant d’un côté le souhait que les différences de classes soit réduites et de l’autre que les ouvriers souffrent encore d’inégalité. Cette forte influence des questions d’égalité et de justice peut se rapprocher de l’unique item proche d’une échelle gauche-droite qui demande si la société allemande est juste.

Tableau A-27 Plus fortes contribution à l’axe 1

Modalité	Contribution

	à l'axe
Les différences entre les classes devraient être moins importantes qu'elles ne le sont actuellement : tout à fait d'accord	15,4%
Les ouvriers doivent toujours lutter pour leur égalité dans la société : tout à fait d'accord	14,8%
Le gouvernement devrait réduire les différences de revenus. : tout à fait d'accord	14,0%
Les différences entre les bas salaires et les salaires élevés doivent rester comme elles sont. : pas d'accord du tout	11,8%
Les syndicats doivent être plus agressif afin de défendre les intérêts des travailleurs. : tout à fait d'accord	10,2%

Le tableau des modalités contribuant plus que la moyenne à la variance de l'axe reste relativement restreint en dehors des cinq modalités dominantes. Il montre que la partie ouvrière est nettement plus cohérente en termes d'idéologie que son adversaire.

Tableau A-28 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 1

Modalité	Coordonnée sur l'axe 1
Les syndicats doivent être plus agressif afin de défendre les intérêts des travailleurs. : tout à fait d'accord	- 1,37
Le gouvernement devrait réduire les différences de revenus. : tout à fait d'accord	- 1,37
Les ouvriers doivent toujours lutter pour leur égalité dans la société : tout à fait d'accord	- 1,22
Les différences entre les classes devraient être moins importantes qu'elles ne le sont actuellement : tout à fait d'accord	- 1,17
Les différences entre les bas salaires et les salaires élevés doivent rester comme elles sont. : pas d'accord du tout	- 1,12
Les différences entre les classes devraient être moins importantes qu'elles ne le sont actuellement ni d'accord ni pas d'accord	+ 0,81
Le gouvernement devrait réduire les différences de revenus. : pas d'accord	+ 0,86
Les ouvriers doivent toujours lutter pour leur égalité dans la société : pas d'accord	+ 0,97

Le pôle négatif n'est non seulement dominé par les modalités contenant le plus de variance de l'axe il est presque synonyme de ces cinq réponses, presque toutes les autres réponses se

situant dans la branche positive de l'axe. Il s'agit donc bien de la mesure de sentiments « ouvriers » que mesure cet axe sans que la position « bourgeoise » soit définie autrement que par l'absence à des items fortement ouvriers. Notons dans ce contexte que parmi les trois modalités qui contribuent le plus au pôle positif, une soit de fait une non-réponse et sur une question relativement tranché comme l'avenir de la différence de classes.
L'échelle est donc caractérisé par un pôle très ouvrier et idéologique et un pôle opposé caractérisé par l'absence de cette idéologie et en partie son refus de plus en plus fort.

La situation britannique est très intéressante à cause de l'exceptionnelle longévité de l'appareil utilisé. Il a été développé à la fin des années 1960 par Butler et Stokes pour les enquêtes *Political Change in Britain*[367]. L'appareil est constitué de sept items. Six items classiques avec un énoncé et une opinion sur une échelle en cinq positions et un item qui demande une réponse sur une échelle de trois réponses. Cette dernière demande s'il faut augmenter les taxes et impôts et dépenser plus, baisser taxes, impôts et dépenses ou maintenir tout à peu près au même niveau. La batterie des six énoncés est constituée par : Les populations ouvrières reçoivent une part équitable de la richesse. Il y a une loi pour les riches et une pour les pauvres. Les syndicats forts ne sont pas nécessaires afin de défendre l'emploi. L'entreprise privée est le meilleur moyen afin de résoudre les problèmes du Royaume-Uni. Les services publics et l'industrie devraient être contrôlé par l'Etat. Il est de la responsabilité de l'Etat de fournir des emplois.

L'analyse par ACM spé. admet jusqu'à trois dimensions principales après Scree-Test.

Tableau A-29 Valeurs propres de l'analyse en ACM spé. des attitudes économiques au Royaume-Uni

Numéro de l'axe	Valeur propre	Pourcentage de la Variance
1	0,3529	9,46
2	0,2732	7,32
3	0,2276	6,10
4	0,1800	4,83
5	0,1685	4,52
6	0,1500	4,02
7	0,1492	4,00

367 BUTLER, David, Stokes, David. *Political change in Britain: forces shaping electoral choice*. Basingstoke, Macmillan, 1970. 516 p.

Nous ne conserverons que le second de ces trois axes car il est le seul à conserver des échelles utilisables et le moins concerné par des effets de Guttmann très fort dans cet appareil. Afin d'expliquer ce choix nous prenons comme exemple les coordonnées des réponses à l'item sur la nécessité des syndicats.

Tableau A-30 coordonnées de l'opinion sur les syndicats

Les syndicats ne sont pas nécessaires afin de défendre l'emploi.			
Coordonnées	**Axe 1**	**Axe 2**	**Axe 3**
tout à fait d'accord	-1,00	1,26	-0,31
d'accord	0,35	0,84	0,32
ni d'accord ni pas d'accord	0,52	0,11	-0,89
pas d'accord	0,22	-0,34	0,35
pas du tout d'accord	-1,33	-0,21	-0,10

Le premier axe oppose les modalités à forte intensité contre l'indécision et les modalités de faible intensité. Sur le troisième axe les réponses modérées se trouvent opposés aussi bien aux réponses accentués et la non-décision. Devant ces deux axes peu exploitables dans l'état nous avons décidé de nous concentrer sur le second axe qui est interprétable.

Le deuxième axe est principalement déterminé par cinq modalités qui contribuent un peu moins de la moitié de la variance. Il s'agit exclusivement de positions associés avec la « droite » économique (libérale économiquement, Etat réduit, règlement par le marché) mais aussi bien des modalités de forte que de faible intensité indiquant qu'il n'y a pas à priori de construction idéologique hautement cohérente mais laissant paraître certaines nuances.

Tableau A-31 Plus fortes contribution à l'axe 2

Modalité	Contribution à la variance
L'entreprise privée est le meilleur moyen afin de résoudre les problèmes du Royaume-Uni : tout à fait d'accord	13,0%
Les services publics et l'industrie devraient être contrôlé par l'Etat. : pas du tout d'accord	10,4%
Les populations ouvrières reçoivent une part équitable de la richesse :	8,9%

d'accord	
Il est de la responsabilité de l'Etat de fournir des emplois : pas du tout d'accord	8,0%
Il y a une loi pour les riches et une pour les pauvres : pas d'accord	7,6%

La liste des positions relatives des modalités contribuant plus que la moyenne est relativement longue avec 12 modalités.

Tableau A-32 Coordonnées des modalités actives marquantes de l'axe 2

Modalité	Coordonnée sur l'axe 2
Les populations ouvrières reçoivent une part équitable de la richesse : pas d'accord	- 0,45
Il y a une loi pour les riches et une pour les pauvres : d'accord	- 0,41
Il est de la responsabilité de l'Etat de fournir des emplois : pas d'accord	+ 0,54
L'entreprise privée est le meilleur moyen afin de résoudre les problèmes du Royaume-Uni : d'accord	+ 0,64
Les syndicats forts ne sont pas nécessaires afin de défendre l'emploi : d'accord	+ 0,84
Il y a une loi pour les riches et une pour les pauvres : pas d'accord	+ 1,04
Les populations ouvrières reçoivent une part équitable de la richesse : d'accord	+ 1,05
Les syndicats forts ne sont pas nécessaires afin de défendre l'emploi : tout à fait d'accord	+ 1,26
Il y a une loi pour les riches et une pour les pauvres : pas du tout d'accord	+ 1,47
Les services publics et l'industrie devraient être contrôlé par l'Etat. : pas du tout d'accord	+ 2,08
L'entreprise privée est le meilleur moyen afin de résoudre les problèmes du Royaume-Uni : tout à fait d'accord	+ 2,22
Il est de la responsabilité de l'Etat de fournir des emplois : pas du tout d'accord	+ 2,49

On peut distinguer dans cette liste trois groupes de modalités. En premier lieu les deux seules modalités contribuant à plus de la moyenne en zone négative. Il s'agit de positions associés à la gauche économique mais principalement sur le point de l'équité et la justice et nettement moins sur les aspects de politique économique (propriété publique d'industries et de services, création d'emplois, rôle des syndicats). Le deuxième groupe est constitué des modalité entre +

0,50 et + 1,50 qui se positionnent sur les questions d'égalité et le rôle de syndicats donc en opposition au premier groupe. Le troisième groupe est constitué des trois modalités au delà de +2 qui se focalisent sur le rôle de l'entreprise privée et de l'Etat dans la gestion de l'économie. Le pôle positif est donc dominé par la restriction du rôle de l'Etat dans l'économie. Le pôle négatif est principalement constitué de questions sur l'équité de la société pour les couches populaires. Les prises de position pour une plus grande influence de l'Etat sur l'économie se situent aussi près de ce pôle mais ne contribuent que très peu à la variance de l'axe.

Tableau A-33 Items inclus dans l'analyse par enquête 1/3

	VCUG 2002	VCUG1998	VCUG 1994	BNES 2003	BNES 1999	BNES 1995	BNES 1991	BES 1997	SRS 1997	SSAS 1999	SSAS 2001	SSAS 2003	WRS 1997	WAES 1999	WES 2001	WLTS 2003
Demographic Details																
Gender	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Age	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Religion	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Church Attendance	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Highest Level of Education	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Economic activity	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Household income	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Self Ascribed Social Class	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Social Class (Goldthorpe)	X			X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Post-Materialism	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X			X	X
Political Efficacy																
Satisfaction with Democracy	X	X	X	X	X			X		X	X	X			X	X
1. Voting has no sense	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2. Parties only want votes	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
3. It doesn't matter who is in power	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X		
4. Politicians are out of touch	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X		
5. Politicians try to do the best	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X
6. Politicians don't listen	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Interest in Politics	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X			X
Composite Indicator of political participation	X	X	X	X	X	X	X									X

Tableau A-34 Items inclus dans l'analyse par enquête 2/3

	VCUG 2002	VCUG1998	VCUG 1994	BNES 2003	BNES 1999	BNES 1995	BNES 1991	BES 1997	SRS 1997	SSAS 1999	SSAS 2001	SSAS 2003	WRS 1997	WAES 1999	WES 2001	WLTS 2003
Economy /Left-Right																
Auto Left-Right Placement	X	X	X	X	X	X	X	X								
Trade Unions promote workers interest				X	X	X	X									
Workers struggle for equal position				X	X	X	X									
Reduce class differences				X	X	X	X									
Maintain income differentials				X	X	X	X									
Government to reduce income differentials				X	X	X	X									
Social Order Fair or Unfair	X	X	X													
Working People get fair share of wealth								X	X	X	X	X	X	X	X	X
One Law for the rich and one for the poor								X	X	X	X	X	X	X	X	X
There is no need for strong Trade Unions to defend employment								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Private enterprise is the best way to solve GB problems								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Public services and industry should be state-controlled								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Government responsability to provide jobs								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Tax more and spend more								X	X	X	X		X	X	X	X
Xenophobia / Racism																
attitude on incoming or leaving of immigrants	X	X		X	X	X	X									
Germany is foreign controlled	X	X	X													
Foreigner should marry in their own group	X	X	X													
Jews have to much influence	X	X	X													
Jews don't fit in society	X	X	X													
Sympathy for attacks on asylum seekers	X	X	X													
Immigrants cannot be trusted				X	X	X	X									
Immigrants contribute to our welfare				X	X	X										
Immigrants exploit the social security system				X	X	X	X									
Foreigners should have the right to vote				X	X	X										
Muslims are a threat to our culture				X	X	X	X									
Presence of different cultures enriches society				X	X	X	X									

Tableau A-35 Items inclus dans l'analyse par enquête 3/3

	VCUG 2002	VCUG1998	VCUG 1994	BNES 2003	BNES 1999	BNES 1995	BNES 1991	BES 1997	SRS 1997	SSAS 1999	SSAS 2001	SSAS 2003	WRS 1997	WAES 1999	WES 2001	WLTS 2003
Authoritarianism																
Child has to learn to respect for authorities					X	X	X									
To solve problems get rid of immoral people				X	X	X	X									
Need for strong leaders				X	X	X										
Censorship is necessary to uphold moral standards								X	X	X	X	X	X	X		
Youth don't respect enough traditional values								X	X	X		X	X	X		
restore death penalty								X			X	X				
Stiffer sentences for criminals								X			X	X				
We should have the courage to have a strong sense of nationality	X	X	X													
Group interests should be subordinate to general welfare	X	X	X													
Dictatorship better type of state	X	X	X													
Socialism was good idea but bad execution	X	X	X													
Nationalsocialism had its positive aspects	X	X	X													
without jew extermination Hitler would be remembered as a great statesman	X	X	X													
Identity and Europe																
Identity (Moreno-Scale)				X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Nation-ID British								X	X	X	X	X	X		X	X
Nation-ID Welsh Scottish								X	X	X	X	X	X		X	X
Nation-ID European								X	X	X	X	X	X		X	X
Best-Nation								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Feel Connected: Land	X	X														
Feel Connected: Germany	X	X														
Feel Connected: Europe	X															
Community of primary allegiance				X	X	X	X									
Community of secondary allegiance				X	X	X	X									
European Integration index	X	X						X	X	X		X	X	X	X	X
More in common with Walloon or Dutch				X	X		X									
More in common with same class English or opposite class Scot/Welsh								X	X	X	X	X	X	X	X	X
Composite anti-militarism index				X	X				X			X	X			X
Constitutional Preference				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Liste des variables et leurs valeurs possibles du fichier cumulé ayant servi à l'étude

Codebook

V 5.3 Juin 2010

Frédéric Falkenhagen

List of variables on the working file

Name	(Position)	Label
id	(1)	Running Case number

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right

Name	(Position)	Label
country	(2)	Country

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Belgium (BE)
2	Germany (DE)
3	United Kingdom (UK)

study (3) Study

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1228	Belgian National Election Survey 1991
1422	Belgian National Election Survey 1995
1693	Belgian National Election Survey 1999
2003	Belgian National Election Survey 2003
2601	Post-Election Study on the Federal Parliament Election Germa
3065	Political Attitudes, Political Participation and Voter Condu
3066	Political Attitudes, Political Participation and Voter Condu
3861	Political Attitudes, Political Participation and Voter Condu
3887	British Election Study 1997
3889	Scottish Election Study 1997
3924	Scottish Referendum 1997
3952	Welsh Referendum Study
4180	Welsh Assembly Election Study 1999
4346	SCOTTISH SOCIAL ATTITUDES STUDY 1999
4503	Scottish Social Attitudes 2000
4546	Welsh Election Study 2001
4615	British social attitudes survey 2001
4619	British Election Study 2001
4742	NOP- National Assembly for Wales 2003
4804	Scottish Social Attitudes 2001
4808	Scottish Social Attitudes 2002
5052	Wales Life and Time Study 2003
5076	Scottish Social Attitudes 2003
5298	Scottish Social Attitudes 2004

year (4) year

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

scope (5) In-scope?

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
0	out of scope
1	in scope

oldid (6) original case number

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

reg (7) Region / country

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Belgium - Flanders
2	Belgium - Wallonia
3	Belgium - Brussels
4	Germany - Bavaria
5	Germany - Baden-Württemberg
6	Germany - remaining West-Germany
7	Germany - East Germany
8	United Kingdom - Scotland
9	United Kingdom - Wales
10	United Kingdom - England

sex (8) Gender

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	male
2	female
9 M	no information

agecat (9) Age

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	18-24 years old
2	25-34 years old
3	35-44 years old
4	45-54 years old
5	55-64 years old
6	65 years old and older
9 M	no information

religion (10) Religion

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	Roman Catholic
2	Established Protestants
3	Dissenting Protestants
4	Other Christian
5	Other Religion
6	No Religion
9 M	Refusal / No Information

chatt (11) Church Attendance

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	Once every week or more
2	Once a month or more
3	Once a year or more
4	less than once a year
5	Never
6	No Religion
9 M	Refusal / No information

educ (12) Highest Level of Education

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	no complete secondary
2	lower level secondary
3	higher level secondary
4	higher / further education
5	University
9	No information/ Refusal

eco (13) Economic activity

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	wage-earner
3	self-employed
4	retired
5	housekeeper and parent
6	unemployed
7	pursuing full-time education
8	other inactive
9	DK/ refusal/ insufficient information

hhinc (14) Household income

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	bottom quintile
2	below average quintile
3	median quintile
4	above average quintile
5	highest quintile
9	refusal / DK

class (15) Self Ascribed Social Class

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	working class / lower class
2	middle class / upper class / higher class
9	refusal / DK

gclass (16) Social Class (Goldthorpe)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Executives-Professionals
2	White Collar workers
3	Self-Employed
4	Skilled blue-collar workers
5	Unskilled blue-collar workers
8	No information/ insufficient information

married (17) marital status (UK DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8
Missing Values: 9

Value	Label
1	married
2	divroced, separated
3	widowed
4	never married
9	Refusal / DK / No information

partner (18) Living with partner (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	living with partner
2	living alone
7	inappropriate
9	Refusal / DK / no information

cohab (19) DRV cohabitation

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	married or living together
2	divorced, widowed, separated
3	living alone and never married
9	Refusal /DK / no information

langbe (20) Language (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Flemish
2	French
3	German

provbe (21) Province (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Antwerp
2	Flemish-Brabant
3	West-Flanders
4	East-Flanders
5	Hainault
6	Liège
7	Limburg
8	Luxemburg
9	Namur
10	Walloon-Brabant
11	Brussels

lauk (22) Local Authority (UK)

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Left
Print Format: A4
Write Format: A4

These descriptions were shortened to improve readability. The dataset contains several hundred labels on this question.

ridinuk (23) Riding (UK)

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F9
Write Format: F9

These descriptions were shortened to improve readability. The dataset contains several hundred labels on this question.

rbde (24) Regierungsbezirk (DE)

Measurement Level: Nominal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

These descriptions were shortened to improve readability. The dataset contains over forty labels on this question.

twnsz (25) Size of town (DE +?)

Measurement Level: Ordinal
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	bis 1.999 EW
2	2000 - 4.999 EW
3	5000 - 19.999 EW
4	20.000-49.999 EW
5	50.000-99.999 EW
6	100000-499.999EW
7	über 500.000 EW

tenuuk (26) tenure (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	owner - occupier
2	rented - council
3	rented - other
4	other situations
9	refusal /DK/ No information

welshuk (27) Speak Welsh (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Yes, fluently
2	Yes, but not fluently
3	No
9	Refusal

pid (28) Party-Identity

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
11	VLD (BE-FL)
12	SP.A (BE-FL)
13	CD&V (BE-FL)
14	Vlaams Blok/ Vlaams Belang (BE-FL)
15	N-VA (BE-FL)
16	AGALEV / Groen (BE-FL)
17	VU (BE-FL)
18	other (BE-FL)
19	none, refusal, DK (BE-FL)
21	PS (BE-WL)
22	MR (BE-WL)
23	CDH (BE-WL)
24	Ecolo (BE-WL)
25	Front National (BE-WL)
28	other (BE-WL)
29	none, refusal, DK (BE-WL)
31	CDU (DE)
32	CSU (DE-BY)
33	SPD (DE)
34	FDP (DE)
35	Bündnis 90/ Grüne (DE)
36	PDS / Linkspartei (DE)
38	other (DE)
39	none, refusal, DK (DE)
41	Labour (UK)
42	Conservative (UK)
43	Liberal Democrat (UK)
44	SNP (UK-SC)
45	Plaid Cymru (UK-WA)
48	other (UK)
49	none, refusal, DK (UK)

partyid (29) Scope party ID

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Vlaams Blok /Vlaams Belang (BE-FL)
2	CSU (DE-BY)
3	SNP (UK-SC)
4	Plaid Cymru (UK-WA)
7	other ethnoregional parties (N-VA, VU, SDLP, SSP, BP et al.)
8	none scope parties
9	no party ID or refusal

europid (30) Party-ID European Party families

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	EPP-ED
2	PES
3	ALDE
4	UEN
5	Green-EFA
6	GUE-NGL
7	ID
8	Non-Inscrits
9	other or none

modepid (31) Party-ID modified Party families

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	EPP-ED (mod)
2	PES (mod)
3	ALDE (mod)
4	Greens (mod)
5	UEN / ID (mod)
6	GUE-NGL (mod)
7	EFA-ethnoregionalists
8	other
9	none

pidstng (32) Strength Party ID

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	very strong
2	quite strong
3	moderate
4	quite weak
5	very weak
9	Refusal, DK, inappropriate

vtrec (33) Vote Recall General Election

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
11	VLD (BE-FL)
12	SP.A (BE-FL)
13	CD&V (BE-FL)
14	Vlaams Blok/ Vlaams Belang (BE-FL)
15	N-VA (BE-FL)
16	AGALEV / Groen (BE-FL)
17	VU (BE-FL)
18	other (BE-FL)
19	none, refusal, DK (BE-FL)
21	PS (BE-WL)
22	MR (BE-WL)
23	CDH (BE-WL)
24	Ecolo (BE-WL)
25	Front National (BE-WL)
28	other (BE-WL)
29	none, refusal, DK (BE-WL)
31	CDU (DE)
32	CSU (DE-BY)
33	SPD (DE)
34	FDP (DE)
35	Bündnis 90/ Grüne (DE)
36	PDS / Linkspartei (DE)
38	other (DE)
39	none, refusal, DK (DE)
41	Labour (UK)
42	Conservative (UK)
43	Liberal Democrat (UK)
44	SNP (UK-SC)
45	Plaid Cymru (UK-WA)
48	other (UK)
49	none, refusal, DK (UK)

v1stde (34) Vote Recall Erststimme (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
31	CDU (DE)
32	CSU (DE-BY)
33	SPD (DE)
34	FDP (DE)
35	Bündnis 90/ Grüne (DE)
36	PDS / Linkspartei (DE)
38	other (DE)
39	none, refusal, DK (DE)

vtanc (35) Vote Recall anterior General Election

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
11	VLD (BE-FL)
12	SP.A (BE-FL)
13	CD&V (BE-FL)
14	Vlaams Blok/ Vlaams Belang (BE-FL)
15	N-VA (BE-FL)
16	AGALEV / Groen (BE-FL)
17	VU (BE-FL)
18	other (BE-FL)
19	none, refusal, DK (BE-FL)
21	PS (BE-WL)
22	MR (BE-WL)
23	CDH (BE-WL)
24	Ecolo (BE-WL)
25	Front National (BE-WL)
28	other (BE-WL)
29	none, refusal, DK (BE-WL)
31	CDU (DE)
32	CSU (DE-BY)
33	SPD (DE)
34	FDP (DE)
35	Bündnis 90/ Grüne (DE)
36	PDS / Linkspartei (DE)
38	other (DE)
39	none, refusal, DK (DE)
41	Labour (UK)
42	Conservative (UK)
43	Liberal Democrat (UK)
44	SNP (UK-SC)
45	Plaid Cymru (UK-WA)
48	other (UK)
49	none, refusal, DK (UK)

vtscpty (36) Scope Party voter

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Vlaams Blok /Vlaams Belang (BE-FL)
2	CSU (DE-BY)
3	SNP (UK-SC)
4	Plaid Cymru (UK-WA)
7	other ethnoregional parties (N-VA, VU, SDLP, SSP, BP et al.)
8	none scope parties
9	no vote or refusal

vtepid (37) Vote Recall General Election European Party families

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	EPP-ED
2	PES
3	ALDE
4	UEN
5	Green-EFA
6	GUE-NGL
7	ID
8	Non-Inscrits
9	other or none

vtmepid (38) Vote Recall General Election modified European Party families

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	EPP-ED (mod)
2	PES (mod)
3	ALDE (mod)
4	Greens (mod)
5	UEN / ID (mod)
6	GUE-NGL (mod)
7	EFA-ethnoregionalists
8	other
9	none

vtrreg (39) Vote middle tier elections (UK, BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
11	VLD (BE-FL)
12	SP.A (BE-FL)
13	CD&V (BE-FL)
14	Vlaams Blok/ Vlaams Belang (BE-FL)
15	N-VA (BE-FL)
16	AGALEV / Groen (BE-FL)
17	VU (BE-FL)
18	other (BE-FL)
19	none, refusal, DK (BE-FL)
21	PS (BE-WL)
22	MR (BE-WL)
23	CDH (BE-WL)
24	Ecolo (BE-WL)
25	Front National (BE-WL)
28	other (BE-WL)
29	none, refusal, DK (BE-WL)
41	Labour (UK)
42	Conservative (UK)
43	Liberal Democrat (UK)
44	SNP (UK-SC)
45	Plaid Cymru (UK-WA)
48	other (UK)
49	none, refusal, DK (UK)

vtrrluk (40) Vote Recall regional lists (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
41	Labour (UK)
42	Conservative (UK)
43	Liberal Democrat (UK)
44	SNP (UK-SC)
45	Plaid Cymru (UK-WA)
48	other (UK)
49	none, refusal, DK (UK)

vtsdfde (41) Sonntagsfrage (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
31	CDU (DE)
32	CSU (DE-BY)
33	SPD (DE)
34	FDP (DE)
35	Bündnis 90/ Grüne (DE)
36	PDS / Linkspartei (DE)
38	other (DE)
39	none, refusal, DK (DE)

pm1st (42) Most desired goal (UK+DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	order in nation (mat)
2	more say in government (post-mat)
3	fight rising prices (mat)
4	freedom of speech (post-mat)
9	DK, refusal

pm2nd (43) Second most desired goal (UK+DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	order in nation (mat)
2	more say in government (post-mat)
3	fight rising prices (mat)
4	freedom of speech (post-mat)
9	DK, refusal

pm3rd (44) Third most desired goal (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	order in nation (mat)
2	more say in government (post-mat)
3	fight rising prices (mat)
4	freedom of speech (post-mat)
9	DK, refusal

pm4th (45) Fourth most desired goal (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	order in nation (mat)
2	more say in government (post-mat)
3	fight rising prices (mat)
4	freedom of speech (post-mat)
9	DK, refusal

pmo1be (46) Objective 1 (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	maintain law and order (mat)
2	give people more say in gov (post-mat)
3	fight inflation (mat)
4	Protect freedom of speech (post-mat)
5	preserve economic growth (mat)
6	provide a strong army in the country (mat)
7	Give people more say in local gov (post-mat)
8	Improve the environment (post-mat)
9	maintain a stable economy (mat)
10	Fight Crime (mat)
11	build a friendlier community (post-mat)
12	develop a society where ideas count more than money (post)
99	Item non response

pmo2be (47) Objective 2 (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	maintain law and order (mat)
2	give people more say in gov (post-mat)
3	fight inflation (mat)
4	Protect freedom of speech (post-mat)
5	preserve economic growth (mat)
6	provide a strong army in the country (mat)
7	Give people more say in local gov (post-mat)
8	Improve the environment (post-mat)
9	maintain a stable economy (mat)
10	Fight Crime (mat)
11	build a friendlier community (post-mat)
12	develop a society where ideas count more than money (post)
99	Item non response

pmo3be (48) Objective 3 (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	maintain law and order (mat)
2	give people more say in gov (post-mat)
3	fight inflation (mat)
4	Protect freedom of speech (post-mat)
5	preserve economic growth (mat)
6	provide a strong army in the country (mat)
7	Give people more say in local gov (post-mat)
8	Improve the environment (post-mat)
9	maintain a stable economy (mat)
10	Fight Crime (mat)
11	build a friendlier community (post-mat)
12	develop a society where ideas count more than money (post)
99	Item non response

pmo4be (49) Objective 4 (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	maintain law and order (mat)
2	give people more say in gov (post-mat)
3	fight inflation (mat)
4	Protect freedom of speech (post-mat)
5	preserve economic growth (mat)
6	provide a strong army in the country (mat)
7	Give people more say in local gov (post-mat)
8	Improve the environment (post-mat)
9	maintain a stable economy (mat)
10	Fight Crime (mat)
11	build a friendlier community (post-mat)
12	develop a society where ideas count more than money (post)
99	Item non response

pmo5be (50) Objective 5 (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	maintain law and order (mat)
2	give people more say in gov (post-mat)
3	fight inflation (mat)
4	Protect freedom of speech (post-mat)
5	preserve economic growth (mat)
6	provide a strong army in the country (mat)
7	Give people more say in local gov (post-mat)
8	Improve the environment (post-mat)
9	maintain a stable economy (mat)
10	Fight Crime (mat)
11	build a friendlier community (post-mat)
12	develop a society where ideas count more than money (post)
99	Item non response

postmat (51) Materialism/ Postmaterialism Summary

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	materialists
2	mixed positions
3	post-materialists
9	incoherences

demsat (52) Satisfaction with Democracy

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	very satisfied
2	satisfied
3	neither satisfied nor dissatisfied
4	dissatisfied
5	very dissatisfied
9	DK, refusal

polef1 (53) 1. Vote has no sense

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polef2 (54) 2. Parties only want votes

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polef3 (55) 3. It doesn't matter who is in power

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polef4 (56) 4. Politicians are out of touch

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polef5 (57) 5. Politicians try to do the best

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polef6 (58) 6. Politicians don't listen

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

polintr (59) Interest in Politics

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	very strong
2	strong
3	moderate
4	weak
5	none or almost none
9	DK, refusal

popat (60) Composite Indicator of political participation

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low
2	Low
3	moderate
4	High
5	Very High

lrscale (61) Auto Left-Right Placement (BE + DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
0	Left
1	1
2	2
3	3
4	4
5	centre
6	6
7	7
8	8
9	9
10	Right

lrbe1 (62) Trade Unions promote workers interest (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lrbe2 (63) Workers struggle for equal position (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lrbe3 (64) Reduce class differences (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lrbe4 (65) Maintain income differentials (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lrbe5 (66) Government to reduce income differentials (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lrcbe (67) Composite Indicator Belgium

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Left
2	Centre-Left
3	Centre
4	Centre-Right
5	Right
9	no or insufficient data

lrde1 (68) Social Order Fair or Unfair (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Fair
2	unfair
9	refused, DK

lruk1 (69) Working People get fair share of wealth (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk2 (70) One Law for the rich and one for the poor (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk3 (71) There is no need for strong Trade Unions to defend employment (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk4 (72) Private enterprise is the best way to solve GB problems (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk5 (73) Public services and industry should be state-controlled (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk6 (74) Government responsability to provide jobs (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

lruk7 (75) Tax more and spend more (UK - partial)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	taxes up and spend more
2	maintain course
3	taxes down and spend less
9	DK, refused

lrcuk (76) Composite Indicator UK

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Left
2	Centre-Left
3	Centre
4	Centre-Right
5	Right
9	no or insufficient data

immig (77) Immigration Flux Composite Index

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly anti-immigration
2	moderately anti-immigration
4	moderately pro-immigration
5	strongly pro-immigration
9	invoherent data

imde1 (78) Germany is foreign controlled (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imde2 (79) Foreigner should marry in their own group (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imde3 (80) Jews have to much influence (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imde4 (81) Jews don't fit in society (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imde5 (82) Sympathy for attacks on asylum seekers (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imcde (83) German composite racism indicator

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low Xenophobia
2	Low Xenophobia
3	Medium Xenophobia
4	High Xenophobia
5	Very High Xenophobia
9	no or insufficient data

imbe1 (84) Immigrants cannot be trusted (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imbe2 (85) Immigrants contribute to our welfare (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imbe3 (86) Immigrants exploit the social security system (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imbe4 (87) Foreigners should have right to vote (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imbe5 (88) Muslims are a threat to our culture (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imbe6 (89) Presence of different cultures enriches society (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

imcbe (90) Belgian composite xenophobia indicator

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low Xenophobia
2	Low Xenophobia
3	Medium Xenophobia
4	High Xenophobia
5	Very High Xenophobia
9	no or insufficient data

autbe1 (91) Child has to learn to respect for authorities (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autbe2 (92) To solve problems get rid of immoral people (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autbe3 (93) Need for strong leaders (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autcbe (94) Belgian authoritarian compositie index

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low Authoritarianism
2	Low Authoritarianism
3	Medium Authoritarianism
4	High Authoritarianism
5	Very High Authoritarianism
9	no or insufficient data

autuk1 (95) Censorship is necessary to uphold moral standards (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autuk2 (96) Youth don't respect enough traditional values (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autuk3 (97) bring back death penalty (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autuk4 (98) Stiffer sentences for criminals (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly agree
2	agree
3	neither agree nor disagree
4	disagree
5	strongly disagree
9	DK, refusal

autcuk (99) British authoritarian composite index

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low Authoritarianism
2	Low Authoritarianism
3	Medium Authoritarianism
4	High Authoritarianism
5	Very High Authoritarianism
9	no or insufficient data

autde1 (100) We should have the courage to have a strong sense of nationality (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autde2 (101) Group interests should be subordinate to general welfare (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autde3 (102) Dictatorship better type of state (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autde4 (103) Socialism was good idea but bad execution (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autde5 (104) Nationalsocialism had itd positive aspects (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autde6 (105) without jew extermination Hitler would be remembered as a great statesman (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

autcde (106) German authoritarian and chauvinism index

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Low Authoritarianism
2	Low Authoritarianism
3	Medium Authoritarianism
4	High Authoritarianism
5	Very High Authoritarianism
9	no or insufficient data

idmore (107) Identity (Moreno-Scale) (BE+UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	only regional-ID, no central-ID
2	more regional-ID than central-ID
3	about equally regional-ID and central-ID
4	less regional-ID than central-ID
5	no regional-ID, only central--ID
9	DK, refusal

idukgb (108) Nation-ID British (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Yes
2	No
9	module non response

iduknat (109) Nation-ID Welsh Scottish (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Yes
2	No
9	module non response

idukeu (110) Nation-ID European (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Yes
2	No
9	module non response

bnatuk (111) Best-Nation (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	British
2	Scottish / Welsh
3	European
4	Other
9	module non-response

iddereg (112) Feel Connected: Region (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly connected
2	somewhat connected
3	sparsely connected
4	not at all connected
9	DK, refusal

iddela (113) Feel Connected: Land (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly connected
2	somewhat connected
3	sparsely connected
4	not at all connected
9	DK, refusal

iddede (114) Feel Connected: Germany (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly connected
2	somewhat connected
3	sparsely connected
4	not at all connected
9	DK, refusal

iddeeu (115) Feel Connected: Europe (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly connected
2	somewhat connected
3	sparsely connected
4	not at all connected
9	DK, refusal

idbe1 (116) Community of primary allegiance (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Belgium
2	French-speaking Community
3	Flemish Community/ Region
4	German-speaking Community
5	Walloon Region
6	Brussels Region
7	Province
8	Commune or City
77	DK
99	Item non response

idbe2 (117) Community of secondary allegiance (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Belgium
2	French-speaking Community
3	Flemish Community/ Region
4	German-speaking Community
5	Walloon Region
6	Brussels Region
7	Province
8	Commune or City
77	DK
99	Item non response

idbeeu (118) Place of Europe (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	At the top
2	In between
3	At the bottom
7	DK
9	Item Non response

depride (119) Proud to be German (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	strongly disagree
2	disagree
3	neither agree nor disagree
4	agree
5	strongly agree
9	DK, refusal

ukpride (120) Proud to be british (UK rare)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Proud
2	Proud
3	somewhat proud
4	not very proud
5	not proud at all
9	DK, refusal

uknpride (121) Proud to be Sottish/ Welsh (UK one occurence each)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Proud
2	Proud
3	somewhat proud
4	not very proud
5	not proud at all
9	DK, refusal

bepride (122) Proud of my own people (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Very Proud
2	Proud
3	somewhat proud
4	not very proud
5	not proud at all
9	DK, refusal

ceuint (123) European Integration index (DE UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Pro-Integration
2	Mid-range position
3	Anti-Integration
9	incoherent data

beeucit (124) Feeling oneself as european citizen (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Never
2	Sometimes
3	Often
9	DK, refused

idbelc (125) More in common with Walloon or Dutch (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	closer to Dutch/French
2	Closer to other language Belgian
3	No difference between
4	It depends
9	DK, refused

iduknc (126) More in common with same class English or opposite class Scot/Welsh (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	same class English
2	other class Scot/ Welsh
3	no difference
4	qualified answer
9	DK, refusal

military (127) Composite anti-militarism index (UK BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Pro-War stance
2	intermediate stance
3	Anti-War stance
9	inappropriate Data

cprefuk (128) Constitutional Preference (UK)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Independence outside EU
2	Independence in EU
3	Devolved Parliament with tax power
4	Devolved Parliament without tax power
5	centralized UK
9	DK/ Refusal

tking (129) Trust: King (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tfedp (130) Trust: Federal Parliament (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tfedg (131) Trust: Federal Government (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tpp (132) Trust: Political Parties (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tls (133) Trust: Legal System/ Courts (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tch (134) Trust:Church/ Churches (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tadm (135) Trust: Administration (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tpol (136) Trust: Police (BE DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tmed (137) Trust. The Press (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tbw (138) Trust: Bundeswehr (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

tbverfg (139) Trust: Bundesverfassungsgericht (DE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	Trust Very Much
2	Trust
3	No trust, no distrust
4	Distrust
5	Distrust very much
9	DK, refusal

cprefbe (140) Constitutional Preference (BE)

Measurement Level: Scale
Column Width: 8 Alignment: Right
Print Format: F8
Write Format: F8

Value	Label
1	restoration of the belgian unitary state
2	federal state, more power to the centre
3	federal state, more power to communities and regions
4	Keep the present situation
5	independence (div. configurations)
7	other
9	DK / Refusal

ANNEXES NUMERIQUES

Table des matières des annexes numériques[368]

N01. Tableau synthétique complet des variables utilisées dans le fichier cumulé
N02. Tableau synthétique des questionnaires allemands analysés
N03. Tableau synthétique des questionnaires belges analysés
N04. Tableau synthétique des questionnaires britanniques analysés
N05. Matrice du fichier cumulé
N06. Codebook du fichier cumulé
N07. Tableaux A-2 et A-3 (mesures de l'efficacité politique)

Tableaux de résultats de l'analyse ACM spé avec tris à plats des analyses suivantes:
N08. structure sociale de l'électorat de Plaid Cymru (PC)
N09. structure sociale de l'électorat du Scottish National Party (SNP)
N10. structure sociale de l'électorat de la Christlich Soziale Union (CSU)
N11. structure sociale de l'électorat du Vlaams Blok/ Vlaams Belang (VB)
N12. structure sociale de l'électorat du Labour en Ecosse
N13. structure idéologique de l'électorat de Plaid Cymru (PC)
N14. structure idéologique de l'électorat du Scottish National Party (SNP)
N15. structure idéologique de l'électorat de la Christlich Soziale Union (CSU)
N16. structure idéologique de l'électorat du Vlaams Blok/ Vlaams Belang (VB)
N17. structure idéologique de l'électorat du Labour en Ecosse

368 Nota: l'identifiant Nxx donne le début du nom du fichier sur le CD-ROM des annexes. Référez-vous au fichier lisez-moi.txt pour connaître d'éventuels changements.

Tableaux de résultats de la classification des analyses suivantes:

N18. structure sociale de l'électorat de Plaid Cymru (PC)

N19. structure sociale de l'électorat du Scottish National Party (SNP)

N20. structure sociale de l'électorat de la Christlich Soziale Union (CSU)

N21. structure sociale de l'électorat du Vlaams Blok/ Vlaams Belang (VB)

N22. structure sociale de l'électorat du Labour en Ecosse

N23. structure idéologique de l'électorat de Plaid Cymru (PC)

N24. structure idéologique de l'électorat du Scottish National Party (SNP)

N25. structure idéologique de l'électorat de la Christlich Soziale Union (CSU)

N26. structure idéologique de l'électorat du Vlaams Blok/ Vlaams Belang (VB)

N27. structure idéologique de l'électorat du Labour en Ecosse

N28. Une version numérique de cette thèse